



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03

Nouvelles lois

p. 04

Séances publiques n<sup>os</sup> 29 et 30

p. 04-37

Questions au Gouvernement

p. 38-99

2022-2023

# N 009

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03

Nouvelles lois ..... p. 04

Séances ..... p. 04-37

29<sup>e</sup> séance du mardi 17 janvier 2023 ..... p. 04-20

30<sup>e</sup> séance du mercredi 18 janvier 2023 ..... p. 20-37

Questions au Gouvernement ..... p. 38-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
15/06/2023

**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg

PRINTED IN  
LUXEMBOURG



Réunion de haut niveau des Présidents de Parlement des pays membres de l'OTAN

# Les Présidents de Parlement ont préparé le sommet de l'OTAN à Vilnius



M. Sven Clement (1<sup>re</sup> rangée, 6<sup>e</sup> à droite) a représenté le Président de la Chambre des Députés.

« La sécurité n'est pas l'affaire uniquement de nos Gouvernements. Ces débats appartiennent aussi à nos Parlements. » C'était le mot d'ordre lors de la première « réunion de haut niveau des Présidents de Parlement des pays membres de l'OTAN », qui s'est tenue les 2 et 3 juin 2023 à Vilnius (Lituanie), un mois et demi avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN. Le Président de la Chambre des Députés était représenté par M. Sven Clement, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Les représentants de 25 Parlements des 31 pays membres de l'OTAN ainsi que le Président de la Verkhovna Rada d'Ukraine ont accepté l'invitation de la Présidente du Parlement lituanien, Mme Viktorija Čmilytė, initiatrice de cette réunion. Celle-ci a réitéré que cette réunion de haut niveau pourrait s'instituer comme une tradition annuelle et qu'elle devrait être considérée comme un forum complémentaire à celui de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, dont la session de printemps s'était déroulée du 19 au 22 mai 2023 au Luxembourg.

## Le Grand-Duché, un allié fidèle incarnant les principes d'unité et de solidarité de l'OTAN

Lors de son intervention, M. Clement a rappelé que le Luxembourg a toujours été un allié fiable, incarnant les principes d'unité et de solidarité sur lesquels l'organisation transatlantique a été fondée. Le député a donné des détails sur les facteurs empêchant le Luxembourg d'atteindre le seuil de 2 % du PIB national consacré aux dépenses de défense, tel que fixé par l'OTAN, et a plaidé en faveur d'une politique de sécurité plus large qui irait au-delà des seuls instruments militaires. M. Clement a argumenté que l'approche de l'OTAN ne tient pas compte des réalités du terrain et des spécificités socio-économiques de certains pays. Il a encore précisé que, ces dernières années, le Luxembourg a pris des mesures impor-

tautes pour renforcer ses efforts de défense, en investissant dans des capacités militaires qui vont au-delà des exigences de l'OTAN. Des exemples sont notamment l'acquisition d'un avion de type A400M et la mise à disposition de pilotes et de « loadmasters » dans le cadre de la flotte A400M belgo-luxembourgeoise, la participation au programme multinational MRTT ainsi que l'acquisition de satellites. Finalement, le député a encore appelé les représentants des Parlements des membres de l'OTAN à continuer à coopérer dans un esprit d'unité et de solidarité pour assurer la paix et la sécurité dans la région euro-atlantique.

## Donner une perspective d'adhésion à l'Ukraine

Les perspectives de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ainsi qu'un plan de soutien à long terme du pays souffrant de la guerre d'agression russe ont encore dominé les discussions des représentants des Parlements de l'Alliance. Le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanчук, a demandé à ses homologues de s'engager auprès de leurs Gouvernements respectifs pour envoyer un signal unifié lors du sommet de l'OTAN à Vilnius les 11 et 12 juillet 2023 : inviter l'Ukraine à adhérer à l'Alliance lors du sommet.

S'il y avait bel et bien un consensus général pour continuer à soutenir l'Ukraine, certains représentants se sont pourtant montrés sceptiques envers une procédure d'adhésion « accélérée » de l'Ukraine à l'OTAN. Plusieurs délégations se sont notamment prononcées en faveur d'un rapprochement institutionnel entre l'Ukraine et l'OTAN par la création d'un conseil OTAN-Ukraine et l'intégration du pays dans les structures et les processus de l'OTAN.

## À la rencontre des militaires participant à la mission renforcée (eFP) de l'OTAN

Au programme de la deuxième journée de la visite à Vilnius figurait la démonstration d'un entraînement

de la mission « enhanced Forward Presence » (eFP) de l'OTAN. Cette mission a été mise en place en 2016 suite à l'invasion de la Crimée par la Russie. Le but était de déployer quatre bataillons de combat multinationaux dans les États baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie) et en Pologne afin d'y établir une présence avancée, avec des objectifs de dissuasion et de défense. Six soldats luxembourgeois sont actuellement déployés au sein de cette force internationale placée sous commandement allemand.



Le député a saisi l'occasion pour rencontrer deux des six soldats luxembourgeois stationnés en Lituanie pour sécuriser la zone frontalière des pays baltes.



## Exploitation commune des avions A400M avec la Belgique

**7979 – Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021**

Le projet de loi a pour objet l'approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021. Le projet A400M fut lancé sur base d'un « Memorandum of Understanding (MoU) », lequel n'a cependant pas valeur légale, alors que l'engagement luxembourgeois au sein d'une unité binationale comprend un abandon partiel de souveraineté, l'unité binationale, dans laquelle l'avion luxembourgeois est intégré, étant effectivement opérée depuis la base aérienne militaire belge de Melsbroek. Le projet de loi 7979 a donc pour objet de créer cette base légale par l'approbation du Traité qui remplacera l'arrangement technique entre le Ministre de la Défense du Royaume de Belgique et le Ministre de la Défense du Grand-Duché de Luxembourg concernant l'exploitation commune des avions de transport A400M dans la flotte binationale, signé à Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15/03/2022

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

14/10/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12/01/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/01/2023

Loi du 1<sup>er</sup> mars 2023

Mémorial A : 2023, n° 107, page 1

## 29<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

### Sommaire

- |  |              |   |
|--|--------------|---|
| <b>1. Ouverture de la séance publique</b>  | <b>p. 05</b> | Mme Stéphanie Empain   M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire  |
| M. Fernand Etgen, Président  |              |   |
| <b>2. Communications</b>   | <b>p. 05</b> | <b>Question n° 388 du 17 janvier 2023 de M. Max Hengel relative aux délais d'attente en pédopsychiatrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé</b>   |
| M. Fernand Etgen, Président  |              | <b>p. 11</b>  |
| <b>3. Ordre du jour</b>  | <b>p. 06</b> | M. Max Hengel   Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé   |
| M. Fernand Etgen, Président  |              | <b>Question n° 389 du 17 janvier 2023 de Mme Carole Hartmann relative à la deuxième autorisation d'exploiter un système eSanté de support au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale</b>   |
| <b>4. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Martine Hansen</b>  | <b>p. 06</b> | <b>p. 11</b>  |
| Exposé : Mme Martine Hansen  |              |   |
| <b>5. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement</b>   | <b>p. 06</b> | Mme Carole Hartmann   M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale   |
| Exposé : M. Sven Clement   |              | <b>Question n° 390 du 17 janvier 2023 de M. Sven Clement relative au don du sang des hommes homosexuels, adressée à Mme la Ministre de la Santé</b>   |
| <b>6. Heure de questions au Gouvernement</b>   | <b>p. 07</b> | <b>p. 12</b>  |
| <b>Question n° 382 du 17 janvier 2023 de Mme Octavie Modert relative au projet de réaménagement de l'esplanade de Remich, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</b>  | <b>p. 07</b> | M. Sven Clement   Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé   |
| Mme Octavie Modert   M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Octavie Modert)   |              | <b>Question n° 392 du 17 janvier 2023 de M. Marc Spautz relative à l'avenir du secteur de l'industrie au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie</b>  |
| <b>Question n° 383 du 17 janvier 2023 de M. André Bauler relative à l'acquisition éventuelle par l'État d'unités d'habitation en voie d'achèvement, adressée à M. le Ministre du Logement</b>  | <b>p. 08</b> | <b>Question n° 394 du 17 janvier 2023 de Mme Francine Closener relative aux changements récents dans la direction d'une entreprise luxembourgeoise de renommée internationale de construction de hauts-fourneaux, adressée à M. le Ministre de l'Économie</b>     |
| M. André Bauler   M. Henri Kox, Ministre du Logement   |              | <b>p. 13</b>  |
| <b>Question n° 384 du 16 janvier 2023 de M. Fred Keup relative à la réserve naturelle « Trëntengerdall », adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable</b>   | <b>p. 08</b> | M. Marc Spautz   Mme Francine Closener   M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie   |
| M. Fred Keup   Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable   |              | <b>Question n° 393 du 17 janvier 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à la base légale des contrôles de vitesse, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics</b>  |
| <b>Question n° 385 du 17 janvier 2023 de M. Carlo Weber relative aux mesures d'économie d'énergie proposées dans la circulaire n° 4168 du 5 août 2022, adressée à M. le Ministre de l'Énergie</b>  | <b>p. 09</b> | <b>p. 14</b>  |
| M. Carlo Weber   M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie   |              | M. Fernand Kartheiser   M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics  |
| <b>Question n° 386 du 16 janvier 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative à la lutte contre le chômage de longue durée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire</b>   | <b>p. 09</b> | <b>Question n° 391 du 17 janvier 2023 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix du gaz et son influence sur la facture et les avances payées par les consommateurs ainsi que sur les dépenses de l'État, adressée à M. le Ministre de l'Énergie</b> |
| Mme Myriam Cecchetti   M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire  |              | <b>p. 14</b>  |
| <b>Question n° 387 du 17 janvier 2023 de Mme Stéphanie Empain relative à l'effort humanitaire attribué à l'Afghanistan suite aux développements récents des droits humains sur place, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire</b> | <b>p. 10</b> | M. Mars Di Bartolomeo   M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie   |
|  |              | <b>7. Question élargie n° 176 de Mme Martine Hansen au sujet des mesures de compensation</b>  |
|  |              | <b>p. 15</b>  |
|  |              | Mme Martine Hansen   Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable   Mme Martine Hansen   Mme la Ministre Joëlle Welfring (interventions de Mme Martine Hansen)   |

**8. 7979 – Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021**

p. 17

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain  
 Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen  
 Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7979 et dispense du second vote constitutionnel

**9. Résolution de M. Sven Clement au sujet de la sobriété énergétique** p. 20

Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Turmes, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, M. Georges Engel et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.  
 Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?  
 (Négation)

**2. Communications**

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.  
 D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert oder vum Rôle gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.  
 D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

**Communications du Président – séance publique du 17 janvier 2023**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.  
 Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8121 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État*

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 21/12/2022

8122 – *Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la gestion de l'eau*

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 21/12/2022

8123 – *Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de la nature et des forêts*

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 22/12/2022

8124 – *Projet de loi relative au financement de l'exploitation des services de transports spécifiques réguliers spécialisés*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/12/2022

8128 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 27/12/2022

8129 – *Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 28/12/2022

8130 – *Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives*

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 30/12/2022

8131 – *Projet de loi relatif au financement des services de gardiennage pour les structures d'hébergement et les bâtiments administratifs de l'Office national de l'accueil*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 02/01/2023

8132 – *Projet de loi portant sur certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 2019/881 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013 et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 03/01/2023

8133 – *Projet de loi relatif au mandat de protection future portant modification : 1° du Nouveau Code de procédure civile, et 2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 04/01/2023

8134 – *Projet de loi déterminant les conditions relatives au droit de grâce du Grand-Duc*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 04/01/2023

8135 – *Projet de loi relative à la construction d'un centre sportif à Belval*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 10/01/2023

3) Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :

5006 – *Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment administratif à Luxembourg-gare*

Dépôt : Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 08/08/2002

Retrait du rôle des affaires : 22/12/2022

5349 – *Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives Nationales sur la friche industrielle de Belval-Ouest*

Dépôt : Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 07/06/2004

Retrait du rôle des affaires : 22/12/2022

6010 – *Projet de loi portant modification de l'article 8 et de l'article 20 de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics*

Dépôt : M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 11/03/2009

Retrait du rôle des affaires : 22/12/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2563 – *Demande de pétition publique : Création d'un „Bike Park“ Enduro dans le sud du pays*

Dépôt : M. Vincent Legeleux, le 19/12/2022

2564 – *Demande de pétition ordinaire : Abrogation de la loi du 21 juin 1867 portant approbation du traité de Londres du 11 mai 1867*

Dépôt : M. Patrick Hennes, le 20/12/2022

2565 – *Demande de pétition publique : Échauffement des piscines dans les écoles*

Dépôt : Mme Sanela Sibonjic, le 20/12/2022

2566 – *Demande de pétition publique : Pour un enseignement axé sur les besoins de nos enfants / Fir en Enseignement, deen d'Besoine vun eise Kanner wouerhëlt*

Dépôt : Mme Carla Carvalho Almeida, le 22/12/2022

2567 – *Demande de pétition publique : Abezuelssystem op Bankomater*

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 24/12/2022

2568 – *Demande de pétition publique : Pouvoir se garer gratuitement dans sa commune*

Dépôt : Mme Brenda Santioni, le 26/12/2022

2569 – *Demande de pétition publique : Programme de mammographie*

Dépôt : Mme Michèle Troisième, le 27/12/2022

2570 – *Demande de pétition publique : Faire payer les frontaliers une vignette ou une taxe d'entrée dans le territoire luxembourgeois*

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 28/12/2022

2571 – *Demande de pétition publique : Stationnement résidentiel par commune*

Dépôt : Mme Brenda Santioni, le 30/12/2022

2572 – *Demande de pétition publique : Demande de démission du gouvernement actuel et élections prématurées*

Dépôt : Mme Andrea Havenne, le 30/12/2022

2573 – *Demande de pétition publique : Zugang zu Wohnraum, der durch Bauunternehmer, Investmentfonds und Agence Immobiliären blockiert wird*

Dépôt : M. Thomas Jankowoy, le 02/01/2023

2574 – *Demande de pétition publique : Erweiterung vun de gesetzleche Feierdeeg. Élargissement du nombre des jours fériés légaux*

Dépôt : M. Edoardo Tiberi, le 02/01/2023

2575 – *Demande de pétition publique : Introduire plus de referendums avant la mise en vigueur des lois pour que notre État (re)devienne démocratique*

Dépôt : Mme Corinne Battista, le 03/01/2023

2576 – *Demande de pétition publique : Feux d'artifice*

Dépôt : M. Patrick Schauss, le 09/01/2023

2577 – *Demande de pétition ordinaire : Aktionsplang fir d'Bekämpfung vun de „Mistelen“*

Dépôt : M. Romain Reiter, le 06/01/2023

2578 – Demande de pétition ordinaire : Instaurer une obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats aux élections communales

Dépôt : M. Gaston Blaas, le 08/01/2023

2579 – Demande de pétition publique : Gesetz zur Führerscheinverlängerung ab 60 Jahren ändern

Dépôt : M. Guy Oik, le 09/01/2023

2580 – Demande de pétition publique : Pas de chasse pendant les vacances scolaires luxembourgeoises, les week-ends et les jours fériés

Dépôt : M. Cyril Perrichon, le 10/01/2023

2581 – Demande de pétition publique : Reouverture vum Gebuertshaus Lunata

Dépôt : Mme Kelly Wehles, le 10/01/2023

2582 – Demande de pétition publique : Révision, suppression et substitution des termes utilisés dans une requête et un jugement en matière de bail à loyer

Dépôt : M. Costadinos Gaiganis, le 10/01/2023

2583 – Demande de pétition publique : Instauration d'un organe externe compétent – auditeur libre et journaliste indépendant – s'assurant de l'éthique et de l'impartialité des juges, substitués et greffiers durant une requête et lors des plaidoiries, ainsi que la parfaite retranscription des faits et dits lors de la rédaction d'un jugement ultérieur

Dépôt : M. Costadinos Gaiganis, le 10/01/2023

2584 – Demande de pétition publique : Obligation de notification de la reconduction tacite d'un contrat par les professionnels

Dépôt : M. Christophe Maillard, le 10/01/2023

2585 – Demande de pétition publique : Banderoles de signalisations fluorescentes obligatoires pendant les périodes d'hiver (sécurité/visualisations)

Dépôt : Mme Viviane Margot Seil, le 11/01/2023

2586 – Demande de pétition publique : Zigarettenverkauf an Tankstellen abschaffen

Dépôt : M. Tim Vael, le 12/01/2023

2587 – Demande de pétition publique : Construction d'un centre sportif à Belval avec une piscine olympique de 50 m avec un mur amovible

Dépôt : M. Jérôme Victor Jacques Conzemius, le 12/01/2023

2588 – Demande de pétition publique : Pfand auf allen Arten von PET-Flaschen und Dosen

Dépôt : M. Paulo Dos Santos, le 13/01/2023

2589 – Demande de pétition publique : Limiter au strict usage pédagogique les tablettes numériques distribuées par l'école publique

Dépôt : Mme Constance Jaubert, le 15/01/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Präsidentenkonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 4. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Martine Hansen

Da géif ech d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

#### Exposé

**Mme Martine Hansen** (CSV), auteure | Merci, Här President. Et ass en Depot vun enger Modifikatioun vum Règlement vum der Chamber. Mir hunn dat festgehalten an der SREL-Kontrollkommissioun. Déi Aarbechte lafe scho ganz laang. Mir haten am Februar 2020 och e Brëif un den Här President gemaach, fir datt dat soll an d'Reglementskommissioun kommen. Do ass leider näischt geschitt, dofir maache mer hei elo nach eng Kéier ganz offiziell den Depot, an dann hoffen ech, datt et elo net erëm eng Kéier zwee Joer dauert, ier da vläicht endlech eng Kéier eppes do an der Kommissioun geschitt.

Merci.

8136 – Proposition de modification de l'annexe 2 du Règlement de la Chambre des Députés

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hansen.

### 5. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Sven Clement, dës Kéier fir den Depot vun enger Resolutioun.

#### Exposé

**M. Sven Clement** (Piraten), auteur | Merci, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech hat virun e puer Wochen hei an der Chamber eng Resolutioun deposéiert mam Objet, d'Empreinte carbone vum der Chamber ze evaluéieren an déi dann och, souwäit et geet, ze mitigéieren. Mir hunn deemools entscheet, datt déi Resolutioun géif an de Bureau verwise ginn, wou se um Ordre du jour d'lescht Woch traitéiert gouf a wou mer e konsensuellen Text fonnt hunn, mat deem de Bureau dann averstane kéint sinn. An ech géif Iech déi dann haut nach eng Kéier deposéieren, soudatt se hoffentlech dann haut och kéint zum Vott kommen.

Ech soen Iech Merci.

#### Résolution

D'Chamber stellt fest:

– De Paräisser Klimaaccord an den europäesche Green Deal ginn d'Marsrichtung vir, fir d'europäesch Wirtschaft bis 2050 klimaneutral ze gestalten;

– d'Regierung huet sech an deem Kontext mam PNEC een Instrument ginn, mat deem se d'Zäregasemissioun vum Land bis 2030 wëll reduzéieren;

– d'Institutioun vum Land muss mam gudden Beispill bei der Energiewend virgoen an hir Infrastrukturen, Gebaier, Prozeduren a Schaffweisen esou gestalten, dass och op dese Plazen d'Klimaneutralitéit erreecht gëtt;

– d'Chamber huet als éischte Pouvair vum Land eng besonnench Verantwortung a sollt esou schnell wéi méiglech d'Klimaneutralitéit vun der gesamter Institutioun erreechen;

– d'Piraten hunn den 22. November 2022 eng Resolutioun proposéiert, déi d'Chamber aus deene Grënn opfuert, en ekologesche Bilan opzestëllen;

– d'Agente vun der Administratioun vun der Chamber hunn d'Initiativ ergraff, eng „Charte de sobriété énergétique“ auszuschaffen, déi vun der Direktioun, de Responsable vun de Servicen, der Personaldelegatioun, wéi och vum Bureau vun der Chamber ënnerstëtzt gëtt;

– de Bureau vun der Chamber huet den 9. Dezember decidéiert, der Chamber eng gemeinsam Resolutioun ze ënnerbreeden.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber,

– dass d'Chamber hire gesamten ekologesche Foussofdruck evaluéiert, sech déi néideg Mëttele gëtt a Methoden ausschafft, déi d'gesamt Institutioun an hir Aarbechtsweis bis 2030 klimaneutral maachen;

– de Chambersbureau ze mandatéieren, déi hei annexéiert Proposen, déi vum Personal vun der Chamber ausgeschafft goufen, ze ënnerstëtzen.

(s.) Sven Clement.

Annexe :

Charte de sobriété énergétique

élaborée par, et à l'attention des agents de l'Administration parlementaire

#### 1. Préambule

L'évolution de nos modes de vie ne dépend pas uniquement d'actes individuels, mais aussi largement de choix collectifs. La présente charte vise la sobriété énergétique moyennant des recommandations, en mettant en œuvre des leviers pragmatiques, concrets et impactants pour agir efficacement et faire basculer les usages et comportements.

Par l'élaboration de la présente charte via un processus inclusif, l'Administration parlementaire vise à procéder à des économies d'énergie volontaires. Les agents sont encouragés à appliquer et à promouvoir, dans la mesure du possible, une série d'actions en vue de diminuer la consommation énergétique.

#### 2. Actions retenues et validées par le bureau de la Chambre des Députés

Le chauffage est réglé à 20° dans tous les bâtiments occupés par la Chambre des Députés, tout en respectant la législation en matière de bien-être au travail.<sup>1</sup>

Les horaires de fonctionnement des groupes de ventilation ont été adaptés en fonction de l'occupation des bâtiments, et seront donc éteints les weekends et la nuit.

L'illumination intérieure et extérieure a déjà été réduite de manière substantielle, à savoir : les lumières sont éteintes dans des salles inoccupées et dans les couloirs, les lampes décoratives dans la salle plénière ne sont plus allumées, l'Hôtel de la Chambre n'est plus illuminé.

Finalement, en date du 18 juillet 2022, le Bureau a acté la suppression prochaine des imprimantes individuelles dans les bureaux.

#### 3. Recommandations n'ayant pas de caractère contraignant

Agir sur le chauffage, la climatisation, et la consommation d'énergie en général

- Éviter de laisser les fenêtres ouvertes en cas d'utilisation de la climatisation ou du chauffage et aérer brièvement, en coupant, si possible, le chauffage ou la climatisation.
- Fermer les portes entre les pièces chauffées et non chauffées.
- Éviter l'utilisation de frigos et de chauffages d'appoint individuels dans les bureaux.

Agir sur les éclairages inutiles

- Bannir les éclairages dans les zones inutilisées.
- Éteindre l'éclairage en quittant les salles de réunion.
- Réduire au minimum les lumières décoratives.

<sup>1</sup> La possibilité de mettre à disposition des couvertures « Made in Luxembourg » a été évoquée.

**Agir sur les déplacements**

*Il s'agit du premier levier d'action, car la politique des voyages impacte directement deux des principaux pollueurs : la voiture et l'avion.*

- Réduire, quand c'est possible, le nombre de vols, en privilégiant des vols directs, ou le train par rapport à l'avion si la distance le permet.
- Recourir de façon privilégiée aux transports en commun, d'autant que le Luxembourg est le premier pays au monde à avoir instauré leur gratuité.
- Privilégier le co-voiturage par la mise en place de « communautés de voisinage » entre collègues.<sup>2</sup>
- Avoir recours aux vélos électriques mis à disposition par l'Administration parlementaire pour de courts déplacements en ville, voire recourir aux vélos (vel'OH) classiques mis à disposition par la Ville de Luxembourg, et envisager l'acquisition de vélos classiques pour la Chambre.
- Pour les postes éligibles au télétravail, y avoir recours à raison de deux jours par semaine, si l'organisation du travail le permet, et alterner les réunions en présentiel et par visioconférence.

**Agir sur le numérique**

- Éteindre les écrans tous les soirs et ne pas les laisser en veille. Il est possible de configurer la durée d'inactivité après laquelle l'écran doit être éteint sous « Panneau de configuration », « Options d'alimentation », « Modifier les paramètres du mode de gestion de l'alimentation ».
- Faire baisser les volumes de données stockées et échangées via un archivage régulier des données et un tri systématique des boîtes mails.
- Éviter de multiplier les destinataires des mails, si la transmission de l'information n'est pas absolument nécessaire.
- Éviter l'envoi de pièces jointes en réponse à des mails reçus comportant des annexes.
- Éviter aussi le « reply to all » si ce n'est pas pertinent.
- Éviter de demander des accusés de réception ou de se copier soi-même, si ce n'est pas absolument nécessaire.
- Éviter les impressions inutiles, privilégier les impressions en noir/blanc et en recto/verso.
- En cas d'utilisation d'un téléphone portable au travail, penser à ne pas le laisser branché sur chargeur s'il est rechargé (et enlever le chargeur de la prise). C'est un gaspillage en énergie et ce n'est pas bon pour le téléphone.
- Digitaliser sa manière de travailler quand c'est possible. Pour du support sur ce sujet, ne pas hésiter à contacter l'équipe « Digitalisation » du service technologies de l'information.
- Basculer vers des ordinateurs portables : L'Administration parlementaire remplacera début 2023 les ordinateurs de bureau par des ordinateurs portables, qui consomment en moyenne 60 à 80 % d'électricité en moins.

**Agir sur la consommation d'eau**

- Contrôler régulièrement les conduites d'eau pour détecter d'éventuelles fuites.
- Boire l'eau du robinet.
- Ne faire tourner le lave-vaisselle que lorsqu'il est plein.
- Utiliser l'eau chaude seulement si c'est vraiment nécessaire.

**Autres moyens d'action**

- Éviter l'utilisation des ascenseurs.
- Optimiser l'utilisation des frigos aux différents étages et dans les différents bâtiments et régler la température des frigos situés dans les kitchenettes à 4°.
- Dans le cadre du remplacement du parc informatique, des multiprises avec interrupteurs seront installées sur chaque bureau. Ceci permettra aux agents d'éteindre d'une seule traite l'ensemble des appareils qui y seront branchés.
- Vérifier la luminosité dans les bureaux : si elle est supérieure aux besoins de travail, il est possible d'en diminuer l'intensité.

<sup>2</sup> En téléchargeant l'application « Klaxit », on peut rejoindre la plus grande communauté de covoiturage domicile-travail d'Europe. Chaque jour, 250.000 sièges automobiles vides entrent dans l'agglomération de la ville de Luxembourg.

- Remplacer les interrupteurs classiques par des détecteurs de mouvement aux endroits utilisés de manière ponctuelle (kitchenettes, etc.).
- Mettre en place des prises électriques spécifiques pour charger les vélos électriques personnels.
- Trier les déchets et éviter le plastique.
- Établir un bilan carbone pour la Chambre des Députés et réfléchir à des mesures de compensation intelligentes.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

**6. Heure de questions au Gouvernement**

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Den Deputéierten huet zwou Minutten Zäit, fir d'Fro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

An als Éischt hu mer d'Fro Nummer 382 vun der Madamm Octavie Modert un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert den Ausbau vun der Esplanade zu Réimech. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 382 du 17 janvier 2023 de Mme Octavie Modert relative au projet de réaménagement de l'esplanade de Remich, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Villmools merci, Här President, a wann Der mer erlaabt, fir d'éischt emol un Iech alleguerten – fir déi, déi mer nach net gesinn hunn – alles Guddes am neie Joer! Et gëtt e speziell Joer, et gëtt fir jiddweree vun eis e flott Joer, an ech mengen, d'Gléck an dat Gutt an d'Gesondheet brauche mer alleguer an ech wënschen Iech dat alleguer!

**Plusieurs voix** | Merci gläichfalls!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci villmools! Bei der éischter Fro vun der Froestonn geet et ëm d'Esplanade zu Réimech. Dat ass scho bal eng Never-ending-Story. An et ass d'Kompetenz vum Staat, vu Ponts et chaussées, net vun der Gemeng, wéi dacks gemengt gëtt, an dofir hätt ech e puer Froen do derzou, wannech gelift, well et soll elo nämlech geschwënn en éischten Deel, dee manner komplizéierten ouni Héichwaasserschutz, ugefaange ginn, en éischten Tronçon, wéi dat op Franséisch heescht.

Meng Fro wär: Ass a bleift dat esou? Geet dat elo dëst Joer un, wéi eng Kéier an der Zeitung ze liese war? A meng Fro ass och: Firwat geet dat elo eréischt un? Elo eréischt, well an enger Äntwert zu menger Fro virun dräi an engem hallwe Joer, am Oktober 2019, hunn ech geäntwert kritt, datt d'Soumissioun fir den Avant-projet définitif géif ugangs 2021 gemaach ginn. Dat ass elo schonn e bëssen hier, dofir wëll ech froen: Firwat sinn déi Echeancen net agehale ginn a wéini geet et elo virun?

Dat heescht, meng zweet Fro ass: Wéini soll dann elo endlech den zweeten Deel, den zweeten Tronçon, also dee méi komplizéierten, deen, dee vir a Réimech läit, deen zentral a Réimech läit, endlech lassgoen? A firwat gëtt den Héichwaasserschutz, deen esou weesentlech ass an en deem scho laang gedoktert gëtt, net ugaangen an net mat erageholl. A wéini geet dee virun?

Meng drëtt Fro ass: Wou sinn d'Aarbechten un de Quaien drun? 2019 hat Dir mir nämlech geäntwert, hire Reamenagement wär prioritär.

Véiertens, also vun 2019 bis elo 2023 – dat sinn dräi an en halleft Joer –: Firwat huet et esou laang gedauert a wéini geet et virun? Et ass nämlech wichteg, well ëmmer méi Hotellen, Geschäfte, Restauranten

zu Réimech zouginn. D'Esplanade muss frësch gemaach ginn, fir datt Réimech eng Attraktivitéit behält, déi et awer iwwer Jore verluer huet hei.

An ech sinn zouversichtlech, Här Minister, datt Der eis séier a positiv Äntwerte gitt, well déi Fro hei hätt jo scho virun engem Mount sollen drukommen, also ass do garantéiert elo ganz vill dru geschafft ginn.

An ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An d'Wuert huet elo de Vizepremier a Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Modert fir hir Froen. Et ass natierlech esou: Déi ... D'Madamm Modert seet, ech hätt elo esou laang Zäit gehat, fir do-rober ze äntweren. Dir wësst awer och, datt d'Froen ëmmer allgemeng gehale sinn, wéi mir se kréien. Dir hutt elo vill méi prezis Froe gestallt. Dat ass awer ok, ech hu kee Problem domadder.

*(Interruption par Mme Octavie Modert)*

Jo, jo, natierlech. Also, fir d'éischt emol, fir ... Ech komme mol direkt bei déi positiv Saachen. Den Tronçon 1 op der N10, also bis bei d'Caves St Martin, do ass ausgeschriwwen an do ginn d'Aarbechten och elo am Fréjoer spéitstens nach ..., also op alle Fall virum Summer ginn d'Aarbechten do lass. An dann ass och den APD fäerdeg fir d'Verstärkung vun de Quaien zu Réimech. Dat ass jo och e Projet, deen heizou gehéiert. Dat heescht, wann den APD fäerdeg ass, da ginn d'Ausschreiwungen och elo do lancéiert, soudatt déi Aarbechten och kënnen zügeg ugoen.

Dann ass den Tronçon 2 drun. Dee wäert eréischt dann anschlëssend gemaach ginn. Et ass och esou, datt d'Ponts et chaussées de 27. Januar, also dëse Mount, nach eng Reunion mat der Gemeng Réimech huet, fir eng Kéier den Detail elo ze kucke vun all deenen Aarbechten, déi elo kommen.

An et muss een och soen: Et ass esou, datt dee Projet zu Réimech, Dir hutt et jo selwer gesot, méi Facette beinhalt. Dir hutt engersäits natierlech d'Verschéinerung vun der ganzer Esplanade, Dir hutt d'Quaien, mee Dir hutt och den Héichwaasserschutz. An d'Ponts et chaussées ass natierlech net fir alles zoustänneg do. Den Héichwaasserschutz, do sinn och aner Kompetenzen, déi noutwendeg sinn. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass och: D'Gemeng, déi huet jo awer, ech mengen, och matzeschwätzen, wéi et soll ausgesinn an esou weider, an et sinn och reegelméisseg, muss ech soen, konstruktiv Reunionne mat der Gemeng gewiescht. An da kënnst derbäi, dat ass ... Ech mengen, dat wësst Der, well Der elo gefrot hutt vun 2021 bis haut. Ech mengen, Dir wësst och, mir hunn déi lescht zwee, zwee an en halleft Joer keng einfach Zäit gehat an der Baubranche. Dir hutt covidbedéngt Problemer gehat an der Zäit, mee Dir hutt och aner Problemer gehat, Liwwerketteschwieregkeeten an esou weider an esou virun, also ...

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Et war awer vun 2019 u bis haut.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, och vun 2019 bis haut, dat ass ... Covid ass 2020 komm, am Februar, ech wëll just awer nach eng Kéier drun erënnere fir déi, déi et vläicht net méi wëssen, a mir haten awer zwee Joer, déi waren net einfach, virun allem an der Baubranche: Krankmeldungen, also alles, wat Der wëllt.

Dir hutt och nach entre-temps ... De Moment hutt Der e Problem mat Pénurie de main d'oeuvre. Ech maache mer souwisou ganz vill Suergen ëm d'Baubranche en général, well mer an der Baubranche wierklech keng Leit méi fannen. An d'Regierung ass amgaangen, sech do Gedanken ze maachen, wéi se generell ka kucken, datt mer zu Lëtzebuerg net op eemol e Problem kréien, datt mer keng qualifizéiert ... oder keng Leit méi hunn, fir a verschidde Secteuren ze schaffen.

Bon, alles dat huet bedéngt, datt natierlech dee Projet Verspéidung kritt huet. An dann ass natierlech de Projet och ëmmer erëm awer nach nei iwwerduecht ginn, dat muss ee soen, et sinn ëmmer erëm nei Elementer dra komm. Wa mer gemengt hunn ... D'Ponts et chaussées hat e puermol Variante fäerdeg, an dann ass erëm gesot ginn: „Jo, dat do gefält eis awer net esou“, dann hu mer alt erëm geännert. Jo, natierlech verléiert een ëmmer ërem dowéinst Zäit. Also, dat ass elo kee Reproche, et ass einfach eng Feststellung, mee d'Aarbechte wäerten awer elo, wéi gesot, lassgoen, ganz kloer am Fréijoer, spéitstens bis de Summer op alle Fall. An da bei de Quaien d'nämmlech. An da kënnt den Tronçon 2 direkt hannendrun, soudatt dat awer elo zügeg wäert ëmgesat ginn.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Minister.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 383 vum Här André Bauler un den Här Wunnengsbauminister iwwer eng eventuell staatlech Acquisitioun vu Wunnengen en voie d'achèvement. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 383 du 17 janvier 2023 de M. André Bauler relative à l'acquisition éventuelle par l'État d'unités d'habitation en voie d'achèvement, adressée à M. le Ministre du Logement**

**M. André Bauler (DP)** | Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro un den Här Logementsminister stellen, déi och mat dem Verschaffe vun de Budgeten am Logementsministère selwer ze dinn huet. Fir et méi prezis ze soen, wollt ech gewuer ginn, ob déi Kreditter, déi am Budget stinn an déi och an de leschte Jore progressiv an d'Luucht gesat gi sinn, alleguer kënnen verschafft ginn oder konnte ginn. Ass et also generell esou, datt déi Kreditter, déi virgesi sinn, wierklech zu bal 100 % genotzt ginn? Oder ass et och alt emol virkomm, datt e gréissere budgetäre Sputt bliwwen ass, well eeben net genuch Projeten do waren oder finanzéiert konnte ginn?

D'Regierung soll och elo wéinst der Kris vun der Nofro selwer direkt aktiv um Wunnengsmaart ginn. Wann de Staat also am Kader vun enger Rei vu Wunnprojeten, déi amgaange sinn, vu Promoteure verwierklecht ze ginn, Wunnenge keeft, wéi wäerten dës Transaktiounen also kënnen prozedural gehandelt ginn? Kënnt et do zu engem Appel d'offres oder wéi kann an dësem Dossier konkret verfuere ginn? Wat muss also geschéien, fir datt et och hei net zu enger Violatioun vum Marché-publics-Gesetz kënnt?

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Bauler. Den Här Wunnengsbauminister Henri Kox huet d'Wuert.

**M. Henri Kox, Ministre du Logement** | Här President, merci da fir déi Fro. Ech hat dëst Joer schon eng Kéier ugekënnegt, de 6. Dezember huet op eng aner Fro, dass de Staat duerchaus Interêt huet, am Marché kënnen ze intervenéieren, well eng Rei Ukënnegunge gemaach goufen, fir insbesondere Bauprojeten, déi plus ou moins um Pabeier fäerdeg sinn, kënnen ze kafen.

Fir d'éischt muss ee soen, dass déi Präisser, déi jo ënnerwee sinn, also awer eng gewësse Konsequenz si

vun där laanger niddreger Zënspolittik, well et ass jo net nëmmen zu Lëtzebuerg. A wann Der d'international Press kuckt, ass et insbesondere a grouse Metropolen, wéi eis dat jo och ass, just dass eis Grenze relativ kuert hannert der Grousstad ze fanne sinn. Et wär och gutt, wa mer eng gewësse Berouegung um Marché kéinte kréien, well d'Präisser ginn de Moment nach net esou richteg erof, éischter de Contraire. Dat ass eng Evolutioun éischters postcovid, d'Liwwerketten, dann natierlech d'Inflatioun, d'galoppéierend Inflatioun, an dann d'Veronsécherung vun den Zënzen.

Dat ass e Fakt an dofir hu mer och scho Gesprécher gefouert mat der Chambre immobilière, der Chambre des Métiers an esou weider, fir och mat hinne iwwert d'Méiglechkeet vun deem ze schwätzen.

Dir hutt virdru vun enger Ausschreiwung geschwat. Wann de Staat am Interêt général keeft, da brauche mer et net auszuschreien. Dofir ass et jo och wichtig, dass mer viru Joren, virun 2020, jo dee Fonds spécial gegrënnt hunn, fir eeben aus där Fro – déi kann ech elo net direkt beäntweren – d'Kreditter vum ... de järeliche Kredit am Budget. Déi hu mer jo all eriwuergeholl. Ech mengen, et waren am Ganzen 23 eenzel Artikelen, déi mer an de Fonds spécial gemaach hunn, fir eebe grad méi Flexibilitéit ze hunn a fir och Projeten opzekafen.

Mee an der Vergaangenheet hu mer schon esou Projete kaaft gehat, déi natierlech – an dofir ass dat jo op eisem Site ze erkennen – no engem Cahier des charges fonctionéieren. Dir wësst et, déi, déi an de Gemengen ënnerwee sinn: Wa mir Subventionéierung maachen, dann hu mer e Cahier des charges, deen a sech eng Limitt duerstellt. Dat ass awer net, fir elo all Projet an déi Limitt ze drécken. Et geet dréms, dass déi Projete korrekt sinn, dass se an de Plang passen, an dofir hu mer fir den Artikel 79, also fir Aide à la pierre, jo och eng Kommissioun nei gegrënnt. Mir hunn der souguer zwou, déi vu Beamten am Ministère ënnerschiddlecher Ausbildung, Ekonomisten, Architekten an Ingenieuren ..., fir dann och déi Analys ze maache vun deene Projeten am Aide à la pierre.

A mir hunn elo och nach eng Kéier eng nei Kommissioun gegrënnt, fir eis eebe genau mat där Problematik ausernanerzesetzen, ënner anerem éischters ze analyséieren: Passt et an den éffentleche Wunnengspark? Well den Interêt général muss passen, well soss kréie mer d'Concurrence déloyale, dat muss mer ganz kloer soen, an da kënnen mer awer och op dee Fong zrëckgräifen. Dofir hu mer jo och déi Gesprécher gehat a mir hunn och direkt de Fonds du logement an d'SNHBM matassociéiert. Dat heescht, déi Projeten, déi mer kafen, déi ginn och an dee Park eriwuergefouert, well mir mussen och d'Finalitéit vun der Abordabilitéit dann hunn, dat heescht, et soll och definitiv dann dodranner bliwwen.

Wéi eng Projete sinn ënnerwee? Déi Projete sinn ënnerwee: Mir hunn elo bis haut 20 Projete zur Verfügung gestallt kritt, deels iwwert de Fonds du Logement an d'SNHBM, déi elo zesumme mat där Kommissioun, déi mer am Ministère hunn, genau analyséiere fir ze soen: Éischters, wéi ass et mat der Gréisst vun de Wunnengen? Ass et dat, wat mir och am Abordabele brauchen? Dir wësst, mir brauche Wunnengen, déi och méi Kummeren hunn, de Moment ass do de Manktum grouss. Si se accessibel an der geografescher Ausrichtung am Land? Si se gutt ugebonnen un den éffentlechen Transport? All déi Krittere ginn natierlech gekuckt an natierlech muss och de Präis stëmmen an do denken ech, dass mer och dann eens gi bei deem engen oder anere Projet. Et wäert awer och zu enger Iwwerdreiwung kommen an do muss mer da kucken, dass mer eis gläichzäiteg eens sinn.

*(Interruption par la présidence)*

Wat wichtig ass: Mir ginn awer och eng Decharge ... Pardon, dass ech just nach zwou Minutten, just nach kuert drop aginn.

*(Hilarité)*

Mir leeën awer och Rechenschaft iwwert déi eenzel Projeten hei of. Dir wësst, mir hunn de Fonds spécial, deen alljoers e Rapport hei ofgëtt. Ech denken, dass mer do och op all déi eenzel Projete wäerten agoen, fir Iech awer kënnen Rechenschaft doriwuer ofzelleen, wat genau ka kommen.

Mir hoffen, dass mer eng Win-win-Situatioun kënnen maachen, dass mer deels elo vläicht méi séier un abordabel Wunnenge kommen, awer och eng Stabiliséierung vu verschidde Baufirmen kréien. Et huet kee Sënn, dass mer herno Chômage mussen ënnerstëtzen, wa mer gläichzäiteg awer och präislech korrekt ... keng iwwerdriwwer Präisser mussen hei stäipen, well soss maache mer déi Feeler vu gësch. Also, ech denken, dass mer um gudden Wee sinn, fir eis do eens ze ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 384 vum Här Fred Keup un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert den Naturschutzprojete am Trëntengerdall. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 384 du 16 janvier 2023 de M. Fred Keup relative à la réserve naturelle « Trëntengerdall », adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

**M. Fred Keup (ADR)** | Merci, Här President. Léif Kollegen, Madamm Minister, et geet effektiv ëm den Trëntengerdall. Den Ëmweltministère wëll bekanntlech e grouss Naturschutzgebitt am Trëntengerdall ausweisen, wat awer de betraffene landwirtschaftlechen Acteuren, de Baueren op der Plaz, hir Liewensgrundlag a Fro géif stellen.

Nieft de Bauere stinn och déi betraffene Gemengeresponsabel aus deem Deel am Oste vum Land dem Projet vum Ëmweltministère ganz kritesch géintiwuer a wëllen éischter, dass et beim Ale bleift. Et lafen aktuell Entrevuen tëscht dem Ministère an de betraffene Leit an an deem Kontext stellt sech déi grouss Fro, ob den Ëmweltministère eventuell gewëllt ass, deen Naturschutzprojete am Trëntengerdall ze iwwerdenken.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Keup. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

**Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Fro. Den Trëntengerdall ass net eleng duerch seng geografesch Viraussetzung esou e schützenswäert Territoire, mee en ass et um groussen Deel duerch seng Notzung bis elo. Duerch dës krut en déi besonnesch Qualitéit a Charakteristiken, déi en elo huet, an dës sollen erhale bliwwen, souwuel fir d'Landwirtschaft, fir d'Forstwirtschaft, fir de Wäibau, mee och als Erhuelungsraum fir weider Generatiounen.

Den Trëntengerdall soll e Landschaftsschutzgebitt sinn. An dëser Zort Schutzgebitt sinn d'Reegelen, fir d'Gebitt kënnen weider ze notzen, weesentlech manner strikt wéi an engem classeschen Naturschutzgebitt. Den Haaptzweck vum betreffende Reglement ass, d'Landschaft fräizehale vu weiderer Verbauung,



an den Terrain bleibt domat erhale fir d'Landwirtschaft, de Wäibau an d'Erhuelung.

De Projet ëmfaasst am Verglach zu anere Projeten eng grouss Fläch, 1.700 Hektar, a betrëfft deemno och vill verschidde Proprietäre mat ongeféier 1.500 Parzellen.

Dofir si mir dee Projet an d'Gemengen a bei de Bierger virstelle gaang, ier d'Enquête publique iwwerhaapt ugaangen ass, an dat maache mer oft. Dat heescht, mir maache méi, wéi déi eigentlech prozedural Reegelen et verlaangen. An no dëser Reunioon hate mer weider Echangé mat concernéierte Leit wéi de Proprietären, den Notzer, de Baueren, de Wënzer vun de Flächen an der Zon, mee och mat de Schäferéit vun deenen zwou Fusiounsgemenge Bous a Waldbredimus. Déi Echangé sinn oppen, kritesch, awer ganz konstruktiv verlaaf. All d'Bemierkungen an d'Virschléi, déi do thematiséiert gi sinn, wéi och déi Observatiounen, déi an enger zukünfteger Enquête publique gemaach wäerte ginn, gi selbstverständlech beim Ausschaffe vum finale Reglement detailléiert analyséiert.

Wéi och schonn an den Äntwerten op déi dräi parlamentaresch Ufroe vu virun e puer Woche gesot, ass den Text just an engem Projetsstadium. Dat heescht, e kann nach adaptéiert ginn an e wäert och nach adaptéiert ginn. Esou Adaptatiounen vum Text si gängeg a goufen och scho bei anere Gebidder gemaach, ier de Règlement grand-ducal a Kraaft getrueden ass. An zu de gängegen Adaptatiounen zielen d'Upassung vum Perimeter vum Gebitt an d'Adaptatioun vun de Bewirtschaftungsreegelen.

Am Resümee: Et ass nach näischt a Stee gemeeselt, et ass Work in progress a mir si matzen am Dialog mat de Concernéierten.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Mammad Welfring.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 385 vum Här Carlo Weber un den Här Minister fir Energie iwwert d'Energiespuermesuren, déi an der Circulaire 4168 vum 5. August 2022 proposéiert gi sinn. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 385 du 17 janvier 2023 de M. Carlo Weber relative aux mesures d'économie d'énergie proposées dans la circulaire n° 4168 du 5 août 2022, adressée à M. le Ministre de l'Énergie**

**M. Carlo Weber (LSAP)** | Här President, Kolleginnen a Kollegen, de 5. August d'lescht Joer huet d'Regierung mat der Circulaire 4168 en Appell un d'Gemengen adresséiert, fir datt si als wichteg lokal Acteuren zousätzlech Efforte beim Aspuere vun Energie a Stroum maachen.

An deem Pabeier gouf eng Rei Spuerméiglechkeeten opgeléicht, ënner anerem d'Limitatioun an d'Ausschalte vu Beleuchtungen an öffentleche Gebaier a Stroossebeleuchtungen. Et ass awer generell esou, datt, wa Stroossebeleuchtungen ausgeschalt ginn, d'Beleuchtung bei Zebrasträifen an Trottoire mat ausgeet. Ech mengen, däers waren eis Gemenge sech zu deem Zäitpunkt nach net esou bewosst.

Folgend Sécherheetsproblemer stelle sech awer elo, besonnesch iwwert de Weekend bei grouse Manifestatiounen ab 1.00 Auer, wann d'Luuchten dann ausgeschalt sinn. Ech ginn eng Kéier kuerz drop an. Wa grouss Baler sinn, wou mer dann zum Beispill Entréeën hunn tëschent 500, 1.000, 1.200 Leit mat 500, 600 Autoen, déi stinn da ronderëm de Veräinsbau. D'Late-Night-Busser fueren an d'Night-Rider-Busse kommen, an déi hu jo da keng Méiglechkeet, fir direkt bei de Sall bäizefueren. Da mussen d'Leit, speziell d'Jugend, owes duerch d'Däischtert tëschent 500 Meter an 1 Kilometer

alt do bei d'Busse goen. Dat ass eng grouss Gefor, fannen ech, speziell an deene Wochen d'lescht Zäit, wéi mer d'Wieder hei haten, zemoos wann d'Leit dann och nach däischer gekleet sinn. Dat ass also eigentlech eng zousätzlech Gefor fir eis Jugend. Ech denken hier rezent un déi Aktiounen mat de K.-o.-Drëpsen.

An dësem Zusammenhang wollt ech den Här Minister fir Energie an Aménagement du territoire folgend Froe stellen: Ginn et eventuell Iwwerleeungen am Ministère, fir d'Beleuchtungen de Weekend an de Gemengen unzelossen, oder ginn et eventuell aner Léisungen, Iwwerleeunge fir eventuell Detekteren, Bewegungsmelder, datt d'Luuchten uginn, wann d'Leit wëllen iwwert d'Zebrasträife respektiv iwwert den Trottoir goen?

Dann nach eng lescht Fro: Ginn et eventuell am Ministère Informatiounen, wéi vill Gemenge matmaachen? Well ech muss soen, perséinlech fannen ech et net ganz glécklech, zum Beispill a mengem Kanton. Déi eng Gemenge maache mat, do sinn d'Luuchten all ausgeschalt, an aner Gemenge maachen dann net mat. Dat ass dann net ganz glécklech, fannen ech. Ginn et do eventuell am Ministère Informatiounen, wat fir eng Gemengen do matmaachen oder net?

Ech soen Iech Merci fir eng Äntwert.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Weber. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

**M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie** | Gudde Mëtteg, Här President, léif Deputéiert, léif Kollegen aus der Regierung. D'Stroossebelichtung ass eng Kompetenz vun de Gemengen. Dat heescht, d'Gemengen decidéieren an hirem Gemengerot, ob se déi umaachen oder ausmaachen.

Mir hunn als Ministère eigentlech fir eng gewësse Koordinatioun gesuergt. Déi huet op zwee Niveaue bestanen. A well de François Bausch hei ass, him e grouse Merci, well mer nämlech koordinéiert hunn: Wann eng Gemeng decidéiert, dass hir Stroosseluuchten aus sinn, dann zitt Ponts et chaussées no. An do war technesch dann och eng ganz grouss Koordinatioun néideg, well mer gutt ..., also d'Zuele graff: Mir hunn 2.000 där Schaltschief, 1.000 sinn der mixte, an da muss eeben och net nëmme Ponts et chaussées u Bord sinn, mee och d'Creos. An dat hu mer eigentlech koordinéiert vun Ufank un an dat leeft och um Terrain gutt.

Et si 40 Gemengen, déi sech an hire Gemengeréit ausgeschwat hunn, fir do matzemaachen. Am Moment hu mer eng 30 Gemengen, déi elo schonn an deem Programm dra sinn. Et ass esou, dass mer ausser där Gemeng, wou Dir elo hier sidd, Här Weber, keng aner Gemeng hunn, déi mat där doter Problematik un eis erugetrueden ass. Dat heescht, datt mer am Moment stänneg den Dialog mat de Gemenge sichen. Wéi gesot, et ass elo keng aner, déi dat opgeworf huet.

A just technesch musst Der verstoen – an do gëtt et och Normen, dat sinn och europäesch Normen –: Wann ech eng Strooss ausmaachen, da kann ech net nëmme just de Foussgängersträifen ulossen. Dat heescht, mir hunn do eng Rei Constraints. Gutt, ech mengen, vläicht ..., also wat ech kann ubidden, ech mengen, wann dat an Ärer Gemeng en Theema ass, da soll d'Gemeng sech nach eng Kéier bei eis mellen. Wéi gesot, technesch kéinte mer dat änneren, mee bis elo ass ausser aus Ärer Gemeng datt do nach net opgeworf ginn.

Pour le reste huet et ganz gutt bis elo funktionéiert. An all deenen, déi do matmaachen, e grouse Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 386 vum der Mammad Myriam Cecchetti un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Litte géint de Laangzäitchômage. Mammad Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 386 du 16 janvier 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative à la lutte contre le chômage de longue durée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)** | Merci, Här President. Här President, gëschter huet den Aarbechtsminister eng Etüd presentéiert iwwert d'Ausmooss vum Laangzäitchômage zu Lëtzebuerg, fir déi Problematik an de Grëff ze kréien a méiglech Léisungen ze fannen, fir dergéint virzegoen. An dës Etüd, déi jo awer hoffentlech och wäert public gemaach ginn, weist, dass de Chômage kee passagere Problem méi ass, mee fir ronnd d'Hallschent vun de betraffene Leit existenziell Ausmoosse kritt huet, well en eebe laangwierig ass a potenziell och Joren a méi dauere kann.

Den Aarbechtsminister huet gëschter ganz bedenklech Zuele genannt: 6.500 Leit si säit iwwer engem Joer am Chômage an den Undeel vun de Leit am Laangzäitchômage ass an de leschte Joren am Verhältnis zur Gesamtzuel ëmmer méi grouss ginn. Besonnesch staark betrafft si Mënsche mat Handicap oder ageschränkter Aarbechtscapacitéit. Besonnesch markéiert een d'Feststellung, datt net primär d'Qualifikatioun de Risiko fir Laangzäitchômage bestëmmt, mee d'Dauer vum Aarbechtskontrakt, deen ee virdrun hat. Wann een also laang eng fix Ustellung hat an déi verléiert, huet een e méi grouse Risiko, fir laang Zäit an de Chômage ze falen, wéi Leit, déi oft d'Plaz wieselen.

Dat weist eis, dass den Aarbechtsmaart ëmmer méi Flexibilitéit verlaangt an d'Bestännegkeet éischer bestrooft wéi belount gëtt. An do hannendrun hänkt e ganze Rateschwanz vu soziale Suergen an ekonomescher Onsécherheet vun ëmmer méi Leit.

Duerfir wollt ech dem Aarbechtsminister folgend Froe stellen: Wéi erkläert sech de Réckgang vun de Leit am Laangzäitchômage säit dësem Joer? Wuel wëssend, dass an éischer Linn héich qualifizéiert Leit gesicht ginn um Aarbechtsmaart, wéi vill Leit hunn 2022 iwwert dësen Dispositif EMI (ndlr: Emploi d'insertion) eng Aarbechtsplaz kritt? Dir kënnt och d'Zuelen noreechen, also wann Der dat elo net esou direkt wësst. Et hätt jo kënnen sinn, datt se an der Etüd genannt gi wäeren.

Wéi ass et mat der Anhalung vun der 5 %-Reegel, déi beseet, datt Betriber ab enger gewëssener Gréisst 5 % vun de Plaze fir Leit mat Handicap an ageschränkter Aarbechtscapacitéit sollen assuréieren? Gëtt dës Reegelung iwwerpréift a wa jo, gëtt se och respektéiert?

Wat mengt den Här Minister, soll deen neie Profilage konkret bréngen, deen an der Etüd ausgeschafft ginn ass, fir potenziell Laangzäitchômeure besser ze guidéieren? Riskéiert esou e Profilage net, de Chômage ëmmer méi zum Problem vum Eenzelnen ze maachen an ze verstopen, datt de Chômage an éischer Linn eng Konsequenz ass vun enger Aarbechtswelt, déi ëmmer méi haart gëtt, ëmmer méi Konkurrenz schafft tëscht de Leit, ëmmer méi Flexibilitéit a Leeschtung verlaangt?

An dann hat ech mer nach Gedanke gemaach och iwwert d'ADEM an den ONIS, déi jo an zwee verschidde Ministèrenen ugesidelt sinn a wou déi Leit, déi am ONIS, déi jo awer och keng Aarbecht hunn, ugesidelt sinn, awer net an de Statistike virkommen. An heiansdo mengt een, do géif e bësse Pingpong mat de Leit gespilt ginn. Da komme se an den ONIS, da komme se aus deene Mesuren eraus erëm zrëck an d'ADEM

a munchmol – oder ganz oft – behale se dann awer erëm hir Plazen net, wou se zougewise gi sinn, a landen dann erëm zrëck am ONIS.

Et ass eng relativ schwiereg Problematik, an ech weess och, datt dat net Äre Ministère ass an et do héchstwahrscheinlech schwiereg ass, Lienen elo ze schafen, mee et wier awer interessant, wann een eng Kéier kéint vläicht dann och eventuell an enger jointe Kommissioun iwwert déi dote Problematik schwätzen.

Villmoos merci am Virus.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel huet d'Wuert.

**M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här Président. Merci och der Madamm Cecchetti fir déi Fro zu där Etüd, wou mer effektiv d'Resultat jo gëschter publizéiert hunn.

Ier ech méi am Detail op déi Fro do äntweren, wëll ech vläicht nach eppes aneres kloer soen. Mir brauchen u sech en Aarbechtsmaart, wou jiddweree seng Plaz ka fannen. Et geet also drëms, déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, esou ze encadréieren an esou ze forméieren, datt se hir Chance hunn, fir erëm Fouss ze faassen, an datt déi Chancen daitlech verbessert ginn.

Et dierf och net esou sinn, datt iergendwellech Viruteeler derfir suergen, datt d'Leit op eemol keng Aarbecht méi fannen. Ech vergläichen dat ëmmer och ganz gäre mat enger Auer. Bei enger Auer, fir datt déi ka fonctionéieren, do ass all Zännrad wichteg, dat grousst an och dat ganz klengt. An esou ass et och mat der Gesellschaft.

An effektiv kënne mer aus där Etüd hei e puer interessant Konkusiounen zéien. Et stellt ee fest, dass et ganz oft Leit sinn, déi am Laangzäitçhômege sinn, déi gesondheetlech Problemer hunn, déi eng Schwieregkeet dann och hunn, fir eng Aarbecht ze fannen. Dat si ronn 35 %, bis 50 % kann dat goen. D'ADEM huet spezialiséiert Servicer, déi sech eebe grad ëm déi Leit och bekëmmere. Ausserdeem evaluéiere mer och d'Kompetenz vun deene Leit ganz intensiv, zum Beispill a Projete wéi beim COSP-HR.

Dëst Joer, léif Deputéiert, organiséiere mer dann och eng ganz speziell Journée, wou mer eis cibléiert mat dem Sujet vum Handicap a vum Reclassement, déi dann eeben och zu de Laangzäitçhômeure gehéieren, wäerten auserneeetzen, well mer eeben och deene Leit einfach méi Opmierksamkeet wëlle ginn a well se déi och dann natierlech verdéngen an och well mer feststellen, dass bei den Employeuren eng ganz Rei vu Mesürene, déi mer en place hunn, net bekannt sinn, sou wéi zum Beispill d'Mesür vum Assistant à l'inclusion, wou mer dann och eng Campagne wäerte starten.

Ënnert dem Stréch stellt een awer fest, datt d'Mesürene, déi mäi Ministère mat der ADEM op d'Bee gestallt huet, wierken, well mir stelle fest, datt zanter Januar 2021 de Laangzäitçhômege, esou wéi Der och gesot hutt, zrëckgeet an datt zanter Abrëll vum leschte Joer d'Zuel vun de Laangzäitçhômege souguer méi séier zrëckgeet wéi d'Zuel vun den Demandeur-d'emploien am Allgemengen. Dat weist also, dass de Profiling – wann een dat esou wëll nennen, well esou schaffe mer an der ADEM –, deen en place ass, gutt ass an dass deen och wierkt. Mee natierlech muss mer eis andauernd un d'Realitéiten adaptéieren.

Et ass zum Beispill ugeduecht, nach vill méi prezis op d'Besoinen vun de Laangzäitçhômege anzegeen. D'ADEM wäert och en neien Outil do entwéckelen, deen et erméiglecht, de Leit vill méi prezis

entgéintzekommen, also och vill méi prezis ze beroden op déi Lacunnen, déi se hunn, a fir se dann och méi prezis ze forméieren.

Doriwwer eraus gesäit d'„Stratégie ADEM 2025“ vir, déi Leit, déi méi wäit vum Aarbechtsmaart dann ewech sinn, eebe grad mat spezielle Formatiounen an och nach anere Mesürene ze ënnerstëtzen, fir hir Employabilitéit dann daitlech ze verbessern.

An Dir hutt et virdu gesot, d'Etüd, déi ënnersträicht och, dass et ganz wichteg ass, datt Formatiounen gemaach ginn. Effektiv hu Leit, déi laang op enger Aarbechtsplaz sinn an déi laang ëmmer déi selwecht Aarbecht gemaach hunn, et méi schwéier, herno erëm eng Aarbecht ze fannen. Duerfir hu mer och eng Mesür ausgeschafft, déi heescht „Skills-Plang“. Déi hu mer och schonn de Sozialpartner virgestallt an do schaffe mer un engem Gesetz, fir eeben och de Leit am Betrib, och wa se keng Schwieregkeeten am Betrib hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech ze forméieren, fir sech weiderzebilden, fir dann esou sech selwer, awer och dem Betrib, herno kënnen eng Plus-value ze sinn.

Mee kommt, mir vergiessen awer och net aner Mesürene, déi schonn zanter Joren en place sinn an déi och u sech eng Successtory sinn. D'Beschäftigungsinitiativen, déi leeschten hei e ganz wichtige Bäitrag, wann et drëms geet, Demandeurs d'emploi sënnvoll ze encadréieren an och hinne eng Perspektiv ze bidden. Do ginn et der, déi hu wäit iwwer 30 % Succès – wann een dat esou ka soen – mat hirer Beschäftigungsinitiativ, déi se da vun hirer Beschäftigungsinitiativ an den éischten Aarbechtsmaart eriwuerkréien. Ech gesinn hei den Aly Kaes, dee wackelt mam Kapp. Deen ass do ganz mat mer d'accord.

Ech kommen zum Schluss. Alles, wat ech elo opgezielt hunn, dat weist, dass eis Mesürene, déi en place sinn, gutt sinn, datt mer gutt opgestallt sinn. Wat awer net heescht, datt mer eis net solle verbessern. An dofir wäerten déi Mesürene, déi ech virdrun ugekënnegt hunn, och kommen.

Zur EMI-Problematik, do kann ech Iech gären déi Zuelen eng Kéier norechen.

Zur 5 %-Reegelung hunn ech viru Kuerzem eng Question parlementaire beäntwert.

An ONIS an ADEM, effektiv zwee Ministère. Et ass net ëmmer esou einfach, mee ech mengen awer, dass de Prozess all Dag ëmmer esou optimal optiméiert gëtt, wéi et nëmme méiglech ass.

Voilà, merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 387 vun der Madamm Stéphanie Empain un den Här Kooperatiounsminister iwwert d'humanitär Hëllef an Afghanistan no de rezenten Entwécklung vum de Mënscherechter. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 387 du 17 janvier 2023 de Mme Stéphanie Empain relative à l'effort humanitaire attribué à l'Afghanistan suite aux développements récents des droits humains sur place, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Här Minister, d'Mënscherechtersituatioun an Afghanistan verschäerft sech wierklech vu Woch zu Woch a besonnesch d'Frae gi radikal an hire Rechter beschneiden. Dat geet vu kompletter Verschleierungsflucht iwwer eng Bewegungsfreiheet, déi absolut net méi ginn ass, keng Bildung méi an elo och nach e limitéiert Recht op Aarbecht.

An effektiv ass eebe viru Kuerzem vun den Taliban decidéiert ginn, dass Fraen net méi dierfen an ONGe schaffen.

Zusätzlech dozou ass déi humanitär Situatioun an Afghanistan katastrofal. Ouni d'ONGen, déi e Minimum u medezinnescher Versuergung garantéieren, an ouni déi humanitär Hëllef, op déi Milliounen Afghanen an Afghaninnen ugewise sinn, géif de medezinnesche System schnell zesummebriechen a Milliounen vun hinne géifen effektiv riskéieren, an Hongersnout ze geroden.

Duerch d'Aarbechtsverbuet vun de Fraen an den ONGen hunn elo vill ONGen an Hëlleforganisatiounen hir Aarbecht agestallt oder staark mussen zrëckfueren. D'UN-Agencen, déi funktionéieren nach, mee vu dass e groussen Deel vun hiren Hëllefprogramme vun den ONGen duerchgefouert gëtt, ass hir Aarbecht och ganz staark impaktéiert.

Lëtzebuerg huet sech, esou wéi vill aner Länner och, engagéiert, trotz der Muechtiwwernam vun den Taliban am August 2021 un der Sait vun der Bevëlkerung ze stoen a seng humanitär Hëllef oprechtzeerhalen. Awer am Verlaf vun de Méint gëtt dat natierlech ëmmer méi schwiereg. Eis Partner um Terrain brieden ewech an et ass och inakzeptabel, Gelder a Strukture fléissen ze loosse, déi hir Mataarbechterinnen entlooss hunn.

An dofir, Här Minister, géif ech follgend Froen un Iech riichten: Huet sech au vu vun de rezenten Evolutiounen aus der Nout eraus eis Positioun eventuell misse änneren? Wéi ass et iwwerhaupt nach méiglech, hei humanitär Hëllef ze leeschten, wann eis Partner um Terrain net méi schaffe kënnen? Falls Lëtzebuerg awer u sengem Engagement festhält, iwwer wéi eng Weeër an iwwer wéi eng Organisatiounen oder multilateral Organisatiounen kann dës Hëllef iwwerhaupt nach effikass gelescht ginn? An a wéi enger finanzieller Gréisstenuerdung ass déi zukünfteg Hëllef, déi virgesinn ass, iwwerhaupt nach méiglech? A wéi kann ee schlussendlech och sécherstellen, dass och ouni Fraen an den ONGen dat bëssen Hëllef, wat nach kann erbruecht ginn, iwwerhaupt bei de Fraen a Meedercher an Afghanistan ukënn?

Ech soen Iech am Virus villmoos Merci fir Är Äntweren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Empain. Den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot huet d'Wuert.

**M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, fir d'éischt merci un d'Madam Empain fir déi Fro hei zu Afghanistan. Zu deem éischten Deel vun der Fro ass et effektiv esou, dass mer jo schonn am August 2021, wéi d'Talibanen zrëck un d'Muecht komm sinn, decidéiert hunn, eis bilateral Entwécklungszesummenaarbecht an Afghanistan opzehalen a just nach humanitär Hëllef ze leeschten.

Wat elo déi lescht Decisioun ugeet, déi am Dezember geholl ginn ass, mat effektiv engem Aarbechtsverbuet fir Fraen a Meedercher, fir bei ONGen ze schafen, hunn ech dat natierlech direkt och condemnéiert am Numm vum Ausseministère, och op Twitter, an natierlech opgefuerdert, dass esou eng Decisioun soll esou schnell wéi méiglech opgehewe ginn, wéi och déi meescht aner Länner, déi do engagéiert sinn, dat gemaach hunn.

Et ass effektiv esou, dass 6 Milliounen Leit an Afghanistan haut eminent vun enger Hongersnout bedrot sinn an oft Fraen a Meedercher leider déi Lescht sinn, déi iesse kënnen, an déi Éischt, déi ënnert där Situatioun leiden.

Grundsätzlech ass eis Positioun esou, dass mer, esoulaang mer dat kënnen an och esouwäit mer dat kënnen, ons humanitär Hëllef an Afghanistan gäre weidermaachen, well, wéi gesot, domadder hëllef mer deenen Äermsten an deene Schwächsten an deem Land. Mee ech mengen, hei muss ee pragmatesch sinn. Mir maachen dat, soulaang mir dat kënnen maachen. Well wa mer dat ophalen, wéi gesot, da geet et zu Käschte vun deenen Allerschwächsten, an dat si leider en premier lieu d'Fraen an d'Meedercher an Afghanistan. Dofir ënnerstëtze mer hei eng gemeinsam a koordinéiert Approche mat onsen internationalen an nationale Partner.

Dir frot dann, wéi et méiglech ass, um Terrain iwwerhaupt nach ze schaffen, wann d'Partner elo esou ageengt sinn an och d'Fraen do net méi kënnen mat-schaffen. Ech mengen, dat muss een e bësse méi nuancéiert gesinn. Mir gesinn effektiv engersäits, dass d'Decisioun vun den Talibanen zwee wichteg Beräicher ausschléisst. Dat sinn d'Education an d'Santé, obwuel et och an deene Beräicher muss mat engem Accompagnement vun engem Mann sinn an och do verschidden Entréeë muss virgesi sinn. A wou och elo decidéiert gouf, dass Fraen a Meedercher net méi dierfen op d'Uni. Dat ass natierlech alles ganz restriktiv, mee trotzdeem sinn déi zwee Beräicher ausgeschloss.

Dann ass et och esou, dass d'UNO-Agencen an d'ONGen, déi bei deem de facto Ausseministère enregistriert sinn, och net vun där Decisioun viséiert sinn. Dat heescht, och déi kënnen nach schaffen. Mee mir wëssen natierlech, dass eng ganz Rei Projete vun der UNO iwwer lokal ONGen ëmgesat gëtt. An dat ass natierlech e Blocage, deen do besteet.

Et sinn och eng Rei ONGe wéi den Norwegian Refugee Council oder CARE an och anerer, déi sech aus verschiddene Grënn zréckgezunn hunn aus Afghanistan, einfach, mengen ech, well se net méi normal kënnen schaffen. Anerer sinn awer nach ëmmer do a setzen och nach weider hir Projeten ëm.

Aner Organisatiounen, wéi zum Beispill de CICR, d'Internationaalt Rout Kräiz, déi soen eis, dass bei hinnen d'Frae weider op Projete schaffen. Och der Caritas hir Mataarbechterinnen alleguerten, déi op Santéprojete schaffen – a mir wëssen, dass dat e ganz sensible Beräich ass, wou Frae just dierfe vun enger Fra en fait en charge geholl ginn –, déi sinn och weider exemptéiert a schaffen also weider. Et ass also nach méiglech, fir de Moment humanitär Hëllef um Terrain ukommen ze loosse, och wann dat natierlech ënner ganz schwéiere Konditiounen ass.

Dir frot dann och nach, mat wat fir engen Organisatiounen mer dat maachen. Dat sinn déi selwecht Organisatiounen, mat deene mer scho säit enger Rei Joren do schaffen, wéi zum Beispill d'UNO-Agencen, awer och zum Beispill dat Internationaalt Rout Kräiz oder d'Caritas. D'Enveloppe, déi ass fir 2023 mat 5 Milliounen Euro ugesat. Dat ass, mengen ech, och dee Montant, wou et sech apendelt. 2021 hate mer eng Enveloppe vu 7,5 Milliounen, well do d'Besoinen einfach immens héich waren.

An da schlussendlech frot Der och nach, wéi ee ka sécherstellen, dass dat bëssen Hëllef nach wierklech ukënn. Wéi gesot, wa keng ONG méi ka schaffen, da kënn och keng Hëllef méi un. An ech mengen, dat ass dann och de Moment, fir sech méi fundamental Froen ze stellen. Mee, wéi gesot, fir de Moment hu mer eng pragmatesch Approche a mir hëllef weider um humanitäre Plang, soulaang dat méiglech ass.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Kooperationsminister Franz Fayot.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 388 vum Här Max Hengel un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert déi laang Waardezäiten an der Kannerpsychiatrie. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 388 du 17 janvier 2023 de M. Max Hengel relative aux délais d'attente en pédopsychiatrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

**M. Max Hengel (CSV)** | Merci, Här President. Madamm Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro ass relativ kuerz, awer duerfir net manner wichteg. Et geet ëm d'Santé mentale. Wéi mer alleguer wëssen, hunn d'Kanner an déi Jonk besonnesch ënnert der Pandemie gelidden. Och elo no der Pandemie ass et awer leider esou, datt et nach net zu enger Entspannung an deem Beräich vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie komm ass. Mengen Informatiounen no muss een am Moment bis zu néng Méint op e Rendez-vous an der Pedopsychiatrie am CHL waarde respektiv jee nodeems, wat een ugëtt, gëtt ee ganz refuséiert. An och an der Psychiatrie juvénile ass et net besser, déi am HRS.

Duerfir meng Froen un d'Madamm Minister: Ass si um Lafende vun dëser Situatioun? A ka se dat och confirméieren? Ass d'Madamm Minister a Kontakt mat de jeeeweilige Spideeler, fir wierklech kuerzfristeg ze kucken, fir hei Léisungen ze fannen? Well ech mengen, et geet wierklech ëm d'Wuelbefanne vun eise Kanner a vun eise Jonken, an dat ass extreem wichteg.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Hengel. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Merci, Här President. Merci och fir dës Fro. Déi pedopsychiatresch Prise en charge hei zu Lëtzebuerg, d'Kannerpsychiatrie souzesoen, läit an den Hänn vu just e puer Acteuren. Dat ass engersäits de Service national vum CHL fir Kanner ënner zwielef Joer. A wat elo den Hospitalier iwwer zwielef Joer ueget, ass et effektiv den HRS, deen zoustänneg ass. Mir hu bei de klenge Kanner ënner zwielef Joer just dës Struktur an niewendru privat Cabineten. Dotëscht gëtt et näischt.

Wat ass ofgedeckt iwwert den CHL? Dat ass d'Consultatioun, dat ass de Centre de jour, et ass awer och d'Hospitalisatioun mat enger Rei Better, déi do sinn, fir d'Readaptatioun oder d'Sortie ze vereinfachen. Wann d'Kanner erauskommen, gëtt et u sech keng Tëschestruktur bei de klenge Kanner.

Den HRS gëtt ergänzt duerch d'Jugendpsychiatrie, wou mer 30 Better hunn, 5 zousätzlech, déi elo geplangt sinn, duerch d'Rehabilitatioun, déi vum CHNP vun Ettelbréck assuréiert gëtt an der Orangerie. Dat heescht, do gëtt et nach esou eng Tëschestruktur.

Mee fir op Är konkreet Fro ze äntweren: Jo, et ass e gréisser Problem am Moment. D'Demandë sinn extreem eropgaangen, och duerch d'Pandemie, mee dat ass warscheinlech net déi eenzeg Ursach. Iwwert d'Joren ass déi Demande gewuess an d'Personaldecken ass net deementspreechend mat eropgaangen.

Mir sinn also konfrontéiert mat enger ganz héijer Demande. Mir si konfrontéiert mat liberale Cabineten, déi zum Deel saturéiert sinn, an doduerjer eebe mat engem immensen Drock op dem Service national. Ech sinn mer deem Problem absolutt bewosst. Mir sinn do reegelméisseg zesummen. D'Recruitement lafen. Et ass och net eng Fro, dass mer elo kënten akut hëllef duerch Zousazposten. Am Moment sinn et Recrutementsproblemer, déi sech stellen. Et ass schwierig, déi néideg Leit ze kréien, e bësse wéi mer et och an anere Strukturen hunn. Mir hunn net

déi grouss Zuelen u Leit. Hei kënn och nach derbäi, dass mer zum Beispill zwee Ausfäll elo kuerzfristeg wäerten hunn, eng Kéier familiär bedéngt, eng Kéier altersbedéngt. An alles dat dréckt natierlech ëmmer ganz schnell, och wann et kleng Zuele sinn, op eise System.

Déi ganz Problematik vun der Kannerpsychiatrie, Jugendpsychiatrie wäert eng grouss Opmierksamkeet am Plan national santé kréien, awer och méi spezifesch am Plan santé mentale. Dir wësst, dass déi an der leschter Ligne droite sinn. Déi wäerten an deenen nächste Méint elo finaliséiert ginn. Dat doten ass eppes, wat Suerge mécht a wou och Iwwerleunge geféiert ginn, wéi ee kann norüsten, wat nach u Strukturen och feelt. Dir wësst, dass och vill Jugendlecher systematesch an d'Ausland ginn. Dat ass eppes, wat mer och esou definitiv ..., wat ech perséinlech net gutt fannen. Mee, wéi gesot, dat si Chantieren, op deene mer effektiv intensiv schaffen, déi dann eng Äntwert wäerte kréien an deenen Dokumenter, déi natierlech an Zesummenaarbecht mam Terrain erstallt ginn.

Kuerzfristeg kann ech leider nëmme bestätegen, dass déi Delaien extreem laang sinn, vill ze vill laang och a mengen Aen. An dat ass eppes, wou mer mussen Suerg hunn, fir schnellstméiglech nozerüsten, asoufern dat machbar ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 389 vun der Madamm Carole Hartmann un den Här Minister fir sozial Sécherheet iwwer eng zweet Autorisatioun, fir den eSanté-System ze exploitieren. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 389 du 17 janvier 2023 de Mme Carole Hartmann relative à la deuxième autorisation d'exploiter un système eSanté de support au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Merci, Här President. Här Minister, d'lescht Joer sinn eng Rei Annoncen a puncto eSanté gemaach ginn, déi d'Digitalisatioun vun de Servicer vun der Sécurité sociale weiderbréngen sollen. De Paiement direct ass annoncéiert ginn an den Direkter vun der Agence eSanté huet an engem Interview Enn des Joers ënner anerem den elektronnesche Carnet de vaccination an d'Prescriptioun an Aussicht gestallt.

Wann d'Agence eSanté dës Servicer deployéiert, da muss et natierlech hannendrun och digital Solutiounen, spréch Applikatiounen, ginn, déi vun den Dokter an natierlech och vun de Patienten derfir genotzt kënnen ginn. An der Äntwert op eng Question parlementaire vu September d'lescht Joer, déi ech mat de Kolleeg Gilles Baum a Gusty Graas gestallt hat, hutt Dir annoncéiert, dass en zweeten Acteur nient deem, dee vun der AMMD initiéiert gouf, eng digital Solutioun géif proposéieren.

Dozou wéilt ech dem Här Minister folgend Froen stellen: D'lescht Joer haten Ären Informatiounen no 30 Dokter an déi éischt digital Solutioun installéiert. Hutt Dir Kenntnis dervunner, ob entre-temps méi Dokter an dës System an place hunn? Ass ugefaange ginn, déi zweet digital Solutioun bei den Dokter an ze installéieren? Wa jo, wéi vill Dokter notzen dësen neie System bis elo? A wichteg natierlech fir d'Patienten: Kënnen déi zwee Systemer parallel funktionéieren? An erlaben dës en Austausch vun den Informatiounen ënnereneen?

An dann nach zwou kuerz Froen zu de Fonctionalitéiten: Wéi wäit si mer aktuell bei der Ëmsetzung vum

Paiement direct? A wéini wäerten d'Patienten d'Fonction vun der ePrescription notze kënnen?

Merci am Virus.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Minister fir sozial Sécherheet, den Här Claude Haagen, huet d'Wuert.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och der Madamm Hartmann fir dës Fro. Als klunge Rappell wëll ech just soen, datt d'Servicer eSanté, de Support vun der Agence eSanté, an d'Liewe geruff gi sinn, fir eeben déi Digitalisatioun am Gesondheetsberäich vill méi séier ze maachen, ze acceleréieren. Ech mengen, dat ass den Zweck do der-vun, also och eng innovativ Approche ze promovéieren an och ze integréieren, an dat besonnesch, fir tëschent deene verschiddenen Acteuren d'Relatioun ze verstärken, fir eeben do eng integrativ Approche ze kréien.

Ech wëll och preziséieren, datt d'Editeuren, déi déi verschidde Systemer, déi Der scho genannt hutt, an de Gesondheetsberuffer installéieren, net vun der Agence eSanté installéiert ginn, mee natierlech vun deenen Entreprisë selwer, an dat onofhängeg, wou se dann och d'Responsabilitéit hunn.

Dës Firme sinn also och fir déi Programmer verantwortlech, déi natierlech ofgeschwat gi fir ze installéieren. An d'Agence eSanté stellt d'Krittäre fir d'Konnoxion op senger Plattform – dat ass dat, wat Der schon ernimmt hutt par rapport zu deenen zwee Operateuren, déi mer da kréien – a schafft och mat den Editeuren zesammen, fir eeben och do autonom ze bleiwen.

Am Ganze kann ee soen, datt et hei verschidde Spillreegele gëtt. Deen éischten Industriellen, dee komm ass, Dir hutt en ernimmt, deen hat d'Konditioun. An deen zweeten hat déi selwecht Konditioun. Dat heescht, jiddweree vun deenen zwee huet à peu près déi selwecht Konditiounen erfëllt. Et sinn Divergenzen, wat d'Handhabung ubelaangt, mee d'Condition-d'accèsen, och fir an de Marché ze kommen, ware bei jiddwerengem d'selwecht. Et ass mer wichteg, dat ze soen, well dann ass jiddweree behandelt gi wéi deen aneren.

Mir hunn also hei och d'Autonomie souwuel vun deenen Entreprises, mee och vun de Prestataire, dat heescht do, wou déi Soft..., wann ech et esou dierf nennen, installéiert gëtt. An dat ass och ganz wichteg, well de Paiement immédiat direct erlaabt et jo dann eeben och, dat an der Fräiwëllegkeet ze maachen. A momentan – ech preziséieren: momentan – gëtt de Cadre légal och net méi hier.

Dir hutt an der éischer Fro gefrot, wivill Dokterinnen do dra sinn. Bei deem Éischten, wou de Remboursement accéléré och gemaach gëtt, ass dat momentan nach ëmmer ronn déi selwecht Zuel, dëst och nëmme, wann natierlech den Assuré och den Accord gëtt, fir dat ze maachen.

Zu der zweeter Fro, wat déi zweet Firma ubelaangt: Do ass effektiv eng Demande gestallt ginn, fir fir déi Servicer vun eSanté eng Autorisatioun ze kréien, an déi Autorisatioun d'exploitation ass de 16. November vum leschte Joer ausgestallt ginn, wéi d'Konditiounen bis erfëllt waren. Natierlech war dat dat selwecht, wat ech elo grad erkläert hunn, wéi bei där éischer Firma, déi natierlech och eng Autorisation d'exploitation huet.

Déi zweet Firma – souwäit ech vun der Agence eSanté informéiert gi sinn – ass momentan an enger Testphas a si wäert déi digital Léisung zäitno deployéieren. Dat heescht, mir sinn och do an engem Timing, dee relativ zügeg ass, och wat d'Operationalitéit vun der zweeter Firma dann ubelaangt.

Déi zwou digital Léisungen déngen natierlech derzou, den digitalen Austausch tëschent dem Dokter oder Prestataire, der Agence an der CNS ganz einfach ze vereinfachen. Konkreet kann ech do soen, datt d'CNS dann op den digitale Mémoire d'honoraires wäert zrëckgräifen, wat d'Prise en charge natierlech méi séier mécht. Dat ass jo och den Zweck vun der Digitalisatioun.

Wat de Kader vun den Echangingen ubelaangt, sou sinn déi zwee Systemer net ... Do ass keen Echange néideg. Dat heescht, si kënnen komplett onofhängeg, getrennt a parallel fonctionéieren.

Wat déi drëtt Fro ubelaangt, do hat Der gefrot, wéi wäit mer bei der Ëmsetzung vum Paiement direct sinn. Momentan lafe Beméiungen a Reunionen, fir de Paiement direct wierklech ze pousséieren. Dat ass net evident. Ech wëll och dorobber agoen, datt mer duerch eng Solutioun am Dossier vun de Psychotherapeuten, spréich FAPSYLUX, natierlech och elo erëm wäerten Donnéeë bäikréien, déi mer informatiséieren müssen, wat erëm eng Kéier Zäit brauch. D'Ressourcë bleiwen déi selwecht. Dat wäerte mer parallel maachen, well soss fänke mer herno erëm mat deem Dossier do un. Dat heescht, mir hunn deen elo virgezunn, och an deem Rasonement, fir dat och do relativ zügeg iwwert de Remboursement accéléré kënnen ze maachen an duerno an e Paiement immédiat direct ze integréieren.

Normalerweis misst de Paiement immédiat direct ëm de Juli vun dësem Joer lafen. Dat hänkt awer dervun of, wann elo nach Inconveniente kommen, Zwësche-fäll kommen, informatischer Aart, da musse mer dat och natierlech a Consideratioun zéien.

Dann hat Der gefrot, wat d'Fonction vun der ePrescription ass. Do sinn Tester ugelaft, an ech rechnen och perséinlech dermat, wann déi Tester elo e Resultat bréngen, wou mer kënnen direkt den Deployment maachen, datt mer normalerweis an där selwechter Zäitspann, dat heescht och am éischte Semester 2023, bon, och do wäerten d'ePrescription direkt esou operationell hunn, wéi et virgesinn ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Minister fir sozial Sécherheet Claude Haagen.

An da komme mer elo zu der Fro Nummer 390 vum Här Sven Clement un d'Madamm Gesondheitsministerin iwwert d'Blutspende vun Homosexuellen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 390 du 17 janvier 2023 de M. Sven Clement relative au don du sang des hommes homosexuels, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Blutspenden ass eppes enorm Wichteg. Och wann et an der Ëffentlechkeet net ëmmer wouergeholl gëtt, sou géif et oui Leit, déi motivéiert sinn, hiert Blut ze spenden, am Gesondheetssecteur nach vill méi uerg ausgesinn. Mir géife viru ganz grouse Problemer stoen. Dowéinst kann een alle Leit, déi fräiwëlleg hiert Blut spenden, nëmme vu ganzem Häerze Merci soen. An dat féiert dann awer zu enger wichteger Fro.

An Däitschland lafen dës Deeg Diskussiounen ëm d'Blutspenden. De sozialdemokratesche Gesondheitsminister Karl Lauterbach wëll nämlech d'Blutspenden elo och fir Männer, déi Sex mat Männer hunn, méiglech maachen. Esou war et 2021 am Koalitionsvertrag vun der däitscher Regierung festgehale ginn. Déi sexuell Orientéierung an d'Geschlechtsidentitéit dierfen net zum Ausschluss- oder Réckstellungskrittär ginn.

Haut ass zu Lëtzebuerg nach ëmmer virgesinn, datt homosexuell Männer kee Blut dierfe spenden, an dat obwuel Blutspender permanent händeregend gebraucht ginn. Männer, déi Sex mat Männer hunn, dierfen d'Zäit just Plasma spenden, an dat och just ënnert der Konditioun, datt se virdu véier Méint abstinent waren, also keng sexuell Relatioun haten.

Am Regierungsaccord waren och vun der Lëtzebuerger Regierung Ännerunge bei de Reegele fir d'Blutspende versprach ginn, an et sinn nawell Ännerunge komm, nämlech déi genannte vun der Plasmaspend. Mee wéi ech duergeluecht hunn, kéint ee méi wäit goen. A wann een an d'Nopeschlänner kuckt, net nëmme Däitschland, mee och Frankräich an d'Belsch, do sinn d'Diskussiounen vill méi wäit fortgeschritt wéi hei zu Lëtzebuerg.

Dowéinst wéilt ech dann och follgend Fro stellen: Wat ass nach virum Enn vun dëser Legislaturperiod geplangt, fir d'Diskriminatioun géintwärtig homosexuelle Männer, mee och Fraen, déi Sex mat Männer, déi Sex mat Männer hunn – pardon, et ass e bësse komplizéiert, mee esou steet et um offizielle Questionnaire vun der Croix-Rouge –, opzehalen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Gesondheitsministerin Paulette Lenert huet d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Et ass effektiv net fir d'éischt, wou mer eis hei och zu dësem Theema austauschen. An et ass sécherlech e ganz aktuell Theema, well mer Blut brauchen. Also, Blutspenden onnéideg anzeschränken, dat muss zu dësem Zäitpunkt net sinn. Mee doriwwer eraus ass et och eng Fro vu Gerechtegkeet, vun Diskriminatioun, déi hei eraspillt, also en Theema, wat eis alleguerte besonnesch um Häerz läit.

Wéi et an der Question parlementaire 4485 vum 14. Juni 2021 erkläert ginn ass an och elo zrëckgeholl ginn ass, ass eng gewëssen Evolutioun scho komm. Dat heescht, Lëtzebuerg schléisst net ganz Gruppe vu Leit aus an deem Sënn, dass elo homosexuell Leit ausgeschloss wäeren, mee de Comportement ass viséiert, dat ass de Sex mat Männer eeben an engem gewëssenen Delai. Dat ass e bëssen neutraliséiert, gëtt awer natierlech nach keng ganz Satisfaktioun, well do nach ëmmer en Ënnerscheed gemaach gëtt eeben tëschent Männer, déi Sex mat Männer hunn, an anere Leit, wat den Delai ugeet.

Esou wéi ech dat och an der Question parlementaire schonn eng Kéier preziséiert hat: Contrairement zu anere Länner war et hei de Wonsch vun der Chamber an dësem Land, dass d'Croix-Rouge d'Missioun huet, sech ëm d'Blutspenden ze këmmere. Dat ass iwwert d'Gesetz gereegelt. Dat heescht, de Santéministère oder d'Gesondheetspolitick kann do net direkt agräifen. Och wann dat am Regierungsprogramm steet, kënnen mer eis ëmmer nëmme beméien, mat der Croix-Rouge d'Gespréich ze sichen, fir dann déi Krittären ze änneren. Dat hunn ech och gemaach. Mir haten an deem Sënn och eng Heure de questions den 18. Januar d'lescht Joer, wou ech ganz d'accord mat Iech war, dass do effektiv e Problem ass, eng Diskriminatioun ass.

Wou ass déi hierkomm? Déi ass historesch statistesch ënnermauert gewiescht. Eis Meenung am Gesondheitsministère an och meng perséinlech Meenung ass, dass dat hautdesdaags net méi esou richteg d'Stroos hält. An deem Sënn sinn ech och esouguer perséinlech ..., also fir d'éischt op Beamtenniveau, mee och perséinlech mat der Croix-Rouge zesummekomm, fir déi doten Demande unzibréngen, fir d'lescht elo nach eng Kéier am Oktober. Eng nächst

Reunioun ass den 19. Januar elo och ganz kuerzfristig – also net kuerzfristig geplangt, scho méi laang geplangt, mee si ass elo kuerzfristig.

Wéi gesot, eis Positioun ass, dass mer do keng Be-  
rechtigung méi gesinn. Mee nach ass et un hinnen.  
Si hunn och d'Responsabilitéit, wat d'Bluttspenden  
ugeet. An da kommen ech drop, wat deels erkläert,  
firwat dat sech elo nach iwwer e puer Méint hinzitt.  
Si hunn dat u sech verbonne mat enger méi gene-  
reller Diskussioun ronderëm hir Responsabilitéit am  
Fall, wou et zu enger Verknaechung vu Bluttspende  
kënn. Dat kann zu ganz héije Montante féieren. An  
do hu mer ons u sech un den Dësch gesat, och ze-  
summe mam Staatsministère, fir ze iwwerleeën, wéi  
ee ka Léisunge fannen. Et ass de Wonsch vun der  
Croix-Rouge, déi zwou Saache beieneenzehalen.

Ech wäert mech jiddefalls den 19. Januar nach eng  
Kéier staarkmaachen, fir dat am Questionnaire  
erausgeholl ze kréien an dann eeben zu deene  
Länner ze gehéieren, wou mer kënnen houfreg  
sinn, dass mer keen Ennerscheid méi maachen. Ech  
wäert Iech och gären doriwwer um Lafenden halen.  
Och an der Responsabilitéitsfro sinn entre-temps  
konstruktiv Proposen um Dësch, soudass ech opti-  
mistesch bleiwen – fir Är Fro ze beäntweren.

Ech hoffen, dass mer ganz kuerzfristig hei kënnen  
deen doten Dossier emol ofhaken. Mir hunn nach  
genuch anerer, déi ustinn. An ech si selwer och ganz  
frou, wann dat doten an dréchenen Dicher ass.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm  
Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 391 vum Här Mars  
Di Bartolomeo un den Här Energieminister iwwert  
d'Evolution vum Gaspräis a säin Afloss op d'Rech-  
nungen an d'Avancé vum Konsument esouwéi och op  
d'Dependé vum Staat. Den Här Di Bartolomeo schéngt  
net heibannen ze sinn.

Da komme mer elo direkt zur Fro Nummer 392 vum  
Här Marc Spautz un den Här Wirtschaftsminister iwwert  
d'Zukunft vun der Industrie. An déi Fro géife mer  
dann zesumme maache mat der Fro Nummer 394 vum  
der Madamm Francine Closener, wou et méi prezis  
ëm de rezente Wiessel un der Spëtzt vun enger Lëtze-  
buerger Héichwuenentreprise geet. Här Spautz, Dir  
hutt d'Wuert.

– **Question n° 392 du 17 janvier 2023 de M. Marc  
Spautz relative à l'avenir du secteur de l'indus-  
trie au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de  
l'Économie**

– **Question n° 394 du 17 janvier 2023 de Mme  
Francine Closener relative aux changements ré-  
cents dans la direction d'une entreprise luxem-  
bourgeoise de renommée internationale de  
construction de hauts-fourneaux adressée à M. le  
Ministre de l'Économie**

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, léif Kollée-  
ginnen a Kolléegen, an där Fro, ëm déi et sech han-  
delt, geet et ëm e Lëtzebuerger Industriebetrieb, deen  
1870 hei zu Lëtzebuerg ugefaangen huet ze schaffen,  
an dat ass keen anere wéi Paul Wurth. An deem Be-  
trieb schaffen hei zu Lëtzebuerg ronn 480 Leit, an et  
sinn der iwwer 1.000 weltwäit. Dee Betrieb huet eng  
ganz grouss Geschicht. En huet virun allem eng ganz  
grouss Geschicht am Bau vun Héichwien. An ass  
awer och doriwwer eraus an anere Secteure ganz ak-  
tiv.

Mir haten heibannen eng Kéier eng Diskussioun, an  
dat war den 21. Abrëll 2021, wéi do d'Lëtzebuerger

Regierung, also de Lëtzebuerger Staat, seng Parti-  
cipatioun bei Paul Wurth ganz opginn huet an dee  
ganze Betrieb un den däitsche Grupp SMS verkaaft  
ginn ass.

Den 21. Abrëll 2021 ass deemools heibannen och eng  
Diskussioun gewiescht, well awer vill Leit sech Froe  
gestallt hunn, wat dat fir de Betrieb Paul Wurth an och  
fir de Site hei zu Lëtzebuerg bedeit a wat fir eng Kon-  
sequenzen dat kéint hunn. Deemools ass gesot ginn,  
dass bei där Iwwernam a bei deem Verkauf ofgemaach  
gi wier, dass d'Lëtzebuerger Interessen dobäi och net  
géifen ze kuerz kommen an dass och Leit sech am  
Management vun där Firma géifen ermëffannen, wat  
jo och de Fall war – bis virun enger Woch.

Virun enger Woch si mer iwwert d'Press gewuer ginn  
an duerno och vun de Gewerkschaften, dass do e Wies-  
sel stattfont huet an dass do de Lëtzebuerger Vertrie-  
der, deen do an der Generaldirektioun war, deen och  
vill zu der Entwécklung vun der Paul Wurth bäigedroen  
huet ... Ech wëll nëmmen erënnere un Metinvest, déi  
Paul Wurth iwwerholl huet, wou notament och den  
Direkter vu Paul Wurth Lëtzebuerg deemools eng ganz  
entscheidend Roll gespilt huet. Dat selwecht huet  
sech ofgespillt, wéi tëschent der Uni a Paul Wurth eng  
Chaire ënnerschriwwen ginn ass.

An dofir stellt sech dann elo d'Fro, souwuel fir déi  
Leit, déi do schaffen, wéi awer och fir déi Leit, déi  
sech mat der Industriepolitik hei zu Lëtzebuerg aus-  
kennen: Wat fir eng Konsequenzen huet dat do op  
de Standuert Lëtzebuerg? An och: Wat fir eng Konse-  
quenzen huet dat op déi Beschäftegt, déi de Moment  
bei Paul Wurth schaffen? Well mir wësse jo, dass Paul  
Wurth net nëmmen hei zu Lëtzebuerg aktiv ass, mee  
och doriwwer eraus. An ouni d'Interna ze kennen,  
well d'Gewerkschaften ware jo do mat der Direktioun  
zesummen, huet een awer do e schlechte Verdacht,  
dass et do op eemol och drëm geet – et ass zwar en  
neie Standuert fir Paul Wurth decidéiert ginn hei zu  
Lëtzebuerg –, dass do och den Interêt net méi deen  
ass, fir hei zu Lëtzebuerg d'Fanestaang vu Paul Wurth  
héichzehalen.

An dofir ass meng Fro un de Minister: Wat huet d'Re-  
gierung vun där ganzer Geschicht gewosst? A wat  
wëll d'Regierung maachen, fir dass Paul Wurth hei zu  
Lëtzebuerg bleift an och dass d'Lëtzebuerger Interes-  
sen dobäi gewaart ginn?

Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här  
Spautz. An da geet d'Wuert un d'Madamm Francine  
Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här Pre-  
sident. Ech mengen, de Marc Spautz huet de Kader  
scho gesat. Och ech géif mech gären informéieren  
iwwert dat, wat elo bei Paul Wurth usteet. Zu deem  
Zäitpunkt vun der Vente vun de Parten, vun der Tran-  
sitioun am Fréijoer 2021, gouf jo ugekënnegt, datt  
de Standuert Lëtzebuerg als Fuerschungs- an Ent-  
wécklungszentrum fir Dekarboniséierung a Recycling  
vun SMS-Grupp géif ausgebaut ginn. Paul Wurth  
hätt an de leschte 15 Joer déi néideg Technologien  
entwéckelt, fir an der Zukunft quasi CO<sub>2</sub>-fräi Stol ze  
produzéieren, sot de Chef vum Grupp sengem Ver-  
waltungsrot, dee Paul Wurth extreem gelueft huet.  
Dee Moment gouf eeben och betount, datt de Betrieb  
ënnert dem Numm Paul Wurth géif bestoe bleiwen  
an och fir d'Mataarbechter géif näischt änneren.

De Changement un der Spëtzt vun der Direktioun huet,  
wéi gesot, d'Personaldelegatioun iwwerrascht an inter-  
pelléiert. D'Gewerkschaften soen, et wier e Broch vun  
den Engagementer, déi de Grupp deemools agaange  
wier. Se gesinn de Sozialdialog a Gefor.

Dofir wollt ech de Wirtschaftsminister froen, ob hie  
weess, ob dës Personaldecisioun Konsequenzen huet  
fir d'Beleegschaft vu Paul Wurth an allgemeng fir  
d'Aktivitéiten um Standuert Lëtzebuerg respektiv fir  
dësen Opbau vun deem Fuerschungszentrum.

Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm  
Closener. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot  
huet d'Wuert.

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Jo, merci  
dem Marc Spautz an och dem Francine Closener, dass  
si hei déi Fro zu Paul Wurth gestallt hunn. Ech verstinn  
natierlech, dass dat e Betrieb ass ... Ech weess, dass et e  
Betrieb ass mat enger grousser Geschicht, déi verbon-  
nen ass mat der Geschicht vun der Lëtzebuerger Stolin-  
dustrie, mat der Industrie zu Lëtzebuerg schlechthin an  
dass do natierlech ganz schnell d'Emotionen héich-  
kommen, wann do esou eng Decisioun geholl gëtt, eng  
Personaldecisioun wéi déi, déi d'lescht Woch annoncé-  
ert gouf, wat de Generaldirekter vu Paul Wurth an och  
vun SMS Europa concernéiert.

Et muss ee vläicht e kuerze Réckbléck ginn iwwert  
d'Participatioun vum Staat bei SMS, fir, mengen ech,  
och elo ze appreciéieren, wat aktuell d'Situatioun  
ass. Dir wësst, dass 2008 während der Finanzkris, wéi  
d'BGL gerett ginn ass, als Contrepolie eng Rei Parti-  
cipatiounen iwwergaange si bei de Lëtzebuerger  
Staat, an dobäi war och d'Participatioun a Paul Wurth  
SA. D'SNCI war scho säit 1983 Aktionär vu Paul Wurth  
an d'Spuerkeess säit 1984.

Et muss een och wëssen, dass 2012 SMS d'Parte vun  
ArcelorMittal, dat waren 48 %, awer och vu Luxem-  
part, dat waren 11 %, kaf huet. Ab 2012 war also d'Si-  
tuatioun esou, dass SMS zu bal 60 % Aktionär vu Paul  
Wurth war an domat natierlech deemools scho large-  
ment majoritär war an domat natierlech och d'Deci-  
siounen bei Paul Wurth scho geholl huet. Et ass wichteg,  
dat, mengen ech, am Kapp ze behalen, wann een haut  
also de Rôle vun der Lëtzebuerger Regierung a vum  
Lëtzebuerger Staat an deem Betrieb uschwätzt.

SMS huet dunn an deene leschte Joren, also virun  
2021/2020, u sech gefrot, fir och d'Participatioun vun  
de staatlechen Aktionären ze kafen, fir Paul Wurth  
besser kënnen an de Grupp SMS ze integréieren. Mir  
hunn dunn – mäi Virgänger, mee awer och de Finanz-  
minister deemools an ech duerno, wéi ech an dat Amt  
koum – decidéiert, an déi Verhandlungen do eranze-  
gen. Dat war laang Verhandlungen, net ëmmer  
einfach Verhandlungen, mee mir hunn dat schluss-  
endlech gemaach, eebe fir déi strateegesch Neiaus-  
richtung vu Paul Wurth ze erméiglechen.

D'Iddi war effektiv an ass nach ëmmer, dass Paul  
Wurth soll den Zentrum si fir d'Produktioun vu grén-  
gem Stol. Paul Wurth huet eng Expertis am Bau vu  
Stolwierker, vun Héichwien, awer och vun Elektro-  
stolwierker, an hei ass wierklech d'Intention, dass  
Paul Wurth soll zu engem Zentrum ginn, fir Fabricke  
fir grénge Stol hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen.

Ee Beispill dovunner ass e Wierk, wat elo a Schwede  
gebaut gouf. Dat ass weltwäit dat éischt Stolwierk  
mat gréngem Hydrogène. Dat ass vun den Ingenieure  
vu Paul Wurth gebaut ginn an et ass genau déi Ex-  
pertis, déi och an Zukunft soll agesat gi beim Bau vu  
grénge Stolwierker.

Bon, et ass elo esou, dass effektiv säit 2021 SMS zu  
100 % Aktionär vu Paul Wurth ass. An, wéi gesot, ech  
verstinn d'Suerg, déi mat esou enger Personaldec-  
sioun anhiergeet, an ech hat och zu deem Sujet schonn  
de Freideg en Echange mat der Gewerkschaftssäit, fir  
och hiren Avis ze héieren, an ech hunn natierlech och

hire Communiqué gesinn zu dësem Sujet, mee ech géif gärën zwou Saachen dozou soen.

Deen éischte Punkt ass, dass et net u mir ass, fir Decisiounen vum SMS, wat reng Managementdecisiounen sinn, ze kommentéieren, an och personell Decisiounen ze kommentéieren. Dat ass eng Responsabilitéit vum SMS, op déi ech och keen Afloss hunn.

**Une voix** | Ganz richtig!

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | A wat och fir eis immens wichteg ass a fir mech als Wirtschaftsminister, dat ass, dass Paul Wurth als Standuert zu Lëtzebuerg fir d'Produktioun vu gréngem Stol, als Expertiszentrum hei zu Lëtzebuerg erhale bleibt a sech och nach weiderentwéckelt, wéi dat ofgemaach gouf, wéi déi Transaktioun, dee Verkaf vun der staatlecher Participatioun, 2021 decidéiert gouf, wéi gesot, am Beräich vun der Produktioun vu Stol mat nohaltegen Technologien.

Ech hat gëschter den Edwin Eichler, de Chef vun SMS, um Telefon, an deen huet mer dat explicitement versécher. Et huet sech näischt un der Volontéit vun SMS geännert, fir Paul Wurth nach wie vor als Expertiszentrum vun der Grupp SMS am Beräich vum grénge Stol hei zu Lëtzebuerg weider ze developéieren. An den Här Eichler wäert och deemnächst mam Här André Schneider, dem neie CEO, op Lëtzebuerg kommen, fir mat eis zesummen de Punkt ze maachen, wou se do dru si säit zwee Joer, säit se déi Iwwernam gemaach hu vu Paul Wurth. An dat wäert, wéi gesot, am Kader vun deem Accord stattfannen, dee mer deemools gemaach hunn.

Do besteet also e Komitee, eng Plattform, wou op héchstem Niveau zwësche Verrieder vun der Regierung a Verrieder vun SMS zu deene Sujeten do diskutéiert gëtt. A mir wäerten dat ganz geschwënn och maachen, dozou huet, wéi gesot, SMS sech engagéiert. Ech mengen also, dass hei déi néideg Assurancen elo schonn erausgaange sinn. Ech freeë mech dofir och op deen Echange, an et wäert och dee Moment dozou och nach weider kommuniquéiert ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 393 vum Här Fernand Kartheiser un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert déi legal Basis vun de Vitesskontrollen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 393 du 17 janvier 2023 de M. Fernand Kartheiser relative à la base légale des contrôles de vitesse, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmoos merci, Här President. An och merci, datt Der mech nach drunhuet. Ech hat d'Hoffnung eigentlech scho bal opgi fir haut, awer dat ass gutt, datt mer nach kënnen heiriwwer schwätzen. Et geet eigentlech haaptsächlech ëm d'Radaren, well do gëtt et jo normalerweis e Règlement grand-ducal, dee geholl gëtt, fir dann op deene respektive Plazen déi rechtlech Modalitéite festzuleeën, wat d'Vitess an eventuell aner Dispositiounen ugeet. An do ass et anscheinend esou, datt do och eng ganz Rei Règlements grand-ducaux an der Urgence geholl ginn.

An der Urgence – fir déi Leit, déi domadder net esou familiariséiert sinn – ass et nämlech esou, datt een e Règlement grand-ducal net muss dem Staatsrot virleeën. Normalerweis gesäit d'2017er Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot vir, datt e Règlement grand-ducal an aller Reegel muss dem Staatsrot

virgueluecht ginn, et sief dann, d'Regierung hätt gutt Grënn, fir d'Urgence ze invoquéieren.

Dat ass awer normalerweis bei Verkéiersdispositiounen wéi bei engem Radar net néideg, well d'Regierung weess laang am Virus – si leet et jo selwer fest –, wou se wëllt Radaren opriichten. Do muss eng ganz Rei logistesche Virbereedunge getraff ginn, d'Verkabelung, d'Bestellung an esou weider, soudatt et eigentlech guer net néideg ass, mat der Urgence ze fueren.

A wann dat da gemaach gëtt, muss ee sech awer da froen, firwat et gemaach gëtt. A mir hunn e bëssen eng Recherche gemaach: Et sinn am Transportministère ganz vill esou Règlements grand-ducaux an der Urgence geholl ginn. A mir haten och e rezent Urteel hei virgueluecht kritt, wou e Geriicht dat gekippt huet an engem Eenzelfall, wou d'Geriicht gesot huet, déi Konditiounen vun der Urgence wäere guer net do gewiescht. De Ministère public hat do invoquéiert, dat wär wichteg, fir all Ambiguitéiten do auseraumen, déi eventuell kéinten do sinn, a fir eng Rechtssécherheet ze schafen an esou weider. Mee dofir brauch ee keng Urgence. Do kann een, wann een dat gutt plangt, en normale Règlement grand-ducal an normalen Delaie maachen, fir dat alles ze reegelen.

D'Fro un de Minister ass also einfach déi vun der Technique législative: Hält sech de Ministère prinzipiell un d'Gesetz vun 2017? Gëtt de Staatsrot reegelméisseg consultéiert, wann esou e Règlement grand-ducal geholl gëtt? An ass dat do elo eigentlech en Eenzelfall oder léiert och d'Regierung aus esou Geriichtsurteeler, fir datt eeben an Zukunft net d'Urgence invoquéiert gëtt, wann et keng Urgence gëtt?

Ech soen Iech villmoos Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Minister François Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech kann den Här Kartheiser just berouegen: Et gëtt keen Urteel am Moment – an et sinn der vill, déi et probéiert hunn, kann ech Iech soen, Här Kartheiser – vun engem Geriicht, wat e Protokoll oder eng Sanktioun, déi geholl ginn ass iwwer en automatiséierte Radar, annulléiert hätt. Et ass éischter de Contraire. Jo, also, ech wëll Iech just soen, déi Fro vun de Règlement-d'urgences, dat kann een eng Kéier generell diskutéieren. Et geet jo hei net ëm d'Gesetz, et geet ëm d'Règlement grand-ducallen. Do gëtt et heiansdo Grënn, firwat et gemaach gëtt. An der Reegel, kann ech Iech awer soen, gëtt dat net gemaach. Et gëtt natierlech versicht, esou vill wéi méiglech d'Urgence net ze invoquéieren, mee et ka mol ënner Ëmstänn virkommen, dass et gemaach gëtt.

Mee op alle Fall ass et esou, datt dat näischt ännert um Text. Den Text ass an der Rei. A souwisou gëtt, Dir wësst jo och, beim Règlement grand-ducal dem Staatsrot säin Avis gefrot. Beim Règlement grand-ducal berücksichtegt d'Regierung dat, wat de Staatsrot seet, oder och net. Et gëtt jo keng Opposition formelle bei engem Règlement grand-ducal, also ass et e groussen Ënnerschied par rapport zu engem Gesetz.

Also, ech mengen, dat, wat bis elo an de Sanktiounen gemaach gëtt, an de Kontrolle gemaach gëtt vun der Police ... Et gëtt jo iwwregens net nëmme d'Gesetz iwwert d'Radaren, well et gëtt jo méi Méiglechkeete fir ze kontrolléieren. Et gëtt also net nëmme déi fix, mee et gëtt déi mobil Radaren, et gëtt d'Cinémomètres, déi d'Police huet. All déi sinn och natierlech reglementéiert iwwer e Règlement grand-ducal. Also, et gëtt villfälteg Méiglechkeeten, wéi d'Police kann d'Vitess kontrolléieren. Op alle Fall ass et net

d'Traditioun, an op alle Fall gëtt net per se ëmmer gesot, well mer do do iergendeppes Besonnesches wëllt verstoppen oder maachen, mir wëilten hei de Conseil d'État net consultéieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Da wëll ech froen, ob d'Chamber d'accord ass, datt mer dem Här Di Bartolomeo seng Fro nach huelen oder net, ...

**Une voix** | Jo.

**M. Fernand Etgen**, Président | ... vu datt de Minister nach hei ass.

(Assentiment)

Mir kommen dann zur Fro Nummer 391 un den Här Energieminister iwwert d'Évolutioun ...

(Brouhaha)

... vum Gaspräis a säin Afloss op d'Rechnungen an d'Avancé vum Konsument souwéi och op d'Dependé vum Staat. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 391 du 17 janvier 2023 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'évolution du prix du gaz et son influence sur la facture et les avances payées par les consommateurs ainsi que sur les dépenses de l'État, adressée à M. le Ministre de l'Énergie**

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President, och fir ze preziséieren, dass ech net aus dem Gebai war, mee just niewendrun am Sekretariat, fir eppes ze kläre fir e Rapport vu muer an der Kommissioun. Ech wollt dat awer just soen. Merci awer fir Är Kulanz.

Den 23. November vum leschte Joer hu mer hei d'Gesetz gestëmmt, fir e Plaffong um Gaspräis festzhalen, e Plaffong, deen op maximal 15 % Erhéijung vum Präis vum September festgueluecht ginn ass.

Mir wëssen, a wat fir engem Kontext dat stoung. Opgrond vun deem grujelege Krich an der Ukrain ass de Gaspräis explodéiert a war de Risiko do, dass eng ganz Rei vun Haushalter an och aner Consommateure géifen iwwerfuert ginn duerch déi Präisexplosioun.

Bon, elo stellt ee fest, dass no deem Pic vun de Gaspräisser de Gaspräis am Moment ganz staark no ënne weist. Et kann een dann net soen, dass dat elo eng definitiv Tendenz ass, mee dat huet awer e ganz staarken Impakt.

Dofir wollt ech eng Rei vu Froen un den Här Minister stellen: Wat ass am Moment nach den Impakt vum Gaspräisdeckel opgrond vun där verännerten Präissituatioun? Hunn d'Fournisseuren hir Präisser schonn un de Konsument weiderginn? Gegebenfalls, wéi vill? Wie sinn déi Fournisseuren, déi dat gemaach hunn? Huet déi Präisentwécklung eng Influenz op d'Avancen? Wat fir eng Konsequenz kann et fir de Staatsbudget hunn, deen insgesamt jo awer iwwer e gutt Joer 500 Milliounen mat de Fraise vum Netz iwwerhëlt? An huet den IML schonn an der Zwëschenzäit bei Fournisseure Verstéiss géint déi Dispositiounen, déi am Gesetz virgesi sinn, feststelle kënnen?

Merci, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Villmoos merci fir déi Fro. Ech mengen, et ass effektiv esou, dass mer eng gutt Mesür geholl hunn, doduerch dass mer d'Gaspräisser fir d'Haushaltsclintien hei zu Lëtzebuerg gedeckelt hunn op 15 % dovun, wéi en am September war.

Fir Iech eng Gréisstenuerdnung ze ginn: De Präis ass haut nach ëmmer wäit aus dodriwwer. De Präis sollt 110 % méi héich sinn, an och wann d'SUDenergie an eeben och d'Enovos elo de Präis e bësse gesenkt hunn, si mer nach ëmmer, géif ech soen, meilewäit ..., also wier de Präis méi héich fir d'Konsumenten hei zu Lëtzebuerg. Also, an der Gréisstenuerdnung bezillt de Staat quasi d'Hallschent vun de Gasrechnunge vun de Leit hei zu Lëtzebuerg. A mir maachen dat och gären, well soss ze vill Nout entstanen wier. An ech mengen, et war wichteg, de Leit hei zu Lëtzebuerg entgéintzekommen, an awer och fir de soziale Fridden.

Wat ass eigentlech d'Ëmfeld? D'Ëmfeld ass effektiv esou: Mir hunn et fäerdegbruecht, duerch couragéiert politesch Decisiounen eng Entspannung ze kréien op deem Marché, doduerch dass mer eeben a ganz Europa Gas aspueren, 15 % a méi. Dat ass a ganz Europa. Hei zu Lëtzebuerg si mer souguer nach e bësse méi héich. Mir hunn och d'Gasspäicheren all geféllt a mir hunn am Moment d'Chance, dass ausser dem Dezember, dee méi kal war wéi déi Dezembere virdrun, de Rescht vun der Period, also den Oktober an och elo de Januar, liicht méi waarm ass wéi déi Wantere virdrun. Dat heescht, mir hunn eventuell d'Chance, dass mer aus dësem Wanter komme mat Gasspäicheren, déi méi geféllt sinn, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, an da kéint déi Tendenz, dass d'Präisser erofginn, weidergoen.

Mee nach eng Kéier: Eise Gaspräisdeckel, deen ass zimmlech déif par rapport dozou, wéi de Präis ass, an well eis Fournisseure jo – an dat hate mer jo och an der Tripartitt-Kommissioun nach eng Kéier mat de Fournisseuren am Detail erkläert – en avant akafen, also méintelaang am Viraus, fir eeben och déi Volatilitéit vum Marché ze brieche a fir dass d'Konsumenten eigentlech geschützt sinn, soudass mer, mengen ech, gutt ënnerwee sinn. Déi gutt Noriicht fir eis Leit ass dëst Joer: Déi sinn alleguete geschützt, an dat ass elo bis Enn des Joers. An et kéint eventuell esou sinn, wann dat weidergeet, dass mer manner Suen am Staatsbudget ausginn, fir déi Mesür ze finanzéieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Energie-minister Claude Turmes.

## 7. Question élargie n° 176 de Mme Martine Hansen au sujet des mesures de compensation

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 176 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Kompensatiounsmesüeren. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten zou, fir seng Haaptfro ze stellen an no der Äntwert vum Minister – oder der Madamm Ministesch – eventuell eng Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Merci, Här President. Mir fannen et net normal, dass ganz vill Leit am Zesummenhang mat de Kompenséierungs- an Ausgläichmesüre vu Willkür an Abzocke schwätzen an och dat Gefill hunn, esou wéi dat eeben och am Artikel vum 9. Dezember vum „Lëtzebuurger Wort“ beschriwwen war. A fir géint Willkür virzegoen, Madamm Minister, muss ee fir Kloerheet suergen. An duerfir hunn ech elo mol hei acht Froen.

Ech fänken u bei de Kompenséierungen. Dat sinn déi Mesüeren, déi noutwendeg sinn, wann e Biotop zerstéiert oder och nëmme verklengert gëtt. Eng éischt Fro: Wéi gëtt de Paragraph 4 vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz ëmgësat? An deem Artikel steet, dass de Minister Kompensatiounsmesüeren imposéiert, déi op

d'mannst dee selwechten ekologesche Wäert hu wéi déi zerstéiert Biotoper. Wéi gëtt en op d'mannst inter-pretéiert?

Déi zweet Fro: Kënnst et vir, esou wéi am Artikel beschriwwen, dass de Ministère mat de Bilanzen, egal ob et iwwert d'Ekopunkten oder d'Ausgläichmesüre geet, vun de staatlech unerkannten Ëmweltbüroen net averstanen ass an dass dann alt emol aus e puer Dausend Euro knapp 200.000 Euro ginn? Firwat brauch een dann e staatlech unerkannten Ëmweltbüro?

Drëttens: A wéi enge Fäll mécht den Ëmweltministère d'Ekopunktebilanz selwer? Wien decidéiert dat? Ech erënneren hei un d'Beispill vun der Crèche zu Biekerch, wat e ganz fade Bäigeschmaach vu „les copains d'abord“ hat.

Här President, Kompenséierungsmesüre féieren derzou, dass geschwë kee méi fräiwëlleg eppes wëll planzen oder wuesse loosson, well wierklech all Gestrüpp, wat dorëmmer steet, herno Ekopunkte kascht. Duerfir meng véiert Fro: Madamm Minister, sidd Der bereet, am Bauperimeter op Kompenséierungen ze verzichten an esou Naturschutz op Zäit zuzeloossen, amplaz d'Bauen zousätzlech ze verdeieren? Mir hate dat 2018 gefrot, dunn ass carrement Nee gesot ginn. Mir hunn et 2022 gefrot, do krute mer gesot, dat wär eng sympathesch Iddi. Dat geet eis net duer. Maacht et! Dir hat definitiv elo néng Joer Zäit.

Da kommen ech bei d'Ausgläichmesüeren. Dat sinn déi Mesüeren, déi noutwendeg sinn, esou steet et am Gesetz, wann e Projet susceptibel ass, e signifikanten Afloss op geschützt Aarten, zum Beispill Vullen oder Déieren, oder op hir Rou- a Reproduktiounsplazen ze hunn. Dofir meng fënneft Fro: Wat heescht konkret „sont susceptibles d'avoir une influence significative“? Dat léisst ganz vill Interpretatiounsspillraum an domadder och Willkür zou.

Am Gesetz ass e Règlement grand-ducal virgesinn, deen dëst soll méi genau beschreiben. Laut menge Recherche gëtt et deen net. Mengt d'Madamm Minister net, dass et am Sënn vu manner Willkür sënnvoll wär, dëse Règlement grand-ducal auszeschaffen?

Sechstens: Interpretéiert d'Madamm Minister den Artikel 27 esou, dass nieft de Rou- a Fortplanzungsstättchen och nach d'Fluchkorridoren an déi potenziell Juegdrevéiere mat relevant sinn, fir Ausgläichmesüre mussen ze maachen? Am beschriwwenen Artikel geet nämlech vun engem Fall rieds, wou en Ëmweltbüro keng Ausgläichmesüre fir de Rotmilan gefrot huet, well d'Fläch nëmme als „potenziell“ Juegdrevéier duergestallt gëtt – potenziell! De Ministère war awer dunn domadder net averstanen, an am Endeffekt, wéi gesot, huet dat Ganzt dunn 200.000 Euro méi kascht. Op wat baséiert dës Decisioun? Musse wierklech Ausgläichmesüre geholl gi bei Bauprojeten, wa verschidde Vullen iwwert dës Fläch fléien oder wa verschidde Vullen eventuell – als „potenziell“ Juegdrevéier – kéinten dohinner Mais fänke goen? Ass dat wëssenschaftlech bewisen?

An dann eng Erfahrung, déi ech selwer gemaach hunn: Ech war eng Kéier ugeschwat gi wéinst enger Wiss, well ronderëm Wandmillen opgeriicht ginn an de Ministère – oder de Bedreier – huet eng Wiss gesicht fir Ausgläichmesüeren, well en Héngerdéif ronderëmgeflunn ass. Een Deel sollt méi spéit geméit ginn, dat ass ok, dat verstinn ech, fir d'Mais. Et sollte Pottoen opgeriicht gi fir den Héngerdéif, fir dass en d'Mais kéint fänken, dat verstinn ech och. Awer dann déi Konditioun, déi ech net verstinn, dat ass: Déi ganz Wiss soll net gedüngt ginn. Ech hunn do gesot, ech wär net domadder averstanen. Do soll mol ee mer erklären, wat fir een Afloss null Düngung op d'Mais hätte! Well et géif souguer nach méi bréngen, wann

ech vill géif düngen an ech géif d'Gestrüpp stoe loosson, well da wier d'Gras faul an da wären d'Mais nach méi fro.

Dat Beispill steet och nach eng Kéier hei an der Zeitung. Also hunn ech gesinn, dass de Ministère nach ëmmer mat deene Fuerderunge virufiert, déi net sënnvoll an net erklärbar a sécherlech net wëssenschaftlech bewise sinn. Oder Dir kënnst mer dat vläicht erklären, wat d'Düngung mam Rotmilan oder mam Héngerdéif ze dinn huet. Dat ass a mengen Aen also eng absolutt willkürlech an ideologesch festgeluecht Mesür!

Dofir déi siwent Fro: No wéi engen objektive Krittäre ginn dës Ausgläichmesüre festgehalten? Sinn dës wëssenschaftlech beluecht? Elo kënnst Der mer soen: „De Büro mécht dat jo!“ De Büro mécht et, mee de Ministère – aus eegener Erfahrung – schwätzt mat!

Achtens: Sidd Dir bereet, alles ze maachen, fir dass d'Ausgläichmesüeren op dat reduzéiert ginn, wat onbedéngt muss sinn, an net op dat, wat „nice to have“ ass, wéi zum Beispill hei null Düngung?

Madamm Minister, mir erwaarden eis vun Iech, fir manner Willkür ze suergen an och fir politesche Wëllen ze weise beim Naturschutzgesetz an net nëmme déi Upassungen ze maachen, zu deenen Der gedréckt gitt, mee déi Upassungen ze maachen, déi am Sënn vum gesonde Mënscheverstand noutwendeg sinn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

**Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vum Naturschutzgesetz ass et, d'Liewensgrundlag vun eis all ze schützen an ze erhalen. Dëst ënner anerem, fir dass mir d'Natur weider als Ressource fir Holz, Liewensmittel an als Erhuelungsraum vun eisem dacks stressegem Alldag kënnen notzen.

Mee eiser Natur geet et net gutt! Mir artifizialiséieren oder verbauen däitlech méi Terrain wéi d'europäesch Länner an der Moyenne. Mir sinn dat am meeschten zersidelt europäesch Land. Mir hunn e staarke Réckgang vu Päiperleken a Vullen am Opperland. Zweek Drëtzel vun eisen europäesch geschützte Liewensraum a véier Fënneftel vun den europäesch geschützten Aarte si bei eis an engem schlechten Zoustand. Dofir gouf sech mat der europäescher Biodiversitätsstrategie d'Zil gesat, dëse Verloscht ze stoppen.

Am Virfeld vun der Äntwert nach eng Remark zu den Urteeler, déi mer och an där Fro, geschriwwen op alle Fall, zougedroe goufen. Dës Urteeler, déi och am Summer an der Press waren, hunn näischt mat de Kompenséierungs- an den Ausgläichmoossnamen ze dinn. Ech ginn a menger Äntwert op déi zwou Moossnamen an. Ech wäert déi kuerz beschreiben a béid begrënnen op europäesche Virgaben, der Vullenschutzdirektiv an der Habitatdirektiv.

Éischtens d'Kompenséierungsmoossnamen: Déi hauteg Kompenséierungsmoossnamen, déi an där Fro ugeschwat ginn, sinn néideg, wann e geschützt Biotop oder en Habitat, e Liewensraum vun enger Aart, déi an engem schlechten Erhaltungszoustand ass, dass heescht, an eisem Land en Ausstierwe riskéiert, entweder reduzéiert oder zerstéiert soll ginn. Dëst dierf een nëmme, wann een dofir eng Geneemegung huet, a béides ass iwwer e Règlement grand-ducal definéiert.

Dës Moosname ginn am Prinzip duerch de Staat oder kommunal Acteuren am Kader vu sougenannte „Flächepools“ realiséiert. A verschiddene Fäll kënnen Kompenséierungsmoosnamen awer och selwer gemaach ginn. Mat Suen, déi duerch déi Tax erakommen, keeft de Staat Terrainen, op deenen e Kompenséierungsmoosname realiséiert, an déi Terrainen sinn am Flächepool regroupéiert. Esou brauch sech deen Einzelnen net ëm Kompenséierungsmoosnamen ze këmmen, an de laangfristige Bestand vun de Moosnamen an eng gutt Vernetzung vun den eenzelne Liewensraim si garantéiert. Och bei den öffentlechen Acteuren, déi selwer kompenséiere kéinten, gesi mir, dass dee Mechanismus de Projetsporteur entgéintkënt a si léiwer eng Tax bezuelen, wéi sech selwer ëm Kompenséierungsmoosname mussen ze këmmen.

An der Praxis leeft dat esou, dass d'Biotope vu spezialiséierte Büroen identifizéiert ginn, en ekologesche Bilan och vun hinnen ausgeschafft gëtt, mat enger Berechnung vun den Ekopunkten, déi bei der Zerstéierung géifen ufalen. Et freet ee mat deem Bilan eng Autorisatioun un, a mat der Autorisatioun kritt een eng Rechnung mat fir d'Ekopunkten, d'Taxe de remboursement, et sief dann, et kompenséiert ee selwer. Da gëtt déi Tax bezuelt, de Liewensraum kann dann duerno zerstéiert ginn, ouni mussen drop ze waarden, dass d'Kompenséierungsmoosname realiséiert ginn oder sech mussen selwer drëms ze këmmen.

Dëse System ass eng grouss Vereinfachung par rapport zum System, wéi e virun 2018 war. Bis zum 2018er Gesetz huet jiddweree selwer mussen deen zerstéierte Liewensraum kompenséieren, wat effektiv schwierig war, well ee fir d'éischt emol huet missen d'Fläche fannen, kafen an dorobber och selwer kompenséieren.

Am viregte Gesetz gouf keen Ënnerscheid tëscht dem urbane Raum an der Gréngzon gemaach. D'Zerstéierungsverbuert huet also och fir den urbane Raum gegollt an d'Gesetz vun 2018 huet also eng Vereinfachung bruecht, well een am urbane Raum, am Géigesaz zum 2004er Gesetz, d'Biotopezerstéierung zouléist. Et ass also an deem Sënn eng manner streng Dispositioun, wéi et dat vun der CSV/DP-Koalitioun gestëmmt Gesetz vun 2004 virgesäit.

De jëtzege System erméiglecht dofir eng grouss Zäit an Aarbechtserspuern fir de Projetsporteur am Verglach zum viregte System. E bremst kee Projet aus. Am Géigendeel: De Projet kënn am Verglach mat der Situatioun vu virdu méi séier virun.

Zu den Zuelen: D'Ekopunkten, déi hei am Land bis ewell bezuelt gi sinn, sinn zu iwwer 50 % wéinst der Zerstéierung vu Liewensraim vun europäesch geschützten Aarten ugefall. E weidere groussen Undeel vun Ekopunkten ass während der Zerstéierung vun anere Liewensraim ugefall. Bis ewell gouf 475-mol eng Taxe de remboursement bezuelt. De gréissten Deel dovunner fällt bei Neibauten an Infrastrukturen un. Mat de Suen aus dem Flächepool goufe bis ewell ronn 645 Hektar Land fir de staatleche Flächepool kaaft, an dëst fir ronn 16 Milliounen Euro. Nieft den Terrainskäsche goufen och 5,5 Milliounen Euro ausginn, fir Kompensatiounsmoosnamen ze realiséieren. Voilà! Déi véier grouss Kompenséierungsprojeten, déi bis elo ëmgesat goufen, generéieren eng 6,6 Milliounen Ekopunkten. An nach 19 weider Projekte sinn am Moment amgaangen, ausgeschafft ze ginn.

D'Suen, déi also erakommen, fléissen integral erëm zréck an d'Gesellschaft fir de Kaf vun Terrainen a well privat Entreprisë mat der praktescher Exekutioun vu Moosname beoptraagt ginn. Sue vun eppes, wat

sech negativ op d'Natur auswierkt, Zerstéierungen, ginn also genotzt fir eppes, wat sech positiv op d'Gesellschaft an op d'Natur auswierkt.

Zu den Ausgläichsmoosnamen: Déi sinn dann néideg a gi per Geneemegung virgeschriwwen, wann e Projet en net ze vernoléissegenden Impakt op eng streng geschützt Aart huet, hir Reproduktiouns- a Raschtraim. Dozou gehéieren engem europäesche Guidancedokument no och hir Liewensnoutwendeg Juegdgebitter a Leitstrukturen. E Raschtraim, wou en Déier näischt ze friesse fënnt, déngt net ganz vill.

Ob eng net vernoléissegbar Stéierung duerch e Projet géif verursaacht ginn, gëtt individuell vu Fall zu Fall vun engem agreéierte Büro analyséiert, well net all Projet huet jo dee selwechten Impakt an och net op där selwechter Plaz.

Fir den Impakt ouni Iwwergangsphas, an där d'Aart kéint geschiedegt ginn, auszegläichen, mussen nei Liewensraim fir Planz an Déier hiergestallt ginn, an zwar iert hiren aktuelle Liewensraum zerstéiert gëtt, an d'Aart muss hiren neie Liewensraum och ugeholl hunn. Am Géigesaz zum Kompenséierungssystem ass hei den zäitlechen a raimlechen Decalage tëscht der Zerstéierung an der Kompenséierung net méiglech, well déi Iwwergangsphas ouni Liewensraum dëser Aart géif schueden.

Déi europäesch Legislatioun huet déi Ausgläichsmoosnamen agefouert, fir dass et iwwerhaapt méiglech ass, Projeten ze realiséieren op Flächen, op deene streng geschützt Aarte liewen. Anescht gesot: Ouni déi Moosname kann een näischt op esou enger Fläch maachen, wat der geschützter Aart géif schueden.

Dat wuel am beschte bekannt Beispill fir déi Zort Moosname ass zum Beispill d'Ulleung vun neie Leitstrukture fir d'Fliedermäis, ouni déi si hire Wee nuets net géife fannen.

Béid Moosnamen, d'Kompenséierungsmoosnamen an d'Ausgläichsmoosnamen, si per Gesetz a groussherzoglechegem Reglement virgeschriwwen. Dës Texter loosse kee Raum fir – entre guillemets – „Willkür“ oder – entre guillemets – „Abzocke“.

Des Weidere mussen d'Büroen all dee selwechten informatéschen Outil benotzen, fir Ekobilanzéierungen ze maachen, an et gëtt per Arrêté ministériel festgehale Leitfäden hefir. De System ass also neutral, rational a fir jiddweree d'selwecht; eppes, wat mam 2004er Gesetz net de Fall war.

Zum Thema „Natur auf Zeit“, wat versteet een heidrënner? Bei deem Konzept ass d'Iddi, op Flächen, déi elo schonn innerhalb vum bebaubare Raum vum Bauperimeter sinn, déi natierlech Besiidlung duerch Planz an Déier bis zur Notzung vum Terrain opkommen ze loosse, ouni awer dass dat zu méi héije finanzielle Laaschte soll féieren, wann den Terrain viabiliséiert gëtt. D'Hannergrondiwwerleung dobäi ass déi, dass een do fir Aarten zäitlech begrenzt méi Liewensraum hätt a fir eng gewëssen Zäit verschidden Aarte kéinten e Liewensraum fannen, fir do ze liewen.

Dëst ass eng Pist, déi mir scho laang analyséieren, an dat geet och wäit iwwer déi Iddi eraus, déi mer elo schonn héieren hunn. Wat ee bei esou enger Approche awer muss onbedéngt kucken, ass, dass déi europäesch Virgaben zum Aarteschutz, nämlech d'Habitat- an d'Vulleschutzdirektiv, och berücksichtegt ginn. Dofir ass et ëmsou méi wichtig, dës Iwwerleung mat der néideger Suergfalt ze féieren an ze evaluéieren, ob si domadder kompatibel wäeren, a wann Nee, wéi dëst misst ugepasst ginn. Et ass also näischt, wat ee mol einfach a séier, doduerch dass een den

Artikel 17 (3) sträicht, ka maachen, well domadder hätte mer definitiv e Verloscht vu Liewensraim.

Ofschléissend: De Verloscht vun der Natur hire villfältigen Ekosystemer, Sauerstoffproduktioun, Kuelestoffbannung, Erosiounsschutz, Buedemformatioun, Pollinisatioun, bedeit e Verloscht vun eiser Liewensqualität souwéi och e Verloscht vun der Biodiversitéit zu Lëtzebuerg. Intakt a gutt erhalen Ekosystemer droen insgesamt zu méi enger grousser Resilienz géint Menacé bäi a maachen eist Liewen och an den urbane Raim méi agreabel, well urban Raim ouni Gréngflächen ... Ech mengen, dëse Summer hu mer all gemierkt, dass mer dat brauchen. Dofir ass et wichtig, e Gläichgewicht ze fanne bei hirer Notzung an hiren Zoustand net dauerhaft ze verschlechteren an ze zerstéieren.

Voilà, ech ginn awer nach eng Kéier op eppes an, wat ech elo nach gefrot gi sinn. Mir maachen och net nëmme Saachen, op déi mer gestouss ginn. Déi Gesetzesännerung, déi ech virgestallt hunn am Dezember, do si mer och wäit iwwer dat erausgaangen, wat elo wierklech vun de Gerichtsurteeler vun eis verlaangt gouf. Mir hunn do Vereinfachungen proposéiert. Dat ass näischt, wourop een eis gestouss huet. Ech wëll dat wierklech betounen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. An d'Wuert geet zréck un den Auteur vun der Fro, d'Madamm Martine Hansen, well do ass nach eng Zousazfro.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Virun allem mol eng Bemierkung. Ech hunn aacht konkreet Froen gestallt an ech hunn eng lescht Remark kritt a fir de Rescht krut ech eng Virlesung vun enger Äntwert op d'Question parlementaire vun dem Här Keup. Ech kann am Prinzip och selwer liesen. An ech fannen, dat ass de Geck mam Parlament gemaach! Mir stellen hei wierklech aacht konkreet Froen, well et d'Leit dobaussen interesséiert, a mir kréien null Äntwert!

**Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Also, ech hunn e puer Äntwerte scho ginn op dat, wat hei dra war. Ech krut eng ganz allgemeng Fro als Virlag, hei kommen aacht spontan Froen derbäi. Ech probéieren, déi esou gutt wéi méiglech ze beäntweren.

Hei waren och Froen derbäi vu ganz spezifischen Dossierer, op déi ech hei net kann agoen, et deet mer ganz leed. Also, mir kréie bis zu 4.000 Dossierer d'Joer eran, ech kann hei net op d'Geratewohl op eenzel ...

*(Interruption)*

Jo, dat ass awer net seriö an dat wäert ech och hei net maachen. Wann do konkreet Froen sinn, da maachen ech dat ganz gär am Norechen. Also, ech ka ganz gären Äntwerten norechen. Mee hei spontan op eenzel Dossierer, op den Inhalt, dat ...

*(Interruption)*

Ma dach, Dir hutt vun zwee Dossierer geschwat an Ären aacht Froen.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Ech hunn zum Beispill gefrot, ob der mer kënn erklären – da froen ech dat elo nach eng Kéier –, wat d'Düngung mam Héngerdéif ze dinn huet. An Dir sot, et wär net willkürlech. Wéi ech reklaméiert hunn, ass dee Passus erausgeholl ginn. Bei aneren Déiere setzt Der en nach dran.

**Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech kann



net op eenzel Virgaben agoen, déi an eise 4.000 Demanden, déi mer d'Joer traitéieren ..., op all eenzel do agoen, wat mer virstellen ...

**Mme Martine Hansen (CSV)** | Ma nee, dat ass jo keng ... Dat ass eng generell Fro!

**Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech fannen net, dass dat eng generell Fro ass. Dat do ass eppes, wat an enger Autorisatioun stoung. Ech kann Iech dat awer nosichen an da kann ech dat och schréiftlech no-rechen, wann Der dat wëllt.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Martine Hansen (CSV)** | Et ass eppes erausgeholl ginn, well ech reklaméiert hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring, verbonne mam Wonsch, datt do déi Äntwerten awer nogereecht ginn.

## 8. 7979 – Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique concernant l'exploitation commune des aéronefs de transport A400M au sein d'une unité binationale, fait à Luxembourg, le 31 août 2021

De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7979, en Traité mat der Belsch iwwert d'gemeinsam Exploitatioun vun den A400M-Fligere. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeloucht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech dierf Iech haut de Rapport maachen iwwert de Projet de loi 7979, an deem et drëm geet, de bilaterale Traité mat der Belsch bezüglech der gemeinsamer Exploitatioun vun der A400M-Flott ze ratifizéieren.

E kleng Rappell: Am Joer 2005 war d'Finanzéierungsgesetz gestëmmt ginn, wat eis et erlaabt huet, am Kader vun enger binationaler Unitéit ee vun aacht esou A400M-Fligere ze kafen, fir en eeben zesumme mat eise belsche Partner an deem gemeinsame Projet ze exploitéieren.

Mëttlerweil ass deen A400M ganz reegelméisseg am Asaz an d'Erfahrung vum de leschte Joren hunn eis gewisen, dass dëse Projet wichteg an och richtig war. Dës Flott fonctionéiert ënnert der Autorité opérationnelle vum EATC, European Air Transport Command, an esou huet Lëtzebuerg sech iwwert dëse „Pooling and Sharing“-Programm d'Méiglechkeet ginn, eng sënnavoll Kontributioun an der europäescher an transatlantischer Sécherheitsstruktur ze leeschten.

D'Type vu Missiounen, déi hei kënnen geflu ginn, sinn zum Beispill also Routinemiissionen, Transportmissiounen, zum Beispill am Kader vun enger Fridensmissioun oder an enger humanitärer Missioun, Evakuatiounen an esou weider.

Bis elo sinn d'Modalitéite vun där Zesummenaarbecht just iwwer en MoU gereegelt ginn, awer esou en MoU stellt u sech keng zolidd legal Basis duer, soudass mer zesumme mat eise belsche Partner op de Wee gaange sinn, e bilaterale Traité auszeschaffen, an dësen ass och den 31. August 2021 ënnerschrifwe ginn.

Mam Projet de loi, dee mer haut stëmme wäerten, gëtt dësen Traité, wéi gesot, ratifizéiert, an domadder garantéiere mer dann och, dass d'Operationalitéit vun der Unitéit garantéiert ass an dass mer och als fiable Partner an der Durée zesummeschaffe kënnen.

Wat seet dësen Traité elo méi konkret? Also, mir etabléieren domadder méi formell dës binational Unitéit an erklären d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht am Detail. Gereegelt gëtt ënner anerem déi gemeinsam Exploitatioun vun der A400M-Flott, also och de Soutien logistique, d'Formatioun, d'Ëmsetzung vum Programm, awer och eventuell Modifikatiounen, déi zu iergendengem spéideren Zäitpunkt missten un de Fligere gemaach ginn. Fir eis huet dat virun allem och um Niveau vun der technescher Exploitatioun e grouse Virdeel, well mer hei vum Knowhow vun eise belsche Kollege profitéiere kënnen.

Den Traité hält esou eebe fest, dass dës binational Unitéit vu Melsbroek aus operéiert, an hält och fest, wéi d'Personal an d'Unitéit integréiert gëtt a wéi d'Fluchstonne verdeelt ginn. Do ass dat dann de Ratio eent zu aacht, esou wéi mer och ee vun aacht Fligere kaaft hunn. An nom selwechte Schlüssel ginn och d'Onkäschte vun de Frais d'exploitation an de Frais de fonctionnement verdeelt.

Des Weideren ass zum Beispill och festgehalen, dass den operationelle Contrôle un den EATC transferéiert gëtt, woubäi mer awer och musse festhalen, dass souwuel d'Belsch wéi och Lëtzebuerg zu all Moment d'Méiglechkeet hunn, dovunner zrëckzetrieden, respektiv dass mer och alle béid zu jidder Moment d'Méiglechkeet hunn, e Veto anzeleeën, falls mer eis net un enger Missioun wëilte bedeelegen.

Dat wär et zum grobe Contenu vun dësem Traité, dee mer hei ratifizéieren. Nach séier zu den Aarbechten, déi mer an der Kommissioun dozou gemaach hunn: De Projet de loi ass de 15. März 2022 deposéiert ginn. De 27. September dëst Joer huet de Conseil d'État säin Avis ofginn. De 14. Oktober hu mer de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun analyséiert an de Rapport hu mer dunn och elo den 12. Januar ugeholl.

Dëst war e relativ kuerze Projet de loi. Ech hoffen op Är Ënnerstützung heifir, soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf ageschriwwen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)** | Merci, Här President. Ech wëll och relativ kuerz op dee gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen d'Madamm Empain eis hei ginn huet, äntweren. Effektiv gesinn ech dee Projet de loi an der Suite vum Projet de loi 7239 aus dem Joer 2018, wou mer eis am Fong geholl déi finanziell Moyene ginn hunn, fir dëst iwwerhaupt ze maachen. Ech wëll dat nach eng Kéier rappeléieren. Et ass mer awer wichteg, well do gi 420 Milliounen iwwer 35 Joer ausginn. An dëst baséiert nees eng Kéier op engem MoU, Memorandum of Understanding, aus dem Joer 2001, wou de Charel Goerens jo dee ganze Projet lancéiert huet. An 2005, ënnert dem Minister Luc Frieden, ass am Fong déi Decisioun geholl ginn, dësen A400M ze kafen.

Mir hunn zweemol bei deene Projete matgestëmmt a wäerten dee Projet haut och hei stëmme. An ech fannen déi Aart a Weis, dat iwwer en Traité ze maachen, dat ass déi richtig Aart a Weis; et konnt net anescht sinn. Den MoU, dee mer haut jo elo ofléisen, dat ass dee vun 2021, wéi Der elo grad an Ärem Rapport gesot hutt, am August 2021 ass dee geholl ginn.

Duerfir géif ech dann den Accord gi vun der CSV, wësend, dass mer an zwee, dräi oder fënnef Joer kucken, wéi dann déi detailléiert Zesummenaarbecht, déi hei gereegelt gëtt, gräift. Mir hunn elo säit zwee Joer Erfahrungswäerter, duerfir sinn ech iwwerzeegt, dass dat e gudden Projet ass, a mir wäerten deen dann och stëmme.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Halsdorf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gusty Graas (DP)** | Merci, Här President. Wien A400M seet, deen denkt un eng laang Geschicht. An déi Geschicht geet schon op d'Joer 2000 zrëck. Dunn ass u sech d'Decisioun geholl ginn, dee Fliger unzeshafen. Entre-temps ass ganz vill iwwert dee Fliger geschriwwen ginn, gefrot ginn, ganz vill Questionnaire si gestallt ginn, virun allem stoung natierlech ëmmer de Präis vun deem Fliger am Fokus. Et gouf sech och ganz vill Suerge gemaach ëm d'Qualitéit vun deem Fliger.

Ech erënneren drun, dass viru fënnef Joer Däitschland u sech bal decidéiert hat, fir déi Commanden erëm zrëckzestellen, well et do zu enger Rei Problemer komm war. Och war d'Liwwerung ursprénglech fir 2017 virgesinn. Deen Delai konnt och net agehale ginn. Et dierf een och net vergiessen, dass dat u sech deen éischte Militärfliager vun Airbus ass, wat awer u sech eng gutt Saach ass, well mer domadder och de Beweis geliwwert hunn, dass mer eis awer och um europäesche Maart mat esou engem Fliger kënnen ekipéieren.

Firwat hu mer iwwerhaupt dee Fliger deemools kaaft? Wann een zrëckdenkt, fréier sinn et ganz aner Konflikter ginn. Haut huet sech d'Situatioun natierlech geännert. Ech mengen, dee Fliger gëtt virun allem agesat a Krisegebidd, an zwar net an éischter Linn, fir militäreschen Operatiounen duerchzuführen, mee virun allem, fir human Decisiounen auszuführen. An duerfir ass et och ganz richtig, dass mer dat Material brauchen.

A Lëtzebuerg leescht domadder e ganz wichtege Beitrag. Et dierf een net vergiessen, dass mir um Niveau vun der NATO jo net onbedéngt Musterschüler sinn. Mir beweegen eis de Moment bei 0,7 % vum eise PIB, dat ass awer net onbedéngt eng berauschend Zuel. A mir mussen ouni Zweifel an deenen nächste Joren nach eng Rei Efforte maachen, an dat ass jo och esou virgesinn.

An duerfir hu mer och am Joer 2001 eng éischt Konventioun mat der Belsch ënnerschrifwe. Firwat mat der Belsch? Mee ech mengen, dass ass dee Partner, mat deem mer am Fong geholl am enksten zesummeschaffen op deem Niveau. An dat erlaabt eis et eeben, och besser Konditiounen ze kréien.

Natierlech ass dat en héijen Impakt op de Budget gewiescht. De Fliger huet 168 Milliounen ouni TVA kascht. Da kommen natierlech déi 420 Milliounen Ënnerhalt fir déi nächst 35 Joer derbäi. Dat ass schon eng gewëssen Ausgab. Mee et dierf een awer net vergiessen, dass mer domat awer och e wichtege Beitrag leeschten. Ech mengen, den 18. Januar 2019 goufen iwwregens déi éischt 156 Milliounen bezuelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land ass selbstverständlech vill ze vill kleng, fir kënnen dee Flieger ze exploitieren. Dat geet schonn u mam Stationnement. Ech gleeve kaum, datt de Findel sech géif derfir eegnen. Dofir begrësse mir als DP och, datt mer eis och elo erëm eng Kéier mat der Belsch zesummesetzen, fir déi Konventioun hei vum 31. August 2021 eeben och ze ratifizieren.

Et dierf ee jo och net vergiessen, datt an där Konventioun awer och eng gewëssen Autonomie fir eist Land virgesinn ass. Dat heescht, mir kënnen och a priori refusieren, wann eng gewësse Missioun virgesinn ass, déi vläicht net eisem Esprit direkt entsprécht – ech denken natierlech hei virun allem un eng militäresch Operatioun –, datt mer dann awer och kënnen soen, datt mer dat net wëllen ausféieren.

Als DP sti mer ganz kloer nach wie vor zu der Acquisitioun vun dem A400M. Mir sinn eis bewusst, datt deen natierlech soll a priori eeben, wéi gesot, fir Aides d'urgence agesat ginn. Militäresch Asätz sinn natierlech net auszeschlëssen. Dat soll awer net a priori déi éischt Aufgab sinn. Mee ech weisen awer drop hin, datt den A400M och scho seng Feierprouf an deem Sënn bestanen huet, datt mer schonn zwou wichteg Interventiounen gemaach hunn. Ech denken un den Afghanistan, ech denken awer och virun allem un déi 50 Frigidairen, déi am Kader vun der Covidkris an de Burkina Faso geflu goufen.

*(Interruptions)*

Fir eis als Demokratesch Partei, wéi gesot, ass dat heiten also och erëm eng Kéier eng wichteg Decisioun, déi mer huelen. Mir bleiwen der Meenung, datt déi Acquisitioun also eng Acquisitioun ass, déi eng Wichtigkeet huet. An dowéinst sti mer natierlech och zu deem Projet de loi, dee mer haut hei decidieren; dat heescht, datt deen Traité hei Gesetzeskraaft kritt.

Ech wëll och zum Ofschluss der Madamm Empain nach e Merci soe fir déi verschidde Rapporten, déi se gemaach huet, a gi selbstverständlech dann och d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabeler Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Lydia Mutsch** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz mam Traité, dee mir domadder ratifizieren, ass eng wichteg Etapp am Kader vun eiser militärescher Zesummenaarbecht mat eise Belschen Noperen, mee et ass awer och en Teimoingage fir eis Verantwortung als NATO-Member.

Lëtzebuerg hat sech jo schonn ugangs den 2000er-Joren engagéiert, en Transportflieger vun Airbus, den A400M, ze kafen. D'Chamber hat – an dat ass schonn zum Deel hei opgeléicht ginn – dës Acquisitioun 2005 an Héicht vun 120 Milliounen autoriséiert. An 2018 huet missen nogebessert ginn: Fir d'Bedriewung sinn elo 420 Milliounen op 35 Joer virgesinn. Dat ass nawell eng zolidd Zomm.

An och wann dat scho bal üblech ze si schéngt, an net nëmme bei eis am Land, dass et Präisexplosiounen gëtt bei militäreschen Ekipementer, dierf dat an eisen Ae keng Fatalitéit sinn oder esou duergestallt ginn. An dofir si mir der Meenung, dass ee muss generell an och an Zesummenaarbecht mat internationale Partner d'Käschten am A hunn a kloer Reegelen opstellen.

Mat dëser Acquisitioun, déi mer deemno zesumme mat der Belsch gemaach hunn, brauche mer e gesetzleche Kader, fir d'Gestioun vun der gemeinsamer Loftflott ze reegelen, an dat ass och eeben den Objet vun dësem Gesetz.

D'Flott setzt sech elo aus aacht Fligere zesummen: siwe Belschen an engem lëtzebuergesche Flieger. Déi Loftbasis ass zu Melsbroek, an do ass och d'Personal vun deenen zwee Länner stationéiert.

Den Traité gesäit vir, dass d'Käschte vun der Exploitatioun a vum Fonctionnement opgedeelt ginn am Verhältnis vun der Unzuel vun de Fligere, also siwen Aachtel fir d'Belsch an een Aachtel fir Lëtzebuerg. Dat mécht Sënn.

Wat d'Lëtzebuurger Personal betrëfft, déi an der Loftflott am Asaz sinn, sou si se en Deel vun der Wing 15 vun der Belscher Composante vun der NATO ënnert dem Statut SOFA OTAN. Déi binational Unitéit – och BNU A400M genannt – ass operationell gesinn ënnert der Autoritéit vun der European Air Transport Command, kuerz EATC, a si ass capabel – an dat hu mer och schonn héieren –, eng grouss Spannbreet un Transportmissiounen auszuféieren.

D'Missiounen vun der Flott wäerte souwuel ziviller, militärescher wéi och humanitärer Natur sinn. Mir hu jo alleguer wärend der Covidpandemie oder och bei deene villen Naturkatastrophen, déi mer an deene vergaangene Joren haten, an anere Katastrophe gesinn, wéi wichteg grad déi zivill an humanitär Asätz gi sinn, fir de Mënschen an Nout kënnen ze hëllefen.

D'Missiounen vun der Belsch-lëtzebuergescher Unitéit kënnen souwuel an engem nationale wéi och an engem multinationalen, also multilaterale Kader stattfannen. Dozou gehéiert och d'Ënnerstëtzung vun internationalen Organisatiounen wéi eeben der NATO, der EU, awer och der UNO.

D'Kooperatioun mat der Belsch fir dës Loftflott, Här President, ass eng logesch Suite vun eiser schonn entaméierter Zesummenaarbecht mat eise Belschen Noperen am Beräich vun der Verdeedegung. Mir deployieren dacks zesumme mat der Belsch Personal op Auslandsmissiounen. Déi nei Militärgelieferer, déi mer viru ronn engem Joer hei iwwer e Finanzéierungsgesetz gestëmmt hunn an déi ab 2024/2025 asazbereet solle sinn, si kompatibel mat Systemer vun eise Belschen Noperen. An net ze vergiessen dee gemeinsame Bataillon, dee mat der Belsch geplangt ass an deen ab 2030 soll operationell sinn an dee sécherlech ganz vill Opportunitéite fir weider Kooperatiounen mat der Belsch an um europäeschen Niveau wäert erméiglechen.

Ofschlëssend wëilt ech awer och nach der Raportrice Merci soe fir hire gewinnt – si sëtzt hei – gudden a komplette schréfflechen a mëndleche Rapport an heimat och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Ech soe Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Mutsch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke vläicht u mat zwee Mercien: engem Merci un d'Madamm Empain fir hire ganz komplette Rapport, deen och ëmmer interessant ass nozelauschteren, an engem zweete Merci un eis Belsch Noperen. Well mat hinne kënnen mer ganz vill zesumme maachen, wat mer wierklech eleng net kéinte maachen. Aner Virriedner hunn dat och scho gesot. Mee déi militäresch Zesummenaarbecht ass ëmmer eppes, wat ee muss ganz genee am A behalen. Zemoos an deenen Zäiten, déi mer haut hunn, wou mer awer Krich an enger Proximitéit hunn, muss een ëmmer kucken: Wat gëtt genau gemaach a wou si Risiken, wou si Chancen, déi sech an deem dote Kontext kënnen bidden?

Et muss ee gesinn, datt multinational Unitéiten an deem Sënn eng ganz besonnesch Problematik duerstellen, well multinational Unitéiten hunn natierlech eng Rei Verdeeler. Si hunn awer och de Risiko, datt herno duerch eeben déi Matverantwortung a Matimbricatioun – géif ech soen – a Strukturen, déi net nëmme eis sinn, awer och déi Gefor besteet, datt een eventuell an Operatiounen mat eragezu gëtt, wou ee sech national net onbedéngt wéilt gesinn.

Dofir ass et ganz gutt, datt an dësem Traité déi Dispositiounen sti vun der roudere Kaart, déi Méiglechkeet, fir ëmmer ze soen: „Do maache mer net mat.“ Wann dat net de Fall wär, géif d'ADR et net matstëmmen. Well et ass wichteg, datt een och bei multinationalen Unitéiten ëmmer déi Méiglechkeet huet, fir schlussendlech selwer iwwer d'Benotzung oder den Emploi vun den eegene militäreschen Ressourcen ze decidieren.

Eng zweet Bemierkung betrëfft vläicht och d'Zukunft vun deenen Arrangementer, déi mer mat der Belsch hunn, a speziell déi gemeinsam Flott vun A400M. Do vertritt d'Belsch eis an den Negociatiounen an der OCCAR. Dat ass deen Organismus, deen eigentlech dat begleet an och zukünfteg Entwécklungen am Beräich vu gemeinsame Bewaffnung soll kucken.

A mir géifen derfir plädieren, obscho mer dat der Belsch elo ginn hunn, datt mer awer och kucken, datt mer eng Lëtzebuurger Verriedung an der Delegation vun der Belsch do hunn. Mir brauchen net national an deene Gremie selwer opzotrieden, mee mir sollten awer vertruede sinn, mat der Belsch zesummen, fir awer och zu all Abléck eis Interesse kënnen do ze kucken.

Eng drëtt Bemierkung betrëfft de SOFA, dat ass de Status of Forces Agreement. Deen ass ganz wichteg am Kader vun der NATO an e spillt och bei Accidenter oder wann eng Lëtzebuurger Militärpresenz an iergendenger Form géif en Accident verursaachen am Ausland, e Schued verursaachen, och e Flieger oder eeben duerch aner Saachen. Et fänkt u bei enger Jeep, et hält op beim Flieger. Mee wou mer e Schued am Ausland géife verursaachen. A mir bezéien eis dann ëmmer op dee Status of Forces Agreement.

Mir mussen och vläicht national kucken, datt dann och déi Ëmsetzung, wann dat géif geschéien, wa mer géifen e Schued verursaachen duerch Ekipement, wat der Lëtzebuurger Arméi zouzerechnen ass, datt dann och déi Versécherungsmechanismen ouni Problem spillen. Och dat spillt bei der Reputatioun vun engem Staat a bei der Participatioun u Manöveren am Ausland eng Roll.

Mir hunn et gottseidank net dacks, datt mer an esou Situatiounen kommen, mee wa mer drakommen, da muss eng Entschiedegung séier garantéiert sinn. An et wär dowéinst interessant, och eng Kéier d'Mise en oeuvre vum SOFA-Agreement op nationalem Plang ze trainieren an ze iwwerpräieren, fir datt mer dann och kéinte séier déi adequat juristesche a finanziell Äntwerte ginn am Fall vun esou engem Problem.

Eng aner Bemierkung betrëfft natierlech d'ratifizierung vun dësem Traité. Et ass ganz interessant, an an der Madamm Empain hirem Rapport gëtt nach eng Kéier deen Ënnerscheid gemaach tëschent engem Traité, d'ratifizierung vun engem Traité, deen hei am Parlament gemaach gëtt ... an et gëtt ganz bewusst gesot, wat net muss vum Parlament ratifiziert ginn – an als ADR si mer och do d'accord -: Dat sinn technesch Arrangementer. Dat ass dat Eenzegt, wat mer net müssen hei ratifizieren an deem Kontext: technesch Arrangementer.

Dat ass zum Beispill, wa Staaten Telefonsnummere austausche vun zoustännege Beamten, fir iergendee

Problem ze reegelen. Dat ass keen Traité, dat ass en einfachen Arrangement. Dee brauch natierlech net engem Parlament virgeluecht ze ginn.

Awer de Rescht, déi aner international Accorden, mussen engem Parlament virgeluecht ginn. A mir soen dat och ëmmer erëm an engem anere Kontext, nämlech vun deene Programmes indicatifs de coopération. Do besteet déi Praxis net. Dat ass net konform zu deenen Exigenzen, déi bei eis normalerweis missten am Parlament beuecht ginn. Dat ass elo net an Ärem Kompetenzberäich, Här Minister, mee et betrëfft awer d'Regierung, datt mer och ëmmer erëm insistéieren, datt déi Programmes indicatifs de coopération hei misste virgeluecht ginn. An deem Kontext kann een och nëmme bedauern, datt an där neier Verfassung déi Dispositioun „Les traités secrets sont abolis“ net méi do steet.

Mir sinn also mat dësem Accord mat der Belsch d'accord, aus deene Konditionenen, déi mer Iech genannt hunn, virun allem a prinzipiell mat där, datt mer eis zu all Abléck kënnen zrëckzéien an enger Situatioun, wou mer denken, datt e militäreschen Asaz net eisen Interessen entsprécht.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Rapportrice och e grouse Merci soe fir de Rapport. A bon, et wonnert Iech net: Mir waren nach ëmmer géint den A400M, dofir wäerte mer och dergéint stëmmen, well mer d'Noutwendegkeet nach ëmmer net agesinn. An trotzdem e grouse Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Merci, Här President. Den A400M ass en erfollegräichen europäesche Projet. A mir kënnen och frou sinn, dass dee Fliger do war, fir zum Beispill an Afghanistan schnell agesat kënnen ze ginn an d'Leit do ze retten.

Mir Piraten hu sécherlech eng ganz kritesch Positioun zur anerer Flott vun den MRTTen. Beim A400M war et awer esou, dass mer vun Ufank un déi Néidegkeet unerkannt hunn an dofir och wäerten dës Kooperatioun matstëmmen, well mer gesinn, dass hei de Wee gaange ginn ass vun enger europäescher Léisung. Eng europäesch Léisung, déi mir eigentlech a ganz ville militäreschen Dossiere gären hätten, well – si mer realistesch – Lëtzebuerg eleng esou grouss Projeten, virun allem an der Gestiou herno, net stemme kann a mir eis dofir an Zukunft och sollte weiderhin, och méi wäit wéi d'Belsch oder Frankräich, europäesch Partner an der Europäescher Unioun sichen, fir esou Projeten ze realiséieren.

Am Kader vun der NATO – eng NATO, wou mir Piraten nach ëmmer kloer derzou stoungen an och an Zukunft wäerte kloer derzou stoen – ass dat heiten ee vun eise Projeten, wou Lëtzebuerg Verantwortung iwwerhëlt, wat mer och weiderhin als Land sollte maachen.

Grad an den haitegen Zäite weist et sech, dass mer och op eng NATO ugewise sinn an dass mer eis net einfach sollten ewechducken a soen: „Mir droen net eisen Deel dozou bäi.“ Ech weess, mir hunn heibanen ëfters Diskussiounen mat der Regierung, dass mir eng aner Opfaassung hu vun deem Deel, wou mer der NATO sollten eisen Deel bäidroen, mee hei ass ee

vun de Projeten, dee mer an där Form och weiderhin ënnerstëtze kënnen.

Dofir merci un d'Stéphanie Empain fir dee guddeschréftlechen a mëndleche Rapport, a mir wäerten dat haut matstëmmen.

Merci.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, de Vizepremier- a Verdedegungsminister François Bausch.

### *Prise de position du Gouvernement*

**M. François Bausch, Ministre de la Défense** | Merci, Här President, an och allen Deputéierten, déi hei Stellung geholl hunn, a virun allem fir déi breet Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet. Merci der Madamm Rapportrice fir dee guddeschréftlechen a mëndleche Rapport. A virun allem och merci fir d'Unerkennung vun allen Deputéierten, vun alle Fraktiounen fir d'Konzept vun Pooling and Sharing, well den A400M ass genau dat.

Et ass zwar e belsch-Lëtzebuurger Projet – also, wat den Akaf ubelaangt an och den Entretien vun de Fligere a wéi se sollen agesat ginn –, mee et ass awer e belsch-Lëtzebuurger Projet, deen integréiert ass a verschidden international Projeten. Zum Beispill ginn déi acht Fligere am Fong mat geréiert iwwer den EATC, wou siwen europäesch Natiounen dra si fir ze kucken, wou déi Fligere agesat ginn a wéi se solle fléien.

An ech muss och soen: Ech kann net esou richtig verstoen, datt ee seet: „Den A400M-Projet, dat ass e guddesch Projet, well dee passt an dat Konzept, an den MRTT-Projet net“, well dat ass eigentlech genau dat nämmelecht. Déi MRTT-Fligere, dat ass och en europäeschen – souguer en iwwereuropäeschen, well d'Norweger sinn och mat dran zum Beispill – Projet, dee ganz genau d'nämmelecht geréiert gëtt. Dat sinn och Fligere, déi kënnen fir den Transport benotzt ginn. Se kënnen natierlech och nach zousätzlech ënnerwee aner Fligere optanken. Se kënnen ëmgeändert ginn a fléiend Spideeler. Also, et ass genau déi nämmelecht Konzeptioun eigentlech wéi beim A400M. Dofir kann ech dat net richtig novollzéien, wann een dat seet. Mee bon, et ass awer jiddwerengem säi Recht, dat ze gesinn, wéi en et wëllt.

Ech mengen, datt esou Programmer generell eng gutt Saach sinn. A wann ech den ... Obschonn ech vum EATC schwätzen als Beispill, da fannen ech dat en immens reusséierte Schrëtt, datt do siwen Natiounen sech zesummegeeden hunn an hir national Souveränitéit eigentlech ofginn hunn op en europäeschen Niveau, fir kënnen esou méi effikass a méi seriö Krisen ze geréieren.

Wa mer an Afghanistan bei der Evakuatioun vum Flughafen vu Kabul net déi Instrumenter gehat hätten, dann, soen ech Iech, hätte mer net vill Leit eraus-evakuéiert kritt, op alle Fall bei Wäitem net esou vill, wéi mer der elo mat deenen Instrumenter eraus-evakuéiert kritt hunn.

Dofir, dat ass eigentlech exemplaresch. An dat ass och de Wee, dee mer mussen an Europa goen. An och wann ech dem Här Kartheiser Recht ginn – an dofir steet et och hei am Text dran –, datt all Natioun innerhalb vun der Europäescher Unioun ëmmer muss d'Recht hunn, bei gemeinsamen Operatiounen, ob et an deem heite Kontext oder engem aneren ass, fir ze soen: „Mir maachen do net mat“, sou mengen ech awer, datt et wichteg ass, datt een europäesch Strukturen huet an datt och dann europäesch

Kommandostrukturen do sinn. Well et kann net sinn, datt, wa mer gemeinsam sollen effikass schaffen, wa mer d'accord waren, fir eng Operatioun ze maachen, dann awer nach géifen déi 27 Länner eenzel soen, wat dann do ze geschéien huet.

Ech mengen, dat ka jo nëmme effikass a seriö fonctionéieren, wa mer dat da gemeinsam, europäesch maachen. An dofir ass, wéi gesot, dee Projet hei ganz gutt. A mir hunn, wéi et och schonn erwänt ginn ass, dat steet och hei am Text, awer ëmmer d'Recht, wa Missiounen solle gemaach ginn, déi mer net gutt fannen, fir ze soen: „Mir sinn dergéint a mir maachen do net mat.“

Ech wëll awer hei eppes riichtbéien, wat hei elo e bësse beschönigend duergestallt ginn ass. Ech hu virdrun zu engem Deputéierte gesot: „Wann eppes gréng ass an deem heite Fall, a méi gréng, da soll een et och als dat ze erkenne ginn.“ Et ass en europäesche Rüstungsprojet. An do huet d'Madamm Oberweis och Recht. Si sinn an hirer Logik, si stëmmen esou Saachen net mat. Mee et ass net prioritär en humanitäre Projet, well déi Fligere si kaaft ginn un alleréischter Stell, fir militäresch Notzung draus ze maachen, a se ginn och gréisstendeels militäresch genotzt. Et sinn natierlech Transportfligere, et si keng Kampffligere, déi elo op d'Leit schéissen an esou weider, mee et gi militäresch Transporter domadder gemaach. Dat war an Afghanistan de Fall. Dat war zum Beispill och de Fall am Kader vun Truppentransporter an de Mali an esou weider. Dat heescht, gréisstendeels gi se dofir agesat.

Natierlech kënnen se och humanitär agesat ginn, an dat ass och scho geschitt. Mir hunn zum Beispill schonn iwwer A400M medezinnescht Material a Regiounen transportéiert. Dat ass alles méiglech, mee mir sollen awer éierlech mat eis selwer sinn a soen, firwat et geduecht ass, well dat géif jo soss och net unerkannt ginn an der NATO, wann dat net de Fall wär. An ech mengen, dat mécht och Sënn, datt se dofir kaf gi sinn an datt se dofir och agesat ginn.

Et ass esou, datt mer sechs Piloten a sechs Loadmasteren virgesinn hunn. Mir hunn déi bis elo nach net ganz kënnen fannen an ausbilden. Bei de Pilote si mer elo op fënnf Lëtzebuurger, déi fléien, et ass e sechsten an der Ausbildung an et ass nach e siwenten, deen huet seng generell Pilotenausbildung nach net fäerdeg, déi ass awer um Lafen. Dat heescht, bei de Pilote gesäit et gutt aus.

Bei de Loadmasteren hu mer der eréischt zwee. Natierlech versiche mer weider ze rekrutéieren, mee ech sinn awer och iwwerzeegt, datt déi heite Karriären ... mindestens d'Loadmasteren, datt huet vill dermat ze dinn, datt mer eist neit Kadergesetz hunn, dat ass mat der B-Karriär zum Beispill a mat der A2-Karriär, firwat mer do keng fannen. Bei de Piloten natierlech, dat sinn Universitäre ausbildungen an dat sinn Offizéier. Dat war méi einfach ze fanne wéi bei de Loadmasteren. Bon, mee dat wäert sech, ech sinn iwwerzeegt, wa mer d'Kadergesetz bis hunn, mengen ech, och ganz séier verbessern.

Mee dat ass gutt, well da kënnen mer natierlech ganz aner Perspektive bidden, och fir Lëtzebuurger Zaldoten an enger Karriär vun der Lëtzebuurger Arméi, soit datt déi Leit natierlech integréiert sinn an der Belsch an och do eebe schaffen. Mee ech mengen, déi, déi et maachen, maachen dat mat immenser Begeescherung. An niewebäi bemierkt waren an Afghanistan bei den Evakuatiounen och zwee Lëtzebuurger Piloten am Asaz, een am A400M an een ass awer mat den C-Fligere téschent Kabul a Pakistan hin- an hiergeflunn. A mir hunn och duerfir, dat war natierlech och praktesch, vill Informatiounen iwwer d'Situatioun aus direkter Hand vun eisem Pilot kritt, dee jo hin- an hiergeflunn ass, duerfir ware mer ëmmer gutt

informéiert, wat och wicteg war fir de Repatriement vun deene Leit, déi mir wollte rapatriéieren. Also, wéi gesot, et ass insgesamt e gudden Projet.

Da wëll ech dem Här Kartheiser och nach soen: Den OCCAR, do ass et esou, datt mir en Observateursstatus dodran hunn. Mir ginn och reegelméisseg an déi Sëtzunge mat dohinner, awer net ëmmer. Wa mer net do sinn, da representéiert eis awer d'Belsch, mee mir sinn nëmmen Observateur. Mee ech ginn Iech awer Recht, dat si Saachen, wou een duerch aus kucken, fir vläicht och nach méi present ze sinn.

Mee souwiesou ass et generell eng Fro vun internationaler Presenz vun der Arméi. Mir ginn ëmmer méi gefrot, fir Leit op international Missiounen ze schécken, mee leider si mer nach net vun dem Personalbestand hier esou opgestallt, datt mer dat alles esou honnertprozenteg kënnen erfëllen, wéi mer dat wëlle maachen an och gär géife maachen. An och do erhoffen ech mer, wéi gesot, wa mer dat neit Kadergesetz hunn, doduerjer datt mer dann e bessere Recrutement kréien, datt mer dann och méi séier weiderkommen.

Ech soen, wéi gesot, nach eng Kéier e grouse Merci fir déi breet Zoustëmmung. Et ass gutt ze wëssen, datt mer allegueren hei hannert deem Projet stinn.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Verdedegungsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7979. Den Text steet am Document parlementaire 7979<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7979 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**9. Résolution de M. Sven Clement au sujet de la sobriété énergétique**

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 6 de ce compte rendu)*

Da géife mer nach iwwert déi Resolutioun ofstëmmen, déi den honorablen Här Sven Clement am Ufank vun der Sitzung deposéiert hat, wou et drëm geet, de gesamten ekologesche Fousofrock vun der Chamber ze evaluéieren. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen?

Kënne mer iwwert dës Resolutioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

**Vote sur la résolution**

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 16.45 heures.)*

30<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

**Sommaire**

**1. Ouverture de la séance publique**

M. Fernand Etgen, Président

p. 21

**2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire 2023 (PDAT2023)**

Exposé : M. Gilles Roth

Débat : M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Semiray Ahmedova (interventions de M. Gilles Roth et M. Marc Lies) | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire (intervention de M. Gilles Roth) | M. Aly Kaes (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes

p. 21

**3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du contrôle médical de la sécurité sociale**

Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)

p. 27

Débat : M. Marc Spautz (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | M. Sven Clement (interventions de Mme Cécile Hemmen, M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, M. André Bauler, Mme Myriam Cecchetti, M. Marc Goergen et M. Gilles Baum)

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Claude Haagen) | M. le Ministre Claude Haagen (interventions de Mme Nathalie Oberweis)

Motion 1 : M. Sven Clement | M. Mars Di Bartolomeo | M. Marc Spautz | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | M. Dan Kersch

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Mme Nathalie Oberweis | M. Dan Kersch

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Turmes et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen, Président** | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? (Négation)

## 2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire 2023 (PDAT2023)

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den honorablen Här Gilles Roth als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, firwat dës Aktualitéitsstonn elo? Mee well d'Gemenge bis Enn Januar mussen hiren Avis ofginn iwwert de sougenannte Projet de programme directeur iwwert den Territoire.

Dëse Programm, dee soll eigentlech fir d'Landesplanung grouss Orientéierungen an och Leitlinie ginn. Et ass u sech d'Suite vun dem viregte Programme directeur, deen 2003/2004 ënnert dem deemolegen Innenminister Michel Wolter virgeluecht gouf. Deemools ass et gaangen – dat huet sech „polycentrisme et déconcentration concentrée“ genannt –, dass et am Land dräi grouss Pôlë gouf, dat heescht Esch mat der Minnetmetropol, d'Stad Lëtzebuerg an d'Nordstad, an dass et ronderëmmer eng Rei vu Satellitte gouf an eenzelne Regiounen, déi duerch en integréiert Verkéiers- a Landesplanungskonzept matenee verbonne waren.

Ech kann haut an deenen zéng Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, sécherlech net op de gesamten Inhalt vun dësem Projet de programme directeur agoen. D'Zil ass, graff resüméiert gesot: Mir wëllen ewech vun enger Neierschléissung a mir wëlle méi Noverdichtung.

An ech muss och soen, déi Grondiddi, déi ass och ok, mee de Wee dohinner, dee stellt awer eng Rei vu Froen a besonnesch déi, dass een eigentlech e Versigelungsfacteur, dee fir all Gemeng festgeluecht gëtt, aféiert an dës Moosnam ganz einfach zum Zil mécht.

Vereinfacht gesot: Landeswäit solle bis 2035 an deem Joer nach genau 90 Hektar maximal kënnen am Joer versigelt ginn, dat heescht 25 Ar pro Dag am ganze Land, fir dann 2050 op glat null ze kommen. A fir dat ze errechen, leet dann dëse Projet, de Programme directeur, fir all eenzel Gemeng opgeléicht e Versigelungsfacteur vir.

Bon, fir Iech dat ze veranschaulichen an enger Gemeng, déi ech awer relativ gutt kennen, heescht dat Follgendes: Bis 2035, also während den nächsten zwielef Joer, däerfen an där Gemeng periurban, ronderëm d'Stad, nach genau 13 Hektar – jo, 13 Hektar! – neit Bauland erschloss ginn. Mat 30 Logementer pro Hektar an 2,33 Leit pro Wunneng, heescht dat, dass bis 2035 do nach Bauland fir ganzer 900 Leit maximum kënnen fir zwielef Joer insgesamt nei geschafte

ginn. Zum Verglach: An deene leschte fënnef Joer ass an där betreffender Gemeng de Bevëlkerungszouwues pro Joer 300 gewiescht. Dat fir Iech ze veranschaulichen, dass et hei net ëm näischt geet!

Hei kréien eigentlech d'Gemengen dirigistesesch mat deem Versigelungsfacteur vun uewen erof diktiert, wéi vill a wéi grouss se nach däerfe wuessen, an do stellt sech natierlech eng Fro: Ass dat verfassungskonform? A virun allem, wéi steet et mat der Kohärenz par rapport zum Regierungsprogramm, deen 2014 an 2018 ganz kloer virginn huet: „Mir brauche méi Bauland, mir brauchen neit Bauland, fir dass méi Wunnenge kënnen erschloss ginn, fir dass d'Wunnenge kënnen der Nofro gerecht ginn a fir dass doduerch de Präis net méi sou entspreichend an d'Luucht geet!“ An dat ass och am Fong déi Positioun, déi de Syvicol an engem ganz gudden Avis vun iwwer 50 Säite virgeluecht huet.

An duerfir an deem Kontext eng Rei Froen un de Minister: Wéi ass de legale Charakter ze verstoe vun dësem Projet de programme directeur? Wann een d'Gesetz vun 2018 iwwert d'Landesplanung kuckt, dann huet e kee verbindleche Charakter. Wann een awer d'Zeile liest, déi an dësem Projet de programme directeur virgesi sinn, da kéint et esou sinn, dass den Innenminister seet, wann eng Gemeng sech net un dee Versigelungsfacteur hält, dass se dann den Objektiv vun dem Aménagement communal net nokéint an dass dann eigentlech den Innenminister kéint soen, ob en, jo oder neen, gegebenenfalls eng Perimetererweiderung akzeptéiert oder net.

Dann ass eng weider Fro déi: Wéi versteet de Landesplanungsminister d'Kohärenz mat de Virgabe vun der Regierung, déi seet: „Mir mussen méi Bauland erschliessen!“? An ech sinn do op en Dokument getraff, wéi d'Plans sectoriels „Logement“ hei an dëser Chamber 2014 virgestallt goufen, wou eigentlech 43 Commune-prioritaires am Land identifizéiert goufen, déi sollten e Wuesstum hu vun 20 %, verdeelt op eng Periodes vu sechs Joer, wou se sollte par rapport zu dem Istzustand sech selwer vergréisseren, dat heescht de „potentiel de croissance“.

(M. Gilles Roth montre le document en question.)

Hei ass en Extrait aus deem Dokument an do war zum Beispill d'Gemeng Réiden opgefouert. Déi hat deemools 1.156 Stéit. 20 % sollten op sechs Joer derbäikommen. Dat heescht, eigentlech missten dann 232 Logementer do weider geschafte ginn an enger Periodes vu sechs Joer.

Elo stellen ech Iech awer d'Fro: Wéi ass et da méiglech, dass laut dem PDAT, deen Der elo virgeluecht hutt, mat deem Versigelungsfacteur fir d'Gemeng Réiden, déi nach genau 69 Ar pro Joer ka verbauen? Dat heescht op zwielef Joer bis 2035 hätt dann d'Gemeng Réiden nach nei Baulanderschafungsméiglechkeete vu genau 4 an engem hallwen Hektar, wou da, wéi gesot, sollten 232 Wunnengen dropkommen. Wéi dat zu Réiden sollt geregelt ginn, dat verstinn ech jiddefalls net.

Dann ass eng weider Fro, déi och am Syvicol – an net zu Onrecht! – opgeworf gouf, dat ass déi: Wéi sollen d'Gemenge besonnesch am ländleche Raum dat do finanziell stemmen? Well Dir wësst alleguerten heibannen, an d'Leit och dobaussen, dass 80 % vun de Ressources financières vun de Gemengen, déi de Staat hinnen zougëtt, op d'Bevëlkerungszuel vergi ginn.

Mee wéi soll dann eng kleng Gemeng d'Grondinfrastruktur fir de Bierger nach finanziell kënnen gewährleisten? Wéi soll eng Gemeng d'Waasser propper halen? Wéi soll se iwwerhaupt d'Approvisionnement mat Waasser am ländleche Raum garantéieren, wann Der wësst, wéi vill dass eng Kläranlag kascht an dass

d'Subsiden dorobber erofginn? Wéi sollen anstänneg Schoulinfrastrukturen, Maison-relais kënnen gebaut ginn? Wéi solle Sport- a Fräizäitanlagen do kënnen gebaut ginn?

An eis Fro ass déi: Ass dat an Ären Aen, Här Minister, iwwerhaapt konform mam Prinzipp vun der Gemeindegemeinschaft, déi an där neier Verfassung, déi jo elo den 1. Juli a Kraaft soll treden, nach eng Kéier méi däitlech ënnerstrach gëtt?

Oder ass Är Vue déi, dass de ländleche Raum eigentlech de Fräilichtmusée vum Land sollt ginn, zur Landschaftsflieg eigentlech degradéiert, a wou dann nach sonndes e puer Happy Few aus der Stad an anere Ballungsgebiddes do d'Auto-pédestres maachen, e Selfie schécken, sech an den Auto setzen an erëm heemfuere?

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Da stellt sech ... Jo, Dir kënnst elo „Mamm, o Mamm“ soen! Da stellt sech och virun allem de Choix vun de Leit. Mir si fir de Choix!

Bon, et si ganz vill Leit, déi mussen an de ländleche Raum goen, well se sech an de Ballungszentren vun der Stad oder vun anere Metropolen keng Wunneng méi kënnen leeschten. Mee et sinn awer och eng Rei Leit, déi wëllen net onbedéngt an engem Ballungszentrum wunnen, déi wëllen op d'Land goen, an dee Choix, mengen ech, mussen mer an deem klengen Lëtzebuerg och deene Leit garantéieren, well se och net d'Méiglechkeet hunn, mat deenen iwwerdrifwene Wunnengsbaupräisser an der Stad, ronderëmmer, fir nëmmen déi ze nennen, fir mat deenen eens ze ginn!

Dann ass eng weider Fro, dat ass déi vun der Rechtssécherheet: An dem Dokument vun dem PDAT, dat e puer honnert Säiten huet, do steet dran, wann eng Gemeng riskéiert, fir iwwert dat Zil vun dem Versigelungsfaktor erauszugeen, dass da sollt en Deel vun elo ausgewisenem Bauland gegebenenfalls an eng Zone d'aménagement difféérée kommen.

Elo soen ech Iech awer mat allem Respekt viru Prozeduren: Mee do schéngt et awer relativ sécher ze sinn, dass Leit, déi do gréisser Propriétéiten hunn, e Recours géint d'Gemeng maachen an dann d'Gemeng wéinst Schuedensersatz do verdonneren. Wie soll dofir opkommen?

An eng lescht Fro, Här Minister, an deem Kontext ass déi vun der Noverdichtung. Ech mengen, wann Dir d'Leit frot: „Sidd Dir fir Noverdichtung a géint Versigelung?“, da sinn der dräi Véierel vun deenen, déi Der frot, domadder d'accord.

Wann Der awer de Leit sot, wat dat konkret heescht ..., an Dir sot jo, wat dat konkret heescht: Et solle Stäck dropgebaut ginn. U besteeënd Immeubles solle Saachen drugebaut ginn. Et solle Flächen ëmgewidmet ginn. Mee déi selwecht dräi Véierel, déi d'accord sinn an Iech soen: „Ech si géint Versigelung“, wann Der deenen awer sot, dass sollt noverdicht ginn ... A wat heescht dat? Majo, wann den Noper ofrappt – an Dir kënnst keen zwéngen ofzerappen – an do soll amplaz vun engem normalen Eefamilljenhaus eng véier- oder fënnestäckeg Residenz kommen, da gesinn déi selwecht dräi Véierel, déi géint d'Versigelung waren, dat, mengen ech, och problematesch, wann niewent hinnen esou eppes gebaut gëtt!

Duerfir als Konklusioun, Här President: Dëse Projet de programme directeur ass duerchaus en solidd Dokument, verschidde politesch Approchë sinn och duerchaus novollzéierbar. Mee mir sinn der Meinung, dass ganz einfach hei iwwert d'Zil erausgeschoss gouf, a besonnesch op engem Punkt. Well et ass méi wéi eng Orientatioun a Leitlinien, mee hei gëtt mat

deem Versigelungsfacteur, deen eenzel pro Gemeng festgeluecht ass an deem Dokument, eigentlech eng Mesür zum Zil an dat entsprécht an eisen Aen net dem Sënn an Zweck vun engem Programme directeur, esou wéi en iwweregeng och am Gesetz iwwert d'Landesplanung festgesat ass.

D'Landesplanung ass fir eis eng Orientéierung an déi soll mat de Gemengen a mat de Leit geschéien an dat ass fir eis keen Dirigismus vun uewe mat engem Versigelungskoeffizient pro Gemeng an et ass virun allem fir eis och keng Kakofonie innerhalb vun enger Regierung, wou deen ee Minister seet: „Mir maachen e Versigelungsfacteur“, an deen anere Minister – och nach vun där selwechter politescher Faarf – seet: „Et muss méi Bauland erschloss ginn!

Mir wëllen als CSV konkret keen Ausbludde vum ländleche Raum. Mir hätte gärden de fräie Choix, wou d'Leit wëllen am Land wunnen, wou se wëlle liewen. Mir hätte virun allem och gäre Rechtssécherheet bei de PAgEn an Zukunft an net eng Landesplanung, déi sech am Endeffekt op de Verwaltungsgerichter mécht. Mir wëlle funktionsfäeg Gemenge queesch duerch d'Land behalen. Mir wëlle fir all Bierger e Recht op similar Grondleeschungen, egal wou en am Land wunnt, vun enger Gemeng. A mir wëlle keen ideologesch ordonéierte Baustopp duerch d'Hannerdier, well do hunn nach just e puer Happy Few Plaz, déi sech dat kënne leeschten, sech ronderëm d'Ballungszentre vun der Stad Lëtzebuerg an aneren eng Wunneng ze leeschten! A mir wëllen duerfir als CSV virun allem eng kohärent Landesplanung, déi mat gesondem Mënscheverstand gemaach gëtt an déi virun allem der Realitéit vun dem Terrain Rechnung dréit!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Roth.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer vu „Ressourcë schoune“ schwätzen, dann denke mer net onbedéngt als Alleréischte ëmmer direkt un eise Buedem, dobäi ass et wuel déi Ressource, déi zu Lëtzebuerg zu deenen aller- raarste gehéiert: 2.586 Quadratkilometer – méi hu mer der net an do kënnt och näischt derbäi!

Et géllt also, déi Plaz, déi mer hunn, esou gutt wéi méiglech et geet, ze notzen. Wéi soll eist Land muer ausgesinn? Wéi wëlle mer eis déi nächst Joren entwéckelen? D'Landesplanung gehéiert hei ouni Zweifel mat zu deene wichtigste Sujeten iwwerhaupt, besonnesch well et schlussendlech drëms geet, ganz verschidden Erausforderungen ënnert een Hutt ze kréien: wirtschaftlechen an demografesche Wuesstum gradewéi d'Schafe vu genuch Logement engersäits a besser Mobilitéit, d'Reduktioun vum Flächenverbrauch an d'Schoune vun eise Ressourcen anersäits, fir just déi ze nennen.

Et géif sécherlech immens vill zu dësem Thema ze soe ginn. Eleng d'Envergure vum PDAT2023 mat sengen 250 Säiten a senge 6 Annexe weist d'Komplexitéit vun dësem Sujet. Ech wëll mech dowéinst op e puer zentral Volete fokusséieren.

Als DP ënnerstëtze mer prinzipiell déi verschidden Ziler vum PDAT voll a ganz. Et ass evident, dass mer eist Land net onendlech zoubauwe kënnen an ëmmer méi Fläche versigelen. Mir musse méi dicht bauen, méi héich a virun allem och méi multifunktionell, also Schaffen a Wunne méi no beienebréngen an d'De- zentraliséierung virundreiwen, soudass net jiddereen

all Dag an den Zentrum vum Land muss fueren. Dat soll awer esou geschéien, dass et net zu enger komp- pletter Zersidelung vum Land kënnt, mee virop op deene Plazen, wou et am sënnvollsten ass.

Besonnesch wat d'Mobilitéit betrëfft, kann een iwert eng sënnvoll Landesplanung vill méi erreechen, fir d'Besoinen ze anticipéieren an och fir se ze gestalten, wéi duerno der Entwécklung nozelafen a riseg Infrastrukturen ze bauen.

Gradesou läit eis als DP d'Beliewe vun eisen Duerf- kären an d'Stärkung vum lokale Commerce an d'Er- hale vum ländleche Charakter vun eisen Dierfer ganz staark um Häerz. A mir kënnen eis där Zilsetzung nëmmen uschléissen!

Mat der grousser Ausriichtung vum PDAT si mir also vollkommen averstan. D'Fro, déi sech stellt, ass aller- déngs, wéi déi Ziler konkret sollen an d'Praxis ëm- gesat ginn – an do gëtt et nach e puer Fragezeichen.

Grad bei esou enger komplexer Matière wéi der Landesplanung, wou et jo drëms geet, eng grouss kohärent Gesamtvisioun fir eist Land ze entwéckelen, ass et essentiel, alleguerten d'Acteure mat an d'Boot ze huelen. Et si virun allem d'Gemengen, déi dat duerno a Musek ëmsetze sollen, wat am PDAT festgehalé gëtt, dowéinst ass et och essentiel, dass dat och vun de Ge- menge matgedroe gëtt. Och um lokalen Niveau gëtt vill Wäert op en nohaltegen Ëmgang mat eise Ressour- cen an e besseren Ëmweltschutz, eng Revitaliséierung vun eisen Uertschaften an eng kohärent Entwécklung vun de Gemenge geluecht.

D'Consultationsphas mat de Gemenge leeft nach bis Enn des Mounts. Iwwert déi lescht Zäit hu jo schonn eng ganz Partie Gemenge gradewéi och de Syvicol hiren Avis heizou ofginn. Dobäi muss een awer soen, dass et besonnesch fir méi kleng Gemengen e gréis- sereen Opwand an en nawell schwierereen Exercice war an ass, fir sech a kuerzer Zäit am Detail mam PDAT ausernanerzesetzen.

Et ass elo um Ministère, deene verschiddene Re- marke Rechnung ze droen a se an de PDAT afléissen ze loosse. Et ass evident, dass mer bei der Landes- planung nëmme virukommen, wa mir all an déi sel- wecht Richtung zéien, amplaz dass jiddereen seng eegen Zopp kacht. Gläichzäiteg soll dat e participative Prozess sinn, fir gemeinsam pragmatesch Léisungen a Konzepter ze fannen, andeems d'Interessie vun de Gemenge berücksichtegt ginn an d'Gemengenauto- nomie respektéiert gëtt.

Dëst gesot dem Gilles Roth e ganz grouse Merci do- fir, dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn, an Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools merci fir d'No- lauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Dir Häre Ministeren, fir d'éischt emol wéilt ech och dem Gilles Roth Merci soe fir dës Heure d'actualité. Et ass wichtig, dass de Projet, de Programm directeur d'aménagement du territoire, an domadder d'Landesplanung, net just d'Ugeleeënheet vun der Regierung ass. Dëst strateegesch Dokument huet e ganz groussen Impact op d'Legislatioun a ville Beräicher an ass och dofir fir d'Chamber vu ganz grousser Bedeitung.

En ass doriwwer eraus fir eist Land immens wich- teg: Well mir op engem klengen Territoire mat be- grenzter Fläch a begrenzte Ressourcen en immense

Wuesstumsdruck hunn, mussen mir besonnesch gutt plangen, fir dës Ressourcen esou effizient ze notze wéi méiglech.

Ech wéilt drun erënneren, dass d'Wuesstums- prognosen, op deenen de PDAT vun 2003 opgebaut war, ganz schnell vun der Realitéit iwwertraff goufen. D'Land ass esou séier gewuess, dass weeder de Loge- ment nach déi verschidde Servicer mathale konn- ten. D'Ressourcen, d'Biodiversitéit hunn ofgehall an ëmmer méi Buedem ass versigelt ginn. Den urbane Raum ass zersidelt, d'Stadzentren hunn u Bedeitung verluer an den Trafick, dee spillt ganz einfach ver- réckt.

Esoulaang wéi eis Ekonomie sech gutt entwéckelt a mir am Verglach mat den Nopeschlänner héich Paien, gutt Servicer an nach ganz gutt Sozialsystemer hunn, wäerte mir weiderhin attraktiv sinn an nei Leit un- zéien an natierlech och wuessen. D'Méiglechkeeten, fir dee Wuesstum ze steieren, si limitéiert. De PDAT huet als Zil, den Aménagement du territoire esou ze kadrieren, dass den Impact op eis natierlech Res- sourcen esou kleng gehale gëtt wéi méiglech.

Éischtens – an dat ass elo haut de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn – soll jo déi nei Buedemver- sigelung bis 2035 halbéiert ginn a bis 2050 soll domat ganz Schluss sinn, zweetens soll net méi queesch duerch de Gaart, mee zentréiert op strateegesch wichtige Plaze gebaut ginn an drëtzens soll och déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht gestärkt ginn.

Et ass virun allem awer och d'Pandemie, déi gewisen huet, wéi séier d'Grenzen nees kënnen zougemaach ginn a wéi wichtig par contre d'Zesummenaarbecht mat eisen Noperen ass. Duerch d'Pandemie hunn awer och vill Leit gemierkt, wat hinne wierklech wich- teg ass: eng gesond an eng propper Ëmwelt. Ob de Park vis-à-vis, ob déi autofräi Stroossen oder den Tour mam Vélo, et wënscht ee sech iwwerall manner Hektik an e Stéck méi Natur. Mee och den Teletravail hätt sech ouni Pandemie net esou séier entwéckelt an duerchgesat.

Den Teletravail huet effektiv e groussen Impact do- robber, wou a wéi dacks d'Leit sech tëscht hirem Do- heem an och hirer Aarbechtsplaz beweegen, an an deem Sënn spillt d'Digitalisatioun, also dat, wat am Fong net vill physesche Raum brauch, eng immens grouss Roll fir d'Aart a Weis, wéi de Raum an Zukunft genotzt gëtt. An an deem Sënn géllt et, d'Chan- cë vun der Digitalisatioun ze notzen, fir dass de Raum, deen eis zur Verfügung steet, esou effizient wéi méiglech ka genotzt ginn.

D'Zil, fir d'Wunnen, d'Schaffen an d'Fräizäit méi no beienezebréngen, kann esou schonn zu engem groussen Deel erreecht ginn. Ënner anerem gëtt och d'Ofhängegkeet vum Auto e bësse méi kleng. Do, wou elo nach den Auto ganz vill Plaz brauch duerch breet Stroossen a Parkplazen, kënnen an Zukunft eventuell Places de rencontre, Wunnengen oder awer och aner Plaz fir Fräizäitaktivitéiten entstoen. An de Stadkär muss revaloriséiert ginn. Mir brauchen nees Stied vun de kuerze Weeër!

Mee niift dem Verkéier ass de Mangel u Wunraum ee vun de ganz grouse Problemer, virun déi de schnelle Wuesstum eis stellt. Well d'Land geschwënn u seng horizontal Grenze stéisst, wäert een ënner anerem müssen an d'Héicht bauen.

Si hunn haut och scho ganz vill Oplagen, wéi an ob si sech iwwerhaupt kënnen weiterentwéckelen. Et gëtt fir si och ëmmer méi schwéier, bei all de besteende Pläng, de Programmer, de Virgaben an och de Ver- waltungen nach iwwerhaupt en Iwwerbléck ze be- halten.

Sënn an Zweck vun all deene Pläng sinn net nëmmen eng koordinéiert laangfristeg Entwécklung, mee och eng verbessert Previsibilitéit a Rechtssécherheet fir jiddwereen, deen e Projet wëllt realiséieren. Wann d'Reegelen, no deene ka gebaut ginn, kloer an novollzéierbar sinn, da verkierzt dat och d'Geneemegungsprozeduren. Et spuert een also Zäit a Geld. Duerfir ass et ganz wichteg, dass d'Hierarchie vun deene verschiddene Pläng, Gesetzer a Reglementer an och hire jeeweilige juristesche Stellwäert kloer definéiert ass.

D'Landesplanung orientéiert d'Politick. Dat bedeit, dass Gesetzer a Reglementer, déi a verschiddene politesche Ressorten ausgeschafft ginn, d'Ausriichtung vun PDAT musse respektéieren. Wien e Projet wëllt realiséieren a sech un dës Gesetzer hält, muss dann awer och sécher sinn, dass en dofir eng Geneemegung kritt. Et dierfen net nach zousätzlech Oplagen en cours de route gemaach ginn, déi esou net vun engem Gesetz oder awer vun engem Reglement virgesi sinn an eleng op enger Interpretatioun vun PDAT géife berouen.

Fir optimal Liewensbedingunge fir jiddweree kënnen ze garantéieren, mussen d'Biergerinnen an d'Bierger an engem partizipative Prozess mat agebonne ginn. Duerfir ass et ganz wichteg, dass d'Zivilgesellschaft bei der Ausaarbechtung vun dësem PDAT consultéiert gouf. Dat selwecht géllt fir den Aménagement communal. Dat verbessert d'Verständnis fir d'Leit fir déi Defien, déi mir zesumme mussen ugoen, a vläicht och d'Akzeptanz fir d'Aschränkungen, déi sech dorausserginn. De Projet de Programme directeur d'aménagement du territoire ass an deem Sënn och e Projet de programme fir d'Leit.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Semiray Ahmedova (déi gréng)** | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, keng Wirtschafstouni Gesellschaft, keng Gesellschaft ouni Ëmwelt. Dës Erkenntnis bilt d'Fundament vun dësem PDAT, en Dokument, dat kuckt, wéi duerch eng Landesplanung, wéi duerch en Aménagement vun eisem Territoire den Iwwergang op d'Klimaneutralitéit ka favoriséiert ginn a gläichzäitig eng héich Liewensqualität an eng héich wirtschaftlech a sozial Aktivitéit soll erhale ginn an och assuréiert ginn, en Dokument, dat de landesplaneresche Kader setzt, fir eis begrenzt Landesflächen a Ressourcë méiglechst clever kënnen ze notzen, esou datt och déi nächst Generatiounen nach eng optimal Liewensbedingunge kënnen kréien.

Dësen Usaz, deen d'Wichtegkeet vun enger intakter Natur an engem Klima am Gläichgewicht ënnersträicht, ass en Usaz, dee mir Gréng natierlech voll ënnerstëtzen, gausou wéi déi dräi iwwergerendert politesche Ziler, déi de Planungsmodell vun PDAT virgesäit.

De PDAT huet als éischt politescht Zil, de Flächeverbrauch progressiv ze reduzéieren. Mat all Hektar, dee mir verbauen an och versigelen, verléiere mir un Aartevillfalt, späichere manner CO<sub>2</sub> am Buedem, hëtzen eis Dierfer an eis Stied weider op a vergrësseren och d'Chance fir Iwwerschwemmungen an natierlech gëtt déi gréng Landschaft weider fragmentéiert.

Fir déi nächst, mee awer och fir déi aktuell Generatiounen ass et essenziell wichteg, datt mer hei géigesteieren. Dat ass net e Constat, dee just mir Gréng maachen, mee dat ass e Constat, deen och

d'Biergerinnen an d'Bierger fuerderen a froen, fir eng Reduktioun vum Buedemverbrauch ze kréien. Dat weisen d'Resultater vun dem Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050, deen am Kader vu „Luxembourg in Transition“ organiséiert gouf, souwéi och déi Recommandatiounen vum PDAT bei der Biergerbedeelegungsprozedur 2018.

Dofir begrëisse mir, datt de Projet vun PDAT ganz konkret eng Halbéierung vun dem Flächeverbrauch op 0,25 Hektar pro Dag bis 2035 virgesäit, an dat Ganz solle mer ab 2050 och op netto null reduzéieren. Esou en Netto-Null-Zil hu mir net just hei zu Lëtzebuerg. Dat gëtt och vun enger EU-Strategie gedroen. Et muss ee soen, datt eis Nopeschlänner Däitschland a Frankräich och schonn op dee Wee ginn.

Ech wëll op dëser Plaz awer wierklech betounen, datt progressiv Reduzéiere vum Flächeverbrauch net heescht, datt mer net kënnen méi Wunnenge bauen a schafen. Dat heescht och net, datt eist Land sech net weider ka wirtschaftlech entwéckelen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Semiray Ahmedova (déi gréng)** | Wat et heescht, dat ass, datt mer einfach eng nei Planungskultur brauchen. Amplaz ëmmer neit Bauland ze brauchen, gi mir op d'Flächekreerlafwirtschaft iwwer. Dat kenne mer éischer aus der Ekonomie.

De PDAT weist eis de Wee, fir ënnerbenotzt Flächen ze optimiséieren an ze reconvertéieren, Frichen ze notzen, Gebaier multifunktionell ze amenagéieren an op zentrale Plazen nozeverdichten, do, wou et och Sënn mécht. Mir mussen der Natur och zoubetonéiert Plazen erëm zrëckginn.

Hand an Hand mat der Reduzéierung vum Flächeverbrauch geet dat zweet politescht Zil, nämlech datt mer do entwéckelen, wou et fir eist Land, awer och fir eis Gesellschaft am gëeegendsten ass. Mat dësem Punkt geet de PDAT de Problem vun engem wëllen an onkoordinéierte Wuesstum a sengen negativen Impakter un. Wa mir wëllen, datt rural Uertschaften hire Charakter behalen, da musse mir eebe Wunnengen an Aarbechtsplazen do entwéckelen, wou et Sënn mécht a wou och déi urban Zentre sinn. Dës Iddi ass nämlech net nei.

An do wëll ech vläicht eng kuerz Reaktioun op den Här Roth maachen, datt beim vieregte PDAT, deen 2003 erauskomm war, déi Iddi och vun der CSV ënnerstëtzt gouf, datt d'Polizentren an d'CDAs an de PDAT iwwerhaupt sollen esou entwéckelt ginn, datt mer eis sollen eng national Strategie ginn. Mee och, voilà, de vergaangene PDAT ...

**M. Gilles Roth (CSV)** | Mee ech hunn net de Contraire gesot, Madamm, et war en CSV-Minister, deen en deposéiert huet.

**Mme Semiray Ahmedova (déi gréng)** | Genau.

**M. Gilles Roth (CSV)** | Da ginn ech dovun aus, dass d'CSV dermat d'accord war.

*(Hilarité)*

**Mme Semiray Ahmedova (déi gréng)** | Ma ganz gutt, datt Der dat nach eng Kéier ënnersträicht, well et war net ganz esou eriwierkomm. Dofir wollt ech nach eng Kéier drop agoen.

Mee d'Vergaangenheet huet eis gewisen, datt mir am Fong méi staark Strategien an Instrumenter mussen opbauen, fir datt dës Entwécklung och an déi richteg Richtung geet a mir se och an déi richteg Richtung stäipen. Duerfir musse mir zesumme mat anere Politikfelder an och mat de Gemenge kucken, datt mer eis do déi néideg an déi gëeegent Instrumenter ginn, an dat ass och vum PDAT esou uginn.

En drëtten Punkt: De PDAT geet och drop an, datt mir am Urbanismus, an der Gestiou vun der Mobilitéit, an der Gestiou vun Waasser an den ekologesche Korridore mat de Grenzgebitter méi staark mussen zesummeschaffen. An dat ass och dat drëtt iwwergerendert Zil.

Mir begrëissen dës Prioriséierung, well mer u sech eng Zesummenaarbecht immens wichteg fannen. An do muss ech och soen, datt den Här Turmes elo u sech iwwer den Interreg-Projet ganzer 50 Milliounen an de Grapp hält, fir datt dës Zesummenaarbecht besser strukturéiert gëtt an och méi kohärent ausgesäit.

De PDAT faasst déi grouss Leitlinie vun der Landesplanung fir d'Stad an och fir d'Gemengen zesummen. Doriwier eraus wäert de PDAT och e wichtegt Orientéierungsdokument fir déi privat Acteuren sinn, dat Ganz fir ze gesinn, wéi eist Land, wéi Lëtzebuerg sech soll mëttel- a laangfristeg entwéckelen.

Fir datt dës PDAT2023 net en änlecht Schicksal wéi de PDAT vun 2003 erleit, ass et prioritär wichteg, datt mer eis no den Adaptatiounen vum Programm och weiderhin domadder beschäftegen. An ech mengen, eise Minister huet dat och esou vir.

Mir mussen eis déi néideg Moyenen an Instrumenter ginn, fir datt déi nei Planungskultur mat lokalen, nationalen a privaten Acteuren an natierlech mat enger Bedeelegung vu Biergerinnen a Bierger och esou ëmgesat gëtt.

*(Interruption par la présidence)*

Ech wëll awer net vergiessen, der CSV Merci ze soen, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, well et ass wichteg, datt mer driwwer schwätzen, fir och verschidde Saachen kloerzestellen.

Vläicht elo just eng lescht Saach an da schléissen ech of: D'Gemengenautonomie ass hei absolut net a Fro gestallt!

*(Interruption)*

Neel! An et ass en Dokument, dat eng Orientéierung gëtt, fir datt mir eis nohalteg kënnen weiderentwéckelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Madamm Ahmedova, erlaabt Der, datt den Här Lies Iech eng Fro stellt? Här Lies, wannechgelift.

**M. Marc Lies (CSV)** | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëilt der Madamm Ahmedova gär zwou Froe stellen.

Ech mengen, mir sinn all dermat d'accord, datt eist Land weider wäert an och soll viruwuessen. Et stellt sech awer d'Fro beispillsweis: An deenen nächste Joren, wa mer weider wuessen, da brauche mer och nei Infrastrukture wéi beispillsweis Schoulen. Do ass d'Fro, déi sech da stellt: Sollen déi an Zukunft dann och iwwer siwen, aacht oder néng Stäck gebaut ginn, wa mer eis effektiv just nach an zentraler Lag solle weiderentwéckelen?

Dann awer d'Froen, déi ech wëilt stellen. Déi éischt Fro ass déi, ob d'Madamm Ahmedova da weess, wéi vill Quadratkilometer, respektiv vun deenen 2.586 Quadratkilometer, wéi vill Prozent dovun, verbaut sinn, dat heescht wou Wunnenge sti respektiv oder awer och Commerce ass, wéi vill Prozent dat vun deenen 2.586 Quadratkilometer sinn. Éischt Fro.

Déi zweet Fro: wa mer soen, datt mer an Zukunft solle sou optimal wéi nëmme méiglech mat eise Ressourcen, wat de Foncier ugeet, ëmgoen, wéi déi gréng Fraktioun dann zu, beispillsweis, Tinyhaiser steet, déi jo awer ganz ekonomesch sinn, déi awer effektiv vum

Landverbrauch, wéi gesot, net onbedéngt dat ausmaachen, wat d'Densificatioun ugeet.

Duerfir, hei hätt ech gär e puer Äntwerten op déi Froen. Merci.

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Also, et ass eng Heure d'actualité an ech huele Stellung zum PDAT. Dir sidd elo aus dem Kader vum PDAT, mee ech ka probéieren, drop ze äntweren.

Ech mengen, ech hu keng Zuelen auswenneg am Kapp, mee mir si bei 10 %, 12 % verbauter Fläch hei zu Lëtzebuerg.

De Problem ass: Dir gesitt ëmmer erëm, datt mer eis Coulée-verteën an eis Gréngflächen ëmmer méi verbauen. Also do brauch ech, mengen ech, kee weidert Beispill ze ginn.

**M. Marc Lies** (CSV) | 10 %.

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Ma 10 %. Ech sot 10, 12 %. Voilà.

An dat anert ass: Dir hat och nach no den Tinyhouses gefrot. Ech mengen, mir sinn hei elo net am Logement, mee ech kann Iech och ganz gären äntweren. An do muss ech soen, ech schwätzen och direkt mat Gemengen, wou ee ka Solutiounen fannen a wou vill Gemenge vill Baulücken hunn, wou vill Gemengen nach al PAPPen hunn, wou Bauterrainen einfach esou broochleien, fir u sech, ech weess et net, Spekulation vläicht, vläicht ass et och fir d'Enkelkanner. Ech soen net, datt d'Leit net sollen Terrainen fir d'Enkelkanner halen, mee en attendant, datt dat richteg verbaut gëtt, kann ee jo déi Fläch nutzen op eng temporär Aart a Weis an drop ..., sief et Tinyhaiser, sief et modular Haiser, et gëtt verschidden Aart a Weisen, wou ee kann temporär eng Plaz besetze fir eng gewëssen Zäit an duerno erëm fräischalten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng) | Ech hoffen, ech hunn Iech domadder eng Äntwert ginn. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Ahmedova. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. E grousst Dokument hu mer virun eis leie gehat, interessant, deelweis mat gudden Iddien, deelweis och mat Iddien, déi ee ka kritiséieren, wann Der erlaabt, fir mech kuerz anzeméschen an déi Diskussioun vu virdrun.

Also, ech verstinn et awer och esou, dass dat heite schonn en Agréff ass an d'Gemengenautonomie, an net esou, wéi gesot ginn ass, dass do déi total Fräiheet weider soll bestoen. Dat emol einfach just gesot.

Ech wëll dem Här Roth awer och villmools Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn, well et ass ëmmer interessant a ganz wichteg, dass mer iwwe Landesplanung schwätzen, grad hei zu Lëtzebuerg, wou mer jo awer trotzdem sou schnell wuessen. Ech kommen natierlech drop zréck.

D'Fro ass dann och net onbedéngt, an dat ass vläicht eng kleng Kritik an deem Ganzen, wéi mer sollen an déi Richtung kommen, wou dat heiten higeet. Dat féiert jo, et huet elo keen et gesot, ech soen et dann, an den Eng-Millioun-Awunnerstaat. D'Fro ass net, wéi mer sollen dohinnerkommen, d'Fro ass éischer awer trotzdem am Moment nach, ob mer dat wierklech wëllen an ob mer dat wierklech sollen ustriewen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fred Keup** (ADR) | An ech wollt einfach e bëssen erzielen. Ech erënnere mech awer drun, dass et eng

Zäit ginn ass, virun e puer Joerzénge, do hate mer hei am Land 360.000 Awunner.

D'Leit hu gréisstendeels an Haiser gewunnt, mat Gaart, oft souguer an Eenzelhaiser, mat enger ganz héijer Wunnqualität, während haut hei elo geschwat gëtt vun Tinyhaiser a vu grouse Wunnbléck, wou d'Leit da sollen an Appartementer wunnen.

Mir erënnere eis un eng Zäit, wou ee mam Auto zéng Minutte gebraucht huet, fir en Trajet an d'Stad ze maachen, wou een haut deelweis eng hallef Stonn bis eng Stonn brauch.

Mir erënnere eis un eng Zäit, wou effektiv d'Natur nach méi intakt war, wou manner zoubetonéiert war, wou nach méi natierleche Raum do war, souwuel an den Uertschafte wéi natierlech och ausserhalb.

D'Liewensqualität war fréier och eng vill besser. Et ass och hei gesot ginn: Mir liewen haut an enger Zäit, wou ganz vill Hektik ass. Dat kënnt jo och net vun nâischt!

An ech froe mech einfach: Wat wëllen d'Leit eigentlich? A mir sollten eis froen: Wat wëllen d'Leit? Wéi wëllen d'Leit wunnen? An ech huelen awer un, ganz staark un, dass d'Leit sou änlech wunne wëlle wéi déi meeschten heibanne warscheinlech och wëlle wunnen, dat heescht an engem Haus, am beschten an engem Eenzelhaus, mat Gaart.

Virdrun ass gesot ginn, wéi wichteg dat ass. Dat huet een och während der Covidpandemie gesinn. An ech mengen, dat ass e ganz zentrale Punkt.

An ech géif wierklech oppassen, wa mer higinn a mir soe Verdichtung, méi no beieneeréckelen, an Appartementer wunnen, méi kleng wunnen, dat ass, mengen ech, awer net dat, wat Liewensqualität bedeit. Ech mengen, et ass net dat, wat Wunnqualität bedeit. An ech mengen, et ass net dat, wat d'Leit do bausse wëllen!

Loosst mech nach eng Klammer opmaachen: Et ass geschwat gi vu Wunnraum, dee feelt, vun Tinyhouses. Ech ginn do e klengen Tipp: Et ginn hei am Land immens vill Haiser aktuell, Dag fir Dag, Joer fir Joer, ofgerappt. Wa mer mol géifen déi Haiser, déi schonn do stinn, stoe loosse, da bräichte mer eis vläicht manner Gedanke ze maachen, fir vill méi ze bauen, well dann hätte mer jo schonn en Deel Wunnraum, dee mer guer net bräichten ze schafen – dee wier jo schonn do!

Lëtzebuerg wüsst a wüsst, pro Joer ëm duerchschnëtlech 12.000 Awunner, wat e Wuesstum ausmécht vun iwwe 2,2 % pro Joer. Eng einfach Héichrechnung ergëtt dann, dass mer dann eng Steigerung wäerte kréie vun haut 650.000 Awunner op eng Millioun, voire gutt iwwe enger Millioun, am Joer 2050. Dat ass och dat, wat eng ganz Partie Etüde virgesinn, wann dat esou weidergeet.

An do muss ee sech awer froen, ob dat wierklech dat ass, wat mer wëllen, ob dat dat ass, wat och realistesch ass!

De Liewensstandard hei am Land, de Liewensstandard ass dat, wierklech dat, wat mer ustriewen. An d'Liewensqualität do dergéint, wéi géif déi 2050 ausgesi bei enger Millioun Awunner, wa mer schonn all déi Problemer kucken, déi mer am Moment hunn? An da wësse mer jo och, dass mer iergendwann dann trotzdem an eng Mauer rennen, well wien haut dervu schwätzt, vun 2050 enger Millioun Awunner, dee schwätzt jo och dervun, dass et duerno nach weidergeet, dat heescht alles dat, wat mer da lo maachen, dat wäerten eis Kanner a Kandskanner dann iergendwann ze spiere kréien. Mee dann ass et ze spéit, fir d'Rudder erëmzeräissen!

Ganz vill Problemer entstinn doduerch, ech wëll dat nach eng Kéier kuerz soen, och d'Wunnengsnout, d'Verduebelung vun de Präisser an Zäit vun zéng Joer, dat kënnt jo duerch de Wuesstum. Wëlle mer dat weidermaachen?

De Verkéierschaos: Mir haten am Joer 2000 hei am Land 260.000 Autoen, mir hunn elo, 2022, 440.000 Autoen. A jiddweree mierkt jo, wat op de Stroossen geschitt, wa mer pro Joer 10.000 Autoe bäikréien an awer net mat Zäite Stroosse kënnen bauen. An den ëffentlechen Transport, sou schéin en och ass, kann do guer net déi mirakuléis Äntwert drop sinn, dat funktionéiert net!

Mir hu vun der Verbauung hei geschwat, vun Ëmweltproblemer, vun Zoubetonéierung. Am Joer 1990 waren hei am Land 4,3 % vun der Fläch bebaut, haut si mer op 10 %, 12 %, wéi grad gesot ginn ass. Wéi wäit wëlle mer nach kommen? Do ginn hei Léisunge virgeschloen, mee déi Léisunge ginn awer duerno op d'Liewensqualität, op d'Käschte vun der Liewensqualität a vun der Wunnqualität!

En héije Wuesstum féiert weider derzou, dass nei Infrastrukture mussen gebaut ginn. Wou kënnt dat alles hier: Eisebunnslinien, Stroossen, Schoulen, Sportshalen, Dreckstippen, d'Spideeler; alles dat, wat mer brauchen, déi Servicer alleguerten, alleguer déi Beamten, déi mer brauchen, fir dat Ganzt ze stemmen?

Do stelle sech also ganz, ganz vill Froen, a wa mer nach wëlle méi wäit goen, och iwwert d'Zusammeliwene hei am Land, wa mer déi nächste Joren nach weider 500.000 Leit hei ophuelen ...

Eiser Meenung no kann den Eng-Millioun-Awunnerstaat also net d'Zil sinn! Mir verzichte gär dorobber. An ech sinn iwwerzeegt, mat eis, Dir kënnt dobaussen eng Kéier d'Leit froen, a wa mer d'Leit wëlle matabannen, da kënnen mer och ganz gäre e Referendum maachen, ech mengen ...

(Brouhaha)

... ganz vill Leit wëllen dat och net. An déi Fro, déi mer eis alleguerten hei sollte stellen, ganz éierlech, ass: Wéi komme mer am Fong ewech vun engem onkontrolléierten, iwwerdrüwene, rapide Wuesstum a méi e gesonde mënschfrëndleche Wuesstum fir eist Land?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President, Landesplanung ass eng vast Thematik an déi nei Approche, déi am Plan directeur erauszuliesen ass, mécht d'Thematik sécherlech nach méi ëmfangräich.

Mir begrëssen awer dës Approche. An dat ass och mäin alleréischte Punkt. De Plan directeur huet de Meritt, dass e méi strukturell an transversal un d'Landesplanung erugeet an d'Wiesselwirkungen tëscht ekonomescher an territorialer Entwécklung a Flächeverbrauch méi däitlech mécht an dës dann och an e Verhältnis setzt zu dem Verbrauch vun den natierleche Ressourcen. Déi richteg Iwwerleeung, déi d'Wirtschaft als klengsten Ensemble gesäit, deen ouni Gesellschaft an eng intakt Ëmwelt net méi existéiert, erkennt un, dass sozial Gerechtegkeet engersäits an de Schutz vun der Ëmwelt an den natierleche Ressourcen anerersäits ekonomeschen Iwwerleeungen iwwegeruednet mussen ginn. Sou wäit, sou gutt.



En entwéckelt interessant Iddien, mee beim Liese stellt ee sech awer noutgedrongen d'Fro, ob hei net Wonschvirstellungen entwéckelt ginn, ouni e Faarplan derbäizedenken, deen eis dann och dëser Virstellung méi no bréngt. Natierlech brauch ee Visiounen an der Politick, mee vun der Regierung erwaarde mir eis awer dann och, dass politesch Mesüeren d'Ëmsetzung vun esou Visiounen och virubrénge.

Den éischte Problem hei ass natierlech, dass de Plan directeur zwar gesetzlech virgesinn ass, mee en awer keng Verbindlechkeet huet. Wéi d'Iwwerleungen aus dësem Plan directeur elo an d'sektorieell Pläng afléissen oder net, ass eis net ganz kloer an domadder ass och net gekläert, ob de Plan directeur e schéinen Text bleift oder tatsächlech eng Kéier an d'Realitéit ëmgesat ka ginn.

D'politesch Praxis vun dëser wéi och vun de Virgängerregierungen ass a war nämlech eng, déi contraire zu dëser Strategie leeft. Well wann ech mech elo just op d'politescht Zil vum Flächeverbrauch beschränke respektiv op d'Entwécklung vun de Stied an den Zentre vun den Uertschaften, dann ass an der Vergaangenheet hei jo éischter de Géigendeel gemaach gi vun deem, wat elo als Ziler am Text steet. Elo seet d'Regierung jo warscheinlech: „Jo, mee mir änneren dat ab elo.“ Da froe mir eis dann: Mee wéi maacht Der dat dann? Stad- an Uertschaftszentre bidden ëmmer manner vun de wichtege Fonctiounen fir d'Leit, déi do wunnen. Effentlech Servicer gi liberaliséiert a rationaliséiert, wouduerch Post- a Bankfilialen no bei de Leit e ganz raren Artikel ginn. Kleng Commercen an de Stied an Uertschaften stierwe carrement aus. An de meeschten Dierfer gëtt et guer näischt méi, mol kee Bäcker!

D'Geschäfte ginn éischter a grouse Surfacen op der grénger Wiss zentraliséiert, mat rise Parkingen derbäi, déi an éischter Linn Trafick schafen an de Konsumerismus befeieren. An der Stad muss ee laang sichen, fir nach eng Ersatzbier oder e Pak Schrauwen ze fannen. D'lokal Produktioun vu Liewensmëttel huet et schwéier, aktuell geréit grad dës ënnert d'Rieder, och well se bei de grouse Supermarché keng Abnehmer fënnen fir hir Produkter. Wéi eng Strategie huet d'Regierung fir dogéint virzegoen? Mir kenne se net!

Bei de Logementer ass de Constat dee selwechten: Bauterrain an den Zentre läit brooch an déi néideg steierlech Mesüeren, fir géint dëst Zréckhale vu Bauterraine virzegoen, wierke fréistens a 15 bis 20 Joer, wann dann iwwerhaapt! Dat selwecht bei de villen eidel stoeende Wunnengen. Wärenddeem gesi mir éischter e weidere Flächeverbrauch op der grénger Wiss a Landgemengen.

De Problem hei ass, dass et keng Handhab op staatlecher Säit gëtt, well d'Gemengenautonomie eng méi rasonabel Entwécklung oft verhënnert an déi helleg Kou hei am Land, de private Besët, eng méi rational Buedempolitic onméiglech mécht.

Eng staatlech Mainmise gëtt et just bei de grouse Projeten am sektorielle Plang, op de Frichen, wéi Neischmelz oder Esch-Schëffleng. Hei ginn 30 % abordabel Wunnenge gebaut, d'Mobilitéit gëtt mat a Betruecht gezunn, et sollen Aarbechtsplazen am Quartier entstoan an et gëtt och keen neie Buedem versigelt.

Mee de Gros vun de Mënschen an den Aktivitéiten ass a scho bestoende Stied, Dierfer, Quartieren an Aktivitéitszonen an do gëtt och weider vill gebaut an do bleift et bei der Iddi an Annonce, ouni konkreet Handhab!

Interessant fanne mir déi Ausso, dass d'natierlech Ressourcen d'Limiten duerstelle fir de Flächeverbrauch an d'wirtschaftlech Entwécklung. Wat an eisen Aen awer do net gesot gëtt, ass d'Feststellung,

datt mir déi Limite jo scho längst iwwerschritt hunn, entre autres, wat den Zäregasausstouss an d'Aartevillfalt ueget. Et misst also séier zu engem fundamentalen Ëmdenke kommen

Mee parallel zum vill ze luesen Ausbau vum effentlechen Transport an der duusser Mobilitéit gëtt weider immens vill Budget an de Stroossebau gepompelt, dee contraire zum Klimaschutz an dem Aarteschutz leeft. Nei Stroossen, Contournementen – wéi och zu Käerjeng –, den Ausbau vun Autobunnen neutraliséieren all déi aner luewenswäert Efforten an der Mobilitéit a suerge fir en onrasonabele Flächeverbrauch. Erais kënn et Form vu Status quo, wou den Auto fir déi allermeescht weider am attraktivste bleift. Wat den neie Plan directeur dorunner ännert, idem fir de PNM, ass fir eis absolut net kloer!

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Maddamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci der CSV, dem Gilles Roth, fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. Fënnf Minutten iwwert d'Landesplanung, dat ass zimmlech sportlech, dofir ginn ech éischter op déi méi grouss Linnen dovunner an.

Mir schwätzen haut iwwert déi nei Mouture vum Programme directeur, souzesoen d'Bibel vun der Raumplanung zu Lëtzebuerg. Bon, mat Bibelen hu mir Piraten et net esou, mee dass mir eng besser Raumplanung brauchen an engem Land, dat nëmme esou grouss ass wéi d'Hallschent vun engem franséischen Departement, dovu si mir iwwerzeegt.

Et gouf schonn eng ganz Rei Programme-directeuren – deen éischten ass vun 1978, dee leschten elo vun 2023 – mat villen, zum Deel exzellenten Iddien wéi d'Dezentralisatioun, d'Regionaliséierung, d'Zentrale-Orte-Konzept, eng méi systematesch interministeriell Zesummenaarbecht, mee villes dovunner ass leider net esou ëmgesat ginn, wéi et ugeduecht war, well raumplaneresch Virstellungen oft nëmme Wonschvirstellung bleiwen a sinn zu Lëtzebuerg, well villes just duerch den ökonomesche Brëll gekuckt gëtt.

Et bréngt awer näischt zréckzekucken, mir mussen mat deem eens ginn, wat haut ass, a mat deem, wat nach kënn.

Mir kenne jo wuel all de chroneschen Dilemma, an deem d'Raumplanung stécht – net nëmme zu Lëtzebuerg, mee ganz besonnesch bei eis -: Wa se net stéiert, dat heescht agräift, koordinéiert an och emol eppes verbit, da bréngt se näischt, da brauche mer se net, da gëtt et genuch där aner Ministären. Wa se awer stéiert an agräift, jo, da wëll kee se hunn!

De Programme directeur setzt sech ganz besonnesch mat der raimlecher Organisatioun vum Land ausereen. Mat de groussen Ziler kann een nëmme d'accord sinn. Et geet am Fong drëm, eise Territoire net méi zouzemmuden, wéi e verdroe kann. Et ass vläicht net jidderemeng bewosst, dass een och en Territoire iwwerfuere kann, seng Capacité d'accueil iwwerstrapazéieren, seng Ressourcen a seng Méiglechkeeten ze vill belastschen. Mir schwätze vun der sozialer Kohäsion, déi leider d'Baach erofgeet; genau esou kann ee vun der territorialer Kohäsion schwätzen, och si ass zu Lëtzebuerg bedrot.

Natierlech muss d'Raumplanung och dem Klimawandel Rechnung droen, dat heescht: Net egal wat an net egal wou maachen, fir méi kuerz Weeër suergen, d'Aarbechtsplazen do ariichten, wou d'Leit och wunnen, d'Zoubetonéiere vun eise Landschaften reduzéieren, d'Wirtschaftsentwécklung op zentrale Plaze

koordinéieren – déi allerdéngs dezentral verdeelt mussen sinn –, d'Zentre vun eise Stied an Dierfer nei beliewen an opléie loosse.

Allgemeng gëtt gefuerdert, der Raumplanung méi Stellenwäert, méi Gewicht ze ginn. Schon an den 90er-Jore stoung an all Regierungserklärung, d'Raumplanung misst nieft de Finanzen déi grouss staatlech Koordinatiounspolitic sinn oder ginn. Mee firwat maache mer et dann net einfach? Firwat maacht Dir et net einfach? Mir müssen dofir net d'Raumplanung nei erfannen, mir brauchen och kee Superministère, mee einfach, logescht Denken. D'Natur ze schützen, geet schonn duer!

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir Landesplanung, den Här Claude Turmes.

### *Prise de position du Gouvernement*

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire | Gudde Mëtteg, Här President, gudde Mëtteg, léif Deputéiert. Ech si frou, dass mer hei e grouse Konsens hunn, dass mer an engem Land sinn, dat eng ganz dynamesch wirtschaftlech Entwécklung huet. Wann een eng ganz dynamesch wirtschaftlech Entwécklung huet, dann huet een oft och eng ganz dynamesch demografesch Entwécklung an ech mengen, mir sinn eis eens, mir kënnen net sou weiderfuere wéi bis elo!

Haut verbräuche mer 240 Fussballsterrainen all Joer, 240 Fussballsterraine verbaut dat Land hei am Moment! An dat kann net esou weidergoen. Firwat? Well mer d'Biodiversitéit futtimaachen. All Buedemversigeling ass schlecht géint d'Iwwerhëtzung. Mir wëssen aus dem leschte Summer, dass dat net gutt ass, och fir d'Gesondheet vun eise Leit.

Mir hunn och net genuch Leit op deene richtege Plaze wunnen. Dat heescht, mir hunn ze vill Leit, déi wunnen op enger Plaz, si schaffen op enger anerer Plaz. D'Maddamm Cecchetti huet drop higewisen, ech mengen, dass mer déi lescht Joren och vill Servicer an eisen Dierfer verluer hunn an och an de Quartieren, wat dann och erëm derzou féiert, dass mer stännege auf Achse sinn an dann natierlech stännege am Stau stinn.

Haut hu mer 200.000 Frontalieren. An duerfir war et mer och wichteg, dass mer eis endlech emol ufänken, eng Strategie ze ginn: Wéi schaffe mer da mat deene Gemengen op där anerer Säit vun der Grenz zesummen?

Mir hu ronderëm Lëtzebuerg eng Aire fonctionnelle. Mir hunn eis d'Aarbecht gemaach ze kucken, wa bei enger Gemeng méi wéi 50 % vun hirem Emploi zu Lëtzebuerg ass ... An da gesäit ee, wéi wichteg dat ass fir déi Leit, déi bei eis schaffen, deenen hir Liewens-konditioun, déi ass wierklech zu Lëtzebuerg awer och an de Gemenge ronderëm ... An duerfir hu mer och an deem Aspekt vill méi prezis Iddien elo entwéckelt.

Wat wichteg ass ze verstoen – an ech mengen, dass den Här Roth dat net richtig duergestallt huet -: Wann ech wëll de Flächeverbrauch verréngere, da muss ech mer en Zil ginn. Haut hu mer 240 Fussballsterraine pro Joer an eist Zil ass, bis 2035 op 120 erofzegoen. Dat heescht: Mir wëlle vun 0,50 Hektar pro Dag op 0,25 Hektar pro Dag erofgoen an natierlech ass dat e Richtwäert, dee fir d'ganz Land kënn.

An ech mengen, dat, wat wichteg ass, och fir d'Gedanken an d'Reflexioun an och d'Diskussioun an de

Gemengen ze stimuléieren, ass, datt een dann einfach emol seet: „Majo, stellt Iech emol vir, dat wier fir Är Gemeng!“ An natierlech muss mer dat elo optimeieren an ech wäert dorobber kommen.

An ech vergläichen dat mat eiser Klimapolitick. Fir eeschthafte Klimaschutz ze maachen, hu mer decidéiert, eis Zäregaser ëm 55 % ze reduzéieren, an eigentlech kéint een da jo soen: „Majo, dat heescht fir 102 Gemengen am Land. All Gemeng muss 55 % vun dem CO<sub>2</sub> op sengem Territoire reduzéieren.“ An do gesäit een, dass dat natierlech net esou eent zu eent ass, mee déi 0,25, dat Hallef-sou-vill-Buedem-Versigelen, dat ass en Zil fir d'Land, dat mer elo mol exemplaresch eng Kéier och gekuckt hunn, einfach ze soen: „Ok, wat ass dann, wann dat fir all Gemeng wier?“ An da geet et natierlech drëm, dass mer soen: „Ok, wou wëlle mer dann haaptsächlech eis entwéckelen?“

An ech mengen, do si mer eis relativ eens, ech kann hei e Saz eraushuelen, net vun 2003, mee aus dem CSV-Walprogramm: „Das räumliche Wachstum soll sich in Zukunft vorrangig auf das sogenannte zentrale Nord-Süd-Rückgrat konzentrieren“, also de PRO-SUD, déi Agglo-Sud, d'Agglo-Zentrum, d'Stad Lëtzebuerg an d'Gemenge ronderëm, an d'Nordstad. An dann duerno steet: „Neben dem Nord-Süd-Rückgrat soll auch der ländliche Raum konsequent weiterentwickelt werden, allen voran die als ‚Centres de développement et d'attraction‘ ausgewiesenen Gemeinden.“

Dat heescht, wat ech hei maachen, ass eigentlech dat, wat hei Konsens ass, dat ass: Mir sollen op deene Plaze bauen, wou mer schon Infrastrukturen hunn. Wa mer dat net maachen ... Wann ech bei de Käschte sinn: Also 50.000 Leit an de Stied ënnerzebréngen, dat ass vill méi gönschtge bei de Kanalisatiounen, bei der Organisatioun vum ëffentlechen Transport, vun de Schoulen a sou weider, wéi wann ech déi selwecht 50.000 Leit iwwer Kilometere an Kilometere am ländleche Raum streeën. Ech mengen, ech brauch net ..., hei si Leit, déi wëssen, wéi deier e Kilomeeter Drénkwaasserleitung ass an och e Kilomeeter Ofwaasserleitung. Dat heescht, et mécht och ekonomesch Sënn, datt ech déi Entwécklung an de Stadzentre konzentrieren.

Also, éischten ...

**M. Gilles Roth (CSV)** | Mee d'Leit mussen dat och kënne bezuelen!

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire | Éischte grouse Prinzip: manner Buedem versigelen. Zweete grouse Prinzip: op deene Plazen eist Land entwéckelen, d'Stad Lëtzebuerg a ronderëm. Mir hunn elo ganz rezent eng nei Konventioun ënnerschriwwen, d'Stad Lëtzebuerg an déi Gemenge ronderëm – do ass Är och derbäi! –, fir eebe méi enk zesummenzeschaffen. Mir hunn och am PRO-SUD ... An ech gesi jo hei zum Beispill d'Buergermeeschtesch vu Suessem, mir hunn, mengen ech, eng Dynamik am PRO-SUD, wéi mer se scho laang net méi haten. Ech mengen, mir hu jo och den Escher Buergermeeschter hei, deen de President ass, dat heescht, och do schaffe mer iwwert eng Konventioun mat mengem Ministère vill méi enk zesummen. An och an der Nordstad ginn d'Saache virun.

Déi Fro vun: „Wa mer manner versigelen, heescht dat, dass mer manner Wunnengsbau schafen?“, dat kann een net esou eent zu eent beieneemaachen. Dat, wat mir elo nei recherchéiert hunn: An 101 Gemengen hu mer elo detailléiert all PAG gekuckt. Mir hu 5.000 Hektar, déi sinn an de PAGen, déi kënne lo entwéckelt ginn. Eise Problem hei am Land an der Wunnengskris ass net, dass mir net genuch Flächen hunn, eise Problem ass d'Mobiliséierung vun deene Flächen. An duerfir hu mer jo och als Regierung endlech de Courage gehat, d'Grundsteuer unzegoen,

d'Mobiliséierungssteuer an esou weider an esou weider.

Dat heescht, et ass falsch, dat hei Dokument duerstellen, wéi wann dat elo en negativen Impakt op de Wunnengsbau hätt. Dat ass net richtig! A fir den abordable Wunnengsbau ass et esouguer esou, dass alles dat, wat mir hei maachen, notament och d'Ëmsetzung vum Plan sectoriel „Logement“, dat schaaft jo méi abordable Wunnraum, well mer jo do d'Oplag hunn, dass op deenen Terrainen ëmmer muss 30 % abordable Wunnraum geschaf ginn. An ech wäert och déi nächst Deeg nach méi prezis Zuelen noliwweren.

Wichtig ass och ze verstoen: Mir hunn aleng 1.800 Hektar Frichen. Mir entwéckelen zu Esch d'Rout Lëns, mir entwéckele Metzschmelz, zu Diddeleng och, wou déi fréier Schmelz war, zu Wolz an der Nordstad an zwëschen Dikrech an Ettelbréck, dat sinn alles besteeënd Frichen, a mir gi lo hin a mir huelen zum Beispill en Territoire, deen haut zu Féiz haaptsächlech e puer grouss Halen huet op engem Stack a Parkplazen, wou mer och elo mat der Monnercher Gemeng probéieren, e Plang ze maachen, e Masterplang ze maachen, dass och do op versigelter Fläch méi Wunnengen, méi Service-, Bürostraim a sou weider kënnen entstoen.

Dat heescht, wat mer net dierfen ënnerschätzen, ass: Mir hunn an deem Land immens vill versigelt Flächen, déi haut net méi genotzt ginn oder net optimal genotzt ginn, a mir sinn amgaangen, Pläng ze maachen, fir déi eebe mat Multifunktioun ze féllen. An d'Multifunktioun ass och eng aner Äntwert. Wann ech haut eng Schoul bauen, an d'Stad Lëtzebuerg weist dat um Kierchbierg, do baut d'Stad Lëtzebuerg elo eng Schoul, do sinn déi ënnescht zwee Stäck Schoul an driwwer entsti Wunnengen. Zu Paräis, zu Kopenhagen, op anere Plaze maache se dat schon an ech mengen, dass een uewen op esou enger Schoul ... Wann Der einfach emol wësst, wéi vill Stonnen d'Kanner an der Schoul sinn a wéi vill se net an der Schoul sinn, da wunnt Der warscheinlech do ...

*(Interruption)*

Da wunnt Der do wierklech op enger och meeschtens relativ roueuer Plaz.

Dat Zweet, wat wichtig ass: Mir hunn, an ech mengen, do hutt Der och drop higewisen, ganz vill Frichen, mir hunn awer och ganz vill besteeënd Quartieren, Gasperech, Hollerech, Lalleng, zu Déifferdeng eng ganz Rei Quartieren, a mir hunn effektiv haut keng proaktiv Politick, wéi mer déi Quartiere weiderentwéckelen. Mir maachen elo zesumme mat der Gemeng Déifferdeng e Pilotprojet, wou mer soen: Mir huelen déi doten zwee Quartieren a mir kucken zesumme mat de Leit, déi do wunnen, an enger partizipativer Approche, wéi mer dee Quartier wëlle weiderentwéckelen.

A ganz oft ass déi wichtigst Fro d'Mobilitéit, well wa mir ... Och haut, wat geschitt dann haut? Haut kritt de Promoteur der Bomi hiert Haus ze kafen, setzt seng zwee Juristen drop, mécht maximal, wat de PAG erlaabt, an da kritt Der och Appartementshaiser dohinner, ouni dass Der schon e Verkëierskonzept hat. Dat ass zimmleche Wildwest, wéi dat haut geschitt, well mer keng Planung hunn. An eis Iddi ass vun der Landesplanung an duerfir maache mer elo dee Projet zu Déifferdeng, dass mer dat geplangt maachen.

A wat immens flott ass: De Kadaster huet Lëtzebuerg iwwerflu mat Kameraen a mir hunn 3D-Biller vu ganz Lëtzebuerg, dat heescht, mir kënne mat de Leit aus de Quartieren hir Quartiere weiderentwéckelen opgrond vu Maquetten, wou se gesinn: „Majo, och wann op deem doten Haus nach e Stack drop ass a wann déi dote Baulück gefëllt ass, da gesäit dat nach

ëmmer flott aus an ech kann dann och Servicer zrëckbréngen, zum Beispill doduerch, datt ech e Klengt Parkhaus bauen.“

Op de Rez-de-Chaussée kënt, wat weess ech, e Generalist dran, awer och vläicht e Carsharing, eppes fir mä Recyclage oder mä Ressourçage ze organiséieren, op den éischten, zweeten, drëtten Stack Autoen, déi parken, an uewendrop maachen ech eng Spillplaz oder eng Sportsplaz. Dat heescht, mir notzen dee selwechten Terrain vill méi effikass a mir bréngen an d'Quartieren och d'Servicer zrëck.

Vläicht nach ee Wuert zu der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht: Ech mengen, dass et wichtig ass, och fir eis Wirtschaft, dass mer attraktiv bleiwen. A wat ass d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerg Wirtschaft? Mir mussen Talenter aus der ganzer Welt unzéien op Lëtzebuerg. All déi Leit wunnen dann net zu Lëtzebuerg, well et och deelweis ze deier ass, an da wunne se zu Arel, zu Däitsch-Oth, zu Villerupt, zu Thionville an och an deenen Dierfer ronderëm.

A wat wichtig ass, mengen ech: Mir brauchen en aneren Usaz vun Zesummenaarbecht zwëschen eise Gemengen op där enger Säit vun der Grenz an deenen dote Gemengen op där anerer Säit vun der Grenz. Mir hu lo iwwert deen neien Interreg-Projet 50 Milliounen fir aacht Bréckekäpp vu Lëtzebuerg an d'Grenzregioun, mir maachen ee ganz uewen am Land, Wäisswampech, mat der däitschsproocheger Gemeinschaft a mat der Eifel, een Naturpark, den däitsch-Lëtzebuerg Naturpark – ech mengen, dat ass dem Aly säi Land –, an dann niewendrun, laanscht d'Musel, d'EOM, dat heescht, do hu mer schon eng gutt Zesummenaarbecht laanscht déi ganz Musel, wou de Gréiwemaacher Buergermeeschter och scho mat derbäi ass.

Dat heescht, mir kréien aacht Zesummenaarbechten, allkéiers sechs bis aacht Milliounen, wou mer da konkret kënnen d'Problemer vun de Leit am Alldag ..., eng Vëlospist, déi et einfach net gëtt, vu Villerupt bis op Belval, obwuel d'Leit do einfach a siwen, aacht Minutte kéinten do sinn, an och douewen am Norde, wou mer esou vill Aarbechtsplazen, also esou vill Leit hunn, déi aus Däitsch-Belgien eriwuerkommen, kënne mer ganz flott dann an Zukunft zesummeschaffen.

Wat sinn déi nächst Etappen? Mir hu scho bal 40 Gemengen, déi geäntwert hunn. Et si lo nach zwou Wochen. Déi meescht Avisen, déi mer elo iwwerflunn hunn, soen: „Dir hutt Recht, mir brauchen eng aner Politick.“ A lo geet et natierlech drëm, dass mer dat zesummen auswäerten, an da wäert ech kucken, wéi eng Virschléi do nach op den Dësch kommen.

A fir dass et ganz kloer ass: D'Gemengen hunn hir Planungschoheit op hirem Territoire, dat stellen ech net a Fro, dat stellt d'Regierung net a Fro! Mee deen, dee seet: „Ech hunn eng Planungschoheit“, deen huet och eng Responsabilitéit an och deen huet eng Responsabilitéit, fir manner Terrain an Zukunft ze versigelen.

An dann hu mir natierlech och als Regierung eng Responsabilitéit, net nëmme a mengem Ministère, mee an der ganzer Regierung, och sektoriwwergräifend gutt zesummenzeschaffen. Ech ginn Iech e Beispill: Mir haten eng traureg Geschicht ronderëm, dass mer net ..., mir sinn net richtig virukomm mam Pompjeebau fir d'Nordstad. Mir hunn dee Problem elo geléist, mir hu lo en Terrain a mir, d'Taina Bofferdeng an ech, wäerten nach an den nächste Méint elo kënnen dee Projet virstellen, dat hu mer koordinéiert iwwert d'Landesplanung. Mir hunn och aner komplex Projeten, ob dat elo Midfield ass an anerer, wou mer e koordinative Rôle hunn an da konkret Virschléi maachen.

Also wäerte mer zrëckkommen hei an d'Chamber mat eeben nach enger Rei Virschléi. Mir hunn eng

kollektiv Verantwortung. A wéi kënne mer déi gewannen? Mir kënnen déi gewonnen duerch d'Participation vun de Bierger, déi mer en amont mathuelen.

Dat Zweet, dat wichteg ass: eebe multipurpose bauen; net nëmmen e Parkhaus, mee an deem Parkhaus ass och nach Plaz fir Servicer, ass och nach uewendrop Plaz fir eng Spillplaz; Schoulen eventuell sou bauen, dass ech se ka mat Wunnensbau verbanen.

Mir hunn och an der Landwirtschaft eeben – Wéi kann ech Landwirtschaft a Solarenergie verbannen? – elo iwwert eng Pilotausschreiwung, wou mer eebe Landwirtschaft, Biodiversitéit a Solarenergie zesummeféieren, konkret Projeten, wéi mer dat alles weiderbréngen.

Vun dohier merci fir d'Debatt de Mëtteg. An ech freee mech, fir dann an, géif ech soen, dräi Méint heihinner zrëckzekomme mat nach méi präzisen Iddien, wéi mer déi kollektiv Erausfuorderung kënnen ugoe fir e Land, dat eng gutt wirtschaftlech Dynamik huet, wéi mer eebe verhënnere, dass dat Land ze vill zoubetonéiert gëtt, an ech mengen, dat ass am Interêt vun eis a virun allem och vun eisen nächste Generatiounen.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Landesplanungsminister. Direkt Parole après ministre fir den Här Aly Kaes.

**M. Aly Kaes** (CSV) | Jo, merci, Här President, merci, Här Minister, fir Är Erklärungen. Dir hutt an engem bestëmmte Moment gesot, heibanne géif et scho Leit ginn, déi am ländleche Raum och wëssen, wat e Kilometer Dréinkwasserleitung an Ofwaasserleitung géif kaschten. Wann Dir mir elo, an dat ass d'Fro, erklärt, wann d'Dierfer bis bestinn, an ech ... Et huet jo kee gesot, et géifen nei Unitéite realiséiert ginn, mee d'Dierfer bestinn an d'Dierfer si verbonne mat Leitungen, sou gutt am Waasser- wéi am Ofwaasserberäich, dann erklärt mir mol, wa mer net méi duerfen an deenen Dierfer oder an deenen Dierfercher eng bestëmmten Evolutioun maachen, wéi mir do déi Infrastrukturen, déi awer mussen do sinn, fir déi Leit, déi elo schonn do sinn, wéi mir déi Infrastrukturen nach iergendwou an de ländleche Gemenge bezuelt kréien!

Merci.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also, ech mengen, et ass esou: Wann Der Iech dat ukuckt, déi meescht ländlech Gemengen hunn dann nach ganz vill Potenzial, och mat deenen 0,25 do, also, et ass kee Stopp vun der Entwécklung. An et soll natierlech esou sinn, dass mer dann, wa mer entwéckelen, och am ländleche Raum do entwéckelen, wou mer schonn Infrastrukturen hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech wouss nämléich net, ob dat géif goen oder net. Den Här President huet genéckt.

Här Minister, et wier awer wichteg, dass Der hei virun der Chamber géift soen, besonnesch och opgrond vun dem Avis vun dem Syvicol, wou jo all d'Gemengen dra vertruete sinn, wat déi juristesche Verbindlechkeet ass vun dem Programme directeur vun der Landesplanung, sou wéi en do ass. Ech hat Iech dat als éischt Fro gestallt.

2018 ass am Gesetz verankert ginn, dass et keng juristesche Contrainance hätt. Et gëtt awer an Ärem Dokument, obschonn d'Gesetz dat net virgesäit, gesot,

mee dat kéint awer derzou féieren, dass opgrond vun den Objektivier vun dem Gesetz iwwert den Aménagement communal, wann eng Gemeng sech net géif un déi Verdichtungs- an Artificialisationskrittäre halen, sou wéi Der se virgesinn hutt, dass da kéinten d'Perimetererweiderunge refuséiert gi vum Inneministère. Oder net? Ech mengen, dat ass eng essentiell Fro, d'autant plus wou d'Gemenge jo elo hir Avise musse ginn.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also, ech mengen, d'Antwort, déi kënn aus där Detailanalyse, déi mer gemaach hunn, wou mer en plus ... Mir hunn elo – 100 vun 102 Gemengen hunn dat gemaach – 5.000 Hektaren an de besteende Bauperimeteren. Duerfir, fir elo besteend Bauperimeteren opzemaachen, dat mécht wierkech kee Sënn. A vun deene 5.000 sinn der ganz, ganz vill, dat si Frichen, déi mer kënnen entwéckelen, an ech mengen, dass se och e ganz, ganz grouse Potenzial hunn an der Noverdichtung oder an der Weiderentwécklung vun de Quartiers existants. An elo geet et eigentlech drëm, dass mer zesumme kucken: Wéi eng Instrumenter entwéckele mer do?

Dat, wat interessant ass a wou mir eis ganz vill inspiréiert hunn, ass an der Schwäiz: D'Schwäiz hat 2008 e Referendum iwwert d'Landesplanung. Duerno hu se hiert Gesetz verbessert. Duerno hu se zum Beispill decidéiert, datt se bei de Garé verdichten. Zweek Drëttel vun hiren zousätzleche Büroen huet d'Schwäiz säit 2010 bei de Garé gemaach, wat natierlech ideal ass, well ech dann den öffentlechen Transport hunn. D'Schwäiz huet och zum Beispill hir ganz Berodung op der Schnëttstell zwëschen engem Urbanist, engem Architekt an de Paysagiste gruppéiert an eppes, dat heescht „Paysage suisse“.

A sou eppes hu mer schonn an engem Embryon. Haut ass eng Zesummenaarbecht, déi mer hunn, mat de grouse Stied an eis, dat heescht CIPU. Et geet elo drëm, esou konkret Instrumenter am Dialog mat virun allem de Gemenge weiderzuentwéckelen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Roth kritt nach eng Kéier d'Wuert zrëck.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Ech wëll wierkech net – mir sinn hei an der Chamber an der Plenièr –, dass dat e Pingpong gëtt, mee dat hei ass eng essentiell Fro. Här Minister, Dir hat d'Chance net, dass Der eng Kéier Buergermeeschter waart, mee hei sëtze vill Buergermeeschteren a fréier Buergermeeschteren an der Chamber. Et ass net esou, wann Terrainen op dem Reißbrett an dem PAG sinn, dass déi kënne vun haut op muer iwwerhaapt mobiliséiert ginn. Och wann Der de Leit do Taxen drop klaakt: Dat geschitt net! Well och d'Leit net d'Méiglechkeet hunn an och net d'Suen hunn, fir op Terrainen, déi se hunn, e Lotissement ze realiséieren. An duerfir kënn Dir net soen: „Mir hunn nach esou vill Hektaren, déi an de Perimeter sinn, elo brauche mer fir d'éischt déi, ier mer eng Perimetererweiderung maachen.“ Esou funktionéiert d'Welt an de Gemengen net!

A mir musse Kloerheet hunn! Mir musse Kloerheet hunn, d'Gemengen alleguerten hei am Land, och déi, déi zukünfteg Verantwortung huelen, ob se eng PAGs-Erweiterung nach geneemegt kréie vun engem Inneminister, wann dee Verdichtungsfactor oder dee Versigelungsfactor, sou wéi e bei Iech am Dokument festgesat ass, wann deen net respektéiert gëtt. Do muss eng kloer Antwort kommen. An hei ass déi beschte Plaz, wou Der déi kënn ginn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire | Also weeder d'Landesplanungsgesetz nach de PDAT erlaben eis juristesche, fir déi 0,25 quasi

als eng Norm festzeschreien, mee et ass eng Orientéierung – et ass eng Orientéierung! Ech mengen, Dir hutt virdrun Är Gemeng ugeschwat, d'Gemeng Mamer, an all déi Gemengen, déi ronderëm d'Stad Lëtzebuerg sinn, do ass et warscheinlech sënnvoll, dass ee liicht méi héich geet wéi déi 0,25, well ech jo do an engem urbane Raum sinn, wou ech och schonn eng ganz Rei Infrastrukturen hunn. Dat ass genee déi Diskussioun, déi mer elo kënnen zesumme féieren.

Ech hoffen, dass mer ... An ech gesinn och elo, wann ech déi éischt Rapporte liesen, Avisen, déi ech vun de Gemenge kréien: Mir hunn e Konsens, dass mer méi virsichtig mat der Zoubetonéierung, mat der Versigelung mussen an och sollen ëmgoen.

An elo geet et natierlech drëm, dass mer kucken, fir dee Facteur, deen elo einfach e Standardfacteur war, deen vun eeben 0,5 Hektar op 0,25, dass mer deen elo esou fein zéien, dass mer eeben déi Plazen, wou et Sënn mécht, dass mer méi entwéckelen, dass déi méi en héije kréien an déi aner dann eventuell e bësse méi e klengen.

Mee nach eng Kéier, et gesäit relativ gutt aus, well mer eeben och ganz vill Frichen hunn a well mer och d'Méiglechkeet hunn, an de Quartiers existants Saache weiderzuentwéckelen.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Landesplanungsminister Claude Turmes. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

### 3. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du contrôle médical de la sécurité sociale

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Contrôle médical vun der Krankkeess, déi d'politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Marc Hansen, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo d'Madamm Nathalie Oberweis als Vertrieeder vun der Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Ministeren, ech hunn dës Debatt ugefrot an der Suite vun zwou Question-parlementairen, déi ech gestallt hat, zum Droit d'accompagnement beim Kontrolldokter vun der Sécurité sociale.

Den Ophänker ass deemno d'Recht, sech begleeden ze loossen, wann ee bei de Kontrolldokter geet, an dat virum Hannergrond vun alle méigleche Reprochen, déi een ëmmer erëm héiert vu Leit, déi concernéiert si vun enger onwierdeger Aart a Weis, wéi se do behandelt gi vu gewëssene Kontrolldokteren.

Virop sief gesot, dass et an dëser Debatt natierlech net drëms geet, iergendeen un de Pranger ze stellen. Als Mënscherechtsverteidegerin hunn ech eng ganz grouse Sensibilitéit fir Mënscherechter an ëmsou méi, wann dës Mënschen an engem vulnerabeler Situatioun sinn, also zum Beispill krank sinn. An ech mengen, ech kéint behaapten, wann ee bei de Kontrolldokter geet, ass ee meeschtens krank an et ass een an engem vulnerabeler Situatioun.

An et ass awer leider esou, dass déi meescht Leit do effektiv eng Begleetpersoun refuséiert kréien, wou ech fir d'Begleetrech argumentéiere mat folgenden

Argumenter: dass dës Leit jo krank sinn, also och Patient sinn, dass de Kontrolldokter och en Dokter ass an dem Collège médical ënnersteet, dass et mengen Informatiounen no quasi systematesch zu engem Examen médical kënn an dass de Kontrolldokter e Gutachte mécht an d'Befunder vum Médecin traitant kontrolléiert. Dat si meng Argumenter, fir d'Begleetpersoun ze erméiglechen.

An do argumentéiert de Minister Haagen a senger Äntwert op meng Question parlementaire, dass et net e „Patient“ ass, mee en „Assuré“, dee bei de Kontrolldokter geet – ech wëll gär fairerweis all d'Informatiounen ginn –, dass een net als Patient dohinnergeet, mee als Assuré, dass sech deemno och net d'Patienterecht applizéiert, dass de Kontrolldokter an den Assuré verschidden Interessien hunn an dass si keng Relatioun hu wéi e Patient mat sengem Médecin traitant an dass et, well et keng esou eng Relatioun gëtt, och deemno keng Rechter, also och keen Droit d'accompagnement, géif ginn. Dat ass also d'Analys vum Minister.

Ech mengen, dass een awer hei e weíneg, wann ech dat dierf esou soen, op Wieder ronderëmreit, an ech kommen duerno nach eng Kéier op d'Fro vum Droit d'accompagnement zréck.

Ënnert dem Stréch fannen ech, dass ee sech d'Fro muss stellen: Ëm wie geet et hei? An: Ëm wat geet et hei? Geet et ëm de Mensch, ëm de Patient oder ëm den Assuré – nennt en, wéi Der wëllt – oder geet et ëm eng Administratioun, ëm hir intern Logik a Missioun?

Fir op dës Froen ze äntweren, wëll ech e bëssen aushuelen. Ech hunn, fir dës Debatt ze preparéieren, mat Acteure vum Terrain geschwat, ënner anerem der Patientevertriedung, dem Collège médical, engem Sozialpartner an natierlech enger Rei vu betraffene Persounen. En Echange beim Kontrolldokter hat ech och ugefrot, mee dee war net méiglech.

Dobäi wëll ech fir d'éischt soen, dass ech net d'Noutwendegkeet vun der Kontrollmedezinn a Fro stellen. Generell, mengen ech, muss e wouerhuelen, dass Mënschen, déi bei de Kontrolldokter ginn, convoquéiert ginn, an der Reegel gestresst sinn an intimidéiert sinn. Net fir näischt heescht dës Administratioun „Kontrollmedezinn“. Dës Dokterer üben also eng Kontroll aus a sinn deemno an enger Muechtpositioun.

Elo stellt Iech emol vir, wéi intimidéiert een eréischt muss sinn, wann een eng Krankheet huet, déi net visibel ass, also zum Beispill eng psychesch Erkrankung. An ech wëll hei e puer Temoignagé vu betraffene Leit mat Iech deelen. Zitat: „Et fillt ee sech wéi op enger Uklobänk.“ Zitat: „Do gëtt et null Verständnis“, „Et fillt ee sech ageschüchert“, an: „Et gëtt een net eescht geholl.“ Aus zwou Quelle krut ech souguer gesot, dass den Drock esou wäit ka goen, dass ee mat Sui-zidgedanken eventuell kann erausgoen.

Mir all hunn esou Temoignagen héieren, et ass näischt Neits. An do sief bemierkt, dass et net just negativ Temoignagé ginn, dat héiert een och ëmmer erëm vu Leit, dass se eng positiv Experienz gemaach hunn.

Am schlëmmsten awer schéngt et deenen ze goen, déi eng psychesch Erkrankung hunn. Et wier, Zitat, „eng Hexejuegd géint psychesch Kranker“, esou en Acteur um Terrain. Dës géifen als Simulanten ofgestempelt ginn an et wär un hinnen, ze beweisen, dass se net simuléieren. Si misste sech Aussoen unhéiere wéi: „Rapp dech um Rimm!“. A mir wëssen allegueren, dass psychesch Kranker bei esou enger Ausso ..., dass dat ënnerschwellig esou vill bedeit wéi: „Du bass jo net krank, hal op domadder!“

An dann nach déi Wieder vun engem Betraffenen, also engem psychesch Kranken, Zitat: „Ech hu mech

misse rechtfertegen, firwat ech net ka schaffe goen.“ „Dat Schlëmmst sinn déi Deeg virdrun“, seet de Betraffenen, „do ass näischt méi mat mer unzufänken a meng Therapeutin kann net méi mat mer schaffen, well ech esou e Wrack sinn.“ Anert Zitat: „Esou erniddregt sinn ech a mengem Liewen nach ni ginn.“

Kolleegen a Kolleeginnen, mir solle kranke Mënschen empathesch begéinen a se eescht huelen! Mir solle virun allem och psychesch krank Mënschen eescht huelen! Wat ass mat all deene Verspriechechen a politeschen Erklärungen, och hei an der Chamber, zur Santé mentale, dass mer se endlech mussen eescht huelen? Jiddereen huet e Recht drop, mat Wierd behandelt ze ginn. An dat Recht gëtt hei, mengen ech, kann ee soen, relativ dacks violéiert!

Ech wier frou, wann de Minister duerno kéint op dës Mësstänn, dës onwierdeg Aart a Weis, mat Mënschen ëmzegoen, agoen a wéi hie gedenkt, dergéint virzegoen.

Ech wëll elo nach op eng Rei méi konkret Virwërf agoen, déi net nëmme vum Toun schwätzen, mee och vun der Qualitéit vun der Aarbecht. Betraffener bekloen, dass si beim Kontrolldokter net ëmmer ausschätze gelooss ginn, dass hinnen net ëmmer nogelauschert gëtt. Doriwier eraus, dass dëst mënschlech gesinn natierlech katastrophal ass, kann ee sech froen, wéi e Kontrolldokter seng Aarbecht seriö ka maachen, wann engem Patient net anstänneg nogelauschert gëtt.

Et feelt hinnen, an esou gëtt gesot, souwuel vun Assuréeen, mee och vun anerem Dokterer, un Empathie, also der Kompetenz, sech an aner Mënschen eranzespielen, an ech mengen, mir kënnen dovunner ausgoen, dass dat eng néideg Kompetenz ass, déi en Dokter muss hunn, wann e sech wëll an de Patient oder Assuré eraspieren.

Dat ass net eppes, wat een eemol héiert. Ech soen hei net eppes, wat ech just eemol héieren hunn, mee wat een x-mol héieren huet.

Des Weidere géife Rapporte vu Médecin-traitanten net ëmmer gelies ginn oder consideréiert ginn – net ideal, wann een e Fall wëll seriö behandelen! D'Kommunikatioun dann tëscht der Kontrollmedezinn an de Médecin-traitantë wier, wat d'Direktioun ugeet, net gutt, a wat de Rescht vun der Kontrollmedezinn oder de Rescht vun de Kontrolldokterer ugeet, net do. Dat wier problematesch. Wéi soll een e Fall vun engem Patient léisen, wann een den Dossier net an der Déift mam Médecin traitant och kuckt? Souvill och vum Collège médical.

Eng, Zitat, „autoritär Manéier“ bedauert dann och de Collège médical, an dat net nëmme vis-à-vis vun de Patienten, mee och vun de Médecin-traitanten. Och bedauert de Collège médical, dass d'Entscheidung vum Kontrolldokter dacks en Agréff sinn an d'Vertrauen an der Relatioun tëscht dem Patient a sengem Dokter, well eng Entscheidung einfach esou ka gekippt ginn. Zum Beispill géif et rezent dacks Refuse gi fir eng Nosuerg am Ausland, zum Beispill bei enger laanger Krankheet. Och dat krut ech souwuel vum Collège médical wéi vun der Patientevertriedung gesot.

Do, wou soss kee Problem war, sech am Ausland op där selwechter Plaz, wou een am Traitement war, och noversuergen ze loosse, also kontrolléieren ze loosse eemol d'Joer, do géif et an der Lescht dacks zu engem Refus kommen, deen net motivéiert wier, also engem prinzipielle Refus, sou hunn ech mer et soe gelooss, ouni den individuelle Fall ze consideréieren an dacks ouni iergendwellech Erklärung.

Hei wëilt ech op en Dokument agoen, dat ech fonnt hunn, de Règlement grand-ducal vum 6. Juli 1979, an

ech wëilt de Minister froen, ob dee Règlement grand-ducal och fir de Kontrolldokter gëllt, well do steet am Artikel 12, dass den Administré – also, et geet ëm d'Relatioun tëscht der Administratioun an dem Administré – d'Recht huet op Informatiounen, déi enger Entscheidung zugronn leien. Esou steet et och am Patienterecht. Mee mir wëssen, dass d'Patienterecht hei net gëllt.

Ech weess vu Fäll, wou dës Informatiounen net geliwert gi sinn an och nom Aschalte vum Affekot no iwwert engem Joer nach ëmmer keng Informatiounen zu enger gewësser Entscheidung vun der Kontrollmedezinn gefloss sinn. Also d'Fro, ob d'Recht op Informatioun, esou wéi et an dem Règlement grand-ducal vum 6. Juli 1979 steet, och gëllt.

Här President, ech wëilt nach op den Aspekt vun de Kompetenzen ze schwätze kommen. Et schéngt mer do e Problem ze gi vun enger disproportional grousser Muecht, déi bei de Kontrolldokterer läit. An de Wieder vun enger betraffener Persoun: „Den Aarbechtsdokter seet, ech si krank, de Spezialist seet, ech si krank, mee de Kontrolldokter seet Nee, an dat ouni Justificatioun.“

Wéi kann dat sinn? Wéi kann et sinn, dass Kontrolldokterer, déi an de meeschte Fall Generaliste sinn, iwwert den Avis vun engem Spezialist kënnen ewechentscheeden? Firwat ass den Avis vun engem Kontrolldokter méi wäert wéi den Avis vun engem Spezialist? A wéi kann et sinn, dass den Avis vun engem Kontrolldokter deen ass, deen ausschlaggebend ass, woubäi ee vläicht zwee oder dräi aner Avisen, wéi gesot, och vu Spezialisten huet?

D'Patientevertriedung an de Collège médical bedauere béid, dass d'Patienten oder d'Assuréeen – nennt et, wéi Der wëllt! – dacks emol net bei engem Kontrolldokter landen, deen annähernd eppes mat där Spezialiséierung ze dinn huet, wou et drëms geet. Well et muss ee jo wëssen, dass entre-temps och bei der Kontrollmedezinn gewëss Spezialisten agestallt goufen, mee dass een eeben net ëmmer bei dee kënn, wou een am noosten am Endeffekt mat senger Diagnos oder mat sengem Problem ass.

Dozou géifen dann d'Kontrolldokterer äntweren, hunn ech mer soe gelooss: „Mir si Médecins-conseil a mir decken alles of. „D'Arroganz vun der Muecht!“, kann ech do just soen. Et ass ni gutt, enger Institution ze vill Muecht ze ginn an ze loosse.

Mir hunn hei eng Verwaltung, déi Entscheedungen iwwer Mënschen an hiert Liewen hält. Dës Entscheedungen sinn dacks anonym, dacks net motivéiert an dacks net fondéiert. Dat heescht, e feelt u Rechenschaftspflicht. Wou ass do d'Verantwortung?

Här President, d'Auer ass stoe bliwwen, mengen ech. Just, ech weess net, wou ech dru si mat menger Zäit.

Ech wier frou, wann de Minister och duerno op dës Fro vun der feelender Rechenschaftspflicht kéint agoen.

Da stellt sech als nächst d'Fro vun der Missioun vun der Kontrollmedezinn. Déi grondsätzlech Fro fir mech ass: Ëm wien an ëm wat geet et eigentlech hei? An ech hu mer vu Beobachter soe gelooss, Zitat: „Et geet drëms, d'Keess ze sanéieren.“

De Kontrolldokter a besonnesch d'Direktioun géife sech als Garant vum Budget vun der CNS gesinn. Dese wëilt, Zitat, „beweisen, dass vill Leit abuséieren“, an, Zitat, „Krankeschäiner brieche fir ze spueren“. Dat wier d'Logik.

Am Artikel 23 vum Code de la Sécurité sociale steet jo dann och den „utile et nécessaire“, also nëmme dat Noutwendeg an Néidegt. Do kann ee sech nawell

froen, an dat ass déi Fro, déi ech mer stellen, ob dës Linn dann en neutraalt an empathesch Virgoe vun engem Dokter vis-à-vis vun engem Assuré iwwerhaapt nach erméiglecht. Et kéint een d'Hypothesen stellen, dass eebe grad dës minimalistesch Linn en empathesch Virgoen eigentlech verhënnert.

Fazit: Ëm wie geet et? Et kann ee sech legitimerweis froen, ob de Patient oder den Assuré ëmmer am Zentrum bei dem Kontrolldokter steet. An ech mengen, et kann ee mat Sécherheet beäntweren, dass dat net ëmmer de Fall ass.

Dofir ass den Droit d'accompagnement – ech kommen zréck op den Droit d'accompagnement – esou wichteg. Et ass eigentlech egal, ob et en Assuré oder Patient ass, ob et eng Relatioun tëscht dem Patient oder dem Assuré mat sengem Dokter oder Kontroll-dokter gëtt oder net, fir dass ee sech soll kënne begleede loosson. Well eng Begleedung ënnerstëtzt, eng Begleedung stäerkt an eng Begleedung gëtt engem och seng Würd erëm.

Vill aner Acteuren um Terrain sinn och fir dësen Droit d'accompagnement, ënner anerem d'Doktere vum Collège médical, mee och d'Patientenvertriedung a Sozialpartner.

An da wéilt ech vum Minister och op engem mënschleche Plang eng Äntwert kréien op dës Fro, ob hien net der Meenung ass, dass Mënschen an esou enger Situatioun sech solle kënne begleede loosson, wa se krank sinn an eeben och vulnerabel sinn a bei eng Kontrollinstanz geruff ginn.

A well ech néierens liesen a well néierens geschriwwe steet, dass den Assuré net d'Recht huet, sech begleeden ze loosson, proposéieren ech an enger Motioun, dass d'Regierung sech derfir engagéiert, dass dëst Recht dann och bei der Kontrollmedezinn mat afléisst.

An donieft wäerte mir och e Bréif eraginn, fir an der zoustänneger Kommissioun den Direkter vun der Kontrollmedezinn ze invitéieren, fir him eng Rei Froen iwwer säi Service ze stellen.

Villmools merci.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– *considérant que les assurés vivent souvent le contrôle médical comme un moment de stress qui nécessite souvent un soutien émotionnel et moral ;*

– *considérant que les assurés se trouvent souvent en situation de vulnérabilité lors du contrôle médical à la vue de leur état de santé ;*

– *considérant les allégations nombreuses de comportement indigne et non respectueux de la part de certains médecins-conseil vis-à-vis des assurés ;*

– *considérant les allégations de décisions arbitraires et non transparentes de la part de certains médecins-conseil ;*

– *considérant que des examens médicaux ont lieu de façon quasi systématique ;*

– *considérant qu'il existe un droit d'accompagnement pour les patients lorsqu'ils ont un rendez-vous chez leur médecin ;*

– *considérant que les arguments en faveur du droit d'accompagner, en l'occurrence la formulation « pour le soutenir et l'aider » (article 7 de la loi du 24 juillet 2014), peuvent être repris pour les visites auprès du médecin-conseil,*

*invite le Gouvernement*

– *à s'engager pour un droit d'accompagnement des assurés lors des visites auprès du contrôle médical de la sécurité sociale.*

(s.) *Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.*

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Oberweis.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

**M. Marc Spautz (CSV)** | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'alleréischte e grouse Merci un d'Madamm Cecchetti, dass se déi Fro iwwert de Contrôle médical ugefrot huet.

De Contrôle médical ass en Dossier mat ganz grousser Wichtigkeet an och dat, wat d'Madamm Cecchetti gesot huet, vum Begleedeloossen.

**Une voix** | D'Madamm Oberweis, Här Spautz!

**M. Marc Spautz (CSV)** | Wéi hat ech elo gesot, pardon? O, pardon! Madamm Cecchetti, pardon! Madamm Oberweis, pardon! Ech tauschen nach eng Kéier, jo. Jo, se si mer allen zwee esou léif, dofir hunn ech elo ...

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)** | Dat ass d'Präferenz fir d'Fraen am Süden.

*(Hilarité)*

**M. Marc Spautz (CSV)** | De Contrôle médical huet eng ganz grouss Wichtigkeet an et ass och wichteg, dat Ganzt awer an enger Gesamtheit ze kucken. Wa mer vum Contrôle médical schwätzen, muss mer och vun der Médecine du travail schwätzen, muss mer och vun de Spezialisten an de Generalisten schwätzen, well dat Ganzt awer aneneegräift.

Ech wëll just ee Beispill direkt soen, an et ass do, wou een d'Fro muss vum Accompagnateur stellen, wou d'Madamm Oberweis dat elo grad gesot huet. Déi Diskussioun ass och oft bei der Fleegeversécherung. Dat huet elo näischt direkt eppes heimadder ze dinn, wou och do de betraffene Patient eleng gesi gëtt a wou et och do oft net oder guer net méiglech ass, dass deen och nach en Accompagnateur huet, a wou do oft Famill an och nach aner Leit herno net verstinn, wat do an deem Rapport steet, well dann dee Mënsch, deen amgaangen ass, enger Krankheet entgéintzegoen, dann och an der Fleegegestuf gesot kritt: „Dir hutt iwwerhaapt kee Problem.“ Mee d'Famill an déi Leit, déi ronderëm sinn, si wëssen awer aner Saachen dozou. Do kann een dat och änlech kucken.

Dat selwecht ass mat der Geschicht Inland an Ausland. An ech wëll bewusst net alles an een Dëppe geheien. Do gi Leit vun hirem Dokter an d'Ausland iwwerweisen an da kréie se awer herno e Refus vun der Krankekeess ausgeschwat. Wann dat och an der Häermedezinn an an der Aemedezinn, wou Lëtzebuerg jo awer an Zwëschenzäit e grouse Centre de compétences huet, duerchaus heiandsdo ze verstoen ass, esou ass et awer och heiandsdo komplizéiert, dat Ganzt nozevollzéien.

An ech wëll dat markéieren un engem Beispill, wou e Mann an der Aarbechtsmedezinn gesot kritt huet: „Du kanns net méi fir alles zur Verfügung stoen opgrond vun deenen Häerzproblemer, déi s de hues!“ Hei zu Lëtzebuerg kënn en awer net bäi, fir Analyse gemaach ze kréien. Du huet e gefrot, fir hei an d'Nopeschland déisäit der Musel kënnen ze goen. An e kritt einfach keng Autorisatioun, fir dohinnerzegoen. Dee Mann ass elo schonn zanter Wochen a Méint beanträchtegt. E seet: „Ech géif gäre schaffen.“ Et ass net, dass en am Krankeschäin ass. „Mee ech géif gären erëm apte sinn, fir all meng Aarbechten ze maachen, an dat geet net.“

Ech ginn e Beispill vun engem Mann, deen e schwéiert Accident hat, an en ass do an e Spidol komm an

dat Spidol huet en an d'Ausland transferéiert. Do hat awer d'Famill oder den Dokter, deen hei traitéert huet, vergiess, de Pabeier eranzeginn an d'Krankekeess. An do hu se geschriwwe kritt: „Do gëtt kee Remboursement gemaach!“, an déi Leit missten dat virbezuelen. No verschidden Interventiounen an no engem Appell, dee gemaach ginn ass, ass dat duerno geneemegt ginn.

Eng Fra, déi e Problem huet mam Réck, ass operéiert ginn un der Wierbelsail, gëtt reegelméisseg an de Contrôle médical geruff an da kritt se erkläert: „Ass dat richtig, dass Der elo net kënn schaffen goen?“ Ech hat vergiess ze betounen, déi Madamm huet e Fitnessstudio, an dofir ass et dann, wann Der vläicht d'Wierbele markéiert kritt hutt oder zesummege-schrauft kritt hutt ... Ech sinn zwar net Dokter, mee ech hunn awer verstanen, dass et da relativ schwie-reg ass, fir deen Job nach kënnen esou auszeübe wéi virdrun.

Wéi ass et méiglech, dass Leit, déi eng Operatioun hei am Land gemaach kritt hunn, wou et dann heescht, se mussen en Transfert an d'Ausland gemaach kréien, dass se da gesot kréien: „Dir musst awer nach fir d'éischt am Contrôle médical laanscht, fir de Stempel ze kréien, ier Der däerft an d'Ausland goen“, wou awer déi auslännesch Doktere soen: „Et wier net schlecht, wann Der direkt géift kommen!“

An ech betounen elo: Dat do ass net de Contrôle médical, deen dat gären hätt, well dat ass net de Contrôle médical, deen dat seet!

*(Interruption)*

Dat ass nämlech d'Prozedur an do sinn et aner Leit, déi da soen: „Da musst Der nach fir d'éischt bei de Contrôle médical!“ An dofir ass et oft, dass de Contrôle médical d'Schold fir eppes kritt, wat e Contrôle médical direkt guer net ass. Well nämlech déi Prozedur, dass de nach bei de Contrôle médical geschéckt gëss, déi huet net de Contrôle médical festgeluecht, mee déi huet d'Generalversammlung vun der Krankekeess festgeluecht, dass dat d'Prozedur ass, déi anzehale bleift.

An dofir muss een dann och do elo net soen, mir mussen de Contrôle médical un de Pranger stellen, mee da misste mer vläicht eng Diskussioun féieren, gesamt gekuckt, mat der Krankekeess, ob déi Dispositione bei där Gréisst vu Lëtzebuerg, déi mer hunn – mäi Kolleg Michel Wolter sot ëmmer: „dräimol esou grouss wéi Däitschland“ –, ob mer do net och vläicht awer misste méi flexibel Méiglechkeeten hunn, fir dass déi Leit och deene Saache kënnen nokucken.

An ech géif och gären eng Kéier wëssen, wéi vill Leit an engem Krankeschäin sinn, well se net bäikommen an enger Réntgen oder an enger Analys, well dann all Dokter seet: „Jo, da kriss de elo mol léiwer e Krankeschäin, bis dat do oder déi doten Untersuchung gemaach ginn ass, bis de och erëm apte geschriwwe gëss, apte au travail.“

An dann dee leschte Punkt, an do weess ech, dass dat och näischt mam Contrôle médical ze dinn huet: De Contrôle médical seet: „Dee Mann ass gesond“ oder „déi Fra“, an de Médecin du travail seet: „En ass inapte, fir dee Posten auszeüben, deen et gëtt.“ Wann do och eng dausend Spezialisten verstinn, wat dat be-deit, sou ass et dach fir de Gros vun der Gesellschaft onméiglech ze verstoen, wéi et méiglech ass, dass ech vum Aarbechtsmedezinner erkläert kréien, ech wier inapte an ech kéint net méi schaffen goen.

Gläichzäiteg kréien ech vum Contrôle médical gesot: „An elo geet et duer mat denger Schauspillerei“ – ech iwwerdreiwelo bewusst –, „mee elo gees de

ab muer erëm direkt schafften!“ An da geet en erëm zrëck op d’Aarbecht an da kritt e gesot: „Elo gees de bei den Aarbechtsmedezinner!“ An da seet deen: „Du gees net schafften op déi Aarbecht, déi s du de Moment hues!“

An do, mengen ech, musse mer all zesumme mat de Sozialpartner déi Léisunge fannen, déi noutwendeg sinn, well dat do kann een net eleng op de Contrôle médical ginn. A virun allem ass et net ëmmer de Contrôle médical, deen esou eppes decidéiert, mee dat sinn och nach ëmmer d’Statutte vun der Generalversammlung an et ass de Comité directeur vun der Krankekeess.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d’Wuert.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Sozialsystem baséiert um Solidaritéitsprinzip. All Persoun, déi hei am Land schaffe geet, cotiséiert a bezilt Steieren. Doriwwer ginn d’Pensiounen an d’Krankeversécherung, awer och weider Indemnitéite finanziert, wéi zum Beispill d’Indemnitéite pécuriaire oder d’Invalidement. Esou spane mir e Sécherheetsnetz, dat fir d’Leit suert, déi an d’Pensioun ginn oder déi wéinst Krankheit oder engem Accident net méi schaffe kënnen.

Ma et läit awer och an der mënschlecher Natur, dat vun Hëllefsmesure vereenzelt profitéiert wëll ginn, obwuel ee keen Urecht dorobber huet. Dowéinst ass et och net vu Muttwëll, dat de Contrôle médical de la sécurité sociale geschaf gouf, fir Abusen ze verhënnere.

Mee kee Kontrollsystem ass perfekt! Esou wéi et virkomme kann, dat vereenzelt Abusen net entdeckt ginn, kann et och virkommen, dat Decisioune vun der Kontrollinstanz an d’Kritik geroden. An de leschte Méint sinn esou eng Rei Kritikpunkte géintwärt dem CMSS formuléiert ginn.

D’Patiente kritiséieren zum Beispill, et ass scho gesot ginn, dat hinnen eng Begleetpersoun beim Kontroll-Rendez-vous refuséiert gouf. De Collège médical gétt ze bedenken, ob e Kontrolldokter, dee jorelaang net méi klinesch geschaff huet, nach déi néideg Kompetenz huet, fir d’Diagnos vun engem Dokter um Terrain a Fro ze stellen. Dat géllt och bei Demandé fir Transferten an d’Ausland, wou Refuse mol net nozevollzéie sinn.

E weidere Problem, deen ëmmer nees thematiséiert gétt, esou och am Rapport 2021 vum Ombudsman, si kontradiktoresch Avice vum Aarbechts- a Kontrolldokter. Den Ombudsman preziséiert, dat d’Legislative vun der Aarbechts- a vun der Kontrollmedezinn net kompatibel wäeren. Während den Aarbechtsdokter just feststellt, ob e Salaré nach apte fir e bestëmmten Aarbechtsposten ass oder net, ass et d’Aufgab vum Kontrolldokter ze decidéieren, ob e Salaré grondsätzlech nach schaffe kann. D’Aptitude au poste an d’Aptitude au travail sinn deemno zwou ënnerschiddlech Saachen.

Mee e Salaré ka Gefor lafen, d’Krankgeld ze verléieren an och vu senger Aarbecht entlooss ze ginn, wann déi zwee Avisen ënnerschiddlech ausfalen. Dës Situation kéint evitéiert ginn, wann d’Kontrolldokteren an d’Aarbechtsdoktere besser zesummeschaffe géifen, zum Beispill bei der Decisioun, d’Commission mixte ze saiséieren, wann e Reklassement vum Assuré néideg wär.

Am Juli 2021 hat den deemolege Minister Romain Schneider an der Äntwert op eng Question

parlementaire ugekënnegt, dat sech an deemem Kontext en Aarbechtsgrupp mat der Verbesserung vum professionelle Reklassement géif befaassen. Hei wier et interessant ze wëssen, wou desen Aarbechtsgrupp drun ass a wéini d’Leit mat enger Verbesserung vun der Prozedur rechne kënnen.

An da wéilt ech nach gären op e weidere Punkt agoen, deen ech am März 2021 an enger mëndlecher Fro opgeworf hat. Ech hat den deemolege Minister dorobber ugeschwat, ob de Contrôle médical den Assurée net och Teleconsultationen ubidde kéint. Dës Iddi koum dowéinst op, well och Kriibspatienten, och wa se an enger Chimiotherapie sinn an dann immunosuppriméiert an extreem vulnerabel sinn, bei de CMSS geruff ginn, fir hire Gesondheitszoustand ze kontrolléieren. D’Teleconsultatione kéinte grad desen, mee och anere Patiente wierklech entgéintkommen a si net engem onnéidege gesondheetleche Risiko aussetzen.

De Minister Schneider hat deemools geäntwert, dat d’Teleconsultationen dee Moment nach net méiglech wäeren, dëst engersäits, well d’Infrastruktur nach géif feelen, an anersäits, well beim éischte Rendez-vous beim Kontrolldokter och ëmmer eng klinesch Ënnersichung misst gemaach ginn.

Wéi gesäit et elo, zwee Joer duerno, aus? Gétt eng Infrastruktur opgebaut, fir d’Teleconsultatione beim Contrôle médical ze erméiglechen? Ass et wierklech esou, dat bei all Assuré eng klinesch Ënnersichung néideg ass? E Kriibspatient, deen nach an enger Chimiotherapie ass, ass jo ganz offensichtlech nach net gesond an och net aarbechtsfäeg.

De Minister Schneider hat a senger Äntwert op meng mëndlech Fro nach preziséiert, dat bei der éischter Convocatioun bei de Kontrolldokter dese keng Informatiounen par rapport zu der Erkrankung vum Assuré hätt. Um Krankeschäi wier dëst net vermierkt.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Wier et an deemem Fall net vläicht méi effizient, dem Kontrolldokter dës Informatiounen direkt ze vermëttelen? Da kéint zum Beispill e Kriibspatient sech während sengem Traitement esou eng dach éischter onnéideg Kontroll vu sengem Gesondheitszoustand erspueren. Eng séier Ëmsetzung vum digitale Patientendossier mat all den néidegen Informatiounen kéint hei natierlech och weiderhëlfen.

Här President, de Contrôle médical iwwerhëlt eng wichtige Fonction an dréit eng grous Verantwortung. Ëmsou méi wichtig ass et, dat de System effikass fonctionéiert an den Assurée d’Liewen net onnéideg schwéier gemaach gétt!

D’DP ass der Meenung, dat d’Digitaliséierung hei séier virugedriwwen muss ginn, fir déi Prozeduren ze moderniséieren an och ze vereinfachen.

Ech géif dem Nathalie Oberweis vun déi Léik Merci soe fir d’Aktualitéitsstonn an ech géif Iech Merci soe fir d’Nolauschtenen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | A merci och Iech. An nächst ageschriwwene Riednerin ass d’Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d’Wuert.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, Här Minister: „soigner mieux en dépensant mieux“, dat war emol de mot d’ordre vun der leschter Reform vum Contrôle médical de la sécurité sociale am Joer 2015, déi mir hei am Haus mat enger ganz breeder Majoritéit vun 58 Jo-Stëmme ugeholl hunn an déi virum

Hannergrond vun der Gesondheitsreform vun 2010 ze gesinn ass.

Béid Reformen haten d’Zil, fir de finanziellen Equiliber vun der Gesondtheetskeess an der Krankeversécherung ze garantéieren, also fir eise Gesondheets- a Sozialsystem ofzesécheren. De Sënn war an ass och dofir net, fir Suen anzespieren, och wa munchereen dat esou wëllt gesinn an och wëllt duerstellen, mee villméi, fir ze kucken, dass déi Mëttelen, déi verfügbar sinn, och gutt a sënnvoll agesat ginn an an deem Sënn, fir dass d’Leeschunge fir d’Assurée verbessert ginn.

Natierlech heescht dat och double Emploi, Verschwendung an Abusen esou gutt et geet ze verhënnere. An an deem Kontext nach d’Prézision, dass de Contrôle médical ganz vill Attributiounen huet an domadder och vill Beräicher vun der Sécurité sociale ofdeckt. E puer Beispiller: d’Assurance maladie mat de Prestations en espèces an de Prestations en nature, d’Pensionsversicherung mat der Invaliditéit, d’Assurance accident an esou weider.

Dat alles, fir emol ze ëmräissen, wat eigentlech och de Rôle, de Sënn an den Zweck an och d’Aufgabe vum Contrôle médical sinn. A fir déi Aufgaben och kënnen mat der néideger Suergfalt an dem Seriö wouerzehuelen, gouf d’Personal 2015 och nach eng kéier konsequent opgestockt.

Natierlech gétt et am Zesammenhang mam Contrôle médical eng Rei Knackpunkten a Problematiken, wou ganz sécher Verbesserungspotenzial besteet. Et muss ee soen, dass e Contrôle allgemeng an och grad an deemem Beräich ganz dacks negativ empfongen gétt. Dat ass besonnesch bei de Krankeschäiner de Fall. De Kontrolldokter huet do net déi ganz dankbar Roll, wann e kuckt a kontrolléiert, ob dee betroffenen Assuré effektiv krank ass an net ka schaffe goen.

Zum enge geschitt dat natierlech och, fir de Mëssbrauch ze verhënnere, an déi Leit, déi net wierklech krank sinn, nees schaffen ze schécken. Zum anere geet et awer och drëms, an dat ass fir mech och vill méi wichtig, fir do, wou et néideg ass, matzäiten ze erkennen, dass et sech net just ëm eng normal Incapacité de travail dréit, an dann d’Persoun an déi richteg an adaptéiert Prozedur ze orientéiere fir d’Demande vun engem Reklassement zum Beispill, dem Statut vum Salaré handicapé oder awer d’Invaliditéit. Dat ass d’Zil.

Mee et gétt leider Fäll a Situatiounen, wou dat net esou optimal fonctionéiert a wou de Kontrolldokter seet: „D’Persoun ass net krank. Si ka schaffe goen“, an den Aarbechtsdokter seet: „D’Persoun kann net zrëck op hir Aarbechtspolz, well se net apte ass fir hire leschte Poste de travail.“

Et ass hei wichtig ze gesinn, dass béid Doktere verschidde Saache kucken: d’Capacité am Allgemengen an d’Aptitude fir déi lescht Aarbecht. Nach muss et awer kloer sinn, dass Persounen, déi sech widdersprieche, net dierfen duerch d’Netz falen an dann awer weider hiert Akommes musse kënnen behalen. Souwäit ech awer héieren an och gelies hunn, ass dat mëttlerweil an der Praxis séchergestallt, an ech wier ganz frou, wann den Här Minister dat op deser Plaz hei kéint confirméieren.

Vläicht kann eis den Här Minister och do méi Präzisionen ginn, wéi oft dass dat de Fall ass an ob et do effektiv och Krittäre gétt.

An der Öffentlechkeet geet och vun Zäit zu Zäit rieds vu Kloen iwwert den Émgang vun de Kontrolldoktere vis-à-vis vun engem Assuré. Wann et do Problemer gétt, da schéngt et mer awer wichtig, dass dat gemellt gétt an dass dann och direkt eppes do ënnerholl

gëtt. Allgemeng schéngt et sech glécklecherweis hei dacks ëm Eenzelfäll ze dréien, wat et natierlech net manner schlëmm fir den Assuré mécht. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, dass ganz vill Leit gutt Erfahrung gemaach hunn, wou vun dann awer natierlech och an der Effentlechkeet kee schwätzt.

Ech wéilt an deem Kontext och nach op e puer wichteg Verbesserungen hiweisen, déi an de leschte Joren, Méint a Wochen ëmgesat goufen, zum Beispill déi iewescht Limitt vun der Incapacité de travail, déi 2018 no engem Accord vun de Sozialpartner vun 52 op 78 Wochen eropgesat ginn ass, an och parallel d'Afëierung vun der Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques, déi et den Assuréeën, déi duerch schwéier Krankheet méi laang vun der Aarbecht fort waren, soll erlaben, fir progressiv nees aktiv ze ginn, a ganz rezent och nach den iwwerschafften S2-Formulaire, dee soll hëllefen, fir d'Auslandsiwwerweisung méi einfach ze maachen, natierlech wa gewëssen Traitementer dat verlaangen.

Här President, wien iwwert d'Grenze kuckt an emol am Ausland krank ginn ass, dee weess, dass mir e gudden an e performante Gesondheets- a Sozialsystem hunn ...

**Une voix** | Très bien!

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | ... och wann natierlech net alles perfekt ass. Ëmsou méi wichtig ass et, fir dat Gutt ze erhalten an auszubauen an eventuell Schwaachstellen ze analyséieren an ze verbessern!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass prett, den Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréisch wéilt ech der Madamm Oberweis Merci soe fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, e ganz techneschen Dossier, deen awer op mënschlech Plang ganz sensibel ass.

D'Missiou vum Contrôle médical ass kloer. Staark vereinfacht kann ee soen, dass engersäits kontrolléiert gëtt, ob e Krankeschäin, e Reklassement, eng Reconversion professionnelle an esou weider aus medezinescher Siicht berechtigt sinn, an anerersäits kontrolléiert gëtt, ob d'Preskriptiounen, déi vun den Doktere gemaach ginn, gerechtfertigt sinn.

Dat ass keng einfach Aufgab, well d'Kontrolldoktere jo net déi sinn, déi de Patient a sengem Parcours begleeden. Et ass awer eng Missiou, déi an engem solidaresch finanziéiert Sozialsystem net dierf feelen an e wichteg Element vun dem Qualitätsmanagement vun eisem Gesondheetssystem duerstelt, a Gesondheetssystem, dee mat engem net negligabelen effentleche Budget finanziéiert gëtt, wat d'Kontroll vun den Ausgaben an domadder d'Kontrollinstanz u sech absolut legitiméiert.

Grad well et awer am Beräich vun der Gesondheet vu Patienten oft ëm ganz sensibel Eenzelfäll geet, brauch een dat néideg Fingerspëtzegefill an eng kloer novollzéibar Linn an der Akzeptatioun oder dem Refus vun Demanden.

Leider ass awer ëmmer nees vu Fäll ze héieren, wou relativ ondiplomatesch mat de Patienten ëmgaange gouf oder wou Decisiounen net transparent novollzéibar waren, dëst zum Beispill am Kader vum Long-Covid, wou net ëmmer kloer ass, wat d'Krittäre sinn, fir dass e Patient an der Rehabilitatioun oder dem Refus vun Remboursement vun Akten, déi am Ausland gemaach ginn.

Well ëmmer nees esou oder änlech Fäll optrieden, ass am Koalitionsvertrag jo och virgesi gewiescht, de Fonctionnement vum Contrôle médical op de Leescht ze huelen. Hei géif mech natierlech interesséieren, ob am Kader vum Gesondheetsdësch am Detail dorüwer geschwat ginn ass a wat déi Hauptfuerderunge vun de verschiddeenen Diskussiounspartner waren, an natierlech och, ob scho Konkusioune gezu gi sinn.

De Kontext ass keen einfachen. A mat der steigender Zuel vu Salariéen hei zu Lëtzebuerg an der domat verbundene steigender Zuel vu Krankschreiwunge klëmmt och d'Unzuel vu Convocatioune bei de Kontrolldokteren an domat de Besoin u gutt ausgebildetem Personal am Contrôle médical.

Et schéngt awer, wéi wann de Beruff vum Kontrolldokter net ëmmer ganz attraktiv wär an et och hei riskéiert, zu engem Personalmangel ze kommen. Wichtig wär, wa Leit mat Erfahrung géifen agestallt ginn, déi awer net just e puer Joer als Fin de carrière do bleiwen, mee sech am Beräich vun der medezinescher Kontroll spezialiséieren an dës Kompetenzen dann och laang kënnen am Dëngscht vun der Sécurité sociale, mee besonnesch och am Dëngscht vun de Patiente kënnen uwennen.

Et gëtt awer och nach aner grondsätzlech Froen, déi misste gekläert ginn. Wéi sënnavoll ass et, Leit systematesch physesch op de Contrôle médical kommen ze loossen? Misst een am digitalen Zäitalter do, wou et méiglech ass, net och Rendez-vousen iwwer Visio zooloossen? Respektiv muss een net eng Kéier d'Reegel iwwerdenken an analyséieren, firwat genau e Patient sech muss physesch op de Contrôle médical bewegen a firwat net? Och d'Regel, dass d'Leit sech just exzeptionell dierfe begleede loossen, muss kënnen hannerfrot ginn.

Dat ass bei aneren Administratiounen, Demarchen an Dokteschvisitte jo och ganz normal. Oft brauchen d'Leit eng Persoun, déi hinnen hëlleft, d'Prozeduren, déi existéieren, an d'Decisiounen, déi geholl ginn, ze verstoen, well se soss net eens ginn. Dëst wär e sënnavolle Service am Dëngscht vum Patient. Kann de Minister mer heizou Erklärunge ginn, firwat dat net de Fall ass?

An da stellt sech natierlech d'Fro vun der Novollzéibarkeet vun de Prozeduren an den Decisiounen, an dat souwuel fir de Patient wéi fir de behandelnden Dokter. Och wann d'Decisioun vum Contrôle médical déi richteg ass, gëtt dat awer vum Patient net ëmmer esou gesinn. Duerfir ass et extreem wichtig, dass d'Decisioune kloer a verständlech argumentéiert sinn, dass de Patient versteet, wéi de Kontrolldokter zu senger Konkusioune komm ass.

Wichtig ass och, dass fir änlech Fäll déi selwecht Decisioune geholl ginn. Duerfir brauch et kloer Krittären, déi een dem Patient an dem Dokter och matdeelt.

E leschte wichtige Punkt ass, wat bei engem Desaccord tëschent dem Contrôle médical an dem Patient oder dem Dokter geschitt. A ville Fäll geet et bei dem Patient ëm vill Sue respektiv ëm seng Liewensgrundlage, wat eng gewëssen Urgence mat sech bréngt. Duerfir muss am Fall vun engem Desaccord kënnen schnell reagiert ginn, fir eng endgültig Decisioun ze kréien. An d'Leit sollen net mussen e Prozedurmarathon hannert sech bréngen. Hei stellt sech d'Fro vun enger Schlichtungsstell. Ech wollt froen, ob et dozou schonn Iwwerleeunge gëtt.

Ech soe villmools Merci fir d'Noluschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken e Merci der Madamm Nathalie Oberweis fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn.

De Contrôle médical ass jo bekanntlech eng staatelech Verwaltung, déi dem Sécurité-sociales-Minister ënnersteet. An hiren Aarbechtsberäich ass am Fong geholl an zwee Beräicher grob geschätzt agedeelt. Dat ass Krankheet an Accident engersäits an d'Invalidierenden.

De Contrôle médical vun der Sécurité sociale gouf déi lescht Jore vu ville Leit a verschidde Beräicher kritiséiert. Ech droen der hei e puer vir, esou beispillsweis am Zesummenhang mam sougenannten S2-Formulaire, dee fir e medezineschen Transfert an d'Ausland obligatoresch ass. An no massivem Drock am Collège médical gouf dësen da vereinfacht. Oder bei enger Auslandsiwwerweisung ginn deelweis onbegrennt Argumenter gebraucht wéi „dépasse l'utile et le nécessaire“, dëst och bei eenzelne chronesch Patienten oder Kriibspatienten, wou eng alljährlech Kontroll vun Noutwendegkeet ass.

Weider Kritikpunkten, déi eis zougedroe goufen, sinn: Entschéidungen iwwert d'Aarbechtsfäegkeet gi geholl, déi sech widdersprieche mam Aarbechtdokter. Esou e Beispill huet d'Patientevertriidung ugefouert. E Kach mat engem gebrachene Fouss gëtt als aarbechtsfäeg erkläert mam Argument, mat engem gebrachene Fouss kéint ee schaffen. Dat kann een hei maachen an op villen anere Plazen. Mee ech mengen, op där doter Plaz awer net grad. De Contrôle médical kuckt just dat Physescht, net awer de Beruff. An ech mengen, och dat do muss een a Consideratioun zéien.

Och e Betreffene misst grondsätzlech d'Recht hunn, eng zweet Persoun mat bei de Kontrolldokter ze huelen, dëst aus zwou Ursachen: engersäits de physeschen Halt an anerersäits bei enger eventueller Sproochbarriär.

Och misst e Recours mat engem Recht op Ënnersichung bei enger neutraler Instanz méiglech sinn. De Patient ka wuel elo eng Beschwerde areeche, déi vum Direkter vum Contrôle médical behandelt gëtt. Mee dës Doleancë ginn am Prinzip seer beäntwert oder se verlafe sech am Sand. Hei missten onser Meinung no Friste gesat ginn an et misst och eng Garantie ginn op eng Äntwert.

Hei sinn ons Fäll zougedroe ginn, do, mengen ech, wier Fingerspëtzegefill gefrot.

De Patient misst och am Virfeld ewell kënnen säin Dossier areeche, speziell an deem Fall, wou nei medezinesch Dokumenter derbäikommen. Fir all Patient misst och déi néideg Zäit do sinn. Och d'Fachgebit vum Kontrolldokter ass e Facteur, deem ee muss Rechnung droen. Zum Beispill, kann en Orthoped e Patient mat enger physescher Erkrankung richteg aschätzen oder beroden oder en Urolog, deen eng orthopedesch Aschätzung soll virhuelen? Dëst bedéngt, dass mer Doktere mat Fachgebiddere brauchen. Déi brauchen natierlech och eng adequat Bezuelung, well soss geet dat schif.

Dann hätt ech vläicht eng Fro un de Sécurité-sociales-Minister: Wéi ass de Personalschlëssel déi lescht 20 Joer an deem Beräich, well mer krute jo elo zeg honnert, dausende Salariéen an de leschte Jore bäi, wéi huet sech dat do entwéckelt? Dat wier vläicht eng Fro, déi den Här Minister eis kéint beäntwerten, wann e wëllt.

D'Sproochbarriär ass e Problem beim Austausch mat de Patienten, awer och bei dem Verständnis vun den eenzelne Berichter. Et muss ee sech och d'Fro stellen,

ob de Patient net och op Ufro eng Kopie kéint kréie vu sengem Dossier. Dat ass haut méiglech, mee awer esou komplizéiert, datt dofir muss en Affekot ageschalt ginn.

An deem ganze Beräich leeft munches schif, awer net alles ass dem Contrôle médical zouzeschreien. Ech mengen, et ass dee ganze System, dee mer warscheinlech eng Kéier mussen iwwerdenken an och vläicht reforméieren. Well de System u sech ass krank, dat hunn ech an eegener Erfahrung jorelaang scho matgemaach.

Generell muss ee sech froen, ob een an där ganzer Saach, déi esou komplizéiert an onduerschichteg ass, net misst vereinfachen a méi Oplärungsarbecht maachen. Zum Beispill versti vill Leit net, firwat si keng Incapacité de travail méi hunn, d'Krankgeld dann entzu kréien, obscho si vun hirem Aarbechtsdokter weiderhin als krank agestuuff ginn.

Dës Prozedur bréngt et da mat sech, datt eenzel Betraffener, deels och mat hirer Famill, an eng onnéideg brenzeleg finanziell Situatioun erageroden. Där Fäll kéint ech der eng Rëtsch opzielen.

Wéi d'Regierung an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro geschriwwen huet, muss e Salarié, wann hie vum Contrôle médical d'Krankgeld entzu kritt, bei de Patron goen, deen d'Persoun da bei den Aarbechtsdokter schécke ka fir ze kucken, ob de Salarié op sengem leschte Poste ka weiderschaffen oder net.

Dat ass an der Praxis awer dacks net esou einfach. Wéi eng grouss Gewerkschaft Enn November 2022 ënnerstrach huet, huet déi Situatioun no 2015 derzou gefouert, datt déi Betraffe weeder eng Aarbechtsplaz siche konnten nach eng Indemnitéit ufroe konnten.

Well d'CNS déi Suen och retroaktiv net bezuele wollt, hu verschidde Salarié geklot, a se kruten an allen Instanze Recht. Et ass wichteg, de Contrôle médical an déi ganz Prozedur do ronderëm – et ass jo net eleng de Contrôle médical, et ass jo déi ganz Prozedur – ze reforméieren, fir datt sech esou Fäll an Zukunft net méi wäerte widderhuelen. Eng eenzeg Instanz soll entscheiden, ob de Salarié erëm ka schaffe goen oder net. Dat éiwegt Kompetenzgerangel tëscht den eenzelnen Instanze misst am Fong geholl ophalen.

*(Interruption par la présidence)*

Mat Sécherheet huet de Contrôle médical keng einfach Missioun. Dat muss ee soen. Si hunn eist vill Vertrauen. Mee bei der CNS missten onser Meenung no méi Dokter agestallt gi mat entsprecher Qualifikatioun, an op d'mannst zweesproocheg, ech mengen, dat si mer eisem Land schëlleg, an och mat engem adequate Salaire, et muss ee bal soen, wéi am Privatsecteur; well soss bleiwen déi dann am Ausland. Ech hu sou Kolleegen. Och dat muss mer verhënnere. An och mat der Verflüchtung ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Engelen, Dir misst elo ...

**M. Jeff Engelen** (ADR) | ... sech reegelméisseg weiderzebild. Ech si fäerdeg, Här President.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | ... sech reegelméisseg weiderzebild. Ech mengen, ech selwer hunn dat a mengem Handwierk éiweg gemaach. All Joer huet ee sech weidergebild, an och déi aner Kolleegen. An ech mengen, dat kéint een och vun eisen Doktere verlaangen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit. Entschëllegt, datt ech zwou Minutten an 20 Sekonnen iwwerzunn hunn.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Ech hat de President extra gefrot, ob ech soll fei sinn oder net.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | An de President huet mer gesot, ech soll fei sinn.

*(Hilarité)*

Jo, ech muss Iech dann nach virstellen: Den Här Sven Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grouse Merci un d'Kolleeginne vun déi Lénk fir d'Ufro zu dësem Thema, well et ass e wichteg Thema an et ass wichteg, et och heibannen nach eng Kéier ze thematiséieren heiansdo. Ech mengen, an deene leschte Wochen a Méint hu sech d'Question-parlementairen enchainéiert. Dat war elo rezent eng Kéier de Fall, dat war awer och schon 2019 eng Kéier de Fall, wou sech déi Question-parlementairen nach beim Virgänger vum aktuelle Minister enchainéiert hunn. An dat weist jo awer, datt et definitiv Mësstänn gëtt!

De Contrôle médical ass sécherlech eng Plaz, wou kee gären higeet. An enger perfekter Welt géif en och guer net gebraucht ginn. Mee leider liewe mer net an där perfekter Welt an esou huet och e Contrôle médical seng Wichtigkeit.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro 7081 huet de Minister Haagen mer geäntwert, wéi vill Reklamatiounen et zënter 2019 géint de CMSS gouf. An do weist sech dach eppes ganz kloer: Et gëtt Mësstänn! Anescht kann een et nämlech net ausdrécken. An déi 72 Reklamatiounen, déi tëscht Januar an November 2022 festgehale goufen, weise ganz kloer dorobber hin.

An och wann et am grouse Ganze vun all de Kontrolle sech am Promilleberäich ofspillt, da muss een awer soen, datt net jiddwereen, deen e Problem huet, adequat zerwéiert gëtt, fir dann de Langage ze benotzen, dee geholl gëtt, well et si jo keng Patient/innen, et si jo dann Assurée, déi dohinnerginn. Ma net jiddwereen, deen e Problem huet, reklaméiert jo schrëftlech. Deementspriedend sinn déi Reklamatiounen wierklech just an deene Fäll do, wou wierklech eppes richtigeschifleeft.

An da muss mer eis wierklech soen: Alles dat, wat eis rapportéiert gëtt, an d'Kolleeginnen an d'Kolleegen hunn dat virdrun hei schon erzielt – mangelnde Respekt, Stellwäert vun mentaler Gesondheet beim CMSS –, schéngt och net wierklech esou wichtig ze sinn, wéi mir hei an der Chamber ëmmer erëm soen.

Ech weisen drop hin, an de politesche Message ass ganz kloer: D'mental Gesondheet ass wichteg! An da ginn Assurée bei d'CMSS a kréien do gesot, datt et Depressiounen guer net géif ginn! Datt si dach perséinlech äusserlech ze schéi wieren, fir depressiv ze sinn.

*(Interruption)*

Als hätt Depressioun iergendeppes mat äusserlecher Schéinheet ze dinn! En plus: Schönheit liegt im Auge des Betrachters. Deementspriedend stellen ech mer dann awer d'Fro, wat fir e Bruch deelweis verschidde Assurée do ze héiere kréien!

*(Brouhaha)*

Et misst dach längst jiddwerengem kloer sinn, wéi wichteg déi mental Gesondheet ass!

*(Interruptions)*

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Krass gesot!

**Une voix** | Mee et muss een awer op d'mannst nach seng Wierder wielen. Krass gesot.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Jo. Krass gesot!

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Här Clement, fuert weider, fuert weider.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech waarde just, bis d'DP sech hei opgereggt huet, well scheinbar ass et méi schlëmm, datt d'Leit bei der CMSS dat gesot kréien, wéi datt mer op déi Problemer hiweisen. Ech huelen Akt dovunner.

*(Brouhaha)*

Pardon, dat ass genau do op där Grenz zwëschent DP an LSAP.

**M. André Bauler** (DP) | Dir huet et net esou genee, Här Clement. Et war net d'DP.

*(Brouhaha)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Fuert virun, Här Clement. A vläicht ass et gutt – vläicht eng allgemeng Bemierkung –, dass een, wann ee Saachen héiert, sech och klug mécht, ob dat wierklech esou ass.

*(Brouhaha)*

Da ginn ech Iech d'Wuert weider.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Hei sinn elo zwee Deputéierter, déi dat gesot hunn.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, dat sinn der zwee vun 58.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also, ech bierge fir meng Quellen an ech verweisen op den Arrêt Gibéryen, deen den Deputéierten en absolute Quelleschutz zougesteet. An ech wäert sécherlech net hei ufänken, Leit nach un d'Messer ze liwweren, déi souwisou schon a prekäre Situatiounen sinn. A wann de President dat géif hei vu mer verlaangen, da muss ech soen, da maachen ech dat net.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Deen huet dat net vun Iech verlaangt. Deen huet just gesot, Dir sollt net nëmme soen, wat Der héieren hutt, mee och vläicht kucken, ob et esou ass!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, ech gleewe menger Quell.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir kënt hei keen Deputéierten als Ligener dohinnerstellen, well Iech de Kommentar net gefält.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An Dir hutt keng Kommentaren ze maachen!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | De President soll neutral sinn!

**M. Sven Clement** (Piraten) | An dann ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | An Dir hutt d'Wuert net. Dir hutt d'Wuert net!

*(Exclamations et brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | A wat hat d'Madamm Hemmen? Huet d'Madamm Hemmen dann d'Wuert gehat?

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Also, et ass net fir d'éischt, dass Der esou reagéiert!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Fait personnel.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Iwwerhaupt kee Fait personnel! Äre Kolleeg huet d'Wuert an Dir hutt d'Wuert net. Setzen! Setzen!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass net fir d'éischt, dass Dir een ongerecht behandelt.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Setzen!



**M. Marc Goergen** (Piraten) | An do däerf een drop reagieren!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Setzt Iech!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir sidd ni neutral an deene Punkten.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Wann Dir gär e Fait personnel hätt, kritt Dir en herno. An elo huet Äre Fraktiounskolleg d'Wuert an net Dir. Soss hätt Der Iech kënnen aschreiwien.

**M. Gilles Baum** (DP) | Schued, dass e Freideg kee bei der Conférence des Présidents war.

**Une voix** | Si si dann dran?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir sinn net Member an der Conference. Mir hunn nëmmen den Observateurstatus.

*(Brouhaha)*

An, Här Baum, vu den Agenda vun der Chamber kënnen sech déi zwee Piraten net gläichzäiteg an dräi Gremie representéieren. Och doriwuer kéint dës Chamber nodenken. Mee mir sinn hei bei engem aneren Theema, nämlech beim CMSS.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An ech muss da ganz kloer soen, mir huelen hei e Message mat: Mental Gesondheet ass wicteg a Leit, déi a prekäre Situation sinn, gi bei den CMSS an do gëtt d'mental Gesondheet net fir wicteg geholl! Dat ass dat, wat ech aus deem Debat hei mathuelen!

An anere Fäll soll et da virkomm sinn, dass während Ënnersichungen einfach e Va-et-vient an den Ënnersichungsraum ass. Datt do Assurée sech jo awer concernéiert fillen, fannen ech dann awer bedenklech, virun allem, wann ee bedenkt, dass d'Assurée selwer keen däerfe mathuelen, dass awer belibeg Leit do kënnen deelweis dann an deem Service an- ausgoen. Ech halen dat fir bedenklech. An ech mengen, et gëtt heiansdo ganz gutt Grënn, firwat esou eppes ka geschéien, mee da muss een déi Grënn och vläicht duerleeën a beleeeën.

Ech stelle mer wierklech d'Fro, firwat souwuel vum Ministère wéi och vum Direkter vum CMSS selwer ënner fir eis dach schäinhellege Grënn just an Ausnahmefäll eng zweet Persoun bei der Visitt erlaabt gëtt.

Vill vun deene Persounen, déi bei den CMSS musse goen, si krank an dowéinst souwisou schonn an enger prekärer Situatioun.

**Une voix** | Voilà!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech sot et, et geet net jiddweree gären dohinner. D'Argumenter hei, et wier soss net paritéitesch an net, ech zitieren, „fair“, maache fir eis dann och kee Sënn. Fairness a Paritéit hunn näischt dermat ze dinn, dass eng sachlech Evaluatioun vum gesondheetlechen Zustand vun enger Persoun gemaach gëtt. An ech gleewen net, dass een Dokter seng Evaluatioun net maache kann, wann eng zweet Persoun mat am Raum ass, well firwat däerfen da Patientinnen a Patiente bei hiren Hausdokter ee mathuelen a beim CMSS soll et net goen?

Ëmmerhi si Begleetpersounen an der Reegel Vertrauter vun där Persoun, déi dohinnergeet, a kéinte souguer a Verständnisfroen a Kommunikatiounsfroen hëllefen. Firwat soll dat also net méiglech sinn? Ech verstinn et net.

Mir sinn der Meenung, et soll een dee legale Kader dann änneren an upassen. An dat dierft jo awer wierklech keng Herkules-Aufgab sinn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. A wann den Här Goergen elo eppes wëllt soen, dann huet en elo d'Wuert.

*(Négation)*

Ok. Et war en Ugebuet.

Wann Der et net wëllt, dann hätt elo d'Regierung d'Wuert, den Här Sozialminister. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Och merci der Madamm Oberweis fir dës Heure d'actualité. Ech denken, mir sollten eng sachlech Diskussioun féieren an net eng poleemesch Diskussioun, esou am grouse Ganzen.

Ech wëll just als Introduktioun soen: De Contrôle médical mécht säin Job! An natierlech, wéi an all System, ob dat elo bei der Sécurité sociale ass, op anere Ministèren, an anere Fäll, huet een ëmmer Leit, déi Reklamatiounen wäerte bréngen. Et huet een ëmmer Leit, wou d'Reklamatiounen berechtigt sinn, an där, wou d'Reklamatiounen net berechtigt sinn. Ech mengen, dat ass an all System esou.

Ech wëll just soen, fir dass mer wëssen, iwwer wat datt mer schwätzen: Ech géif Iech wäermstens recommandéieren – ech denken, dass Der et gemaach hutt, op jidde Fall d'Madamm Oberweis, denken ech, an d'Madamm Cecchetti, an alleguerten déi Deputéierten, déi mer Question-parlementaire gestallt hunn –, de Rapport vum Contrôle médical vun 2021 ze liesen.

Duerfir sinn ech e bëssen erstaunt, net iwwer den Auteur vun der Heure d'actualité, mee vu verschiddenen Aussoen hei par rapport zu Relatiounen, Médecins généralistes, Experten, Santé mentale, ech kommen nach drop. Do misst rekrutéiert ginn. Do wiere Leit, déi wieren net kapabel, dat ze maachen. Et kéint een d'Dokumenter net kucken. Dat sinn alles Aussoen, muss ech soen, déi ech net verstinn, well déi virgesi sinn.

A momentan schaffen, mengen ech, am Contrôle médical, ouni datt ech elo de Rapport am Kapp hunn, 36 Dokterer, woubäi zwee Drëtter vun den Doktere Spezialiste sinn.

An da wëll ech als Remark soen, dass och e Médecin généraliste a senger Ausbildung Spezialitéiten huet, déi en och kann uwennen. Ech wëll dat just eng Kéier soen. Mir wäerte jo awer elo net hei ufänken, eng Diskussioun ze féieren, wat fir e Médecin généraliste besser outilléiert ass, fir eng Persoun kapabel oder incapabel – well dat ass et! – ze determinéieren, an net, eng Diagnos ze stellen! Eng Diagnos ka gestallt ginn, wann den Assuré déi fret am Contrôle médical.

An dat ass de System, dee mer eis 2014 ginn hunn. An dee System 2014 ass jo net komm vun näischt, et hat jo eng Begrënnung, firwat e komm ass.

A wann ech d'Zuelen hei kucken – do muss ech mä Brëll awer undoen, well soss geet dat heite schif, wou hunn ech et? –: 2021 hate mer am Contrôle médical CITen, also Incapacité-temporaires, 639.017 Krankeschäiner. Déi hate mer hei am Lëtzebuurger Land 2021. An do ware Kontrollen. An d'Kontrolle gi gemaach no enger gewëssener Durée, déi ech hei net wäert nennen. Kloer. Déi ginn informatesch gemaach. Et ass also net, dass iergendeen Dokter iergendeen kennt, deen dann erausgëtt: „Komm an de Contrôle médical!“ Dat fonctionéiert also informatesch. An dat gëtt no enger gewëssener Zäit gemaach, wou de Computer dann eeben iwwer eng Software dat determinéiert.

Dat ware ronn, ech hunn nach eng Kéier gekuckt, wann ech dat elo hei am Kapp hunn, 2022 waren et 41.892 Kontrollen am Joer. Elo kann ee soen: „Ok, wa mer esou vill Krankeschäiner hunn a mir hunn esou wéineg Kontrollen ...“ Also, déi 600.000 par rapport zu deene 40.000, da wier meng éischt Reaktioun: „Dann hu mer der net vill.“ Dach, mir hunn der vill, well ee jo eréischt no enger gewëssener Zäit ufänkt ze kontrolléieren, wat jo evident ass!

Dir kënt jo net, wann een een Dag feelt, Leit, déi schaffen, Leit, déi sech net presentéieren ... Wann Der d'Moyenne kuckt, ech kucken elo 2021/2022, kommt, mir soen, dass sinn da Covidjoren, dass kann alles sinn, mee an der Moyenne hu mer 86 % vun de Krankeschäiner, déi gekuckt ginn, déi ok sinn. Do seet och de Contrôle médical, dass wier kee Problem, vun deenen, déi e kuckt. An eng gewëssen Zuel dovou gëtt contestéiert, ab enger gewëssener Zuel, déi gi contestéiert. Ech hunn déi Zuelen och, déi stinn am Rapport, déi kënt Der kucken.

De Contrôle médical mécht tëschent 1.000 a 1.500 Kontrollen d'Woch – d'Woch! Do gesäit ee schonn, dass et der vill sinn, obwuel mer nëmmen op 40.000 kommen. Et ass eng Moyenne. Vun deene sinn der 6.036 par rapport zu den 41.000 gesond geschriwwen ginn. Dat heescht, déi si ganz einfach kapabel. Bon. A 25 % vun de Leit, déi geruff gi sinn, déi si schonn erëm op der Schaff, dass heescht, déi schaffe schonn erëm. Just, fir eng Kéier de Kader ze setzen.

Elo weess ech och, dass jiddwereen ee kennt, dee seet: „Hei, dass do geet schif, dass do ass net esou!“ Wat mengt Der, wéi vill Mailen ech den Dag kréien, wou Leit soen: „Dat do ass awer net richtig esou. Dat huet ech esou verstan!“ Mir mussen oppassen an den Dossierer, an deem heiten Dossier am grouse Ganzen, dass de Krankeschäiner, dass den Transferts à l'étranger, dass dem S2, dass enger Direktiv, dass engem EU-Reglement, iwwer wat mer schwätzen.

An ech huelen déi Reklamatiounen, déi kommen, ganz seriö. An déi Reklamatiounen ginn och weider. Déi gi weider, wa se op de Ministère kommen, wann de Minister ugeschrifft gëtt. Elo schreift net alleguerten de Minister muer un, dass wëll ech awer och soen!

*(Hilarité)*

Nee, dass wëll ech och soen. Dass war dann och vläicht déi falsch Ausso elo.

*(Hilarité)*

Déi ginn da weider un de Contrôle médical, well soss muss de Minister den Tri maachen.

Mee Spaass beisäit, ech fannen, et ass ze vill wicteg, wat mer hei schwätzen. Hei schwätze mer éischters iwwer d'Aarbecht vun de Leit. Mir schwätzen iwwer d'Gesondheet vun de Leit. A mir probéieren, op Lëtzebuergesch gesot, an ech wëll och hei kengem ze no trieden, d'Luuserten ze ecartéieren. Dass ass et nämlech. An da maache mer e Contrôle. An déi Contrôlen, déi kënnen mer organiséieren, wéi mer wëllen.

Mir hunn d'Artikele 418 bis 420 am Code vun der Sécurité sociale, do gëtt determinéiert, wéi mol ganz einfach déi Kontroll soll stattfannen. Bon, dass si mol d'Ausgangspunkten, un déi mer ginn.

Ech weess, dass mer do doudsécher a Konkurrenz mam Privatmarché sinn. Ech muss Iech awer och soen, et ass awer och scho virkomm, dass Kliniken Dokterer aus dem Contrôle médical ofgeworben hunn, an déi géifen dat net maachen, wann déi net déi néideg Connaissancen hätten. Da géif ech emol soen, do ass net aleng de Salaire, dee spillt, souwuel beim Dokter wéi och vun der Klinik, ech mengen, déi huele Leit, déi den Knowhow hunn. Also sinn déi och am Contrôle médical!

An ech wiere mech e bëssen, datt d'Meenung hei opkënn, datt am Contrôle médical géifen Doktere schaffen, déi vu verschiddene Saache keng Anung hätten. Dat ass et net, soss hätte mer net 36 Leit. A wann Der d'Spezialitéite kuckt, kuckt Iech déi eng Kéier am Rapport un! Ech kann Iech déi elo net opzelen, ech hu 15 Minutten, dat bréngt näischt. Déi sinn do.

Op d'Santé mentale kommen ech nach ze schwätzen. Dat ass dat, wat och wichteg ass.

Ech wëll och soen, datt mer permanent Adaptatiounen maachen am Contrôle médical. An de Contrôle médical ass eng Institution autonome, wëll ech eng Kéier soen hei, déi ënnersteet zwar dem Ministère, an et ass och guer kee Problem dermat, an dat si Fonctionnaires, déi do schaffen, an déi sinn assermentés ...,

*(Interruption)*

... och dat wëll ech eng Kéier soen, wa mer de Stellwäert oder d'Paien uschwätzen oder wéi dat Ganzt funktionéiert.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Et ass ugeschwat ginn ...

Ier ech op d'Äntwerte vun de Froen kommen: Här President, ech weess net, ob ech hei mat 15 Minutten erauskommen, mee dat muss Der mer da soen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Dat gesi mer a siwe Minutten.

**M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** | Dat gesi mer dann. Dat gesi mer a siwe Minutten, genau.

Mir hunn, wat den Transfert à l'étranger ubelaangt, den S2. Ech héieren hei, et huet ee Riedner gesot, ech mengen, et war den Här Engelen, bon, de Collège médical hätt sech staark gemaach, fir den S2 ze reforméieren. Ech si frou, wann Dir mir dat sot. Dat ass eng Nouvelle, déi ech bis elo nach net hat. Well den S2 gëtt ugefrot vun den Doktere fir den Transfert à l'étranger. Dann denken ech, datt et do keng Problemer gëtt mat den Dokteren, fir dann den S2 unze froen.

Ech muss Iech soen, datt ech selwer déi Initiativ geholl hunn, fir den S2 net ze reforméieren, mee administrativ méi einfach ze maache par rapport zu den Dokteren. An ech krut beileiwe kee Luef. Et war nämlech esou, datt keen eppes gesot huet, wat mech e bësse gewonnenert huet. Ech muss Iech soen, wann een an d'Ausland iwwerwee gëtt, ass et jo den Dokter, deen en iwwerweist, soss keen. An den S2 ass fir den Transfert à l'étranger, fir déi Leit, déi net do dra sinn.

A mir hunn et hei ze di mat engem Reglement a mat enger Direktiv. A wann den S2 applikabel ass, da wësst Der, da si mer am EU-Reglement 883. An dat anert ass eng Direktiv. Dir kënnt bei den Dokter goen, den S2, do gëtt direkt alles bezuelt, et ass en Transfert à l'étranger. A wann Dir an d'Ausland gitt, faalt Der ënner d'Direktiv. An do kritt Der natierlech Är Rechnung, déi muss Dir natierlech selwer bezuelen, Dir hutt natierlech keng Garantie vum Remboursement. Dee Remboursement kritt Der dann iwwert d'CNS, wann Der Är Facture aschéckt, wann déi berechtigt ass. Dat heescht, den S2 gëtt duerno gemaach. Dat gëtt awer an der Realitéit net gemaach, dat gëtt direkt ugewant, dat ass also net d'Problematik.

An d'Consigne, déi elo eraus ass – an dat kucke mer no sechs Méint, dat huet den 1. September ugefaangen –, fir den Transfert à l'étranger, den S2, administrativ méi einfach ze maachen, do si mer op e Formulaire gaangen, deen iwwert déi Direktiv ass, fir

den Transfert éischer ze maachen, fir datt d'Leit, wa se dat wëllen a wann et gerechtfertigt ass, an d'Ausland kënnen goen.

De Contrôle médical wäert sech do zréckhalen. Dat heescht, déi Kontrolle ginn ëmmer méi kleng gemaach. Du krut ech direkt gesot: „Wann s de dat méchs, explodéieren d'Käschen, wa mer am Ausland sinn, oder et ginn ze vill Leit an d'Ausland!“ Dat ass net de Fall. Dat gesi mer no deenen nächste sechs Méint. An ech wiere mech e bëssen dergéint, hei ze soe, am Contrôle médical wiere Mësstänn, déi onwierdeg sinn, et wier d'Arroganz vun der Muecht!

Also, ech weess, datt een hei heiansdo schwätzt, datt de Contrôle médical do wier, fir d'CNS ze sanéieren. Ech muss Iech soen, bon, wann Der do eng gutt Iddi hutt, sot mir se, sot mir se! Mee dat ass jo pertinement net de Fall! Hei si mer an engem System, wou mer kucken, fir datt mer Leit erëm an den Aarbechtsmarché kréien, an datt anerer, déi krank sinn, weiderkommen an engem Krankeschäin oder aneschtens indeminéiert ginn. Datt do verschidden Decisiounen geholl gi sinn, déi och juristescher Natur sinn, dorop kommen ech nach.

Ech gi kuerz, well dat awer elo hei Zäit hëlt, op d'Madamm Oberweis an – Droit d'accompagnement. Den Droit d'accompagnement, dat hunn ech an der Question parlementaire un d'Madamm Cecchetti, mengen ech, ech si mer awer net méi sécher, oder un d'Madamm Oberweis an d'Madamm Cecchetti, un déi zwou Dammen, beäntwert, an do steet dat ganz kloer dran. An dat berout op engem Avis vun der IGSS an déi huet richteg gesot, datt mer en Ënnerscheid maachen tëschent engem Patient an engem Assuré, wéi et eeben ass. Bon, an dat ass och esou virgesinn. An dat ënnerläit also net dem Patienterecht. Bon, dat kann een elo gutt oder schlecht fannen. Do kann een och elo soen: „Da muss ee legiferéieren, da muss een dat ëmänneren!“ Dat ass eng aner Saach.

Ech wëll just soen, datt, zënter sech déi Question-parlementaire do gestallt hunn, ech mer och Gedanke maachen. Et ass jo net, datt mer eng Äntwert op eng Question parlementaire ginn an da soen: „Elo hu mer d'Äntwert ginn, hopp, waarde mer, bis déi nächst kënnt!“, oder, ech weess net: „Huele mer een aneren Dossier an de Grapp!“ Do si jo warscheinlech Problemer do, soss géift Der keng Question-parlementaire stellen, ech gi mol dovunner aus!

Ausser mir zitieren erëm Privatfäll hei, op déi ech net kann goen, op déi ech och net wëll goen. Well dat ass, bon, jiddwereen ... Ech kennen och vill Leit, déi an aneren Domäne Problemer hunn, déi zitieren ech och net, ech wëll och net weider drop goen.

Mir hu momentan, vun dësem Joer un, 6 % vun de Leit, déi geruff ginn, déi en Accompagnement accordéiert kréien – 6 %. Wann ech dat héichrechnen op déi – wat hat ech elo gesot? – 41.000, da si mer bei ronn 2.500 Accompagneuren an engem Joer, wa mer vu 40.000 ausginn – 2.500. Et ass also net esou, datt keen Accompagneur matgeet!

Dat gëtt un cas par cas gekuckt. An et ass och net esou, datt ee refuséiert gëtt. Da muss ee schon ee Grond hunn, och e medezinnesche Grond hunn. Do muss ech Iech soen: Dofir ass jo deen Accompagnement och do! Dee kann ugefrot ginn, dat gëtt gekuckt momentan, mir zielen dat, mir hunn déi Zuelen. Gitt eis Zäit, fir dat ze kucken! Datt dat elo vläicht nei ass an datt dat evaluéiert gëtt, mee wann d'Leit dat ufroen, da kréie se dat, wann et berechtigt ass. Et sinn och Fäll, wou et net berechtigt ass. Et sinn och Leit ...

Déi sechs Prozent, elo kënnt Der soen: „Sechs Prozent, dat ass net vill!“ Mee et muss een dat an

de Kontext setze mat deenen, déi et ufroen, wëll ech awer och dann direkt soen, net datt d'Leit elo mengen: „Sechs Prozent vu 40.000, dat sinn der net vill, déi dat ufroen!“ Et si jo och Leit, déi zefridde sinn, wa se aus dem Contrôle médical kommen, dat ass hei elo net grad esou gesot ginn, wat ech och e bësse schued fannen. Jiddweree seet: „Mir si confiant an dee System, mee do an do an do musse mer änneren!“ Bon ok, da probéiere mer dat lues a lues ze änneren.

Mee mir mussen awer weider eisen Job maachen. An dat doten ass eng vun den Decisiounen, déi mer geholl hunn, zesumme mam Contrôle médical, mat der CNS, fir dat ze maachen. Och beim Transfert à l'étranger. Et ass jo net e Minister, deen dohinnerkënn a seet: „Elo maacht Der dat!“ An da gi si mir herno d'Zuelen, da weess ech an der Realitéit net, wat elo ass.

Ech weess awer och, datt nach deelweis Leit den S2 net accordéiert kréien, well se en net ugefrot hunn oder well se eng Demande gemaach hunn, déi dann un d'CNS geet. A well de System nach esou ass vum 1. Dezember bis – wat si mer haut? – den 20. Januar, kréien ech, oder kritt de CA vun der CNS, oder d'CNS an de Contrôle médical, och net alles direkt elo ëmgeännert. Déi Leit kréien dann e Rectificatif. Wann den Dokter en direkt ufreet, gëtt en direkt duerchgewéckt. Dat dierft ech am Fong net soen, well ech ënnerleien hei enger EU-Direktiv, fir dat och emol eng Kéier kloer ze soen! Bon, dat an deenen dote Fäll.

Wat, d'Santé mentale ubelaangt, also, mir läit déi och um Häerz, ech denken un esou Beruffer, medezinnesch Beruffer, an eis allegueren. Ech wëll just soen: Ech mengen, wann ech dat elo nach richteg iergendwou hunn, mir hunn am Contrôle médical sechs Psychotherapeuten. Et ass also net, datt do Leit schaffen, déi näischt dervu kennen. Bon, dat hänkt dann natierlech dervun of, wéi d'Diagnos ass, mat där se kommen, op wat datt se kontrolléiert ginn, ob Leit zwou, dräi Pathologien hunn, där gëtt et och. An da gi se gekuckt. An et ass net esou, datt een den Dossier, deen am Contrôle médical ausgestallt gëtt, net ka kucke goen do. Et brauch ee keen Affekot. Et freet een en un an dee geet een och kucken. Et kann een och en Affekot huelen, dee freet en och un an da gitt Der en och kucken. Mee Dir braucht keen Affekot, Dir braucht keen Affekot ze hunn!

Här Clement, well Der elo grad jo selwer am Contrôle médical waart, Dir waart jo sur place, ech weess net, wéini datt dat war: Dat hunn ech eng gutt Initiativ fonnt. D'Madamm Oberweis wollt dohinnergoen, ech krut den Telefon de letzte Freideg, mengen ech. Nee, si hutt ugefrot, fir dohinnerzuegoen, bei de Contrôle médical, ech krut den Telefon, datt Der eng Demande gemaach hätt. Ech hu kee Problem domat.

*(Interruption)*

Ech wëll just soen: Et ass iwwerhaupt kee Problem ... Wann Dir et net waart, dann huet en aneren Deputéierten dat gemaach an ech geheien e bëssen duercherneen. Mee ech géif einfach – ech hunn de President vun der Kommissioun hei – d'Kommissioun invitieren, also, ech ka se net invitieren, mee doudsicher, de Contrôle médical, esou wéi ech e kennen, empfängt Iech ganz gären an erklärt Iech dee ganze Werdegang, wéi dat geet. An dat ass dat, wat mer och solle maachen, datt een emol versteet, wéi et funktionéiert. Ech soen net, datt Der et net verstitt, mee Dir gesitt dann d'Realitéit emol, wéi et ofleeft.

Dat, denken ech, ass richteg.

D'Nosuerg, d'Madamm Oberweis hat et ugeschwat, iwwert den S2, do hunn ech drop geäntwert. Wa Leit a Behandlung sinn am Ausland, a gleeft mer, ech

weess, vu wat ech schwätzen, a si mussen nach eng Kéier dohinner a si mussen dann nach eng Kéier en S2 ausfüllen, dat ass Quatsch, also ass dat net méi in. An dat weess jiddwereen a jiddweree war domadder emmerdéiert, also hu mer et reforméiert, fir datt dat elo dann net méi brauch gemaach ze ginn. Den Dokter muss et just ufroen. An ech denken, wann Der bei deem Dokter sidd, datt deen et dann ufreet, well deen huet Iech jo och an d'Ausland iwwerwisen.

De Règlement grand-ducal vun 1979, mat allem Respekt, ech liesen deen dann eng Kéier, bis elo hunn ech net gelies, ech liesen deen nach eng Kéier an da kommen ech ganz gären op Är Fro zrëck.

Wa Kontrolldokteren do sinn, wa Leit gezu gi sinn iwwert d'Informatik a si komme mat enger Krankheet, wou mer keen Expert hunn, oder si hunn eng besonnesch Pathologie, dann, steet am Code vun der Sécurité sociale, kënnen d'Kontrolldokteren op auslännesch Experten zrëckgräifen. Dat gött och gemaach, et gött a ganz rare Fäll gemaach.

Zu de Kriibspatienten oder Leit, déi an der Hospitalisation sinn: Dat Ganzt, dat huet eppes och mat der Kodifikatioun vun de Pathologien ze dinn. Déi Kodifikatioun vun de Pathologien, an et geet elo e bëssen an d'Detail, ass ICD-10 – mir kënnen och ICD-11 huelen, wann et méi grouss gött, wann et méi prezis gött.

Kriibspatiente brauchen net an de Contrôle médical. De Contrôle médical weess awer net, wann e se zitt, ob et Kriibspatiente sinn. Wann d'Kodifikatioun iwwert den ICD prezis ass an den Dokter gött déi un, da ginn déi iwwert de Système informatique ecartéiert an da kënnen se guer net méi gezu ginn. Ne? Et ass also souwuel en Zesummespill, an do ginn ech Iech Recht an dat ass net e Reproche, tëschent den Dokteren, tëschent dem Contrôle médical an der Verbindung mam CNS an och mat de Leit, wa se et soen.

Wann een an der Klinik läit, hospitaliséiert ass, dann huet en e Krankeschäin, a gött e gezunn, da kann en net dohinnergoen. Wann also déi Informatioun vun der Klinik, an dat geschitt meeschtens, iwwert d'CNS bei de Contrôle médical geet, dann ass en hors système, da gött en also net gezunn. Wat also d'Kodifikatioun méi prezis ass, wat d'Pathologie oder d'Krankheet ass oder firwat de Contrôle gemaach soll ginn, wat dat och besser an de System ka gespeist ginn.

Wa Leit, déi leider Kriibs hunn, dohinnerkommen, da gött dat vermierkt an da brauchen déi net méi dohinnerzegoen. Mee de Contrôle médical weess dat am Ufank net, well soss kéint en nämlech seng Verfere sou maachen, datt e ganz prezis op d'Pathologię géif goen, an dat, dat ass net de Fall.

Dann hat ech den Här Spautz: S2, bon, ech géif mengen, dorobber sinn ech agaangen. Dir hutt och geschwat, Här Spautz, vum Contrôle médical an och vum Aarbechtsdokter, datt een iwwert de Contrôle médical kapabel oder incapabel, also par rapport zu senger Aarbecht, erkläert gött. An den Aarbechtsdokter natierlech kuckt par rapport zum Posten, d'Madamm Hartmann huet dat gesot, wou och gekuckt gött, ob en inapte oder apte ass, an dat huet zu Diskussiounen gefouert.

Et ass richtig, ech mengen, et huet een Deputéierten et hei mentionéiert, datt do Assurées ugesicht ginn an ugesicht hunn an och gewonnen hunn, an et ass och ee Jugement oder eng Decisioun vun der Cour de Cassation do, fir datt normalerweis dem Aarbechtsdokter elo Rechenschaft geholl gött. An dat muss mer natierlech ëmsetzen.

D'Fro déi mer awer hunn, an dat hunn och zwee, dräi Leit hei gesot, dat ass: Entre-temps muss awer e Paiement gemaach gi fir den Assuré. Wann en net méi ka

schaffe goen, bon, dann ass et an der Rei, da kritt e säi Kranken... Wann en net ka schaffe goen an en ass net krank, weess ech net, wéi d'Gesondheetskeess dat soll bezuelen, also muss datt iwwert en anere Moyer bezuelt ginn, an do si mer amgaangen, dat ze kucken, fir dat ëmzesetzen. Dat huet nämlech och eppes mam Reklassement ze dinn, wat duerno an d'Spill kënn. Dat si mer amgaangen ze maachen.

Dat ass net esou evident, well da muss mer iwwert e Fong ... Wann Der mech frot, ech kann Iech direkt soen, wat fir ee Fong mer sollen huelen. An ech mengen, den Här Spautz weess och, wat fir ee mer sollen huelen. Mee déi Diskussioun, déi géif ech dann och gären erliwien, da maache mer dat dann och nach. Mee op jidde Fall muss mer dat am Sënn vun den Assurée maachen.

An de Contrôle médical ass och am Sënn vun den Assurées, dat wëll ech och eng Kéier kloer soen, well et ass och eng Saach vu Protektioun um Assuré par rapport zum Patron, an et sinn awer och d'Patronen, déi et verlaangen, fir ze kucken, wéi vill Leit duerch den Absentéisme ... oder wéi vill Leit datt krankgemellt sinn. Dat ass einfach wichteg, datt mer déi Zuelen hunn. Dat ass net, fir een do iergendwéi an en Eck ze drécken. Dat heescht, d'Decisioun vun der Cour de cassation ass do.

Dann: D'Madamm Hartmann hat mer geschwat vum S2, och par rapport zum Ombudsman. D'Reklamatioun beim Ombudsman ass méiglech. Do wëll ech soen, datt d'Relatiounen tëschent dem Ombudsman an dem Contrôle médical exzellent sinn. Do gött driwwer geschwat, déi schwätze mateneen, déi kucken dat, déi kucken dat au cas par cas. A wann Der de Rapport vum Ombudsman kuckt, do taucht de Contrôle médical net vill op, well mat all deene Fäll, déi mer elo hei genannt hunn, misst schonn de Rapport vum Ombudsman e bësse méi déck sinn. Dat ass net de Fall. Also gött do gekuckt mat de Concernés, mam Assuré, mam Ombudsman – et ass natierlech besser ouni, wann et direkt esou geregelt gött.

Dat vum Reklassement hunn ech gesot. Ech mengen, et haten nach den Här Spautz oder, ech weess net, den Här Engelen vläicht, d'Madamm Hartmann oder d'Madamm Hemmen, ech weess et net méi, iwwert d'Telekommunikatioun geschwat, iwwer Visio. Et ass kloer, wann een e Patient – an dësem Fall d'äerf ech jo net „Patient“ soen, mee en „Assuré“ – wëllt kucken, da muss e physesch do sinn. Ech weess net, wéi Der soss wëllt e Constat maachen do dervun. Dat fonctionéiert an deene ganz, ganz rare Fäll. Et ass richtig, datt mer dat am Kader vum Covid-19 gemaach hunn, et ass awer fir mech perséinlech net de richtige Wee, fir et ze maachen, well ech géif mengen, da kéimen nach vill, vill méi Diskussiounen op.

*(Interruption par la présidence)*

D'Madamm Hemmen ...

**M. Fernand Etgen, Président** | Här Minister, Dir misst awer geschwënn zum Schluss kommen.

**M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** | Jo, ech sinn amgaangen, ech sinn amgaangen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Ech hunn Iech schonn zéng Minutte méi ginn. Vu awer, datt dës Motioun ganz generell gehale war an datt déi verschidde Riedner op en anere Punkt agaange sinn, hunn ech Iech schonn zéng Minutte méi ginn, mee mir mussen awer eng Kéier zum Schluss kommen. Dat heescht, ech wollt Iech awer an d'Lag versetzen, bei allen eenzele Riedner kënnen dorobber anzegoen, wat déi gesot hatten.

**M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** | Ass an der Rei. Ech hale mech drun, ech soe mol sou. Ech fueren elo mol weider. D'Begleitung hunn ech

gemaach. D'Schlichtungsstell ass och gemaach. Et ass eng Schlichtungsstell do: An dësem Fall war et d'Cour de cassation, mee och déi Reklamatiounen, déi ginn intern gekuckt, dat hunn ech Iech gesot.

Här Engelen, ech wëll Iech just soen: D'Sproochbarriär, wann do Leit Problemer mat der Sprooch hunn, gi se accompagnéiert. Do ass den Droit d'accompagnement do. Deen ass do! Wa se en net froen, dat ass eng aner Saach, dat kann den Dokter jo net wëssen. Wa se froe ginn an et ass en Argumentaire do ... D'Zweesproochegkeet ass och do bei deene 36 Dokteren, ech weess elo net, wéi vill datt der wat fir eng Sprooch schwätzen, mee Dir kënn verséichert sinn, datt se sech esou opstellen, datt se dat hunn, fir op dee Wee ze goen.

Dat do hunn ech gesot. 20 Joer, déi Evaluatioun, 20 Joer, also, sou wéi d'Theema gehale war, do muss ech Iech soen, ech wier elo hei en Held, wann ech géif soen, ech hunn dat direkt derbäi, wat an deene letzten 20 Joer d'Evolutioun ..., an dat hunn ech natierlech net dobäi, ech kann Iech dat awer ganz gär noliwweren.

D'mental Gesondheet, op déi sinn ech agaangen. Ech mengen, do ass all Riedner drop agaangen, datt mer do Psychotherapeuten ..., datt mer elo och weiderginn, datt déi Leit och bei déi Leit, bei déi d'Doktere kommen ..., dat wäerte mer weider developpieren.

Mir sinn op der Recherche, fir och Leit ze fannen, a mir sinn a Konkurrenz och, fir Doktere fir de Contrôle médical ze fannen. Dat ass jo kloer. Wann eng Differenz vun de Salairen ass oder eng Différence Fonctionnaire oder net Fonctionnaire, da muss een och Doktere fannen. Mir sinn also och do, de Contrôle médical, a Konkurrenz mat de Klinicken. Mir probéieren natierlech do och, d'Spezialitéiten esou erauszesichen, vun deene mer gesinn, datt se kommen. A gleeft mer eppes, ech weess, datt d'Psychotherapeuten an och d'Santé mentale ëmmer méi wichteg ginn, an dofir hu mer jo och an aneren Dossiere séier Decisiounen geholl.

Bon, ech gi lo net weider dorop an. Ech soen Iech op jidde Fall Merci fir déi konstruktiv Diskussioun. Ech widerhuelen nach eng Kéier meng Invitatioun, fir iwwert d'Kommissioun de Contrôle médical kucken ze goen. Ech mengen, da kënn Der op der Plaz d'Fro stellen. Dot mer just de Gefalen, wa se elo am Abrëll plënneren, dann ass dat relativ schwierig, Abrëll, Mee, mee ech mengen, datt mer do een Datum fannen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. Parole après ministre fir d'Madamm Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Merci, Här President. Ech géif just nach gären eng Kéier op eng, zwou Froen agoen, wou ech elo keng Äntwert erausheieren hunn, déi ech gestallt hunn. De Minister ass elo laang a breet op de Werdegang an op den Oflaf agaangen. Dat war net d'Uleies ...

**M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** | Nee, ech hunn d'Fro net verstanen.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | ... vun där heiter Debatt. Et ass virun allem ëm d'Mësstänn gaangen.

Héiert Der mech net?

**M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale** | Dach, dach, dach, elo.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Et ass virun allem ëm d'Mësstänn gaangen. An Dir hutt elo just

virdu gesot: „Ech wiere mech géint déi Mëssstänn“, vun deenen ech laang a breet geschwat hunn, an ech muss Iech éierlech soen, ech verstinn dat net. Dir sot, ech hunn et zitëiert, ech hunn et ...

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Jo, ...

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | ... opgeschriwwen, Äert Zitat ...

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | ... bon, jo.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | ... hutt Der Iech entweeder schlecht ausgedréckt, wat virkomme kann, dat geschitt mir och, da géif ech wierklech gären ...

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Da si mer schonn zu zwee.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Ech géif wierklech gäre vun Iech wëssen: Gesitt Der, héiert Der déi Mëssstänn? A wa jo, da war meng Fro: Wat ënnerhuet Der géint déi Mëssstänn? An ech muss soen, ech war e bësse schockéiert ze héiere vusäite vun der LSAP, dass et nëmmen Eenzelfäll wieren. Mir wëssen alleguer: Et sinn net just Eenzelfäll! Mir hunn x Temoignagë vun Acteure vum Terrain vu lénks no riets, ech ginn net nach eng Kéier drop an, mee et geet net ëm Eenzelfäll! An ech géif gär vun Iech wëssen: An Är Verantwortung, wat ënnerhuet Dir, fir do méi ze wëssen, wat déi Mëssstänn, déi awer zum Deel systematesch ze sinn schéngen, net just deen een oder anere Kontrolldokter schéngt dovunner beträff ze sinn ... Wat ënnerhuet Dir?

Merci.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Madamm Oberweis, ech hu gesot hei a menger Ried, datt, wa Mëssstänn do sinn, ech déi weiderginn, déi ech selwer kréien, un de Contrôle médical, un d'CNS fir ze kucken. Déi Leit kréien eng Äntwert! Wann ech net ëm déi Mëssstänn ... Ech weess jo net, wat fir eng Dir mengt, da kann ech och net drop reagéieren. Wann déi Leit Schwierigkeeten dermat hunn a si si begrënnt, da gëtt dat och geännert!

Also, et ass och net esou ..., et hunn och schonn Dokteren de Contrôle médical verlooss, ech wëll dat och soen. Méi wëll ech dozou net soen. Et ass also hei jiddwerengem seng Responsabilitéit, déi spillt, a wann en Dokter säin Job net mécht, dann ass en net laang do, datt wëll ech och eng Kéier hei soen. Mee déi Leit maachen allegueren dat Besch, wat se bis elo kënnen.

A wa mer natierlech ... Ech kann net reagéieren op Fäll, vun deenen ech net weess. A mir géif ...

(*Interruption*)

Dir hutt elo grad vun der Santé mentale geschwat, dat ass een Theema, dat mer hunn. Ech soen, mir hu sechs Psychotherapeuten, ech denken, datt déi sechs Psychotherapeuten dann hir Aarbecht maachen, wa Leit kommen, déi zum Beispill e Burnout hunn an esou weider an esou weider. Mir hu Psychologen, déi do sinn, déi sech ëm déi Leit bekëmmern. Wann déi natierlech zwou, dräi Diagnosen hunn, wou entre autres dat derbäi ass, dann ass et méiglech, datt déi och bei en aneren Dokter kommen. Datt wëll ech jo elo net verneinen. Déi Leit mussen jo eng Kéier Congé hunn à tour de rôle, kënnen krank sinn an esou weider an esou weider, mee am Gros klappt et.

Datt ëmmer Fäll derbäi sinn, wou vläicht Reklamatiounen sinn, do sollen déi Leit, déi Reklamatiounen hunn, déi un déi néideg Stell ginn, da wäert ech dorobber reagéieren. Wann ech näischt weess, kann ech net dorobber reagéieren. Méi wëll ech dozou net soen.

A meng Reaktioun wäert déi sinn, déi ech innerhalb vum Ministère wäert maachen par rapport zum Contrôle médical an zu der CNS, wéi ech dat ëmmer maachen. Ok?

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Fir mech ass dat net ok! Dir sot: „Wann ech näischt weess, kann ech näischt maachen.“ Dir kënnt dach net soen, Dir wësst näischt, Dir sot selwer, Dir kritt x Plainten! Mir hunn hei laang a breet iwwert ...

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Madamm Oberweis, gitt Der mer déi Fäll, déi Der hutt ...,

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, kann ech gär maachen.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Gitt Der mer déi an da kucken ech, dass ech do eppes ka maachen? Méi kann ech net soen.

(*Interruption*)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci ...

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Mee dann haalt op, Saachen ze soen, wéi wann ech net géif reagéieren! Dat verdroen ech guer net! Ech soen Iech awer Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Sozialminister Claude Haagen.

**Motion 1**

Mir kënnen dëse Punkt awer net ofschléissen, ouni nach iwwert d'Motioun ze befannen, wou et ëm den Droit d'accompagnement geet. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? De Minister ..., nee, fir d'éischt de Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. D'Motioun ass eis ganz sympathesch, zumindest wat den Invite ugeet. D'Considerantë fanne mer e bësse sec geschriwwen, muss ech éierlech soen, well se eppes generaliséieren, wat sécherlech Fakt ass, also, déi Fäll, déi Consideranten, kann ech esou ënnerschreiwem, mee ech mengen net, datt se esou generaliséiert sinn, wéi d'Kolleginne vun déi Lénk se duerstellen. Dofir hunn ech e bëssen e Problem dermat, se am Moment ze stëmmen, well ech mengen, datt se misst reformuléiert ginn, wat d'Consideranten ugeet.

Ech muss awer feststellen, datt déi Consideranten hei nach eng Kéier dat erëmhuelen zu engem Deel, wat ech virduer op der Tribün gesot hunn a wou Ären, zu deem Zäitpunkt, Stellvertrieder, de President vun der Seance, mech ënnerbrach huet a gemengt huet, ech géif do Saachen erzielen, déi net wieren.

(*Interruption par Mme Nathalie Oberweis*)

An ech wëll do awer nach eng Kéier drop hiweisen, éischtens, datt et net de Rôle vum Président de la séance ass, fir engem Deputéierten ze soen, wat en op der Tribün ze soen huet oder net, virun allem net, ob et wouer ass oder net, an ech mengen, datt dat och net déi richteg Plaz war. An ech mengen, dat Zweet ass, datt en Deputéierten, an dat hunn ech och op der Tribün gesot, e Quelleschutz huet, dee mam Arrêt Gibéryen confirméiert gouf, an datt ech mer och net vun engem Président de la séance soe loossem, ech soll meng Quellen oppeleeën oder wann dru gezweifelt gëtt, ech soll mech dach nach eng Kéier dorun erënnern.

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir si bei der Diskussioun iwwert d'Motioun, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech hu fënnf Minutten, ech ... D'Motioun ass dorunner ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Dir sollt ëmmer zum Theema schwätzen, dat ass d'Reegel hei am Haus.

(*Interruption*)

**M. Sven Clement** (Piraten) | De Président de la séance och!

(*Brouhaha*)

**M. Fernand Etgen**, Président | Sinn nach weider Wuertmeldungen do? Den Här Minister hat nach d'Wuert gefrot. Nee, den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma jo, ganz gär. Zur Motioun: Ech kann deem zoustëmmen, wat mäi Virriedner zu der Motioun gesot huet, wat d'Consideranten ugeet.

Ech mengen, Allgemengplätz sinn hei net ubruecht. Ech kann Iech soen, dass ech och selwer reegelméisseg vun Assuréen drop higewise ginn, wa se eppes als problematesch empfangen, an ech ginn deene Saachen och ëmmer no. An ech muss soen, dass d'Reaktivitéit vum Contrôle médical do och ganz grouss ass, fir dat nozekontrolléieren an och e Feedback ze ginn.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, wann de President dat erlaabt, dass ech net vum Här Clement verlaangt hunn, e soll seng Quellen oppeleeën, mee ech hunn em suggeréiert, dass en et vläicht d'selwecht mécht wéi ech, wann en esou Reklamatiounen kritt, dass e se weidergëtt, fir dass och eppes kann doropshin entstoen.

An déi zweet Affirmatioun, déi e gemaach huet, déi ass och net esou vu mir gesot ginn. Dir kënnt dat no-lauschteren. A wann dat esou gewiescht wär, wéi hien dat emponnt huet, ech hunn dat jiddefalls net esou gemengt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Da kritt den Här Spautz d'Wuert.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll enchainéieren, datt den Invite eis Zoustëmmung huet, mee ech wëll awer gläichzäiteg soen: De Minister huet gesot, si sinn amgaangen, eng Analys ze maachen. Et ass gläichzäiteg gesot ginn, dass mer als Kommissioun sollten eng Kéier bei de Contrôle médical goen. Ech hu bei de Considerantë wierklech e bëssen de Bauch wéi, well een dat awer net därfer generaliséieren, wat do steet, an dofir wier ech frou, wann d'Madamm Oberweis an och den Här Kersch, als President vun der Kommissioun, averstane wieren, wa mer eng Kéier géifen an der Kommissioun doriwuer schwätzen, an dass mer da gläichzäiteg kucken, wa mer déi Entrevue hunn, déi jo net därfer am Mäerz an am Abrëll stattfannen ...,

(*Interruption par M. Claude Haagen*)

... dass mer dann duerno dann eng Kéier kënnen huelen an dann och duerno nach eng Kéier dat ënnersträchen, dass mer awer der Meinung sinn, dass dat muss méiglech sinn, awer dat no Gespräicher mat hinnen alleguer.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir kënnen domadder liewen, fir dat an der Kommissioun weiderzediskutéieren. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss weiderdiskutéieren!

An ech wëllt och gär kuerz op dat reagéieren, wat de Minister gesot huet: Déi sechs Prozent, dat ass schéin a gutt, mee et soll e Recht sinn, dat heescht, net just fir déi, déi et ufroen – en plus weess jo net ëmmer all

Mënsch, dass een et kann ufroen! –, et soll einfach e Recht sinn, wou ee kann drop zielen: Ech loosse mech begleeden, wann ech bei de Kontrolldokter ginn!

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da froen ech, ob mer d'accord sinn, dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen? Nee, den Här Minister wëllt nach d'Wuert ergräifen.

**M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | Gutt. Bon, fir se an d'Kommissioun ze verweisen: Sou, wéi se hei steet, muss ech soen, hätt ech se refuséiert, also hätt ech d'Propos gemaach, fir se ze refuséieren.

Éischtens: Dir kënnt net den Droit d'accompagnement bei den Doktere vermësche mat deem heiten Droit, well dat eent ass fräiwëlleg an dat heiten ass eng Convocatioun, wëll ech just soen. A wann, da muss een oppassen, wéi een et esouwuel an den Artikelen vum Code vun der Sécurité sociale wéi och an enger anerer Rechtsgeebung da preziséiert. Dat ass net esou einfach, well mer hei och Diskussiounen da kréien, an, Madamm Oberweis, ech si jo och derfir, dofir maache mer jo de System.

Ech wëll Tech just d'Problematik erklären: Dat ass, fir dann ze soe par rapport zum Secret professionnel vum Dokter, wat fir eng Leit datt d'äerfe matgoen. D'äerfen dat nëmme Famillje sinn? Wie kann do matgoen? Wat geschitt, wa Leit, déi matgaange sinn, sech um Gank kräizen an ee seet deem anere ... Wat fir eng Responsabilitéit hunn déi Leit, déi matginn? Also, ech ka sou weiderfuere. Also, d'Accompagnéieren, dat ass net sou einfach, dat esou ze determinéieren, wéi Der mengt.

Dofir hu mer jo elo gekuckt, fir den Taux och, bon, net an d'Luucht ze drécken, mee fir d'Ouverture ze maachen, an dat si mer amgaangen ze analyséieren. A mir sollen, wannechgelift, och ofwaarden, wat déi nei Cité vun der Sécurité sociale par rapport zu der Infrastruktur mat sech bréngt. Wa mer hei vun ..., ech hat de Montant gesot, ech mengen, et sinn 2.500 Leit, déi do d'Joer een als Accompagneur hunn a bei deene sechs Prozent, déi mussen jo och iergendwéi dohinnerkommen, déi mussen sech do kënne beweegen, dat geet jo net, datt mer déi alleguerten ...

Wann et een Droit ass, da kréie mer der jo méi, da mussen mer de Flux do geréieren. Ma dat sinn intern Saachen, dat huet elo näischt mam Assuré selwer ze dinn, dat huet awer eppes och mat den Dokteren ze dinn. Hunn d'Dokteren dat selwecht Recht, wann elo op eemol een derbäikënn, fir en zweeten Dokter derbäizehuelen oder och en Accompagneur? A sou weider a sou weider.

Dir kënnt se ëmmer erëm hei ... Bon, oder Dir verweist se an d'Kommissioun, mir ass et d'selwecht, mee ënnert deene Konditiounen, wéi se hei steet, géif ech proposéieren, se ze refuséieren. Wann Der

der Meenung sidd, Dir wëllt se an d'Kommissioun huelen, kann ech dermat liewen. Diskutéiert an der Kommissioun doriwuer. Mee sou, wéi se hei geschriwwen ass, ass se leider fir mech net unhuelbar.

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Kersch hat nach d'Wuert gefrot.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. Vu datt ech och direkt ugeschwat gi sinn an als President vun der zoustänneger Kommissioun géif ech natierlech gären d'Invitatioun vum Här Minister unhuelen. Den Här Spautz huet dat jo och nach eng Kéier gefrot, ech mengen, dass dat eng verstänneg Proposition ass, dass mer kënne op der Plaz och mat deene Concernéierten iwwert déi ganz Problematik nach eng Kéier diskutéieren.

Ech mengen awer, dass déi Motioun, sou wéi och den Här Clement dat gesot huet, an de Consideranté vill ze vill Allgemeinplätz gëtt an och allgemeng Virwërf formuléiert, déi menger Meenung no esou net stëmmen.

Iwwregens huet den Här Clement op der Tribün och esou en allgemenge Virwurf gemaach, andeem e gesot huet, d'Santé mentale, dat géif déi Leit iwwerhaapt net interesséieren. Ech mengen net, dass dat esou ass, a reng de Fait, wéi de Minister et gesot huet, dass do sechs Dokteren, spezialiséiert Dokteren an der Santé mentale, schaffen, weist, dass dat net esou ass!

Ech mengen, dass mer alleguerten Interêt hunn, d'Diskussioun ze objektivéieren, mat de Leit op der Plaz diskutéieren, a wa Verbesserungen herno sollte méiglech oder néideg sinn, da sollte mer déi och zesumme maachen an dofir ganz gären an der Kommissioun d'nächste Kéier d'Diskussioun weiderféieren an dann och nach bei de Contrôle médical goen, awer déi dote Motioun, fir eis, esou net unzehuelen a se dann och ofzeleenen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch.

Ech mengen, da kënne mer elo iwwert d'Motioun ofstëmmen.

#### Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché (par Mme Stéphanie Empain), M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

D'Madamm Oberweis freet nach eng Kéier d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo. Et deet mer leed, ech hat elo eraushéieren, dass se eventuell awer soll an d'Kommissioun goen. Dat do war mir elo net ganz kloer. Mir hunn elo ofgestëmmt ...,

*(Brouhaha général)*

... mee ech muss soen, ech sinn e wéineg enttäuscht vun der LSAP. Fir hir sozialisteschen Oder hätte se wierklech kënne soen: „Mir si bereet fir deen Debat an der Kommissioun. A mir als Vertrieeder missten eis staarkmaache fir d'Leit, staarkmaache fir d'Assuréeen, fir d'Patienten.“ Ech sinn e wéineg enttäuscht, dass dat doten net an d'Kommissioun komm ass.

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo. Ech mengen, dat dote kann een net esou stoe loossen, d'sozialisteschen Fraktioun hat dat genau motivéiert an duerfir ginn ech hinnen och d'Wuert nach eng Kéier zréck.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. Et wär wierklech gutt, wann een deem aneren hei géif no-lauschteren.

**Une voix** | Genau!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech mengen, ech hunn et gesot an och begrënnt, firwat dass mer déi dote Motioun net wëllen unhuelen: well an de Consideranten eng Rei vun allgemenge Virwërf sinn, déi eiser Meenung no esou net stëmmen, mee dass mer eis awer net enger weiderer Diskussioun an der Kommissioun iwwert déi dote Problematik inklusiv engem Besuch beim Contrôle médical verwieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools fir déi Präzisioun.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 16.44 heures.)*

## Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
<b>Session ordinaire 2021-2022</b>							
Bornes de recharge ultra-rapides publiques « SuperChargy »	6796	Marc Goergen	40	Aides financières pour l'Ukraine	7110	Fernand Kartheiser	54
Utilisation durable des manuels scolaires	6886	Josée Lorsché, Djuna Bernard	40	IRM au Centre Hospitalier du Nord	7111	André Bauler, Carole Hartmann	55
Rénovation du pont à Ell	6897	André Bauler	41	Huile de cannabis	7112	Sven Clement	55
<b>Session ordinaire 2022-2023</b>							
Port du voile à l'école	7075	Fred Keup	41	Livres scolaires	7113	Sven Clement, Marc Goergen	55
Conseil de gérance de l'agence eSanté	7076	Carole Hartmann, Gusty Graas	41	Contribution financière du Luxembourg au profit de l'UNRWA	7114	Georges Mischo	56
Prix du gaz	7077	Gilles Roth, Laurent Mosar	42	Radars contre le téléphone portable au volant	7115	Jeff Engelen	56
Transport scolaire	7078	Martine Hansen, Aly Kaes	43	Vandalisme d'œuvres d'art	7116	Fred Keup	56
Études en arts	7080	Fred Keup	43	Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider	7117	Fernand Kartheiser, Fred Keup	57
Contrôle médical	7081	Sven Clement	44	Avenir des salariés de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque	7118	Laurent Mosar, Marc Spautz	57
Trafic sur la N5	7082	Marc Goergen	45	Revendication du corps médical dans le cadre du paiement des services de garde et des astreintes	7119	Gilles Baum, Gusty Graas	57
Hauts fonctionnaires du Gouvernement	7083	Sven Clement	45	Mesures en faveur de la participation citoyenne au niveau communal mentionnées lors du débat de consultation au sujet des propositions formulées par le Klima-Biergerrot	7120	Jessie Thill, François Benoy	57
Projet d'extension du tram	7084	Sven Clement	45	Centrale nucléaire de Cattenom	7121	Carlo Weber, Cécile Hemmen	58
Scandale de viande de poulet	7085	Marc Goergen	46	ADHS chez l'enfant	7122	Sven Clement	58
Cannabis récréatif	7086	Nathalie Oberweis	46	Tarifs dans les maisons relais pour enfants pendant les vacances scolaires	7123	Max Hengel	59
Pénurie de personnel dans le secteur de la santé	7087	Jeff Engelen, Fred Keup	46	Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	7124	Félix Eischen	60
Conseil de gérance de l'agence eSanté	7088	Claude Wiseler	41	Sécurité au Luxembourg	7125	Marc Goergen	61
Tarifs d'injection dans le cadre des installations photovoltaïques	7089	Paul Galles, Marc Lies	47	Règles de stationnement des voitures ministérielles	7126	Marc Goergen	61
Organisation des rentrées de l'éducation précoce dans les communes	7090	Myriam Cecchetti	47	Ponctualité des trains CFL	7127	Marc Goergen	61
Conditions de sécurité de l'enseignement en atelier dans le cadre de la formation professionnelle	7091	Myriam Cecchetti	48	Voitures des ministres	7128	Marc Goergen	62
Contrôle du notaire dans le cadre d'une transaction immobilière	7092	Sven Clement, Marc Goergen	48	Promotion de la gymnastique au Luxembourg	7129	Cécile Hemmen	62
Droit à l'accompagnement	7093	Nathalie Oberweis	49	Chantier sur la N27	7130	Martine Hansen	62
Ligne de bus transfrontalière gratuite entre Luxembourg-Kirchberg et le P+R de Roussy-le-Village (F)	7094	Chantal Gary	49	Délais d'attente dans la clinique pédiatrique KannerKlinik	7131	Martine Hansen	63
Inégalités en matière de consommation énergétique entre les ménages	7095	Myriam Cecchetti	50	Inventorisation et reconditionnement du Fonds Dommages de guerre subis au cours de la Seconde Guerre mondiale	7132	Claude Wiseler	63
Pénuries de médicaments	7096	Claude Wiseler	50	Avenir du chauffage à gaz	7133	Sven Clement	63
Utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture	7097	Martine Hansen	50	Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC)	7134	Stéphanie Empain	64
Piscine de Vianden	7098	Martine Hansen, Max Hengel	51	Transmission de données à la WHO en relation avec la Covid-19	7135	Jeff Engelen	65
Apprentissage des adultes	7099	Sven Clement	52	Parc automobile de la Police grand-ducale	7137	Fred Keup	65
Pyramide d'âge dans le secteur agricole	7101	Martine Hansen	52	Mise en œuvre du concept de la « Hausaufgabenhëllef » dans les communes	7138	Myriam Cecchetti	66
Épidémie de bronchiolite	7102	Max Hengel	52	Retours de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures	7139	Francine Closener	66
Livraisons d'armes à l'Ukraine	7103	Marc Goergen	53	Centre de formation pour conducteurs	7140	Jeff Engelen	67
Règlement de l'Union européenne concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine	7104	Laurent Mosar	53	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	7141	Fernand Kartheiser	67
Bornes électriques dans les bâtiments publics	7105	Marc Goergen	53	Déblaiement de la Sûre	7142	André Bauler	68
Nouvelle variante BQ.1.1 de la Covid-19	7106	Max Hengel	53	Réaménagement de la traversée de Boxhorn	7143	André Bauler	68
Contrôles de voitures par la police	7107	Dan Biancalana	54				
Retrait annoncé de la France du TCE	7108	Myriam Cecchetti	54				
Crédits logements	7109	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	54				

Restauration de la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre	7144	André Bauler	68	Cessions de rémunération concernant les contrats épargne logement	7190	Claude Wiseler	81
Attaque contre la pipeline « Nordstream »	7146	Fernand Kartheiser	68	Auxiliaire de vie	7191	Sven Clement	82
Risques de pannes d'électricité	7147	Marc Spautz	69	Propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant les demandeurs de protection internationales	7195	Fernand Kartheiser	82
Matériel scolaire des apprentis	7148	Fred Keup	69	Contribution du Luxembourg aux financements des pertes et dommages globaux liés au réchauffement climatique	7196	Myriam Cecchetti	82
Congé parental dans le cas du décès de l'enfant	7149	Marc Goergen	69	Entretien du chauffage dans un bâtiment du Fonds du logement à Differdange	7197	Sven Clement, Marc Goergen	83
Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf	7150	André Bauler	69	Aides pour les élèves de la formation professionnelle	7200	Myriam Cecchetti	83
Attaques au couteau	7151	Fred Keup	70	Correspondances entre la Nordstad et les localités de Holzthum et de Consthum	7201	André Bauler	84
Regroupement au CNFPC d'Ettelbruck des élèves des classes professionnelles « Mécanicien d'automobile »	7154	Myriam Cecchetti	70	Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3)	7202	Martine Hansen	84
Produits financiers durables offerts par les banques de la place financière	7155	François Benoy	71	Licenciements auprès d'Amazon	7203	Marc Goergen	86
Nouveau traitement préventif de la bronchiolite	7156	Cécile Hemmen	71	Prestations en espèces de l'assurance dépendance	7204	Sven Clement	86
Examen de fin d'études	7157	Martine Hansen, Max Hengel	72	Loi sur l'accès aux lieux ouverts au public	7205	Fred Keup	86
Finances communales dans le contexte du nouveau Programme directeur d'aménagement du territoire	7158	Jean-Paul Schaaf	72	Communication accessible	7206	Fred Keup	86
Mise en place par l'Agence régionale de santé Grand Est d'un « contrat d'allocation études » pour les étudiants dans le secteur des soins et de santé	7159	Cécile Hemmen	73	Établissements classés	7210	Jean-Paul Schaaf	87
Cas de tuberculose dans les écoles	7160	Sven Clement	73	Épidémie de bronchiolite	7214	Sven Clement	87
Flotte automobile du Gouvernement	7161	Marc Goergen	74	Ouette d'Égypte	7216	Martine Hansen	88
Déclaration des propriétés immobilières des membres du Gouvernement	7162	Marc Goergen	74	Autorité parentale dans le cas d'une gestation pour autrui	7218	Fernand Kartheiser	88
Primes pour panneaux photovoltaïques	7163	Marc Goergen	75	Enquête du LISER sur les mesures pour le climat	7219	Martine Hansen, Claude Wiseler	88
Propos du Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure concernant le président du SNPGL	7164	Marc Goergen	75	Lutte contre le sans-abrisme	7222	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	88
Statistiques concernant le Registre national des personnes physiques	7165	Sven Clement	75	Refus de donner aux autorités judiciaires son code de déverrouillage de téléphone portable	7223	Dan Biancalana	89
Réserve naturelle « Trëntengerdall »	7166	Marc Goergen	75	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le Registre des bénéficiaires effectifs	7224	Laurent Mosar	90
Lutte contre la pédopornographie	7167	Nancy Arendt épouse Kemp	76	Fonctionnement du Film Fund	7225	Félix Eischen, Diane Adehm	90
Impact du règlement sur la répartition de l'effort (RRE)	7168	Fernand Kartheiser	76	Congé pour raisons familiales pour les personnes occupées auprès d'une mesure en faveur de l'emploi	7226	Sven Clement	90
Centre de données de Google à Bissen	7169	Laurent Mosar	76	Ligne RGTR n° 146 Wiltz-Kautenbach	7227	Carlo Weber	91
Situation des animaux domestiques des réfugiés	7170	Marc Goergen	76	Aide sociale proposée par les offices sociaux	7229	Sven Clement	91
Faillite de la plate-forme d'échange	7171	Marc Goergen	77	Promotion de l'éducation non formelle dans le nord du pays	7230	Jean-Paul Schaaf	91
Bâtiment de la Cour supérieure de justice de cryptoactifs FTX	7173	Fernand Kartheiser	77	Ligne RGTR n° 146 Wiltz-Kautenbach	7233	André Bauler	92
Installations photovoltaïques dans le secteur agricole	7174	Martine Hansen	77	Fichier Excel du Ministère du Logement concernant le bail à loyer	7235	Sven Clement	92
Retours de résidents partis à l'étranger	7176	Fernand Kartheiser	78	Conservation des données	7236	Sven Clement, Marc Goergen	92
Rappel mondial d'appareils respiratoires	7178	Gusty Graas	78	Central téléphonique 112	7238	Max Hengel, Léon Gloden	92
Réserve naturelle « Trëntengerdall »	7179	Martine Hansen, Léon Gloden, Octavie Modert, Max Hengel	79	Terrain constructible détenu par l'État	7242	Sven Clement, Marc Goergen	93
Gestion locative sociale	7181	Marc Goergen	79	Modalités du transfert de l'Institut Max Planck de Luxembourg à l'Université du Luxembourg	7243	Myriam Cecchetti	93
Installation artistique au Festival de films francophones à Montréal	7182	Sven Clement	79	Hauts fonctionnaires du Gouvernement	7245	Sven Clement	94
Restitutions réclamées par le FNS dans le cadre du REVIS	7184	Myriam Cecchetti	80	Droit à un interprète lors du dépôt d'une plainte	7249	Nathalie Oberweis	94
Pâturage	7185	Martine Hansen	80				
Spécialisation du personnel soignant	7187	Sven Clement	81				

Taxe d'abonnement	7255	Sven Clement	95	Arrêt n° 174 du 9 décembre 2022 de la Cour constitutionnelle concernant le mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale	7365	Léon Gloden	98
Évaluation du revenu d'inclusion sociale (REVIS)	7261	Myriam Cecchetti	95				
Nouvelle prison à Sanem	7262	Pim Knaff	95				
Service central d'assistance sociale	7266	Sven Clement	95	Dettes des communes	7374	Marc Goergen	98
Consuls honoraires	7269	Claude Wiseler	96	Épidémie de bronchiolite	7389	Martine Hansen, Claude Wiseler	98
Liste d'attente dans les foyers pour femmes en détresse	7273	Nathalie Oberweis	97				
Hauts fonctionnaires du Gouvernement	7323	Sven Clement	97	Problèmes lors du vote par correspondance	8082	Sven Clement	99
					urgente		

**Bornes de recharge ultra-rapides publiques « SuperChargy »** | Question **6796** (08/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mëttlerweil ginn et 8 SuperChargy-Stationen um Kierchberg an zu Jonglënster a 6 op den Aires de Berchem a Capellen. 88 dëser Stationne si bis 2023 geplangt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kilowattstonne goufen op de 6 Tankstelle bis ewell getankt?
2. Kann de Minister aschätzen, wéi vill Kilowattstonden heivunnen vum Transitverkéier getankt goufen?

**Réponse** (07/10/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Den honorabelen Deputéierte freet Prezisiounen, wéi vill op de SuperChargy-Stationne bis elo geluede gouf.

Laut de Stroumnetzbedreiwuer goufen op de 6 SuperChargy-Stationen zënter hirer Inbetriebnam bis den 9. September 2022 follgend Gesamtzuelen u Kilowattstonden (kWh) gelueden:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Esou goufen eleng op de 6 SuperChargy-Stationne scho bis den 9. September iwwert 600.000 Kilowattstonne gelueden.

Genau kann een awer net aschätzen, ob elo ee Resident, Frontalier oder soss eng Persoun am Transitt d'Luedstationne benotzt. Heifir misst een entweder eng Ëmfro oder eng Zielung maachen. Och iwwert den eMA ID (electric Mobility Account ID), den Identifiant vun all Luedkaart, wou déi 2 éischt Charakteren engem Lännercode entsprechen, ass net onbedéngt hëllefëräich. Dëst well de Code an der Reegel nëmmen d'Land vum Luedserviceprovider uweist an net zwangsleefeg dat vum Benotzer.

Et gesäit een awer, datt virun allem d'SuperChargy-Stationen op den Autobunne virun allem iwwert de Summer vill benotzt goufen, an dëst virun allem op de Weekender, wou vill Residenten aus den Nopeschlänner an aus Holland an d'Vekantz fueren oder aus dëser nees zrëckkommen. Esou sinn déi 10 Deeg, wou bis elo am meeschten op de 4 Autobunnstankstelle geluede gouf, alles Freideger, Samschdeger oder Sonndeger tëschent dem 22. Juli an dem 14. August. Ouni Iwwerraschung kann een dohier schléissen, datt d'SuperChargy-Stationen op den Autobunnen am Summer vill vu Leit benotzt goufen, déi am Transitt waren a laang Distanze mat hirem 100 % Elektroauto zrëckgeluecht hunn.

**Utilisation durable des manuels scolaires** | Question **6886** (22/09/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Depuis la rentrée 2018-2019, les manuels scolaires obligatoires sont distribués à titre gratuit aux élèves de

l'enseignement secondaire classique et général ainsi qu'à ceux de la formation professionnelle. Afin d'encourager l'utilisation durable des manuels scolaires, le recours aux manuels d'occasion est récompensé par un bon d'achat à hauteur de 50 % de la valeur des livres non commandés.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3128 concernant la gratuité des manuels scolaires dans l'enseignement secondaire, Monsieur le Ministre a, entre autres, présenté des données sur l'évolution des bons d'achat. De ces informations il ressort que, pour les années scolaires 2018-19 à 2020-21, le nombre de bons générés, leur valeur totale et finalement la valeur totale réclamée ont chuté considérablement.

Dans la situation actuelle de crise énergétique et climatique ainsi qu'au vu de la croissance continue du nombre d'élèves dans nos écoles, la réutilisation de manuels constitue un levier important dans la gestion efficace et durable des ressources.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Comment ces chiffres ont-ils évolué depuis lors ? La chute du nombre de bons et leur faible taux d'utilisation se sont-ils confirmés ?
  - 2) Combien de lycées ont organisé des foires d'échange ou autres événements promouvant l'échange de manuels scolaires au cours des deux dernières années ?
  - 3) La généralisation de foires d'échange dans tous les lycées avant le début des vacances d'été ne constituerait-elle pas un moyen adéquat pour promouvoir la réutilisation de livres scolaires ?
  - 4) Comment la réutilisation de manuels scolaires est-elle promue dans l'enseignement fondamental ?
- Dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée, Monsieur le Ministre avait indiqué que les raisons que peuvent avoir les élèves de renoncer à l'utilisation des chèques-livres générés n'avaient pas pu être déterminées et qu'une enquête dans ce sens auprès des libraires n'avait pas non plus permis de fournir des réponses plausibles à cette question.
- 5) L'organisation d'une campagne de rappel promouvant l'utilisation des bons d'achat ne serait-elle pas utile pour augmenter le taux d'utilisation desdits bons, le cas échéant combiné avec une campagne existante ou nouvelle promouvant la lecture auprès des enfants et jeunes ?

**Réponse** (08/11/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1), 3) et 5) Depuis l'introduction de la gratuité des manuels scolaires à l'enseignement secondaire en 2018, le nombre de chèques-livres émis ainsi que le nombre de chèques-livres réclamés ont diminué. Les statistiques de l'année scolaire en cours, en ce qui concerne l'utilisation des chèques-livres, ne sont guère probantes, car beaucoup ne sont utilisés que plus tard dans l'année.

2022-23 (20/10/2022)

Valeur totale chèques-livres 5.117 paniers 191.132,56 €

Valeur réclamée chèques-livres 1.891 achats 3.002,97 €

Valeur moyenne chèque-livres par panier 37,35 €

2021-22

Valeur totale chèques-livres 6.548 paniers 255.534,68 €

Valeur réclamée chèques-livres 5.181 achats 109.757,59 €

Valeur moyenne chèque-livres par panier 39,02 €

2020-21

Valeur totale chèques-livres 8.453 paniers 313.854,42 €

Valeur réclamée chèques-livres 6.503 achats 131.310,80 €

Valeur moyenne chèque-livres par panier 37,13 €

2019-20

Valeur totale chèques-livres 14.733 paniers 645.876,07 €

Valeur réclamée chèques-livres 12.157 achats 268.612,13 €

Valeur moyenne chèque-livres par panier 43,84 €

2018-19

Valeur totale chèques-livres 26.569 paniers 1.875.362,68 €

Valeur réclamée chèques-livres 16.182 achats 1.360.058,27 €

Valeur moyenne chèque-livres par panier 70,58 €

L'une des raisons de cette évolution réside dans le fait que l'application [www.mybooks.lu](http://www.mybooks.lu) et les bases de données correspondantes sont constamment adaptées, de sorte que de moins en moins de bons ont dû être délivrés. En outre, la crise liée à la Covid-19 a perturbé l'organisation par la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) de leur marché du livre (« Bichermaart »), et moins de livres d'occasion ont trouvé de nouveaux acquéreurs.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse salue l'idée d'organiser une campagne



de rappel promouvant l'utilisation des bons d'achat pour augmenter le taux d'utilisation de ces derniers à l'occasion de la prochaine rentrée et de promouvoir les foires d'échanges dans les lycées avant le début des vacances d'été.

ad 2) Certains lycées organisent des foires d'échange ou d'autres événements destinés à favoriser l'échange de livres. Il s'agit des lycées suivants : l'Athénée de Luxembourg, le Lycée Aline Mayrisch, le Lycée Bel-Val, le Lycée Guillaume Kroll, le Lycée Michel Rodange, le Lycée technique de Lallange, le Maacher Lycée ainsi que le Schengen-Lycée.

ad 4) Dans le cadre du choix du matériel didactique dans les écoles fondamentales publiques, il appartient à l'équipe pédagogique de se concerter sur les manuels scolaires à utiliser et de les proposer au comité d'école pour approbation<sup>1</sup>. Dans ce contexte, il revient également à l'équipe pédagogique d'évaluer si les livres peuvent être réutilisés ou non.

Il va de soi que la réutilisation des manuels scolaires exploités exclusivement lors des phases d'exercitation dans les différents domaines de développement et d'apprentissage ne s'avère pas opportune, étant donné qu'il est coutume que les élèves écrivent dans les livres d'exercice concernés.

Nonobstant, les livres scolaires ne regroupant pas d'exercices, comme par exemple les livres de lecture, les anthologies ou les recueils de chants, sont souvent réutilisés d'une année scolaire à l'autre. À la fin de chaque année scolaire, les équipes pédagogiques vérifient l'état du stock de livres scolaires couramment réutilisés pour échanger exclusivement les livres endommagés.

### Rénovation du pont à Ell | Question 6897 (26/09/2022) de M. André Bauler (DP)

Opgrond vum schlechten Zoustand vun der Bréck zu Ell ass zënter Laangem geplangt, dës Bréck ze renovéiere respektiv komplett ze erneieren. Allerdéngs schéngt dësen Dossier net richtig virunzegoen, sou dass sech d'Leit méttlerweil Suergen ëm d'Stabilitéit an d'Sécherheet vun der Bréck maachen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wou ass d'Planung vun der Erneuerung oder der Renovéierung vun der Eller Bréck fir de Moment drun?
2. Leien déi erfuerdert Autorisatiounen schonn alleguer vir?

Bis wéini ka spéitstens effentlech ausgeschriwwen ginn?

3. Wéi héich gëtt de Käschtpunkt vun dësem Projet geschat?

### Réponse (03/11/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. D'Planung vum Projet vun der Eller Bréck ass ofgeschloss an d'Aarbechte ginn nach Enn dës Joers effentlech ausgeschriwwen. Des Weidere kann ech dem honorabelen Deputéierte versécheren, datt all déi néideg Autorisatiounen virleien.

ad 3. De Käschtpunkt vun dësem Projet, inklusiv sämlechen Etüden, gëtt op ronn 1,4 Milliounen Euro TTC geschat.

<sup>1</sup> Article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique ainsi que les attributions et les modalités d'indemnisation du coordinateur de cycle. (Mém. A - 98 du 14 mai 2009, p. 1468)

### Port du voile à l'école | Question 7075 (26/10/2022) de M. Fred Keup (ADR)

De Schleier an aner reliéis Symboler sinn an effentleche Schoulen e kontrovers Theema zu Lëtzebuerg, wéi och an aneren europäesche Länner. Am Ablack gëtt dat Theema op en Neits diskutéiert, nodeems sech eng wichteg national Gewerkschaft d'Droe vum Schleier an eise Schoule verbidde wëll. Fir si ass de Schleier en Ausdrock vun Ennerdréckung, feelplacéiert an enger oppener Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg ass d'Droe vum Schleier an den effentleche Schoule gesetzlech net verbueden.

An dësem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. A Frankräich ass d'Droe vum Schleier an effentleche Schoule verbueden. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt de Schleier net mat der Iddi vun Trennung vu Kierch a Staat kompatibel ass?

2. Ass d'Regierung der Meinung, datt d'Erlabe vum Schleier bei gläichzäitegem Verbuet (jee no Schoul) vu „provokative“ Kleedungsstécker eng Form vun Diskriminierung géint Schüler duerstellt, déi hir perséinlech Iwwerzeugungen a Form vun onkonventionellen, awer net geféierleche Kleedungsstécker, wéi z. B. engem T-Shirt ausdrécke wëllen? Wann nee, aus wéi enge Grënn ass dat keng Diskriminierung?

3. An der Circulaire vum 26. Juni 2014 un d'Schouldirekteren heescht et: « Le défi auquel se voit confrontée l'école publique est de rendre compatibles la liberté d'expression des élèves et la neutralité de l'école par rapport à des questions de religion sans compromettre le bon fonctionnement de l'école. » Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt dës Uweisung vu ville Proffen esou kéint verstane ginn, datt et besser ass, „alle Problemer aus dem Wee ze goen“, wéi d'Neutralitéit an domat de „bon fonctionnement“ vun de Schoulen ze erméiglechen?

4. Wéi steet den Här Minister zur Ausso vun der Gewerkschaft, déi fir e Verbuet vum Schleier an effentleche Schoule plädéiert, dass d'Erlabe vum Schleier „weider Fuerderunge vu bestëmmte Gemeinschaften“ fërdert, sou zum Beispill „die bereits gewährte Abwesenheit bestimmter Kinder, damit sie an der Feier islamischer religiöser Feiertage teilnehmen können, die Nichtverpflichtung für Mädchen, den gesamten Biologieunterricht zu besuchen, die Wahl des Geschlechts des Lehrpersonals oder des Schularztes oder auch die Anfechtung des gemischten Sportunterrichts“ („L'Essentiel“ vum 24. Oktober 2022)

### Réponse (06/12/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Instruction ministérielle vum 26. Oktober 2014 gëtt als Zil vir, « de rendre compatibles la liberté d'expression des élèves et la neutralité de l'école par rapport à des questions de religion sans compromettre le bon fonctionnement de l'école ». Folgend Punkte ginn ausdrécklech prezisziert:

« (1) L'accès à l'enceinte du lycée est interdit à toute personne qui a le visage voilé ou camouflé de sorte qu'elle ne puisse être identifiée. [...] »

(2) Chaque élève est tenu de participer à tous les cours prévus par la grille horaire [...] ; les cours sont communs pour les deux sexes. »

Weeder aus dem Enseignement fondamental nach aus dem Enseignement secondaire goufe menge Servicer Problemer oder Konflikter am Zesammenhang mam Droe vum Schleier signaléiert. Et gëtt deemno aktuell

kee Grond, iwwert d'Dispositiounen vun der uewe genannten ministerieller Instruktioun erauszegoen.

### Conseil de gérance de l'agence eSanté | Question 7076 (26/10/2022) de Mme Carole Hartmann | M. Gusty Graas (DP)

Il nous revient que l'ensemble des membres de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) siégeant au conseil de gérance de l'agence eSanté vient de démissionner avec effet immédiat de ce conseil de gérance.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Quelle est la réaction de Madame et Monsieur les Ministres face à cette démission collective des membres de l'AMMD du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

– Quelles sont les répercussions de ces démissions sur le fonctionnement du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

– Madame et Monsieur les Ministres vont-ils chercher le dialogue avec les représentants de l'AMMD afin de discuter des solutions possibles ?

### Conseil de gérance de l'agence eSanté | Question 7088 (27/10/2022) de M. Claude Wiseler (CSV)

Lors de son assemblée générale extraordinaire le 12 octobre dernier, l'Association des médecins et médecins-dentistes a fermement critiqué le mode de fonctionnement de l'agence eSanté, notamment le volet du Dossier de soins partagé (DSP) et le stockage des données. L'association a décidé unanimement que les membres nommés par l'AMMD au sein du conseil de gérance de l'agence eSanté démissionnent avec effet immédiat. En plus, elle n'entend plus siéger au conseil de gérance et ne nommera aucun nouveau représentant.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Quelles conséquences la démission des membres nommés par l'AMMD aura-t-elle pour le fonctionnement du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

– Qu'est-ce que le Gouvernement entend faire pour débloquer la situation ?

– Est-ce que le Gouvernement est d'avis que le DSP, à l'état actuel, est à la hauteur des besoins des patients et des médecins ?

– Est-ce que le Gouvernement a l'intention réformer le mode de fonctionnement du DSP ?

• Si oui, quelles mesures le Gouvernement envisagera-t-il ?

### Réponse (29/11/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

– Madame et Monsieur les Ministres regrettent la démission des deux gérants, nommés par le conseil d'administration de l'AMMD, du conseil de gérance de l'agence eSanté. Ils soutiennent l'initiative immédiate lancée par le conseil de gérance de l'agence de solliciter auprès de l'AMMD une proposition de nomination de deux nouveaux gérants. Il est à souligner que l'AMMD est toujours représentée dans des comités techniques et scientifiques de l'agence et reste membre du GIE agence eSanté.

– La démission des deux gérants représentant l'AMMD du conseil de gérance de l'agence eSanté ne mettra en péril le fonctionnement et le travail de ce dernier, alors

que les décisions qui lui seront soumises à l'avenir pour délibération continueront à être prises, à condition que la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. En l'espèce et comme par le passé, il faudra que 8 membres gérants sur les 15 soient présents ou représentés. Ainsi, cette démission de ces deux membres peut être assimilée pour l'instant à une absence prolongée de ces derniers.

Néanmoins, il est regrettable que cette démission privera l'AMMD dans la situation actuelle de participer activement aux discussions qui animent les divers conseils de gérance de l'agence eSanté et de concevoir de ce fait, ensemble avec les autres parties prenantes du domaine de la santé, activement la digitalisation du secteur de la santé du Grand-Duché de Luxembourg, tel qu'il en a été le cas depuis la création de l'agence eSanté en 2013.

En tout état de cause, l'agence eSanté continuera de travailler avec la centaine de professionnels de santé impliqués dans ses divers projets sur le terrain et ceci afin d'obtenir le retour d'expérience sur l'usage au quotidien de ses nouveaux services et autres nouvelles fonctionnalités de services existants, mis en place sur sa plateforme eSanté.

À titre d'information sont ajoutés les éléments statutaires de l'article 16 « Composition » et au point (2) de l'article 20 « Réunions et délibérations » du contrat constitutif de l'agence eSanté – Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé G.I.E. », tel qu'amendé pour la dernière fois par son assemblée générale du 30 avril 2014 afin de compléter la réponse à cette partie de la question parlementaire.

En l'espèce, l'article 16 dont question ci-dessous dispose que :

« Le groupement est géré par un conseil de gérance assumant le rôle du collège de gérants tel que défini par article 12 de la loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique. Les membres du conseil de gérance, personnes physiques, portent le titre de gérant.

Le conseil de gérance se compose de 15 membres, désignés comme suit pour un mandat renouvelable de trois ans :

1. pour les membres de droit : CNS : 3 gérants ; État : 2 gérants désignés par décision conjointe des Ministres ayant la Santé et la Sécurité sociale dans leurs attributions ; Centre commun de la sécurité sociale : 1 gérant
2. pour les membres désignés à l'article 3, alinéa (2) (dont l'AMMD) : chaque fois 2 gérants ;
3. pour les membres désignés à l'article 3, alinéas (3) et (4) : chaque fois 1 gérant ;
4. le président est désigné suivant les dispositions de l'article 12, alinéa (3) ».

Le paragraphe (2) de l'article 20 dispose que :

« (...)

(2) Le conseil de gérance ne se réunit et ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, avec une pondération majorée de 100 % pour les gérants nommés par la CNS et l'État pour les décisions ayant un impact financier majeur. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Le conseil délibère valablement sur tout point porté à l'ordre du jour. Lorsque tous ses membres sont présents ou représentés, il peut décider à l'unanimité de porter à l'ordre du jour tout autre point de sa compétence.

(...) ».

– Madame et Monsieur les Ministres ont immédiatement réagi face à la démission des deux gérants représentant l'AMMD au conseil de gérance de l'agence eSanté en sollicitant l'intervention des représentants gouvernementaux au sein du conseil de gérance de l'agence eSanté afin que ce dernier procède avec effet immédiat au lancement d'une invitation formelle adressée à l'AMMD afin que celle-ci propose deux nouveaux gérants.

– Le Dossier de soins partagé (DSP) est, d'un point de vue technique et opérationnel, dans son état actuel à la hauteur des besoins. En effet, il répond en l'espèce, aux besoins identifiés et prévus à l'article 60 quater du Code de la sécurité sociale.

Pour rappel, le DSP se doit de regrouper les données médicales et autres informations concernant le patient, utiles et pertinentes afin de favoriser la sécurité, la continuité des soins, la coordination des soins, ainsi qu'une utilisation efficiente des services de soins de santé. Il permet non seulement aux professionnels de santé d'accéder et de s'échanger des données médicales sur leur patientèle, mais également à l'assuré affilié d'accéder et de regrouper dans un seul outil toutes les informations de santé importantes le concernant et ce, également sur une application mobile pour smartphone.

Dans ce contexte, trois rapports indépendants ont été réalisés par des instances externes à l'agence eSanté, à savoir :

1. Note de recherche scientifique CS-2021-DR-003 du 31 mars 2022 concernant le système eSanté et le Dossier de soins partagé (DSP) en Europe ; Cellule scientifique ; Chambre des Députés du Luxembourg ;
2. Rapport IHE CATALYST – Rapport relatif à l'analyse de l'infrastructure de partage de documents de santé de l'agence eSanté au Luxembourg ;
3. Recommandation de la Commission européenne du 6 février 2019 relative à un format européen d'échange des dossiers de santé informatisés.

Les trois documents en cause font ressortir que l'agence eSanté a su mettre en place un outil de partage de données de santé au niveau national, devenu entre-temps également un modèle pour d'autres pays européens.

Évidemment, le DSP est amené à évoluer pour qu'il soit plus facile d'accès pour tous les utilisateurs et les services de l'agence eSanté y œuvrent de manière continue. Dans ce cadre il y a toutefois lieu de soulever que l'accès au DSP via les outils utilisés par les utilisateurs dépend des éditeurs de ces logiciels, l'agence eSanté n'offrant qu'un soutien technique pour une telle intégration. C'est ainsi que des échanges ont continuellement lieu avec les éditeurs qui le souhaitent.

– Le service du DSP est en constante évolution, ne serait-ce que pour suivre les mises à jour régulières et nécessaires en matière de sécurité, afin de faire face au quotidien, aux nouvelles menaces et autres risques en matière de cybersécurité.

Depuis son lancement en 2014, le DSP a déjà fait l'objet d'une importante évolution en 2019 et ce, en anticipation de son déploiement généralisé intervenu à partir de janvier 2020. Par rapport à l'ancienne version lancée en 2014, la version actuelle du DSP comprend notamment l'introduction de fonctionnalités plus ergonomiques et intuitives, un layout graphique plus adapté, des rubriques et onglets spécifiques par thématiques, etc.

En outre, dans un futur proche, il est planifié de rendre ce service phare de la plateforme eSanté plus intelligent, c'est-à-dire qu'il ne devienne pas un simple entrepôt stockant des informations suivant l'adage « trop

d'information tue l'information ». Il est ainsi prévu par l'agence eSanté de lui greffer des outils d'intelligence artificielle afin de le rendre plus interactif à son utilisation, c'est-à-dire plus facile et compréhensible à l'exploitation par les utilisateurs (professionnels et assurés) des données de santé y contenues.

**Prix du gaz** | Question 7077 (26/10/2022) de **M. Gilles Roth** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

An Europa geet de Gaspräis a ville Länner erof. Beispillhaft fir vill Artikelen aus där internationaler Press sief hei „Focus Online“ vum 26. Oktober 2022 zitéiert: „Plötzlich weiß Europa nicht mehr, wohin mit seinem Gas.“

A weider: „Kurz vor den kalten Wintermonaten kollabieren die Gaspreise in Europa. Haben wir plötzlich zu viel Gas? Droht im Winter nun doch keine Knappheit? Und was bedeuten die fallenden Preise für Privathaushalte? [...] Das Problem ist: Derzeit benötigt niemand in Europa Gas.“

Dofir wéilt mir an dësem Kontext folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Misst dem Här Minister no déi beschriwwwe Baisse vun de Gaspräisser net och een Impakt op d'Gaspräisser bei eis am Land hunn? Wa jo, wéi gesäit dësen Impakt am Detail aus? Wann nee, firwat ass dat esou?
2. Wéi gedenkt den Här Minister op déi nei Gassituatioun an Europa politesch ze reagieren? Dëst souwuel um nationale wéi och um europäesche Plang.
3. Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vum Gasmarkt an Europa an och zu Lëtzebuerg laangfristeg? Wéi gesäit hei d'Strategie vun der Regierung aus?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. Sou wéi och schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 6743 beschriwwen, hunn d'Fournisseure verschidde Méiglechkeeten, fir de Gas fir hir Clienten anzekafen. Si kënnen engersäits direkt verhandelt Kontrakter mat Gasimportateuren ofschléissen oder op der Bourse akafen, wou Produiten zu verschidde Echeancen ugebuede ginn (z. B. fir e Joer, fir e Quartal oder fir den nächsten Dag). Fir Präisrisiken ze limitieren a stabil Präisser kënnen unzebidden, hunn d'Fournisseuren dofir Akafsstrategien, déi op enger Mëschung vu verschidde Produiten, déi zu verschidde Zäite kënnen akaaft ginn, baséiert.

Doduerch ass et och ze erklären, dass d'Gaspräisser fir d'Haushalter säit dem Ufank vun der Kris bis elo och däitlech manner geklomme si wéi d'Präisser op de Grousshandelsmarkt, déi sech zum Deel verzéngfacht hunn. Kuerzfristeg Bewegungen op der Bourse hunn dofir an der Reegel och keen direkten Impakt op déi residentiell Endclientspräisser.

De Fall, op deen déi éierewäert Deputéierten hiweisen, beschreift eng Situatioun, wéi se rezent ganz kuerz op de Bourssen entstanen ass. Déi Präisser, vun deenen hei rieds ass an déi kuerz bis op den Niveau vu virun der Kris gefall sinn, sinn Dagespräisser um Spotmarkt fir Gasvolumme vum Dag dono. Esou Situatiounen entstinn, wa Fournisseuren eventuell méi Gas fir deen Dag virgesinn (nominéiert) haten, wéi si am Eendeft gebraucht hunn, well zum Beispill d'Temperature méi héich ware wéi erwaart oder well eventuell e grouss Verbraucher ewechgefall ass. Dee Moment mussen d'Fournisseuren hiren Iwwerschoss erëm um Spotmarkt verkafen. Wann awer méi Acteuren an dem

selwechte Fall sinn, ass d'Offer op eemol méi grouss wéi d'Demande an d'Präisser fale kuerz ganz déif. Well d'Gasspächeren an Europa awer och bal ganz geféllt sinn, konnt och keen Acteur dese bëllege Gas kafen, fir en eventuell ze stockéieren. Dofir kann an der Reegel an esou spezielle Fäll och praktesch keen Acteur vun diesen niddregen Tariffer profitéieren.

Wann et wouer ass, dass am Oktober d'Präisser um Spotmarché fir Gas ee Moment ganz niddereg waren an um Déifpunkt souguer knapps 40 €/MWh waren, sou sinn an de leschte 4 Wochen déi Präisser rëm kontinuéierlech bis op iwwer 130 €/MWh eropgaangen.

Duerch d'Ëmsetze vun der Tripartitt-Mesure, fir de Gaspräis fir Haushaltscliente bis Enn 2023 op +15 % par rapport zum ponderéierten Duerchschnëttspräis vum Mount September 2022 ze deckelen, hunn esou Fluktuatione keen Afloss op de Portmonni vun den Haushalter zu Lëtzebuerg, déi also geschützt sinn.

ad 2. an 3. Un der gesamter Gassituatioun huet sech säit dem Ufank vun der Ukrainekris nach näischt Weesentlech geännert. Et kënn nach ëmmer vill manieren Gas iwwert déi grouss russesch Gasleitungen an Europa eran an dofir gétt däitlech méi Flësseggas iwwert Schëffer importéiert. Dësen „LNG“ Gas ass däitlech méi deier wéi den Äerdgas, deen iwwert Leitungen transportéiert gétt. Fir enger eventueller Gaspenerie am Wanter virzebeugen, goufen dofir déi europäesch ënnerdesch Gasspächer och iwwert de Summer gutt geféllt an d'Devisé, fir Gas an Europa ze spueren, ass och nach ëmmer ganz aktuell.

Lëtzebuerg ass mat der Belsch an engem gemeinsame Gasmarché, dee mat dem LNG Terminal zu Zeebrugge eng ganz gutt Ubannung un de weltwäite Flëssegasmarché huet. Wéi d'Präisser sech op den internationale Mäert wäerten entwéckelen, hänkt ganz staark vun den Temperaturen of an deemno wéi kal den nächste Wanter wäert ginn. Déi Europäesch Kommissioun an och d'ENTSOG, den Daachverband vun de Gastransportnetzbedriewer, warnen dofir fir elo ze mengen, dass mat de gutt gefüllte Gasspächer an Europa de Wanter 2022–23 gutt misst iwwerstane ginn. Wichtig ass et nämlech, dass d'Gasspächer am Fréijoer 2023 net ze vill eidel gefuer ginn, well et dann ëmsou méi schwéier wäert ginn, fir se am Summer erëm esou ze féllen, wéi dat dëst Joer nach méiglech war. Och well China eventuell seng Null-Covid-Strategie kéint änneren an dann an den nächste Méint eng grouss Konkurrenz ëm de Flëssegäerdgas um Weltmarché kéint entstoën.

**Transport scolaire** | Question 7078 (26/10/2022) de Mme Martine Hansen | M. Aly Kaes (CSV)

Zënter der Schoulrentrée héiert een ëmmer erëm vu Schwierigkeete beim Schülertransport am Norde vum Land. Eisen Informatiounen no ass et aktuell déi nei „Ligne scolaire A06“ vu Géisdref (Gemeng) op Clierf (Gare/Lycée), op där et reegelméisseg zu Problemer a Verspéidunge kënn, well bestëmmte Chauffeuren de Wee net kennen, falsch fueren a mam Bus voller Schüler d'Kéier musse maachen, fir sou nees op den Tracé vun der Linn zrëckzekommen. Mam Resultat, dass d'Schüler ze spéit an de Lycée kommen.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte rüchten:

1. Kann den Här Minister déi beschriwwen Orientéierungsproblemer vu bestëmmte Chauffeuren op der Schoultransport-Linn A06 confirméieren?

– Wa jo, wéi eng Demarche si beim Exploitant vun der Linn gemaach gi respektiv virgesinn, fir sécherzestellen, dass et net méi zu Verspéidunge kënn, well de Chauffeur de Verlaf vun der Streck net kennt?

2. Ganz allgemeng, iwwer wéi eng Prozedur gétt séchergestallt, dass d'Chauffeuren vun den Exploitanté vun RGTR- an/oder Schoultransport-Linnen de Verlaf vun hirer jeeweileger Streck kennen?

Schonns den 21. September 2022, direkt no der Schoulrentrée, hate mir eis an enger urgenter Fro (d'Urgence war iwweregens net unerkannt ginn) iwwer gréisser Schwierigkeete beim Schülertransport an der Nordstad (Ettelbréck an Dikrech) reiseignéiert an no Léisunge gefrot.

Well an der Äntwert op dës parlamentaresch Fro mat der Nummer 6877 net all Punkte beäntwert gi sinn, wéilte mir folgend Froen nach eng Kéier un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte rüchten:

3. Ass den Här Minister sech bewosst, dass duerch d'Schwierigkeeten am effentlechen Transport am Raum Nordstad vill Jugendlecher (mussen) op den Auto zeréckgräifen?

4. Ass den Här Minister gewéllt, déi Jugendlech, déi sech net kënnen op de Schoultransport verlossen, op déi eng oder aner Aart a Weis ze ënnerstëtzen?

– Wa jo, wéi géif dës Ënnerstëtzung ausgesinn?

– Wann net, firwat net?

**Réponse** (01/12/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An de leschte Joren sinn den RGTR-Reseau an och de Schoulbusreseau permanent verbessert an ausgebaut ginn. Dës Reform vum RGTR huet och dozou gefouert, dass kuerzfristeg vill nei Chaufferen hu mussen agestallt ginn. Dobäi ass et ëmmer méi schwéier ginn, fir Leit ze fannen. Doduerch kommen och Buschaufferen ouni Ortskenntnisser an dës Region schaffen. Well dës Léit awer oft schnell gebraucht ginn, komme si schonn an den normalen Asaz während hiren éischte Schaffdeeg. Dat kann dann dozou féieren, dass si am Ufank Problemer hunn.

Duerch den Ausbau mat der Reorganisatioun hunn d'Busbetriber och vill nei Busse musse kafen, an dat an enger Zäit mat staarke Liwwerproblemer a ville Beräicher. D'Busse vum RGTR ginn all mat Telematikkomponenten ausgestatt, e Beräich, wou och Liwwer- enkpäss bestinn, soudass och Bussen deelweis ouni Telematik fueren, mat där et zu zousätzlechen Orientéierungsproblemer ka kommen. Et handelt sech dobäi awer ëm Eenzelfäll.

ad 2. All RGTR-Betriber maachen intern Formatiounen mat hire Chaufferen op de Linnen, déi si solle fueren, fir d'Streck kennen ze léieren; en experimentéierte Chauffer begleet deemno en neie Chauffer. Doriwwer eraus huet de Chauffer d'Informatiounen iwwert d'Streck am Telematiksystem vum Bus.

Eréischt no enger ofgeschlossener Formatioun ginn d'Chaufferen dann an de Linnenasaz.

ad 3. Den RGTR bitt bal iwwerall eng Léisung mam Bus un, dofir kann een net soen, dass e groussen Deel vun de Schüler keng Méiglechkeet huet, fir mam Schoultransport oder regulären effentlechen Transport an d'Schoul ze kommen. Den effentlechen Transport ass awer ëmmer e kollektiven Transport a keen Individualtransport. Dofir ass et nëmme méiglech, konkurrenzféeg zum Auto ze sinn, wann d'Infrastruktur och gutt fonctionéiert. Leider gétt et iwwerall, och an der Nordstad an Ëmgéigend vill Verkéier, wat dozou féiert, dass d'Reeszäite méi laang sinn. Dat géllt awer och fir den Auto.

ad 4. Eng speziell Ënnerstëtzung ass net virgesinn. De Staat stellt en ëmfangräiche Schoultransport zur Verfügung, deen all Joer op déi nei Schülerzuelen ugepasst gétt.

**Études en arts** | Question 7080 (27/10/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Lëtzebuerg ass e Land mat ville kulturellen Institutioenen, Muséeën, Galerien, Theateren, Filmstudioen a Concertssäil. Zugläich bitt eist Land prestigieés kulturell Manifestatiounen un, déi vill Leit aus dem Ausland unzéien. Duerch „Esch 2022“ huet Lëtzebuerg am Ablack d'Méiglechkeet, seng Konscht a Kultur och no baussen hin ze promovéieren an ze demonstréieren. Trotzdem huet Lëtzebuerg bis elo keng eegen Héichschoul fir Konscht. Dofir mussen all déi Lëtzebuerger Studenten, déi spéider eng Konschtkarriär maache wëllen, an d'Ausland studéiere goen, wou si oft mat der Fro konfrontéiert ginn, firwat si keng entspreichend Ausbildungsméiglechkeeten an hirem eegene Land hunn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Héichschoulminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wéi vill Lëtzebuerger Studenten am Ablack op auslänneschen Héichschoule Konscht studéieren? Wéi fächert sech déi Zuel op no Konschtrichtungen (Beaux-arts, Fotografie, Theater, Tanz, Filmkonscht, Design, Moud, Musek asw.) Wéi huet sech déi Zuel an deene leschte fënnf Joer entwéckelt?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt et fir eist Land international vu grousser Bedeitung wier, iwwer eng eegen Héichschoul fir Konscht ze verfüegen?

3. Gesäit den Här Minister alternativ d'Méiglechkeet, déi genannt Konschtrichtungen op der Uni Lëtzebuerg anzeféieren?

4. Ginn et aktuell Gespréicher mat de Verrieder vun der Lëtzebuerger Kulturzeen, fir dës Iwwerleeungen am Hibleck op hir Realisierungsméiglechkeete weider auszebauen? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (30/11/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Den Tableau heidrënner gétt, op Basis vun der Datebank vun de Studiebahihëlfelen, en Iwwerbléck iwwer d'Residentstudenten, déi an de leschte Joren am Ausland Konscht studéiert hunn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

D'Kreatioun vun enger Héichschoul fir Konscht zu Lëtzebuerg, déi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro thematiséiert, war schonn de Sujet vun der parlamentarescher Fro Nr. 5823 vum 24. Februar 2022 vun der Deputéierter Djuna Bernard, déi de 24. März 2022 ausféierlech beäntwert gouf.

An deem Kontext sief rappeléiert, dass d'Kreatioun vun enger Héichschoul fir Konscht zu Lëtzebuerg net am Regierungsprogramm 2018–2023 virgesinn ass. Et kann een awer signaléieren, dass de Lycée des Arts et Métiers véier Programmer ubitt, déi zu engem BTS (Brevet de technicien supérieur) am Beräich vun den „Arts appliqués“ féieren. Et handelt sech ëm d'Programmer „Dessin d'animation“, „Cinéma et audiovisuel“, „Réalisateur graphique“ a „Game Art and Game Design“, an deenen an de leschte Joren all Kéiers méi wéi 80 Studenten am Ganzen ageschriwwen waren. D'Universitéit Lëtzebuerg bitt e Bachelorprogramm

am Beräich „Animation“ un, dee sech u Studenten adresséiert, déi schonn Erfarungen am Beräich vum „Dessin d'animation“ kënnen opweisen, zum Beispill am Kader vum genannte BTS-Programm.

Am Juni 2021 hat de Ministère fir Héichschoul a Fuerschung en Austausch mat eenzele Verrieder vum der Lëtzebuerger Kulturzeen.

.....

**Contrôle médical** | Question 7081 (27/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Contrôle médical war an de leschten Deeg an de Medie vill negativer Kritik ausgesat. Mir kruten doropshi Messagen, dass vill Leit mat dem Contrôle médical onzefridde sinn, sech ongerecht behandelt fillen oder souguer net eescht geholl fillen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Leit, déi vum Contrôle médical als nees aarbechtsfäeg agestuufft an erëm schaffe geschéck gi sinn, sinn entweeder réckfällg ginn oder hunn erëm missen operéiert ginn?

2. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Leit, déi wéinst psychesche Problemer krankgeschriwwen waren an erëm schaffe geschéck goufen, si kuerz dorop réckfällg ginn oder verscheet?

3. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Fäll gouf et, wou de behandelnden Dokter fir säi Patient Recours géint d'Decisioun vum Contrôle médical ageluecht huet?

4. Op déi lescht 5 Joer gekuckt, wéi vill Mataarbechter si bei de Contrôle médical convoquéiert ginn, well se méi laang wei ee Mount krank waren?

5. Wéi vill Reklamatiounen, op déi lescht 5 Joer gekuckt, goufen et vu Patienten?

6. Wéi vill Mol ass bei den Doktere vum Contrôle médical wéinst Reklamatiounen vu Patienten intervenéiert ginn, well den Dokter ausfalend oder frech gi wier?

7. A wéi vill vun dëse Fäll goufe Sanktiounen géint Doktere vum Contrôle médical ausgeschwat?

**Réponse** (23/12/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

De Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ass zoustänneg fir déi medezinnesch Evaluatiounen a Kontrollen an der sozialer Sécherheet, mat Ausnam vum der Fleegeversécherung, an där d'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance (AEC) tätég ass.

D'Missiounen an de Perimeter vum CMSS sinn an den Artikelen 418 bis 421 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) définiert:

« Art. 418 : L'administration de l'État dénommée "Contrôle médical de la sécurité sociale", placée sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, a, dans le cadre des prestations de sécurité sociale, ainsi que dans le cadre des incapacités de travail indemnisées au titre de l'article L. 121-6 du Code du travail pendant la période de suspension de l'indemnité pécuniaire de maladie, des missions d'évaluation, d'autorisation, de conseil et de contrôle telles que précisées aux articles 419 à 421. En outre le Contrôle médical de la sécurité sociale émet les avis et effectue les examens médicaux en vue de l'octroi des cartes de priorité et d'invalidité.

Art. 419 : Le Contrôle médical de la sécurité sociale a pour mission d'évaluer l'état de santé des assurés dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts afin

de se prononcer dans des avis motivés sur les éléments d'ordre médical qui commandent l'attribution de prestations de sécurité sociale.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale conseille la Caisse nationale de santé afin que les prestations de sécurité sociale soient prises en charge conformément aux critères des articles 17, alinéa 1, et 23, alinéa 1. Il lui fournit à sa demande des avis dans les cas prévus par le Code et au sujet de toute autre question qui se pose dans le cadre de la détermination des règles de prise en charge des prestations de soins de santé ainsi que dans le cadre des négociations avec les prestataires de soins de santé.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale assiste la Caisse nationale de santé dans le cadre du contrôle des mémoires d'honoraires et des prescriptions, des délivrances et des consommations des prestations en vue de détecter et de sanctionner les abus et les fraudes.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale vérifie les rapports d'activités des médecins et médecins-dentistes établis par la Caisse nationale de santé par voie informatique selon les modalités arrêtées en vertu de l'article 64, alinéa 2, point 5), avec la collaboration du Centre commun de la sécurité sociale, sur base de la banque de données afférente de la Caisse nationale de santé, des caisses de maladie et de l'Association d'assurance accident. Si à la lecture d'un rapport d'activité, il constate une déviation injustifiée de l'activité professionnelle d'un prestataire, il continue ce rapport d'activité à la Commission de surveillance pour examen conformément à l'article 73.

Les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions concernées. Toutefois, si l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale a été contredit par expertise médicale devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale, l'institution concernée juge elle-même de l'opportunité de l'appel.

Art. 420 : Le Contrôle médical de la sécurité sociale autorise la prise en charge des prestations de soins de santé visées à l'article 17, alinéa 1, pour autant qu'une autorisation médicale de prise en charge est prescrite par les lois, règlements ou statuts.

Art. 421 : Le Contrôle médical de la sécurité sociale effectue les examens médicaux dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts ou lorsqu'il le juge nécessaire à la bonne exécution de ses missions et convoque à cet effet les assurés.

Dans la mesure où un tel examen s'avère indispensable auprès d'un assuré hospitalisé dans un établissement hospitalier au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, la direction de l'établissement prend les mesures nécessaires pour organiser la visite de l'assuré auprès du médecin du Contrôle médical de la sécurité sociale ou le cas échéant la visite du médecin du Contrôle médical de la sécurité sociale au chevet de l'assuré.

Les médecins traitants ainsi que tout autre prestataire de soins de santé, réseau ou établissement visés à l'article 60bis sont tenus de fournir au Contrôle médical de la sécurité sociale, à sa demande, toutes les indications concernant le diagnostic et le traitement.

Les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale ne peuvent s'immiscer dans les rapports du malade et du médecin traitant. Ce n'est que sur la demande expresse du malade qu'ils formulent un diagnostic ou une appréciation sur le traitement.

Toutes les fois qu'ils le jugent utile dans l'intérêt du malade ou des missions de contrôle et de surveillance, les médecins du Contrôle médical de la sécurité sociale

doivent entrer en rapport avec le médecin traitant, toutes les précautions étant prises pour que le secret professionnel soit respecté.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale prend l'avis d'experts spécialisés toutes les fois qu'il le juge nécessaire dans le cadre de l'évaluation de l'état de santé des assurés. »

Wat d'Krankegeld ubelaangt, ass de CMSS dofir zoustänneg ze kontrolléieren, ob e Krankeschäin aus medezinnescher Siicht berechtigt ass oder net. D'CNS gëtt dann iwwer d'Konklusioun (Avis) vum CMSS informéiert.

ad 1. an 2. Zu dëse Froe ginn et keng Zuelen, dat haaptsächlech well um Krankeschäin net ëmmer eng kloer Diagnos steet (wéi zum Beispill den ICD-10 Code mat 4 Stellen). Dobäi muss ee präziséieren, datt all Land de Contenu an d'Form vun de Krankeschäiner selwer definéiert. De CMSS stellt am Kader vu sengen Evaluatiounen selwer d'Diagnos op Basis vum ICD-10 op, mee dat ass just de Fall, wann en Assuré vun engem Dokter vum CMSS och gesi gëtt.

ad 3. D'Decisiounen betreffend d'Leeschunge vun der sozialer Sécherheet gi vun de jeeweilige Keese geholl, net vum CMSS, deen e medezinnesch motivéierten Avis gëtt. De CMSS hëlt selwer keng Decisiounen, déi kënnen ugefacht ginn.

Doriwwer eraus gesäit déi gesetzlech Prozedur net vir, dass de behandelnden Dokter fir säi Patient e Recours géint d'Decisioun vun der Gesondheetskeess maache kann.

An deene Fäll wou dem Versécherter säi Krankeschäin vun der Gesondheetskeess op Basis vum Avis vum CMSS invalidéiert gouf, huet de Versécherter d'Méiglechkeet, selwer oder duerch eng Verriedung eng Oppositioun géint dës Decisioun ze maachen. Sollt dës Oppositioun dem Versécherter keng Satisfaktioun ginn, huet hien d'Méiglechkeet, Recours beim Sozialgericht ze maachen, an doriwwer eraus d'Méiglechkeet vun engem Appell an Zweeter Instanz.

ad 4.

Joer 2017: 24.707 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld  
Joer 2018: 31.578 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld  
Joer 2019: 38.981 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld  
Joer 2020: 29.962 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld  
Joer 2021: 37.586 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld

Bis den 30. November 2022: 38.353 klinesch Ënnersichungen am Kader vum Krankegeld

ad 5. bis 7. Hei muss virausgeschéck ginn, dass et een Ënnerscheid gëtt tëschent enger „Reklamatioun“ an enger vum Gesetz definéierter Oppositioun.

D'Zuele vun de „Reklamatiounen“ ginn zanter 2019 erhuewen a leien am déiwe Promilleberäich:

Joer 2019: 34 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,08 %  
Joer 2020: 21 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,07 %  
Joer 2021: 31 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,08 %  
Joer 2022 (bis den 30. Nov.): 72 Reklamatiounen am Kader vum Krankegeld: 0,18 %

Dem Kontrolldokter seng deeglech Aarbecht zeechent sech doduerch aus, dass déi kontrolléiert Persounen d'Obligatioun hunn, bei de Kontrolldokter ze komme wann si convoquéiert ginn, ausser natierlech wann et aus medezinnescher Siicht net méiglech ass.

Dobäi muss een natierlech ënnerscheeden tëschent der Form an dem Fong vun der Kontroll. An deene Fäll, wou eng Reklamatioun d'Form vun der Kontroll betrëfft, gëtt dës am Detail vun der Direktioun vum CMSS analyséiert a mam betreffenen Dokter diskutéiert, beispillsweis déi néideg Schrëtt ënnerholl.

### Trafic sur la N5 | Question 7082 (27/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Nationalstrooss 5, och Route de Longwy genannt, ass eng vill befuere Strooss, déi vu Käerjeng un quesch duerch d'Gemeng Péiteng verleeft, bis erop op den Dräilännereck zu Rodange. D'Lonkecher Strooss ass bekannt dofir, eng Transitstrooss fir de Verkéier ze sinn. Grad zu Spëttestonne benotze vill Autosfuereker dës Strooss als Auswächstrooss, fir net mussen iwwert d'Avenue de l'Europe (Collectrice) ze fueren. Dëst huet zur Konsequenz, dass d'Verkéierssituatioun op verschidde Plaze laanscht d'N5 méi dicht ass. Op verschidde Plazen, sou zum Beispill bei der Porte de Lamadelaine, entstinn dobäi richteg geféierlech Plazen, well hei eng grouss Unzuel u Foussgänger (zum Beispill Schüler, déi an de Lycée ginn) mat der grousser Unzuel un Autoen openeentreffen. Op dëser Plaz ass keng Verkéiersberouegung virgesinn, soudass et oft virkëent, dass Autoe mat ze héijer Geschwindegkeet hei laanschtfuere, wat eng Gefor fir d'Passanten ass. Dee selwechten Zenario spillt sech op anere Plazen of an impaktéiert d'Liewensqualitéit an den Uertschaften, déi d'Strooss passéiert, staark.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. De Schäfferot vu Péiteng huet an enger Äntwert vum 26. Oktober op meng Fro vum Gemengerot geäntwert, dass ee mat der Stroossebauverwaltung wëllt analyséieren, wéi een d'Situatioun kéint verbesseren. Ass d'Gemeng wéinst dëser Problematik schonns un de Mobilitéitsminister erugetrueden?
2. Wéi wëll de Mobilitéitsminister verkéierstesch dofir suergen, fir den Trafick vun der Route de Longwy ewechzekerien an op d'Avenue de l'Europe ëmzeleeden?
3. Wéi géif eng Ënnerféierung (Tunnel) ënnert dem Rond-point beim Lycée Mathias Adam d'Traficksituatioun op der N5 beanträchtegen?
4. Ass de Mobilitéitsminister gewëllt, fir d'Maximalgeschwindegkeet op der N5 op 30 Stonnekilometer ze begrenzen an op verschidde Plazen (z. B. Porte de Lamadelaine) rout Luuchten ze installéieren?

### Réponse (02/12/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Eng deementspreechend Reunioun tëschent de Gemengen, wou och dat dësbezüglecht regionaalt Konzept aus dem nationale Mobilitéitsplang PNM2035 hätt kënnen erloutert ginn, huet nach net stattfonnt.

ad 2. D'Nationalstrooss N5 verleeft, wéi richteg vun honorabelen Deputéierten duergeluecht, duerch d'Gemeng Péiteng. Wéi awer och ze bemerken ass, ass datt an dësem Beräich vill Leit wunnen a schaffen. Zousätzlech befannen sech hei och vill Commercen laanscht d'Strooss, déi zousätzlech weidere Verkéier unzéien. Dowéinst ass feststellen, datt den Duerchgangsverkéier net eleng responsabel fir déi aktuell Situatioun ass, mee och de Quell- an Zilverkéier. Ganz kritt een de Verkéier also net aus der Lonkecher Strooss (N5) eraus.

Virun allem an de Spëttestonnen ass d'Avenue de l'Europe (N31) héich beluecht, wat dozou féiert, datt de Verkéier sech op aner Auswächstrecke verlagert.

Vun dësem Verhalen ass net nëmme d'Hauptstrooss duerch Péiteng betraff, mee och aner Uertschaften ginn dann als Alternativ benotzt. Déi komplex Situatioun mécht et folgend schwierig, déi richteg Léisung ze fannen, ouni gläichzäiteg aner Stroossen an Uertschaften méi ze belasteschen.

ad 3. Eng Ënnerféierung géif de Verkéier duerch d'Avenue de l'Europe a gewëssen Auerzäiten definitiv méi fléissend maachen. Allerdéngs mécht dat eréischt Sënn, wann d'Rond-pointen hannendrun och méi héich Kapazitéit virweisen, also wäeren an deem Fall och op dës Plaze baulech Upassungen noutwendeg.

Wei wäit sech déi Verbesserung och op d'Lonkecher Strooss ausüübt, ass elo schwéier ze soen. Wéi awer scho bei der zweeter Fro ugemeiert, ass net all Verkéier op der Lonkecher Strooss Transitverkéier.

ad 4. En Erofsetze vun der maximal erlaabter Geschwindegkeet op 30 km/h op der Lonkecher Strooss zu Péiteng wäert de Problem net léisen. Wann een haut schonns an de Spëtzenzäiten dës Achs usteiert, ass déi gefillt Duerchschnittsgeschwindegkeet definitiv méi niddreg.

Wann een d'Sécherheet op verschidde Plazen am Zentrum well erhéien, da gëtt et natierlech aner Méiglechkeeten, déi zesumme mat der Gemeng kënnen ausgeschafft ginn.

De Lycée huet och ee Passage fir Schüler ënnert der Rue du Lycée (N5D) erduerch, soudatt déi duerch de Verkéier staark sollicitéiert Strooss vum Foussgänger evitéiert ka ginn. Idealerweise kéint een dann den aktuellen Iwwergang bei der Porte de Lamadelaine weider securiséieren, zum Beispill duerch rout Luuchten.

### Hauts fonctionnaires du Gouvernement | Question 7083 (27/10/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Säit der Regierung Juncker/Asselborn II huet déi maximal Zuel vu Spëtzebeamten (Administrateurs généraux, 1<sup>ers</sup> Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe, Conseillers de Gouvernement adjoints) sech vun 79 op 126 erweidert.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Premierminister an de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, fir Cultes, fir Digitalisatioun, fir bannenzeg Sécherheet, fir Aussenuegleeënheeten an Europa, fir Immigratioun an Asyl, fir Verdeedegung, fir Mobilitéit, fir Bildung, fir Héichschoul a Fuerschung, fir Famill an Integratioun, fir d'Groussregioun, fir den öffentliche Dëngscht, fir Landesplanung, fir Energie, fir Konsumenteschutz, fir Kultur, fir d'Gläichheet tëscht Fraen a Männer, fir Interieur, fir Mëttelestand, fir Tourismus, fir d'öffentlech Aarbechten, fir Gesondheet, fir Justiz, fir Wirtschaft, fir Kooperatioun, fir Finanzen, fir Aarbecht, fir Sport, fir Sozialversécherung, fir Landwirtschaft a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministesch an d'Ministernen d'Ventilatioun vun der Unzuel vun de Beamten aus de 5 Kategorieën pro Ministère mat de respektiven Nimm (déi duerch de Memorial B jo schonn öffentlich sinn), der Funktioun an der Date d'entrée en fonction opléischen?
2. Wéi ass d'Entwécklung vun der Zuel vun de Beamte pro Kategorie, Ministère a Joer (Stand 1.11) säit dem Regierungswissel 2013?
3. Wéi vill vun de Beamten aus dës 5 Kategorieën, déi scho virun der Regierung Bettel I dës Funktioun hatten, sinn haut nach en fonction?
4. Wéi vill Beamten aus dës 5 Kategorieën si säit dem Regierungswissel 2013 an d'Pensioun gaangen?

**Réponse** (24/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative | **Mme Paulette Lenert**, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé, Ministre déléguée à la Sécurité sociale | **M. François Bausch**, Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture, Ministre de la Justice | **Mme Taina Bofferdig**, Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de l'Économie | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Georges Engel**, Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Wéi den honorabelen Deputéierten selwer a senger Fro schreift, sinn déi Informatiounen der Öffentlichkeet zougängeg. D'Regierung verweist den honorabelen Deputéierten dowéinst op de Memorial B an och op d'Telefonbuch vum Staat unhand vun deene sech déi gewënschten Informatiounen compiléieren loosse.

### Projet d'extension du tram | Question 7084 (27/10/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Plan national de mobilité 2035 (PNM2035) ass an der franséischer Versioun op de Säite 54 a 56 op engem sommair Diagramm eng zousätzlech Tramslinn laanscht de Stadpark duerch d'Neipuerts gaass Richtung Centre Hamilius agezeechent. Ausser deenen 2 zitiierten Diagramme fënn sech awer weider eng Informatioun iwwer de genaue Verlaf vun dëser Linn nach iwwer déi néideg domat verbonden eventuell Transformatiounen. (Den Tram muss eemol an de Bvd Royal eran dréien an eemol an d'Avenue Émile Reuter an duerfir warscheinlech op d'mannst eemol d'Säit wiesselen, fir d'Kéier ze kréien, woumat en da géif mat der entgéintkommender Busspuer um Bvd Royal kollidieren. Dofir ass dës Informatioun wichteg, fir op engem Plang kënnen nozemoossen.)

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi, wou an op wat fir eng Manéier soll dat Deelstéck laanscht de Park duerch d'Neipuerts gaass mat der bestoender Tramslinn verbonne ginn?
2. Wéi grouss ass den néidege Radius (a Meter), fir datt den Tram eng 45° Kéier ka maachen?
3. Sinn zousätzlech Arréten um Deelstéck virgesinn? Wa jo, wou an op wéi enger Säit vun der betreffenner Strooss?

4. Wat geschitt mam Foussgänger- a Vëloswee vum Parc Pescatore eriwuer an de Stater Parc?  
Kommen do Verkéiersampelen hin?

5. Wäer et méiglech, Asicht a méi präzis Pläng vun dem Projet ze kréien? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (14/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Fro freet den Deputéierte Sven Clement Informatiounen iwwert nei Tramsstrecken am Stadzentrum.

Deen zitéierte Plan national de mobilité 2035 ass, wéi den Numm et seet, ee Plang, deen notament déi bis 2035 noutwenneg Infrastrukture konzeptuell duerstellt. Déi an deem Plang erkläerte Projeten, an am Speziellen d'Tramsextensiounen, sinn an der Planung ënnerschiddlech wäit fortgeschritt. Déi hei ugeschwate befënnt sech nach an engem ganz fréie Planungsstadium.

D'Deelstéck duerch den Zentrum gëtt grad studéiert a Luxtram schafft am Moment un enger „étude de variantes“; dat heescht, dass verschidde Varianten evaluéiert ginn, fir da schlussendlech déi bescht Variant zréckzebehalen.

Et leien also deemno nach keng präzis Pläng vir mat enger Zilvariant.

Bei der Fro nom Radius vun den Tramsschinnen, fir eng Kéier vun 90 Grad ze huelen, gëtt an der Reegel versicht, net ënner 25 m ze goen, fir d'Material ze schounen a genuch Vitess ze halen. Technesch sinn awer nach méi enk Radie méiglech.

Am Deelstéck bitt et sech un, 2 nei Arrête virzege-sinn. Een um Boulevard Royal an een Zweeten an der Neipuertsqaass. Wou genau, gëtt am Moment nach evaluéiert. Dorausser wäerte sech och logesch an attraktiv Plaze fir Traverséer vu Foussgänger a Cyclisten erginn.

**Scandale de viande de poulet** | Question **7085** (27/10/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Um SWR gouf driwwer bericht, dass bei Lidl an Däitschland Fleisch vun Hénger verkaaft gouf, dat vun Déiere staamt, déi an hirem Mastbetrieb ënner grausame Konditiounen gehale goufen. Et gëtt bericht, dass vill vun den Hénger sech mol net méi hätten op de Been hale kënnen a just nach virun sech hi vege-téiert hätten.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Konsumenteschutz a Wirtschaft des Fro stellen:

– Gouf och hei zu Lëtzebuerg Fleisch aus dem concernéierte Betrib aus Niedersachsen verkaaft? Falls jo, gëtt dat Fleisch aktuell nach ëmmer a Lëtzebuerg Supermarché verkaf?

**Réponse** (30/11/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

All Liewensmëttel, wat op den europäesche Marché kënn, muss déi geltend europäesch an national gesetzlech Reegele respektéieren.

Dofir ginn iwwert déi ganz Liewensmëttelkette vun den zoustännegen Autoritéiten an den EU-Memberstate Kontrolle gemaach.

Wa festgestallt gëtt, dass e Liewensmëttel net dese Reegelen entsprécht, da gëtt et vum Maart geholl.

Wann des Weideren eng Verdeelung vun engem Memberstat an en anere stattfonnt huet, dann informéiere sech déi betraffe Memberstaten iwwert ee

Réseau d'alerte, deen déi Europäesch Kommissioun agericht huet a bedreift.

[https://food.ec.europa.eu/safety/rasff-food-and-feed-safety-alerts\\_en](https://food.ec.europa.eu/safety/rasff-food-and-feed-safety-alerts_en)

Wann och nach eng Gefor fir d'Gesondheet besteet, da gëtt och de Konsument informéiert iwwert de Portal vun der Sécurité alimentaire: [www.securite-alimentaire.lu](http://www.securite-alimentaire.lu).

An deem vum honorabelen Deputéierten zitéierte Fall ass der Lëtzebuerg Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung, déi Kontaktpunkt fir den europäeschen Alertesystem zu Lëtzebuerg ass, keng esou eng Verdeelung matgedeelt ginn.

**Cannabis récréatif** | Question **7086** (27/10/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le ministre allemand de la Santé, Karl Lauterbach, a présenté les grandes lignes d'une légalisation éventuelle du cannabis en Allemagne lors d'une conférence de presse le 26 octobre 2022.

Par exemple, on peut lire qu'il est prévu que la vente sera possible dans les magasins spécialisés agréés – accès réservé aux personnes de plus de 18 ans – et éventuellement dans les pharmacies, que l'achat et la possession de 20 à 30 grammes maximum de cannabis récréatif pour un usage personnel seront dépénalisés, indépendamment de la teneur concrète en THC, ainsi que la culture personnelle privée sera autorisée dans une mesure limitée – trois plantes à fleurs femelles par personne majeure.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'il y a eu et est-ce qu'il y a toujours des échanges entre les autorités publiques allemandes et luxembourgeoises sur la légalisation du cannabis récréatif ?

2) Comment la ligne directrice proposée par l'Allemagne est-elle évaluée par vos services ?

3) Est-ce que le Gouvernement juge opportun une harmonisation des projets de législation luxembourgeois et allemands ? Est-il prévu de modifier le projet de loi numéro 8033 en ce sens ?

**Réponse** (25/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1) Au cours des dernières années, il y a eu de nombreux échanges entre les autorités publiques allemandes et luxembourgeoises sur la réglementation du cannabis à usage non médical, tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral, notamment dans le cadre des réunions mensuelles du groupe horizontal « Drogue » (« GHD ») du Conseil de l'Union européenne.

En 2019, une délégation luxembourgeoise composée de représentants du Ministère de la Santé et du Ministère de la Justice s'est rendue à Berlin afin de présenter les mesures de réglementations portant sur le cannabis à usage non médical à l'ancienne déléguée du Gouvernement fédéral allemand aux questions de drogues et de toxicomanie.

En avril 2022, a eu lieu une rencontre et un échange en la matière entre l'actuel délégué du Gouvernement fédéral allemand aux questions de drogues et de toxicomanie et le coordinateur national drogues du Grand-Duché de Luxembourg, en marge de la réunion des coordinateurs drogues de l'UE à Paris, sous Présidence française.

Le 15 juillet 2022, une consultation de haut niveau sur la réglementation du cannabis à usage non médical entre l'Allemagne, Malte, les Pays-Bas et le Luxembourg a d'ailleurs eu lieu au Château de Senningen. Afin de pouvoir élaborer une déclaration conjointe, de nombreux échanges ont eu lieu en amont de ladite consultation.

En juin 2022, un représentant du Ministère de la Santé a participé à une audition d'experts sur les expériences internationales à Berlin, faisant partie du processus de consultation allemand « Cannabis – aber sicher! ». Ce processus, initié par l'actuel délégué du Gouvernement fédéral allemand aux questions de drogues et de toxicomanie, a notamment servi à l'élaboration des « grandes lignes d'une légalisation éventuelle du cannabis en Allemagne » citées par Madame la Députée. Ces échanges se poursuivent sur une base continue.

Par ailleurs, Madame la Ministre de la Santé, Paulette Lenert, et Madame la Ministre de la Justice, Sam Tanson, ont échangé à plusieurs reprises sur le sujet de la réglementation du cannabis à usage non médical avec leurs homologues allemands.

ad 2) Nos services impliqués suivent de près les développements allemands en la matière en misant sur la coopération étroite et constructive avec nos homologues. L'évaluation des mesures récemment présentées par les autorités allemandes est en cours et ceci à la lumière des défis et questionnements communs.

ad 3) Il serait utile que nos législations s'agencent autour des mêmes principes et objectifs tout en tenant compte du contexte propre à chaque pays.

Le Gouvernement luxembourgeois a décidé de procéder par étapes en vue de la réglementation du cannabis à des fins non médicales.

Il est d'ailleurs renvoyé au projet de loi n° 8033, qui constitue la première étape en matière de réglementation de l'accès au cannabis à des fins non médicales.

Lors d'une deuxième étape, un avant-projet de loi sera élaboré afin de réglementer la production, la distribution et la vente de cannabis à usage non médical. À l'heure actuelle, la priorité est accordée à l'élaboration d'un cadre légal pour la production à l'échelle nationale de cannabis médical. Ce n'est qu'après le dépôt de ce cadre légal que les travaux de la deuxième phase de la législation sur le cannabis à usage non médical commenceront.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est actuellement pas prévu de modifier le projet de loi n° 8033.

**Pénurie de personnel dans le secteur de la santé** | Question **7087** (27/10/2022) de **M. Jeff Engelen** | **M. Fred Keup** (ADR)

Et ass gewosst, dass Lëtzebuerg eng Penurie beim Gesondheetspersonal huet. Dobäi sinn aktuell schonn zwee Drëttel vun eisem Fleegepersonal aus dem Ausland rekrutéiert. Bis 2034 sollen dann 42 Prozent vum Fleegepersonal an d'Pensioun goen. Dozou kënn, dass ëmmer méi Leit de Beruff verloossen, a mir bilde selwer och nëmme wéineg Krankefleeger am Land aus.

D'Weltgesundheitsorganisatioun huet all Land geroden, bis 2030 zwee Drëttel vu senger Ofhängegkeet vun Nopeschlänner erofzeschrauwen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Opgeschlésselt no Frontalieren an Awunner vu Lëtzebuerg: Wéi vill Aide-soignanten a wéi vill Infirmieren hunn zu Lëtzebuerg hire Beruff zënter 2010 pro Joer verlooss,

- fir de Beruff ze wiesselen,
- fir an d'Pensioun ze goen?

2. Opgeschlësst no Frontalieren an Awunner vu Lëtzebuerg: Wéi vill Aide-soignanten a wéi vill Infirmiere sinn zënter 2010 pro Joer

- nei am Beruff bäikomm,
- ze wéineg am Sektor gewiescht?

3. Kann d'Regierung soen, wéi vill Persounen d'Joer zënter 2010 e Léiergang als Infirmier an als Aide-soignant hei am Land

- ugefaang hunn,
- ofgeschloss hunn,
- ofgebrach hunn?

**Réponse** (06/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Zënter 2010 hunn 3.354 Infirmieren an 1.643 Aide-soignanten hire Beruff verlooss.

De Gesondheitsministère huet keng Donnéeën, wat d'Unzuel vun Aide-soignanten an Infirmiere betrëfft, déi an d'Pensioun gaange sinn.

ad 2. Zënter 2010 sinn 6.138 Infirmiere souwuel wéi 3.488 Aide-soignanten nei am Beruff bäikomm.

De Gesondheitsministère huet keng Donnéeën, wat d'Unzuel vun Aide-soignanten an Infirmiere betrëfft, déi et ze wéineg am Sektor gi sinn.

ad 3. Bei den Aide-soignantë konnten zënter 2010 insgesamt 2.013 Inscriptiounen festgehal ginn, bei den Infirmiere sinn et der 2.782. Zënter 2010 hunn 1.454 Aide-soignanten an 854 Infirmieren hir Formatioun mat Succès ofgeschloss.

D'Zuele fir d'Sessioun 2021/2022 konnten nach net fixéiert ginn, well verschidde Studenten hir Noexamen nach net validéiert hunn.

De Gesondheitsministère verfüügt net iwwer d'Unzuel vu Studenten, déi hire Léiergang ofgebrach hunn.

.....

### Tarifs d'injection dans le cadre des installations photovoltaïques | Question 7089 (27/10/2022) de **M. Paul Galles** | **M. Marc Lies** (CSV)

D'Präisser fir Energie an domadder och fir Stroum sinn an de leschte Méint op den internationale Marchéen extreem staark geklommen. En vue vun de multipelle Krise kann een och net onbedéngt domadder rechnen, dass di Präisser an noer Zukunft erëm wäerte falen an et muss een sech d'Fro stellen, ob d'Energie iwwerhaapt nach eng Kéier esou bëleg gëtt. De Stroum- (a Gas-)präisdeckel wäert d'Regierung och net fir ëmmer kënnen finanzéieren. Dofir ass et wichteg, den Ausbau vu Fotovoltaikanlage weider virunzedreiwen. Eng Méiglechkeet fir dëst ze maachen, besteet jo a Form vu garantiéierten Aspeisetariffer. Aktuell läit den Tarif fir Anlage bis 10 kW bei 0,15 €/kWh a fir Anlagen iwwer 10 a bis 30 kW bei 0,14 €/kWh. Et ass also wichteg, dass dësen Tarif och an Zukunft lukrativ bleift.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Gesäit den Energieminister vir, di garantiéierten Aspeisetariffer fir Fotovoltaikanlagen ze erhéijen? Wa jo, ëm wéi vill €/kWh a wéini? Wann nee, wéi wëll een dann den Ausbau vu Fotovoltaikanlage weider féerden?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Am Kader vum Tripartitt-Accord gouf decidéiert, d'Aspeisetariffer fir Fotovoltaikanlagen am Joer 2023 um Niveau vun haut ze halen, d. h. d'Degressioun, déi

duerch eng Formel virgesinn ass, gëtt fir ee Joer ausgesetzt. Dat ass eng De-Facto-Erhéijung. An der Reegel sinn d'Fotovoltaikpanneauen an de leschte Jore kontinuierlech méi bëleg ginn, dofir ass eng Degressioun bei den Aspeisetariffer virgesinn, fir deem Rechnung ze droen. An dem aktuelle Kontext ass de Marché vun de Fotovoltaikpanneauen staark ënner Drock, sou datt et opportun ass, fir déi Degressioun auszusetzen.

Wat d'Anlagegréisst ugeet, déi déi honorabel Deputéierte mat hirer Fro viséieren (bis 30 kW), sou gouf 2022 des Weideren d'Méiglechkeet agefouert, am Kader vum Klimabonus-Programm e Subsid vu 50 % fir seng Fotovoltaikanlag unzefroen, wann een sech engagéiert, dës am Modus vun der Autoconsumatioun ze bedreiwen. Dës Méiglechkeet ass lo nach méi relevant ginn an Zäiten, wou och d'Stroumpräisser éischter klamme wäerten ewéi erofgoen, d. h. d'Bierger kënnen sou iwwer e laangen Zäitraum eng Erspuernis op hirer Stroumrechnung sécherstellen. Am Kader vum Tripartitt-Accord gouf dës Méiglechkeet spezifesch lo nach eng Kéier méi interessant gemaach, duerch en Topup vu 25 % am Joer 2023. D. h. d'nächst Joer kann een 62,5 % vu sengem Ufanksinvest direkt duerch dës Subsid och nach d'eligibel Käschten erwidert: An Zukunft kann een ënner gewësse Bedingungen hei och eng Batterie geltend maache fir de Stroumdeed, deen ee selwer verbraucht, nach an d'Luucht ze drécken.

Am Kader vum engem Subsid muss de Bierger fir d'éischt d'Rechnung bezuelen, éier hien de Subsid ka kréien. Dës Laascht vun der Virfinanzéierung gëtt duerch eng weider Tripartitt-Mesure och verréngert, andeems d'TVA op Fotovoltaikanlage vu 17 % op 3 % erofgesat gëtt. Parallell gi bei der Ëmweltverwaltung méi Leit agestellt, fir der grousser Unzuel vun Demandé Rechnung ze droen a méi schnell ze traitéieren.

Am Kader vum der dezentraler Energieproduktioun vun der Zukunft ass d'Fotovoltaik e ganz wichtige Piller, deen och fir jidderee bei sech doheem méiglech ass. D'Attraktivitéit vun dëser Méiglechkeet ass am Moment, och duerch déi genannte Mesuren, nach ëmmer ginn a wäert och duerch e permanente Monitoring vu menge Servicer weider erhale bleiwen – wann néideg mat neien oder zousätzleche Mesuren.

.....

### Organisation des rentrées de l'éducation précoce dans les communes | Question 7090 (27/10/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans certaines communes, les rentrées pour l'éducation précoce se font parfois en deux respectivement trois temps. Ainsi, les enfants qui auront atteint l'âge de trois ans au début de chaque trimestre pourraient être scolarisés. Pourtant, ce ne serait pas le cas dans toutes les communes.

Partant, je voudrais demander à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quelles sont les communes qui permettraient une deuxième, voire une troisième rentrée de l'éducation précoce ? Combien d'enfants sont inscrits pour chaque séance de rentrée ?

L'éducation précoce fonctionne selon des modalités différentes selon les communes. Ainsi certaines communes proposent une éducation précoce à plein et/ou à mi-temps. D'autres encore proposent une option d'accueil en maison relais, ce que le modèle de l'éducation précoce tel que conçu par les lois en vigueur ne prévoit pas. Dans un contexte de manque de structures d'accueil communales et de chaises dans les maisons

relais, les demandes de dérogation à l'enseignement précoce dans l'objectif d'une scolarisation en cycle 1 d'enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 4 ans semblent se multiplier selon nos informations.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

2) Quelles sont les communes qui proposent un service d'éducation précoce et combien de structures d'éducation précoce existent par commune ? Combien d'enfants y sont inscrits par commune ?

3) Quelles sont les communes qui proposent un enseignement précoce respectivement à mi-temps et à plein-temps ?

4) Quelles sont les communes qui proposent un service d'accueil dans les maisons relais à destination des enfants en éducation précoce ?

5) Dans les communes proposant un accueil en maison relais aux enfants bénéficiant de l'éducation précoce, combien d'enfants bénéficient de cette offre ?

6) En l'espace de trois ans, combien de demandes d'admission en cycle 1 d'enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 4 ans sont reçues par les services compétents des différentes communes ?

**Réponse** (09/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferdig**, Ministre de l'Intérieur

ad 1) Afin de faciliter au maximum la transition entre le contexte familial et l'école, l'organisation de l'éducation précoce, qui incombe à la commune respective, est soumise à une plus grande flexibilité. L'admission se fait en principe au début de l'année scolaire. Les autorités communales peuvent toutefois proposer des admissions au cours de l'année scolaire pour les enfants âgés de trois ans révolus à ce moment.<sup>2</sup>

Pour l'année scolaire 2021-2022, il y a eu un total de 4.523 inscriptions à l'éducation précoce. Ces inscriptions se sont réparties comme suit sur les trois trimestres :

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Une liste des communes proposant une inscription à l'éducation précoce en cours d'année se trouve en annexe (tableau 2).

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Il convient ici de noter que le tableau 2 se base sur les inscriptions effectives de l'année scolaire 2021-2022 saisies dans la base de données mise à disposition des communes par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse conformément au règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission.

Dans ce contexte, il n'est pas exclu que d'autres communes proposent également une inscription en cours d'année scolaire, mais qu'il n'y a pas eu d'inscriptions, faute de demandes de la part de parents d'élèves.

ad 2) Veuillez consulter le tableau 2 qui se trouve en annexe.

ad 3) Comme l'éducation précoce est une offre dont la fréquentation est facultative, certaines communes

<sup>2</sup> Article 18 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et Circulaire de printemps 2022 p. 15.

prévoient également une inscription de l'enfant à temps partiel. Il convient ici de préciser qu'il ne s'agit pas d'un enseignement à mi-temps dans le sens classique, mais d'une répartition sur des plages de matin et de midi.

Les jeunes enfants ont besoin de repères stables qui leur procurent orientation, sécurité et confiance. Dans ce contexte, et afin que l'éducation porte ses fruits, le ministère encourage les autorités communales de prévoir un minimum de quatre plages<sup>3</sup> par semaine par enfant. Dans ce contexte, il se révèle propice de noter que 3.126 élèves étaient inscrits, pendant l'année scolaire 2021-2022, à temps plein dans une classe de l'éducation précoce, ce qui revient à 69 %.

Une liste avec les communes ayant eu des inscriptions à temps partiel pour l'année scolaire 2021-2022 se trouve en annexe (tableau 2).

ad 4) Selon les données de la facturation en juin 2022, le nombre de communes où au moins un enfant inscrit en éducation précoce et accueilli dans un SEAS (Service d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés) conventionné ou non conventionné est de 86, ce qui revient à 84 %. Veuillez trouver les communes concernées dans le tableau 2 qui se trouve en annexe.

ad 5) En juin 2022, il a été relevé que 3.300 enfants inscrits à l'éducation précoce fréquentaient une structure d'éducation et d'accueil.

Le chiffre d'enfants inscrits à l'éducation précoce et fréquentant une structure d'éducation et d'accueil se répartit comme suit :

- 2.878 enfants inscrits en service d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés (conventionnés et privés) (maisons relais/foyers scolaires) ;
- 271 enfants inscrits en service d'éducation et d'accueil pour jeunes enfants (conventionnés et privés) (crèches) ;
- 151 enfants inscrits chez une assistante parentale.

ad 6) La gestion des demandes d'inscription dans une classe de l'éducation précoce fait partie de l'organisation scolaire et relève donc de la responsabilité des communes<sup>4</sup>. Dans ce contexte, les chiffres repris dans le tableau 3 proviennent de la base de données mise à disposition des communes par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse conformément au règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministère ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission et reflètent uniquement le nombre d'inscriptions dans une classe d'éducation précoce saisi par les communes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

### Conditions de sécurité de l'enseignement en atelier dans le cadre de la formation professionnelle | Question 7091 (27/10/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Dans les ateliers professionnels des lycées, il existe des classes où parfois 20 élèves sont encadrés par seulement un.e enseignant.e. Par conséquent, les mesures de sécurité à l'atelier ne semblent pas pouvoir être garanties à 100 %. Partant je voudrais savoir si Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale peut

<sup>3</sup> Circulaire de printemps 2022 p. 16

<sup>4</sup> Article 58 de la Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

m'indiquer pour chaque question ci-dessous, la base légale et les réglementations afférentes :

- 1) Combien d'élèves sont autorisés par atelier et par maître d'enseignement pour pouvoir remplir les critères de sécurité ?
- 2) Comment se calcule la jauge d'élèves autorisée en atelier ? Combien d'élèves par mètre carré sont autorisés pour remplir les conditions de sécurité en vigueur ?
- 3) Le nombre d'élèves est-il définitivement fixé en fonction du programme prévu par le groupe curriculaire ?
- 4) Quel est le nombre d'élèves prévu pour les classes à option, sachant qu'il n'y pas de programme attribué à ces classes à option ? Monsieur le Ministre est-il prêt à changer cette situation ?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La sécurité dans les ateliers scolaires est définie au règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique.

Bien que ce règlement n'impose pas un nombre précis d'apprentis par atelier, le nombre maximum doit tenir compte des conditions d'infrastructure des différents bâtiments et ateliers scolaires, de manière à ce que toutes les dispositions en matière de sécurité puissent être respectées.

La responsabilité en matière de sécurité dans les différents bâtiments scolaires incombe aux directrices et directeurs respectifs.

Les articles suivants du règlement grand-ducal susmentionné, concernent l'agencement et l'aménagement des ateliers scolaires, ainsi que la surveillance des apprentis :

Art. 14.2. – Éducation dans les laboratoires et ateliers scolaires

[...] (14.2.03) Au cours des manipulations, l'élève doit être surveillé par l'enseignant responsable, qui, en cas de manquement grave, doit interrompre l'activité et reprendre l'éducation précitée dans la mesure des besoins.

Art. 14.4. – Agencement et aménagement

(14.4.01) Les tables de travail, les stands d'expériences, les établis, les appareils et les machines doivent être conçus, disposés et aménagés de manière notamment :

- que l'équilibre statique et dynamique soit garanti et qu'il n'y ait pas de risque de basculement ou de renversement,
- que les personnes puissent facilement accéder aux postes d'activités et qu'elles puissent les quitter aisément,
- qu'il reste des passages et voies de circulation suffisamment larges et dégagés,
- que les personnes ne se gênent pas réciproquement,
- que les risques d'atteinte à l'intégrité physique des personnes par la projection d'éclats, de copeaux ou d'étincelles, par des éclaboussures ou des flammes de même que par le dégagement de vapeurs ou d'émanations nocives soient éliminés.

(14.4.02) Les couloirs de circulation principaux doivent avoir une largeur libre minimale de 1 m. Les aires de travail et de circulation entre les différents postes d'activités doivent avoir une largeur minimale respectivement de 0,90 m si les postes sont uniformément disposés de front et de 1,50 m s'ils sont adossés deux à deux.

(14.4.03) Les aires libres entourant les stands d'expériences et les machines doivent être dimensionnées de

manière que toutes les activités y relatives prévues puissent se dérouler strictement à l'intérieur des aires respectives. [...]

ad 2) Comme décrit ci-dessus, le nombre maximum d'apprentis autorisés simultanément dans un atelier dépend des conditions d'infrastructure des différents bâtiments et ateliers.

Le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique prévoit à cet égard un minimum de 1,5 mètre carré pour l'espace de manipulation libre par poste d'activité :

Art. 2.2. – Dimensions des locaux et des postes d'activités

[...] (2.2.06) Les postes d'activité en rapport avec des travaux manuels, des expériences scientifiques ou technologiques et de la formation pratique professionnelle doivent être aménagés avec un espace de manipulation libre d'au moins 1,5 m<sup>2</sup> et de manière que toutes les manipulations prévues puissent se dérouler sans gêne ou inconvénient réciproques. [...]

ad 3) Le nombre maximum d'apprentis est indiqué pour différents métiers dans les référentiels respectifs, bien que ce ne soit pas le cas pour chaque métier.

Selon les conditions d'infrastructure des différents bâtiments et ateliers scolaires, le directeur ou la directrice d'un bâtiment scolaire peut décider que le nombre d'apprentis par classe soit inférieur à celui indiqué dans les référentiels.

ad 4) Pour les cours à option de même que pour tous les autres cours organisés par les lycées, une instruction ministérielle détermine chaque année l'effectif minimal et maximal des auditoires. Lorsqu'il s'agit de cours en ateliers, ils sont soumis aux mêmes règles que celles détaillées dans les réponses aux deux premières questions.

### Contrôle du notaire dans le cadre d'une transaction immobilière | Question 7092 (27/10/2022) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Duerch een Akt beim Notaire geet eng Immobilie vun enger Hand an déi nächst. Den Notaire këmmert sech beim Verkauf ëm d'Rechtmeissegkeet vun enger Vente a setzt d'Pabeieren op.

An deem Zesammenhang wëllte mir der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Awëifern mussen Notairë kontrolléieren, ob hinne kee Fall vu Blanchiment virläit? Wat fir Prozedure mussen hei agehale ginn?

2. Am Fall wou eng Immobilie wäit ënnert Maartpräis soll de Besëtzer wiesselen, wat fir Prozedure mussen d'Notairen anhare fir ze kontrolléieren, dass dee Moment kee Bedruch virläit?

**Réponse** (22/11/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Laut Artikel 2 Paragraf 1 Punkt 11 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwer den Anti-blanchiment (loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme) ënnerleien d'Notairen dem Titel I vun dësem Gesetz.

Den Titel I gesäit eng Rei Obligatiounen vir, déi d'Notairë musse respektéieren: Obligations de vigilance à l'égard de la clientèle (Artikelen 3, 3-1, 3-2 an 3-3), Obligations d'organisation interne adéquate (Artikel 4), Obligations de coopération avec la Cellule de renseignement financier, les autorités et les organismes d'autorégulation (Artikel 5).



Wann en Notaire e Verdacht huet, datt e Fall vu Blanchiment virläit, muss hien d'Cellule de renseignement financier (CRF) doriwwer informéieren: « (...) les professionnels (...) sont tenus (...) d'informer sans délai, de leur propre initiative la cellule de renseignement financier lorsqu'ils savent, soupçonnent ou ont des motifs raisonnables de soupçonner qu'un blanchiment, une infraction sous-jacente associée ou un financement du terrorisme est en cours, a eu lieu, ou a été tenté, notamment en raison de la personne concernée, de son évolution, de l'origine des avoirs, de la nature, de la finalité ou des modalités de l'opération » (Artikel 5 Paragraf 1 Punkt a) vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004). Dat selwecht gëllt och beim Verdacht vun enger Terrorismusfinanzéierung (Artikel 5 Paragraf 1 bis). Esoulaang keng Verdachtsmeldung bei der CRF gemaach ginn ass, d'äerf den Notaire d'Transaktioun net duerchféieren. Wann d'CRF d'Verdachtsmeldung bis kritt huet, kann si dem Professionellen d'Instruktioun ginn, d'Operatioun net duerchféieren (Artikel 5 Paragraf 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004).

ad 2. D'Chambre des notaires huet ons matgedeelt, datt den Notaire d'Parteien iwwer déi méiglech steierrechtlech a stroferechtlech Konsequenzen informéiert, wann eng Immobilie ënnert dem Maartpräis verakaf gëtt. Dat sinn zum Beispill d'Strofen, déi an der Loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession virgesi ginn (Artikelen 1 bis 4 an Artikel 29). Den Notaire freet d'Parteien no dem Grond fir den niddrege Präis (zum Beispill de schlechten Zoustand vun der Immobilie). Wann d'Partei bei dem Präis bleiwen, weist den Notaire si drop hin, datt d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA si ka convoquéieren an de Präis reevaluéieren, fir d'Droits d'enregistrement festzeleeën.

Wann den Notaire de Verdacht huet, datt eng Strofdot virläit, déi ënnert den Artikel 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwer den Anti-blanchiment fält, applizéieren sech d'Reegelen, déi am Punkt 1 opgefouert sinn.

### Droit à l'accompagnement | Question 7093 (27/10/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

Prenant en compte la réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 6862, en particulier que « les examens de contrôle auprès du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ne font pas partie des "démarches de santé" ».

Considérant que l'article 2(c) de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient dispose qu'il faut comprendre par « "soins de santé" : des services de santé fournis par des professionnels de santé aux patients pour évaluer [...] leur état de santé », l'article 418 du Code de la sécurité sociale dispose que les missions d'évaluation font partie des missions du Contrôle médical, et, toujours selon les articles 418 et 421 du Code de la sécurité sociale, le Contrôle médical de la sécurité sociale peut effectuer « les examens médicaux dans les cas prévus par les lois, règlements ou statuts ou lorsqu'il le juge nécessaire à la bonne exécution de ses missions et convoque à cet effet les assurés », certaines incertitudes persistent.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de Madame le Ministre de la Santé :

1) Quelle est la base légale qui vous fait dire que les rendez-vous de contrôle auprès du Contrôle médical de la sécurité sociale ne font pas partie des démarches de santé ?

2) Les missions d'évaluation faisant partie des missions du contrôle médical, est-ce que vous pouvez préciser et distinguer les missions de contrôle et d'évaluation afin de bien clarifier les différentes missions ? En quoi constitue la différence ?

3) Est-ce que vous êtes d'accord pour dire que l'évaluation qui est donc une mission du contrôle médical tombe sous les démarches de santé ?

4) Est-ce que vous ne jugez pas que le droit à l'accompagnement est un droit important et vital dans des situations où des personnes vulnérables se font contrôler ?

**Réponse (02/12/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

Globalement, il y a lieu de préciser que les services du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) assurent par semaine entre 1.500 et 2.000 contrôles cliniques des assurés et que dans la majorité des cas, l'assuré ne demande pas un accompagnement par une personne tierce.

En outre, il n'y a pas de refus systématique des personnes accompagnantes, mais chaque médecin-conseil analyse au cas par cas le besoin de la présence d'une tierce personne pour assurer le bon déroulement du contrôle clinique.

En ce qui concerne le champ d'application de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ; la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ; le Code civil (ci-après « loi du 24 juillet 2014 »), le Ministre de la Sécurité sociale avait demandé déjà en 2017 un avis juridique pour clarifier son application aux services médicaux de contrôle de la sécurité sociale. Cet avis stipule qu'en :

« vertu des définitions reprises à l'article 2 de la loi du 24 juillet 2014 on pourrait conclure que les médecins du CMSS tombent dans le champ d'application de la loi du 24 juillet 2014. On pourrait ainsi estimer que cette loi trouverait application aux opérations d'évaluation et de contrôle des assurés effectuées par les médecins du CMSS. Or, les travaux parlementaires ne permettent pas de conclure clairement à l'applicabilité de la loi du 24 juillet 2014 au CMSS (document parlementaire n° 6469, exposé des motifs, page 17). La commission souligne que la nouvelle législation sur les droits des patients ne puisse être interprétée dans le sens d'une extension des règles de la prise en charge des soins de santé par les organismes de sécurité sociale. Le droit commun de la sécurité sociale reste donc applicable en tout état de cause » (document parlementaire n° 6469-8, page 9).

Le CMSS ne peut agir que dans des cas fixés par voie légale, réglementaire ou statutaire et ses relations avec les assurés de l'assurance maladie-maternité ne naissent pas d'un libre choix ou de la volonté de l'assuré ou de la nécessité de traiter une urgence vitale. Les rapports entre le CMSS et les assurés poursuivent des intérêts distincts de ceux d'une relation classique entre professionnels du domaine de la santé et leurs patients. L'avis juridique conclut que « l'étude des textes légaux applicables montre que malgré les définitions larges de la loi du 24 juillet 2014, le CMSS est exclu de son champ d'application ».

En effet, il ressort de l'exposé des motifs du projet ayant donné lieu à la loi du 24 juillet 2014 que « le présent projet vise plus particulièrement les droits individuels du patient dans sa relation avec le prestataire de

soins de santé, ainsi que les obligations du patient envers le prestataire de soins de santé et les autres patients ».

Cette volonté a été matérialisée au niveau du champ d'application de la loi (article 1<sup>er</sup> : « La présente loi s'applique à la relation qui se met en place quand un patient s'adresse à un prestataire de soins de santé pour bénéficier ou pouvoir bénéficier de soins de santé indépendamment de leur mode d'organisation, de prestation ou de financement, y compris les soins de santé transfrontaliers prestés dans le cas de la télémédecine par un prestataire de soins établi au Luxembourg. »)

L'article 1<sup>er</sup> (champ d'application) précise d'ailleurs que « les dispositions de la présente loi s'entendent sans préjudice des dispositions déterminant les modalités de prise en charge des soins de santé par les organismes de sécurité sociale ».

Or, le CMSS n'est pas un prestataire de soins de santé, mais est l'organisme qui assure le contrôle du volet médical en ce qui concerne les prestations de santé (prestations en nature) et les indemnités pécuniaires (prestations en espèces) définies dans le Code de la sécurité sociale.

Toutefois, il va de soi que si besoin en est, la personne convoquée pour être contrôlée par le CMSS peut se faire accompagner lors du contrôle, que ce soit pour la durée entière de ce contrôle (cas par exemple de l'interprète dont la présence s'avère indispensable au bon déroulement de la mission de contrôle) ou pour une partie seulement du contrôle (cas par exemple d'un avocat qui quitte la salle d'examen lors de l'examen clinique de son mandant). Le besoin de la présence d'une tierce personne est ainsi évalué et décidé au cas par cas par le médecin-conseil appelé à faire le contrôle. Le médecin-conseil du CMSS se doit en effet de respecter le secret médical vis-à-vis de tierces personnes (citons ici le cas d'un assuré qui lors du contrôle risque de relater des faits absolument pas destinés à la personne qui l'accompagne) et le colloque singulier qu'est un examen médical, même à visée de contrôle.

### Ligne de bus transfrontalière gratuite entre Luxembourg-Kirchberg et le P+R de Roussy-le-Village (F) | Question 7094 (28/10/2022) de Mme Chantal Gary (déi gréng)

Dans le cadre d'un partenariat avec la Communauté de communes de Cattenom et environs (CCCE), la gratuité du transport public luxembourgeois fut étendue – en guise de projet pilote – à une ligne RGTR transfrontalière desservant le Park & Ride français de Roussy-le-Village. Ainsi, la ligne 502 entre Luxembourg-Kirchberg et Yutz reste gratuite jusqu'au P&R de Roussy-le-Village, qui propose 253 emplacements gratuits à 5 km de la frontière luxembourgeoise, sur l'axe reliant Frisange à Hettange-Grande. Ce projet pilote a débuté le 31 janvier 2022 et sa durée initiale a déjà été prolongée. Quasiment vide au moment de son inauguration en décembre 2020, le P&R de Roussy-le-Village connaîtrait – selon les autorités locales – une augmentation nette de sa fréquentation depuis la mise en place de la gratuité de la ligne de bus vers le Luxembourg. En guise de suivi de ma question parlementaire n° 5163 sur l'extension de la gratuité du transport public aux P&R transfrontaliers, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre dresse-t-il un bilan positif du projet pilote de ligne de bus transfrontalière gratuite jusqu'au P&R de Roussy-le-Village ?

2) Le projet pilote se terminera-t-il fin 2022 ou est-il prévu de le prolonger ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en place de lignes de bus gratuites transfrontalières vers nos trois pays voisins ? Dans l'affirmative, vers quelles destinations et à quelle échéance ?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le projet pilote est encore en cours. Le bilan sera dressé à la fin du projet.

ad 2) Le projet pilote a été initié le 31 janvier 2022 pour une durée de 6 mois et a été prolongé au-delà de cette période. Une date de fin n'a pas encore été fixée.

ad 3) Il n'est pas envisagé de mettre en place des lignes de bus gratuites transfrontalières vers nos pays voisins. La stratégie poursuivie consiste à offrir un transport public de qualité et de prévoir des améliorations des temps de parcours par la mise en place de priorisations bus afin d'offrir aux frontaliers une alternative aux trajets en voiture.

### Inégalités en matière de consommation énergétique entre les ménages | Question 7095 (28/10/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Dans un article récemment publié par le journal allemand «Süddeutsche Zeitung»<sup>5</sup> il est question de la consommation énergétique des ménages en fonction de leur situation économique. Un chercheur cité dans l'article montre dans ces travaux que la consommation d'énergie augmente en fonction du revenu d'un ménage et explose pour les 10 % des ménages les plus fortunés. Ainsi, en Allemagne, les 10 % des ménages les plus fortunés consomment 4 fois plus d'énergie que les ménages les moins fortunés.

Les experts cités par les auteurs de l'article soulignent en outre que les ménages les plus fortunés pourraient facilement réaliser des économies d'énergie importantes tandis que les ménages aux revenus faibles n'auraient plus de marge de manœuvre pour réduire leur consommation énergétique.

Même si les chiffres en question se réfèrent à l'exemple allemand, on peut admettre que les inégalités en matière de consommation énergétique et de capacités d'économiser de l'énergie sont semblables au Luxembourg.

Vu l'importance des inégalités en matière de consommation énergétique et de la lutte contre la surconsommation énergétique dans un contexte de crise énergétique, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie.

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres mettant en lien la consommation énergétique et la situation financière des ménages au Luxembourg ? Dans l'affirmative, de quels chiffres s'agit-il ?

2) L'Institut de régulation luxembourgeois (ILR) dispose-t-il de données montrant la répartition de la consommation énergétique des ménages permettant de diviser les ménages en déciles ou en quintiles en fonction de leur consommation énergétique tout en sachant que l'ILR dispose d'informations suffisantes pour chiffrer la consommation moyenne d'électricité et de gaz des ménages ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces données ?

3) Dans l'affirmative encore, comment se présente la consommation de gaz et d'électricité d'un ménage figurant parmi les 10 % des ménages affichant la

consommation la plus élevée par rapport à celle d'un ménage faisant partie des 10 % des ménages affichant la consommation la moins élevée respectivement faisant partie des 50 % des ménages affichant la consommation la moins élevée ?

4) Monsieur le Ministre peut-il indiquer les mesures visant la réduction de la consommation énergétique des ménages affichant la consommation la plus élevée qui vont au-delà des consignes adressées à tous les ménages dans le cadre de la campagne Energie spueren ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la quantité d'énergie consommée pour satisfaire des besoins vitaux et nécessaires n'est pas seulement incompressible mais devrait connaître une tarification différente de celle appliquée à des consommations pour satisfaire des besoins superflus ou même nuisibles ?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ne dispose pas d'informations qui feraient un lien entre la consommation énergétique et la situation financière des ménages au Luxembourg. Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ne connaissent pas non plus la situation financière de leurs clients.

ad 2) Sur demande, l'Institut luxembourgeois de régulation a affirmé ne pas être en possession d'informations liées à la situation financière des clients résidentiels d'électricité ou de gaz naturel sachant que la consommation moyenne annuelle en énergie des ménages est déterminée par les gestionnaires de réseaux qui prennent en compte les données mises à disposition par les compteurs d'électricité et de gaz naturel. Il convient cependant de noter que les gestionnaires de réseaux ne peuvent pas toujours s'assurer sans équivoque qu'un client final est effectivement un client résidentiel ou un client professionnel si un client professionnel est par exemple une personne physique.

ad 3) et 4) La campagne de sensibilisation «Zesumme spueren – Zesummenhalen» vise toute la population et il va de soi que les clients affichant la plus grande consommation en énergie peuvent aussi réaliser des économies, en valeurs absolues, plus importantes que ceux avec une consommation plus faible ou ceux qui ont déjà optimisé leur comportement afin de réduire leur consommation énergétique.

ad 5) Les fournisseurs d'énergie sont obligés de garantir un service non discriminatoire à leurs clients résidentiels indépendamment de leur situation personnelle en vertu des lois modifiées du 1<sup>er</sup> août 2007 relatives à l'organisation des marchés de l'électricité respectivement du gaz naturel.

De surcroît, la consommation d'électricité ou de gaz naturel est mesurée par un seul compteur par point de raccordement d'un client final de manière que la finalité première est de connaître l'énergie totale consommée. La consommation d'énergie détaillée par application n'est donc connue ni par les fournisseurs ni par les gestionnaires de réseaux.

### Pénuries de médicaments | Question 7096 (28/10/2022) de M. Claude Wiseler (CSV)

Selon des informations dans les médias belges, l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) a actuellement déclaré 274 médicaments indisponibles en Belgique. Selon l'agence, il existe, entre autres, des problèmes d'approvisionnement pour certains traitements contre le diabète du type 2, comme par exemple pour le médicament

Ozempic, qui, selon l'agence, ne serait de nouveau disponible qu'en janvier prochain. L'AFMPS constate également des pénuries pour certains médicaments antidouleur ainsi que pour certains génériques.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que les pénuries sur le marché belge ont des répercussions pour l'approvisionnement des pharmacies du Grand-Duché de Luxembourg ?

– Si oui, quels médicaments font défaut ?

2) L'approvisionnement en médicaments des patients est-il assuré ?

3) Qu'est-ce que le Gouvernement compte faire pour améliorer la situation ?

**Réponse** (21/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Comme une large majorité des médicaments commercialisés au Luxembourg proviennent de la Belgique, les pénuries sur le marché belge ont des répercussions sur la disponibilité de ces produits au Luxembourg. En général, une rupture qui touche la Belgique affecte également le Luxembourg.

– Les notifications de rupture dont la Direction de la santé est informée peuvent concerner tout type de médicaments et sont de durée variable.

ad 2) En général, des alternatives sont disponibles.

ad 3) Un nouveau projet visant à améliorer la surveillance des indisponibilités de médicaments et de produits de santé a été lancé fin 2021 et prévoit entre autres la mise en place d'une plateforme informatisée similaire à pharmastatut.be implémentée en Belgique. Ce projet aborde également de nombreuses autres questions liées aux indisponibilités afin d'atténuer les conséquences des ruptures d'approvisionnement en médicaments. Ainsi, un arbre décisionnel sera développé pour identifier en amont les situations critiques et mettre en place une stratégie adéquate. Une évaluation du cadre réglementaire sera effectuée afin de déterminer si des ajustements sont nécessaires pour une gestion plus efficace des ruptures. Une liste de médicaments dits «essentiels» ou «critiques» sera établie permettant un suivi des stocks de ces produits. Une nouvelle approche de communication sera mise en place visant tous les acteurs concernés : pharmacies de ville, pharmacies hospitalières, grossistes, distributeurs, professionnels de santé, patients, industrie pharmaceutique et industrie des dispositifs médicaux ainsi que les différentes institutions et autorités nationales.

### Utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture | Question 7097 (28/10/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Am Kader vun der Ëmsetzung vun der EU-Nitratdirektiv 91/676/CEE an der Ofännerung vum „Règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture" wollt ech folgend Froen un d'Madamm Umweltministesch stellen.

1. Hunn d'Gesprächer mat de Verrieder vun den Agrarverbänn an den Ëmweltorganisationen, op déi Dir an Ärer Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6841 verweist, schonn ugefaange respektiv sinn se schonn ofgeschloss?

– Wa jo, wat sinn d'Conclusiounen, déi Dir aus dese Gesprächer gezunn hutt?

– Wann nee, firwat hunn dës Gesprächer nach net stattfont, respektiv, firwat konnte se nach net ofgeschloss ginn?

– Fir wéini sinn dës Gesprächer genee geplangt?

<sup>5</sup> <https://www.sueddeutsche.de/projekte/artikel/wirtschaft/energie-energiekrise-strom-gas-oel-e670572/>

2. Wier et an Ären Aen net sënnvoll, bei der Ëmsetzung vun der Direktiv, respektiv bei der Ausaarbechtung vum Reglement d'Period, wou dierf gedüngt ginn, méi flexibel ze gestalten, dat virum Hannergrond, datt ënner anerem d'Wiederkonditiounen zum Zäitpunkt vun der Düngung e groussen Afloss op d'Ausbréngungsverloschter hunn?

**Réponse (30/11/2022) de Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) wäert fachlech-technesch Gesprécher mat de Verrieder vun de Bauereverbänn féieren an dëst virun der offizieller Consultatiounsprozedur zum sougenannten Nitrat-Reglement. Dës Diskussiounen fannen ënner anerem a Form vu Workshops statt a ginn no themateschem Bléck organiséiert. Nieft de Bauereverbänn wäerten och d'Verrieder vum Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung a vu verschiddene Verwaltungen deel huelen.

ad 2. D'Nitratwäerter an de Baachen an am Grondwaasser si queesch duerch d'Land méi héich wéi déi europäesch virgeschriwwen Grenzwäerter. Dofir besteet akuten Handlungsbedarf op Säite vun de landwirtschaftleche Betriber. Schonn 2015 huet d'EU-Kommissioun vun der Lëtzebuurger Regierung méi streng Reegelen, méi effikass Mesuren a méi kohärent Hëllef verlaangt.

De MECDD ass beméit, ee reglementaresche Kader ze definéieren, dee souwuel effikass ass wéi och a gewësser Mooss Flexibilitéit zouléisst a mat engem méiglechst geréngen administrativen Opwand auskënn. Nodeems déi gemoossen Nitratwäerter erëm an der Norm sinn, kann iwwert zousätzlech Flexibilitéit geschat ginn.

.....  
**Piscine de Vianden | Question 7098 (28/10/2022) de Mme Martine Hansen | M. Max Hengel (CSV)**

Comme le Gouvernement le sait sûrement, la piscine de Vianden est fermée depuis la fin de la saison estivale 2019. Dans un communiqué daté du 14 mars 2020, le collègue échevinal expliquait à l'époque que « la piscine en plein air de la Ville de Vianden n'ouvrira pas ses portes en été 2020 » et que « la durée pendant laquelle la piscine devra rester fermée n'est pour l'instant pas prévisible ». En cause : « des travaux conséquents devront être réalisés par la commune avant que le collègue échevinal puisse autoriser l'exploitation de la piscine en plein air. Le contexte réglementaire a également connu des développements importants au cours des dernières années qui influenceront grandement sur les décisions en matière d'investissement que le conseil communal devra faire. » Depuis, la piscine n'a pas réouvert ses portes – et la perspective d'une prochaine réouverture semble s'éloigner de plus en plus, alors que des investissements importants sont à prévoir. Il s'agit là d'une situation désolante, puisque la piscine de Vianden participait à l'attractivité touristique de la région.

Lors de la séance du vendredi 28 octobre 2022 du conseil communal, le collègue échevinal a informé le conseil d'une lettre du Ministère du Tourisme, avisant la commune qu'en l'absence de données plus précises, notamment budgétaires, elle devrait reformuler la demande de subvention.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Sports :

– Le Gouvernement est-il également d'avis que la piscine de Vianden contribue à l'attractivité touristique de la région ?

– Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il est nécessaire d'aider les communes dans ce type de situation ?

– Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement – notamment au niveau du Ministère des Sports – serait prêt à débloquer des moyens financiers supplémentaires pour soutenir la commune de Vianden ? Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?

– Est-ce que le Gouvernement serait prêt à soutenir de manière plus importante des projets qui promeuvent le tourisme au niveau régional, comme celui de la piscine de Vianden ?

**Réponse (23/11/2022) de M. Lex Delles,** Ministre du Tourisme | **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

La Direction générale du tourisme a – avec grand intérêt – pris note du projet de l'administration communale de Vianden de développer davantage l'offre en matière de sports aquatiques et d'activités de loisirs en plein air, qui contribue de manière non négligeable à l'attractivité touristique de la région.

Il est évident que la Direction générale du tourisme soutient toute démarche et tout projet qui vise à améliorer l'offre touristique du Luxembourg, car chaque investissement dans l'infrastructure touristique locale, régionale et nationale est, par de sa nature, un investissement direct dans la qualité de vie de nos citoyens et dans l'économie locale.

Or, tenant compte du fait que ces investissements – souvent considérables – sont financés par le Trésor public, toute participation financière potentielle de la Direction générale du tourisme à ce type de projets d'envergure est réglée par un cadre législatif, à savoir le programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Ainsi, le programme quinquennal permet à la Direction générale du tourisme de soutenir financièrement toute initiative, e. a. des communes visant à développer l'infrastructure touristique au niveau local, voire régional ou national selon son envergure. En pratique, les demandes d'aides sont soumises à la Direction générale du tourisme sur base d'un formulaire de demande, accompagné de plans et de devis concrets. Un engagement financier sera pris après analyse du dossier et après concertation, le cas échéant, avec d'autres ministères concernés.

Toutefois, en l'absence de données plus précises, notamment budgétaires, concernant le projet en question, et au vu de l'envergure du projet, un engagement financier ferme dans le cadre du dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique est difficilement envisageable.

Cependant, le 10<sup>e</sup> programme quinquennal arrivant à son échéance le 31 décembre 2021, la Direction générale du tourisme a saisi l'occasion d'intégrer dans le projet de loi relatif au 11<sup>e</sup> programme quinquennal certaines dispositions nouvelles en vue de faciliter la mise en œuvre de ce dernier, tout en restant dans la continuité des précédents programmes.

Le programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique est la colonne vertébrale de la politique touristique luxembourgeoise. Il permet de mettre en œuvre notre stratégie touristique à travers des investissements majeurs qui soutiennent la création et la modernisation de projets touristiques tout en épaulant les entreprises du secteur du tourisme.

En ce qui concerne la procédure de demande de subvention, le 11<sup>e</sup> programme quinquennal établi – pour

la première fois – une liste détaillée d'informations à soumettre à la Direction générale du tourisme afin de permettre à cette dernière de vérifier si le projet rentre dans les prévisions de la loi. Bien que cette démarche ait déjà été appliquée dans la pratique par le passé, une telle disposition fait défaut dans la loi actuelle. Les taux de financements resteront inchangés pour les infrastructures touristiques, les structures d'accueil et d'information touristiques, les infrastructures digitales ainsi que pour la conservation et mise en valeur touristique du patrimoine culturel, naturel et historique : ici le projet de loi, tout comme la loi actuelle, fixent le plafond à 50 %.

À travers ces dispositions nouvelles concernant les conditions d'octroi, les bénéficiaires et la procédure de demande de subvention, le 11<sup>e</sup> programme quinquennal veille à davantage de transparence, de prévisibilité et de qualité des investissements dans le tourisme. Plus de prévisibilité et de transparence dans les investissements et participations aux financements : voici une nouvelle philosophie qui répond aussi directement aux demandes des acteurs opérant dans le secteur du tourisme.

C'est pourquoi la Direction générale du tourisme propose à la commune de Vianden de concrétiser son projet et de reformuler sa demande dans le cadre du 11<sup>e</sup> programme quinquennal, dont le projet de loi vient d'être déposé à la Chambre des Députés.

Par ailleurs, la Direction générale du tourisme a déjà fait savoir à la commune que selon le projet de loi susmentionné, des projets de création, d'aménagement, de modernisation et d'équipement d'infrastructures récréatives ou de loisirs présentant un attrait touristique seront éligibles au titre d'une subvention jusqu'à concurrence d'un taux maximal de 50 pour cent des coûts éligibles, sous réserve du vote du projet de loi par la Chambre des Députés.

Cependant, la Direction générale du tourisme peut d'ores et déjà confirmer que les subventions prévues au projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique sont cumulables avec d'autres subventions publiques.

Il en va de même pour le Ministère des Sports qui a déjà eu la possibilité de prendre note du projet d'envergure de l'administration communale de Vianden, à savoir la construction de la piscine de Vianden.

Les communes sont un partenaire privilégié pour le développement du sport et de l'activité physique sur le plan local. Ainsi, tout subventionnement potentiel du Ministère des Sports à ce type de projets d'envergure est également réglé par un cadre législatif, à savoir le programme quinquennal d'équipement sportif. Il y a lieu de noter que le 11<sup>e</sup> programme quinquennal d'équipement sportif venant à échéance en date du 31 décembre 2022, le Ministère des Sports est en train de finaliser le nouveau 12<sup>e</sup> programme quinquennal d'équipement sportif. Ce dernier n'étant pas encore déposé à la Chambre des Députés, il n'est aujourd'hui pas possible de communiquer le montant de subventionnement.

Cependant, le Ministère des Sports peut d'ores et déjà confirmer qu'il a été tenu compte d'un subventionnement de la piscine de Vianden lors de l'élaboration du 12<sup>e</sup> programme quinquennal d'équipement sportif.

Finalement, l'aide étatique globale au projet ne pourra cependant être déterminée qu'après concertation entre les deux ministères concernés et l'établissement d'un plan de financement détaillé du projet.

**Apprentissage des adultes** | Question 7099 (31/10/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann eng Persoun am Apprentissage adulte säin DAP gepackt huet an sech besser Chancen am Berufsliewe wëll erschafen, kann en och nach den Diplom vum Technicien maachen. Do muss een dann am Normalfall op enger Deuixième ufänken. Wéi verschidde betraffe Schüler a Schülerinnen erkläert kruten, kéint een angeeblech d'Deuixième iwwerspringen an direkt op der Première ufänken, wann een d'Mention „excellent“ erreicht hätt.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Aspekter gi fir déi erwäante Mention „excellent“ gekuckt, fir dass eng Persoun d'Deuixième kann iwwerspringen? Sinn dat zum Beispill d'Notten aus alle Fächer, déi dofir gekuckt ginn, oder bezitt sech dës Mention just op eng Selektioun vu Fächer?

2. Déi entsprecheend Course kënnen aktuell nëmmen am Lycée zu Lalleng gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren, fir dass dës Coursen och an aneren, méi zentral geleeeene Lycéeën kënnen stattfannen?

3. Aktuell ass et virgesinn, dass een d'Deuixième à temps complet muss maachen an nëmmen d'Première kann am concomitant gemaach ginn. Ass de Ministère gewëllt, do eppes ze änneren an och d'Deuixième genau wéi d'Première am concomitant unzibidden?

**Réponse** (18/01/2023) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Méiglechkeet vum Iwwersprange vun der 2<sup>e</sup> steet am Artikel 33 septies Paragraph 2 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Berufsausbildung:

« (2) L'élève détenteur du DAP est admis en avant-dernière année de formation de technicien.

L'élève détenteur du DAP, mention « excellent », est admis en dernière année de la formation de technicien.

Un règlement grand-ducal fixe la liste des formations de technicien auxquelles l'élève détenteur du DAP est admissible en tenant compte des divisions prévues à l'article 29. »

Am Artikel 32 aus dem nämmelechte Gesetz gëtt opgezitt, wéi eng Sorten u Modullen an der Berufsausbildung existéieren:

« Les domaines d'apprentissage sont constitués d'unités capitalisables subdivisées en modules.

Il existe cinq types de modules :

1. des modules fondamentaux ;
2. des modules complémentaires ;
3. des modules facultatifs y compris les modules préparatoires aux études techniques supérieures ;
4. des modules de projet intégré ;
5. des modules de stage.

Les modules fondamentaux, complémentaires ainsi que les modules de stage sont obligatoires. Chaque formation comprend obligatoirement un projet intégré final. Les modules facultatifs permettent d'élargir la formation professionnelle initiale.

Les modules préparatoires aux études techniques supérieures peuvent être accomplis soit pendant la durée normale des études, soit à la suite de l'obtention du diplôme.

Un règlement grand-ducal fixe la durée de la formation par métier et profession, le nombre des unités

capitalisables et des modules, ainsi que le caractère, les objectifs, le contenu, la séquence et la durée des modules. »

Des Weidere seet den Artikel 20 aus dem modifizéierte groussherzogleche Règlement vum 15. August 2019 iwwert d'Evaluation an d'Promotion an der Berufsausbildung Folgendes:

« (1) L'autorité nationale pour la certification professionnelle décerne les mentions suivantes au CCP, au DAP ou au DT, sur la base des modules qui sont prévus par les programmes des deux dernières années de la formation ou, le cas échéant, pendant la seule année de formation, y compris le projet intégré final, et qui ont été évalués :

1. la mention « excellent » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 52 points ;
2. la mention « très bien » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 48 points ;
3. la mention « bien » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 40 points ;
4. la mention « assez bien » si la moyenne générale des notes des modules est supérieure ou égale à 36 points.

(2) Lors du calcul de la moyenne générale, le nombre obtenu est arrondi à l'unité supérieure. »

ad 2. Déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Fäll betrefe Persounen, déi hir 4<sup>e</sup> an 3<sup>e</sup> am Technicien administratif et commercial gemaach hunn an duerno gäre wëllen hir 2<sup>e</sup> a 1<sup>re</sup> ënner Léiervertrag maachen. Do ass et effektiv esou, datt déi eenzeg Méiglechkeet fir dës Leit doranner besteet, op enger 2<sup>e</sup> Technicien vente et gestion am Lycée technique de Lallange weiderzefueren. Dës Formation gëtt nëmmen an dësem Lycée ugebueden. Wann d'Demande fir dës Formation sollt wuessen, ass et selbstverständlech drun ze denken, se och am Zentrum oder am Norde vum Land unzibidden.

ad 3. Et ass richtig, datt déi Leit, déi aktuell wëllen den Technicien administratif et commercial bis zum Diplome weiderféieren, hir 2<sup>e</sup> am Plein temps mussen maachen. Duerno hu se de Choix, ob se op der 1<sup>re</sup> an de Régime concomitant wëlle wiesselen oder bis zum Schluss am Plein temps bleiwen. Aktuell ginn all d'Technikerformatiounen am administrative Beräich iwwerschaaft an et ass virgesinn, datt no dëser Re-fonte all administrativ Formatioune souwuel am Plein temps wéi och am Régime concomitant vun der 2<sup>e</sup> un ugebuede ginn.

**Pyramide d'âge dans le secteur agricole** | Question 7101 (31/10/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vun de rezenten Diskussiounen ronderëm d'Landwirtschaft wëll ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Wéi gesäit d'Alterspyramid am Agrarsektor aus?
2. Wéi vill Betrëbleeder si méi al wéi 50 Joer, wéi vill si méi al wéi 55 Joer a wéi vill si méi al wéi 60 Joer?
3. Wéi vill Prozent vun de Betrëber an den eenzelen Alterskategorien hunn en Nofolger?

**Réponse** (10/11/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Fir d'Joer 2021 sinn 1.869 Betrëber gezielt ginn. Fir 2022 leien nach keng offiziell Zuele vir. An der folgender Tabell kann d'Altersstruktur vun deenen 1.869 Betrëbleeder ofgelies ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 2. Wéi een aus der Tabell ofliese kann, sinn insgesamt 1.187 Betrëbleeder (63,5 %) op d'mannst 50 Joer al. 915 Betrëbleeder (49 %) hunn op d'mannst 55 Joer a 570 Betrëbleeder (30,5 %) hunn op d'mannst 60 Joer.

ad 3. Am Kader vun der Strukturhiewung ginn d'Betrëber gefrot, ob d'Nofolleg gesécher ass oder net, bzw. dëst nach onsécher ass. D'Verdeelung vun de Betrëber aus dem Joer 2021 léisst sech a folgender Tabell ofliesen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Vun deenen 1.187 Betrëber mat engem Betrëbleeder vun op d'mannst 50 Joer ass deemmo an 349 Betrëber (29,4 %) d'Nofolleg gesécher. An 457 Betrëber (38,5 %) ass d'Nofolleg net gesécher, während dëst an 381 Betrëber (32 %) nach ongewëss ass.

**Épidémie de bronchiolite** | Question 7102 (31/10/2022) de **M. Max Hengel** (CSV)

Laut Aussoe vun de Pediatere schléit een an der KannerKlinik de Moment Alarm, well et scho ganz vill Fäll vu Bronchiolite gëtt, déi mussen am Spidol traitéiert ginn, deels och op der Intensivstation. De Grond ass den RS-Virus, eng viral Infektiounskrankheet, déi d'Otemweeër ugräift a virun allem fir Kanner ënner 2 Joer ka geféierlech ginn.

Well et keng Impfung géint den RS-Virus gëtt, wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen.

1. Wéi vill Kanner resp. Puppelcher hu säit uganks Oktober missen hospitaliséiert gi wéinst dem Virus?

2. Wéi vill Capacitéit huet d'KannerKlinik, fir Kanner resp. Puppelcher mam RS-Virus kënnen ze hospitaliséieren?

3. Vu datt dës Virus sech all Joers ëm déi nämmelech Zäit verstärkt verbreet an d'Hygiënemoosname mat dat Wichtigst sinn, fir de Virus net ze kréien, gedenkt d'Madamm Ministesch eng generell Sensibiliséierungscampagne ze lancéieren, fir d'Leit méi op dës Virus an seng dach oft geféierlech Konsequenzen opmierksam ze maachen?

**Réponse** (06/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Zanter ufanks Oktober a bis de 5. Dezember 2022 sinn an der KannerKlinik 253 Kanner hospitaliséiert gi wéinst enger Bronchiolite. 398 Kanner si gesi ginn an hunn net missen hospitaliséiert ginn. Doniewent hospitaliséiert och den HRS Kanner mat méi liichte Bronchioliten.

ad 2. D'Direktioun vum CHL huet eng spezifesch Cellule de crise op d'Bee gestallt, fir méi ee präzise Suivi vun der Evoloutioun vu Bronchiolitefäll kënnen ze maachen. D'Kapazitéiten u Better sinn an de besteende Unitéiten duerch duebel Beleeung eropgesat ginn. Fir prioritär Bronchiolitefäll kënnen se traitéieren, huet de CHL decidéiert, fir während enger gewësser Zäitspan geplangt chirurgesch Interventiounen ze annuléieren, wann dëst kee Risiko fir d'Kanner duerstellt. Esou kann d'Personal am Hôpital du jour d'Equiper ënnerstëtzen, de Suivi vu Patienten ze maachen, déi un der Respiratory Syncytial Virus Infektioun (RSV) erkrankt sinn.

Et sief notéiert, dass 8 zousätzlech stationär Better an der KannerKlinik geneemegt a realiséiert goufen, fir esou iwwert eng zousätzlech Kapazität während enger akuter Phas ze verfuegen.

ad 3. De Gesondheetsministère an d'Gesondheetsdirektioun hunn eng Kommunikatiounscampagne zu dësem wichtege Thema lancéiert. Esou gouf scho speziell eng Rubrik um Portail Santé erstallt; ze fannen ënnert [www.sante.lu/bronchiolite](http://www.sante.lu/bronchiolite). Doriwwer eraus erstellt de Ministère Printmaterialen, Materialie fir d'digital Kommunikatioun op de Social Media Netzwierker. D'Campagne ëmfaasst och d'Kommunikatioun per Radiospot. Fir déi verschidde gesellschaftlech Gruppen erreechen ze kënnen, ass et geplangt, d'Campagne méisproocheg ze gestalten. D'Société luxembourgeoise des pédiatres huet och Informatiounen gi fir d'Elteren an d'Kannerbetreuer an de Crèche am Kader vun enger Pressekonferenz.

### Livraisons d'armes à l'Ukraine | Question 7103 (30/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'„Tageblatt“ bericht an engem Artikel vun haut, dass eng onbestimmten Unzuel u Waffen, déi vu westleche Länner an d'Ukrain geliewert goufen, an d'Hänn vu Kriminelle komm sinn. Deemno hätte kriminell Gruppen, wéi zum Beispill d'Bandidos et fäerdegbruecht, fir d'Waffen, déi fir d'ukrainesch Arméi bestëmmt waren, ofzeweigen an um europäesche Schwarzmaart ze verkafen. An Holland, Dänemark a Finnland goufe schonns Stuermgewierer fonnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Aussenugeleeënheeten an Europa a Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Ass vun der Regierung gewosst, ob och lëtzebuergesch Waffeliwwerungen ofgezweigt goufen?
2. Ass gewosst, ob och zu Lëtzebuerg esou Waffen um Schwarzmaart zirkuléieren?
3. Ass gewosst, ob direkt Verbindungen tëschent de Bandidos zu Lëtzebuerg an der ukrainescher Zell existéieren?

**Réponse (01/12/2022) de M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure | M. Jean Asselborn, Ministere des Affaires étrangères et européennes | M. François Bausch, Ministere de la Défense**

ad 1. Der Regierung leie keng Informatiounen vir, dass Waffeliwwerunge vun der Lëtzebuerg Arméi vun enger Ofzweigung, wéi se an der parlamentarescher Ufro beschriwwen ass, betraff kéinte sinn.

Et sief ze bemerken, dass déi finnesch Police en offiziellen Dementi publizéiert huet op déi falsch Fakten, op déi sech d'parlamentaresch Ufro deelweis baséiert.

ad 2. Et leien der Police keng Informatiounen vir, dass hei am Land esou Waffen opgetaucht wieren.

ad 3. Et leien der Police keng Informatiounen zu enger Verbindung vir.

### Règlement de l'Union européenne concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine | Question 7104 (31/10/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)

Zanter dem Ufank vum Ukrain-Krich huet d'Europäesch Unioun eng ganz Rei vu Sanktiounen verhaangen. Laut mengen Informatiounen sinn d'Sanktiounen, déi géint Russland a Wäissrussland decidéiert gi sinn, fir d'lescht duerch de „règlement (UE) 2022/576 du conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine“ verschäerft ginn.

A verschiddene Situatiounen, notament bei der Kontroll vum Wuerverkéier, kéinte Polizisten domat

konfrontéiert ginn, fir d'Dispositioun vun dësem Règlement konkret um Terrain ëmzesetzen. Leider schéngt déi rechtlech Situatioun net ganz kloer ze sinn.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Fro un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Ass de Règlement (UE) 2022/576 schonns an dat nationaalt Recht ëmgesat ginn?

– Wa jo, kann den Här Minister mir déi rechtlech Basis matdeelen?

– Wann nee, firwat net?

• Wat ass déi rechtlech Basis, fir dass d'Police déi Mossnamen, dei am Règlement (UE) 2022/576 virgesi sinn, notament am Kader vum Wuerverkéier, konkret um Terrain kann ëmsetzen?

• Wat ass déi rechtlech Basis, fir dass d'Autorités judiciaires Poursuite géint Camionneure oder Transporteure kënnen aleeeden, wéinst Verstéiss géint déi rezent Sanktiounen?

**Réponse (01/12/2022) de M. Jean Asselborn, Ministere des Affaires étrangères et européennes | Mme Sam Tanson, Ministere de la Justice**

EU-Règlementer sinn direkt applikabel a mussen net an d'nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Den nationale Kader zur Ëmsetzung vun internationale Sanktiounen zu Lëtzebuerg besteet aus zwee Gesetzer:

– d'Gesetz vum 19. Dezember 2020 iwwer d'Ëmsetzung vu Finanzsanktiounen;

– d'Exportkontrollgesetz vum 27. Juni 2018, wat och d'Ëmsetzung zu Lëtzebuerg vun de restriktiven Handelsmoosname vun de Vereenten Natiounen a vun der Europäescher Unioun virgesäit.

Dës Gesetzer ëmfaasse stroferechtlech Bestëmmunge fir d'Netanhale vun de viséierte restriktive Moosnamen a sinn domat d'rechtlech Basis, fir de Justizautoritéite Poursuitten ze erlaben. D'Operateure sinn obligéiert, sech un déi restriktiv Mesuren ze halen, a si ginn duerch d'responsabel Autoritéiten, zum Beispill den Douannen am Beräich vum Wuerverkéier, kontrolléiert. Méiglech Verstéiss gi sanktionéiert op Basis vun den uewe genannte Gesetzer.

### Bornes électriques dans les bâtiments publics | Question 7105 (31/10/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Staat besëtzt aktuell ronn 1.600 Gebaier a lount der 210, wéi d'Ministren op meng parlamentaresch Fro N° 6546 geäntwert haten. Och dës Gebaier mussen nach fir d'Energietransitioun prett gemaach ginn, zum Beispill duerch d'Installatioun vun Elektrobornen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Parkplaze fir Autoen a Stellplaze fir Vëlo sinn an de Gebaier, déi de Staat besëtzt oder lount?

2. Wéi vill Gebaier vum Staat sinn aktuell mat enger Luedstatioun fir Elektroautoen equipéiert?

3. Wéi vill Luedstatiounen sinn insgesamt bei de staatleche Gebaier installéiert? Wéi huet sech dës Zuel iwwert d'Joren 2014, 2018 an 2022 entwéckelt?

4. Wéi vill vun de Luedstatiounen bei staatleche Gebaier lueden aktuell mat Solarstrom?

**Réponse (06/12/2022) de M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Turmes, Ministere de l'Énergie**

ad 1. Heizou ginn et keng vollstänneg Donnéeën, notament well d'Unzuel vun de Stellplaze vum ganze Patrimoine vum Staat kontinuéierlech evoluéiert.

ad 2. Verschidde Staatsgebaier hunn en eegene Parking, aner Gebaier deelen sech ee Parking oder benotzen e Parkhaus (entweeder vum Staat oder gelount), an nach aner Gebaier hu guer keng Parkplazen. Dofir ass et net méiglech, eng genau Zuel vun all de Gebaier, déi mat enger Luedstatioun equipéiert sinn, ze nennen.

Am Moment sinn op ongeféier 68 Parkinge vu Staatsgebaier Luedstatiounen installéiert. Well sech awer oft méi Gebaier ee Parking deelen, ass d'Zuel vu Gebaier, fir déi eng Luedstatioun disponibel ass, méi héich a läit bei ongeféier 250.

Zousätzlech zu den uewe genannten Zuele sinn nach grouss Parkhaier mat enger grousser Unzuel Bornen equipéiert, wéi de Parking Saint Esprit, de Parking Clairefontaine oder de Parking Place de l'Europe. Dës Parkinge ginn och vu verschiddene Staatssewicer a Ministère benotzt.

ad 3. 2014 ware laut eisen Informatiounen nach keng speziell Luedpunkte fir Elektroautoen installéiert. Enn 2018 waren et der ongeféier 60 an 2022 sinn et ongeféier 220 Luedpunkten.

Zousätzlech dozou hunn déi 3 an der Äntwert 2 ernimmte Parkhaier 68 Luedpunkten. 2018 waren och do nach keng Luedpunkten installéiert.

Dës Zuele bezéien sech op Luedpunkten, well et Luedstatiounen mat engem oder zwee Luedpunkte ginn.

ad 4. D'Gesetz, dat et engem Utilisateur vun engem Gebai erlaabt, de Fotovoltaikstrom selwer ze benotzen (AERC: Autoconsommateur d'énergies renouvelables agissant de manière collective) ass nach ganz rezent, sou dass dese Strom an de meeschte Fäll bilanziell nach net direkt fir d'Luedstatiounen benotzt gëtt, och wann de Reseau insgesamt haut scho vun enger physikalescher Gläichzäitegkeet vu Stroumproduktioun a Luedvirgang profitéiert. Am Moment gëtt déi direkt Autoconsommation just bei 2 Gebaier genotzt, an zwar bei der Nationalbibliothék um Kierchbierg a bei der Stroossebauverwaltung zu Bartreng.

Bei den Neibauten oder Renovatiounen, déi elo an der Planung sinn, ass d'Autoconsommation an domadder och d'direkt Notzung vum Solarstrom virgesinn. Bei bestoende Solarstromanlage bestinn aktuell Aspeiseverträg. Soubal déi erneiert ginn an déi technesch Voraussetzungen et erlaben, wäert och do d'Autoconsommation gewielt ginn.

### Nouvelle variante BQ.1.1 de la Covid-19 | Question 7106 (02/11/2022) de M. Max Hengel (CSV)

Ëmmer méi international Virologe warne virun enger neier Covid-19-Variant, der BQ.1.1. Dës Variant verbreet sech dätlech nach méi schnell wéi d'Omikron-Variant am Fréijoer 2022. D'Virologe gi mat enger grousser Warscheinlechkeet dovunner aus, dass d'Variant BQ.1.1 nach virun Enn November eng nächst gréisser Covidwell wäert mat sech bréngen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen.

– Madamm Ministesch, ass d'Variant BQ.1.1 och schonn hei zu Lëtzebuerg nogewise ginn?

– Wa jo, wéi vill Infektione mat dëser Variant goufe bis haut identifizéiert?

– Wann nee, wéi eng Variante vu Covid-19 sinn aktuell nach am dominantsten hei zu Lëtzebuerg?

**Réponse (14/11/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministere de la Santé**

Wéi de wéchentleche ReViLux-Rapport, dee vum Laboratoire national de santé (LNS) publizéiert gëtt,

dokumentéiert, zirkuléieren aktuell nëmmen Omicron-Variante vum Sars-CoV-2-Virus. Zu Lëtzebuerg sinn dat haaptsächlech d'Sousvarianten Omicron BA.5 (77 % an der Kalennerwoch 42), den Omicron BQ.1 (13 %), woubäi de BQ.1.1, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, eng weider Sousvariant vum der Sousvariant BQ.1 vum Omicron ass), gefollegt vum Omicron BA.4 (mat 6,5 %). All aner Sousvariante si ganz rar. De Fait, dass mir dese BQ.1 säit elo 7 Woche schonns zu Lëtzebuerg isoléieren, an en trotzdeem elo eréischt 13 % ausmécht, deit net drop hin, dass en dättelech méi transmissibel ass, och wann domat ze rechnen ass, dass e progressiv dominant wäert ginn. Am Ganze goufen bis elo 242 Infektione mat BQ.1 zu Lëtzebuerg identifizéiert.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

### Contrôles de voitures par la police | Question 7107 (02/11/2022) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans le cadre du procès pénal contre un ancien policier qui a tué le 11 avril 2018 un automobiliste ayant refusé d'obtempérer, la question sur les conditions de contrôles policiers de véhicules émerge. Lors du procès, le substitut du procureur avait estimé que le contrôle du véhicule en question n'avait pas été opportun.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quels sont les critères pour effectuer des contrôles de voitures à l'heure actuelle ?

2) Quelle est la base légale à laquelle la police peut se référer ? Se réfère-t-elle à la législation sur les procédures de fouilles ?

**Réponse** (18/11/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Les agents de police chargés du contrôle de la circulation sont habilités à arrêter et à contrôler à tout moment un véhicule circulant, en plus des missions de police administrative (veiller au respect des lois et des règlements de police généraux et communaux et à la prévention des infractions) et de police judiciaire (constater et rechercher des infractions).

ad 2) Les bases légales sont les suivantes :

– Loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

– Loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

– Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

– Code de procédure pénale ;

– Loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

### Retrait annoncé de la France du TCE | Question 7108 (02/11/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déli Lénk)

Le vendredi 21 octobre 2022, en marge d'un sommet du Conseil européen, le Président de la République française a annoncé que la France se retirera du Traité sur la charte de l'énergie (TCE).

Quelques jours auparavant, le Haut conseil pour le climat avait publié un avis sur la question. Selon cet organisme français, la modernisation du TCE conclue le 23

juin 2022 n'est pas à la hauteur des enjeux : « [...] le TCE, y compris dans une forme modernisée, n'est pas compatible avec le rythme de décarbonation du secteur de l'énergie et l'intensité des efforts de réduction d'émissions nécessaires pour le secteur à l'horizon 2030. » Aussi, il note que les délais de ratification nécessaires risquent de prolonger les dispositions actuelles du TCE et sa clause de survie bien au-delà de sa durée réduite à 10 ans par le nouveau mécanisme de flexibilité proposé. Le Haut conseil pour le climat conclut que : « [...] le retrait coordonné du TCE par la France et les États membres de l'UE apparaît comme l'option la moins risquée pour permettre l'atteinte des objectifs climatiques et le respect des rythmes de décarbonation nécessaires à l'horizon 2030 ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelle est votre appréciation des amendements proposés pour la modernisation du TCE, ainsi que des risques qui se dégagent d'un processus de ratification prolongé ? Est-ce que le Luxembourg entend toujours ratifier les modifications au TCE décidées en juin 2022 ?

2) Est-ce que le Luxembourg envisage, à l'instar de la France, un retrait du TCE ? Dans la négative, pouvez-vous m'en donner les raisons ?

**Réponse** (06/12/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Les modernisations du Traité sur la charte de l'énergie (TCE) constituent un certain progrès par rapport à la rédaction actuelle du TCE, notamment via l'introduction d'une date de fin pour la protection accordée aux énergies fossiles dans l'UE en 2033, soit dix ans après l'entrée en vigueur de l'application provisoire du TCE modernisé au lieu de 20 ans dans l'actuel traité. Toutefois, le Gouvernement considère que ces avancées sont insuffisantes et que la version modernisée du TCE ne répond pas aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, ni aux ambitions du Luxembourg en matière de climat.

D'autre part, le Gouvernement est inquiet du fait que la version modernisée du TCE continuera à offrir une protection aux investissements dans le secteur de l'énergie nucléaire, une source d'énergie que le Gouvernement considère comme non sûre et non durable. Le Gouvernement a décidé que le Luxembourg allait se retirer du TCE. Conformément aux dispositions applicables du TCE, le retrait sera effectif à expiration d'une période de préavis d'un an après l'accomplissement de la procédure nationale.

### Crédits logements | Question 7109 (02/11/2022) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Dans nos pays voisins, une chute importante du nombre de nouveaux prêts logement est à observer. Selon la Belgique, le nombre de prêts logement a reculé de plus de 20 pourcents de janvier à août 2022 par rapport à l'année précédente. Pour la France, l'Observatoire crédit logement note une baisse de 27,7 pourcents en glissement annuel. Un durcissement des conditions de crédit s'observe également en Allemagne.

Au Luxembourg, le Statec retient une baisse du nombre de transactions particulièrement importante pour la vente d'appartements en construction et de maison neuves pour le deuxième trimestre 2022<sup>6</sup> comparé à la même période de l'année précédente. Parmi les

éléments qui peuvent expliquer cette évolution, il cite notamment les incertitudes générées pendant la crise sanitaire et une limitation de la demande du côté des investisseurs locatifs, qui pourraient à ses yeux retourner vers des placements alternatifs du fait de la hausse des taux d'intérêt. Il n'inclut pas l'inflation qui réduit la solvabilité des acheteurs potentiels et l'effet de la hausse des taux d'intérêt sur la demande du côté des particuliers qui souhaitent acquérir un premier logement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement :

– Quelle est l'évolution récente du nombre de prêts logement accordés aux particuliers au Luxembourg ?

– Quelle est la durée moyenne de ces prêts et comment évolue-t-elle ? Est-ce qu'un allongement de cette durée peut être observée au vu de l'augmentation des prix du logement et des taux d'intérêt ?

– Est-ce que les établissements de crédit durcissent les conditions de crédit en relation avec les incertitudes actuelles sur le marché de la construction ?

– Monsieur le Ministre du Logement s'attend-il à un ralentissement de l'activité au niveau de la construction à moyen terme ?

**Réponse** (06/12/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Henri Kox, Ministre du Logement

Les honorables Députés font référence dans leur question parlementaire à des évolutions récentes sur le marché des crédits immobiliers.

Il ressort des chiffres publiés par la Banque centrale du Luxembourg (BCL) que les crédits immobiliers consentis pour des immeubles situés au Luxembourg à des personnes autres que des promoteurs immobiliers se chiffraient, au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2022, à 4.254 unités (contre 4.011 unités au 2<sup>e</sup> trimestre 2022, 4.040 unités au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, et 4.246 unités au 4<sup>e</sup> trimestre 2021). [Données BCL telles que disponibles en date du 25 novembre 2022]

Les chiffres publiés par la BCL ne renseignent ni sur la durée moyenne de ces prêts, ni sur l'évolution de cette dernière. Les données publiées montrent toutefois que les prêts immobiliers contractés avec une échéance dépassant 25 ans représentaient 46,5 % en septembre 2022, contre 45,7 % en décembre 2021. [Données BCL telles que disponibles en date du 25 novembre 2022]

En ce qui concerne les conditions d'octroi de crédits par les banques, la détermination de ces dernières reflète la politique commerciale et la politique en matière de risque de chaque établissement bancaire concerné. En tout état de cause, la réglementation requiert des établissements de crédit de procéder à une évaluation rigoureuse de la solvabilité de l'emprunteur et de veiller à ce que leurs critères d'octroi de crédits tiennent dûment compte de la capacité de remboursement de l'emprunteur ainsi que des risques potentiels pouvant influencer sur le remboursement du crédit.

Même si le secteur de la construction a subi un ralentissement au cours des derniers mois, il est trop tôt pour tirer des conclusions sur l'évolution que connaîtra ce secteur à moyen terme.

### Aides financières pour l'Ukraine | Question 7110 (02/11/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6857 huet d'Regierung ënner anerem dat hei geschriwwen: „Lëtzebuerg huet bis ewell 99,7 Milliounen

<sup>6</sup> Le logement en chiffres, n°12 – Septembre 2022 ; <https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/logement-chiffres/>

fir zivill a militäresch Zwecker mobiliséiert, wouvunner 73,5 Milliounen Euro Militärhëllef duerstellen. Donieft bedeelegt de Grand-Duché sech un europäeschen an internationalen Initiativen, zum Beispill indirekt iwwert seng Kontributioun an den EU-Budget oder direkt duerch d'Kontributioun an d'Facilité européenne pour la paix."

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung nach gären dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, wéi ee Montant Lëtzebuerg bis ewell als Kontributioun un d'Facilité européenne pour la paix ausbezuelet huet a wéi vill vun eisem Bäitrag zum aktuellen EU-Budget, ausgedréckt an absoluten Zuele souwéi a Prozent undeeleg un d'Ukrain gefloss ass?

**Réponse** (08/12/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

D'Facilité européenne pour la paix ass insgesamt mat 5,6 Milliarden Euro fir d'Period 2021–2027 dotéiert. Dovunner sinn 3,1 Milliarden Euro un d'Ukrain gaangen. Déi Lëtzebuerg Kontributioun beleeft sech op 9,3 Milliounen Euro, opgrond vun engem Schlëssel, deen um Bruttonationalakommes baséiert, an dovou goufe bis ewell 1,77 Milliounen Euro abezuelet.

Fir den EU-Budget gëllt de Prinzip vum der Gesamtdeckung. Deemno besteet keen direkten Zesammenhang tëschent den nationale Bäitrag an den EU-finanzéierten Ausgaben.

**IRM au Centre Hospitalier du Nord** | Question 7111 (03/11/2022) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Mëtt Mee dëst Joer war bekannt ginn, datt de Standuert Wolz vum Centre Hospitalier du Nord een IRM (Imagerie par résonance magnétique) soll kréien. Eng Demande wier an deem Sënn vum Nordspidol agereecht ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheitsministesch an dem Här Minister fir sozial Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Wou ass den Dossier vun engem IRM, deen an der Wëlzer Klinik installéiert soll ginn, aktuell drun? Gouf den Dossier mëttlerweil formell vum Centre Hospitalier du Nord agereecht?

2. Wéi vill Patiente kéinten zu Wolz am Duerchschnitt dagdeeglech mat dësem IRM ënnersicht ginn?

3. Wéi héich gëtt de Käschtepunkt vu sou engem IRM ageschat?

**Réponse** (06/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. De Gesondheitsministère an de Ministère fir sozial Sécherheet hunn alle béid hiren Accord de principe fir e Projet vun engem IRM un Site vum Centre Hospitalier du Nord (CHdN) zu Wolz ginn.

Aktuell schafft de CHdN een Dossier aus, fir de Gesondheitsministère mat enger Demande d'autorisation et de subventionnement ze befaassen. Variante vun Installatiounen am Spidol St. Joseph respektiv an enger Annex am Kader vum Projet Schlaskéier ginn evaluéiert.

ad 2. Am Joer 2019 goufen et am CHdN ronn 6.500 IRM-Passagen, am Duerchschnitt 24,2 IRM-Passagé pro Schaffdag a pro Apparat (par rapport zu insgesamt ronn 57.000 IRM-Passagen am ganze Land mat engem Duerchschnitt vu 27,6 IRM-Passagé pro Schaffdag a pro Apparat).

Am Joer 2021 goufen et am CHdN ronn 12.100 IRM-Passagen, am Duerchschnitt 23,0 IRM-Passagé pro Schaffdag a pro Apparat (par rapport zu insgesamt ronn 79.000 IRM-Passagen am ganze Land mat engem Duerchschnitt vu 27,2 IRM-Passagé pro Dag a pro Apparat).

Et ass ze bemerken, dass d'Unzuel vun Apparater sech am CHdN ewéi och an den anere Spideeler verännert huet an domat am CHdN d'IRM-Passagé sech bal verduebelt hunn tëschent 2019 an 2021, bedéngt eeben duerch elo zwee IRM-Apparater. Zousätzlech huet säit Enn Oktober de CHdN seng Plagen, fir Rendez-vous fir en IRM ze huelen, optimiséiert, sou datt elo bis zu 60–65 IRM den Dag kënnen duerchgefouert ginn.

Generell muss een och den nationalen Duerchschnitt nuancéieren, well d'Unzuel vun de Passagen och vun de verschiddenen Typen vun IRM-Examen ofhänkt, well dës méi oder manner Zäit an Usproch kënnen huelen. Éischte Schätzungen no géif en neien IRM zu Wolz et awer erlaben (mat Öffnungszäite vu 7.00–17.00 Auer), 25 zousätzlech IRM den Dag duerchzeféieren, ab deem Moment, wou den zousätzlechen IRM-Apparat bis voll operationell wär.

ad 3. Een IRM-Apparat kascht nei ongeféier EUR 900.000, woubäi déi Käschte souwuel vun der technescher Ausstattung mat Zousazequipementer wéi och vun der Negociatioun ofhänken.

**Huile de cannabis** | Question 7112 (03/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Nodeems de Cannabisueleg (250 Flaconen am November 2021) fir d'Éischt huet missen op seng Qualitéit gepréift ginn, konnt en duerno un d'hospitaliséiert Patiente verdeelt ginn. Eisen Informatiounen no gëtt den Ueleg mëttlerweil u weider Patiente verdeelt, mee op Uweisung vum Ministère nëmmen un nei Patienten, well d'Quantitéiten un Ueleg net grouss genuch sinn. Eng Klinik huet eis bestätegt, dass d'Quantitéite vu Cannabisueleg ze limitéiert wieren, fir se un all Cannabispatient ze verdeelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass de Ministère d'Uweisung ginn huet, den Ueleg just un nei Patienten ze ginn?

2. Fënnt d'Ministesch net, dass heimat eng Zwouklassemedezinn besteet, déi nei Patiente géigeniwwer ale Patiente bevirdelegt?

3. D'Ministesch huet an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6864 erkläert, dass een d'Consommationszuele vum September géif ofwaarde fir nei Bestellungen fir de Cannabisueleg.

Huet d'Ministesch dës Zuele mëttlerweil?

– Wa jo, si schonn nei Bestellungen getätegt ginn?

– Wann nee, wéini sollt de Ministère dës Zuele kréien?

4. Falls mëttlerweil weider Bestellungen u Cannabisueleg getätegt goufen, wat fir Quantitéite goufe bestallt a wéini sollen dës viraussichtlech geliwert ginn?

5. Wat fir ee Stock u medezinneschem Cannabis (opgeléicht no de Bléienaarten an Ueleg) huet Lëtzebuerg momentan (Stand 1.11.)?

**Réponse** (30/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Et ass effektiv eng Circulaire de 24. Oktober 2022 un d'Doktere geschéckt gi mat der Uweisung, de Cannabisueleg just un nei Patienten ze ginn.

ad 2. De Choix, fir d'Ueleg den neie Patiente virzebehalen, ass engersäits op den aktuell limitéierte Stock zeréckzeféieren, an anersäits gëtt ugeroden, fir e Produit, deen nach net vun den Doktere genotzt ginn ass, progressiv anzeféieren (an eng parallell Verschreiwung vu Bléien an Ueleg op d'mannst ufänglech ze verhënneren.) Dës Limitatioun ass temporäire an ass just eng Éischt Etapp, déi et erlabe soll, de reelle Besoin un Ueleg um Terrain ze evaluéieren.

ad 3. Bis op den 30. November 2022 si 6 Flasche Cannabisueleg aus dem Stock erausgaangen.

– Et sinn aktuell keng nei Bestellungen geplangt, well ofgewart gëtt, wéi d'Consommatioun an deenen nächste Wochen evoluéiert.

ad 4. Wéinst der limitéierter Disponibilitéit u Cannabisueleg ass d'Evaluatioun vum reelle Besoin nach amgang.

ad 5. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Livres scolaires** | Question 7113 (03/11/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Säit der Rentrée 2018/2019 kënnen Schüler\*innen an de Lycéeë gratis hir Schoulbicher kréien. D'Schüler kënnen entweeder nei Bicher kréien oder gebrauchter huelen an da fir 50 % vum Wäert vum Buch ee Bong kréien.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu bis elo vun der Offer u Secondhand-Bicher Gebrauch gemaach an dofir en Akafsbong kritt?

2. Wéi vill huet de Staat fir d'Rentréeën 2021 an 2022 un d'Librairie bezuelet fir déi verschidde Schoulbicher (opgeléicht no Librairie)?

3. Wéi vill Bicher goufe fir d'Rentréeën 2021 an 2022 bestallt, dann awer net ofgeholl?

4. Verschidde Bicher kann een sech gebraucht als Schüler bestellen. Wéi vill Prozent vun de Bicher ginn als gebrauchte Bicher dat Joer duerno weider verdeelt?

5. Kritt de Lëtzebuerg Staat Remisè vun de Librairie wéinst de grouse Quantitéiten u Bicher? Wa jo, wéi vill?

**Réponse** (13/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bis Mëtt November goufen 2.252 Chèques-livres ageléist, dat an engem Wäert vun insgesamt 51.274,65 €. D'Valeur vun engem Chèque-livres läit pro Akaf an der Moyenne bei 37,44 €.

ad 2. Am Total si bis Mëtt November 236.155 Bicher an engem Gesamtwäert vu 6.572.035 € iwwert de Gratuitéitsprogramm fir d'Venten vun den obligatoresche Schoulbicher finanziert ginn.

ad 3. Am Kader vun der Rentrée 2021/2022 goufen 1.148 Bicher an engem Gesamtwäert vu 37.974,50 € net bei de Librairen ofgeholl. Eng vergleichbar Zuel fir d'Rentrée 2022/2023 läit nach net vir.

ad 4. Dës Donnéeë sinn net erhuewe ginn.

ad 5. D'Margen am Schoulbuchgeschäft leie mat engem duerchschnittleche Rabatt vun 20–25 % fir d'Librairen daitlech ënnert de soss übleche Remisen. Doriwwer eraus ass d'Remissiounsquot minimal (d'Remissiounsquot ass de Pourcentage vun de bestallte Bicher, déi de Libraire un d'Verlagshaiser an/

oder un den Distributeur kann zeréckschécken). D'Li-brairé kënnen dem Ministère dowéinst keng Remisen op de Schoulbicher aräumen.

**Contribution financière du Luxembourg au profit de l'UNRWA** | Question 7114 (03/11/2022) de **M. Georges Mischo** (CSV)

An engem Lieserbréif am „Tageblatt“ vum 27. Oktober 2022 gëtt op d'Contribution vum Lëtzebuerg zur Finan-zierung vum Léiermaterial vun der UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) higewisen, woumat antisemitesch an antiisraelesch Inhalter géife subventionéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Ausseminister riichten:

1. Kann den Här Ausseminister déi uewe genannte finan-ziell Contribution confirméieren?  
– Wa jo, wéi e Montant ass fir dat lafend Joer virge-sinn?
2. Huet den Här Ausseminister Kenntnis vun der Tat-saach, dass mat deene Suen antisemitesch an anti-israelesch Inhalter subventionéiert ginn?  
– Wa jo, wéi erkläert den Här Minister déi entspre-chend Haltung vun der Lëtzebuenger Regierung?
3. Ass geplangt, déi beschriwwen finanziell Ënnerstët-zung an de kommende Jore weiderzeféieren?

**Réponse** (17/11/2022) de **M. Jean Asselborn**, Minis-tre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. Jo, Lëtzebuerg ënnerstëtzt de Moment d'UNRWA iwwert zwou Zorte Contributionen:

1. E sougenannte fräiwëllege Bäitrag fir hire Pro-grammbudget, deen den Aarbechtsprogramm vum Büro an den associéierte Budget ënnerstëtzt, an deen all zwee Joer der Generalversammlung vun de Ver-eenten Natioune presentéiert gëtt.

Den Engagement ass fir d'Period 2022–2024, an ass net u spezifesch Secteuren oder Aktivitéite gebonnen.

Sou wéi bei Partnerschafte mat anere multilateralen Agencen och, setzt Lëtzebuerg sech zesumme mat den anere Bailleuren dofir an, datt d'Agence déi néi-deg Efforte mécht, fir dem Respekt vun den huma-nitäre Prinzippien an de Wäerter vun de Vereenten Natioune Prioritéit ze ginn.

De Bäitrag am Joer 2022 beleeft sech op 4.000.000 Euro.

2. E Bäitrag iwwer d'Period 2021–2023 fir de Gesond-heetsprojet an der Gazasträif, deen 2022 bei 1.000.000 Euro läit.

Dëst bréngt de Gesamtbäitrag vum Lëtzebuerg un d'UNRWA am Joer 2022 op 5.000.000 Euro.

ad 2. Dës Accusatioun entbiert jeeglecher Grundlag. Contrairement zu der Affirmatioun am zitéierte Lie-serbréif vum 26. Oktober 2022 produzéiert d'UNRWA keng eege Schoulbicher. All Behauptungen iwwert de Contenu oder de Finanzement vun dësen net existéie-rende Schoulbicher sinn dohier fräi erfonnt.

Iwwerall do, wou d'UNRWA present ass (Besate Paläs-tinensesch Gebidder, Jordanien, Libanon, Syrien), schafft d'Agence mat de Schoulbicher vun de lokalen Autoritéiten. D'Etüd vum Georg-Eckert-Institut, op déi de Lieserbréif sech berufft, huet näischt mat der UNRWA ze doen, mee huet Schoulbicher vun der pa-lästinensescher Autoritéit analyséiert. D'Etüd confir-méiert, dass dës Schoulbicher dem UNESCO-Standard entsprechen.

D'UNRWA analyséiert all Schoulbicher, déi si benotzt, a kuckt, ob den Inhalt appropriéiert ass fir déi jee-weileg Alterskategorie vu Schülerinnen a Schüler, ob keng Gender-Virurteeler perpetuéiert ginn, an ob se konform si mam Prinzipp vun der Neutralitéit vun der UNO. Fir all spezifesch Problem, deen d'Agence fënn, gi Solutiounen formuléiert, déi duerno un d'Léierpersonal weidergi ginn.

Doriwwer eraus enseignéiert d'UNRWA och Coursen iwwer Mënscherechter, Konfliktléisung an Toleranz (cf. Fichen an Annex). Am Kontext vun der Covid-19-Pandemie huet d'UNRWA en E-Learning Site kreé-iert, deen öffentlech zougänglech ass, a wou jidderee sech kann e Bild dovum maachen, wat genau an den UNRWA-Schoulen enseignéiert gëtt: <https://keeplearning.unrwa.org/en/>

ad 3. D'UNRWA ass e wichtegen Acteur fir d'Stabi-lisatioun souwéi fir d'Preventioun vun der Radika-lisatioun an der Region. Si gëtt deene Jonken eng Hoffnung, déi an enger verzweifelter Situatioun liewen, a gëtt hinnen d'Outilen, fir hir Problemer sur place ze léisen, amplaz hir Zukunft anzwousch anescht ze sichen. Aus all deene Grënn wäert Lëtze-buerg d'UNRWA och weiderhin ënnerstëtzen.

**Radars contre le téléphone portable au volant** | Question 7115 (03/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Artikel „20 Jahre Punktführerschein: ein Erfolgs-modell?“, deen den 31. Oktober am „Lëtzebuenger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, datt den Här Ver-kéiersminister zäitno och wéll Radaren aféieren, déi kontrolléieren, ob en Autochauffer iwwert dem Fue-ren telefonéiert. An der Äntwert op meng parlamen-taresch Fro Nummer 6500 hat den Här Minister awer rezent nach geschriwwen: „Zum jëtzege Zäitpunkt sinn awer keng aner Modeller vu Radare geplangt, déi aner Infraktiounen solle kontrolléieren, wéi déi, déi aktuell do sinn.“ Zu der Wierksamkeet vun de Rada-ren huet den Här Minister ënner anerem dat hei ge-schriwwen: „Woubäi festgestallt ginn ass, datt an der Period vun 2012 op 2017 op 7 Strecken d'Eventualitéit vun Accidenter erofgaangen ass, op 9 Strecken déi Eventualitéit niddreg ass an op 3 Strecken se héich bliwwen oder esouguer eropgaangen ass.“

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiers-minister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wou an op wéi eng Manéier déi zousätzlech Radare sollen installéiert ginn, a preziséieren, ob et sech ëm komplett Nei-in-stallatiounen oder en Update/Upgrade vu bestoen-den Anlagen handelt?
2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Acci-denter während de Joren 2013 bis 2021 nowieslech op onerlaabt Telefonéieren um Steier zeréckzeféiere wa-ren a wéi dacks dobäi Leit blesséiert goufe respektiv ëm d'Liewe koumen?
3. Kann den Här Minister elaboréieren, ewéi eng Verbesserung hien sech vun dësen Zuele fir den Zäit-raum 2023 bis 2035 duerch déi zousätzlech Radaren erwaart?
4. Kann den Här Minister matdeelen, ob a wéi wäit virgesinn ass, datt d'Leit d'Installatioun vun enger Freisprechanlag zukünfteg steierlech kënnen ofset-zen, fir de Chauffieren nieft dem repressive Volet och e positiven Ureiz ze ginn, fir de Code de la route nach besser ze respektéieren?
5. Kann den Här Minister déi offensichtlech Diskre-panz tëschent där zitéierter Ausso aus der Press an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro elaboréieren

a preziséieren, wéi hien op déi Manéier d'Vertraue vun all deene Bierger wéll erëmgewannen, déi bes-sonnesch duerch d'Entwécklung vun deene leschten zwee Joer virun enger ëmmer méi déifgräifender Iw-erwaachung duerch de Staat warnen?

**Réponse** (01/12/2022) de **M. François Bausch**, Minis-tre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat enger eventueller Aféierung vun automatesche Radaren, déi kontrol-léiere kënnen, ob een um Handy ass, wann ee fiert.

Wéi schonns a menger Äntwert zur parlamentare-scher Fro Nr. 6538 (an net wéi den honorabelen De-putéierte schreift Nr. 6500), suivéiert de Ministère mat grousem Interessi déi Radaren, déi am Moment am Ausland entwéckelt ginn, sech awer gréissten-deels nach an der Testphas befannen.

An deem vum honorabelen Deputéierten zitéierten Artikel kann ee Follgendes noliesen: „[...] Außerdem werde man bei der Kontrolle der Handynutzung am Steuer in Zukunft auf technische Hilfsmittel setzen. [...] Bei der Frage, wie wir das angehen können, sind wir aber noch im Diskussionsstadium.“

Et huet sech also näischt un der Ausso aus der Änt-wert zur genannter parlamentarescher Fro geännert. Ech erlabe mir an dem Zesummenhang, och op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 6235 zu deem selwechte Sujet ze verweisen.

Wat d'Zuele vun den Accidenter ugeet, ergëtt sech follgend Bild:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)*).

Generell ass zu den Zuelen awer ze soen, datt am Moment den Noweis vum Handy mat vill Opwand vusäite vun der Police verbonnen ass, an eng auto-matesch Kontroll vill fir d'Sécherheet op eise Stroosse kéint bäidroen.

Et ass net virgesinn, datt een an Zukunft d'Fräi-sprechanlag ka vun de Steieren ofsetzen.

**Vandalisme d'œuvres d'art** | Question 7116 (03/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Lescht koum et international an ëmmer méi Muséeën zu Attacken op Konschtwierker, dorënner och op bekannt Biller vu Kënschtler wéi dem Vincent van Gogh an dem Johannes Vermeer. Dacks ginn dës Protester vu sougenannte Klimaschützer aus, och wa bis ewell nach net kloer ass, ob wéi eng Manéier der Ëmwelt mat dësen Aktiounen geholfel gëtt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Kulturminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert d'Madamm Minister allgemeng op esou Attacken? Kann si an deem Zesummenhang preziséieren, ob d'Sécherheetsmoossnamen och an ef-fentleche Lëtzebuenger Muséeën erhéicht ginn, a wa jo, op wéi eng Manéier?
2. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi eng Konsequenzen si géif zéien, falls sech erausstelle géif, datt esou Attacken och vu Gruppéierungen ausginn, déi vun der Regierung direkt oder indirekt iwwert déi lëtzebuergesch Pendanten vun internationale Verbänn mat Subsidien ënnerstëtzt ginn?

**Réponse** (06/12/2022) de **Mme Sam Tanson**, Minis-tre de la Culture

ad 1. De Kulturministère huet keng zousätzlech In-struktiounen un d'Lëtzebuenger Muséeën ginn, well dës souwisou schonn eng ganz Rei Mesuren zur



Protektioun vun den ausgestallte Wierker en place hunn, sief et géint absichtlech oder verseeëntlech Schied.

ad 2. Falls et zur muttwëlleger Zerstückelung vun engem Wierk an engem Lëtzebuurger Musée sollt kommen, applizéiert sech an engem éischter Linn de Code pénal (Artikelen 526 a 528).

.....

**Extradition vers les États-Unis de M. Frank Schneider** | Question 7117 (03/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Fred Keup** (ADR)

De fréiere SREL-Mataarbechter Frank Schneider sëtzt säit iwwert engem Joer a Frankräich am Prisong, wou elo a leschter juristescher Instanz decidéiert gouf, datt hien un d'Veereenegt Staate soll ausgeliiwert ginn. Déi endgültig Decisioun läit elo bei der franséischer Premierministesch, déi elo stellvertriedend fir d'franséischer Regierung an onofhängeg vun der franséischer Justiz iwwert d'Ausliwwerung muss decidéieren. Am Fall vun enger Verurteilung virun engem amerikanesche Gericht misst de Lëtzebuurger Beamte fir bis zu 40 Joer an de Prisong, wat a sengem Alter enger Verurteilung zu liewenslänglech gläichkënn.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gären dës Fro stellen:

1. Wëll den Här Staatsminister zugonschte vum Här Frank Schneider intervenéieren, fir eng Ausliwwerung un d'Veereenegt Staaten ze verhënneren?

2. Gesäit d'Regierung hei en Interessi vum Lëtzebuurger Land, fir e fréiere Mataarbechter vum SREL, dee confidential Informatiounen huet, net un en anert Land auszeliiweren?

**Réponse** (04/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

De Premierminister an déi Lëtzebuurger Regierung hu keng legal Méiglechkeet, fir selwer d'Ausliwwerung vun engem lëtzebuergesche Bierger ze verhënneren, dee sech net op lëtzebuergeschem Territoire befënnt. An dësem Fall ass et déi franséischer Regierung, déi eng souverän Decisioun hëlt, ob déi concernéiert Persoun ausgeliiwert gëtt oder net. Dës Decisioun ka virun den zoustänneg Juridictionen an a leschter Instanz virum Conseil d'État, der iewescher administrativer Juridiction a Frankräich, attackéiert ginn. Dës Juridictione kontrolléieren, ob all d'rechtsstaatlech Garantien an dat entsprechend Ausliwwerungsofkommes respektéiert ginn. D'Lëtzebuurger Regierung stellt dës Prozedur net a Fro a respektéiert de franséische Rechtsstaat, a wäert deemno net intervenéieren.

.....

**Avenir des salariés de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque** | Question 7118 (03/11/2022) de **M. Laurent Mosar** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Nous faisons référence à notre question parlementaire n° 6921 du 29 septembre 2022 et à la réponse parlementaire y afférente qui traite de l'avenir des salariés de la banque luxembourgeoise Fortuna Banque, qui avait annoncé pendant l'été l'arrêt progressif de ses activités bancaires.

Comme nous estimons ne pas avoir obtenu de réponses satisfaisantes, nous voudrions connaître la teneur des « solutions de support individuelles » qui « sont en cours d'élaboration » et qui « sont offertes par Fortuna Banque à ses salariés pendant la phase de débouclage de ses opérations », comme l'explique le Gouvernement dans sa réponse parlementaire. Nous rappelez que d'après nos informations, il n'y a pour

l'instant pas de coopération sur la mise en place d'un plan social pour les salariés de la Fortuna Banque.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

– Est-ce qu'un plan social est en cours de négociation pour le personnel concerné par l'arrêt des activités de la Fortuna Banque ?

• Dans la négative, pourquoi n'est-il pas question de plan social ?

• Dans l'affirmative, quelles mesures sont prévues pour le personnel concerné ?

**Réponse** (18/11/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

À ce stade, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne possède aucune information quant à la négociation d'un plan social.

Conformément à l'article L. 166-2 (1) du Code du travail :

« (...) l'employeur est tenu de procéder en temps utile à des négociations avec les représentants des salariés en vue d'aboutir à un accord relatif à l'établissement d'un plan social. »

En ce qui concerne la « Fortuna Banque », aucune convention intitulée « plan social » n'a été transmise à l'Agence pour le développement de l'emploi jusqu'à présent.

.....

**Revendication du corps médical dans le cadre du paiement des services de garde et des astreintes** | Question 7119 (03/11/2022) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La situation dans les services d'urgence du pays est un problème connu depuis des années. Les services d'urgence sont régulièrement débordés. Très souvent avec des patients dont les demandes ne relèvent pas des urgences. Cela provoque des temps d'attente très longs au détriment de tous, patients comme personnel hospitalier.

Récemment, la Ministre de la Santé a annoncé qu'une revendication de longue date du corps médical, à savoir le paiement des services de garde et des astreintes, serait enfin introduite.

Or, il nous revient que les urgentistes ne seraient pas indemnisés pour leurs gardes ou leurs astreintes.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de patients sont traités chaque semaine dans les quatre services d'urgence du pays ? Quelle a été l'évolution de ces chiffres au cours des dix dernières années ?

D'après nos informations, les urgentistes sont payés par les patients pour chaque traitement. Cependant, ils traitent également des patients non assurés et fourissent donc aussi des services non rémunérés.

2) Madame la Ministre est-elle consciente de ce problème ? Dispose-t-elle d'informations sur le nombre de traitements non payés effectués dans les services d'urgence du pays ? Dans la négative, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de faire examiner cette situation ?

3) Madame la Ministre, est-il vrai que les urgentistes ne seront pas indemnisés pour les gardes sur place ou par astreinte ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

4) Madame la Ministre, va-t-elle reconsidérer cette décision ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse** (05/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le nombre de patients traités chaque semaine varie au cours des saisons.

En moyenne, sur les 4 dernières années, le nombre de passages par semaine par centre hospitalier est le suivant :

(tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

N. B. : Le graphique ci-dessus reprend tous les passages aux urgences (y compris KannerKlinik) alors que le tableau ne fait la moyenne des passages que dans les 4 grands services d'urgence adulte.

ad 2) Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'informations y relatives.

Toutefois, les dispositions de la couverture universelle de santé permettront d'assurer une prise en charge appropriée du financement des activités par le Ministère de la Santé.

ad 3) Les urgentistes font partie du périmètre des gardes et astreintes qui seront indemnisées par l'État et ce rétroactivement à partir du 1<sup>er</sup> juin 2022 dans le cadre du projet pilote retenu entre le Ministère de la Santé et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois.

ad 4) cf. réponse ci-dessus.

.....

**Mesures en faveur de la participation citoyenne au niveau communal mentionnées lors du débat de consultation au sujet des propositions formulées par le Klima-Biergerrot** | Question 7120 (03/11/2022) de **Mme Jessie Thill** | **M. François Benoy** (déi gréng)

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que la « participation citoyenne sera encouragée pour permettre la participation de toutes les composantes de notre société au projet national et pour renforcer la lutte contre le déficit démocratique », ainsi qu'un soutien gouvernemental à « la participation citoyenne au niveau communal ». Dans cette lignée, Madame la Ministre de l'Intérieur vient de mentionner, en date du 25 octobre, lors du débat de consultation au sujet des propositions formulées par le Klima-Biergerrot, vouloir déposer « an den nächste Méint » un projet de loi dédié justement au renforcement de la participation citoyenne au niveau communal. L'une des idées serait notamment la mise en place de conseils locaux de citoyennes et citoyens («... wäert sécherlech och esou e lokale Biergerinnen- a Biergerrot sinn»). Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre :

1) Madame la Ministre peut-elle déjà fournir davantage d'informations sur le dispositif des conseils citoyens locaux ? Comment ces conseils pourraient-ils être composés et quel pourrait être leur mode de désignation ?

2) Quels sont les autres éléments du volet « participation » de la réforme de la loi communale ?

3) À quelle échéance Madame la Ministre prévoit-elle de finaliser l'avant-projet de loi et de le soumettre au Conseil de Gouvernement ?

Un nombre croissant d'acteurs et de personnes ont collaboré ces dernières années à la conception, la préparation, la mise en place, le déroulement et le suivi de projets de participation citoyenne tant au niveau national que communal (p. ex. : Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050 et Luxembourg in Transition, Klima-Biergerrot, le Centre for Ecological Learning Luxembourg (CELL), la Plateforme luxembourgeoise

de la démocratie participative (PLDP), l'université, etc.), sans oublier l'expérience précieuse gagnée par les participants de ces différents processus de participation.

Enfin, les différents pactes étatiques avec les communes, tels que par exemple le Pacte climat et le Pacte nature disposent également de nombreux éléments de participation citoyenne au niveau local et collaborent à cet effet avec des organisations partenaires, telles que CELL, Ëmweltberodung, IMS et Klima-Bündnis. Ils englobent déjà un large éventail de thématiques locales : le développement territorial, la mobilité, la gestion des ressources, l'organisation de la commune, sa communication, etc.

4) Quels acteurs Madame la Ministre prévoit-elle de consulter en vue de l'élaboration du concept et du fonctionnement des futurs conseils locaux de citoyennes et citoyens ? Quelles consultations ont déjà eu lieu ?

5) Comment Madame la Ministre entend-elle chercher et développer des synergies avec les dispositifs participatifs existants ?

**Réponse (08/12/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**

Les communes, étant les seules collectivités territoriales décentralisées au Luxembourg, constituent un véritable terreau pour la démocratie et occupent une place particulière dans la vie démocratique. Les citoyennes et citoyens expriment par ailleurs de plus en plus la volonté de vouloir s'impliquer activement dans le développement de la vie locale et la prise de décision locale, que ce soit par le biais de participations à des commissions consultatives ou par des initiatives de participation citoyenne.

Comme soulevé par les députés, la volonté politique de renforcer la participation citoyenne au Luxembourg a été ancrée dans l'accord de coalition 2018-2023 : « La participation citoyenne sera encouragée pour permettre la participation de toutes les composantes de notre société au projet national et pour renforcer la lutte contre le déficit démocratique. »

Ainsi, et dans le cadre de la refonte de la loi communale, qui a été scindée en plusieurs projets de loi distincts, en fonction des priorités et besoins exprimés par le secteur communal, il sera procédé prochainement à la redéfinition ou à la mise en place de plusieurs instruments ayant trait à la participation citoyenne au niveau communal.

Pour que la participation citoyenne puisse réussir, je souhaite également adapter et développer les moyens de communication et de publicité dont disposent les autorités communales afin de faciliter, au profit des citoyens et citoyennes, l'accès aux informations et décisions communales.

Finalement, je tiens à ajouter que les communes disposent déjà à l'heure actuelle de la possibilité d'appliquer des moyens de participation citoyenne supplémentaires à ceux prévus dans la loi communale grâce à l'autonomie communale. En effet, de nombreuses communes ont déjà pris de telles initiatives, notamment la Ville de Dudelange en 2019 qui a initié le projet « participation citoyenne » qui s'est ensuite traduit par un « Biergerrot », un panel de citoyens ainsi qu'un budget participatif.

**Centrale nucléaire de Cattenom | Question 7121 (04/11/2022) de M. Carlo Weber | Mme Cécile Hemmen (LSAP)**

EDF Cattenom a publié, mardi 26 octobre, un point d'étape sur chaque unité de production de la centrale

nucléaire mosellane. À l'heure actuelle, seul le réacteur n° 2 fonctionne et permet de fournir de l'électricité, les trois autres étant à l'arrêt pour travaux.

EDF envisage d'en redémarrer deux avant la fin de l'année. Le premier fournisseur français d'électricité veut notamment redémarrer le réacteur n° 1 bien que ce dernier porte deux traces de corrosion sous contrainte sur une quinzaine de tuyauteries contrôlées.

À cet effet, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Quelles sont les informations dont dispose Monsieur le Ministre par rapport au calendrier de redémarrage des trois réacteurs défaillants ?

2) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la volonté d'EDF de redémarrer le réacteur n° 1 cet automne, reportant ainsi les travaux de maintenance nécessaires à l'année prochaine ?

**Réponse (06/12/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**

ad 1) EDF Cattenom a informé les autorités luxembourgeoises le 4 novembre que le redémarrage du réacteur n° 4, dont les travaux seraient quasi finalisés, serait prévu pour la fin novembre 2022. Aucun phénomène de corrosion n'aurait été détecté sur le réacteur n° 4.

En même temps, EDF a informé les autorités luxembourgeoises que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) n'allait pas autoriser le redémarrage provisoire du réacteur n° 1 tel que souhaité par EDF. Sur base d'expertises et de réalisations de contrôles complémentaires sur Cattenom 1, l'ASN considère que deux soudures concernées doivent être réparées avant de redémarrer Cattenom 1.

Selon les informations partagées avec les autorités luxembourgeoises, le redémarrage des réacteurs 1 et 3 serait prévu pour le 26 février 2023.

ad 2) Des travaux sont actuellement en cours sur le réacteur n° 1. Comme indiqué ci-avant, son redémarrage, sous condition de réparation de deux soudures concernées par la corrosion sous contrainte, est actuellement prévu pour le 26 février 2023.

Le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire Claude Turmes et la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable Joëlle Welfring avaient adressé le 26 octobre 2022 un courrier à l'ASN dans lequel ils ont exprimé de vives inquiétudes par rapport à un éventuel redémarrage du réacteur 1 sans réparation et demandé des explications détaillées sur les avis adoptés par l'ASN et l'IRSN qui avaient émis un avis critique.

Le Gouvernement salue ainsi la décision de l'ASN d'exiger des travaux de réparation sur le réacteur n° 1 avant son redémarrage. Il ne peut y avoir aucun doute sur la sûreté des installations de la centrale de Cattenom, et le Gouvernement continuera de rappeler cette position de principe lors de ses contacts bilatéraux avec les autorités françaises compétentes.

**ADHS chez l'enfant | Question 7122 (04/11/2022) de M. Sven Clement (Piraten)**

Eng vun den heefegsten neurologesche Stéierunge bei Kanner a Jugendlecher ass ADHS, d'Aufmerksamkeitsdefizit-Hyperaktivitätsstörung. Kanner mat ADHS si Kanner mat Besoins spécifiques. Wéi zum Beispill bei Kanner mat Dyslexie, kënnen och Kanner mat ADHS méi Zäit kréien, fir hir Prüfungen ze schreiwen oder

Aufgabe fäerdegstellen. Kanner, déi ënner ADHS leiden, brauche vill méi Energie a Konzentratioun, fir ee ganze Schouldag roueg hannert sech ze bréngen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wat awer gëtt et fir Mesuren, fir de Kanner an der Grondschoul mat Schwéierpunkt Hyperaktivitéit an Impulskontrollstéierung ze hëllefen?

2. Wat awer gëtt et fir Mesuren, fir de Kanner am Lycée mat Schwéierpunkt Hyperaktivitéit an Impulskontrollstéierung ze hëllefen?

3. Wat fir eng vun deene Mesurë sinn drop ausgeluecht, fir d'Integratioun vum Kand a senger Klass ze stäerken?

4. Gëtt et Uweisungen, wéi een am Fall vu Bestrofung soll mat dëse Kanner ëmgoen? Wann nee, ass de Minister der Meenung, dass et esou Uweisung brauch, fir dem Besoin spécifique vum Kand gerecht ze ginn?

5. À part vun den ugepasste Prüfungszäiten, wéi gëtt der Diagnos ADHS während dem gesamte Schouldag Rechnung gedroe fir ze verhënnern, dass d'Kanner Nodeeler opgrond vun hirer Krankheet hunn?

6. Wéi a wéi oft gëtt iwwerpréift, ob dës Mesuren och wirklech gräifen? Wien ass zoustänneg fir dës Kontroll?

**Réponse (13/12/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. Grad wéi am Lycée gëtt et an der Grondschoul d'Méiglechkeet, fir deen eenzelne Schüler Differenzierungsmoosnamen (aménagements raisonnables) virzegesinn (Artikel 29 vum Gesetz vum 9. Februar 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental).

Esou datt ënner anerem folgend Amenagementer kënnen en place gesat ginn:

- Upassung vum Kllassesall (z. B. oflenkend Reizer vermeiden),
- Upassung vun der Sëtzplaz (z. B. frontal un der Tafel, net bei der Dier),
- separate Raum, fir en Test ze schreiwen,
- un d'Bedürfnisser vum Kand ugepassten Aarbechtsblätter (z. B. seriefreä Schrëft),
- méi Zäit fir Tester an integréiert Projeten,
- zousätzlech Pausen (z. B. Beweeungs- oder Entspannungspausen),
- technesch Hëllefsmëttel (z. B. iPad mat Virliesfunktion),
- mënschlech Ënnerstëtzung (z. B. Assistance en classe, I-EBS),
- „vérificateur d'orthographe“ (z. B. bei fréi geschriwwenen Texter).

Nieft dësen Differenzierungsmoosname bidden sech och nach folgend Adaptatiounen an der Klass un:

- Quantitéit vun der Aarbecht upassen (z. B. Aufgaben a kleng Deeler gliedern, verkierzt Aufgaben),
- Interaktioun Léierpersoun-Schüler upassen (z. B. kuerz a prezis Uweisungen, konstruktive Feedback, positiv Verstärkung),
- Ofschreiw vum Texter minimiséieren (z. B. Foto vum Tafelbild an d'Heft pechen, Diktéierfunktion vum Tablet benotzen),
- visuell Hëllef fir d'Orientéierung an d'Entlaaschung vum Aarbechtsgediechtes zur Verfügung stellen (z. B. Sandauer, Time-Timer, Checklëschten),
- Aarbechtsorganisatioun (z. B. visuell Hëllefsmëttel wéi Piktogrammer, fir d'Opmierksamkeet oprechtzeerhalen).

ad 2. Laut dem Artikel 3, Kapitel 2 vum Gesetz vum 15. Juli 2011 (Loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers) kann den Direkter vun engem Lycée folgend Aménagement festhalen:

- Aménagement vum Kllassesall oder dem Schüler senger Sëtzplaz,
- e separate Sall fir d'Épreuven,
- eng adaptéiert Presentatioun vun de Questionnairen.

Laut dem Artikel 4 Kapitel 2 vum Gesetz vum 15. Juli 2011 kann de Conseil de classe folgend Aménagement festhalen:

- Dispens vun engem Deel vun den obligatoreschen Épreuvé fir een Trimester oder Semester,
- Ersetze vun engem Deel vun den Épreuven, déi virgesi sinn, duerch eng eenzeg Épreuve zum Schluss vum Trimester oder Semester,
- fir d'Resultater vum Enn vum Joer: Consideratioun vun de schoulesche Resultater vun nëmmen engem oder zwee Trimesteren oder engem Semester.

Laut dem Artikel 5 Kapitel 2 vum Gesetz vum 15. Juli 2011 kann d'CAR (Commission des aménagements raisonnables), déi am Artikel 6 vun deem nämmelechte Gesetz kreéiert gouf, ënner anerem folgend Aménagement festhalen:

- méi Zäit an den Épreuven oder integriéierte Projeteen,
- zousätzlech Pausen an den Épreuven,
- Opdeele vun den Ofschlossexamen op zwou Sessiounen (amplaz eng),
- Zeréckgräifen op technesch Hëllefsmittelen oder mënschlech Ënnerstëtzung, fir déi speziell Schwieeregkeeten ze kompenséieren,
- Zeréckgräifen op e „vérificateur d'orthographe“,
- Benotze vun enger anerer Sprooch (Franséisch oder Däitsch), wéi vum Programm virgesinn, fir Questionnairen an/oder d'Produktioun vum Schüler,
- Dispens fir mëndlech, praktesch oder physesch Épreuven oder fir ee Module,
- temporaire Beschoulung (fir verschidde Matièreen oder all d'Matièreen) an enger anerer Klass wéi d'Classe d'attache.

Nieft dese Mesuren, déi am Gesetz festgehal goufen, kënnen am Virfeld awer och scho Mesuren an der Klass geholl ginn, andeems:

- op d'Sëtzplaz vum Schüler opgepasst gëtt: no beim Enseignant, frontal zur Tafel, Einzelsëtzplaz;
- d'Stonne strukturéiert ginn: wichteg an nei Léierinhalter am Ufank vun der Stonn virgesinn, reegelméisseg Feedback zu Deelaufgaben;
- d'Erklärungen zu Aufgabe kuerz a konkret gehale ginn, am beschten am Bléckkontakt zum Schüler an d'Erklärung vum Schüler widderholl ginn;
- Hëllefsmittel agesat ginn, wéi zum Beispill Fidgets, Sëtzkëssen, Knätsch, Kopfhörer.

Bei alle Mesuren ass et wichteg, se mat de Schüler ze beschwätzen an ze kucken, ob si se akzeptéieren oder net.

ad 3. All déi ënnert der Fro 1 an 2 opgelëscht Moosname sinn drop ugeluecht, fir d'Integratioun vum Kand a senger Klass ze stäerken. Derbäi kommen nach folgend Aspekter:

- Den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, den I-EBS: « un enseignant spécialisé affecté à une ou des écoles ayant pour mission d'assurer l'assistance et la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques dans une approche inclusive au sein de l'école en collaboration avec le titulaire

de classe concerné [...] ». Fir d'Schouljoer 2022/2023 gëtt et 129 I-EBS an de Grondschoulen hei am Land.

– Des Weidere besteet an deene 15 Direktiounen vun der Grondschoul jee weils eng ESEB (Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques), déi d'Enseignanten op regionalem Niveau kënnen beroden, wéi se mat de Kanner mat Hyperaktivitéit an Impulskontrollstéierung an hirer Klass kënnen ëmgoen, a si kënnen och gegebenefalls eng ambulante Prise en charge vum Schüler an der Klass (assistance en classe) assuréieren.

– Derbäi kommen néng national Kompetenzzentren, déi mam Gesetz vum 20. Juli 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire geschaf goufen. Eng vun den Aufgaben vun den nationale Kompetenzzentren besteet doranner, d'Léierpersonal ze beroden, wéi et mat engem Kand mat spezifesch Besoinen an der Klass kann ëmgoen. Eng aner Aufgabe ass d'Promotioun vu Wëssen, wou theemespezifesch Formatiounen fir Léierpersounen an anert Personal (ESEB) aus der Grondschoul uegebuede ginn, wéi zum Beispill zum Thema AD(H)S.

– Och eng Rei Prestataire, déi mam MENJE via Konventioun zesummeschaffen, bidde Prise-en-charge un, déi dozou bäidroen, datt d'Kand (erëm) besser kann um Unterrecht deelhuelen.

ad 4. Nee, et gëtt aktuell keng speziell Uweisungen, wéi een am Fall vu Bestrofung mat dese Kanner soll ëmgoen. Den Artikel 4 vum Règlement grand-ducal concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles vum 7. Mee 2009 hält fir d'Lëtzebuurger Schoule fest: « [...] Toute punition doit être individuelle et proportionnelle au manquement. Elle doit être expliquée à l'élève et les parents en sont informés. La punition peut consister soit dans un rappel à l'ordre ou un blâme, soit dans un travail supplémentaire d'un intérêt éducatif. Les punitions collectives sont prohibées. Les châtements corporels sont interdits. »

Zousazaufgabe mat engem schouleschen Inhalt (z. B. Text ofschreiwen, eppes auswennege léieren) féieren an der Reegel net zu Verhalensännerunge bei Kanner mat ADHS. Falls eng Konsequenz néideg ass, sollt éischer op pedagogesch Reflexioun oder Nobeearbechtung gesat ginn, well d'Schüler esou ugereet ginn, nach eng kéier iwwert hiert Verhalen nozedeken.

Generell gëllt et bei disziplinareschen Entscheedungen, der Gravitéit vun de Virfäll, dem Alter an der Maturitéit vum Schüler, sengem allgemenge Verhalen an enger méiglecher Recidive vu Fäiten, déi him reprochéiert ginn, Rechnung ze droen (sou z. B. am Artikel 43 vun der Loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées).

ad 5. Divers Studie weisen, datt verhaltensmodifizéierend Techniken an der Klass, wéi zum Beispill positiv Verstärkung oder Time-out, gutt Resultater liwweren.

Hëllefträich sinn och Moosnamen, déi derzou bäidroen, d'Defiziter an den exekutive Funktiounen (z. B. Aarbechtsgediechtnes, Organisatioun, Zäitmanagement, Hemmungskontroll) auszegläichen.

Et muss och nach de Schwieeregkeeten zur Aktivéierung, zum Oprechterhalen an der Sécherung vun der Opmierksamkeet Rechnung gedroe ginn.

Des Weidere kënnen d'Adaptatiounen an d'Aménagement, déi ënnert de Froen 1 an 2 opgelëscht goufen, ëmgesat ginn.

ad 6. Wéi am Artikel 29 vum Règlement grand-ducal du 12 mai 2009 fixant le fonctionnement des commissions d'inclusion scolaire régionales festgehalen, ginn d'Mesuren, an der Grondschoul, op d'mannst eemol d'Joer vun der CIS (Commission d'inclusion scolaire) evaluéiert. « La CIS fait établir un dossier qui comprend: un diagnostic des besoins de l'élève; les aides qui peuvent lui être attribuées; un plan de prise en charge individualisé. Le plan est soumis aux parents pour accord. La CIS fait évaluer annuellement le plan et y intègre les adaptations jugées nécessaires pour assurer le progrès scolaire de l'élève. »

Wéi an de Grondschoulen, gouf och an de Lycéeën eng CI kreéiert (Artikel 14bis vun der Loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées), déi fir d'Evaluatioun vun den Hëllefsmesuren zoustänneg ass.

« [...] La commission d'inclusion scolaire de l'enseignement secondaire du lycée définit ou adapte les aides proposées à l'élève ou le plan de formation individualisé. Les mesures proposées peuvent concerner l'appui scolaire et le soutien sur le plan personnel, relationnel et social. [...] Elle supervise la mise en place des mesures d'accompagnement des enfants ou jeunes à besoins éducatifs spécifiques. »

#### Tarifs dans les maisons relais pour enfants pendant les vacances scolaires | Question 7123 (04/11/2022) de M. Max Hengel (CSV)

Mat der Rentrée 2022/2023 gouf d'Kannerbetreiwung an de Strukturen, déi dem Chèque-service accueil System (CSA) ugehéieren, während de Schoulwoche gratis. Gläichzäiteg gouf de Plaffong vun 100 Euro pro Kand a Woch ausserhalb vun de Schoulwochen ofgeschafft. De Präis, dee fir d'Betreiwung an de Vakanzen muss bezuelt ginn, gëtt elo en fonction vum Revenu vun der Famill, vum Rang vum Kand (Rang de l'enfant) a vun der Unzuel vu Stonnen an der Struktur berechent.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Familljeminister an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Huet d'Ofschafung vun dësem Plaffong sech bei der Unzuel vun den Aschreiwunge vu Kanner während der Allerhellegevakanz bemierkbar gemaach?

– Wa jo, ëm wéi vill Prozent sinn d'Aschreiwunge während der Vakanzen an der Moyenne erofgaangen?

2. Huet d'Regierung Mesurë virgesi fir de Fall, wou d'Gemengen als Bedreiwuer vu Betreiwungsstrukturen an de Schoulvakanzen en Iwwerschoss u Personal hätten?

– Wa jo, wéi eng Moosname sinn dat?

– Wann net, firwat net?

**Réponse (06/12/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. Am Joer 2021 sinn 32 % vun de schoulpflichtige Kanner, déi an enger Struktur (Crèche, Mini-crèche, Maison relais, Dageselteren) betreit waren, och während der Allerhellegevakanz betreit ginn. Dëst Joer (2022) waren et 33 % vun de schoulpflichtige Kanner, déi während der Allerhellegevakanz betreit goufen. D'Ofschafung vum Plaffong vun 100 € während der Vakanzenzäit huet sech also bei der Unzuel vun den Aschreiwunge vu Kanner während der Allerhellegevakanz net bemierkbar gemaach.

ad 2. Vu datt während der Allerhellegevakanz 2022 net manner Kanner betreit goufe wéi am Joer 2021, wäert et och keng Situatiounen ginn, wou d'Gemengen als Bedreiwuer vu Betreiwungsstrukturen duerch d'Ofschafung vum Forfait riskéieren, en Iwwerschoss u Personal ze hunn. Et ass dem Educatiounsministère och keng esou eng Situatioun bekannt.

**Fonds national de soutien à la production audiovisuelle** | Question 7124 (07/11/2022) de **M. Félix Eischen** (CSV)

Dans un article publié récemment sur Reporter.lu, « Filmbusiness as usual », il est question des conclusions du « Rapport spécial portant sur le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » (le « Film Fund ») de la Cour des comptes. Ce rapport spécial est à voir en rapport avec un audit réalisé en 2018, qui arrive sensiblement aux mêmes conclusions : la gestion notamment financière des fonds publics du Film Fund laisse toujours à désirer, alors que l'audit de 2018 avait déjà mis en lumière des procédures internes et externes douteuses.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Les subventions accordées aux producteurs par le Film Fund sont en principe intégralement remboursables. Le rapport spécial de la Cour des comptes retient cependant que « le total des remboursements se chiffre à 379.988,77 euros, ce qui représente 0,22 % des aides financières sélectives versées (à savoir quelque 173 millions d'euros) ». Comment est-ce que le Gouvernement explique ce niveau de remboursement dérisoire et quasiment inexistant alors que des coproductions soutenues financièrement en millions d'euros par le Film Fund ont eu, selon la presse culturelle grand-ducale et des producteurs eux-mêmes, de grands succès, comme Bad Banks, Colonia Dignidad, Erneste et Célestine, Hanna Arendt, Oetzi et autres ?

2) Est-il exact que le Directeur du Film Fund, Guy Daleiden, voulait transformer le château de Septfontaines au Rollinggrund en siège du Film Fund et que ce projet aurait été abandonné grâce à l'intervention de tiers ?

3) Sous la rubrique 6.3 « marchés publics », « la Cour a identifié différents fournisseurs dont les prestations ont dépassé le seuil de 55.000 euros tel que prévu par l'article 161 du règlement grand-ducal précité, mais pour lesquelles le fonds n'a pas eu recours à une procédure ouverte ». Ainsi la Cour énumère 5 cas de prestations qui n'ont pas respecté les règles de marchés publics et dont une décision motivée par le conseil d'administration fait défaut. Quelles seront les suites que le Gouvernement décide à prendre à l'encontre des responsables de ces situations irrégulières ?

4) Les recherches du site online Reporter.lu ont révélé qu'à la mi-octobre, un tiers des sociétés de production n'avait pas encore publié de bilan pour 2021 au registre de commerce. Ces sociétés ne respectent donc pas l'obligation légale de publier leur bilan au plus tard sept mois après la clôture de l'exercice. De quelle manière est-ce que ces sociétés de production vont être sanctionnées ?

5) Est-il exact que des sociétés de production luxembourgeoises utilisent des entreprises « boîtes aux lettres » à l'étranger pour faire valoir un statut de « coproduction » ?

6) Est-ce que le Gouvernement a eu connaissance que des membres du Comité de lecture et/ou du Comité d'analyse économique et financière du Film Fund (jusqu'en 2014) et /ou du Comité de sélection (à partir de 2014) ont travaillé pour des sociétés de productions qui ont eu des subventions du Film Fund ?

7) Est-ce que le Gouvernement a connaissance de fraudes à l'assurance par des sociétés de production ?

8) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de

soutien à la production audiovisuelle a été rédigé en grande partie entre le Film Fund et deux producteurs de films pour garantir à l'avenir un surplus de soutien financier aux firmes de productions ?

9) La Cour des comptes a constaté moult frais de déplacements et de restaurations non réguliers respectivement douteux par le Film Fund. Est-ce que le Gouvernement ne doit pas récupérer ces dépenses ?

10) La Cour des comptes a constaté que quelque 501.000 euros ont été versés à un consultant externe sans que les contrats sous-jacents n'aient pu être présentés par le fonds. Est-ce que le Gouvernement n'est pas obligé à récupérer cette somme au profit de la caisse de l'État ?

11) La Cour des comptes a constaté que le même consultant externe à la solde du Film Fund était en même temps – durant des années – producteur de films qui ont été subventionnés par le Film Fund. Vu que la question de « conflit d'intérêts » (immixtion) se pose d'une manière flagrante, est-ce que le Gouvernement a remis ce dossier au parquet ?

12) Du fait de ces dysfonctionnements, dérives, soupçons d'actes illégaux, conflits d'intérêts, actes de népotisme, gaspillage de fonds publics, etc., le Gouvernement n'est-il pas d'avis que le Directeur du Film Fund, Guy Daleiden, devrait immédiatement être suspendu de ses fonctions et que le Film Fund devrait être mis sous tutelle et qu'une réforme du Film Fund devrait être élaborée dans les meilleurs délais ?

**Réponse** (25/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1) Le but principal des régimes d'aides en Europe est de développer un secteur audiovisuel national et européen fort, capable de survivre à l'échelle internationale. Les œuvres audiovisuelles, qui sont considérées en Europe comme des produits culturels, contribuent au rayonnement de l'identité culturelle européenne. Tous les pays européens disposent d'un ou de plusieurs systèmes de soutien à la production audiovisuelle en complément aux différents mécanismes de soutien qui existent au niveau communautaire et dans le cadre du Conseil de l'Europe. En effet, le secteur audiovisuel européen ne peut exister que grâce aux subventions publiques. Au regard de la structuration du secteur de la production audiovisuelle européenne, il est très difficile, et dans bien des cas même quasiment impossible de financer une œuvre cinématographique uniquement par des investissements privés et/ou les retombées de son exploitation commerciale en salles ou via plateformes de streaming.

Il convient de rappeler que le rapport de la Cour des comptes porte sur les années 2009 à 2018.

Jusqu'en fin 2014, date d'entrée en vigueur de la loi actuelle, le soutien à la production audiovisuelle était assuré principalement à travers le mécanisme des Certificats d'investissement audiovisuel, une aide indirecte sous forme de crédit d'impôt. Aucun remboursement n'était prévu dans le cadre de ce régime d'aide.

En 2014, cette aide indirecte a été remplacée par l'aide financière sélective. La loi de 2014 prévoit qu'il s'agit d'une avance sur recettes, ce qui veut dire qu'en l'absence de recettes générées par la production en question, aucun remboursement n'est à effectuer. Il échet de souligner que la quasi-totalité des œuvres produites avec le soutien du fonds ne génère pas suffisamment de recettes nettes pour pouvoir rembourser les aides, ce qui ne constitue pas une exception au niveau européen. Et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la Commission européenne a accordé des exceptions à ces régimes d'aides spécifiques.

Sur la période de contrôle de la Cour des comptes (i. e. 2008 à 2018), 85 % de l'ensemble des moyens financiers déboursés pour soutenir le secteur de la production audiovisuelle ont été accordés sous le régime du mécanisme des certificats d'investissement audiovisuel tandis que 15 % de l'intervention publique pour cette même période ont été attribués sous forme d'aides directes « avance sur recettes ».

Même si le niveau de remboursement est faible il ne faut pas perdre de vue que l'objectif de l'aide financière sélective est de retrouver l'investissement du fonds au cours de la production proprement dite, notamment en raison des dépenses effectuées dans l'économie luxembourgeoise. En effet, l'article 10 de la loi de 2014 détermine clairement que les œuvres pouvant bénéficier des aides contribuent au développement du secteur « compte tenu d'une proportionnalité raisonnable entre les avantages consentis et les retombées culturelles, économiques, et sociales à long terme de la production de ces œuvres ».

En résumé, le Gouvernement est d'avis que le succès du fonds ne saurait être jugé sur base de critères comptables – le secteur culturel dont fait partie la production audiovisuelle doit rester pluraliste, libre et non bridé par des objectifs de succès purement commerciaux.

ad 2) Non.

ad 3) Certaines prestations ou produits ne sont disponibles qu'auprès d'un seul prestataire – ceci ne présente pas en soi une irrégularité. Par ailleurs, le fonds estime qu'au vu de la répartition des compétences entre le conseil d'administration et le directeur telle qu'elle résulte de la loi, il appartient à ce dernier de prendre la décision motivée de recourir à la procédure restreinte sans publication d'avis ou à la procédure négociée.

Toutefois, le fonds est disposé à changer ses procédures pour l'avenir afin de suivre les propositions de la Cour.

ad 4) Le non-respect de l'obligation légale de publier les comptes annuels est sanctionné conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Le fonds n'a pas de compétence dans ce domaine.

ad 5) En vertu de l'article 9 de la loi de 2014, une aide financière sélective ne peut être accordée qu'à des sociétés de capitaux résidentes et pleinement imposables au Luxembourg. Disposer ou pas de structures à l'étranger n'a aucune incidence à cet égard.

ad 6) Non.

ad 7) Non. Le Gouvernement tient à rappeler à l'honorable Député qu'en vertu de l'article 23 du Code de procédure pénale, toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et que cet article s'applique donc aussi au Gouvernement et aux députés.

ad 8) Comme toute réforme législative significative, la loi du 22 septembre 2014, dont le projet a été élaboré et déposé le 29 janvier 2013, par Monsieur François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, a été préparée en consultation avec les différentes chambres professionnelles, ainsi que les associations représentatives du secteur de la production audiovisuelle.

ad 9) De manière générale, les recommandations de la Cour des comptes en vue d'améliorer les procédures internes du fonds ont été entérinées.

La Cour des comptes a proposé de modifier la procédure relative à l'engagement des frais de déplacement, proposition qui vient d'être mise en place par le fonds.

De même, pour les frais de restauration, elle a recommandé de prévoir une procédure écrite plus précise. Cette procédure est en cours d'élaboration par le fonds.

Enfin, il échet de rappeler que la comptabilité du fonds est soumise au contrôle annuel d'un réviseur d'entreprises et que les recommandations qui ont été de temps à autre formulées à l'occasion de la révision des comptes ont toujours été prises en considération.

ad 10) Conformément à la loi de 2014, le fonds peut, dans le cadre de sa mission, avoir recours à des experts externes pour le seconder dans certaines de ses tâches.

C'est ainsi que le conseil d'administration du fonds a engagé le consultant en question, sur base d'une offre de services acceptée, à partir de février 2013.

En 2016, le réviseur de l'époque du fonds a recommandé de formaliser cette relation par écrit. Suite à cette recommandation, le conseil a décidé de ne pas signer de contrat avec effet rétroactif pour la période de 2013 à 2016, mais de se baser uniquement sur l'offre de prix. Un contrat formel a été élaboré à partir de l'année 2017.

Les prestations du consultant pour les années 2013 à 2016, qui figuraient évidemment aux budgets respectifs, ont été honorées sur base de l'offre de 2013. Le consultant externe n'a pas profité d'un traitement favorable ni de la part du fonds, ni du comité de sélection.

ad 11) Cette question avait été abordée en amont par le conseil d'administration du fonds.

Sur demande du fonds, le consultant a présenté des lettres de toutes les sociétés de production, marquant leur accord à ce que le producteur en question exerce des missions de consultance pour le fonds, notamment en raison de son expertise dans le domaine de la promotion, de la distribution et de la diffusion d'œuvres luxembourgeoises auprès d'ambassades, de festivals et de manifestations à l'étranger.

L'auditeur « Value Associates » avait dans son rapport de novembre 2018 analysé spécifiquement cette question et était arrivé à la conclusion que : « Un conflit d'intérêt pourrait subsister, mais un acteur complètement indépendant semble difficile à trouver au Luxembourg. »

ad 12) La terminologie utilisée par l'honorable Député ne reflète ni les conclusions du rapport de Value Associates ni celles de la Cour des comptes. Le Gouvernement réitère son soutien au directeur et aux membres du conseil d'administration du fonds.

Une réforme de la loi du 22 septembre 2014 est en cours d'élaboration. Cette réforme prendra en compte l'évolution en matière du droit des aides d'état permettant de moderniser davantage les instruments de soutien du fonds tout comme la gestion interne.

### Sécurité au Luxembourg | Question 7125 (07/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 1259 haten d'Ministere mir Donnéeë geliiwert zur Unzuel un Infraktiounen op verschiddene Plazen hei am Land. Zu Réimech gouf viru Kuerzem op Kamera festgehalen, wéi zwee Kläpper eng aner Persoun zesummege-schloen, um Buedem mat Féiss getréppelt an him seng Wäertsache geklaut hunn. Mir goufen och

Zeieberichter vun engem anere Fall zougedroen, an deem Persounen mat Waffen zu Réimech geschoss sol-len hunn. Dës Beispiller sinn nëmmen zwee vu villen, déi op verschiddene Plazen hei am Land all Dag statt-fannen.

D'Situatioun am Land schéngt sech allgemeng net ze berouegen. De Rekrutement vu méi Polizisten soll d'Schlagkraaft vun der ëffentlecher Hand verstärken, fir dass de Rechtsstaat weiderhi beschtméiglech funktionell bleift. Ob dat awer duergeet, bleift ofze-waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den nämmlechten Tableau vir-leeë wéi an der Äntwert op d'Fro N° 1259, dëst fir d'Joer 2019 bis 2022 fir d'Gemenge Réimech, Esch/Uelzecht, Lëtzebuerg (Stater Gare eenzel), Déiffer-deng, Péiteng, Dikrech, Ettelbréck a Woltz?

2. Huet d'Justiz Donnéeën iwwert d'Widderhuelungs-täter bei Infraktiounen wéi Déifstall, Iwwerfall an Uwendung vu Gewalt? Aneschtens gefrot, a wéi ville Fäll hu scho verurteelt Persounen an deene leschten 10 Joer op d'mannst eng Recidive fir Déifstall, Iwwer-fäll a Gewalt begaangen?

3. Hunn d'Ministere Kenntnis dovunner, ob zu Réi-mech an de leschte Méint Fäll vun illegalem Waffenge-brauch passéiert sinn?

**Réponse (08/12/2022) de M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure | Mme Sam Tanson, Ministere de la Justice**

ad 1. De folgenden Tableau ass d'nämmlecht opge-baut wéi deen an der Äntwert op d'Fro Nr. 1259 vum 27. September 2019. Déi selwecht Bemierkungen a Restriktiounen, wéi se och schonn an der deemoleger Äntwert formuléiert goufen, gëllen och hei.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parle-mentaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Tëscht 2012 an 2021 sinn insgesamt 59 Wid-derhuelungstäter verurteelt ginn. De folgenden Tableau schlësselt déi verschidde Verurteelunge vu Widerhuelungstäter pro Infraktiounskategorie op.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parle-mentaire ou sur www.chd.lu.)*

Dësen Tableau consideréiert nëmmen déi Persounen, déi virun der Recidive schonn eng Prisongsstrof vun op d'mannst 1 Joer haten. D'Faiten, déi zu der zwee-ter Verurteelung gefouert hunn, hu missen an engem Zäitraum vu maximal 5 Joer no der Detention be-gaange gi sinn.

ad 3. D'Ministernen hu keng Kenntnis iwwert den De-tail vun Enquêtes zu presuméierte Strofdoten, well dës, sou wéi d'Gesetz et virschreift, direkt vun der Police den Autorités judiciaires zougedroen ginn.

### Règles de stationnement des voitures ministé-rielles | Question 7126 (07/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ministere kréien hei am Land Autoe vum Staat zur Verfügung gestallt. Dës Dëngschtwegen gehéieren dem Staat a kënnen souwuel fir offiziell wéi och fir privaat Zwecker benotzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premiermi-nister an dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- Heiansdo gesäit ee ronderëm d'Chamber Autoe vu Ministere stationéiert, obwuel do eigentlech ee Parkverbuert gëllt. Gëtt et eng Dispositioun, déi et de Ministernen erlaabt, an engem Halteverbot ze parken?

Wa jo, wéi eng ass dat?

**Réponse (07/12/2022) de M. François Bausch, Mi-nistère de la Mobilité et des Travaux publics**

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Fro am Zesummenhang mam Parke vun de Regierungsaus-toen.

Heizou mécht den Artikel 2 vum de Code de la route am Kontext vum sougenannte „rouende“ Verkéier den Ënnerscheed tëscht engem „véhicule arrêté“, engem „véhicule en stationnement“ an engem „véhi-cule parké“.

De „véhicule arrêté“ gëtt esoulaang als solche bezee-chent, wéi et dauert, fir e Passagéier opzehuelen oder erauszeloossen. Wann den Auto méi laang op dëser Plaz stoe bleift, wéi fir een eran- oder erauszeloossen, gëtt vu „stationnement“ geschwat, a wann den Auto op engem uerdentlech ausgewiesene Parking ofge-stallt gëtt, handelt et sech ëm e „véhicule parké“.

Sou wéi de Code de la route et virgesäit, dierfen d'Chauffere vun de Regierungsauteo, sou wéi all aner Chaufferen och, iwwerall stoe bleiwen, fir hir Passagéier eran- oder erauszeloossen. Dëst muss dann awer konform mat den Dispositiounen vum Arti-kel 164 vum Code de la route geschéien.

D'Verbuet, fir an engem Stationéierungsverbuert ze halen, inklusiv den Aschränkungen, déi an den Artike-len 165 bis 167 am Code de la route virgesi sinn, gëllt deemno souwuel fir d'Regierungsauteo wéi och fir all déi aner Leit am Verkéier.

### Punctualité des trains CFL | Question 7127 (07/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ëmmer nees héiert ee Kloen doriwwer, dass vill Zich bei de CFL onpünktlech solle sinn oder Zich carrement ganz ausfallen. Och Feeler innerhalb vun der Mobilitéitsapp goufen eis zougedroen, zum Beispill, dass en Zuch géif ausfallen, fir dann awer ze fueren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Mount fir d'Joer 2022, no den een-zelen Zuch- oder Buslinnen an no der Dauer vun de Retarden, wéi dacks kouw en Zuch oder Bus mindes-tens 3 Minuten ze spéit?

2. Wat war de maximale Retard, deen en Zuch oder Bus an dësem Joer hat an op wat fir enger Zuch- a Buslinn war dat?

3. Wéi dacks, opgelëscht pro Zuch- a Buslinn a pro Mount, sinn Trajete komplett ausgefall an aus wat fir enge Grënn?

4. Wéi dacks kouw et zu Feeler bei der App, dass zum Beispill falsch Informatiounen affichéiert goufen?

5. Wat ass generell de Prozentsaz vun de verspéiten Zich a Busser vun de CFL pro Mount 2022?

**Réponse (01/12/2022) de M. François Bausch, Mi-nistère de la Mobilité et des Travaux publics**

Hei ënndrënner fannt Dir en Tableau mam Taux pro Linn a pro Mount vun den Zich, déi während der Period vu Januar bis Oktober 2022 e Retard vu méi wéi 6 Mi-nuten opgewisen haten:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parle-mentaire ou sur www.chd.lu.)*

Et sief hei ze bemierken, datt sech d'Definitioun vun engem Retard op déi europäesch Richtlinie baséiert, laut deenen en Zuch ab 6 Minuten als onpünktlech consideréiert gëtt.

D'CFL féiere keng Statistik iwwert de maximale Retard vun engem Zuch, well dee bei der Analys vun der Pénktlechkeet vun den Zich net relevant ass. De Pénktlechkeetstaux vun den Zich gëtt ermëttelt iwwert d'Unzuel vun den Zuchfaarten, déi Retard haten, géigeniwwer der Gesamtunzuel u geplangten Zuchfaarten.

Hei ënnendrënner fannt Dir en Tableau mam Taux pro Linn a pro Mount vun den Zich, déi während der Period vu Januar bis Oktober 2022 ausgefall waren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

D'Ursaache vun dëse Suppressiounen sinn a folgend Kategorien opgedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

De folgendene Tableau weist unhand vun enger Rei u Beispiller, wat fir eng Zort un Tëscheffäll ënnert déi eenzel Kategorie falen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

D'CFL verfügen iwwert keng Detailler, wéi dacks datt et zu enger Feelinformatioun op der Mobilitéitsapp kouw.

## Voitures des ministres | Question 7128 (07/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ministere kréien hei am Land Autoe vum Staat zur Verfügung gestallt. An der Äntwert op meng Fro N° 1825 huet d'Regierung erkläert, dass dës Dénsgschween dem Staat gehéieren an net dem Minister an och keen Deel vum Traitement vun engem Minister sinn. D'Autoe kënnen souwuel fir offiziell wéi och fir privat Zwecker benotzt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. D'Steieramt verlaangt vun normale Beschäftegten, dass fir een Dénsgschtauto ee Faartebuch gefouert gëtt, wou och deklariert ass, wann den Auto privat genotzt gëtt. Ginn esou Faartebücher och fir d'Autoe vum Fuerpark „voitures de service au garage de Gouvernement“ gefouert?

2. Falls si kee Faartebuch musse féieren, wéi musse Ministeren hir Faarten da steierlech deklaréieren?

3. Kréien d'Ministere fir hir Faarten och sougenannten Tankkaarten zur Verfügung gestallt? Wa jo, musse si déi bei de Steieren uginn, respektiv kréien si duerch hir Tankkaart steierlech Virdeeler erméiglecht?

**Réponse (14/12/2022) de M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Et sief ze bemierken, dass den Art. 23 vum Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement de genauen Émgang mat enger Voiture de fonction vun engem Regierungsmember reegelt.

Hei déi relevant Extraiten als Referenz:

Art. 23. «(1) Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction qui sont utilisées pour les déplacements dans le cadre de leurs fonctions et qui doivent garantir leur mobilité en toutes circonstances. Sont considérés comme déplacements dans le cadre des fonctions d'un membre du Gouvernement tant les déplacements liés aux affaires de son département ministériel que ceux effectués en sa qualité de membre du Gouvernement. Les voitures de fonction peuvent également être

utilisées pour des déplacements à caractère privé, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

(2) Lorsque les voitures de fonction sont utilisées à des fins privées à l'étranger, les frais directs encourus lors du déplacement sont supportés par les membres du Gouvernement.

(3) Les voitures de fonction sont conduites soit par les membres du Gouvernement, soit par un membre de la Police grand-ducale affecté au Service de protection du Gouvernement. Elles ne peuvent être conduites par un tiers qu'à condition qu'un membre du Gouvernement se trouve également à bord du véhicule ou en cas de force majeure.»

An de Voitures de fonction vun de Regierungsmembere gëtt kee Faartenbuch gefouert.

Schlussendlech ass ze präziséieren, dass an all Voiture de fonction vum SPG – Service de la protection du Gouvernement, eng Bensinnskaart mat zwee verschiddene Codes utilisateur existéiert. Souwuel den Officier de sécurité souwéi de Minister huet säin eegene Code utilisateur. Et ass also net dem Minister seng Tankkaart.

Dobäi ass genau ze retracéieren, wéi déi Kaart benotzt ginn ass, baséierend op enger monatlecher Kontroll vun all den Tankziedelen. Dee Relevé affichéiert de Lieu de ravitaillement, de Kilometrage an den Utilisateur vun der Kaart.

Fir de Rescht verweise mir op d'Äntwert op d'Ufro 1825.

## Promotion de la gymnastique au Luxembourg | Question 7129 (07/11/2022) de Mme Cécile Hemmen (LSAP)

Le championnat d'Europe de TeamGym, qui a dernièrement eu lieu à la Coque et qui a connu un grand succès auprès des spectateurs, a permis de mettre en avant la beauté et le côté artistique de la gymnastique. Au Luxembourg, il existe beaucoup de clubs de gymnastique comptant de nombreux membres. Cependant, il m'est revenu que grand nombre de ces clubs ne disposent pas d'infrastructures adaptées tel qu'un hall d'entraînement spécialisé. En outre, il semble que les cadres nationaux de gymnastique artistique féminine et masculine doivent se déplacer à l'étranger dans des centres spécialisés pour préparer leurs rencontres internationales, étant donné que les institutions nationales ne répondent plus à leurs besoins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Suite au succès impressionnant du récent Championnat de TeamGym, est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que la Fédération luxembourgeoise de gymnastique a besoin de soutien supplémentaire afin de faciliter l'accès au sport et de promouvoir la gymnastique en général ? Dans l'affirmative, quelles seraient des pistes éventuelles à poursuivre ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la gymnastique de compétition requiert des salles d'entraînement particulières, respectivement un centre national spécialisé pouvant accueillir les diverses disciplines de la gymnastique, telles que la gymnastique artistique féminine et masculine ou la TeamGym ? Dans l'affirmative, quelles communes ou infrastructures pourraient être considérées ?

3) Quelle est l'évolution du nombre d'affiliations aux différents clubs de gymnastiques pour ces dix dernières années ?

**Réponse (09/12/2022) de M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1) En tant que Ministre des Sports, j'ai discuté avec la Fédération nationale de gymnastique lors d'une

réunion sur la situation actuelle de la gymnastique et sur les perspectives de la gymnastique au Luxembourg. Lors de cette réunion, il a également été question de l'organisation des Championnats d'Europe de TeamGym à la Coque. En tant que Ministre des Sports, je me suis toujours efforcé, comme d'ailleurs mes prédécesseurs, de garantir le soutien nécessaire à nos fédérations sportives nationales. Dans cette optique, la FLGym a également reçu des subventions pour le personnel technique et administratif ainsi que d'autres subsides extraordinaires.

Certaines fédérations ont bien supporté la période difficile de la pandémie du Covid, d'autres ont subi des pertes accrues. Nos deux programmes Relance-Sport ont tenté de contrecarrer cette tendance. Et à l'avenir, le Ministère des Sports continuera à donner des impulsions ciblées, conformément à notre programme-cadre LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport. Le subside Qualité+ est actuellement en cours de révision et les directives relatives au congé sportif seront adaptées. À l'avenir, l'ENEPS mettra encore plus l'accent sur la formation des entraîneurs et des cadres administratifs des clubs, ce qui sera souligné par le changement de nom en INAPS. Dans le secteur communal, le projet du coordinateur sportif aura un rôle de multiplicateur auprès des clubs des communes concernées.

ad 2) Dans le concept mentionné LTAD – Lëtzebuerg lieft Sport, il y a une pierre angulaire très importante définie par « good places ». Outre les « good people » et les « good programs », une infrastructure sportive adéquate est essentielle au développement du sport national, tant dans le domaine des loisirs que dans celui de la compétition. Actuellement 13 centres de gymnastique spécialisés existent au Luxembourg. Ces centres ont été construits ou rénovés en partenariat avec une commune, voire un syndicat de communes. Lors de l'introduction d'un projet par une commune pour une utilisation locale, régionale ou nationale, le Ministère des Sports, après une analyse initiale, prend contact avec la commune et, le cas échéant, avec la FLGym.

ad 3) Le tableau qui suit renseigne sur l'évolution de la FLGym et ses clubs affiliés pour la période de 2012 à 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

## Chantier sur la N27 | Question 7130 (07/11/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Wéinst Aarbechten un enger Bréck bei der Giewelsmille gouf de Verkéier bis viru Kuerzem mat „Roude Luuchte“ gereegelt. Zënter dem 31. Oktober 2022 awer ass d'N27 komplett fir de Verkéier gespaart. D'Strooss soll bis den 31. März 2024, also ronn annerhaleft Joer, zoubleiwenn.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte riichten:

– Kann den Här Minister déi genannte Stroosspärrung confirméieren?

• Wa jo, firwat konnt d'N27 net weider opgehale an de Verkéier wéi bis virum 31. Oktober 2022 mat „Roude Luuchte“ gereegelt ginn?

– Wëssend, dass déi aktuell gespaart Zuchstreck bei Kautebaach d'Mobilitéit vu ville Leit aus dem Norde souwisou schonn zimmlech komplizéiert mécht, kann den Här Minister erklären, firwat d'N27 grad zu dësem Zäitpunkt huet misse gespaart ginn?

– Ass den Här Minister gewëllt, déi betraffe Leit, déi op den Auto ugewise sinn, well se kaum oder keng aner Méiglechkeeten hunn, ze ënnerstëtzen?

- Wa jo, wéi a vu wéini u kéint dës Ënnerstëtzung an d'Praxis ëmgesat ginn?
- Wann net, firwat net?

**Réponse** (13/12/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aktuell gëtt et eng Vollspärung op der Nationalstrooss N27 op der Héicht vun der Giewelsmillen. Fir datt d'Spärung vun der N27 esou kuerz wéi méiglech gehale gëtt, ass de Verkéier während de Virbereedungsarbeiten op där Plaz duerch Rout Luuchte geregelt ginn. Déi Aarbechte sinn elo ofgeschloss, soudatt elo déi eigentlech Aarbechten an Ugrëff geholl ginn.

D'Aarbechten op der Nationalstrooss N27 betreffen déi komplett Rehabilitation vun de Bréckebauwierker OA1214 an OA1215. Hei muss déi ganz Superstruktur erneiert a statesch verstärkt ginn. Dës Aarbechte kënnen nëmmen ënnert enger Vollspärung duerchgefouert ginn, soudatt de Verkéier während der Dauer vun dësen Aarbechten d'Brécken net ka benotzen. Et sief awer ze betounen, datt d'Stroosbauverwaltung all Efforte mécht, fir dësen Deel vun den Aarbechte sou séier wéi méiglech ofzeschlëssen, fir de Verkéier erëm mat Roude Luuchte kënnen ze reegelen (eng Spuer befuehrbar während de restlechen Aarbechten).

D'Stroosbauverwaltung an déi national Eisenbahngesellschaft CFL treffen sech regelméisseg, fir d'Späre vun Schinnen- a Stroossenetz laangfristeg ze koordinéieren. Et war also scho méi laang virgesinn, d'Nationalstrooss N27 ze spären, fir déi néideg Aarbechte maachen ze kënnen.

De kuerzfristegen Tëscheffall vum Äerdruutsch am Eisenbahntunnel Schieburg an déi doduerch entstane Spärung vun der Zuchstreck konnten net viragesi ginn. An deem Kontext erënneren ech drun, datt d'Offer vun de Buslinne verstärkt an adaptéiert gouf, dat, fir dem Bedarf un der Mobilitéit gerecht ze ginn.

**Délais d'attente dans la clinique pédiatrique KannerKlinik** | Question **7131** (07/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi op de soziale Medien ze liese war, koum et de 6. November zu laange Waardezäiten an der KannerKlinik. De konkrete Fall betrëfft e Bouf, dee vun engem Hond an d'Bee gebass gi war. Well den Dokter an der Klinik zu Eitelbréck him net konnt hëllefen, huet hien d'Kand an d'KannerKlinik an der Stad iwwerwisen. Allerdéngs huet de Jong do misse laang waarden, ouni datt eppes geschitt ass. Op Nofro hi krut de Papp gesot, den Dokter, deen Déngscht hätt, wier amgaangen ze operéieren. No 5 Stonne sinn si dunn an d'Klinik op de Kierchbierg gefuer, wou sech direkt an Dokter ëm de Bouf gekëmmert huet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

– Ass Iech de Fall, deen op de soziale Medie fir grouss Opreegung gesuert huet, bekannt?

– Wisou war an der Urgence vun der KannerKlinik de 6. November nëmmen 1 Dokter fir eng OP disponibel?

– Wéi laang sinn am Duerchschnitt d'Waardezäiten an der Urgence vun der KannerKlinik?

– Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Waardezäiten an der Urgence vun der KannerKlinik ze verkierzen?

**Réponse** (08/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

De Gesondheitsministère huet Récksprooch geholl mam Spidol, mee kann aus Grënn vun der ärztlecher Schweigeflicht net op spezifesche Fäll agoen.

Fir chirurgesch Noutfäll bei Kanner ass am Gardeplang ee pediatriesch Chirurg sur place virgesinn a gëtt ënnerstëtzt vun engem weideren Dokter no Bedarf. Jee no Schweregrad vum Patient mussen Prioritéiten an der Prise en charge gemaach ginn.

D'Waardezäiten an der KannerKlinik sinn an deene leschte Wochen an d'Luucht gaang bedéngt duerch déi grouss Unzuel vu Patienten an den Urgencen. Allerdéngs gëtt den Tri de gravité vun de Patiente séier duerchgefouert. Deementspriedend ginn déi Patienten, déi eng séier Prise en charge benéidegen, ëmmer prioritär ënnersicht.

D'Patienten, fir déi eng normal Consultatioun duergeet, mussen deementspriedend waarden, bis d'Patiente mat engem méi schlemme Krankheitsbild traitéiert goufen.

Am Duerchschnitt läit am Joer 2022 bis Enn November d'Waardezäit bei 13 Minutten, wat den Delai zwëschen der Admissioun an dem Triage de gravité ugeet.

Den Duerchschnitt vun de Waardezäite fir all Schweregrad vu Patiente läit bei 1 Stonn an 31 Minutten (Delai zwëschen der Admissioun an dem éischte medezinnesche Kontakt), woubäi d'Waardezäit bei mander schwéieren Astufungen zousätzlech méi laang ass.

Verschiede Moosname goufe kuerzfristeg am Zesummenhang mat der Bronchiolite Epidemie ergraff:

- d'Personal an den Urgences pédiatriques gouf verstärkt via Ressourcen aus der Réserve sanitaire,
- eng zousätzlech „Fasttrack“ Linn gouf installéiert, fir d'Waardesäll méi séier kënnen ze entlaaschten,
- eng Preventiounscampagne géint Bronchiolite Epidemie ass de Moment amgaangen.

**Inventorisation et reconditionnement du fonds Dommages de guerre subis au cours de la Seconde Guerre mondiale** | Question **7132** (08/11/2022) de **M. Claude Wiseler** (CSV)

Den 20. Oktober huet de Staatsministère, méi präzise de Service des ordres nationaux, iwwert eng Annonce an der nationaler Press eng Ausschreiwung fir eng Inventorisation et reconditionnement du fonds Dommages de guerre subis au cours de la Seconde Guerre mondiale lancéiert. Déi betreffend Dokumenter, déi sollen inventariséiert ginn, ginn am Staatsarchiv konservéiert. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Staatsminister an un d'Madamm Kulturministesch stellen:

1. Gëtt et am Moment nach guer keen Inventar vun den Dokumenter vum Fonds des dommages de guerre?

2. Wat fir Aarbechte solle genee duerchgefouert ginn?

3. Wéi laang wäert et viraussichtlech daueren, bis d'Aarbechte kënnen ofgeschloss ginn?

4. Wisou huet de Staatsministère d'Ausschreiwung lancéiert, an net de Kulturministère, dee fir de Staatsarchiv zoustänneg ass?

**Réponse** (29/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1. Et gëtt schonns, am Nationalarchiv, e sommairen Inventaire vun den Dossiere vum Fonds de l'office des dommages de guerre. An deem Inventaire si momentan festgehalten: d'Nummer vun der Këscht, an där den Dossier ass, d'administrativ Dossiersnummer, de Requirerant a säi Wunnuert.

Dee Listing entsprécht nach net den aktuellen Usprech vun der Recherche, den archivisteschen internationalen Standarden fir Inventairen ze erstellen, an de vum Archivgesetz vum 17. August 2018 definéierte Schutzfristen.

ad 2. D'Dossiere sollen no den archivisteschen internationalen Standarden opgeschafft ginn, d. h. eng Cote (Référence unique), en Titel an e chronologesche Kader kréien a mat der adequater Schutzfrist am Aklang mam Archivgesetz versi ginn. Och sollen si rekonditionéiert ginn, also an archivgerecht Material verpaakt ginn, fir eng dauerhaft Conservatioun ze garantéieren.

ad 3. Den Zäitplang vun deenen Aarbechten ëmfaasst ee Joer.

ad 4. Dës Ausschreiwung ass am Kader vum Accord mat der jüddescher Communautéit vum 27. Januar 2021 ze gesinn. An deem Accord sinn 2 Milliounen Euro fir d'Recherche virgesinn. Dës Budget ass ageplangt fir wëssenschaftlech an akademesch Recherchen, fir Provenienzfuerschung a fir d'Opschaffe vu Sourcen am Bezuch op den Zweete Weltkrich am Nationalarchiv. D'Suen ënnerstinn dem Staatsministère, deen déi ufalend Projete koordinéiert an enker Kooperatioun mat de betreffenden Institutiouen.

**Avenir du chauffage à gaz** | Question **7133** (08/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Gas gouf während laanger Zäit als nohalteg Alternativ propagéiert a vill Leit hunn hir traditionell Massuttsheizung duerch eng Gasheizung ersat. Duerch de Krich an der Ukrain an d'Sanktiounen géint Russland ass de Gas an Europa méi knapp ginn an d'Präisser um Weltmarché sinn explodéiert, wat fir vill Leit e grouse finanzielle Problem ass. Zudeem huet den Energieminister gesot, „datt ee vum 1. Januar 2023 u keng Geneemegung méi fir en neit Gebai kritt, wat net eng Wärmepompe huet“.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Energie dës Froen stellen:

1. Plangt d'Regierung e kompletten Ausstieg vu Lëtzebuerg aus dem Gas?

Wa jo, zënter wéini lafen dës Pläng genau a wéi sollen dës ëmgesat ginn?

Wann nee, firwat net a soll sech do eppes an noer Zukunft änneren?

2. Ginn aktuell nach Aarbechte fir den Ausbau vum Gasreseau virgehollt?

3. Gi Gebaier „en attente“, déi also scho méi laang un de Gasreseau sollten ugeschloss ginn, aktuell nach un dësen ugeschloss?

4. Wann d'Äntwert op d'Fro 3 jo ass, kënnen d'Leit nach aus dëse Kontrakter erauskammen an hir Sue rembourséiert kréien?

5. Ass eng Aide fir Leit geplangt, déi réischt rezent, zum Beispill an de leschten 10 Joer, op eng Gasheizung ëmgestallt hunn, fir op zum Beispill eng Wärmepompe ëmzestellen?

**Réponse** (08/12/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Dat am aktuelle Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) formuléiert Zil ass d'Klimaneutralitéit spëtstens bis 2050. Fir déi Klimaneutralitéit ze errechen, ass et noutwenneg, dass op de Gebrauch vun alle fossilen Energiequelle muss verzicht ginn, och op de Gas.

Den Ausstig aus de fossillen Energiequellen, woubäi sech hei op d'Beheize vu Gebaier beschränkt gëtt, gëtt iwwer verschidden, deelweis komplementär Mesuren ënnerstëtzt. Do geet et engersäits drëm, déi bestoend Gebaier ze dekarboniséieren an anerersäits nei Gebaier vu vireran esou ze bauen, dass keng fossill Energie méi agesat gëtt.

Fir de Bestand ze dekarboniséieren, gëtt et follgend Hëllefprogrammer (déi kumulabel sinn):

– Klimabonus (fréier PRIME House)-Hëllef vum Staat, fir den Austausch vun enger bestoender Heizungsanlage, déi op fossiller Energie baséiert (betrifft ënner anerem Gasheizungen a Masuttheizungen) duerch eng Wärmepompe, eng Holzheizung (Pellets) oder den Usschluss un ee Wärmenetz;

– Hëllef vum de Stroum- a Gasliwweranten am Kader vum Energieeffizienz-Obligationsmechanismus (EEO);

– Hëllef vu verschiddene Gemengen (déi oft op de Klimabonus-Hëllef baséieren);

– Hëllef vu privaten Acteuren.

D'Detailer zu deene verschiddenen Hëllef fënnen een am Aidë-Simulator vun der Klima-Agence (<https://aides.klima-agence.lu/>).

Fir dass nei Gebaier an Zukunft just nach mat fossill-fräien Heizungsanlagen gebaut ginn, ass mam Reglement vum 9. Juni 2021 zur Energieeffizienz vun de Gebaier eng Upassung vun der Referenztechnologie fir d'Heizungsanlagen agefouert ginn, dat heescht, statt enger Gasheizung gëtt ab dem 1. Januar 2023 d'Referenz mat enger Loft-/Waasser-Wärmepompe berechent, wat bedeit, dass nei Gebaier, fir déi eng Baugeneemegung ab dem 1. Januar 2023 ugefrot gëtt, d'Virgawe praktesch just nach erreechen, wann se mat enger Wärmepompe realiséiert ginn. Dëse Schrëtt ass schonn Enn 2018 dem Secteur fir d'éischt ugekënnegt ginn an ass mam Reglement vum 2021 och reglementaresch festgehale.

An deem Sënn ass et och net méi virgesinn, dass nach ee grëisseren Ausbau vun de Gasnetzer gemaach gëtt

ad 2. Et gëtt zu Lëtzebuerg véier Acteuren am Beräich vun de Gasreseauen: den Transportnetzbetreiber – Creos –, deen de Gasreseau um Niveau vum Transport, dat heescht am Héichdruck bedreift; dräi Distributivnetzbetreiber – Creos, SUDnergie, Ville de Dudelange –, déi de Gas op der Distributivseebene, dat heescht um Mëttel- an Nidderdruck bedreien. All Haiser, déi un engem Gasreseau ugeschloss sinn, sinn dat um Niveau vum Distributivnetze.

All Gasnetzbetreiber ass a bleift zoustänneg fir d'Versicherungssécherheet a sengem Reseau an och fir d'Sécherheet vun deem Reseau. An deem Kader maachen allegueren d'Gasnetzbetreiber regelméisseg Entretien- a Maintenancearbechte vun hirem Reseau, wou och deelweis Stécker vu Leitungen ersat mussen ginn.

Um Niveau vum Transportreseau ass den Ausbau vum Gasnetz schonn viru Joren ofgeschloss ginn, sou dass hei just nach Entretien- an Maintenancearbechten ufalen.

Bei den Distributivnetze ass d'Situatioun méi differenziert, mä geet an déi selwecht Richtung.

Am Distributivnetze vun der Creos gëtt et nach Ausbauarbechten, déi an noer Zukunft awer staark reduzéiert ginn. Nieft der Stad Lëtzebuerg verdeelt Creos Gas an 42 Gemengen. D'Reseauen an deenen 42 Gemenge sinn ab 1990 lues a lues opgebaut ginn a sinn nach net an alle Gemengen ofgeschloss. An den Iwwerleeungen zum Klimaneutralitéitszil vun 2050 huet Creos mat den 42 Gemengen een individuell Zilnetz opgestallt, dat den Ausbau just nach do

virgesäit, wou et zesummen, aus verschiddensten Iwwerleeungen eraus, als onvermeidbar ugesi ginn ass, fir déi Aarbechten nach ofzeschlëssen. Dësen Ausbau ass am Prinzip bis Enn 2023 ofgeschloss a kann nëmmen ënner besonesche Bedingunge bis maximal 2026 virugefouert ginn. Vill vun deene Gemenge sinn awer och haut schonn an hirem Zilnetz ukomm. Bei deenen anere Gemenge sinn dat och just deelweis kleng Stécker vu Leitungen, déi nach gebraucht ginn, fir dass d'Clienten och hire bestallten Usschluss kënnen kréien.

Den Distributivnetze vun der SUDnergie bedingt Clienten a 15 Gemengen am Süde vum Land. D'SUDnergie huet keng Pläng méi, hiren Distributivnetze op nei Zonen auszeweiten. Deemno sinn och keng Extensivnetze méi amgang, ausser dass punktuell eventuell aus techneschen Ursache Stécker vum Reseau misse verstärkt ginn.

Den Distributivnetze vun der Stad Diddeleng bedingt exklusiv den Territoire vun där Gemeng. Hei gëtt et kee weideren Ausbau méi.

ad 3. Gebaier, déi „en attente“ sinn, déi also scho méi laang un de Gasreseau sollten ugeschloss ginn, kënnen aktuell och nach ëmmer ugeschloss ginn.

Allerdéngs, wéi schonn an der Äntwert op déi 1. Fro geschriwwen, gesäit d'Reglement vum 9. Juni 2021 zur Energieeffizienz vun de Gebaier d'Wärmepompe beim Neibau als Referenztechnologie vir.

Och bei Renovéierungsarbechte vun Haiser a Gebaier läit et natierlech op der Hand, dass d'Hëtze vun deene Gebaier sollt op Basis vun erneierbaren Energie gemaach ginn.

ad 4. Et steet de Leit fräi ze decidéieren, ob si gegebenefalls wëllen ee Gasusschluss benotzen, dat heescht, et gëtt do keen Zwang derzou. Och Leit, déi net méi hire Gasusschluss wëllen notzen, well se beispillsweis hir Heizungsanlage op eng erneierbar Quell wëllen ëmstellen, kënnen hiren Usschlussvertrag mam Distributivnetzbetreiber opléisen.

Wann de Réckbau vum Netzeusschluss gewënscht ass, dann ass deen zulaaschte vum Client.

ad 5. Wéi an der Äntwert zur Fro 1 beschriwwen, gëtt den Austausch vu bestoender Gasheizung mat verschiddene ganz attraktiven Hëllef gefërdert. Bei der staatlecher Hëllef Klimabonus ass et esou, dass een den zousätzleche Bonus beim Ersatz vun enger Gasheizung nëmmen da kritt, wann déi bestoend Heizung op d'mannst 10 Joer al ass.

.....  
**Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) | Question 7134 (08/11/2022) de Mme Stéphanie Empain (déi gréng)**

La Coopération luxembourgeoise ayant initié l'idée de cet instrument d'investissement, fut également un des premiers contributeurs du Fonds ABC. Le Fonds était lancé en 2019 et est basé au Luxembourg. Il vise à stimuler le développement économique et social en zones rurales dans les pays en voie de développement via l'apport d'investissements aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) rurales et agricoles.

Lors du dernier débat sur la politique de coopération à la Chambre, Monsieur le Ministre avait expliqué que le Fonds ABC est certifié sur leurs critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) par l'agence LuxFlag.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il me fournir davantage d'explications en ce qui concerne la méthodologie de suivi et des critères ESG qui sont appliqués par le Fonds ABC aux entreprises qu'il appuie ?

Selon mes informations, à part des entreprises ayant leur siège dans des pays en voie de développement, il existe aussi des entreprises qui ont leurs sièges aux États-Unis ou encore en Europe, et qui sont financées par le Fonds ABC.

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information ? Dans l'affirmative Monsieur le Ministre estime-t-il que ces investissements s'alignent toujours avec les objectifs initiaux du fonds ?

Afin d'identifier des « PME prometteuses », offrant des investissements intéressants et susceptibles d'avoir un impact considérable, le gestionnaire du Fonds ABC collabore avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Cependant, le rapport « Fausses promesses »<sup>7</sup>, émis par un ensemble d'organisations civiles internationales et d'organisations paysannes africaines, témoigne de progrès très limités pour atteindre les objectifs des programmes AGRA et même d'augmentations des taux d'insécurité alimentaire dans les 13 pays cibles d'AGRA.

3) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre concernant ces critiques ? L'implication de l'AGRA dans le Fonds ABC peut-elle être justifiée ?

**Réponse (06/12/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**

ad 1) En amont de tout investissement, le processus de diligence comprend une évaluation des critères ESG de l'organisation de partenariat potentiel qui est effectuée de manière indépendante par l'organisation non gouvernementale internationale Agriterra. Cette évaluation est effectuée de manière systématique sur tous les investissements du Fonds ABC et le fonds dispose d'une liste d'exclusion des secteurs nuisibles dans lesquels il est interdit d'investir.

En outre, sur la base d'un questionnaire d'évaluation du risque ESG, un score de risque ESG est attribué à chaque proposition d'investissement. Suite à ce scoring les investissements sont classés par catégories ; allant de risque élevé à risque faible.

L'investissement dans tout projet à « risque ESG élevé » est interdit. De plus, l'évaluation des risques ESG comprend un score climatique spécifique

Dans l'ensemble, le fonds suit les politiques et procédures de sauvegarde en matière sociale, environnementale et de gouvernance du FIDA, qui à son tour suit les bonnes pratiques internationales.

Une fois l'investissement approuvé, le fonds définit avec l'entreprise bénéficiaire de l'investissement les indicateurs d'impact sélectionnés qui feront l'objet d'un suivi régulier. Au cours de la période post-investissement, le fonds surveille les données d'impact rapportées par ses bénéficiaires à la fréquence convenue. L'intervention du fonds est complétée par un mécanisme d'assistance technique qui contribue également à aider les entreprises bénéficiaires à renforcer leurs capacités à produire un impact social et environnemental positif tout en atténuant les risques ESG.

Le système de gestion des risques ESG du Fonds ABC a permis au fonds de recevoir le label ESG de LuxFlag.

ad 2) Tous les investissements du fonds sont alignés sur les objectifs du fonds et sont soumis aux mêmes critères de sélection par rapport à la stratégie d'investissement du fonds, qui vise à soutenir les investissements des petites exploitations agricoles et des PME,

<sup>7</sup> [https://www.fian.be/IMG/pdf/agra\\_fr\\_web\\_final.pdf](https://www.fian.be/IMG/pdf/agra_fr_web_final.pdf)



à faciliter l'accès au crédit et à l'assistance technique, en particulier pour les segments de marché mal desservis de la population rurale.

En ligne avec la stratégie d'investissement du Fonds ABC, le Fonds ABC a investi dans l'entreprise Agriculture Ltd. Kenya, qui offre une solution numérique pour les petits agriculteurs kenyans et dont la société mère se trouve aux États-Unis. L'équipe de direction responsable des opérations quotidiennes est cependant basée à Nairobi, au Kenya. Finalement, le fonds a aussi investi dans FACTS East Africa dont la société mère est basée aux Pays-Bas. FACTS fournit des prêts de fonds de roulement au Kenya et en Ouganda aux PME et entrepreneurs émergents en Afrique.

ad 3) À la première clôture, la Commission européenne a engagé 40 millions d'euros, AGRA 4,5 millions d'euros et le Luxembourg 5 millions d'euros dans la tranche initiale du fonds, l'idée de cet instrument financier innovateur étant de servir d'effet de levier pour mobiliser des investissements privés pour la réalisation des ODD. De ce fait, AGRA est aussi représentée dans la gouvernance du fonds au même titre que le Luxembourg, c'est-à-dire dans le conseil d'administration et le comité d'investissement.

Le FIDA et AGRA travaillent en étroite collaboration avec le gestionnaire du fonds pour identifier des opportunités d'investissement attractives et ayant un impact sur les MPME prometteuses. L'AGRA met l'accent sur le développement des capacités du secteur privé pour l'adoption et l'intensification des technologies agricoles en Afrique et s'appuiera sur ce travail pour déployer le fonds sur tout le continent.

#### Transmission de données à la WHO en relation avec la Covid-19 | Question 7135 (08/11/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

Esou wéi et an enger Pressematdeeling vun der Regierung vum 11. Februar 2022 heescht, huet Lëtzebuerg zu deem Ablack als éischt Land vun der Welt ugefaangen, „Stéchprouwe“ vum Covid-19 un den neie „BioHub“ vun der WHO ze iwermëttelen. Als zoustänneg Institutioon gouf de Laboratoire national de santé (LNS) genannt. Zu deem Zäitpunkt huet den LNS der nämmelechter Matdeeling no iwwert seng LuxMicroBiobank iwwert Donnéeë vu 37.000 Stéchprouwe verfüügt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Goufen d'Lëtzebuenger Bierger, op deenen hir PCR-Tester déi genannt Stéchprouwen zeréckzeféiere sinn, den Ablack vum Test respektiv nodréiglech doriwwer informéiert, datt hir Donnéeën un eng drëtt Partei géifen iwermëttelt ginn?

– Falls jo, iwwert wéi eng Recoursméiglechkeete verfügen si respektiv kënnen si erwierken, datt hir Donnéeën nodréiglech gelöscht ginn?

– Falls net, firwat net?

Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang elaboréieren, op wéi enger dateschutzrechtlicher Basis dës Decisioune berouen?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi een Typ Donnéeën Identitéit, Adress, medezinnesch Donnéeën, DNA asw.) vu Lëtzebuenger Bierger a wéi vill bis ewell un de BioHub vun der WHO iwermëttelt goufen an an deem Zesummenhang preziséieren, a wéi engem Rechtsdokument de weideren Asaz vun dësen Donnéeë gereegelt ass?

– Op wéi eng Manéier ass séchergestallt, datt dës Donnéeën dauerhaft just fir Fuerschungs-, awer nimools fir kommerziell Zwecker agesat ginn?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi en Afloss d'Resultat vum PCR-Test op d'Iwwermëttlung vun dësen Donnéeën hat? Goufe just Donnéeë weiderginn, wa souwuel de PCR-Test wéi d'Géigeprouf duerch den LNS positiv waren, wann den éischte PCR-Test positiv war oder och wa sämtlech Tester negativ waren?

#### Réponse (30/11/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. D'Grënnung vun engem WHO BioHub ass eng international Initiativ, fir ze hëllefen, d'Covid-19-Pandemie an d'Entstoe vun neie Varianten ze verstoen, andeems dëse BioHub den Austausch vun Informatiounen a Virusproben erlaabt. Well Lëtzebuerg d'Covid-19-Tester an de Monitoring vun der Pandemie virbildlech opgesat huet, huet de Gesondheetsministère mam LNS sech dësem Projet vun der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO) ugeschloss, fir een Deel dozou bäizedroen, fir méi effektiv géint d'Pandemie ze kämpfen.

Ee vun de festgeluechte Prinzippe vun dëser Initiativ ass, datt dës Plattform op net kommerziell Aktivitéit limitéiert ass, mat der Absicht, et nationalen, éffentleche Gesondheitslaboratoiren ze erméiglechen, hir diagnostesch Kapazitéit ze verbesseren, soubal eng nei Variant vu Sars-CoV-2 entdeckt gëtt.

Sou sinn am Kader vun dësem Programm 10 Sars-CoV-2 positiv Prouwen un d'WHO gaange fir ze erméiglechen, Vire vu verschiddene Regioneen ze vergläichen. Bei de Prouwen handelt et sech ëm Echantillone vum Virus. D'Informatiounen, déi den Echantillon begleeden, si virdrun anonymiséiert ginn, sou dass kee Lien mat dem Patient méi gemaach ka ginn an dass den Empfänger kee Réckschloss op de Patient ka maachen.

Den Anonymiséierungsprozess beinhalt eng zoufälleg Attributioun vun enger Prouwennummer. Dësen Anonymiséierungsprozess ass eng vun de Viraussetzung vum der WHO fir den Transfert vu Prouwen an associéierten Donnéeën.

Am Transfertformular sinn nëmmen den Datum vun der Prouwesammlung, den Alter an d'Geschlecht vum Patient, an d'Land, wou d'Prouf geholl ginn ass, uginn. Den Austausch vun dësen Donnéeën ass en Deel vun den Aufgabe vum LNS als nationale Referenzlaboratoire fir akut Otemweeinfektiounen.

– Am Aklang mam Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Pflichte vum Patient an dem Artikel 15(4) ginn d'medezinnesch Donnéeën (also och d'Laboratoiresresultater) fir zéng Joer gehal, vum Moment vun hirer Kollekt u bis zum Enn vun der Betreuung vum Patient. Dëst ass och am Artikel 12 vum Règlement grand-ducal du 27 mai 2004 déterminant les critères minima à observer dans le cadre des activités globales d'un laboratoire d'analyses médicales esou définiert.

D'Recht op d'Läsche vun Donnéeë kann net vum Patient ausgeübt ginn am Aklang mat Artikel 17.3. b) vun der Europäescher Dateschutzregulatioun, déi virgesäit, datt wann d'Dateveraarbechtung néideg ass, d'Recht op d'Läsche vun Donnéeën net gëlle kann, „fir eng gesetzlech Verflichtung ze respektéieren, déi d'Veraarbechtung erfuerdert, déi vum Unionsrecht oder vum Gesetz vum Memberstaat virgesinn ass, an där de Kontroller ënnerworfen ass“.

Op der Säit vum LNS (<https://lns.lu/donnees-personnelles/>) kann een och d'Dateschutzpolitik noliessen an den Data Protection Officer uschreiwien, fir seng Rechte auszeüben an de Limite vun deem, wat an den Dateschutzreglementer virgesinn ass.

– Am Kader vum WHO BioHub ass d'Läsche vun den Daten ouni Objet net méiglech, well et sech hei ëm anonymiséiert Daten handelt.

Beim Transfert an de WHO BioHub handelt et sech laut Règlement général sur la protection des données (RGPD) net ëm perséinlech Donnéeën, mee ëm anonymiséiert Donnéeën.

ad 2. cf. Äntwert op d'Fro 1.

– An der Konventioun mat der WHO gëtt et keen Accord, fir dës Prouwe kommerziell ze benotzen, well d'Prouwe sinn nëmme fir d'Iwwerwachung vun der Pandemie geduecht.

ad 3. Am Kader vum WHO BioHub ginn nëmmen Echantillone mat positive Resultater iwermëttelt. An dësem Fall huet de WHO BioHub no 10 Echantillone mat der „Alpha“ Variant vum Virus gefrot.

Den LNS mécht keng routineméisseg Géigeprouwe vu PCR-Tester, déi an anere Laboratoiren gemaach goufen. Et goufen natierlech nëmmen Echantillone mat positive Resultater (d. h. mat Präsenz vum Virus) un de WHO BioHub weiderginn.

#### Parc automobile de la Police grand-ducale | Question 7137 (08/11/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Mat der Policereform vun 2018 goufen d'Missiounen vun de C2R an de C3R Kommissariater hei am Land komplett ugeglaach. Contrairement zu de C3R Kommissariater verfüge C2R Kommissariater allerdéngs net iwwert Déngschtcamionnetten, déi fir eng Rei Transportaufgaben awer kaum duerch Kombien ze ersetze sinn. Dëst, well eng Patruill sech normalerweis aus zwee Beamten an engem Stagiaire zesummesetzt, deen zesumme mam Asazmaterial um hënneschte Sätz Plaz hält, wat beim Transport vun engem Client séier zu enger geféierlecher Situatioun kéint féieren. Dacks bleift de Beamte vun de C2R Kommissariater näischt anescht iwwereg, wéi eng Camionnette vun engem C3R Kommissariat kommen ze loossen, wat zu laange Verzögerunge vun den Asätz wéi och allgemeng villen zousätzlechen Aarbechtsstonne bei der Police féiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu dëser Problematik elaboréieren?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi déi vollstänneg Opstellung vum Fuerpark vun der Police regroupéiert, a preziséieren, wéi déi eenzel Kategorië vu Gefierer tëschent deenen insgesamt 35 Kommissariater hei am Land, souwéi deenen operationellen an administrativen Unitéiten opgedeelt sinn?

3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi wäit et méiglech wier, C2R Kommissariater duerch e verännerten Asaz vum Material, notamment duerch d'Mobiliséierung vu potenzielle Reserve mat op d'mannst enger Camionnette ze ekipéieren?

4. Kann den Här Minister matdeelen, bis wéini duerch Neuschafungen eng vollstänneg Ausstattung vun de C2R Kommissariater mat op d'mannst enger Camionnette virgesinn ass?

#### Réponse (29/11/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Der Police hir Stärkt läit an der Complementaritéit an der géigesäiteger Ënnerstützung. Et ass aus Käschtegrënn net méiglech, dass all Unitéit alles vu Material a Charroi huet, wann de Besoin net dagdeeglech besteet. De Budget gëtt op Besoin ausgeriicht a responsabel geréiert, fir eng effizient Policearbecht ze garantéieren.

ad 2. Sou en Tableau kann aus Sécherheetsgrënn net divulgéiert ginn. Generell sief awer gesot, dass

de Fuerpark vun der Police a verschidde Kategorië vu Gefierer ënnerdeelt ass, wéi z. B. Transporter-Camionnetten, Patroulleweien am Breakformat, Patroulleweien am Limousineformat, klenger Autoen, fir éischter logistesche/administrativ benotzt ze ginn etc. En fonction vun der Haaptausrichtung vun der Unitéit/dem Service, sinn Unitéite mat deem néidegen Asazmaterial ausgestatt, wat d'Beamte brauchen, fir hir Missiounen kënnen beschleunegt ausféieren. Doriwwer eraus kënnen de Kommissariat och ëmmer Autoen aus enger Reserv zur Verfügung gestallt ginn.

ad 3. a 4. Wat d'Gefierer ugeet, gétt keng Trennung gemaach op der Basis vum Typ vu Kommissariat. D'Missiounen sinn déi nämmelech, egal ob d'Kommissariat mat 2 oder 3 Schichten schafft. Zousätzlech Uschaffungen en fonction vun neien operationelle Besoinen ënnerleien och de budgetäre Prozedure vum Staat.

### Mise en œuvre du concept de la « Hausaufgabenhëllef » dans les communes | Question 7138 (08/11/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Le 21 juillet 2022, le concept de développement d'une Hausaufgabenhëllef de qualité dans les structures d'accueil et d'éducation (foyers scolaires, maisons relais, etc.) ouverte à tous les enfants scolarisés dans les cycles 2-4 a été présenté en réunion de la Commission ENEJER.

Cette mesure nationale a été lancée au premier septembre 2022 et se trouve actuellement en phase transitoire d'implémentation dans les communes. Ainsi, selon le concept élaboré par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, toutes les structures communales concernées devront être en mesure d'offrir la Hausaufgabenhëllef en septembre 2023 ainsi que de disposer d'une équipe de personnel qualifié pour les besoins de l'encadrement pédagogique des élèves dans le cadre de la Hausaufgabenhëllef.

Certaines communes, comme en l'occurrence la Ville de Luxembourg, ont d'ores et déjà procédé à des changements organisationnels majeurs de l'aide aux devoirs. Ainsi, à Luxembourg-ville les parents d'élèves scolarisés dans les cycles 2 à 4 ont été informés que les aides aux devoirs – anciennement connues sous le terme d'« études surveillées » – se dérouleront désormais dans les foyers scolaires de la commune au lieu de l'école et à des horaires se différenciant des horaires habituels. Dans d'autres communes, comme à Esch-sur-Alzette, les études surveillées se sont toujours déroulées dans les foyers scolaires et/ou maisons relais, mais elles concernaient que les élèves inscrits en maison relais/foyer scolaire. Monsieur le Ministre n'est pas sans savoir que la situation diffère considérablement selon les communes en termes de moyens disponibles pour pouvoir assurer un service d'encadrement en maison relais/foyer scolaire qui correspond à la demande effective des parents. De fait, les listes d'attentes pour les inscriptions en maison relais ne cessent de s'allonger dans certaines communes.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse :

1) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il la coopération avec les services, instances et personnels compétents afin de garantir la disponibilité des moyens en infrastructures, espaces et personnels nécessaires pour appliquer le concept de la Hausaufgabenhëllef tel que le prévoit le Ministère de l'Éducation ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il en l'occurrence une collaboration avec le Syvicol ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il ne faille pas attendre l'échéance de février 2023 pour procéder à une évaluation des besoins en structures et personnels et partant, des adaptations nécessaires pour assurer le service de la Hausaufgabenhëllef, sachant que les structures et personnels pour mener à bien ce service font d'ores et déjà défaut ?

4) Qu'arrive-t-il si les agents régionaux constatent le non-respect de l'offre sur le territoire ? Autrement dit que fait le Ministère de l'Éducation nationale si les communes ne mettent pas à disposition des personnels éducatifs, élèves et parents les ressources (dont matériel et outils informatiques comme par exemple le « E-Bichelchen ») et infrastructures nécessaires pour garantir la Hausaufgabenhëllef dans les termes prévus par le ministère ?

**Réponse (06/12/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1) La mise en œuvre du dispositif « Aide aux devoirs » a entraîné la création d'un comité d'accompagnement qui regroupe les représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), ainsi que les représentants de l'enseignement fondamental (enseignants, directeurs de région, les syndicats SNE et SEW), les représentants du secteur de l'éducation non formelle le Syvicol, la FEDAS, la FELSEA et l'Agence Dageseltern) ainsi que le président de la représentation nationale des parents.

Ce comité d'accompagnement s'est réuni une première fois en novembre 2022 et se réunira jusqu'à nouvel ordre tous les deux mois jusqu'en juillet 2023 ; l'objectif étant d'identifier les besoins et les difficultés éventuelles des différents acteurs afin de les rapporter à un niveau politique en vue de trouver des solutions avec les différentes parties prenantes.

ad 2) La collaboration avec le Syvicol est bien entendue prévue comme avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du dispositif « Aide aux devoirs ». Le Syvicol siège au comité d'accompagnement et des concertations régulières ont lieu entre le Syvicol et les services compétents au niveau de l'éducation non formelle du MENJE.

ad 3) La mise en place du dispositif « Aide aux devoirs » est un processus qui intègre une phase transitoire permettant ainsi aux acteurs de se conformer aux modalités définies préalablement. Pour rappel, ce dispositif ne se caractérise pas par la mise en œuvre d'une nouvelle prestation en tant que telle, mais il s'agit de promouvoir une mise en œuvre harmonisée d'une prestation obligatoire prévue à l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 relatif à l'agrément à accorder aux gestionnaires des services d'éducation et d'accueil.

Par conséquent, les services d'éducation et d'accueil (SEA) sont supposés disposer du personnel et des infrastructures leur permettant de proposer cette prestation. Au cas où il s'avère que les inscriptions auraient augmentées, il appartient à l'administration communale de mettre à disposition des locaux supplémentaires qui répondent aux dispositions légales prévues par le règlement grand-ducal précité. Enfin, il appartient au gestionnaire de solliciter selon les modalités légales une adaptation de l'agrément ministériel.

Vu que les SEA ont été amenés à réorganiser cette prestation (définition d'un créneau horaire fixe, désignation d'une personne de référence, etc.), il a été jugé utile de leur accorder un certain délai avant d'entamer un processus d'évaluation. Par conséquent, il n'est pas opportun d'avancer la date de l'évaluation prévue en février 2023. Cette dernière permettra entre autres de

dresser un état des lieux plus global sur la situation sur le terrain tant au niveau organisationnel qu'au niveau des infrastructures et du personnel d'encadrement.

ad 4) Le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants prévoit que chaque service doit organiser des « études surveillées consistant à offrir aux enfants scolarisés un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal ».

Le dispositif « Hausaufgabenhëllef » apporte des précisions par rapport à ce règlement et un suivi accru de sa mise en œuvre. Toutefois, la grande majorité des SEA avaient déjà mis en place un certain cadre pour l'aide aux devoirs. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'une enquête intermédiaire, réalisée en octobre 2022, a révélé que la très grande majorité des SEA remplissent d'ores et déjà les quatre critères essentiels suivants :

- un ou plusieurs créneaux horaires d'une durée d'une heure où les enfants peuvent effectuer leurs devoirs ont été fixés (95 %)
- les créneaux horaires ont été communiqués aux parents (90 %)
- le SEA dispose d'une salle réservée pour l'exécution des devoirs à domicile pendant le ou les créneaux horaires fixes (92 %)
- au moins une personne de référence « devoirs à domicile » est identifiée au sein du SEA (92 %).

Lors de la phase transitoire pour la mise en place du dispositif « Aide aux devoirs », les agents régionaux examinent dans quelle mesure le dispositif a été mis en œuvre. Si les SEA rencontrent des difficultés, un soutien approprié sera proposé aux structures. L'objectif est que tous les SEA remplissent l'obligation à la fin de la période transitoire.

Les SEA disposent d'un agrément conféré selon les dispositions légales prévues par le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013. L'octroi de l'agrément est soumis à une série de conditions aussi bien au niveau des infrastructures qu'au niveau du personnel d'encadrement. Par conséquent, il est supposé que les services remplissent les conditions matérielles et en ressources humaines afin de mettre en œuvre le dispositif « Aide aux devoirs ». Ces conditions peuvent le cas échéant être adaptées. Pour rappel, une phase transitoire accompagne la mise en œuvre de ce dispositif.

Le comité d'accompagnement suit cette phase transitoire de telle manière à ce que les problèmes qui sont susceptibles d'être identifiés puissent rapidement trouver une réponse politique si besoin.

Enfin, en ce qui concerne le matériel informatique, les SEA peuvent en faire l'acquisition selon la procédure d'acquisition de matériel définie dans le cadre de la convention signée entre le gestionnaire, le MENJE et l'administration communale. Cette procédure a toujours été d'application pour les SEA conventionnés.

### Retours de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures | Question 7139 (09/11/2022) de Mme Francine Closener (LSAP)

Lors de la traditionnelle conférence de presse à l'occasion de la rentrée académique 2022-2023, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a présenté, entre autres, les pays préférés des étudiants résidents au Luxembourg. Il en résulte que la destination la plus appréciée est l'Allemagne, suivie du Luxembourg et de la Belgique. Monsieur le Ministre a aussi présenté le nombre d'aides financières pour

études supérieures accordées par l'État aux étudiants au cours de l'année académique écoulée. Il en ressort qu'étudier à l'étranger représente toujours un grand attrait pour la majorité des étudiants résidents. Or, le Luxembourg aura toujours besoin de jeunes qui, après avoir acquis leurs compétences universitaires à l'étranger, retournent au Luxembourg.

À ce sujet, je souhaite poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

– Combien de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures ne reviennent pas travailler au Luxembourg après leurs études ?

– Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur les raisons qui poussent ces jeunes à poursuivre une carrière professionnelle à l'étranger ? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre a prévu de prendre des mesures pour identifier les raisons de ce choix ?

– Étant donné que la décision de jeunes diplômés universitaires de rester à l'étranger représente une perte de jeunes talents pour le Luxembourg, est-il prévu de prendre des mesures pour remédier à ce phénomène ?

**Réponse (07/12/2022) de M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

En réponse à la question parlementaire n° 7139 de Madame la Députée Francine Closener, nous tenons à préciser que, conformément à ses attributions, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche récolte certes des données dans le cadre du traitement des demandes d'aide financière de l'État pour études supérieures, mais que cette collecte de données prend fin au moment où, pour une raison ou une autre, l'étudiant n'introduit plus de demande d'aide financière pour études supérieures.

Afin de dégager combien de résidents partis à l'étranger pour études supérieures ne reviennent pas travailler au Luxembourg après leurs études, il faudrait croiser plusieurs sources de données administratives, notamment les données sur les aides financières collectées par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et les données issues du Centre commun de la sécurité sociale et de l'Agence pour le développement de l'emploi, pour identifier les anciens étudiants potentiellement diplômés et employés ou à la recherche d'un emploi au Luxembourg. Or une telle approche, qui par ailleurs ne permettrait pas pour autant de répondre au questionnaire avec précision, n'est guère compatible avec les principes relatifs à la protection des données personnelles en l'absence de base légale adéquate.

Par contre, Eurostat dispose de deux statistiques qui renseignent sur le nombre de personnes, de nationalité luxembourgeoise seulement, qui résident et travaillent à l'étranger. Il s'agit des statistiques « Citoyens de l'UE/AELE ayant leur résidence habituelle dans un autre pays de l'UE/AELE par nationalité, âge et niveau d'éducation atteint » et « Taux d'emploi des citoyens de l'UE/AELE ayant leur résidence habituelle dans un autre pays de l'UE/AELE par nationalité, âge et niveau d'éducation atteint »<sup>8</sup>.

Concernant les talents et leur apport pour l'économie nationale, le Gouvernement a adopté une feuille de route pour l'attraction, le développement et la rétention de talents de manière générale, faisant suite au constat que la capacité d'attirer, de développer et de

retenir des talents au Luxembourg est une question centrale pour la résilience et le développement de l'économie luxembourgeoise.

Sans se consacrer spécifiquement au retour des étudiants luxembourgeois de l'étranger, cette feuille de route avance des pistes de réflexion et présente différents axes de développement possibles en faveur de l'attraction de talents. Les spécificités sectorielles, par exemple pour l'artisanat, l'Horeca, le secteur financier ou encore les professions de santé, influent sur les mesures possibles. Une collaboration entre les autorités administratives, les différents services de l'État concernés ainsi que les acteurs économiques et leurs structures représentatives permettra ainsi l'élaboration d'une stratégie nationale d'attraction, de développement et de rétention des talents.

**Centre de formation pour conducteurs** | Question 7140 (09/11/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Centre de formation pour conducteurs soll et, laut engem Artikel am Tageblatt vum 7. November, eng Rei Mësstänn ginn. Esou schwätze gläich e puer Mataarbechter vun net manner wéi aacht Demissiounen bannent véierzéng Méint. Un d'Direktioun geet de Reproche, fir de CFC nach just reng gewännorientéiert ze féieren, woubäi een déi eigentlech Missioun vum CFC net méi virun Aen hätt. Déi besteet am Prinzipp doranner, fir verantwortungs- an ëmweltbewusst Chaufferen auszubilden. Laut dem besoten Artikel ass d'Kommunikatioun tëscht Direktioun a Personal quasi inexistent.

An deem Zesammenhank hunn ech follgend Froen un den Här Minister:

1. Kann den Här Minister déi aktuell Mësstänn am CFC confirméieren?

2. Huet de CFC, am Kontext vun der Stroossesécherheet, net déi prioritär Aufgab, fir Chaufferen esou auszubilden, datt dat prioritäert sougenannt Zil „Vision Zero“ – keng Verkéiersaccidenter mat Doudegen oder Schwéierblesséierten – erreecht ka ginn?

**Réponse (01/12/2022) de M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesammenhang mat der Formatioun vun de Berufsschaufferen am Centre de formation pour conducteurs (CFC) zu Suessem.

Déi parlamentaresch Fro bezitt sech op en Artikel aus der Press vum 7. November, an deem intern Personalfroen aus dem CFC, deen déi rechtlech Form vun enger Société anonyme huet.

An dësem Zesammenhang erlaben ech mir, fir nach emol dorops hinzewisen, datt et net zu de Gewunnechte vun der Regierung gehéiert, sech an intern Personalugeleeënheete vu privatrechtleche Gesellschaften anzemeschen oder dës ze kommentéieren, och dann net, wann dës Gesellschaft eng Rei Missions d'intérêt public erfüllt.

Wat d'Missioun vum CFC am Kader vun dëser Ausbildung ugeet, esou kann ech confirméieren, datt et sech bei der betroffener Direktiv (2003/59), déi de Kader vun der besoter Formatioun virgëtt, ëm eng Direktiv handelt, déi primär dorops ofziilt, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbessern.

Wat d'Formatioun als solches betrëfft, stellen ech dann och fest, datt d'Vertrieder aus dem betroffene Secteur, déi Responsabel vun der Autobusfederatioun FLEAA an dem Gruppement Transports, sech am

ugesprochenen Zeitungsartikel positiv iwwert hir Zesummenaarbecht mam CFC ausgeschwat hunn.

**Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient** | Question 7141 (09/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Lëtzebuerg gehéiert zu deene Staaten, déi d'UN-Flüchtlingsorganisatioun fir d'Palästinenser (UNRWA) am meeschte finanziell ënnerstëtzen. Vun de 57 Staate vum Islamesche Kooperatiounsrat (OIC) iwwerweise just d'Tierkei, de Katar an de Kuwait méi un d'UNRWA wéi Lëtzebuerg an iwwerdeems iwwerweise mir och méi un déi lescht genannten Organisatioun ewéi 53 Staate vum de 57 islameschen OIC-Memberstaaten zesummen.

Dëst ass virun allem dowéinst bedenklech, well elo dat däitscht Georg-Eckert-Institut op en Neits beleëe konnt, datt an de Schoulbicher vun der UNRWA oppen antisemitesch Inhalter promovéiert ginn. D'Jude ginn do als vun Natur aus onéierlech a feindlech géintiwuer dem Islam duergestallt. Iwwerdeems ginn d'Juden als onreng duergestallt an et gëtt e Bild gemoolt, ewéi wann d'Existenz vun Israel näischt aneres wär ewéi eng imperialistesche, vun Europa ënnerstëtzt, kolonial an antiarabesch Verschwiegung.

Iwwerdeems bedreift d'UNRWA Mëssbrauch mam Vergi vum Flüchtlingsstatut, well si zum Deel ouni Aschränkung de Flüchtlingsstatut u Persoune vergëtt, déi iwwerhaupt kee Besuch méi zu deene Mënschen hunn, déi an de Joren 1948 an 1949 verdrifwe goufen. Souguer Persounen an der fënnefter Generatioun, déi scho laang eng aner Nationalitéit ugeholl hunn – zum Beispill déi jordanesch Nationalitéit – kréien de Statut an all Joer komme bis zu 80.000 nei Persoune bäi, déi de Flüchtlingsstatut ouni all Logik vergi kréien.

Déi meescht arabesch Staaten hunn an deem Kontext den Entschluss gefaasst, déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'UNRWA anzestellen, well déi rasant steigend Zuel vun deene Flüchtlingen, zu deenen och all déi Pseudoflüchtlinge gehéieren, eng Barrière duerstellt fir eng laangfristeg Perspektiv vum Fridde mat Israel.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt Lëtzebuerg mat un der Spëtzt vun deene Staate steet, déi eng UNRWA finanzéieren, déi oppen antisemitesch agéiert?

2. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt Lëtzebuerg eng UNRWA finanzéiert, déi oppe Mëssbrauch bedreift mam Vergi vum Flüchtlingsstatut?

3. Gedenkt d'Regierung an deem Kontext, d'Finanzéierung vun der UNRWA ze iwwerdenken? Wa jo, wéi eng Schrëtt sollen elo konkret ënnerholl ginn?

4. Wann neen, wéi rechtfertegt Lëtzebuerg säi weidere milliouneschwiéieren Engagement un enger UNRWA, déi oppen antisemitesch an onéierlech agéiert?

5. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'UNRWA sollt opgeléist ginn an datt hir méi sënnavoll Aktivitéite sollten an den UNHCR integréiert ginn?

**Réponse (17/11/2022) de M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Mat sengen Affirmatiounen mécht den honorabelen Deputéierten sech zum Sproochouer vun enger

<sup>8</sup> cf. : <https://gd.lu/54522r> et <https://gd.lu/f9fcqQ>.

Desinformationscampagne, déi drop aus ass, eng UNO-Agence ze diffaméieren, an d'Roserei vun de Palästinenser duerzestellen als Resultat vun enger supposéierter antiisraeelescher Indoktrinierung, amplaz als Resultat vun den dagdeeglechen Ongerechtegkeeten an Humiliatiounen, deene si ënnert der israeelescher Occupatioun ausgesat sinn.

D'UNRWA produzéiert keng eege Schoulbicher. All Behauptungen iwwert de Contenu oder Finanzement vun dësen net existéierende Schoulbicher si fräi erfondt.

Ënnert dem Völkerrecht an dem Prinzipp vun der Familijeneenheet gi Kanner vu Refugiéen, an där hir Nokommen, och als Refugiéë consideréiert, bis eng dauerhaft Léisung fonnt ass. Dëse Prinzipp applizéiert sech op all Refugiéen, a souwuel d'UNRWA wéi den UNHCR hunn Nokomme vu Refugiéen op dëser Basis unerkannt.

D'Regierung ass houfreg op d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerger an d'UNRWA, a wäert dës Ënnerstëtzung och weiderhi bäibehalen.

### Déblaiement de la Sûre | Question 7142 (09/11/2022) de M. André Bauler (DP)

Zu Steenem gëtt de Moment de Säitenaarm vun der Ënnersauer gebotzt. Och zu Méchela an der Gemeng Buerschent gëtt et en änleche Problem. Nom éischten Héichwaasser virun e puer Joer waren d'Sauer an hir Uwänner an dëser Géigend gebotzt ginn, souguer eng Wiss gouf bei dëser Geleehheit ausgebagert.

Um Wilspull (bei Méchela) gouf och e Säitenaarm ugeluecht an alles ass gebotzt ginn. Vun deenen Aarbechte gesäit een haut net méi vill, well sech no de rezenten Iwwerschwemmungen erëm viles gesammelt huet, virun allem Gestengs a Sand. Zemools elo nom Summer, wou net vill Waasser an der Uewersauer war, huet sech d'Vegetatioun op dëser Plaz nees entwéckelt.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltig Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Ass geplangt, fir änlech Aarbechten zu Méchela, besonnesch um Wilspull, duerchzeféieren?
2. A wat fir enge Gemenge vum Land sollen an Zukunft nach där Aarbechten duerchgefouert ginn?
3. Wat fir eng spezifesch Autorisatiounen sinn an deem Zesammenhang all Kiéiers erfuerdert?
4. Sinn och sou Aarbechten zu Angelduerf „am Al“ virgesinn (Gemeng Ierpeldeng-Sauer)?

**Réponse (06/12/2022) de Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Nee, fir den Ament si keng Aarbechten an dësem Kontext zu Méchela geplangt. D'Situatioun vun der Vegetatioun gëtt am A behalen an et gouf d'lescht Joer een Entretien vun der Vegetatioun ënnerhalb vum Wilspull duerchgefouert.

ad 2. D'Waasserverwaltung (AGE) surveilléiert eng ganz Rei vu kritesche Plazen an de Gewässer, wou sech ëmmer erëm, mat der Zäit oder no engem Héichwaasser Sedimenter usammelen oder sech d'Vegetatioun verbreet.

Dës kritesch Plaze ginn haaptsächlech an oder direkt ënnerhalb vun Uertschafte mat engem potenziellen Héichwaasserrisiko am urbane Raum identifizéiert. Dazou gehéieren och Enkpäss wéi Brécken a kanaliséiert Sektione vu Gewässer. D'Vegetatioun gëtt op dëse

kritesche Plaze reegelméisseg zeréckgeschnidden. Bei den Oflagerunge vu Sedimenter gëtt ëmmer de Besoin vun der nächster Interventioun evaluéiert. Dës Aarbechte ginn néideg, fir ee méiglechst fräien Offloss vun engem Héichwaasser ze garantéieren, soudatt et op dëse Plazen net zu enger Verschäerfung vum Héichwaasserrisiko kënn. Aktuell leeft eng Etüd zu Dikrech, wou virgesinn ass, fir op der Héicht vum Camping Oflagerungen op der Wiss ofzeterrasséieren. Weider Aarbechte vun där Zort si kuerzfristeg net virgesinn.

ad 3. Wat d'Ëmweltlegislatioun ugeet, si fir dës Aarbechten eng Naturschutzgeneemegung an eng Waassergeneemegung erfuerderlech. Soubal op de Grenzgewässer mat Däitschland Aarbechten am Condominium-Beräich gemaach ginn, sinn och Autorisatiounen vun den däitschen Autoritéiten néideg.

ad 4. Zu Angelduerf „am Al“ goufen 2017 Aarbechten an Ofstëmmung mat der Naturverwaltung ëmgesat, fir dës Site a senger Funktioun als Retentiounsraum ze erhalen. Aktuell sinn hei keng weider Aarbechte virgesinn.

### Réaménagement de la traversée de Boxhorn | Question 7143 (09/11/2022) de M. André Bauler (DP)

La route principale passant par le village de Boxhorn en direction de la localité d'Asselborn dans la commune de Wincrange se trouve depuis des années dans un mauvais état si bien qu'elle mériterait d'être réaménagée dans un avenir proche, en particulier pour des raisons de sécurité.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- 1) Un réaménagement de la traversée de Boxhorn est-il prévu par l'Administration des ponts et chaussées ?
- 2) Quels seraient les différents travaux à réaliser ?
- 3) Dans l'affirmative, dans quel laps de temps ce projet pourrait-il se concrétiser ?

**Réponse (13/12/2022) de M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) et 2) Le trafic, notamment celui des véhicules lourds, ainsi que les conditions climatiques (gel, dégel, eau, températures, etc.) entraînent inévitablement une dégradation de la chaussée. Selon l'ampleur des dégradations, une réparation superficielle ou en profondeur, voire un renouvellement complet, s'impose.

L'Administration des ponts et chaussées veille à maintenir le réseau routier étatique dans un bon état afin de permettre une circulation aisée.

Comme le chemin repris CR334 entre Boxhorn et Asselborn ne correspond plus au standard de qualité habituel, l'Administration des ponts et chaussées a lancé l'élaboration d'un projet de réaménagement du chemin repris en question ainsi que du CR373 qui relie la localité d'Asselborn au lieu-dit « Maulusmühle ».

En ce qui concerne les travaux proprement dits, il est prévu de renouveler complètement la chaussée sur une longueur de 160 mètres en rase campagne et de 1.180 mètres dans la localité de Boxhorn.

Un trottoir sera aménagé des deux côtés de la chaussée. Dans la mesure du possible, une bande de verdure sera aménagée entre la chaussée du CR373 et le trottoir. Divers réseaux souterrains, tels que la conduite d'eau, la canalisation et les câbles téléphoniques, seront modernisés et adaptés aux exigences actuelles. De plus, il est prévu d'aménager des chicanes aux trois entrées de la localité afin d'inciter les conducteurs à réduire leur vitesse.

ad 3) L'avis de marché y afférent a été publié en juin de cette année sur le portail des marchés publics ainsi que dans la presse nationale. La séance d'ouverture de la soumission a eu lieu en juillet. Le début des travaux, qui prendront en principe 560 jours ouvrables, est prévu pour février 2023 mais dépendra de la rigueur de l'hiver.

### Restauration de la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre | Question 7144 (09/11/2022) de M. André Bauler (DP)

Si mes souvenirs sont bons, je me souviens que la façade du château d'Erpeldange-sur-Sûre devrait être restaurée dans un avenir proche par l'État, le propriétaire de cet édifice remarquable. En effet, depuis plus d'une décennie elle est en voie de se détériorer de manière bien visible, les volets anciens se trouvant d'ailleurs dans un état pitoyable, ce qui pose des questions de sécurité pour les usagers les plus divers. À noter que le château figure de nos jours parmi les monuments nationaux du pays et se situe au cœur d'un parc historique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- 1) Le Gouvernement a-t-il déjà pu finaliser le projet de restauration en question ?
- 2) Quels seront les travaux précis à effectuer ?
- 3) La procédure de soumission y afférente sera-t-elle lancée dans un avenir proche ?
- 4) Quand ces travaux pourraient-ils débuter au plus tard ?

**Réponse (28/11/2022) de M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) à 4) Bien que le château d'Erpeldange-sur-Sûre appartienne au domaine de l'État, la commune d'Erpeldange-sur-Sûre bénéficie de la pleine jouissance du château dans le contexte d'un bail emphytéotique. En sa qualité d'emphytéote, la commune est obligée d'entretenir l'immeuble et les réparations de toute nature qui se rapportent à l'immeuble et aux constructions sont à sa charge.

Aucun projet de restauration n'est partant en cours d'élaboration par l'État.

### Attaque contre la pipeline « Nordstream » | Question 7146 (09/11/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'Diskussioun, wie responsabel ass fir de Sabotage-Akt un der Nordstream-Pipeline, werft aktuell vill Froen op. Nieft villen Theorië gëtt et och Sourcen, déi op eng Verstréckung vun engem NATO-Staat hiweisen. An enger Krichsituatioun, wou Desinformatioun a Propaganda natierlech och geziilt quasi als Waffen agesat ginn, ass et natierlech net evident, déi richteg Réckschlëss ze zéien. Trotzdeem ass net ausgeschloss, datt de Fall vum Sabotage-Akt op déi genannte Pipeline an Zukunft kann opgekläert ginn. An deem Kontext wier et da wichteg ze wëssen, wéi d'Lëtzebuerger Regierung géif reagéieren, wann d'Participatioun vun engem NATO-Staat un dem Attentat sollt nogewise ginn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Am Fall, wou mat Sécherheet kéint confirméiert ginn, datt en NATO-Staat responsabel oder mat responsabel wier um Sabotage-Akt vun Nordstream: Wéi

géif d'Lëtzebuurger Regierung an deem Kontext am Hibleck op hir bausespolitisch Relatioune mat deem Staat reagieren? Wat wier d'Konsequenz op déi bilateral Relatioune mat deem oder mat deene Staaten?

2. Géif d'Lëtzebuurger Regierung an deem Fall dofir plädieren, datt deene vum Sabotage-Akt betroffene Staaten déi néideg Entschiedegung misst zoukommen?

**Réponse** (16/11/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Lëtzebuurger Regierung vertraut de judiciäiren Prozeduren an Dänemark, Schweden an Däitschland, a waart op d'Resultater vun den Enquêtes, iert se Stellung zu de Sabotage-Akte wäert huelen.

**Risques de pannes d'électricité** | Question **7147** (09/11/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

A rezente Medieberichter an der europäescher Press iwwer d'Konsequenze vun eventuelle Perturbatioune vun der allgemenger Stromversuergung gëtt sech Suerge gemaach ëm d'Standfestegkeet vun digitale Bezuelssystemer, ëm de Fonctionnement vu Geldautomaten an domat ëm d'Disponibilitéit vu Boergeld souwéi och ëm d'Stabilitéit vun der Finanzmaart-Infrastruktur.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

– Ass Lëtzebuerg an de genannte Beräicher op de Fall vun engem Stromausfall preparéiert?

- Wa jo, wéi eng Mesurë si geholl ginn, fir de Fonctionnement vun digitale Bezuelssystemer, d'Disponibilitéit vu Boergeld an d'Stabilitéit vun der Finanzmaart-Infrastruktur ze assurieren?
- Wann net, firwat net?

**Réponse** (13/12/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

D'Stromversuergung ass eng wichteg Basis fir vill Aktivitéiten a Servicer an eiser Gesellschaft. Stromfournisseuren a virun allem d'Gestionnaire vum Stromreséau hunn dowéinst eng Obligation de service public an explizitt Responsabilitéiten am Beräich vun der Versuergungssecherheet fir all Clienten. Wéi am Lëtzebuurger Plan de préparation aux risques du Luxembourg pour le secteur de l'électricité duergestallt, hunn och verschidden ëffentlech Autoritéiten, esou wéi den Haut-Commissaire à la protection nationale (HCPN), den Institut luxembourgeois de régulation oder de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie eng Verantwortung fir d'Preventioun a Virbereedung op eventuell Krisensituatiounen an der Stromversuergung.<sup>9</sup>

Och wann d'Sécherheet vun der Stromversuergung opgrond vun deene gemeinsamen Efforten zu Lëtzebuerg mat zu deenen héchsten an Europa gehéiert,<sup>10</sup> hu verschidde Consummateuren, fir déi d'Stromversuergung besonnesch kritesch ass, doriwwer eraus sougenannt „Business Continuity Plans“, déi d'Disponibilitéit vun hire Produkter oder Servicer och fir disruptiv Tëscheffäll wéi eng Stromënnerbriechung verbessere soll. D'Zil ass, eng Kontinuitéit och während enger Krisensituatioun ze erméiglechen. Versuergungsënnerbriechunge vum Strom sinn en typesche

<sup>9</sup> Plan de préparation aux risques du Luxembourg pour le secteur de l'électricité conformément à l'article 10 du règlement (UE) 2019/941 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur la préparation aux risques dans le secteur de l'électricité et abrogeant la directive 2005/89/CE (gouvernement.lu)

<sup>10</sup> CEER Benchmarking Report 6.1 on the Continuity of Electricity and Gas Supply

Risk, deen an esou Pläng opgegraff an entsprechend deem jeeweilige Besoin op dem Terrain zum Beispill duerch Dieselgeneratoren an/oder sougenannt Uninterruptible Power Supplies (UPS) adresséiert gëtt.

Business Continuity Plans si besonnesch relevant fir Entitéiten, déi kritesch si fir de Fonctionnement vun der Gesellschaft an déi dowéinst duerch den HCPN als kritesch Infrastruktur designéiert ginn, woubäi dës Designatioun awer aus Sécherheetsgrënn net ëffentlech gemaach gëtt.

De Comité du risque systémique (CdRS) ass mat der Problematik vun engem allgemenge Stromausfall am Bezuch op de Finanzsecteur befaasst. Fir d'Stabilitéit vun der Finanzmaart-Infrastruktur a Krisenzäite sécherstellen, steet de CdRS an engem Kontakt mam HCPN als mam Energieministère. Am deem Kader gouf och de Finanzacturen hir Capacitéit, fir eventuelle Perturbatioune bei der allgemenger Stromversuergung entgéintzewirken, analyséiert. Et goung bei den Echangingen zu deem Thema och iwwer aktuell obligatoresch Noutfallpläng am Finanzsecteur, déi vun den Iwwerwaachungsautoritéite verlaangt ginn, grad wéi eng méiglech Identifikatioun an Designatioun vu kriteschen Infrastrukturen am Finanzsecteur. Dës genannten Noutfallpläng gesinn, ënnert anerem, Mesurë vir, déi vun de Finanzacturen geholl ginn, fir méiglech Stromausfälle ze iwwerbrécken.

Et sief zum Schluss drop higewisen, dass laut deene leschten Analyse vum Verband vun deene Reseauxbedreiwer an Europa ENTSO-E zwar d'Estimatioun vun deene Margen an der Stromversuergung méi kleng ass, gläichzäiteg awer d'Probabilitéit fir Situatiounen, wou d'Produktioun net méi d'Demande decke kéint, fir Lëtzebuerg an Zentraleuropa mat Ausnam vu Frankräich als geréng ageschat gëtt, och wann de Risk fir Versuergungsënnerbriechungen ni ganz ausgeschloss ka ginn.<sup>11</sup>

**Matériel scolaire des apprentis** | Question **7148** (09/11/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 31. Oktober war am „Quotidien“ ze liesen, datt Léierbouwen hiert Schoulmaterial zu engem guden Deel ëmmer nach aus eegener Täsche mussen bezuelen, obwuel d'Käschte fir Schoulbicher säit Jore vum Staat iwwerholl ginn. Als Beispill gëtt am Artikel notament déi entsprechend Aarbechtskleedung genannt, déi jo dacks och e Sécherheetsaspekt mat sech bréngt.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister elaborieren, wéi eng Materialien d'Léierbouwen alljoers mussen akafen, fir un hire Coursen a Stagen deelzehuelen, wéi vill Käschten heimat duerchschnëttlech pro Schouljoer verbonne sinn a wéi déi Decisioun motivéiert ass, dës Käschten net duerch d'ëffentlech Hand ze droen, respektiv op d'mannst e fixe Montant ze remboursieren?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Verschidde Léiermeedercher a Léierbouwe mussen jee no Formatioun Materialie kafen, déi se dono och am Beruff weider benotzen. D'Käschten heifer si vu Formatioun zu Formatioun ënnerschiedlech. D'Material, dat gebraucht gëtt, gëtt vun de Lycéee festgeluecht an de Präis hänkt vun der Qualitéit an der Mark of, déi kaf gëtt. Datt dës Käschten net vun der ëffentlecher Hand gedroe ginn, ass op enger Linn

<sup>11</sup> Winter Outlook 2022–2023 (entsoe.eu)

mat deem, wéi et och am Enseignement secondaire gehandhaabt gëtt (hei kréien d'Schüler vun z. B. der Section artistique hiert Material och net gestallt).

Dogéint gëllt awer och an der Berufsausbildung d'Gratuitéit vun de Schoulbicher. Sou goufe vill Scripter, déi soss hu misse fotokopéiert ginn, elo iwwer de SCRIPT editéiert an de Léiermeedercher a Léierbouwe gratis zur Verfügung gestallt.

**Congé parental dans le cas du décès de l'enfant** | Question **7149** (10/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz ass virgesinn, dass en Elterendeel am Fall vum Doud vun engem Kand während dem Congé parental maximal e Mount Zäit huet, fir nees schaffen ze goen. D'Ministesch huet op Nofro während der Petitiounsdebatt fir 9 Méint Congé parental an der Chamber gesot, dass hei déi individuell Fäll misste mat dem Comité directeur vun der Zukunftskeess gekuckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

1. Wéi vill Fäll gouf et säit 2016, wou een Elterendeel de Congé parental refuséiert kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

2. Wéi vill Fäll gouf et säit 2016, wou een Elterendeel de Congé parental gekierzt kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

3. Wéi vill Fäll gouf et tëscht 2010 an 2016, wou een Elterendeel de Congé parental refuséiert kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

4. Wéi vill Fäll gouf et tëscht 2010 an 2016, wou een Elterendeel de Congé parental gekierzt kritt huet, wéinst dem Doud vum Kand?

**Réponse** (24/11/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Zanter 2016 sinn 191 Demandë fir de Congé parental, déi accordéiert gi waren, klasséiert ginn, well d'Kand leider verstuerwen ass; dës tragesch Fäll si Situatiounen, wou d'Mamm eng Fausse couche gemaach huet, d'Kand dout gebuer ginn ass oder wou d'Kand virum Ufank vum Congé parental verscheet ass.

Zanter 2016 ass an 9 Fäll de Congé parental, deen accordéiert gi war, ënnerbrach ginn, well d'Kand verstuerwen ass.

D'Zukunftskeess huet keng informatesch Méiglechkeet, dës Donnéeë virun 2016 ze liwweren.

**Accès au Lycée technique agricole à Gilsdorf** | Question **7150** (10/11/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Aus der Press si mer gewuer ginn, datt den Transportministère zesumme mat dem Lycée technique agricole (LTA) an der Gemeng Ärendall eng Léisung fir ee Park&Ride um „Bloen Eck“ bei Steeën ausgeschafft huet. Dat ass eng gutt Saach. D'ëffentlechkeet ass och doriwwer informéiert ginn, datt d'Gemeng Ärendall d'Zoustëmmung ginn huet, fir bei hirem Futballterrain en neien Arrêt ze amenagéieren. Dësen Arrêt wäert vun der Schülerlinn K17 (Mersch–Larochette–Gilsdorf), déi d'Schüler direkt beim Lycée erausléisst, ugefuehert ginn.

Zusätzlech dozou géif eng Informatiounscampagne vun der Administration des transports publics an der Akerbauschoul lancéiert ginn, déi d'Schüler iwwer dës nei Opportunitéit opléiert souwéi iwwer aner

Parkméiglechkeeten, déi eng direkt Ubannung un den LTA erméiglechen.

An deem Kontext wëll ech dem Här Mobilitéitsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi dacks pendelt d'Linn K17 moies an no Schoulschluss tëscht dem neien Arrêt um Bloen Eck an der Akerbauschoul hin an hier? Wéi vill Parkplaze stinn de Schüler um Bloen Eck zur Verfügung? Huet dës Bus genuch Kapazitéiten, fir d'Schüler, déi aus dem Zentrum an Oste vum Land an den LTA kommen, en charge ze huelen?

2. Géif een zousätzleche Pendeldéngscht agesat ginn, wann d'Zuel vun de Schüler, déi um Parking Bloen Eck halen, iwwer d'Kapazitéit vum Bus erausgeet?

3. Wéi gedenkt den Här Minister, de Schüler, déi aus den Nordkantonen an den LTA kommen an déi op den Auto ugewise si respektiv net kënnen op de Park&Ride Bloen Eck zréckgräifen, well dat en Ëmwee ass, entgéintzekommen? Gouf et do scho Gespréicher mat der Stad Dikrech, fir eng Léisung ze fannen?

4. Ass d'Schülerverriedung vum LTA an d'Echangen iwwer d'Transportproblematik matagebonne ginn?

5. Gëtt et schon en Avant-projet fir dat neit Parkhaus, dat als Opfangparking fir Dikrech an Ëmgégend bei der Schwämm gebaut soll ginn?

**Réponse (13/12/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

ad 1. D'Linn fiert nom aktuelle Fuerplang. Dat sinn 2 „allers“ mueres, a 7 „retours“ mëttes tëschent 12.00 a 17.00 Auer. D'Horaires heizou fënnt een iwwer de Site „mobilité.lu“.

De Schüler sti 85 Stellplazen um Parking Park&Ride Bloen Eck zur Verfügung.

Jo. D'Buskategorie gëtt jee no Besoin ugepasst.

ad 2. Jo. Eng Zousazfaart ka jee no Besoin organiséiert ginn.

ad 3. De Park&Ride Bloen Eck befënnt sech 4,5 km vum Site vum LTA ewech. D'Schüler aus den Nordkantonen, déi op den Auto ugewise sinn, hu vun der Akerbauschoul also knapp dräi Minute weider ze fuere fir op de Park&Ride, wat kee weesentlechen Ëmwee duerstellt. De Park&Ride Bloen Eck kann esou vun alle Schüler, déi op den Auto ugewise sinn an aus verschiddenste Richtunge kommen, ouni gréisseren Ëmwee ugefuer ginn.

ad 4. D'Diskussionen iwwer d'Transportproblematik sinn haaptsächlech mat der Direktioun vun der Akerbauschoul ofgehalde ginn.

ad 5. Den Ament gëtt et nach keen Avant-projet fir dat neit Parkhaus.

**Attaques au couteau | Question 7151 (10/11/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

Déi lescht Méint huet den traurege Phenomeen vun de Messerattacken zu Lëtzebuerg massiv zougeholl. Et sief ënner anerem op dës Beispiller higewisen:

– am Februar gouf eng Persoun bei enger Attack an der Stad am Garer Quartier blesséiert;

– am März koum et a folgenden Uertschaften zu Attacken: zu Bouneweg mat engem Blesséierten, zu Déifferdeng mat zwee Blesséierten, um Lampertsbiërg mat zwee Blesséierten, am Zentrum vun der Stad mat engem Blesséierten;

– am Mee ee Blesséierte bei enger Attack an Monnech an der Escher Strooss;

– am Juni eng Attack an der Stad am Garer Quartier mat engem Blesséierten;

– am Juli eng Attack op der Stater Gare mat engem schwéier Blesséierten;

– am September eng Attack an der Stad am Garer Quartier mat zwee Blesséierten;

– am Oktober eng Attack op der Gare zu Bierchem an op der Stater Gare mat jee weils engem Blesséierten, souwéi eng Attack um Sennengerbiërg op enger Bushaltestell mat engem schwéier Blesséierten;

– de 7. November goufen zwee Jugendlecher bei enger Messerpickerei an engem Bus schwéier blesséiert.

Och an eisen Nopeschlänner Däitschland a Frankräich gëtt d'Problematik vun de Messerattacken aktuell vill diskutéiert, och well dës Attacken ëmmer méi brutal ginn. An engem Artikel, deen den 13. Juni um Site vum WDR publizéiert gouf, heescht et am Bezuch op d'Lag am Bundesland NRW: „Erst seit 2019 führt die Polizei Messerangriffe als eigene Kategorie der Gewalttaten auf. Deutlich wird aber bereits: Täter sind zu 90 Prozent Männer, jeder zweite war vergangenes Jahr unter 30 Jahre alt, 42 Prozent der Täter sind nicht deutsch.“

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir Aschätzung vun der entsprecherender Sécherheitslag elaboréieren?

2. Wéi vill Attacke mat Stéchwaffe goufe bis ewell 2022 insgesamt zu Lëtzebuerg registréiert?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi wäit sech beim Täterprofil Parallelen zu NRW erginn, respektiv wéi dacks déi an NRW identifizéiert Kritären sech och an eise Statistiken néierschloen?

4. Kann d'Regierung matdeelen, ewéi eng Afferprofiler bis ewell identifizéiert goufen an ob et hei geschlechtsspezifesch Ënnerscheeder gëtt, respektiv ob Mannerjäreger besonnesch betraff sinn?

5. Kann d'Regierung matdeelen, ob dës Entwécklung am Zesammenhang mat der Ausbreedung vu brutale Jugendbande steet, déi déi leschte Méint fir vill negativ Schlagzeile gesuergt hunn?

6. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill vun de Messerattacken, déi säit dem 1. Januar zu Lëtzebuerg vun der Police opgeholl goufen, am öffentliche Transport stattfonnt hunn?

7. Kann d'Regierung matdeelen, wéi eng Moossnamen elo ergraff ginn, fir dës traureger Entwécklung ze begéinen?

**Réponse (13/12/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**

Et ass utile drop ze verweisen, dass ee Groussdeel vun den Äntwerten op dës parlamentaresch Fro schon an änelech orientéierte parlamentaresche Froen ze fannen ass, ënner anerem an der QP 3588 vum 5.2.2021, der QP 5493 vum 12.1.2022, der QP 6040 vum 7.4.2022, der QP 6488 vum 14.7.2022, an der QP 6534 vum 22.7.2022.

ad 1. Och wann déi an dëser parlamentarescher Fro opgezielte Beispiller grav Delikter mat extreem wäitreechende Konsequenze fir all Bedeelegter duerstellen, ass et wichteg, eng Analys vun den Tendenzen op der Basis vun de Statistiken ze féieren.

D'Joresstatistik vun der Police, déi am Prinzip Ufank Mäerz vun nächste Joer presentéiert gëtt, an déi vun de Justizautoritéiten, wäerten et erlaben, sech kënnen e Bild vun der Evolutioun vun alle Gewaltdelikter an eisem Land am Joer 2022 ze maachen.

ad 2. Wéi schon an den Äntwerten op déi uewe genannte parlamentaresch Froen, ënner anerem an der

QP 5493, erkläert, sinn d'polizeilech a gerichtlech Datebanken net drop ausgeluecht, fir automatiséiert Recherchen op e spezifische Modus operandi vun enger Strofdot duerchzuführen.

ad 3. bis 5. Wéi bei der 2. Fro erkläert, erlaben d'Datebanken zu Lëtzebuerg keng sou automatiséiert Recherche.

ad 6. Wéi schon an den Äntwerten op d'parlamentaresch Fro 5493 vum 12. Januar 2022 a 6040 vum 7.4.2022 erkläert ginn ass, kënnen d'Police an d'Justizautoritéite keng detailléiert Zuelen zu Messerattacken an engem spezifischen Ëmfeld, sief hei am öffentliche Transport, liwweren.

ad 7. D'Police huet d'Missiou, mat deene legale Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn, fir d'Erhale vun der öffentliche Uerdnung an d'Sécherheet vun Bierger ze suergen. Dowéinst suivéiert d'Police kontinuierlech d'Virfall um nationalen Territoire, fir bei neie Phenomeener adaptéiert Mesuren zum Schutz vun de Bierger kënnen ze ergräifen am Aklang mat besteende Gesetzer.

Et sief dobäi bemierkt, dass net all Messer an d'Kategorie vun de verbuedene Waffe fält. D'Police kann weréisch aktiv ginn, wann d'Messer am Kader vun enger Strofdot benotzt ginn ass.

Am Fall vun enger legaler Waff, d. h. enger Waff, déi éischtens net ënner d'Kategorie vun de verbuedene Waffe fält, zweetens autorisatiounsflüchtig ass, an drëtzens och beim Waffeservice vum Justizministère ugemellt ass, kann de Justizministère jidderzäit de Waffeschäin zeréckzéien oder suspendéieren, wann déi néideg Konditiounen fir de Waffeschäin net méi erfüllt sinn (z. B. wann sech géif erweisen, dass d'Persoun eng Gefor fir sech oder anerer duerstellt).

Och dierf d'Police net ouni Gronn Persounen duerchsuchen.

Wat d'Sécherheet am öffentliche Transport betrëfft, do ass d'Police, sou wéi schon an eiser Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6040 vum 7. Abrëll 2022 erkläert gouf, vill aktiv an applizéiert och hei d'Prinzipie vum Suivi vun den Incidenten a Reaktivitéit.

Fir zu dësem Punkt vollstänneg ze sinn, verweise mir och nach op eis Äntwert op d'parlamentaresch Fro 6534 vum 22. Juli 2022.

**Regroupement au CNFPC d'Ettelbruck des élèves des classes professionnelles « Mécanicien d'automobile » | Question 7154 (10/11/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)**

Nous avons été informés qu'une nouvelle classe a été introduite au CNFPC d'Ettelbruck pour accueillir les élèves des classes professionnelles « Mécanicien d'automobile ». Cette classe viserait à regrouper des élèves d'un même parcours de formation en une classe et un lieu spécifique, ce qui pourrait impliquer certains inconvénients. Parmi les élèves censés intégrer cette classe, certain.e.s disposeraient déjà d'un contrat d'apprentissage, d'autres n'auraient pas encore démarré leur apprentissage en entreprise. Pour certain.e.s élèves la relégation de leur formation à Ettelbruck pourrait rendre plus compliqués leurs déplacements entre la classe et l'entreprise de formation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Si Monsieur le Ministre valide cette information, peut-il nous informer si d'autres catégories de classes professionnelles seront prochainement introduites au CNFPC ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il considéré que cette mesure qui vise à regrouper des élèves d'un même parcours de formation en une classe et un lieu spécifique pourraient démotiver certain.e.s élèves qui pour certain.e.s devront parcourir de plus grandes distances pour atteindre leur formation et leur lieu d'apprentissage ? Dans l'affirmative, que souhaite entreprendre Monsieur le Ministre ?

3) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il que des élèves disposant d'un contrat d'apprentissage ne soient pas plutôt admi.s.e.s au lycée régulier ?

4) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il l'absence d'une liste prioritaire pour l'admission au lycée régulier des élèves disposant d'un contrat d'apprentissage ?

5) Comment Monsieur le Ministre pense-t-il réorganiser cette classe si à partir du 30 novembre 2022 les élèves n'ayant pas trouvé de contrat d'apprentissage n'auront plus le droit d'intégrer une classe professionnelle ?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Tout d'abord, je tiens à préciser que la formation du DAP Mécatronicien d'autos et de motos est offerte au nord, au centre et dans le sud du pays. Il ne peut donc être question d'un regroupement d'élèves en un lieu spécifique.

Il est cependant correct qu'une classe DAP Mécatronicien d'autos et de motos a été ouverte au CNFPC Ettelbruck en raison de la forte demande d'élèves pour rejoindre cette formation et de la capacité limitée des lycées à accueillir les élèves. Il ne s'agissait que d'élèves n'ayant pas encore trouvé de patron formateur. Comme aucun élève de cette classe n'a été en mesure de trouver une entreprise formatrice à la date limite pour signer un contrat d'apprentissage, cette classe a été fermée au 1<sup>er</sup> décembre 2022. Un scénario identique s'est produit pour une classe de CCP débosseleur et peintre de véhicules.

La seule nouvelle classe introduite au CNFPC Ettelbruck en 2022 est une classe de DAP chauffage-sanitaire francophone parce qu'aucune classe francophone dans ce domaine n'existait dans le nord du pays. Cette mesure vise à diversifier l'offre de formation en différentes langues dans toutes les régions du pays et contribue à réduire les déplacements des apprentis.

ad 2) Aucun regroupement en un lieu spécifique de classes de la formation professionnelle n'a été opéré en 2022, ni n'est planifié dans le futur.

ad 3) et 4) Pendant la période de signature des contrats d'apprentissage, les apprentis avec entreprise formatrice sont prioritairement inscrits dans les lycées. Les élèves sans patron formateur sont également inscrits dans les lycées jusqu'à épuisement des capacités. Lorsque ces limites d'accueil sont atteintes, les élèves sont redirigés vers les CNFPC où ils sont activement soutenus dans leur recherche d'un poste d'apprentissage. Ceux qui signent un contrat d'apprentissage sont alors redirigés début décembre vers les lycées. Ce n'est que lorsque les lycées ont épuisé leurs capacités d'accueil d'apprentis avec contrat d'apprentissage que les classes de la formation professionnelle sont maintenues dans les CNFPC.

ad 5) La classe mentionnée a été fermée en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022 (cf. réponse ad 1). Je tiens tout de même à préciser que les élèves n'ayant pas trouvé de patron formateur et qui étaient inscrits dans une classe de la formation professionnelle sont redirigés vers les classes « Fit 4 Léier », CIP ou COP à condition d'avoir moins de 25 ans, dans le but de combler d'éventuels

déficits et d'améliorer leurs chances d'intégrer un apprentissage lors de la prochaine rentrée.

.....  
**Produits financiers durables offerts par les banques de la place financière** | Question **7155** (10/11/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Dans une enquête publiée le 9 novembre 2022 par Greenpeace Luxembourg, il ressort que les banques établies sur la place financière au Luxembourg ont encore du travail à faire en ce qui concerne leur offre de produits financiers durables ainsi que le conseil aux clients en la matière.

Seulement dans un tiers des cas de l'enquête, les conseillers des banques ont activement demandé aux clients leurs préférences en matière d'investissement durable, alors que cela est requis par la législation. De même, dans plusieurs cas, les clients ayant expressément indiqué qu'ils voulaient investir dans des produits durables ont tout de même été orientés vers des produits conventionnels. De plus, l'analyse des produits financiers proposés par les banques relève qu'aucun des produits désignés comme étant respectueux du climat n'est aligné sur les objectifs de l'Accord de Paris. Finalement, les auteurs de l'enquête notent aussi un manque de transparence et de traçabilité concernant la durabilité supposée des différents produits.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Quelles conclusions Madame la Ministre tire-t-elle des résultats de l'enquête susmentionnée ?

2) Quel état des lieux Madame la Ministre établit-elle de la conformité aux objectifs climatiques des produits financiers désignés comme étant durables offerts par les banques établies sur la place luxembourgeoise ? Considérant les résultats de l'enquête susmentionnée, par quelles initiatives concrètes Madame la Ministre envisage-t-elle de soutenir les banques pour rendre cette offre respectueuse envers les objectifs climatiques ?

3) Comment Madame la Ministre envisage-t-elle de faire en sorte que les banques améliorent leur conseil au client en termes d'investissement durable ? Quelles initiatives concrètes sont prévues afin de mieux sensibiliser les acteurs du secteur bancaire aux investissements durables ?

**Réponse** (13/12/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

L'honorable Député Benoy s'enquiert sur l'offre de produits financiers durables par les banques de la place financière luxembourgeoise dans le contexte d'une enquête menée par Greenpeace Luxembourg.

Bien que l'Union européenne soit à l'avant-garde dans le domaine de la réglementation de la finance durable, il est clair qu'une sensibilisation continue à l'investissement durable à tous les niveaux reste de mise, tant du côté des investisseurs que des institutions financières, et notamment des conseillers à la clientèle.

Ceci est d'ailleurs confirmé par un récent sondage grand public sur la finance durable mené par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL) et la Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI).

Il ressort de ce sondage que près de la moitié des répondants avouent ne pas savoir ou savoir mal ce qu'est la finance durable. Plus de 40 % ne font pas la différence entre la finance verte et la finance durable. Les autres dimensions des investissements ESG, à savoir

l'impact social et l'impact en matière de gouvernance des entreprises, restent peu connus.

De même, le sondage souligne le rôle primordial que jouent les conseillers bancaiers dans la distribution de produits durables. En tant qu'interlocuteur privilégié, ils aident les clients à mieux comprendre les produits financiers durables.

Il y a lieu de se féliciter dans ce contexte que le cadre réglementaire de la Markets in Financial Instruments Directive II (MiFID II) introduit de nouvelles exigences en matière de finance durable. Depuis son entrée en vigueur en août 2022, les conseillers bancaiers doivent en effet aborder de manière systématique la question de l'ESG avec leurs clients et adapter leur portefeuille de produits en fonction de leurs préférences. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que ce nouveau cadre contribue à une sensibilisation accrue du public au sujet des produits financiers durables.

De manière plus générale, il y a lieu de rappeler que la sensibilisation et la formation figurent parmi les axes prioritaires du Gouvernement dans ses efforts de promouvoir la finance durable.

Ainsi, en 2020, le Ministère des Finances, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Luxembourg for Finance et le Conseil supérieur pour un développement durable ont mis en place la LSFI. La sensibilisation du secteur financier et du grand public sur la finance durable est notamment l'un des 3 piliers du plan d'action de la LSFI.

Par ailleurs, sur base d'un partenariat avec le Ministère des Finances et du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, l'Université du Luxembourg offre dorénavant un certificat professionnel sur la finance durable ainsi qu'un master dédié.

Rappelons, à cet égard, également plusieurs initiatives qui ont d'ores et déjà été mises en œuvre :

– La House of Training en partenariat avec l'ABBL a mis en place une offre de formations pour les professionnels en matière de finance durable.

– La Bourse verte du Luxembourg a lancé la LGX Academy. Cette plateforme propose des cours sur mesure aux étudiants et aux professionnels de la finance qui souhaitent développer leurs connaissances en matière de finance durable.

– Un groupe de coordination, composé d'experts émanant de différents départements et dédié à la finance durable, a été formé au sein de la CSSF pour coordonner sa présence dans des groupes de travail nationaux, européens et internationaux. Ce groupe permettra d'améliorer la communication, l'échange et la collaboration en matière de finance durable et la préparation des entités surveillées nationales aux nouvelles réglementations européennes.

.....  
**Nouveau traitement préventif de la bronchiolite** | Question **7156** (10/11/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Récemment, la Commission européenne a approuvé un traitement préventif de la bronchiolite, nommé « Nirsevimab ». La bronchiolite est la maladie infectieuse la plus fréquente des voies respiratoires inférieures des bébés et des enfants en dessous de 2 ans. Elle apparaît surtout durant les mois d'hiver et le risque de transmission est fort élevé, provoquant ainsi des pics d'infections. Toutefois, le traitement préventif en question ne sera sans doute que disponible l'année prochaine.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Luxembourg a-t-il aujourd'hui à sa disposition des traitements préventifs afin de lutter contre la bronchiolite ?

2) Étant donné que le traitement préventif approuvé par la Commission européenne ne sera disponible que pour la saison 2023, des démarches sont-elles entreprises pour s'assurer de disposer à temps du traitement préventif en question ?

**Réponse** (13/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le médicament Beyfortus a été autorisé par la Commission européenne en date du 31 octobre 2022. Cette autorisation de mise sur le marché (AMM) est valable dans tous les États membres de l'Union européenne. En ce qui concerne la date de commercialisation de ce médicament, la firme pharmaceutique doit d'abord introduire une demande de fixation de prix auprès des services du Ministère de la Sécurité sociale. Or, selon les informations obtenues, une telle demande n'a pas encore été introduite.

Toutefois, les médecins traitants peuvent, sur base de l'AMM accordée, établir une ordonnance motivée pour ce médicament pour chaque assuré qui le requiert. Cette ordonnance doit alors être transmise à un pharmacien et la Caisse nationale de santé peut fixer individuellement la prise en charge, à condition que la firme pharmaceutique puisse déjà fournir ce médicament.

À part Beyfortus, qui est autorisé généralement chez les nouveau-nés et les nourrissons au cours de leur première saison de circulation du virus respiratoire syncytial, Synagis (palivizumab) constitue un médicament autorisé au Luxembourg avec prix déclaré et prise en charge par l'assurance maladie-maternité au taux de 100 %. Synagis dispose d'ailleurs d'une indication thérapeutique restreinte : il n'est autorisé que pour les enfants prématurés ou à risques élevés d'infection.

Il n'y a actuellement pas d'autre traitement préventif autorisé pour la bronchiolite au Luxembourg et il n'existe pas non plus de vaccin.

Les détails sur les médicaments Beyfortus et Synagis peuvent être consultés sur le site de l'Agence européenne des médicaments (EMA).

ad 2) Comme expliqué sous la question 1, le médicament dispose d'une AMM au Luxembourg. La date de commercialisation dépend cependant en première ligne de la stratégie commerciale du titulaire d'AMM (firme pharmaceutique). La Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé a d'ailleurs contacté le titulaire afin de connaître la date de commercialisation du médicament, cependant, à l'heure actuelle, la firme n'a pas encore fourni de réponse.

**Examen de fin d'études** | Question **7157** (10/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** (CSV)

Laut eisen Informatiounen sollen dëst Joer, am Géigesaz zu de Jore virdrun, all schrëftlech Examen vun de Premières-Schüler am „secondaire classique“ an am „secondaire général“ virun der Péngschtvakanz ofgehalen ginn. Am Konkreeten heescht dat, dass 2 Woche virun der Vakanz während 7 Deeg déi schrëftlech Examen sinn, an no der Vakanz da just nach déi mëndlech.

Déi Jore virdu war et ëmmer esou, dass eng Woch schrëftlech Examen waren, dann 1 Woch Vakanz – déi d'Studente konnten notze fir ze léieren –, an uschlëssend de Rescht vun de schrëftlechen Examen an dono d'Orallen.

An deem Kontext wëlte mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister dës Informatiounen confirméieren?

– Wa jo, ass den Här Minister net der Meenung, dass dës Reegelung am Verglach mat de Jore virdrun eng Benodelegung fir d'Schüler duerstellt?

– Ass den Här Minister nach gewëllt, dës Datumer unzepassen – am Sënn vu gläiche Chance fir all Schüler a wuel wëssend, dass et fir vill zukünfteg Studenten net nëmme wichteg ass, d'Joer ze packen, mee och eng gewësse Moyenne ze kréien, fir kënnen op d'Uni vun hirem Choix ze goen?

**Réponse** (06/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

No Récksprooch mat der Nationaler Schülerkonferenz (CNEL) ass den Examenskalenner vun dësem Joer adaptéiert ginn. Duerch eng gutt Preparatioun sollen esou vill Schülerinnen a Schüler wéi méiglech zu hirem Ofschlossdiplom gefouert ginn. An de groussen Linne gesäit den Examenskalenner follgendermoossen aus:

– 10.5.–12.5.:

Preparatiounszeit mat sougenannte „journées de consultation“, während deenen d'Schülerinnen an d'Schüler hiren Enseignanten nach Froen zu der Matière kënnen stellen

– 15.5.–19.5.:

4 Examensdeeg fir schrëftlech Examen

– 22.5.–26.5.:

Mëndlech Examen

– 27.5.–4.6.:

Päischtvakanz

– 5.6.–7.6.:

3 Examensdeeg fir schrëftlech Examen.

**Finances communales dans le contexte du nouveau Programme directeur d'aménagement du territoire** | Question **7158** (10/11/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

La réforme des finances communales est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017 par la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes. Selon les nouveaux critères de péréquation, la dotation annuelle aux communes dépend de 82 % de la « population ajustée ». Celle-ci correspond à la population résidente ajustée par la densité de population et par le statut de Centre de développement et d'attractivité (CDA) qu'ont certaines communes. La subdivision du pays en centres de développement et d'attraction (CDA) d'ordre supérieur, d'ordre moyen et d'ordre régional a été mise en place dans le Programme directeur d'aménagement du territoire en 2003. La majoration de la population en fonction du statut CDA est respectivement de 45 %, 25 % et 5 %. Une commune qui n'est pas un CDA n'a pas de majoration de la population.

Le nouveau Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2023), soumis pour avis aux communes et destiné à sortir ses effets en 2023, diffère de celui de 2003 en ce qui concerne les communes appelées à remplir un rôle national voire régional.

La commune d'Erpeldange-sur-Sûre est ajoutée au CDA Nordstad et la commune de Mondorf-les-Bains rejoint les communes des CDA d'importance régionale.

La vocation de CDA d'importance nationale (anciennement CDA d'ordre moyen) des villes de Diekirch et

d'Ettelbruck est confirmée par le projet PDAT 2023. La ville d'Esch-sur-Alzette est définie comme autre CDA d'importance nationale. Or dans le contexte de la répartition des finances communales, il n'est pas tenu compte du réajustement de la population de 25 % pour les villes de Diekirch et d'Ettelbruck à l'instar de l'autre CDA national, la ville d'Esch-sur-Alzette.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

– Est-ce que les critères pour l'ajustement de la population pour exécuter la loi sur les finances communales sont ceux de l'aménagement du territoire défini par le PDAT ?

– Si non, quel autre critère guide le Ministère de l'Intérieur en la matière ?

– Si oui, quel est l'argument de ne pas considérer les villes de Diekirch et d'Ettelbruck (dénommées « binôme Diekirch-Ettelbruck » au PDAT de 2003 et définies comme CDA d'ordre moyen) depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les finances communales ?

– Comment les 2 villes désignées CDA national et les deux communes nouvellement désignées CDA national respectivement régional sont-elles considérées dans le cadre de la loi sur les finances communales ?

– Les quatre communes concernées peuvent-elles bénéficier de l'ajustement au niveau des finances communales dès l'approbation du PDAT 2023 ? Sinon, à partir de quel autre moment s'appliquera ce mécanisme ?

**Réponse** (14/12/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire

L'honorable Député s'enquiert de l'impact du PDAT 2023 sur le Fonds de dotation globale des communes (FDGC) et les critères pour l'ajustement de la population en particulier.

Je me permets de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 2401 du 21 septembre 2016 de l'honorable Député Marco Schank concernant le statut de CDA d'ordre moyen des six communes de la Nordstad, dans laquelle les critères pour l'ajustement de la population lors de la répartition des avoirs du FDGC avaient été expliqués.

Étant donné que la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un FDGC a pour objet le financement des communes, je tiens toutefois à préciser que seules des communes peuvent être dotées d'un avoir financier. Bien que le projet de PDAT 2023 ne définit plus le CDA au niveau de la commune, mais au niveau de la localité – voire d'un ensemble contigu de localités pour ainsi favoriser son développement approprié et éviter que ceci ne se fasse de manière diffuse au sein de la commune ou de l'agglomération, il est à noter que dans le cadre du FDGC, c'est bien la commune et non la localité qui est visée (Projet de PDAT 2023, Chapitre 3.2.2., p. 67).

Dans cette optique, le projet de PDAT 2023 confère le statut de CDA d'importance nationale aux localités d'Ettelbruck, de Diekirch, mais également d'Erpeldange-sur-Sûre étant donné que cette dernière est censée porter la majeure part du développement urbain futur de la Nordstad. En cas de fusion des communes de la Nordstad, la nouvelle commune fusionnée (comprenant les communes de Schieren, Ettelbruck, Erpeldange-sur-Sûre, Diekirch et Bettendorf) est censée obtenir le statut de CDA d'importance nationale, tout en sachant que le projet de PDAT 2023 préconise un développement urbain prioritaire sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck, au niveau des localités d'Ingeldorf et d'Erpeldange-sur-Sûre.



Pour conclure, le Gouvernement confirme l'importance des communes de la « Nordstad » dans le cadre général d'un aménagement du territoire durable en vue d'un développement intercommunal coordonné et intégré. La Nordstad est un pôle de développement majeur soutenu et encouragé par le Gouvernement.

Également, le Gouvernement prévoit d'investir de manière substantielle dans les infrastructures de transport et dans les équipements publics de la Nordstad, tout en poursuivant son engagement à travers la Nordstadentwicklungsgesellschaft.

**Mise en place par l'Agence régionale de santé Grand Est d'un « contrat d'allocation études » pour les étudiants dans le secteur des soins et de santé | Question 7159 (11/11/2022) de Mme Cécile Hemmen (LSAP)**

En France, l'Agence régionale de santé Grand Est a récemment annoncé la mise en place d'un « contrat d'allocation études » pour les étudiants se formant dans divers métiers dans le domaine des soins et de la santé. Ce contrat permettra à ces étudiants de bénéficier d'une bourse de l'ordre de 6.000 à 8.000 euros par an. En contrepartie, les étudiants doivent s'engager à exercer au sein d'un établissement de la région Grand Est pour une durée déterminée.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils au courant de cette initiative ? Étant donné que ce « contrat d'allocation études » risque d'avoir des répercussions sur le recrutement de personnel de soins et de santé au Luxembourg, comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il se positionner en la matière ?

– Combien de personnes travaillant dans le secteur des soins et de santé au Luxembourg proviennent actuellement de la région Grand Est ? Quelle est leur proportion par rapport aux autres travailleurs frontaliers ainsi que par rapport aux résidents actifs dans ce secteur ? Dans quels domaines de spécialisations sont-elles actives ?

– Le Gouvernement luxembourgeois réfléchit-il à la mise en place d'une prime pour inciter les étudiants des secteurs de soins et santé à entamer leur carrière professionnelle au Luxembourg ? Quelles mesures sont aujourd'hui mises en place pour encourager les jeunes à s'orienter vers une profession de soin ou de santé ?

**Réponse (15/12/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale**

Les ministres soussignés ont effectivement connaissance de l'initiative lancée par l'Agence régionale santé Grand Est.

Le dispositif (français) de Contrat d'allocation d'études (CAE) a pour objet de « proposer à certains étudiants en cours de formation en 2022, le financement de tout ou partie de leurs années d'études [...] »<sup>12</sup>. Ce dispositif cible exclusivement les étudiants qui résident dans la région du Grand Est en France, et est dédié aux professions d'aide-soignant, d'infirmier, de masseur-kinésithérapeute et de manipulateur d'électroradiologie médicale.

<sup>12</sup> <https://www.grand-est.ars.sante.fr/dispositif-de-contrat-dallocation-detudes-0>

Au Luxembourg, parmi l'ensemble des professionnels de santé, ceux qui pourraient correspondre au public cible de cette mesure sont les aides-soignants, les masseurs-kinésithérapeutes, les infirmiers et les assistants techniques médicaux (ATM) de radiologie<sup>13</sup>.

Afin de pouvoir dénombrer les professions de santé, la méthodologie prend en compte les données disponibles des emplois du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), notamment les codes CTP<sup>14</sup>, des codes prestataires liés aux conventions Caisse nationale de santé (CNS) et les autorisations à exercer du Ministère de la Santé<sup>15</sup>.

De façon générale, pour un total d'environ 30.400 professionnels de santé travaillant au Luxembourg, 19,0 % des personnes travaillant dans le secteur santé<sup>16</sup> résident dans la région Grand Est, par rapport à 24,5 % de frontaliers qui ne proviennent pas du Grand Est et 56,5 % de résidents luxembourgeois. La répartition des 19,0 % résidant dans la région Grand Est selon les types de professions visés dans le CAE est présentée dans le tableau 1.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

En ce qui concerne les mesures mises en place pour encourager les jeunes à s'orienter vers une profession de soin ou de santé au Luxembourg, l'on peut notamment citer le projet de loi n° 8079 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur, déposé le 7 octobre 2022 par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Comme exposé dans la réponse à la question parlementaire n° 6903 des honorables Députés Martine Hansen et Claude Wiseler, ce projet de loi prévoit en effet, par le biais d'une adaptation de l'article L. 152-2 du Code du travail, l'indemnisation des stages de formation des professions réglementées.

Parallèlement, le Ministère de la Santé constitue actuellement un dossier pour assurer le financement des indemnités à payer dans le cadre des stages de formation des professions réglementées du domaine de la santé dès la mise en vigueur du projet de loi précité.

En novembre 2022, le Ministère de la Santé a lancé par ailleurs une large campagne de valorisation et de promotion des professions de santé, qui, dans une 1<sup>re</sup> phase, s'adresse notamment à la profession de l'infirmière/ier en soins généraux, l'aide-soignant(e), l'infirmière/ier en pédiatrie, etc., et qui comprend un site Internet dédié ([www.healthcareers.lu](http://www.healthcareers.lu)). Cette campagne vise à valoriser et à promouvoir les professions de santé de manière générale, à présenter les différentes facettes de ces professions ainsi que les secteurs de la santé dans lesquels les professionnels exercent et les possibilités d'évolution de carrière. La diffusion de la campagne via notamment les canaux sociaux vise particulièrement le jeune public afin de lui faire connaître ces professions et leurs opportunités.

**Cas de tuberculose dans les écoles | Question 7160 (11/11/2022) de M. Sven Clement (Piraten)**

Tuberculose ass eng bakteriell Erkrankung, déi an den heefegste Fäll d'Longe betrëfft. Si ass net héich ustiechend, kann awer fir Risikogruppe geféierlech

<sup>13</sup> Comme le profil de l'ATM de radiologie est légèrement différent de celui de manipulateur d'électroradiologie médicale et comme les données disponibles ne permettent pas d'identifier de façon exhaustive les ATM de radiologie, ces profils se trouvent dans la catégorie « Autres » dans le contexte de ce document.

<sup>14</sup> Classification internationale type de professions de l'Organisation internationale du travail (OIT)

<sup>15</sup> Les données liées à l'emploi et aux conventions CNS correspondent à fin septembre 2021, alors que les autorisations à exercer du Ministère de la Santé correspondent à janvier 2021.

<sup>16</sup> Le secteur santé comprend les secteurs soins de santé et aides et soins.

ginn. Mir ass zougedroe ginn, dass an eise Schoule momentan eng Rei vu Schüler a vum Léierpersonal sech mat dëser Krankheet infizéiert hunn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlechen Déngscht a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wei vill Fäll vun Tuberkulos sinn et an deene leschte 6 Méint ënnert de Schüler an dem Léierpersonal ginn?

2. Wéi solle Schoulen handelen, am Fall wou e Schüler oder eng Persoun vum Schoulpersonal un Tuberkulos erkrankt?

– Wiem musse Fäll gemellt ginn?  
– Am Respekt vum Dateschutz, wie muss iwwert een Infektionsrisiko informéiert ginn?

– Wat fir sanitär Mesurë soll d'Schoul eventuell huelen, fir eng weider Verbreedung ze verhënneren?

3. Bidden d'Ministèren hei Guidelines un, wéi d'Schoul mat Tuberkulosfäll soll ëmgoen?

4. Wéi schaffe Schoulen a Ministèren an dëser Hिसичт zesammen?

**Réponse (07/12/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. Et sinn insgesamt zwee Fäll vun ustiechender Tuberkulos an de leschte sechs Méint am Kader vun der Schoul/Maison relais gemellt ginn.

ad 2. Tuberkulos ass eng meldeflichteg Krankheet. Se muss der Inspection sanitaire bannent enger Woch vum Laboratoire a vum Dokter gemellt ginn.

D'Inspection sanitaire mécht mat Hëllef vun der kranker Persoun eng Enquête fir ze kucken, wien alles als Kontaktpersoun a Fro kënn. Mat Hëllef vun der Responsable vun der Schoul/Maison relais kritt d'Inspection sanitaire d'Donnéen. Si hëllef och, fir den Depistage mat ze organisieren.

Informéiert ginn natierlech d'Kontaktpersounen selwer, datt si e Kontakt mat engem Fall haten. Wann e Fall an eng Schoul optrëtt, ginn déi concernéiert Leit zesumme mat der Schoul an der Maison relais identifiziéiert a vun der Santé kontaktéiert.

D'Iwwerdroung vun der Tuberkulos geschitt iwwert d'Loft. De Mikrob ka länger Zäit an der Loft schwiewen, dofir kann eng gutt Belüftung vun der Raim en Iwwerdroe begrenzen, awer net ganz evitéieren. Tuberkulos ass ganz ustiechend, wann ee mat engem Kranken a Kontakt kënn a wann dësen eng ustiechend Form huet. Am effikassen ass eng Fréierkennung vun der Erkrankung an och den Depistage vun der latenten Tuberkulose no engem Kontakt. (Et ass een infizéiert, awer nach net krank).

Fréier sinn d'Kanner reegelméisseg an der Schoul gestest ginn, mee well d'Tuberkulos bei eis net méi dacks virkënn an déi meescht Fäll aus endemesche Gebitter importéiert ginn, ass domat opgehale ginn.

ad 3. D'Fäll vun Tuberkulos, déi an der Schoul optrieden, si ganz seelen. Et gëtt de Moment keng spezifesch national Guidelines fir d'Schoulen, mee d'Inspection sanitaire huet awer eng Prozedur fir den Depistage vun Tuberkuloskontakter an der Population.

Déi infizéiert Persoun selwer gëtt vun hirem Dokter an der Klinik esou laang behandelt, bis keen Ustiechungsrisiko méi besteet. D'Kontaktpersounen an der Schoul ginn entweder an der Schoul vun der Inspection sanitaire mat engem „autorisation parentale“ gestest, oder si gi vun der Ligue médico-sociale geruff, fir den Test bei hinnen ze maachen. Sollt e Kand sech ugestach hunn, géif et behandelt gi fir ze verhënneren, datt et un Tuberkulos erkrankt.

ad 4. D'Inspection sanitaire kontaktéiert déi krank Persoun, fir mat hir ze retracéieren, wéi eng méiglech Kontakter bestanen hunn. Des Weidere gëtt mat der Schoul e Contacttracing gemaach, fir en Depistage an der Schoul oder an der Maison relais durchzeféieren. D'Autoritéiten (Educatiounsministère a Gemengenauctoritéiten) sinn och implizéiert, fir d'Kommunikatioun ze optimiséieren.

**Flotte automobile du Gouvernement | Question 7161 (11/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

D'Theema vun der Elektromobilitéit ass grad méi wéi jee e wichtegt Thema an der Aktualitéit. Dozou gouf et och scho verschidde parlamentaresch Froen an der Vergaangenheet, wéi zum Beispill d'Question parlementaire Nr. 3746. An der Emissioun „Dir hutt d'Wuert“ um RTL-Radio vum 10. November huet de François Benoy gesot, dass och d'Regierung misst bei hirem Fuerpark ëmdenken an och eis Regierung misst hiren Deel zur Transitioun bäidroen a vun Autoe mat Verbrennungsmotor op Elektroautoen ëmklammen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Autoe befannen sech aktuell am Fuerpark vun der Regierung a wéi eng Autosmarke si vertraueden?

2. Wéini goufen déi Autoe jeeweils kaaft, zu wat fir engem Präis an enthält de Fuerpark nach ëmmer Autoe mat Verbrennungsmotor?

3. Fir d'Joer 2022,

a. wéi vill Emissiounen CO<sub>2</sub> stéisst de Fuerpark vun de Regierungsmemberen aus (opgeléicht no der NEFZ an der WLTP-Ausstoussnorm),

b. wéi vill Liter/100 km verbraucht de Fuerpark (Duerchschnitt a Median),

c. wéi vill PS huet de Fuerpark vun der Regierung (Duerchschnitt a Median)?

4. Wéi vill Plug-in-Hybriden enthält de Fuerpark vun de Ministeren aktuell?

5. Wéi vill reng elektresch gedriwwen Autoen, ënnerdeelt tëscht manner wéi 18 kW a méi wéi 18 kW, enthält de Fuerpark vun de Ministeren aktuell?

6. Wéi dacks goufe reng elektresch gedriwwen Autoe vu Membere vun der Regierung an de Joren 2021 an 2022 fir Deplacementer benotzt?

7. Wéi héich ass de Budget pro Auto pro Minister a gëtt et do Ënnerscheeder tëscht de verschiddene Regierungsmemberen?

**Réponse (13/12/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Den honoréierten Deputéierte Marc Goergen freet Informatiounen iwwert d'Autoe vun der Regierung.

ad 1. De Service de la protection du Gouvernement huet 17 Autoen am Fuerpark, déi speziell de Regierungsmemberen attribuéiert sinn.

Dës Autoe ginn awer praktesch exklusiv vun den Officiers de sécurité vun deem Service gebraucht, fir d'Regierungsmemberen all Dag op hir Rendez-vousen ze bréngen, am Land oder am noen Ausland wéi Bréissel notament.

Dës Autoe sinn och speziell equipéiert, fir engem gewëssene Sécherheitsstandard ze entsprechen, deem engem Regierungsmember gerecht gëtt. Heizou gehéiert zum Beispill och eng blo Luucht, wou de Gebrauch am Code de la route gereegelt ass.

Den „Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du

Gouvernement“ regléiert de genauen Ëmgang mat enger „voiture de fonction“ vun engem Regierungsmember:

« Art. 23. (1) Les voitures mises à disposition des membres du Gouvernement sont des voitures de fonction qui sont utilisées pour les déplacements dans le cadre de leurs fonctions et qui doivent garantir leur mobilité en toutes circonstances. Sont considérés comme déplacements dans le cadre des fonctions d'un membre du Gouvernement tant les déplacements liés aux affaires de son département ministériel que ceux effectués en sa qualité de membre du Gouvernement. Les voitures de fonction peuvent également être utilisées pour des déplacements à caractère privé, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

(2) Lorsque les voitures de fonction sont utilisées à des fins privées à l'étranger, les frais directs encourus lors du déplacement sont supportés par les membres du Gouvernement.

(3) Les voitures de fonction sont conduites soit par les membres du Gouvernement, soit par un membre de la Police grand-ducale affecté au Service de protection du Gouvernement. Elles ne peuvent être conduites par un tiers qu'à condition qu'un membre du Gouvernement se trouve également à bord du véhicule ou en cas de force majeure. »

Vun den aktuell 17 Autoen am Fuerpark sinn der 2 vun Audi, 8 vu BMW, 6 vu Mercedes-Benz an 1 vun Tesla.

ad 2. D'Autoen aus dem Fuerpark vun der Regierung sinn tëscht 2015 an 2022 kaaft ginn, laut der Enveloppe budgétaire betreffend d'Acquisitioun vun den Autoe vun de Regierungsmemberen.

Et befannen sech aktuell nach 2 Bensinner an 1 Hybrid-Bensinner am Fuerpark, déi virun 2020 kaaft gi sinn.

ad 3. Wéi an der Äntwert op parlamentaresch Fro Nr. 3746 vum 2. Mäerz 2021 erkläert, louch 2018 d'Moyenne vum CO<sub>2</sub>-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmembere bei 119,35 g CO<sub>2</sub>/km, 2019 louch se bei 106,37 g CO<sub>2</sub>/km a fir d'Joer 2020 louch se bei 91,88 g CO<sub>2</sub>/km nom alen Testzyklus NEDC berechent.

Fir d'Joer 2022 läit d'Moyenne vum CO<sub>2</sub>-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmemberen aktuell bei 65,06 g CO<sub>2</sub>/km nom alen Testzyklus NEDC berechent.

Fir déi 13 Gefierer, fir déi eng WLTP-Valeur virläit, ass d'Moyenne 47,69 g CO<sub>2</sub>/km.

Den Duerchschnittsverbrauch läit 2022 bei 2,84 Liter/100 km, de Median bei 2,30 Liter/100 km.

Wat d'Leeschtung ugeet, sou läit dës bei 215 kW, also ronn 292 PS am Duerchschnitt a bei 210 kW, also ronn 285 PS am Median.

ad 4. Et befannen sech aktuell 10 Plug-in-Hybriden am Fuerpark.

ad 5. Et befannen sech aktuell véier 100%-Elektroautoen am Fuerpark vun der Regierung, wouvun der 3 manner wéi 18 kWh/100 km verbrauchen an 1 méi. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3746 geschriwwen, huet sech d'Regierung d'Zil gesat, fir dass dee gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere mëttelfristeg null lokal CO<sub>2</sub>-Emissioun verursaacht.

ad 6. Wann en 100%-Elektroauto engem Member vun der Regierung attribuéiert gëtt, da gëtt en och andauernd fir déi respektiv Deplacementer benotzt. 2021 war dat 1 100%-Elektroauto an 2022 4 100%-Elektroautoen.

ad 7. Fir d'Autoe vun de Regierungsmemberen ass eng Enveloppe vun 100.000 € TTC fir en 100%-Elektroauto a vu 95.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid zréckbehale ginn. Fir de Premierminister, d'Vizepremierministeren an den Aussen- an Europaminister gëlle Seuele vun 122.000 € TTC fir en 100%-Elektroauto, 117.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid an 112.00 € TTC fir en thermeschen Auto.

**Déclaration des propriétés immobilières des membres du Gouvernement | Question 7162 (11/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Duerch de Gesetzesprojet 7642 zum Mietgesetz wäert de Plaffong fir d'Loyeren duerch nei Coefficienten änneren. Laut dem Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement an dem Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement, mussen d'Regierungsmemberen an d'Conseillere dem Premier eng Deklaratioun virleeën, an där si ë. a. mussen d'Unzuel un Immobilië virleeën, déi si verlounen oder eidel stoen hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Wunnensbau dës Froe stellen:

1. Ass de Logementsminister selwer Proprietär vun enger Immobilie, déi e ka verlounen?

2. Kann de Logementsminister ausschléissen, dass hien duerch den neie Coefficient perséinlech vun der Ëmsetzung vum neie Mietgesetz profitéiert?

3. Kann de Premier ausschléissen, dass aner Regierungsmembere perséinlech kéinte méi héich Loyeren duerch de Projet de loi 7642 froen?

4. Wéi eng Regierungsmemberen a Conseillere hunn de Punkt vun den Immobilien an hirer Deklaratioun uginn? Ëm wéi vill Immobilien handelt et sech jeeweils?

Ginn dës Immobilië momentan verlount oder stinn se eidel?

Wat ass d'Baujoer vun deene jeeweilegen Immobilien?

**Réponse (05/12/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Henri Kox, Ministre du Logement**

Déi vun honorabelen Deputéierte gestallte Froen zilen all drop of, fir Renseignementer ze kréien iwwert de privaten Immobiliëbesëtz vun de Regierungsmemberen an de Conseillere. Esou Renseignementer sinn engem besonnesche rechtliche Kader ënnerstallt, deem am Deontologie-Codex fir d'Regierungsmemberen an d'Conseillere festgehalen ass. Dëse Codex gesäit ee vum Conseil de l'Europe gepréiften a validéierte Mechanismus vir, laut deem esou Informatiounen just dem Comité d'éthique zougänglech sinn.

Doriwwer eraus stellt den honorabelen Deputéierten och d'Fro, ob souwuel de Logementsminister wéi aner Regierungsmembere perséinlech kéinten, duerch den neie Koeffizient méi héich Loyeren duerch d'Ëmsetzung vum Projet de loi 7642 „Mietgesetz“ froen. Dëst ass eng reng spekulativ Fro. D'Regierung ënnersträicht awer ausdrécklech, dass eng Hypothees, an där eng gesetzlech Reform och engem Regierungsmember géif en Avantage bréngen, dëst keen Interessenskonflikt duerstellt nëmme doduerch, well dee Regierungsmember en Deel vun der ganzer Populatioun ass, déi och kann esou en Avantage dovunner hunn. Dësen allgemenge Prinzip fënnt sech zum Beispill och am Artikel 3 (1) vum Code de conduite fir d'Deputéierten erëm.

**Primes pour panneaux photovoltaïques** | Question 7163 (11/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro 6969 huet de Minister d'Zuele ginn zu den ausbezuulte Solar-Subventiounen. De Minister huet an der Äntwert missen zouginn, dass bis elo nach keng Demande vun 2022 traitéiert wier. Verschidde Biergerinnen a Bierger hunn hir Anlag via Prêt op der Bank kaaft a konnten de Subsid esou nach net notzen, fir en Deel vun hirem Prêt ofzebezuelen. Doduerch mussen si da méi héich Zënsen bezuelen, wéi wann de Subsid schonn ausbezuelt wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wäert de Staat d'Méikäschte vun den Zënsen um Prêt vun de Leit iwwerhuelen, déi doduerch entstinn, dass de Subsid méi spéit um Prêt kann ofgerechent ginn? Wann nee, firwat net?
2. Wat wäert de Minister maachen, fir d'Beaarbechtungszeit vun den Demandë fir Subsiden ze reduzéieren?
3. Wat ass fir de Minister ee raisonnablen Delai, an deem de Staat eng Demande sollt traitéiert hunn?
4. Wäert de Minister eng Pist ausschaffen, déi et erméiglecht, dass d'Leit am Fall vun engem Prêt de Subsid ugerechent kréien?

**Réponse** (13/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. Et ass net virgesinn, datt de Staat déi eventuell Méikäschte vun den Zënsen um Prêt vun de Leit iwwerhëlt. Wéi an der Äntwert op déi zweet Fro ausführlech beschriwwen, gëtt alles drugesat, fir déi momentan Retarde beim Ausbezuulte vun de Primme schnellstméiglech ze reduzéieren, soudass déi Fro sech an Zukunft net méi stellt. Et sief och op d'Äntwert op déi véiert Fro verwisen.

ad 2. D'Ëmweltverwaltung schafft kontinuéierlech drun, d'Qualitéit vum Service aides financières ze verbesseren, an dozou gehéiert och, d'Delaie fir de Bierger sou kuerz wei méiglech ze halen.

Am Kader vum Accord tripartite an de Moosnamen, déi dora festgehalé goufen, huet d'Ëmweltverwaltung 10 weider Posten à durée déterminée zouguesprach, fir d'Beaarbechtungszeiten ze reduzéieren a Stéit schnellstméiglech dës finanziell Hëllef zur Verfügung stellen ze kënnen. Fir 2023 gouf nach weidert Personal fir de Service aides financières vun der Ëmweltverwaltung ugefrot.

Doriwwer eraus gëtt och den Ament en Expert fir d'Optimisatioun vun den Aarbechtsprozesser rekrutéiert, deem dem Service aides financières dediéiert wäert sinn.

Nieft dem Rekrutement wëll d'Ëmweltverwaltung awer och eng Rei Aufgaben externaliséieren an d'Delaien och iwwert eng méi staark Digitalisatioun weider erofsetzen.

Dofir gouf e Laaschtenheft ausgeschafft, fir en Appel d'offres ze lancéieren, fir e Pilotprojet fir eng Rei méi technesch Aarbechte ronderëm den Accord de principe beim Klimabonus ze externaliséieren. Wann dëst Laaschtenheft vun de concernéierte staatlechen Instanzen acceptéiert gëtt, kéint dës Marché Ufank 2023 vergi ginn.

Bei der Digitalisatioun si Projekte mam CTIE amgang fir d'Dematerialisatioun vun den Demarchë beim Regimm „Klimabonus wunnen“ an och fir d'Primme bei de Vëloen. Wann dës Projekte fäerdeg sinn, wäerten

d'Ufro fir dës Subsid kënnen iwwert de MyGuichet gemaach ginn, sou wéi een dat och säit Ufank Oktober 2022 scho bei den elektresche Borne „Wallbox“ ka maachen. Nieft de villen Avantagé fir de Bierger wäerten Ufroen iwwert MyGuichet och d'Saisie vun den Donnéeë bei der Ëmweltverwaltung automatiséieren, wat den Opwand vum Traitement vun der Demande reduzéiere wäert.

D'Ëmweltverwaltung wäert och zäitno eng FAQ (Foire aux questions) fir d'Leit um Site www.emwelt.lu zur Verfügung stelle mat Äntwerten zu deem am meeschte gestallte Froen a mat Informatiounen, déi sollen hëllef, méiglech Feeler an der Demande am Virfeld ze evitéieren.

ad 3. Fir een Dossier, dee komplett ass, sollt een Delai vun dräi Méint net dépasséiert ginn.

ad 4. De Beneficiaire vun engem Subsid fir eng energiegesch Sanéierung oder eng technesch Anlag ka vun der „subvention d'intérêt pour prêt climatique“ profitéieren, virausgesat d'Dispositiounen vum Gesetz vum 8. Juni 2022 „relative aux aides à des prêts climatiques“ sinn erfëllt. Aner Piste sinn am Moment net an Ausaarbechtung.

**Propos du Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure concernant le président du SNPGL** | Question 7164 (11/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Minister Kox huet den 18. Oktober, an der éischter Heure de questions an der Chamber, gesot, him wär zu Ouere komm, dass de Pascal Ricquier sech angeblech géif an enger Partei engagéieren. Dës Ausso gouf vun de Medien opgegraff a kuerz duerno publizéiert. E puer Deeg méi spéit hunn d'Medie gemellt, dass et sech heibäi géif ëm eng Falschinformation handelen an och de Pascal Ricquier selwer huet dës Behauptung antëscht als falsch dementéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

– Huet de Minister wëles, sech beim Pascal Ricquier fir dës falsch an u sech diskreditéierend Ënnerstellungen ze entschëllegen? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (22/11/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Wei den honorablen Deputéierte selwer schreift, huet de Minister eng „angeblech“ Informatioun erwäant, déi him „zu Ouere komm“ war, ouni en Numm ze nennen, woumat hien zu kengem Moment eng aner Persoun absichtlech diskreditéiere wollt oder eng definitiv Affirmatioun gemaach huet.

De Virfall ass mediatéiert ginn an duerno dementéiert ginn. Et besteet deemno kee Besoin fir eng Entschëllegung vum Minister.

**Statistiques concernant le Registre national des personnes physiques** | Question 7165 (14/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De CTIE publizéiert op Myguichet an op data.public.lu Statistiken iwwert den nationale Persouneregëster (RNPP), déi vu jidderengem kënnen ëffentlech consultéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun an Interieur dës Fro stellen:

– Wéi aktuell sinn d'Donnéeë vum RNPP, déi op data.public.lu publizéiert goufen? Wéi dacks ginn dës aktualiséiert?

**Réponse** (09/12/2022) de **M. Marc Hansen**, Ministre délégué à la Digitalisation

De CTIE publizéiert all Trimester d'Statistiken iwwert den nationale Persouneregëster (RNPP) um Open Data Portal vum Staat. Dës betreffen zum Moment vun der Publikatioun d'Donnéeë vum Enn vum Trimester virdrun.

Et sief ze bemerken, dass de CTIE wuel dem Bierger seng perséinlech Informatiounen aus dem RNPP a sengem geschützten, perséinleche Beräich op MyGuichet.lu zur Verfügung stellt, mee awer keng Statistiken op dësem Portal publizéiert.

**Réserve naturelle « Trëntengerdall »** | Question 7166 (14/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Artikel 41 vum Naturschutzgesetz beseet, dass d'Regierung iwwer groussherzoglecht Reglement dierf Naturschutzzonen deklaréieren, déi am ëffentlechen Interessi sinn. Aktuell ass och d'Trëntengerdall an der Prozedur, fir als Naturschutzzone ausgewisen ze ginn. Et handelt sech ëm 1.700 Hektar Land, dorënner Bëscher, mee och Akerland a Wéngerten, an eenzel Baueren a Wénger an der Region sinn iwwert d'Zukunft vun hirem Familljebetrieb besuergt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Nom Artikel 40 vum Gesetz hunn d'Bierger d'Recht, hir Géigenargumenter zu enger Ëmklasséierung eranzéieren.

Wéi vill Reklamatiounen betreffend d'Ëmklasséierung vum Trëntengerdall goufen agereecht a wéi eng Argumenter goufe géint eng Ëmklasséierung bruecht? Wéi enge Punkte wäert d'Regierung nokommen an Ännerung virhuelen?

2. Fir wéi eng Aktivitéite ginn déi verschidden Akerflächen, déi an d'Naturschutzzone solle kommen, benotzt?

3. Dierf um Akerland an an de Wéngerten, déi duerno an der Schutzzone leien, weiderhin eng Biolandwirtschaft oder Permakultur bedriwwen ginn? Falls jo, wäert d'Regierung de beträffene Baueren eng weider finanziell Hëllef ubidden, well si hire Betrieb gezwongenerweis mussen ëmstellen?

4. Wéi wäert d'Juegd am Naturschutzgebitt an Zukunft gereegelt sinn? Wäerten nei Juegdlouser entstoen?

5. Bleift d'Klappjuegd an dësem Gebitt weiderhin erlaabt?

6. Wat soll genau am Trëntengerdall geschéien, wann d'Naturschutzzone ausgewisen ass a wéi een Impakt erhofft sech d'Regierung dobäi op d'Planzen- an Déierewelt?

**Réponse** (14/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6177 vum éierewäerten Deputéierten Här Jeff Engelen goufen déi prozedural Ofleef am Detail erkläert.

Fir dat besote Schutzgebitt ass d'Enquête publique nach net ugelaft. Bis elo ass den Dossier, esou wéi en no enger Decisioun vum Regierungrot vun 2017 ausgeschafft ginn ass, just un zwee Owerter allen Interesséierte presentéiert ginn. Aktuell lafen nach Echangë mat de Leit, fir hir Froen a Bemierkunge beschréimlech an de Projet anzubauen, iert en an

d'Enquête publique geet, an där d'Bierger da wärend 30 Deeg dozou kënnen Stellung huelen. Deemno konnt och nach keng Reklamatioun agereecht ginn an et kann een elo och nach net soen, ob a wou de Projet wäert adaptéiert ginn.

ad 2. Am Trëntengerdall ginn zum Zäitpunkt vum Erstelle vum Dossier 129 Hektar als Aker genotzt a maachen deemno ronn 12 % vun der landwirtschaftlecher Fläch vum geplangte Gebitt aus. De Gros vun der landwirtschaftlecher Fläch gëtt als Gréngland genotzt.

An der Landwirtschaft ass d'Rotatioun vun der Nutzung vun Akerflächen ee Grondprinzip, sou datt déi genee Nutzung vun den Akerflächen vu Joer zu Joer wiesselt.

ad 3. Natierlech kënnen d'Akerflächen an d'Wéngerter, déi an der geplangter Schutzzon leien, weiderhi fir landwirtschaftlech oder wäibaulch Zwecker genotzt ginn. Wat de Gebrauch vu Pestiziden oder Dünger ugeet, sinn am Avant-projet vum Reglement just Restriktiounen fir de Bësch an d'Biotopen an de Verbuet vum Émbroch vun Dauergréngland oder d'Ofsprëtze mat Totalherbizide virgesinn.

Zu de finanziellen Ausgläichsméiglechkeete gëtt d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 6177 vum éierewäerten Deputéierten Här Jeff Engelen Präzisatiounen. D'Oplagen, déi den aktuellen Avant-projet vum Reglement virgesäit, wäerten a priori keng Émstellungen erfuerderen; dësen Aspekt gëtt natierlech nach mat den eenzele Betriber gekuckt.

ad 4. Den Avant-projet vum Reglement „Trëntengerdall“ gesäit fir d'Juegd keng Restriktiounen vir. Et wäert dofir duerch déi Ausweisung net zu Ännerunge bei de Juegdlose kommen.

ad 5. Wéi uewendriwwer scho gesot, wäert d'Ausweisung vun dem Gebitt net zu Ännerungen am Beräich vun der Juegd féieren.

ad 6. D'Zil vun der Ausweisung vum Landschaftschutzegebitt „Trëntengerdall“ ass et, déi aussergewöhnlech Landschaft vum besoten Dall laangfristeg ze sécheren. Virun allem soll d'Landschaft vum Dall mat de Wisen a Weeden, duerchsatt vu Blummewisen a Bongerte wéi och Fiichtwisen, mee och Bëscher um Plateau, erhale bliwen. Domat ginn och déi do virkommend seele Planzen- a Déierenaarte geschützt an hir Liewensraum erhalen.

#### **Lutte contre la pédopornographie** | Question 7167 (14/11/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Aus engem Artikel am „Lëtzebuenger Wort“ vum 7. November 2022 zu der Initiativ BEE SECURE geet ervir, dass kannerpornographesch Material oftmools geläsch gëtt, éier d'Experten Zäit hunn, d'Meldungen auszewäerten. Am Zäitraum vu September 2020 bis August 2021 ass bei 3.287 Meldungen, déi am Verdacht stinn, ee Lien zu Kannerpornographie ze hunn, den Inhalt an 1.575 Fäll geläsch ginn, éier e konnt vun Experten ausgewäert ginn.

An Ubetruecht vun der enormer Wichtegkeet, sech dem digitalen Zäitalter unzupassen, a vun der Gravitéit vum Erhalen, vum Erstellen oder vum Weiderverschéck vum kannerpornographeschem Material, wëllt ech follgend Froen un de Minister fir Digitaliséierung stellen:

– Wéi eng Moosname kéint d'Regierung huelen, fir dat Material, am Aklang mam Dateschutz, méi laang ze konservéieren a soumat der Police d'Méiglechkeet ze ginn, et auszewäerten, éier een et läsche kann?

• Wéi eng Roll kéinten am Kontext vun esou Enquêté Backups vun Internetprovider spillen?

• Kéint d'Regierung sech virstellen, de respektive legale Kader deementspreechend unzupassen?

**Réponse** (15/12/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministère des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministère de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministère de la Sécurité intérieure

Um europäeschen Niveau gëtt aktuell eng Propos ausgeschafft fir e Reglement, wat Reegele soll opstellen, fir Kannerpornographie a Grooming ze bekämpfen. An dëser Propos sinn ënnert anerem eng Rei Obligatiounen fir d'Internetprovider virgesinn, net nëmme fir dëse Contenu ze detektéieren, mee och fir den Accès dozou ze blockéieren an de Contenu ze läsche. An dëser ass et momentan och virgesinn, dass d'Provider a verschiddene Situatiounen, ënnert anerem am Kader vun enger Enquête, de Contenu solle konservéieren. D'Negociatiounen zu dëser Propos sinn awer nach amgaangen, esou dass dësen Dispositif nach net als definitiv kann ugesi ginn.

#### **Impact du règlement sur la répartition de l'effort (RRE)** | Question 7168 (14/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Interview, deem de 5. November am „Lëtzebuenger Wort“ publizéiert gouf, sot d'Madamm Émweltminister ënnert anerem dat hei: „Neben dem Verbot für Verbrennungsmotoren ab 2035 werden derzeit eine Reihe von EU-Gesetzgebungen verschärft, darunter die sogenannte Effort Sharing Regulation. Diese Regelung bestimmt die Zielsetzungen der einzelnen Mitgliedstaaten. Für Luxemburg bedeutet das eine Anhebung der Reduzierungsanstrengungen von 40 auf 50 Prozent im Jahr 2030 im Vergleich zu 2005.“ Weider verweist d'Madamm Émweltminister awer dorop, datt Lëtzebuerg sech duerch säi Klimagesetz vum 2020 schon dozou verpflichtet hätt, dës Emissiounen souguer ëm 55 Prozent ze reduzéieren.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Émweltminister gär dës Fro stellen:

– Kommen, am Vergläch zu eisen ablécklechen Engagementer, duerch déi zukünfteg „Effort Sharing Regulation“ eventuell nach weider Klima-Obligatiounen op Lëtzebuerg duer? Wa jo, wéi eng kéinten dat sinn a wat géif dat fir d'Bierger a fir de Staatsbudget bedeiten?

**Réponse** (05/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Nee, am Verglach zu eisen ablécklechen Engagementer kënnst duerch déi zukünfteg „Effort Sharing Regulation“ keng weider Obligatioun op Lëtzebuerg duer, wat d'Reduzierung vun den Zärgasemissiounen bis 2030 ugeet. Lëtzebuerg huet sech schon Enn 2020 mat dem Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 engagéiert, seng Emissiounen ëm 55 % par rapport zum Referenzjoer 2005 ze reduzéieren.

#### **Centre de données de Google à Bissen** | Question 7169 (14/11/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

An engem Interview am „Tageblatt“ vum 14. November 2022 äntwert d'Madamm Émweltminister op eng Fro zum Projet vum Google Data Center zu Biissen an zum domat verbundene Waasserverbrauch: „Ich habe da kein Dossier, ich kann mich dazu nicht gut auslassen, weil ich nicht weiß, ob da wer mal kommt und wenn ein Projekt kommt, welches Projekt da kommt. Das

ist alles schwer vorauszusehen. Klar ist, dass das kein Standardprojekt sein kann.“ Laut eisen Informatiounen gesäit de „Memorandum of Understanding“ tëschent dem US-amerikanesche Konzern an der Lëtzebuenger Regierung vir, dass Google bis späitstens Ufank 2024 eng Baugeneemegung muss ugefrot hunn.

An deem Kontext wëllt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung richten:

1. Kann d'Madamm Émweltminister confirméieren, dass – wéi si am Interview am „Tageblatt“ seet – bis elo kee Projet vu Google an hirem Ministère deposéiert ginn ass?

2. Wann d'Baugeneemegung bis Ufank 2024 muss ugefrot sinn, ass et virun deem Hannergrond realistesch, dass sämtlech Prozeduren am Émweltministerium kéinten an engem Joer ofgeschloss sinn?

3. Ware respektiv sinn d'Servicer vum Émweltministerium aktuell nach am Kontakt mat de Responsabele vu Google fir d'Implantatioun vun engem Datacenter zu Biissen?

**Réponse** (08/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. An der Hypothees, dass mat „Projet“ eng Geneemegungsfuro gemengt ass, kann ech confirméieren, dass keng esou am Ministère fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) oder senge Verwaltungen deposéiert ginn ass.

An den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 6692 an N° 6713 goufen d'Prozeduren jo scho beschriwwen. Aktuell ass et um Bauhär, fir säi Rapport d'évaluation nom EIE-Gesetz (loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement) eranzerechen.

ad 2. De MECDD huet weeder en Afloss drop, wéi séier de Rapport d'évaluation EIE agereecht gëtt, nach wéini déi néideg Geneemegungsfuroen agereecht ginn. Dofir kann ech och keng Ausso doriwweer maachen, ob déi Schrëtt – déi iwweregens all onofhängeg vun der Baugeneemegung sinn – bis Ufank 2024 all ofgeschloss kéinte sinn.

ad 3. Am Kader vun der Preparatioun vun der EIE-Prozedur an den Dokumenter, déi fir den Avis iwwert den Inhalt vum EIE-Rapport noutweneg sinn, gouf et Echangë mat menge Servicer. Aktuell si meng Servicer net a Kontakt mat de Responsabele vu Google.

#### **Situation des animaux domestiques des réfugiés** | Question 7170 (14/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro vum N° 5902 wollt ech vum Minister wëssen, ob et wouer dass, dass Flüchtlinge bei hirer Ukonft zu Lëtzebuerg et verbuede kréien, fir hir Hausdéiere mat an d'Flüchtlingsfoyeren ze huelen. De Minister hat deemools Follgendes dorobber géantwert:

„An dëser Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK) ass eng designéiert Plaz ageriicht mat Déiereboxen, wou de geflüchte Leit hir Déiere kënnen ënnerbruecht ginn. D'Inspection vétérinaire kënnst eemol an der Woch an d'SHUK, fir all d'Déieren ze chippen, ze impfen an ze entwuermen.

Aktuell sinn all d'Leit, déi Déiere matbruecht hunn, an der SHUK logéiert, mat e puer Eenzelfäll nach op engem anere Site, sou dass si sech net hu misse vun hiren Déieren trennen.“

An engem Post op de soziale Medie vun enger Déiereschutzorganisatioun ass awer lo Follgendes ze liesen:

„Säit en Donneschden acceptéiert d'ONA keng Déiere méi an där Struktur um Kierchbiërg, wou d'Flüchtlingen als éischt ënnerkommen. Ganz schwéier ze verstoen an och net ze acceptéieren. Am Mäerz, wéi déi éischt Flüchtlinge mat Déiere bei eis an d'Land koumen, war dat effektiv eng ganz nei Situatioun, wou organisatoresch ganz sécher eng Erausfuorderung war. Dat ass awer lo iwwert 8 Méint hir, sou dass een eigentlech misst kënnen erwaarden, dass dat méttlerweil keen Thema méi däerft sinn. [sic]“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass keng Déiere méi an der SHUK acceptéiert ginn? Falls jo, zënter wéini géllt dëst Verbuet a wat ass de Grond dovunner?

2. Wat huet zënter der Äntwert vum Minister am Mäerz geännert, wat dëst Verbuet rechtfäerdegt?

3. Wat geschitt mat den Déieren, déi vun hire Proprietäre getrennt ginn?

Kann de Minister versécheren, dass d'Déieren net wäerten ageschléifert ginn?

**Réponse (14/12/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile**

ad 1. Et ka bestätegt ginn, dass säit dem 10. November 2022 keng Déiere méi am neien Zentrum fir d'éischt Opnam Tony Rollman ënnerbruecht kënnen ginn.

ad 2. Opgrond vun den Enkpäss an allen Ënnerkonftsstrukture vum Nationale Büro fir Opnam (ONA) fir Demandeure vum internationale Schutz (DPI) assuréiert den Zentrum fir d'éischt Opnam, Tony Rollman, nieft dem Primo-Accueil vu Persounen, déi aus der Ukrain geflücht sinn, och de Primo-Accueil vun den DPI. En vue vun dësem Changement an der gréisserer Unzuel vu Persounen, déi doduerch um Site hebergéiert sinn, muss d'Sécherheet vun de Leit an d'Hygiène um Site kënnen garantéiert ginn.

ad 3. D'Déiere ginn net vun hirem Proprietär getrennt, mee Beneficiairé vum der Protection temporaire (BPT) gi mat hiren Déieren an eng aner Ënnerkonftsstruktur relogéiert. An dëser Struktur gétt d'Prise en charge vun den Déieren adequat assuréiert. Donieft kann natierlech verséichert ginn, dass an dësem Kader keng Déiere wäerten ageschléifert ginn.

**Faillite de la plate-forme d'échange de cryptoactifs FTX | Question 7171 (14/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)**

Iwwert de Weekend gouf bekannt, dass d'Kryptobörse FTX Insolvenz ugemellt huet. D'Verméige vun FTX ass agefruert an Ermëttler ginn elo de Grënn vun der Insolvenz an dem méigleche Verschwanne vun Honnerte Milliounen vu Kryptowürungen no.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet FTX Verbindungen zu Lëtzebuerg?

– Wa jo, wéi eng?

– Wa jo, wäert Lëtzebuerg hei mat den Autoritéiten op de Bahamas zesummeschaffen?

2. Huet d'Ministesch Kenntnis, dass d'Verméige vun Lëtzeburger Residente vun dëser Insolvenz betraff sinn?

3. Si scho Plainten agaangen am Zesummenhang mat FTX?

4. Wou sollen sech betraffe Residente melle wa si mengen, dass hir Wallets onrechtméisseg gelöscht goufen oder verschwonne sinn?

**Réponse (08/12/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Kader vun der Insolvenz vun der Kryptobörse FTX.

ad 1. Nee. Dem Ministère si keng Verbindungen bekannt. FTX ass an der EU an Zypern autoriséiert a reguléiert.

ad 2. Nee, de Ministère huet keng Kenntnis dovun.

ad 3. Ob Plainten agaange sinn, kann de Finanzministère net wëssen.

ad 4. Bei der Police oder dem zyprischesche Regulateur.

**Bâtiment de la Cour supérieure de justice | Question 7173 (14/11/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

Den Ëmgank mat Gebaier, déi fir Institutione stinn, déi eng wichteg Roll am Staat spillen, verréit vill iwwer eng Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg hu mir eng ganz Rei vu Gebaier, déi wichteg fir eist Land sinn an déi zum Deel ënner Denkmalschutz stinn. Verschiddener si leider an engem Zoustand, deen als „onwierdeg“ bezeecht muss ginn. Eent dervun ass dat nach neit Gebai vun der Cour constitutionnelle, deem seng Fassad am Ablack beschiedegt ass.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Madamm Justizminister net drun intresséiert, datt eent vun de wichtigste Gebaier vun der drëtter Muecht am Staat propper an a guddem Zoustand ass?

2. Huet den Här Minister vun de Bâtiments publics Kenntneser doriwwer, aus wéi enge Grënn et dozou koum, datt d'Fassad vun der Cour constitutionnelle esou vernoléisseg gëtt?

**Réponse (14/12/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Den Zoustand vun dëser Fassad ass an der Verwaltung fir effentlech Baute bekannt.

Ier d'Fassad vun der Cour constitutionnelle renovéiert ka ginn, hunn d'Ursaache vun den Degradatiounen missen analyséiert ginn. Heifir ass eng Expertis iwwert den allgemengen Zoustand vun all de Fassaden vun de Gebaier vun der Cité judiciaire beoptraagt ginn.

D'Resultat vun der Expertis vu Juni 2022 huet erginn, datt notament eng Rei mannerwäerteg Aarbechten zur progressiver Degradatioun vun de Fassaden gefouert hunn. Dës Schied sinn deelweis op mangelhaft Ausféierung vun de Fassaden selwer wéi och op déi vun de Raccorden tëscht Fassaden an Daach zrëckzuführen.

Et ass geplangt, eng komplett Sanéierung vun all de Fassaden vun de Gebaier vun der Cité judiciaire ze maachen. An enger éischer Phas ass eng Restauratioun vum Entréesberäich vun der Fassad vun der Cour constitutionnelle am Fréijoer 2023 geplangt. D'Gebai wäert während den Aarbechten a Betrib bliwwen.

**Installations photovoltaïques dans le secteur agricole | Question 7174 (14/11/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)**

En octobre, le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire a lancé un appel d'offres pilote qui porte sur la réalisation et l'exploitation de nouvelles centrales de production d'électricité à partir d'énergie photovoltaïque dans le secteur agricole, centrales dites agrivoltaïques (« agri-PV »). Le ministère a expliqué que les surfaces devraient continuer à être exploitées de manière agricole, et ceci en étroite collaboration avec les agriculteurs (« un agriculteur actif doit obligatoirement être associé au projet »).

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur la signification exacte de la condition de l'association au projet d'un agriculteur actif ?

2) Est-ce que cela signifie qu'un agriculteur actif devra être en charge de l'utilisation des surfaces agricoles en dessous de l'installation photovoltaïque ou est-ce que cela signifie que seulement un agriculteur actif pourra être l'adjudicataire respectivement le soumissionnaire ?

Le ministère précise selon le cahier des charges que les installations agri-PV devront être situées sur les surfaces agricoles suivantes :

- prairies pauvres en espèce ;
- terres arables ;
- terres destinées aux cultures spéciales.

En plus, il est précisé que le soumissionnaire devra démontrer une amélioration de la qualité écologique de la surface agricole par la mise en place de l'installation agri-PV, ce qui signifie en principe une extensification des surfaces agricoles. De l'autre côté, Monsieur le Ministère de l'Énergie exclut d'office toutes les parcelles se situant partiellement ou intégralement dans des zones protégées. Dans ce contexte j'aimerais savoir :

3) Combien de hectares de surfaces agricoles sont d'office exclus ?

4) Est-ce que l'installation de panneaux photovoltaïques sur ces surfaces est interdite à cause d'un risque de dégradation de la biodiversité ?  
– Dans la négative, comment Messieurs les Ministres expliquent-ils cette décision ?

Ne pensent-ils pas qu'il serait plus bénéfique d'exploiter des surfaces moins favorables à la production alimentaire comme surface pour les projets « agri-PV » ?

Dans un article paru dans la presse en date du 26 octobre, Monsieur le Ministre de l'Énergie affirme que les éléments clés de la stratégie du Gouvernement resteraient les toitures et d'autres surfaces déjà scellées.

5) Est-ce qu'un monitoring concernant des panneaux photovoltaïques sur des aires de stationnement a déjà été lancé ?

– Dans l'affirmative, combien de hectares sur des aires de stationnement sont disponibles ?

– Combien en sont déjà couverts par des panneaux photovoltaïques ?

– Dans la négative, pourquoi est-ce que le Gouvernement ne songe pas à investir plus dans cette direction ?

**Réponse (15/12/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

ad 1) et 2) Selon le cahier des charges de l'appel d'offres, l'exploitation agricole du site de l'installation « agri-PV » doit être garantie et assurée par un

agriculteur actif, tel que défini dans la future loi agraire, tout au long de la période de rémunération de l'installation. Toutefois, toute personne morale ou physique peut remettre un dossier de candidature qui inclut un concept agricole avec un agriculteur.

ad 3) Selon les calculs des services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, les zones d'exclusion concernent 48.500 hectares de surfaces agricoles éligibles pour l'installation de panneaux photovoltaïques.

ad 4) Suivant le cahier des charges, l'installation de panneaux photovoltaïques est limitée aux surfaces suivantes :

- prairies pauvres en espèces ;
- terres arables ;
- terres destinées aux cultures spéciales (espaces fruitiers et maraîchers, vignobles, etc., ...).

Sur les surfaces qui ne sont pas éligibles pour le projet en raison de leur valeur écologique déjà existante, nous estimons en effet que des répercussions négatives sur la biodiversité ne seraient pas à exclure par la modification de l'ensoleillement et du système hydrique, ainsi que par les travaux de mise en place, d'installation et d'entretien des panneaux photovoltaïques.

Dans l'esprit du développement durable et de l'approche holistique, les surfaces sur lesquelles seront érigées les installations futures, des mesures d'extensification devront être prises afin d'y favoriser la diversité biologique (point 3.8 du cahier des charges).

L'objectif de l'appel d'offres pilote est d'obtenir des informations et un retour d'expérience sur les différents concepts qui sont adjugés. Si l'appel d'offres pilote se révélait concluant et en tenant compte des résultats qui s'en dégagent, dans l'avenir, il n'est pas exclu que certaines surfaces non éligibles à l'heure actuelle pourraient devenir éligibles à l'avenir.

- Par définition, l'agrivoltaïsme est l'utilisation combinée d'une même surface de terre pour la production agricole en tant qu'utilisation primaire et pour la production d'électricité au moyen d'un système photovoltaïque en tant qu'utilisation secondaire.

De nombreux exemples à l'étranger montrent qu'il est tout à fait possible de relier production agricole avec production d'électricité par l'intermédiaire de panneaux solaires. En fait, de nombreuses cultures profitent de l'ombre propagée par les modules. Le choix des modules dépend des cultures.

Au point 2.2 et 3.10 du cahier des charges, il est précisé que l'installation des panneaux photovoltaïques doit être liée au maintien de la production agricole. Si elle existait sur les surfaces avant installation, la fonction de production alimentaire directe ou secondaire (prairie) doit donc rester garantie.

ad 5) Depuis 2018, le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire a lancé quatre appels d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur des enveloppes extérieures de bâtiments et des zones artificialisées. Dans les appels d'offres, une puissance électrique installée totale de 5,6 MWC a été allouée pour des projets sur des aires de stationnement. Récemment, deux centrales avec une puissance électrique totale de 2,3 MWC ont été inaugurées à Lentzweiler et à Mamer. Le 5<sup>e</sup> appel d'offres a été lancé le 3 décembre, prévoyant un maximum de 10 MW de puissance à allouer pour ombrières dans deux lots différents (200-500 kW et 500 kW-5 MW). Afin d'augmenter l'incitatif d'implanter des panneaux photovoltaïques au-dessus des parkings, le nouvel appel d'offres annuel prévoit une rémunération maximale plus élevée que celle de l'année dernière.

Dans le cadre de l'accord « tripartite », le Ministère de l'Économie, en collaboration avec le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, a également lancé le 1<sup>er</sup> novembre 2022 un appel d'offres visant l'installation de centrales photovoltaïques sur des enveloppes extérieures de bâtiments ou en tant qu'ombrières destinées prioritairement à l'autoconsommation de l'électricité produite.

Selon les services du Département de l'aménagement du territoire, la surface des aires de stationnement existantes serait de quelque 351 ha. Il faut savoir qu'équiper un parking existant, et en service, de panneaux photovoltaïques n'est pas aisé d'un point de vue chantier et logistique à prévoir. Les services du Département de l'Énergie analysent en continu comment de tels projets pourraient être facilités davantage.

**Retours de résidents partis à l'étranger pour des études supérieures** | Question 7176 (14/11/2022) de M. **Fernand Kartheiser** (ADR)

Vill Lëtzebuenger Studenten, déi am Ausland studéieren, kommen no hirem Studium net zréck op Lëtzebuerg. Dëst huet ënnerschiddlech Grënn, an een dovunner ass, datt déi schwiereg Situatioun um Lëtzebuenger Wunnengsmaat si ofschréck. Effektiv verfüge vill Studenten no hirem Studium net iwwer déi néideg finanziell Moyenen, fir sech eng Wunneng hei am Land ze leeschten. An deem Sënn entwéckelt sech d'Logementskris zu Lëtzebuerg progressiv och zu enger Nowuesskris a ville wictege Berufssecteuren. An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Hären Héichschoulminister, Aarbechtsminister, Logementsminister an Immigrationsminister:

- Ass d'Regierung sech dësem Problem bewusst? Fir wéi wichteg hält d'Regierung et, dësem Problem aktiv entgéintzewierken, fir eng ëmmer méi grouss Ofhängegkeet vun den Nopeschlänner ze verhënnern, grad och am Hibleck op eng Mindestversuergung duerch essentiel Servicer a verschiddene soziale Beräicher, wéi z. B. am Gesondheetssecteur?

- Gëtt dëse Problem bei den demografesche Projektione mat verschafft, wann et dorëms geet, déi néideg Déngschtleeschungen an d'Versuergung vun der Bevëlkerung sécherzestellen? Wéi staark sinn d'Auswierkunge vun dësem Phänomeen an den ënnerschiddlechen Aarbechtssecteuren?

- A wéi enger Hisiicht an a wéi wäit hunn dëse Problem an seng Konsequenzen Afloss op d'Migratiounspolitik vun der Regierung? Kann d'Regierung dës Konsequenze konkret a mat Beispiller erklären?

- Wéi eng Beméiungen ënnerhëlt d'Regierung allgemeng, fir Lëtzebuenger Studenten, déi am Ausland studéieren, dozou ze beweegen, no hirem Studium op Lëtzebuerg zréckzecommen, fir e „Brain Drain“ op Käschte vum eegene Land ze verhënnern?

**Réponse** (15/12/2022) de M. **Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | M. **Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. **Henri Cox**, Ministre du Logement | M. **Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Lëtzebuenger Studenten, déi am Ausland studéieren an no hirem Studium net zréck op Lëtzebuerg kommen, déi déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentarescher Fro thematiséieren, ware schonn de Sujet vun der parlamentarescher Fro N. 7139 vum 9. November 2022 vun der Deputéierter Francine Closener, déi de 7. Dezember 2022 beäntwert gouf. Dofir erlabe mir eis, an dësem Kontext op déi Äntwert ze verweisen.

Des Weidere sief ugemierkt, dass déi genannten Thematik keen Impakt op d'Lëtzebuenger Migratiounspolitik huet.

**Rappel mondial d'appareils respiratoires** | Question 7178 (15/11/2022) de M. **Gusty Graas** (DP)

Une entreprise du secteur des technologies de la santé a lancé un rappel mondial de ses appareils respiratoires. Ce qui est inquiétant, c'est que ce rappel a déjà été lancé en juin 2021. Mais ici, au Luxembourg, ce n'est que fin octobre 2022 que l'on en a eu connaissance. Et ce, après qu'un patient concerné ait attiré l'attention sur ce rappel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel département est responsable de la communication des rappels de dispositifs médicaux ? Comment les procédures de communication devraient-elles se dérouler ?

2) Pourquoi n'a-t-on pas réagi à temps à ce rappel d'appareils respiratoires ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle que les procédures de communication devraient être adaptées afin d'éviter un tel cas à l'avenir ? Dans la négative, pourquoi ?

4) Combien de fois y a-t-il eu des rappels de dispositifs médicaux au cours des dix dernières années ? Combien de temps a-t-il fallu pour que toutes les personnes concernées aient été informées ?

5) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas utile de finaliser le projet de loi sur l'Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé (ALMPS) dès que possible ? Où en sont actuellement les travaux relatifs au projet de loi ?

**Réponse** (22/11/2022) de Mme **Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) L'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 11 août 1996 relatif aux dispositifs médicaux indique que la Direction de la santé est en charge de recevoir, recenser et évaluer toute donnée communiquée en lien avec des incidents. L'article 4(5) de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé stipule que « la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM), au sein de la Direction de la santé, a compétence pour toutes les questions relatives aux dispositifs médicaux ».

L'article 89(8) du règlement européen 2017/745 précise que c'est le fabricant qui doit procéder au rappel/retrait du dispositif non conforme, tout en communiquant en parallèle les informations pertinentes à l'autorité compétente.

ad 2) La procédure de rappel initiée par le fabricant a été suivie au fur et à mesure de l'information par le fabricant des distributeurs luxembourgeois et du remplacement des appareils. Il convient de préciser que le dispositif médical en cause a été vendu sous différents noms de marque et par différents distributeurs au Luxembourg. Il est important de noter qu'à ce jour, aucun incident concernant ces appareils n'a été rapporté au Luxembourg. Il faut aussi insister sur le fait qu'il a été recommandé par le fabricant de ne pas arrêter le traitement avant d'avoir consulté son médecin, quel que soit le type d'appareil utilisé.

Il faut cependant remarquer qu'il y a eu de nombreux retards dans la mise en œuvre de cette action corrective car Philips Respironics n'a pas été en mesure de réparer ou de remplacer tous les appareils concernés en raison de l'ampleur énorme du rappel, concernant plusieurs pays et des millions de patients. À cet égard,

de nombreux pays européens ont fait part de leurs inquiétudes et tenté de faire pression sur le constructeur dans une action coordonnée par l'autorité française compétente (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé – ANSM), cependant sans résultat notable.

ad 3) Consciente des améliorations nécessaires en matière de vigilance, l'Union européenne a légiféré et dans le cadre général de la traçabilité des dispositifs médicaux, des améliorations sont prévues par le règlement européen 2017/745 grâce à la mise en place d'un identifiant unique (IUD-ID) sur l'étiquetage pour les dispositifs médicaux de classe III (c.-à-d. les dispositifs à risque élevé) tombant sous les dispositions dudit règlement.

En application de ce règlement, la mise en place d'un enregistrement des distributeurs mettant des dispositifs médicaux à disposition sur le territoire luxembourgeois, ainsi que des dispositifs médicaux mis à disposition sur le territoire luxembourgeois, est en préparation.

Afin d'améliorer encore l'efficacité des missions incombant à l'autorité compétente pour l'enregistrement, ainsi qu'à l'autorité de surveillance du marché en charge des dispositifs médicaux et des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, une demande d'analyse des besoins d'une base de données liée aux tâches nationales et connectée à Eudamed est en cours.

La page Internet de cette base de données pourrait être conçue comme une porte d'entrée unique pour les professionnels de la santé et les fabricants pour la notification d'incidents, et aussi permettre la publication des notices de sécurité relatives aux dispositifs médicaux défectueux.

Les procédures de communication pourraient donc être améliorées, mais chaque chaîne d'approvisionnement nécessite des adaptations spécifiques suivant le type de dispositif ainsi que son niveau de risque.

ad 4) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de notifications par année, plusieurs notifications concernant parfois un seul produit étant donné qu'un suivi d'information de l'action en cours doit être assuré par le fabricant. Ces chiffres ne représentent à minima les échanges effectués entre la DPM et les producteurs, seules les notifications formelles des firmes y sont reflétées. En effet, les échanges de suivi effectués par la DPM varient en fonction des produits et des problèmes rencontrés. La compilation de ces statistiques n'ayant débuté qu'en août 2016, le tableau ne présente que les données annuelles à partir de l'année 2017 (les chiffres de 2022 couvrent la période allant jusqu'au mois d'octobre).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 5) Les travaux relatifs à l'avant-projet d'amendements gouvernementaux au projet de loi 7523 visant la création d'une agence nationale des médicaments et des produits de santé sont actuellement en cours et devraient être soumis au Conseil de Gouvernement avant la fin de l'année.

.....

**Réserve naturelle « Trëntengerdall »** | Question 7179 (15/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Léon Gloden** | **Mme Octavie Modert** | **M. Max Hengel** (CSV)

D'Naturerschutzesgesetz gesäit am Artikel 41 vir, datt am nationalen Interessé Natureschutzzonen kënnen iwwert e groussherzoglecht Reglement ausgewise ginn, nodeems de Staatsrot säin Avis ofginn huet. An deem Fall ginn dës Zonen als „utilité publique“ erkläert. Am

Zusammenhang mat der geplangter Naturschutzzon am Trëntengerdall mat enger immenser Fläch vun 1.700 ha kouw et an de leschten Deeg zu deels hefteger Kritik, well gefaart gëtt, datt eng Bewirtschaftung vun Agrarland, de Wéngerten an dem Bësch net méi méiglech wier, an esou z. B. d'Wéngerte verschwanne géifen. An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Ass d'Regierung opgrond vun de ville Suergen a Reklamatiounen vun de Bierger an de betraffene Gemenge bereet, Upassung bei der geplangter Naturschutzzon virzehuelen, ier d'Reglement an d'Prozedur geet, fir de betraffene Leit, virun allem awer de Baueren, Wënzer a Gäertner, nach Zukunftsperspektiven ze ginn?

2. Sinn déi 1.700 ha Deel vun der Fläch, déi am nationalen Naturschutzplang virgesinn ass, fir d'Zil vun 30 Prozent vun der Landesfläch als Schutzzon auszeweisen?

3. Riskéieren déi betraffe Leit ënner Ëmstänn enteegegen ze ginn, wann d'Zil vun den 30 Prozent net erreecht gëtt?

4. Wéi enge Reegele gëtt d'Bewirtschaftung vun de betraffene klasséierte Flächen an Zukunft ënnerluecht?

**Réponse** (15/11/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen**, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6177 vum éierewäerten Deputéierten Här Jeff Engelen goufen déi prozedural Ofleef am Detail erkläert. Weider Informatiounen zum Sujet fannen sech an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6166 vum éierewäerten Deputéierten Här Marc Goergen an an der Äntwert op d'Fro N° 7177 vum éierewäerten Deputéierte Jeff Engelen.

De Projet vum Reglement ass nach net an der Enquête publique. Natierlech ginn all d'Suergen a Reklamatiounen vun de Bierger eescht geholl, egal ob se am Virfeld vun dëser Enquête publique formuléiert ginn oder während dëser.

Déi Informatiounsversammlungen am Virfeld vun der Enquête publique – déi iwweregens net vum Gesetz virgesi sinn – gi jo ë. a. gemaach, fir d'Leit direkt ze erreechen a fir opgrond vun hirem Feedback de Projet gegebenefalls scho virun der Enquête publique kënnen unzepassen. Wéi et och schon an deene Versammlung gesot gouf: Et geet hei zurzäit just ëm ee Projet, deen nach kann adaptéiert ginn.

ad 2. Jo.

ad 3. Nee.

ad 4. Den Avant-projet gesäit aktuell fir d'Bewirtschaftung vun de Fläche Follgendes vir:

– D'Fiichtbiotope géife geschützt ginn, andeems d'Installatioun vun neien Drainagen ënnersot wier. Den Entretien vun de bestoenden Drainagë géif awer méiglech bliwen.

– D'Dauergréngland géif geschützt, andeems d'Ëmbriechen oder d'Ofsprëtze mat Totalherbiziden ënnersot wier.

– De Gebrauch vu Pestiziden, Dünger oder Kallek géif ënnersot ginn am Bësch, op Biotopen a laanscht d'Baachen. Ausgeholl vun der Restriktioun fir d'Düngung wieren awer d'Bongerten, wann dës keng aner Gréngland-Biotopen oder -Habitaten enthalen. Dës Restriktiounen géifen awer net fir aner landwirtschaftlech oder wäibaulech Flächen gëllen.

– D'Labbescher géife geschützt, andeems dës net dierften a gebittsfriem Nolebëscher ëmgewandelt ginn. All d'Bëscher géife geschützt ginn, andeems d'Gréisste vun de Kahlschlagfläche gedeckelt ginn.

.....

**Gestion locative sociale** | Question 7181 (15/11/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Wunnengsbauminister huet 2022 d'Zuelen zur Gestion locative sociale (GLS) presentéiert. 2018 ware 714 Wunnengen iwwert de GLS verlount, 2021 waren et der 1.073. Et hu 37 Partner bei der GLS matgemaach, dorënner ASBLen, Fondatiounen, Sozialämter, Gemengesyndikater a Gemengen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Huet de Minister Zuelen doriwier, wéi sech d'Demande vun der GLS an de leschte 5 Joer entwéckelt huet?

Wéi hu sech zum Beispill d'Waardelëschten tëschent 2017 an 2021 entwéckelt?

**Réponse** (05/12/2022) de **M. Henri Kox**, Ministère du Logement

Et besteet keng national Waardelëscht vun Demandeuren, déi op eng GLS Wunneng waarden. De Logementsministère huet dofir och keng Zuelen, wéi vill Stéit bei den eenzelen – vum Ministère unerkannte – GLS-Organismen ageschriwwen sinn.

.....

**Installation artistique au Festival de films francophones à Montréal** | Question 7182 (15/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vum 2. bis den 13. November ass Lëtzebuerg als Gaascht um Festival des films francophones zu Montréal (Kanada) agelueden. Hei huet Lëtzebuerg eng Installatioun mat grouse Buschtawen (LUXEMBOURG), sou wéi se och virun der Philharmonie an der Stad steet, opriichte gelooss. Wie mengt, dës Buschtawe wieren nëmmen dohannen opgeriicht ginn, deen iert. D'Cargolux huet nämlech ee Video verëffentlecht, an deem ze gesinn ass, wéi si d'Buschtawen a Këschten apéckt a wéi dës Installatioun da vu Lëtzebuerg op de Fluchhafen J.F. Kennedy zu New York (USA) geflu gëtt. Duerno ass d'Installatioun dann nach vun New York op Montreal geflu ginn.

Während an Ägypte Vertrieeder aus der ganzer Welt op der Weltklimakonferenz COP27 iwwert d'Klimakris diskutéieren, léisst Lëtzebuerg Marketing-Gadgets ronderëm d'Welt fléien.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Kultur dës Fro stellen:

1. Wéi schwéier ass d'Installatioun mat de Buschtawen an aus wat fir engem Material bestinn se?

2. Wéi vill huet d'Produktioun vun der Buschtawen-Installatioun kascht a wou gouf se hiargestallt?

3. Wéi vill huet den Transport vu Lëtzebuerg op Montréal kascht, opgelëscht no Transportmëttel, an deem d'Buschtawen transportéiert gi sinn?

4. Wier huet dës Marketing-Aktioun ausgeschafft a vu wem gouf se accordéiert?

5. Ass d'Regierung der Meinung, dass et ekologesch nohalteg ass, fir Buschtawe ronderëm den hallwe Globus transportéieren ze loossen?

6. Heescht d'Regierung dës Aktioun, esou wéi se duerchgefouert gouf, gutt oder géif si et d'nächste Kéier aneschters maache loossen? Wat géif se déi nächste Kéier aneschters maachen?

**Réponse** (15/12/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Gesamtgewicht vum Lettrage a vum Sockel bedréit 2.457,40 kg. D'Längt vum Lettrage ass 14,13 Meter an d'Héicht vun de Buschtawe variéiert tëscht 1,2 a 2 Meter („X“). De Lettrage ass a sechs Elementer ofbaubar a besteet aus Aluminium a Plexi LED. Dës Materialie sinn dofir géeegeent, op laang Dauer am Fräien opgestallt ze ginn.

ad 2. D'Buschtawe goufen Enn 2020 produzéiert mam Zil, op strateegesche Plazen zu Lëtzebuerg an am Ausland d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg national an international ze stäerken. De Lettrage gouf vun engem Lëtzebuergesche Betrib hiergestallt fir e Präis vun 33.350,00 € HTVA. E Sockel, deen et erlaabt, de Lettrage punktuell op verschidde Plazen opzeriichten, gouf am Joer 2022 vun der selwechter Firma fir 17.565,60 € HTVA produzéiert.

ad 3. De Loftransport gouf integral vun der Cargolux gesponsert, op Basis vun engem Standby Sponsoring, dat heescht via engem reguläre Vol, wou nach Plaz war. D'Cargolux huet d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen vun deem Transport mat SAF (Sustainable Aviation Fuel) kompenséiert, dat heescht d'Emissiounen sinn zu 100 % kompenséiert ginn.

ad 4. Well Lëtzebuerg Éieregaascht um Festival des films francophones CINEMANIA zu Montreal war an d'Missioun vun der Promotion de l'image de marque ass, fir è. a. d'Diversitéit an d'Kreativitéit vu Lëtzebuerg international bekannt ze maachen, huet dese Service des Aktiounen ausgeschafft. Se gouf accordéiert vun Ausseministère opgrond vun Potential vun deem internationalen Event, deen et mat sengen 30.000 geschte Visiteuren dem Land erméiglecht huet, vun engem grousser Mediatissatioun ze profitieren.

ad 5. Fir d'Campagne a Kanada ass bestoend Promotiounsmaterial benotzt ginn. D'Emissiounen sinn zu 100 % vun der Cargolux kompenséiert ginn. Ausserdeem ass ze bemierken, datt d'Produktion vun alternativem Promotiounsmaterial, wat déi selwecht Visibilitéit an Attraktivitéit erméiglecht hätt, souwuel nei finanziell Ressourcen engagéiert hätt wéi och zousätzlech CO<sub>2</sub>-Emissiounen.

ad 6. De Lettrage erlaabt eng grouss Visibilitéit an e positiven Impakt op de Public, souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland. Mir wäerte weiderhin déi beschte Optiounen sichen, besonnesch a puncto Nohaltegkeet, fir d'Missioun vu der Promotioun vum Lëtzebuergesche Markenimage auszuféieren. All Missioun wäert an där Hisiicht evaluéiert ginn, fir d'Promotiounsaktiounen deemstspriechend ze entwéckelen an unzepassen.

**Restitutions réclamées par le FNS dans le cadre du REVIS** | Question **7184** (15/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Les rapports d'activités récents du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région respectivement du Fonds national de solidarité (FNS) communiquent une augmentation sensible des sommes réclamées par le FNS aux bénéficiaires respectivement aux légataires et donateurs des bénéficiaires sur la base des dispositions légales en matière des restitutions de certaines prestations.

Dans le dernier rapport d'activités du ministère on peut ainsi apprendre qu'au total 30.569.847,64 € ont été restitués au FNS au cours de l'année 2021. Ce montant provenait en grande partie de restitutions réclamées sur la base des dispositions légales concernant le revenu d'inclusion sociale (REVIS – article 30) et le revenu minimum garanti (RMG – article 28).

Les articles 30 et 32 de la loi sur le REVIS déterminent que le FNS peut grever d'une hypothèque les propriétés immobilières des bénéficiaires de l'allocation d'inclusion pour garantir les demandes de restitution. De même, le FNS peut grever d'une hypothèque un immeuble ayant appartenu, soit au bénéficiaire seul, soit conjointement au bénéficiaire du REVIS et à son conjoint, pour garantir une demande de restitution sans pour autant pouvoir la faire valoir tant que le conjoint survivant ou un autre successeur en ligne directe d'un bénéficiaire du REVIS continue à habiter dans l'immeuble en question.

Dans ce contexte le rapport précité du ministère indique que le FNS a en moyenne fait inscrire 600 à 700 hypothèques par année depuis le début des années 2000. Sur la même période le rapport du FNS communie 460 mainlevées et une vingtaine de mainlevées partielles en moyenne par an.

Vu ces chiffres je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Comment s'explique l'augmentation du montant des prestations restituées ces dernières années notamment en ce qui concerne les restitutions effectuées sur la base de la loi sur le REVIS ?

2) Combien de bénéficiaires de l'allocation d'inclusion revenus à meilleure fortune ont été concernés en 2021 par une demande en restitution du FNS ? Comment ce nombre a-t-il évolué au fil des années passées ?

3) Combien de conjoints ou de successeurs en ligne directe d'un bénéficiaire de l'allocation d'inclusion ont été concernés en 2021 par une demande en restitution du FNS sur la base de l'article 30 paragraphe (2) point a) de la loi de 2018 ?

4) Madame la Ministre peut-elle me fournir des chiffres détaillés en matière d'hypothèques ventilés en fonction des deux cas de figure prévus par la loi : 1) hypothèque sur un immeuble appartenant au bénéficiaire de l'allocation d'inclusion et 2) hypothèque sur un immeuble ayant appartenu à un bénéficiaire de l'allocation d'inclusion et étant toujours habité par le conjoint ou un successeur en ligne directe ?

5) Quelle est la part dans le nombre total des bénéficiaires de l'allocation d'inclusion pour laquelle le FNS garantit sa demande en restitution par une hypothèque sur un immeuble ?

6) Combien de mainlevées ont été demandées par le FNS en 2021 suite à l'extinction d'une créance par la vente du bien immobilier hypothéqué ? Pour combien de mainlevées l'extinction de la créance a-t-elle été effectuée sans passer par la vente du bien immobilier hypothéqué ? Comment ces chiffres ont-ils évolué au fil des années ?

7) Relative au montant total des restitutions réclamées dans le cadre du REVIS en 2021, quelle est la part attribuée à la vente d'un immeuble hypothéqué appartenant ou ayant appartenu à un bénéficiaire de l'allocation d'inclusion ? Comment cette part a-t-elle évolué au cours des dernières années ?

8) Le FNS est-il autorisé à vendre une hypothèque à un tiers afin de garantir la restitution des sommes réclamées ? Dans l'affirmative, combien de ventes à des tiers ont été effectuées en 2021 et comment ce chiffre a-t-il évolué au cours de dernières années ?

**Réponse** (29/11/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le Fonds national de solidarité (FNS) a mis en place des procédures afin de pouvoir répondre à ses obligations légales en matière de restitution de certaines de ses prestations.

Sur base des recommandations faites par la Cour des comptes lors des audits effectués au début des années 2000, le FNS a mis en place une cellule s'occupant exclusivement du volet « restitution » et il a procédé à des renforcements de son personnel. C'est ainsi que le FNS a pu augmenter au fil du temps les recettes en matière de remboursement des prestations.

Par ailleurs, l'augmentation des prix de l'immobilier au Luxembourg a contribué à une hausse des recettes en cas de vente d'un bien par un bénéficiaire ou par ses successeurs. Ainsi, lors de l'application du montant forfaitaire des successions en ligne directe, la tranche à récupérer est potentiellement plus élevée.

ad 2) Le nombre de restitutions au titre de l'allocation d'inclusion en application de la disposition du « retour à meilleure fortune » s'élève à 658 dossiers pour l'année 2021. Le nombre moyen de ces dossiers est de 642 pour les années 2011 à 2020.

ad 3) Le FNS ne dispose pas de données permettant de différencier entre les successions en ligne directe et les successions en ligne collatérale.

ad 4) La procédure des inscriptions hypothécaires appliquée par le FNS ne permet pas de distinguer ultérieurement les inscriptions au nom des bénéficiaires de celles qui ont été effectuées au nom de leurs successeurs. Lorsque le conjoint survivant ou le successeur en ligne directe continue à habiter au logement hérité du bénéficiaire, l'inscription hypothécaire grevant le bien est maintenue jusqu'au moment où cette condition n'est plus remplie.

ad 5) Le FNS n'est pas en possession des chiffres représentant la part des bénéficiaires de l'allocation d'inclusion concernés par une inscription hypothécaire.

ad 6) Le FNS a procédé à 451 mainlevées et à 31 mainlevées partielles en 2021. La majorité des mainlevées est accordée suite au remboursement au FNS dans le cadre de la vente d'un bien immobilier.

ad 7) La majorité des recettes à titre de restitution de l'allocation d'inclusion est à attribuer aux ventes immobilières sans que le FNS ne soit en mesure de fournir un chiffre précis.

ad 8) Le FNS n'est pas habilité à vendre une hypothèque à un tiers.

Il y a lieu de préciser que les hypothèques inscrites par le FNS ont pour but de garantir les droits à une restitution potentielle ultérieure. En effet, une restitution n'est obligatoire que si les conditions de l'article 30 de la loi REVIS sont remplies.

**Pâturage** | Question **7185** (15/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut dem groussherzogleche Reglement vum 16. Abrëll 2021 ginn et an de verschidde Dréinkwaasser-Schutzonen an de Stauséigemengen divers Restriktiounen bei der Beweedung a bei der Ausbréngung vu Mëschten. Ënner anerem sinn an dem Reglement Periode festgeluecht, wou d'Vei net, oder just mat enger Ausnamegeneemegung dierf op d'Veed. An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen.

1. Sidd Dir der Meenung, datt d'Beweedung muss no feste kalendareschen Datumer gereegelt ginn, wuel wëssend, datt d'Natur sech net un Datumer hält?

2. Sidd Dir net der Meenung, datt eng Beweedung vun de Wise weinst den aktuell héijen Temperaturen am Moment esouguer virdeelhaft wier, souwuel fir d'Natur, wéi och fir d'Déieren?



3. Firwat kënnen et Ausname fir Ganzjoresbeweedung ginn, wann déi klassesch Mammekéi awer mussen ab dem 16. November vun der Weed geholl ginn?

– Kënnen fir d'Mammekéi Ausnamen ugefrot ginn?  
– Missten déi Ausnamen net innerhalb vun e puer Stonne respektiv innerhalb vun e puer Deeg genee megt ginn, well d'Beweedung wiederofhängeg ass?  
– Wéi séier ginn am Normalfall d'Ausnamen autoriséiert?

4. Ass d'Regierung bereet, dat betreffend Reglement unzepassen?  
– Wa jo, wéini?  
– Wann nee, firwat net?

**Réponse (05/12/2022) de Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Dat groussherzoglecht Reglement vum 16. Abrëll 2021 (Règlement grand-ducal du 16 avril 2021 délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre et déterminant les installations, travaux et activités interdites, réglementées ou soumises à autorisation dans ces zones et modifiant le règlement grand-ducal du 11 septembre 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural) fir d'Ausweisung vun den Drénkwaasserschutzzone ronderëm de Stauséi huet als Zil, eis gréissten Drénkwaasserressource virun alle méiglechen negativen Impakter ze schützen, déi duerch verschiddenst Aktivitéiten (Siedlungswasserwirtschaft, Landwirtschaft etc.) kënnen entstoen.

Well d'Beweedung besonnesch um Enn vum Hierscht a während de Wanterméint kann zu enger Belaaschtung vun der Waasserqualitét féieren, steet am Reglement, dass eng Wanterbeweedung tëschent dem 16. November an dem 15. Februar net stattfanne kann. Wann allerdéngs séchergestallt ass, datt nach genuch Fudder um Feld ass an et net zu enger Iwwerbeweedung ka féieren, kënnen d'Déieren all Dag während e puer Stonnen erausgoen. Dës Formulatioun gouf extra integréiert, nodeems d'Demande vum Secteur dofir am Kader vun der Consultation publique komm ass.

Dëst erlaabt de Betriber, hir Déieren am Wanter kuerz erauszeloossen. Besonnesch klunge Familljebetriber oder Pärdsbesëtzer, déi hir Terrainen no beim Stall hunn, erlaabt dëst, d'Déieren och ganz kuerzfristeg erauszeloossen. D'Formuléierung aus dem groussherzogleche Reglement erlaabt deemno elo schonn eng bestëmmte Flexibilitéit en fonction vun den natierleche Gegebenheeten. Déi Datume sinn ee Kompromëss tëscht Waasserschutzaspekter an de Besoine vum Secteur fir Rechts- a Planungssécherheet. Den Datum ass iwwerregens esou gewielt, dass e mat de Virgaben am Kader vun der Nitratdirektiv alignéiert ass, fir eng Multitude vu verschiddenen Datume fir de selwechte Secteur ze vermeiden. Des Weideren ass de 16. November relativ spët am Joer, wou d'Wiederkonditiounen souwisou dacks net méi ganz favorabel si fir eng Beweedung.

ad 2. Och wann d'Temperaturen dëst Joer am Duerchschnitt méi héich waren, sinn déi aktuell Wiederkonditiounen mat villem an heefegem Reen net onproblematesch, wat d'Auswäschung vun den Nährstoffern uegt.

Wann d'Wiederkonditiounen méi naass sinn, ginn d'Flächen nämlech méi duerch de Véitrëtt beschiedegt a wat méi Déiere méi laang op enger Weed stinn, wat de Véitrëtt méi Schued um Buedem

verursaacht. Dee Moment gëtt de Buedem an déi doran enthalen Nährstoffern vum Reen ausgewäsch. Gläichzäiteg ginn am Wanter, wa keng Vegetationsperiode ass an d'Planzen also net wuessen, manner Nährstoffern vum Buedem a vun de Planzen opgeholl. Dowéinst ginn déi Nährstoffern dann eebe bei Reen a Richtung Baach ausgewäsch. Dee Risiko ass natierlech méi grouss, wat et méi reent. Doduerch ginn d'Niewebaachen an de Stauséi – eis wichtegst Drénkwaasserressource – belaascht. A genee fir dat ze verhënnern, sinn d'Bestëmmunge vum groussherzogleche Reglement do.

ad 3. Am Indice 32 vum uewe genannte groussherzogleche Reglement stinn déi genee Konditiounen, déi mussen erfüllt ginn, fir dass d'Déieren iwwert den Datum vum 16. November eraus kënnen dobaussen op der Weed bleiwen. Et muss een nidderege Véibesatz pro Hektar sinn (maximal 0,8 Düngëeeneete pro Hektar), et muss genuch Weed do sinn, déi net komplett duerchnässt ass an et muss een ee Regëster féieren. Wann dës 3 Konditiounen erfüllt sinn, kënnen d'Déieren op der Weed bleiwen. D'Mammekéi sinn net vun dese Bestëmmungen ausgeschloss.

– Wéi uewe präziséiert, si Mammekéi net ausgeschloss.

– Dat groussherzoglecht Reglement gesäit verschiddenen Derogatiounsméiglecheete vir. Heifir mussen awer déi gängeg Autorisatiounsprozeduren agehale ginn, dat heescht, dass d'Decisiounen mussen offiziell ausgehaange ginn. Dëst ass deemno net an e puer Stonne méiglech.

Landwirtschaftlech Betriber kënnen esou eng Derogatioun natierlech och schonn am Laf vum Joer ufroen – dëst gëtt och recommandéiert – sou dass si d'Beweedung iwwert de 16. November eraus schonn no den uewe genannte Krittere plange kënnen.

– D'Bestëmmungen zu den Derogatiounen zu de Beweedunge si réischt dëst Joer a Kraaft getrueden, dofir leien nach keng statistesch Donnéeë vir.

ad 4. Wéinst dem extreem wichtege Schutz vun eiser gréisster Drénkwaasserreserv si keng weider Ouverturen niewent deenen uewendriwwer beschriwwene virgesinn.

### Spécialisation du personnel soignant | Question 7187 (15/11/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Den aktuelle Mangel u medezinneschem Personal an de Spideeler zitt sech vun den Doktere bis hin zu den Infirmieren an Infirmiëren. Eis gouf zougedroen, dass vill Infirmieren an Infirmiëre speziell Formatiounen maachen, fir sech op bestëmmt medezinnesch Felder ze spezialiséieren. Dacks wär et dann awer esou, dass si herno net an deene Beräicher schaffen, an deenen si dës speziell Formatiounen gemaach hunn. An och bei Persoune mam Statut vum Travailleur handicapé soll et grouss Problemer ginn, zum Beispill, dass si keng Plaz an hirem Beruff fannen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Infirmieren an Infirmiëren hunn an deene leschte fënnf Joer spezifesch Formatiounen gemaach, fir sech an engem medezinnesche Feld ze spezialiséieren?

2. Wéi vill vun dese Persoune schaffen, Stand November 2022, an deenen Domainer, fir déi si speziell Formatiounen gemaach hunn?

3. Ginn et fir déi verschidde Statiounen an de Klinicken, zum Beispill d'Maternité, d'Radiologie asw., Virgaben, wéi vill Prozent vum Personal vun där Statioun

musse speziell Formatiounen gemaach hunn? Wa jo, wéi eng Virgabe sinn dat? Wann nee, firwat net?

4. Wéi vill Mataarbechter mam Statut Travailleur handicapé sinn aktuell an deenen eenzele Spideeler agestallt? Wéi presentéieren sech dës Zuele par rapport zu der Gesamtzuel u Personal pro Spidol?

5. Wéi vill Infirmieren an Infirmiëre mam Statut vum Travailleur handicapé hunn an deene leschte fënnf Joer Formatiounen gemaach, fir sech an engem medezinnesche Feld ze spezialiséieren?

6. Wéi vill vun dese Persoune schaffen, Stand November 2022, an deem medezinnesche Beräich, an deem si Formatiounen gemaach hunn?

### Réponse (15/12/2022) de Mme Paulette Lenert

Ministre de la Santé

ad 1. Unzuel vu spezialiséierten diploméierten Infirmieren an Infirmiëren aus de leschte 5 Joer<sup>17</sup>:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 2. D'Spideeler gi gefouert wéi privatrechtlech Betriber. Informatiounen iwwert déi genannte Persoune leien dem Gesondheitsministère net vir.

ad 3. D'Budgetiséierung vun ETP fir déi verschidde Servicer gi vun der paritétescher Commission des normes FHL/CNS festgehalen a sinn ënner follgendem Link noliesbar: [CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf](http://CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf).<sup>18</sup>

Spezialiséiert Personal gëtt an deene verschiddene Servicer agesat, do wou déi Spezialisatiounen gebraucht ginn an esou wéi d'Commission des normes et virgesäit.

D'Ausbildung vum Infirmier/Infirmière deckt verschiddenen Attributiounen of, fir déi spezialiséiert Infirmieren an Infirmiëren och agesat ginn. Dofir gëtt et z. B. an enger Reanimatioun och Infirmier/Infirmière-Anästhesisten, déi, laut hiren Attributiounen, do agesat ginn.

ad 4. Fir Februar 2020 louch d'Unzuel vun de Salariéë mam Statut „travailleur handicapé“, déi am Spidolssecteur schaffen, op 101. Dat maache ronn 1,1 % vum Total vun de Leit aus, déi am Spidolssecteur schaffen (ronn 9.300 Leit fir Februar 2020).

De Statut vum „travailleur handicapé“ gëtt vun der ADEM geréiert, sou datt de Gesondheitsministère keng Informatiounen dozou huet.

D'Unzuel vun den Travailleurs handicapés gëtt vun de verschiddene Spideeler u d'CNS weiderginn.<sup>19</sup>

ad 5. a 6. D'Aschreiwungen an de Formatiounen gi vum Lycée technique pour professions de santé geréiert. Dem Gesondheitsministère leien heizou keng Zuele vir.

### Cessions de rémunération concernant les contrats épargne logement | Question 7190 (16/11/2022) de M. Claude Wiseler (CSV)

Selon nos informations, la Trésorerie de l'État vient d'informer les fonctionnaires et les employés de l'État ayant signé un contrat épargne logement, qu'à partir de décembre les cessions de rémunération mensuelle ne se feront plus par elles-mêmes. Dorénavant il appartient aux fonctionnaires et aux employés de l'État concernés de gérer personnellement le paiement.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

<sup>17</sup> <https://www.ltps.lu/centres-de-formation/le-lycee-en-chiffres.html> consulté le 01/12/22

<sup>18</sup> [CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf](http://CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf)

<sup>19</sup> [CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf](http://CNO-001-21-Rapport-de-la-CNO-normes-definitivement-retenues-2021-2022.pdf) (fhlux.lu), S.89-90

– Quelles sont les considérations qui ont conduit à la décision de la Trésorerie de l'État de ne plus exécuter les cessions de rémunération concernant les contrats épargne logement des fonctionnaires et employés de l'État ?

– Qui a pris cette décision ?

– Pourquoi cette décision a-t-elle été prise à l'heure actuelle ?

**Réponse** (12/12/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Actuellement, deux caisses d'épargne logement commercialisent leurs produits sur le marché luxembourgeois, à savoir BHW Bausparkasse AG, succursale de Luxembourg (BHW) et Wüstenrot Bausparkasse, succursale de Luxembourg. Un troisième acteur historique, à savoir Schwäbisch Hall, s'est retiré du marché luxembourgeois en 2021, mais continue à exécuter les contrats encore en vigueur.

En ce qui concerne les paiements à effectuer par les clients en faveur de leur contrat épargne logement, ceux-ci se font de manière générale par ordre permanent sur le compte de la caisse d'épargne logement en question.

Ceci est également le cas pour les clients de BHW – à la seule exception, avant le changement auquel fait référence l'honorable Député, des clients ayant conclu leur contrat au travers de l'association sans but lucratif « Œuvre Confédération générale de la fonction publique d'épargne logement ». En effet, ces derniers pouvaient signer une déclaration de cession avec BHW, prévoyant que des mensualités fixes soient retenues directement par la Trésorerie de l'État sur la rémunération de l'agent de l'État concerné.

La gestion de ces retenues sur salaire a donc été opérée par la Trésorerie de l'État pour le compte de BHW, mais entièrement aux frais de l'État. Alors que certains risques juridiques y relatifs avaient déjà pu être soulevés par le passé, cette manière de procéder a définitivement été remise en cause dans le cadre des travaux relatifs à la mise à jour du système informatique de la Trésorerie de l'État, dans le contexte de la digitalisation accrue de l'administration, en ligne avec le programme gouvernemental. Il s'est avéré en effet que la continuation de ce traitement de faveur pour une seule catégorie de clients d'une seule entité aurait nécessité, soit des développements informatiques complémentaires, soit le maintien d'une équipe assurant la gestion continue des environ 1.600 dossiers en question.

Partant, la Trésorerie de l'État, sur accord de la Ministre des Finances, s'est rapprochée de BHW dès le mois d'août 2022, pour discuter de la reprise de cette activité par BHW.

Dans ce contexte, l'Œuvre Confédération générale de la fonction publique d'épargne logement, en sa qualité de partenaire commercial de BHW, s'est également adressée par écrit au ministère pour réclamer le maintien du régime en place. En réponse, la Ministre des Finances a proposé une entrevue avec les services de la Trésorerie, pour évoquer le sujet plus en détail.

Une série d'échanges entre les représentants de BHW et les services de la Trésorerie de l'État ont eu lieu. Ceux-ci se sont tenus dans un climat agréable et professionnel et consistaient à trouver un terrain d'entente sur les modalités de reprise de l'activité ainsi que sur une communication coordonnée, claire et transparente envers les concernés, agents de l'État et clients BHW.

Suite à ces échanges, il a été retenu d'un commun accord de réaliser la reprise de l'activité basée sur les données à la fin du mois de novembre 2022.

Les agents de l'État concernés ont été informés par des courriers séparés de la Trésorerie de l'État et de BHW

dès le mois d'octobre (semaines calendaires 43 et 44). Il leur a ainsi été expliqué que la procédure changera à partir du 30 novembre 2022 et qu'en conséquence il conviendra de mettre en place un ordre permanent en faveur du BHW à partir du mois de décembre 2022.

Cette date a été jugée avantageuse pour les agents de l'État concernés en termes de liquidités disponibles : en effet, ils auront touché leur 13<sup>e</sup> mois de rémunération en fin novembre et ils toucheront leur rémunération en décembre bien avant la date limite imposée par BHW pour l'exécution du nouvel ordre permanent en sa faveur (le 25 de chaque mois). Le fait de disposer ainsi de presque deux mois pour arranger la mise en place d'un ordre permanent semble également très raisonnable.

Alors que l'honorable Député estime que « dorénavant il appartient aux fonctionnaires et aux employés de l'État concernés de gérer personnellement le paiement », il convient de souligner que cette « gestion » se limite à la mise en place d'un ordre permanent. Ceci a d'ailleurs toujours été le cas pour les fonctionnaires et employés de l'État ayant conclu leur contrat d'épargne logement par l'intermédiaire d'un autre partenaire commercial que l'Œuvre Confédération générale de la fonction publique d'épargne logement, respectivement auprès d'une autre caisse d'épargne que BHW.

**Auxiliaire de vie** | Question 7191 (16/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De CCT SAS Kollektivvertrag tëscht der COPAS, der Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg, dem Daachverband vun de Lëtzebuurger Jugendstrukturen an dem OGB-L an LCGB leet d'Reegele fir d'Salariéen am Santésecteur fest. Esou muss laut Kollektivvertrag eng Persoun mat engem Diplom als Auxiliaire de vie ënnert enger C3 Karriär agestellt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi eng Ausbildung als Auxiliaire de vie gemaach hunn, sinn nach an der selwechter Karriär wéi d'Aides socio-familiales?

2. Sinn all d'Detenteure vun engem Diplom als Auxiliaire de vie an enger C3 Karriär? Och déi, déi tëschenzäitlech eng Plaz als Aide socio-familiale ugeholl hatten?

**Réponse** (16/12/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

D'Negociationsprozedur vun engem Kollektivvertrag ass an den Artikelen L. 162-1 bis L. 162-14 vum Aarbechtsgesetz gereegelt.

Wann de Minister allerdéngs Informatiounen kritt iwwer d'Netrespektéiere vum Aarbechtsgesetz oder vun engem Kollektivvertrag, leet hien déi néideg Schrëtt, déi an esou Fäll virgesi sinn, an d'Weeër.

Dem Ministère fir Aarbecht, Beschäftigung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft leie keng Statistiken zu dësem Sujet vir.

**Propos du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant les demandeurs de protection internationales** | Question 7195 (16/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den Här Bausminister huet den 9. November un der Chambertribün erkläert, hie géif deboutéiert Flüchtlingen iwwer de Wee vum Aarbechtsmaart regulariséiere loossen, fir datt si net ausgewise ginn.

Ech hunn dëse kuerze Verbatim erstellt: „Ech gi kengem de Statut. De Statut kritt een um administrative Plang am Ministère, do si Leit, déi weider nëscht maachen, déi d'Leit enquêtéieren an déi da Jo oder Nee soen. Wann et nee ass, ass et d'Gericht, wat déi lescht Decisioun hëlt. D'deet mer leed, et ass de Rechtsstaat, wéi en zu Lëtzebuerg funktionéiert. A mir kucken elo, jiddereen, deen de Statut net kritt huet, dass mer e kënnen, wann en eng Méiglechkeet huet fir schaffen ze goen, dass mer e kënnen iwwer deen Travailleur-Statut, dass se kënnen zu Lëtzebuerg bleiwen, dat ass dat, wat mer maachen.“

Dëst Virgoe werft awer eng Rëtsch vu Froen op, déi ech heimat wéilt stellen.

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt eng gerichtlech Decisioun an engem Rechtsstaat muss respektéiert ginn an datt deemno eng Persoun, déi de Statut definitiv refuséiert kritt huet, esou séier wéi méiglech muss d'Land verloossen?

2. Ass eng Prozedur, déi dorop erausleeft, eng Decisioun vun engem Verwaltungsgericht virsätzlech ze ëmgoen, net eng Mëssuechtung vun der Justiz?

3. Sicht den Här Minister systematesch all DPI, deen deboutéiert ginn ass, eng Aarbechtsplaz? Wéi dacks ass dat an deene leschte Jore geschitt an aus wéi enge Länner koumen déi betraffe Persounen?

4. Firwat probéiert den Här Minister, deen dëse Persoune de Statut jo an där éischer Phas vun der Prozedur net accordéiert hat, si dono iwwer den Travailleur-Statut awer am Land ze halen, och esouguer dann, wa si gerichtlech ofgewise goufen?

5. Ass et net eng Mëssuechtung vun de Rechter vun deene ville Leit, déi hei am Land eng Aarbecht ënner reguläre Konditiounen sichen, fir mat Ministermuecht Leit eng Plaz ze sichen an doduerch géintiwier aneren ze privilegiéieren, déi a priori keen Usproch op en Zougang zum Lëtzebuurger Aarbechtsmaart hunn?

**Réponse** (15/12/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Ech wëll ënnersträichen, dass den Här Deputéierte meng Wierder vum 9. November aus der Chamber voll a ganz aus dem Kontext gerappt huet. Meng Ausso huet sech exklusiv op deboutéiert Afghane limitéiert déi mir net an hiert Heemechtsland kënnen zrückschëcken. Wann definitiv festgestallt ginn ass, dass een afghaneschen Demandeur de protection internationale kee Recht op Protektioun huet, a mir hien awer net kënnen zrückschëcken, da läit et fir mech op der Hand, esou enger Persoun via eng Aarbecht eng Openthalts-geneemegung ze accordéieren an hir esou ze erlaben, hiert Liewen hei ze maachen, am Plaz si an d'Illegalitéit ze drécken. Doriwier eraus siche weeder ech, nach d'Agenten am Ministère, Persounen eng Aarbecht zu Lëtzebuerg, déi mussen si selwer sichen. D'Prozedur an d'Konditiounen, fir eng Openthalts-geneemegung op Basis vum Immigrationsgesetz vun 2008 ze kréien, sinn onofhängeg vun deene vum Asylgesetz vun 2015. Et gi keng Decisiounen, déi souverän vum Gericht geholl goufen, a Fro gestallt.

**Contribution du Luxembourg aux financements des pertes et dommages globaux liés au réchauffement climatique** | Question 7196 (16/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le financement des coûts des pertes et dommages, c'est-à-dire des dégâts irréversibles causés par des événements climatiques extrêmes liés au réchauffement climatique, est un des points essentiels actuellement débattus à la COP27 à Charm el-Cheikh en Égypte.

Même si les calculs exacts des coûts liés aux pertes et dommages s'avèrent compliqués, des estimations des coûts globaux existent et se situent entre 295 et 590 milliards d'euros en 2030 pour atteindre 1.000 à 1.800 milliards d'euros en 2050.<sup>20</sup>

La responsabilité attribuée à chaque État en matière du financement de ces coûts liés au réchauffement climatique est déterminée en fonction de la somme cumulée de ses émissions de gaz à effet de serre jusqu'à aujourd'hui et de sa capacité économique.

L'ONG Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) a réalisé à l'aide d'un outil de référence en la matière, à savoir le Climate Equity Reference Calculator, une estimation de la contribution équitable du Luxembourg aux financements des coûts des pertes et dommages. Le montant de la contribution avancé par ASTM s'élève ainsi à 324 millions d'euros par an en moyenne et correspond à 0,075 % des coûts globaux liés aux pertes et dommages.<sup>21</sup>

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre a-t-elle pris connaissance des calculs réalisés par ASTM ? Dans l'affirmative, est-elle d'accord avec la méthodologie des calculs et l'ordre de grandeur des montants ?

2) Votre ministère a-t-il déjà réalisé, voire commandité des études et estimations sur la contribution équitable du Luxembourg en matière de pertes et dommages liés au réchauffement climatique ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ?

3) Le Gouvernement est-il prêt à prendre un engagement formel pour contribuer à un fonds international dédié au financement des pertes et dommages tout en sachant que le Luxembourg ne s'est jusqu'à présent pas positionné par rapport à un tel mécanisme de financement et ne s'est engagé à aucun financement dans ce contexte ? Dans l'affirmative, le Gouvernement est-il prêt à prendre un engagement qui sera à la hauteur de la responsabilité historique et de la capacité économique du Luxembourg d'ici 2030 ? Dans l'affirmative encore, quel est le montant jugé adéquat par Madame la Ministre et comment le justifie-t-elle ?

4) Madame la Ministre est-elle d'accord avec l'affirmation que le principe de la responsabilité commune mais différenciée en matière de réchauffement climatique ne vaut pas uniquement pour tenir compte des inégalités entre les pays du Nord et des pays du Sud, mais également pour prendre en compte les inégalités de revenus et de patrimoine au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles mesures préconise-t-elle pour faire en sorte que les contributions nationales du Luxembourg à un fonds international en matière de pertes et dommages soient financées équitablement ?

**Réponse (12/12/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

ad 1) Début novembre une entrevue a eu lieu avec les dirigeants de l'ASTM qui ont partagé leurs réflexions quant à la responsabilité du Luxembourg pour ce qui est du financement des pertes et préjudices globaux liés au changement climatique.

Tout d'abord, il convient de rappeler, comme le souligne d'ailleurs l'ASTM dans son rapport, que « la mesure la plus importante pour prévenir les pertes et préjudices est la réduction des émissions de gaz à effet

de serre ». Viennent ensuite les mesures d'adaptation, qui visent à réduire au maximum les conséquences du réchauffement global. C'est pourquoi une grande partie de l'enveloppe 2021-2025 de 220 millions d'euros, additionnelle à l'aide publique au développement, que le Luxembourg met à disposition des pays en voie de développement pour les aider dans la lutte contre le changement climatique, est actuellement consacrée à ces deux premiers piliers de l'action climatique. Le Luxembourg reconnaît toutefois l'importance d'assister davantage les pays en développement les plus vulnérables à financer les pertes et préjudices inévitables liés aux effets néfastes des changements climatiques en vue de les réduire au minimum et d'y remédier et est prêt à consacrer une part croissante de ses ressources à cette fin.

Il serait toutefois prématuré de s'engager dès à présent sur une méthodologie particulière pour estimer les contributions potentielles des différents pays donateurs. Au niveau international, les discussions sur les contributions au nouveau Fonds « pertes et préjudices » ne font que commencer. Il en va de même pour ce qui est du rôle de la mobilisation de sources de financement innovantes notamment de fonds privés, en complément des fonds publics. Il est également important de souligner que le nouveau fonds doit être mis en place et que sa forme et ses modalités restent à définir.

ad 2) De telles études n'ont à ce stade pas été réalisées ou commanditées.

ad 3) Lors de la COP27 à Charm el-Cheikh, il a été décidé de créer un nouveau fonds dédié aux pays les plus vulnérables dans le domaine des « pertes et préjudices ». L'Union européenne et ses 27 États membres ont salué cette décision. Il convient de noter que le Luxembourg a déjà contribué par le passé au financement de projets et d'initiatives visant à éviter, de réduire au minimum et de remédier les « pertes et préjudices » liés aux effets néfastes des changements climatiques, que ce soit à travers différents instruments soutenus par le Fonds climat et énergie ou à travers l'aide publique au développement, et en particulier l'aide humanitaire.

Parmi les nouvelles attributions financières ayant trait au domaine des « pertes et préjudices », le Luxembourg a annoncé sa volonté de soutenir à hauteur de 5 millions d'euros le réseau de Santiago, créé à la COP25 pour coordonner les efforts en matière de prévention, de réduction et de prise en compte des pertes et préjudices. Le Luxembourg apportera par ailleurs une nouvelle contribution financière à l'initiative sur les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques CREWS ([www.crewsinitiative.org](http://www.crewsinitiative.org)) à hauteur de 1,5 millions d'euros. En outre, une contribution à l'initiative du « bouclier global contre les risques climatiques » développé par la présidence allemande du G7 et le groupe vulnérable des vingt (V20) est envisagée.

ad 4) Les contributions du Luxembourg en matière de financement climatique international proviennent principalement du Fonds climat et énergie, qui est alimenté en grande partie par les recettes de la taxe CO<sub>2</sub>, elle-même assortie de mécanismes de redistribution sociale.

**Entretien du chauffage dans un bâtiment du Fonds de logement à Differdange | Question 7197 (16/11/2022) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)**

Eis ass zougedroe ginn, dass zu Déifferdeng an engem Wunngebaai vum Fonds du logement säit dem

11. November kee waarmt Waasser méi do ass a keng Heizung méi funktionéiert.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kann de Minister dat bestätegen?

2. Wéini wäert ee kommen, fir dësse Problem ze behiewen?

3. Firwat dauert et iwwert 5 Deeg, fir dass de Fonds du logement hei intervenéiert?

**Réponse (05/12/2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement**

De Fonds du logement ass de 14. November 2022 kontaktéiert ginn an ass direkt op d'Plaz gaangen, fir e Constat ze maachen. De Constat war, datt d'Heizung effektiv en panne war. Dunn ass och direkt intervenéiert ginn an déi néideg Ersatzstécker si bestallt ginn, fir esou schnell wéi méiglech de Problem ze behiewen. D'Awunner vum Gebai goufen doriwwer informéiert, esoubal de Constat kloer gemaach war a gewosst war, wéi eng Léisung kéint fonnt ginn.

Fir datt d'Leit rëm esou séier wéi méiglech waarmt Waasser haten, ass provisoersch eng elektresch Heizung en place gesat ginn, en attendant datt dat bestallt Ersatzstéck ukënn. Esoubal dat Ersatzstéck do war, d. h. den 18. November, ass d'Heizung vum Installateur gefleckt ginn an d'Situation war berengéiert.

**Aides pour les élèves de la formation professionnelle | Question 7200 (17/11/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)**

À l'Institut national des langues, les cours de langue proposés coûtent 280 € par cours. Si un élève peut faire attester par son école que la fréquentation d'un cours est utile à sa formation, il peut bénéficier d'une réduction de 270 €. Par conséquent, un cours ne lui coûtera que 10 €. En revanche, il n'est pas clair si des personnes à faible revenu qui pour pouvoir s'intégrer socialement sur leur lieu de travail sont incitées par leur employeur à suivre des cours de langues à l'INL bénéficient également d'un tarif réduit.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Des personnes à faibles revenus qui sont incitées par leur employeur à suivre des cours de langue à l'INL, sont-elles obligées à payer le plein tarif ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il une solution à cette discrimination ?

Pour l'année scolaire 2020-2021 les livres scolaires de l'enseignement secondaire classique et général ainsi que de la formation professionnelle sont devenus gratuits. Des discussions sont en cours autour de la gratuité du matériel de sécurité dont ont besoin les élèves de la formation professionnelle. Ce matériel pèse considérablement sur le budget des apprentis dont le patron ne met pas à disposition le matériel requis pour la formation à l'école, de même que des différences considérables existent par rapport aux indemnités versées.

Partant, je voudrais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

2) Quand est-ce que le Service de la formation professionnelle mettra en place la gratuité du matériel de sécurité pour les élèves de la formation professionnelle ?

**Réponse (21/12/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

<sup>20</sup> <https://www.wri.org/insights/loss-damage-climate-change>

<sup>21</sup> [https://actionsolidaritetiersmonde.org/wp-content/uploads/2022/11/Une-affaire-de-responsabilite%CC%81\\_ASTM\\_20221108-1.pdf](https://actionsolidaritetiersmonde.org/wp-content/uploads/2022/11/Une-affaire-de-responsabilite%CC%81_ASTM_20221108-1.pdf)

ad 1) Le congé linguistique est un congé spécial qui permet aux salariés de toutes nationalités d'apprendre le luxembourgeois ou de perfectionner leurs connaissances en la matière. La durée totale du congé linguistique est limitée à 200 heures qui sont obligatoirement divisées en deux tranches de 80 à 120 heures chacune pour chaque bénéficiaire au cours de sa carrière professionnelle. Pour bénéficier de la deuxième tranche, il faut obligatoirement suivre, au cours de la première tranche, une formation sanctionnée par un diplôme ou par un autre certificat de réussite.

Pour les salariés qui travaillent à temps partiel, les heures de congé sont calculées proportionnellement. Le congé linguistique peut être fractionné, la durée minimale du congé étant d'une demi-heure par jour.

Les salariés bénéficiaires du congé linguistique ont droit, pour chaque heure de congé, à une indemnité compensatoire qui correspond au salaire horaire moyen, sans qu'elle ne puisse dépasser le quadruple du salaire social minimum horaire pour salariés non qualifiés.

Cette indemnité compensatoire est versée par l'employeur. L'État rembourse à l'employeur 50 % du montant de l'indemnité compensatoire et 50 % de la part patronale des cotisations sociales, sur base d'un formulaire.

Une des missions principales de l'Institut national des langues (INL) tel que référé sous l'article 2 de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création d'un Institut national des langues, est de dispenser des cours de langues à des adultes avec comme objectif de faciliter l'intégration et la cohésion sociales et de contribuer à l'employabilité des personnes.

Selon l'article de la même loi, les frais d'inscription à un cours de langue à l'INL sont fixés par règlement grand-ducal et le montant maximal pour une leçon d'enseignement, correspondant à 50 minutes, est fixé à 0,60 euro (n. i. 100). Ce même montant figure également dans le nouveau projet de loi de l'INL adopté par le Conseil d'État en sa session du 11 octobre 2022.

Ainsi, selon l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 27 juin 2018 fixant le montant des droits d'inscription aux cours organisés par l'Institut national des langues, un cours de deux leçons par semaine coûte 110 euros par semestre, un cours de quatre leçons par semaine coûte 200 euros par semestre et un cours avec une fréquence de six leçons par semaine coûte 280 euros par semestre.

Cette tarification peut, par dérogation à ce même article, varier et ainsi donner lieu au paiement, par l'apprenant, d'un montant de droits d'inscription réduits. Ce montant est défini sous l'article du même règlement comme « tarif C » et est fixé à 10 euros.

Peuvent bénéficier du « tarif C » pour l'inscription à un cours de langue à l'INL :

1. Les demandeurs d'emploi indemnisés, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une convocation établie par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).
2. Les bénéficiaires du revenu minimum garanti sur présentation, au moment de l'inscription, d'une attestation établie au nom du bénéficiaire par le Service national d'action sociale.
3. Les personnes reconnues nécessiteuses, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une attestation établie au nom du bénéficiaire par le département de l'intégration du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ou l'Office national de l'accueil (ONE).

4. Les élèves de l'enseignement secondaire, sur présentation, au moment de l'inscription, d'une lettre de recommandation dûment motivée du directeur de l'établissement qu'ils fréquentent.

5. Les signataires d'un contrat d'accueil et d'intégration pour l'inscription à un cours dans une des trois langues administratives du Luxembourg et sur présentation, au moment de l'inscription, de leur contrat d'accueil et d'intégration.

Pour les personnes visées sous les points 1 et 4, l'inscription à un cours au « tarif C » ne peut avoir lieu que pour l'apprentissage d'une des trois langues administratives du Luxembourg et de l'anglais.

D'autre part, l'INL, en collaboration avec l'ADEM, a ajouté des cours intensifs à visée professionnelle de langues allemande, anglaise, française et luxembourgeoise, à son offre de formation. Ceux-ci permettent aux demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM, indemnisés ou non, d'améliorer leurs compétences langagières et ainsi d'augmenter leur employabilité. Le développement et la mise en œuvre des cours se font à titre gratuit par l'INL. Ainsi, le tarif pour les personnes concernées est fixé à 0,00 euro par session.

À l'instar de cette expérience, le projet de loi n° 8012 prévoit à l'article 15 :

« (4) Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, la participation aux cours est gratuite pour les personnes dont la participation est imposée par une administration de l'État en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. »

ad 2) Certains apprentis doivent acquérir du matériel professionnel dont ils ont besoin dans le cadre de leur formation, matériel qui sera également utilisé par la suite dans le métier respectif ou la profession respective. Les coûts de ce matériel diffèrent en fonction de la formation ou du métier.

Le matériel à acquérir est défini par les lycées offrant les formations en question, alors que le prix dépend de différents facteurs (qualité, marque, etc.). Ces frais ne sont pas supportés par le MENJE, à l'instar du matériel utilisé dans le cadre de l'enseignement secondaire (p. ex. matériel artistique nécessaire en section E).

Il reste tout de même à préciser que la gratuité des manuels scolaires s'applique également à la formation professionnelle. Ainsi, de nombreux supports de cours jadis photocopiés et payés par les élèves/apprentis, sont aujourd'hui édités par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et mis à disposition gratuitement.

#### Correspondances entre la Nordstad et les localités de Holzthum et de Consthum | Question 7201 (17/11/2022) de M. André Bauler (DP)

Depuis la réorganisation des transports en commun du 17 juillet 2022 et suite à l'effondrement du tunnel près de Kautenbach, les habitants de la localité de Holzthum doivent subir de nets inconvénients. En effet, depuis cette date, ce village ardennais n'est plus directement relié respectivement à Ettelbruck et à Diekirch étant donné que la ligne 552 a été supprimée. Les habitants de Holzthum se voient donc gravement désavantagés dans la mesure où le changement en cours de trajet qui leur est imposé depuis l'été dernier contribue à une augmentation tangible du temps de parcours et d'attente. Sans avoir la possibilité d'exposer et d'analyser en détail les nouveaux horaires, il me tient à cœur de rendre attentif au fait que le retour en autobus par la combinaison des lignes 170 & 153 donne lieu à un temps de voyage d'une cinquantaine de minutes. En fait, la correspondance au lieu-dit Schinker n'est ni

adaptée en horaire, ni en confort d'attente (27 (!) minutes en abri de bus). Notons encore qu'un parcours pédestre entre Schinker et Holzthum s'avère très dangereux en l'absence d'un chemin ou d'un sentier à pied pour effectuer ce parcours.

Avec la suppression du 2<sup>e</sup> train par heure entre Ettelbruck et Kautenbach en septembre dernier, le temps de trajet dépasse donc pour la seule option convenable les 60 minutes en raison des correspondances défavorables.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Infrastructures :

1) Monsieur le Ministre est-il disposé à inviter ses services à améliorer dans les meilleurs délais les correspondances entre la Nordstad et les localités de Holzthum et de Consthum, soit par bus, soit par train-bus afin de réduire les temps de déplacement et d'attente ?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudra doter le lieu-dit Schinker d'un pavillon de bus qui mérite ce nom afin que les usagers soient mieux protégés, surtout en cas d'intempéries hivernales ?

**Réponse (01/12/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

ad 1) Comme annoncé dans la conférence de presse concernant la réouverture du Tunnel Schieburg le 15 novembre 2022, la ligne 153 desservant Holzthum sera adaptée aux horaires des trains à Kautenbach.

ad 2) Selon l'article 15 de la loi du 5 février 2021 sur les transports publics, l'aménagement des arrêts mis en place dans le cadre des services de transports publics par route sont à charge de la commune territorialement compétente.

#### Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3) | Question 7202 (17/11/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Am Kader vum aktuellen Entwurf zum Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3) als strateegescht Instrument, fir d'Ëmsetzung vun der Naturschutzpolitik zu Lëtzebuerg ze garantéieren, huet am Zäitraum vum 10. Oktober bis den 8. November eng éffentlech Consultatioun stattfont. Dobäi konnten interesséiert Bierger hir Commentairen an Umierkungen eraschécken. Eisen Informatiounen no soll och ee Workshop an deem Kader stattfont hunn.

Doropshi wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Commentairë sinn zum PNPN3 erageschéckt ginn? Sinn opgrond vun dësen nach Upassung vum PNPN3 virgesinn?

2. Wee war op de genannte Workshop invitéiert a wat waren d'Konditiounen fir eng Participatioun?  
– Ween huet schlussendlech d'äerfen um Workshop deelhuefen?

3. Wéi eng Conclusiounen kënnen aus dësem Workshop gezu ginn a fléissen déi nach an de PNPN3 an?

4. Aus dem PNPN3 geet och ervir, dass eent vun den Haaptziler an der Restauratioun vun Ekosystemer besteet.  
– Wéi vill Hektar sollen, ausserhalb vun den aktuelle Schutzzonen, restauréiert ginn?

Laut PNPN3 si quasi 1/4 vun de landwirtschaftleche Flächen, also 18.000 Hektar als naturschutzrelevant Gréngland ausgewisen, dovu leie 4.000 Hektar a Schutzzonen.

Doriwwer eraus geet eng verspéit Notzung vu Gréngland mat enger Verschlechterung vun der Fudderqualitéit anhier.

5. Wou genau leien dës 18.000 Hektar Gréngland? Wéi eng Bewirtschaftungsoplage sinn dofir virgesinn?

6. Wéi gedenkt d'Regierung d'Betriber, am Fall vun enger verspéiter Notzung vum Gréngland, ze ënnerstëtzen, fir d'Zil vun der Fudderautarkie ze erreechen?

Bis 2026 gesäit de PNP3 vir, d'Schutzgebidder an empfindlecht Grasland, y inclus Biotopen a Graslandhabitater, besonnesch ze berécksiichtegen, an dat ouni den Asaz vun Düngungsmëttele.

7. Wéi vill Hektar, wou net méi daerft gedüngt ginn, plangt d'Regierung an deem Kontext ze definéieren?

Am Kapitel 2.5. „Rétablir la nature sur les terres agricoles“ vum PNP3 gëtt dovunner geschwat, dat nei Aarbechtsplazen duerch verschidden Initiative wéi d'Biolandwirtschaft oder de ländlechen Tourismus kënnen geschaf ginn.

8. Ass d'Regierung gewëllt, d'Naturschutzgesetz esou ëmzeänneren, dat och den Agrotourismus op de Bauerenhäff an an der Gréngzon méiglech gëtt?

**Réponse (15/12/2022) de Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Präambel:

Den nationalen Naturschutzplang (PNPN) leet déi national Strategie vun der Naturschutzpolitik zu Lëtzebuerg fest an definéiert d'Aktiounen a Moossnamen, déi vun den Acteuren ze ergräife sinn. Dës baséiere sech notament op den aktuellen Zustand vun der Natur mat hiren Ökosystemer a vun den Déngschtleeschungen, déi d'Natur dem Mënsch bitt.

Et ass erwisen, dat de Klimawandel, den Aarteschwond an d'Zerstéierung vun den Ökosystemer d'Hauptgefore fir d'Mënschheet fir déi kommend Joerzëngten duerstellt<sup>22</sup>. D'Effekter vum Klimawandel erliewe mer déi lescht Jore ganz däitlech zu Lëtzebuerg a weltwäit. Den Aarteschwond an d'Zerstéierung vun den Ökosystemer fënnt net nëmme an den Tropebëscher, op Inseln oder an de Polargéigende statt; d'Effekter sinn och an Europa an och zu Lëtzebuerg nogewisen an domat gëllt et och heiheim ze handelen.

Déi zweet Versioun vum nationalen Naturschutzplang (PNPN2) ass zäitlech ofgelaf. Déi nei, drëtt Oplag vum nationalen Naturschutzplang, also de PNP3, ass ausgeriicht, fir notament der aktueller Situation vun der Natur gerecht ze ginn an déi gezielten Aktiounen ze ergräifen, déi néideg sinn, fir kuerz- a laangfristeg d'Ökosystemer sou ze schützen an/oder ze restauréieren, dass hir Déngschtleeschtfunktioun geséichert ass.

De PNP3 baséiert op der Struktur vun der europäescher Biodiversitätsstrategie 2030<sup>23</sup> an ass eis national Contributioun zu den europäeschen Ziler, fir den Zustand vun der Natur nees an ee funktionell Gläichgewicht ze bréngen. Dës beinhalten notament och Ziler an Obligatiounen, fir d'Natur ze schützen an och d'Ökosystemer an hir Déngschtleeschungen, déi staark degradéiert sinn, ze restauréieren. Et ass awer och eis national Contributioun zu de weltwäiten Ziler, déi momentan zu Montreal (Kanada) op der

Biodiversitéitskonferenz (COP15)<sup>24</sup> vun de Vereenten Natiounen diskutéiert a beschloss ginn. Hei gëtt ee globalen Aarbechtsprogramm opgesat fir eis eege Gesondheet a Bien-être, wéi och déi vum Planéit, deen och am Aklang ass mat dem Nohaltgeekesplang 2030 an dem Paräisser Accord zum Klimawandel.

ad 1. Am Kader vun der Enquête publique si 15 Dokumenter erageschéckt ginn. Insgesamt si beim Workshop a bei der Enquête publique 254 Commentairen zesummegekomm. Dës sinn amgaangen analyséiert ze ginn. Aktuell ginn eng ganz Rei Upassungen an Ergänzungen un dem Projet vum PNP3-Dokument gemaach, fir de Commentairé Rechnung ze droen.

ad 2. Den Artikel 47 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2018 beseet Folgendes: « Le ministre établit, en collaboration avec d'autres administrations nationales, les communes, les syndicats des communes et les milieux concernés un plan national concernant la protection de la nature. »

No engem „Save the date“ sinn Invitatiounen un d'Ministère, Verwaltungen, Institutiounen, Organisatiounen, Fuerschungs- an Naturschutzzentren, souwéi Berufsvertriedunge verschéckt ginn, déi soit am Beräich vum Naturschutz schaffen, soit spezifesch vum Sujet concernéiert sinn, an zwar notament deenen, déi schon am Kader vun der Ëmsetzung vum PNP2 tätég waren.

Am Ganzen haten 82 Leit sech ageschriwwen, wouvun der schlussendlech 68 präsent waren. Vertruede waren 8 verschidde Ministère, 5 verschidde Verwaltungen, 7 Naturschutzorganisatiounen, 5 Naturschutzgemeinschaften oder Naturparks, 7 Vertrieeder vun de regionale comités de pilotage vun den Natura2000 Gebidder, 3 Representanté vum Fuerschungssektor an 13 Vertrieeder vun der Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Beienzucht a Juegd.

ad 3. Den Austausch am Workshop war an enger gudder Atmosphär an d'Retoure vun de Participanté ware ganz räich a konstruktiv. D'Top 10 vun den diskutierten Themen oder Commentairé kann ee follgendermoosse regroupéieren:

Naturschutzpolitik, Landwirtschaft, Gouvernance, Urbane Raum & Naturpakt, Sensibiliséierung, generell Ergänzungen, Gestiou vun den Daten, Pollution, Indicateuren, Terrainskeef.

Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro ugedeit, lafen d'Analysen zur Consultatioun nach. Et kann een elo awer scho soen, dat iwwert d'Hallschent vun de Commentairen zu Ergänzungen an Ajouten am Dokument gefouert huet, während fir ronn ee Véierel vun de Commentairen, déi entsprechend Elementer schon am Dokument stoungen. Fir de verbleiwende Véierel ass d'Conclusioun, dat déi Elementer an aner Strategien oder Planungen ze integréiere sinn, awer net an de PNP3 gehéieren.

ad 4. Dëst ass net an dem aktuelle Projet vum PNP3 definéiert. Et ass ugeduecht, dat de Gros vun de Restauratiounsobligatiounen méiglechst an dem Reseau vu Schutzgebidder soll realiséiert ginn.

ad 5. De PNP3 zitíert, dat knapp 1/4 vun der nationaler Grénglandfläch als naturschutzrelevant Gréngland uzegesinn ass. Laut den Experten<sup>25</sup> ass

dëst opzedeelen a ronn 4.000 ha national geschützte Graslandbiotopen an -habitaten, a ronn 14.000 ha anert Gréngland mat héijem Aartenundeel. Déi geografesch Informatiounen, wou sech dëst Gréngland befënnt, fënnt een um Geoportail:

– „Herbages sensibles“ bei „Données agricoles“<sup>26</sup>  
– „Surfaces à l'exception des vergers“ bei „Cadastre des biotopes“<sup>27</sup>.

D'Bewirtschaftungsoplagen, déi op de geschützte Graslandbiotopen an -habitaten anzehalen sinn, stinn am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 1. August 2018<sup>28</sup>. Op dem aneren aarteräiche Gréngland bestinn Oplagen, déi sech aus den Agrarëmweltmoossnamen oder de Reglementer zu den nationalen Naturschutzgebidder<sup>29</sup> erginn.

ad 6. Déi honorabel Deputéiert kann all dës Informatiounen am nationale Strategieplang zur Landwirtschaft consultéieren.

ad 7. An dem aktuelle Projet vum PNP3 ass net definéiert, wéi vill Hektar sollen a Schutzgebidder leien, wou net méi dierf gedüngt ginn. Et ass am Dokument ugin, dat déi appropriéiert reglementaresch Moossnamen ergraff solle ginn, fir d'Obligatiounen vun der Restauratioun vun den Ökosystemer ze erreechen, notament am Reseau vun de Schutzgebidder; dëst, fir den Haaptursache vun dem Verloscht oder der Degradatioun vun dem naturschutzrelevante Gréngland entgéintzewirken. Dat heescht am Konkreten, dat den Ëmgang mat dem naturschutzrelevante Gréngland a Schutzgebidder ka gereegelt ginn, wat zum Beispill d'Quantitéit vun der Düngung, déi ausbruecht gëtt, de Verbuet vum Ëmbriechen, Ofsprézen oder Nei-Uséinen oder och nach den Zäitpunkt oder d'Frequenz vum Méinen ugeet etc. „Appropriéiert reglementaresch Moossnamen“ heescht awer och, attraktiv a gebürend Primmesystemer unzewenden, anzeféieren oder auszebauen, déi net op ee Gewännverloscht, mee éischer op eng Déngschtleeschung orientéiert sinn, sou dat och heiheim déi néideg Ëmsetzunge stattfannen, fir d'Ökosystemer vum naturschutzrelevante Grasland ze restauréieren. D'Restauratiounsobligatiounen kënnen an der Annex vun dem Projet vum PNP3 consultéiert ginn.

ad 8. Fir d'éischt sief gesot, dass net all Bauerenhaff sech an der Gréngzon befënnt an dass déi Betriber, déi sech net an der Gréngzon befannen, an hirem Betrib ganz vill Aktivitéiten aus dem Beräich Agrotourismus kënnen ubidden. Verschidden Aktivitéite vum Agrotourismus op de Baurenhäff an der Gréngzon sinn och hautzedaags scho méiglech, ouni dass dofir misst d'Naturschutzgesetz geännert ginn. Näischt verhënnert, fir op engem Haff oder an der Gréngzon ze weisen, wéi z. B. Aarbechten ausgefuert ginn, wat d'Resultater dovunner sinn oder d'Produiten aus der eegeger Produktioun ze vermaarten. Des Weidere gëtt et jo och schon eng Rei Gebailechkeeten am ländleche Raum, an deenen een iwwernuechte kann. Mir sinn een enk bebaut Land, an deem de Wee op déi Plaz, wou sou Aktivitéite stattfannen ewéi och deen zu der nächster Iwwernuechtungsméiglechkeet, ni ganz laang ass. Et

<sup>26</sup> <http://g-o.lu/3/V5TS>

<sup>27</sup> <http://g-o.lu/3/1J64>

<sup>28</sup> Version consolidée applicable au 22/07/2022 : Règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives. – Legilux (public.lu) // <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2018/08/01/a774/consolide/20220722>

<sup>29</sup> Zones protégées d'intérêt national – Natur – Portail de l'environnement – emwelt.lu – Luxembourg (public.lu) // [https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure\\_3\\_zones\\_especes\\_proteges/zones\\_protgees\\_interet\\_national.html](https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/mesure_3_zones_especes_proteges/zones_protgees_interet_national.html)

<sup>22</sup> Forum économique mondial. The Global Risks Report 2020. 102 // [https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2020/\(2020\)](https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2020/(2020))

<sup>23</sup> EU biodiversity strategy for 2030 – Publications Office of the EU (europa.eu) // <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/31e4609f-b91e-11eb-8aca-01aa75ed71a1>

<sup>24</sup> UN Biodiversity Conference (COP 15) (unep.org) // <https://www.unep.org/un-biodiversity-conference-cop-15>

<sup>25</sup> Strategie-zum-Erhalt-und-Wiederherstellung-des-artenreichen-Grunlandes-in-Luxemburg-VsDef.pdf (public.lu) // [https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur\\_plan\\_action\\_especes/Strategie-zum-Erhalt-und-Wiederherstellung-des-artenreichen-Grunlandes-in-Luxemburg-VsDef.pdf](https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur_plan_action_especes/Strategie-zum-Erhalt-und-Wiederherstellung-des-artenreichen-Grunlandes-in-Luxemburg-VsDef.pdf)

ass dohier net geplangt, fir d'Naturschutzgesetz esou unzepassen, dass Aktivitéiten aus dem Horecaseteur do méiglech sinn. Nieft de rengen Naturschutzaspekter, zu deenen och gehéiert, d'Gréngzon virun Zousatzbelaaschtungen ze schützen, géing een domat och eng delayal Konkurrenz par rapport zu den Acteuren aus dem Horecaseteur schafen.

### Licenciements auprès d'Amazon | Question 7203 (17/11/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Laut „New York Times“ wëll Amazon weltwäit 10.000 Aarbechter entloossen. Amazon huet och ee Standuert zu Lëtzebuerg.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis doriwwer, ob och Aarbechter zu Lëtzebuerg entlooss solle ginn? Wa jo, wéi vill?

2. Huet d'Regierung scho Gespréicher mat Amazon gesicht, fir sech ze informéieren, wéi et em de Standuert Lëtzebuerg steet?

**Réponse (07/12/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

De Comité de conjoncture huet keng Informatioun, déi op Entloossunge bei Amazon zu Lëtzebuerg hiweisen. Et ass ze bemerken, dass all Employeur, deen op d'mannst 15 Leit beschäftegt, d'Sekretariat vum Comité de conjoncture muss informéieren iwwer all Entloossung aus Grënn, déi net inherent zu der Persoun vum Employé sinn.

De Wirtschaftsministère ass generell reegelméisseg a Kontakt mat groussen ekonomeschen Acteuren.

### Prestations en espèces de l'assurance dépendance | Question 7204 (17/11/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Kader vun der Assurance dépendance gëtt et d'Méiglechkeet vun de sougenannte Prestations en espèces. Dobäi handelt et sech em Geld vum Staat fir ee Mënsch, deen sech all Woch em eng Persoun këmmert, déi op zousätzlech Hëllef ugewisen ass. Bei de Prestations en espèces gëtt et fest Montanten, déi sech no der Zäit riichten, déi dës Aide pro Woch mat der fleeebedierfeger Persoun verbréngt. De klengste Forfait ass de Forfait 1 vun 12,50 Euro pro Woch, wann d'Aide manner wéi 61 Minutte pro Woch assuréiert. Den héchste Montant ass de Forfait 10 vun 262,50 Euro d'Woch, wann d'Aide 541 Minutten oder méi pro Woch assuréiert. Et ass eis zougedroe ginn, dass Beneficiairen opgrond vun den aktuelle Präissteigerunge mussen zousätzlech Suen aus eegener Täsch un hir Aidë bezuelen, well dës opgrond vu méi héije Käschten, fir zum Beispill Spritt, méi Sue fir hir Servicer froen, wéi d'Forfaite virgesinn.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi ginn dës Forfaiten ausgerechent?

2. Sinn an dese Forfaiten och Depensen, wéi zum Beispill d'Käschte vum Spritt fir den Deplacement, mat agerechent?

3. Wéini sinn dës Forfaite fir d'lescht ugepasst ginn?

4. Sinn dës Forfaiten un den Index gebonnen? Wann nee, firwat net?

5. Lëtzebuerg kämpft aktuell mat enger héijer Inflation. Wäerten d'Forfaiten dowéinst innerhalb vun den nächste Méint un dës Präissteigerungen ugepasst ginn?

– Wa jo, wéini?

– Wann nee, firwat net?

**Réponse (20/12/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale**

D'Saach- a Geldleeschtunge vu Fleegeversécherung si Leeschtunge vun der sozialer Sécherheet, déi op Basis vun enger Evaluatioun vun der Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance (AEC) fixéiert ginn.

D'Forfaite fir Geldleeschtunge sinn opgeléicht am Artikel 354 vum Code vun der sozialer Sécherheet. Jee nodeem wéi vill Minutten den Aidant fir d'„Actes essentiels de la vie“ (AEV) assuréiert, gëtt de Montant vun de Leeschtungen a Funktioun vum jeeweilige Forfait bezuelt. Fir d'Geldleeschtunge sinn et 10 Forfaiten, déi enger Unzuel vu Minutten (mat engem Intervall) un AEVEN entsprechen. De Forfait 1 ass zum Beispill, wann den Aidant manner wéi 61 Minutten d'Woch assuréiert. Dee Moment kritt déi fleeebedierfeger Persoun 12,50 Euro pro Woch ausbezuel. Den héchste Forfait ass de Forfait 10. Do kritt déi fleeebedierfeger Persoun 262,50 Euro pro Woch ausbezuel, wann den Aidant 541 Minutten oder méi pro Woch assuréiert.

Dës Geldleeschtunge si weeder e Salaire nach e Revenu de remplacement fir den Aidant, mee et ass eng Leeschtung, déi de Beneficiaire vun der Fleegeversécherung kritt, wann dese Beneficiaire en Aidant huet. Et ass eng Indemnitéit vun der Fleegeversécherung fir déi fleeebedierfeger Persoun, déi hir Versuergung doheem organiséiert. Deementspreechend kënnen an deene Forfaite weeder Käschte fir de Spritt mat agerechent ginn, nach soss aner eventuell Käschte vum Aidant. Doriwwer eraus kënnen dës Forfaiten och net un den Index gebonne ginn.

Dës Forfaite si fir d'lescht bei der Reform vun der Fleegeversécherung, déi op den 1.1.2018 a Kraaft getrueden ass, ugepasst ginn.

Am Joer 2021 gouf eng Enquête an der Fleegeversécherung realiséiert, déi och op den Aidant fokusséiert war. Dës Resultater sinn an e Bericht vun der Fleegeversécherung agefloss, deen den 9. Juni 2022 der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt gouf. Am PV vun där Chamberskommissiounssetzung stinn d'Detailer vun de Resultater ewéi och d'Konklusioun mat den Echangingen an der Kommissioun dran (<https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0132/020/264204.pdf>).

Zu deem Zäitpunkt huet de Minister fir sozial Sécherheet schonn ugekënnegt gehat, datt an noer Zukunft géif gekuckt ginn, fir d'Aidanten nach besser ze encadréieren an och ze entlaaschten. Zu deem Moment wäerten dann och nach eng Kéier déi eenzel Forfaiten analyséiert an eventuell ugepasst ginn.

### Loi sur l'accès aux lieux ouverts au public | Question 7205 (17/11/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Den 2. Dezember 2021 gouf an der Chamber d'„Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs“ gestëmmt, fir éffentlech an éffentlech zougänglech Gebaier och fir Leit mat besonnesche Besoinen accessibel ze maachen. Fir den Émbau vu bestoende Gebaier ass eng Iwwerangangsphas vun zéng Joer virgesinn, fir engersäits eng Iwwerbelaaschtung vun de betraffene Proprietären

ze verhënneren, wat awer och fir déi betraffe Leit nach eng laang Waardezäit ka bedeuten.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Familljeminister gär dës Fro stellen:

– Gesäit d'Madamm Minister zousätzlech Moosname vir, fir déi betraffe Proprietären, déi hir Gebaier virum Delai wëllen ëmbauen, awer net iwwert déi néideg finanziell Moyene verfügen, zousätzlech ze ënnerstëtzen?

**Réponse (24/11/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**

Am Accessibilitésgesetz vum 7. Januar 2022 ass am Artikel 12 (Art. 12 Aide financière) virgesinn, datt e Propriétaire vun engem bestoende Gebai eng finanziell Ënnerstëtzung ufroe kann. Dës Ënnerstëtzung gëllt fir Propriétaires, déi hire bestoenden éffentlech zougänglechen Uert konform zum Accessibilitésgesetz ëmbauen.

Bis zu 50 %, mat engem Plaffong vu 24.000 € HTVA, si virgesi fir Demanden, déi während den éischte 5 Joer vum Gesetz ugefrot ginn a wou d'Aarbechten innerhalb den éischten 8 Joer vum Gesetz ofgeschloss ginn. Dës zäitlech Begrenzung soll eng zousätzlech Motivatioun si fir déi imposéiert Aarbechte virum Delai vum 1. Januar 2032 (10 Joer no der Publikatioun vum Gesetz) ze maachen.

Virum Akraafttriede vum Gesetz, den 1. Juli 2023, ginn eng Rei Depliante souwéi en Internetsite dem Grand public zur Verfügung gestallt. Zousätzlech besteet schonns haut d'Méiglechkeet fir déi Betraffen, mat Info-Handicap sou ewéi ADAPTH ASBL Kontakt opzehuelen, fir generell Informatiounen oder eng technesch Berodung ze kréien.

### Communication accessible | Question 7206 (17/11/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Och zu Lëtzebuerg gëtt et eng grouss Zuel vu Leit mat spezifische Besoinen. Dozou gehéiert dacks och e separaten Zougang zu der Kommunikatioun, nottamment d'Gebäerdesprooch am mëndleche Beräich a Piktogrammer am schrëftleche Beräich. Leider mangelt et an deem Beräich awer staark u qualifiziertem Personal, och well ville Leit déi eenzel Berufsméiglechkeete guer net bewosst sinn.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Familljeminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng weider Moosname gesäit d'Madamm Minister während dëser Legislaturperiod nach vir, fir déi éffentlech Kommunikatioun vum Staat (Ministèren, Verwaltungen asw.) souwäit wéi méiglech souwuel a Gebäerdesprooch, wéi och a liichter Sprooch zougänglech ze maachen?

2. Wéi eng Moosname gesäit d'Madamm Minister während dëser Legislaturperiod nach vir, fir déi eenzel Institutiounen vu Staat a Gemenge souwäit wéi méiglech fir d'Noutwennegkeet vu Piktogrammer ze sensibiliséieren?

3. Wéi eng Moosname gesäit d'Madamm Minister während dëser Legislaturperiod nach vir, fir de Beruff vum Iwwerwetterer am Beräich vun der Gebäerdesprooch méi staark wéi bis ewell ze promovéieren?

4. Gesäit d'Madamm Minister vir, fir nach während dëser Legislaturperiod eng verstärkt Kooperatioun mam Klaro anzugeen?

**Réponse (15/12/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**

ad 1. Déi éffentlech Kommunikatioun vum Staat gëtt souwäit wéi méiglech fir jiddereen zougänglech

gemaach, ënnert anerem andeems d'Ministèren an d'Verwaltungen hir Internetsitten accessibel gestalten. Konkreet heescht dat, dass d'Informatiounen op deene verschiddenen Internetsäiten och a liichter Sprooch publizéiert ginn, an accessibel gestallt solle si fir datt Leit, déi ee Screen Reader benotzen, d'Informatiounen virgelies kënnen kréien.

Ech hunn och am März 2022 de Projet de loi relatif aux exigences en matière d'accessibilité aux produits et services déposiert, deen d'EU Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services ëmsetze wäert.

Dee mam Familljeministère konventionéierte Service fir Berodung an Informatioun „Klaro“ vun der APEMH bitt spezialiséiert Ënnerstëtzung fir Verwaltungen, Betriber an Associatiounen, déi hir Kommunikatioun fir jiddereen zougänglech wëlle maachen. Klaro beréit a forméiert Leit, fir zougänglech Inhalter ze produzéieren.

Fir speziell Rendez-vous bei Ministèreen oder Verwaltungen gëtt et d'Méiglechkeet, e Gebäerdesproochdolmetscher um Familljeministère unzefroen.

ad 2. De 17.2.2022 gouf den Zentrum fir alternativ Kommunikatioun, „Centre de la communication accessible à tous GIE (Groupement d'intérêt économique)“ offiziell gegrënnt.

Et geet hei drëm, verschidden Acteuren – Représentante vu verschiddene Ministèreen a vun 3 Daachverbänn aus dem Domaine vum Handicap (Info-Handicap, FEDAS a Solidarität mit Hörgeschädigten) –, déi an de Beräicher Kommunikatioun a Formatioun aktiv sinn, zesummen ze bréngen, fir hinnen ze erméiglechen, hir Aktivitéit mat Hëllef vum Zentrum, dat natierlech och eegent Personal wäert kréien, auszebauen.

Et kënnen natierlech och vum Zentrum sujetiwewergräifend Aktiounen a Formatiounen iwwer accessibel Kommunikatioun ugebuede ginn, déi och d'Besoin vu verschiddenen Typen vu Behënnerung ofdecken.

Hei kann een sech Formatiounen zu ganz verschiddenen Theemen a fir ganz ënnerschiddlech Berufsgruppen virstellen. Den Zentrum selwer wäert och d'Funktioun vun engem Informatiounsquichet fir alternativ Kommunikatiounsformen hunn.

Et soll eng Ulafstell ginn, wou een Informatiounen kreéien iwwer, ënnert anerem, d'licht Sprooch an d'veinfacht Sprooch, iwwer d'Gebäerdesprooch, d'Schrëftdolmetschen, d'Audiodeskriptioun, Ënnerstëtzen an alternativ Kommunikatiounsformen, Piktogrammer, Talker, déi vu Leit genotzt kënnen ginn, déi beotemt ginn, d'Tast-ABC (Lormen) fir Leit, déi weeder héieren nach gesinn.

Et geet och drëm, een Zentrum ze hunn, wou een sech kann iwwer seng Rechter informéieren am Zesummenhang mam Zougang zu Informatiounen a wou all déi néideg Formulieren disponibel sinn, fir kënnen eng Hëllef an engem vun de virdu genannte Beräicher unzefroen (Gebäerdesdolmetscher, Aides techniques vun der Assurance dépendance fir ee Screenreader oder ee Sproochcomputer, ...).

En anert Beispill ass de Projet „Accessibilité vun de Walbüroen“. De Familljeministère an Info-Handicap ASBL hunn an Zesummenaarbecht mam Klaro eng Informatiounsbroschür mat Recommendationen a liichter Sprooch publizéiert. Déi Broschür riicht sech un all Gemengen a soll d'Gemenge sensibiliséieren, d'Walbüro fir all Bierger zougänglech ze maachen.

ad 3. De Beruff vum Dolmetscher a Gebäerdesprooch gëtt an der Broschür „Interprète-traducteur“ an der Serie „Études et métiers“, déi de Service d'information sur les études supérieures vun Ministère fir Héichschoul a Fuerschung erausgëtt, virgestallt (<https://mengstudien.public.lu/fr/publications/lettres-sciences-communication/interprete-traduire.html>). D'Agente vun deem Service ginn den interesséierte Persounen all zousätzlech Informatioun iwwer d'Studien, déi zu deem Beruff féieren; de Beruff vum Dolmetscher a Gebäerdesprooch gouf vum 5.11.2020 bis den 2.2.2021 als „Job vum Mount“ um Site [www.cedies.lu](http://www.cedies.lu) presentéiert (deese Site gouf méttlerweil duerch de Site [www.mengstudien.lu](http://www.mengstudien.lu) ersat).

ad 4. Klaro ass de Kompetenzzentrum fir liicht Sprooch zu Lëtzebuerg.

Klaro riicht sech un all Persounen an Organisatiounen, déi gär méi iwwer liicht Sprooch a Kommunikatiounshëllef wéi z. B. Piktogrammer gewuer ginn, awer och un all déi, déi d'Schreiwelen an d'Reegele vun der liichter Sprooch léiere wëllen. Klaro ass och do, fir all Persoun an Organisatioun ze hëlfe, liicht, verständlech, barrièrefräi Kommunikatiounsinstrumenter ze entwéckelen. De Service Klaro ass iwwer eng Konventioun mam Familljeministère finanzéiert; et gëtt also schonn zënter Joren eng staark an enk Kooperatioun mam Klaro.

### Établissements classés | Question 7210 (17/11/2022) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

Selon les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, toutes les demandes et autorisations de monte-charges, d'appareils de levage et autres tels que les monte-escaliers dans le cadre de l'assurance dépendance, doivent être portées au public des communes et ainsi être publiées dans les différents tableaux d'affichage.

En réponse à la question parlementaire n° 4488 du 14 juin 2021 Monsieur le Ministre du Travail avait précisé qu'« un avant-projet de modification de la loi relative aux établissements classés est actuellement en cours d'élaboration. Celui-ci prévoit de modifier, entre autres, les dispositions relatives à la publication des demandes d'autorisations et des autorisations. »

En ce qui concerne les appareils de levage tels que les monte-escaliers, Monsieur le Ministre du Travail a conclu que : « ceux-ci n'impactent effectivement que très peu le voisinage, respectivement le public. Dans cet ordre d'idées une modification du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés est en cours d'élaboration afin de reclasser ces appareils de levage de la classe 3A en classe 4. Ceux-ci seront par conséquent soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal. Du fait qu'une publication ne sera dès lors plus nécessaire, cette adaptation impliquera une diminution substantielle de la charge administrative pour les administrations communales. De même, les informations d'ordre privé concernant ces installations, tels que les monte-escaliers dans le cadre de l'assurance dépendance, ne seront plus rendues publiques.

Selon mes informations, le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 en question n'a toujours pas été modifié sur les points susmentionnés. Partant les demandes et autorisations pour des installations privées doivent encore être portées au public des communes et ainsi être publiées dans les différents tableaux d'affichage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Le Gouvernement peut-il m'informer sur l'état des travaux concernant la modification de la loi relative aux établissements classés respectivement du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ?

– Le Gouvernement peut-il m'informer sur les délais de finalisation de la refonte de la loi respectivement du règlement grand-ducal susmentionné et notamment de sa mise en œuvre ?

**Réponse (20/12/2022) de M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

En ce qui concerne la refonte de la loi relative aux établissements classés, il a été décidé en raison du nombre important de modifications apportées, dans un souci de meilleure lisibilité, d'élaborer une nouvelle loi afin de pouvoir répondre mieux aux besoins actuels (simplification administrative, digitalisation des procédures, meilleure transparence) au lieu de procéder à diverses adaptations de la loi actuelle. Les travaux relatifs à l'élaboration de cette nouvelle loi sont en cours de finalisation.

Quant à la modification du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés afin de reclasser les appareils de levage de la classe 3A en classe 4, il faut souligner que suite à cette modification les appareils de levage seront soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal et non plus aux conditions fixées par arrêté ministériel pour chaque installation. Afin de ne pas créer un vide juridique lors de ce reclassement, il importe qu'un règlement grand-ducal fixant les prescriptions nécessaires puisse être déposé en même temps que l'adaptation de la nomenclature. Un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant la nomenclature des établissements classés et fixant les prescriptions pour les appareils de levage est actuellement également en cours de finalisation auprès des services du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Vu les différentes étapes du processus législatif d'un projet de loi respectivement projet de règlement grand-ducal, une date de mise en œuvre respectivement mise en vigueur ne peut actuellement pas être communiquée.

### Épidémie de bronchiolite | Question 7214 (21/11/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Lëtzebuerg leit aktuell ënnert eng Epidemie vu Bronchiolite-Fäll. D'Better an der KannerKlinik si momentan alleguer beluecht an d'Kapazitéiten an der Pédiatrie si méi ewéi ausgelaascht. Dowéinst gouf och schonn eng Krisenzell en place gesat, déi e Plang ausschaffe soll fir ze kucken, wéi d'Kapazitéiten u pédiatresche Better kënnen kuerzfristeg eropgesat ginn. Des Weidere kënn et och zu sougenannten Deprogrammatiounen, fir dass pédiatresch Chirurgie-Interventiounen, déi net urgent sinn, verréckelt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ginn opgrond vun de komplett beluechte Better an den iwwerlaaschte Kapazitéiten an der Pédiatrie krank Kanner op aner Statiounen transferéiert?

2. Wat gëtt gemaach, fir kuerzfristeg méi pédiatresch Better zur Verfügung ze stellen?

**Réponse** (15/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**,  
Ministre de la Santé

ad 1. Am Moment ass dat net de Fall. D'Bettkapazitéiten an der Pédiatrie goufen entsprechend no uewen ugepasst an d'Poliklinique pédiatrique vergréissert.

ad 2. Eng éischt Mesure ass eng Upassung vun de verschiddene pédiatreschen Unitéiten am Spidol, wou zum Beispill Einzelbettzëmmer an Zweebettzëmmer ëmgestallt gi sinn. Och ass d'Dagesklinik deelweis fir eng begrenzten Zäit an eng Poliklinik ëmdisponéiert ginn, sou dass do och méi Kapazitéite fräi sinn. Eng weider Mesure ass, dass d'Kollaboratioun tëschent de verschiddene Spideeler verstärkt gouf. Esou ginn et reegelméisseg Reunionen, wou d'Bettersituatioun op Dagesbasis diskutéiert gëtt. Am Fall wou d'Spidol keng Bettkapazitéit méi huet, ginn d'Kanner national an en anert Spidol mat fräie Better transferéiert.

Des Weideren ass ee „plan de montée en charge“ ausgeschafft ginn, fir weider Mesuren an der Kannerklinik kënnen ze ergreifen, falls déi aktuell Mesuren net géingen duergoen.

**Ouette d'Égypte** | Question **7216** (21/11/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An deene leschte Joren huet sech déi invasiv Nilgäns och zu Lëtzebuerg staark verbreet. Fir dem exponentielle Wuesstem vun der Populatioun entgéintzewierken, gouf e Plan d'action pour espèces exotiques envahissantes (PA EEE) opgestallt. Leider kënn et awer och ëmmer erëm zu Schied an der Landwirtschaft.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Konnt de Wuesstem vun der Nilgäns-Populatioun zu Lëtzebuerg duerch de PA EEE schonns ofgebremst ginn?
2. Denken d'Minister, dass déi beschriwwen Mesuren duerginn, fir de Problem an Zukunft Här ze ginn, oder muss ee weider oder aner Mesuren a Betruecht zéien?
3. Gesäit ee vir, dass an Zukunft d'Bauern hire Schued, deen duerch déi invasiv Nilgäns entsteet, sollen entschiedegt kréien?  
– Wa jo, wien iwwerhëlt déi Entschedegung?  
– Wann nee, firwat net?

**Réponse** (21/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring**,  
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Aktiounsplang ass viru knapps 2 Joer publizéiert ginn. Fir ee generelle Bilan ze zéien, ass et ze fréi: Fir eng Tendenz kënnen festzehalen an den Effekt vun de bisweilen applizéierte Mesuren, déi am Kader vum PA EEE geholl gi sinn, ze analyséieren, gi méi Erfarungswärter iwwert d'Zäit gebraucht.

ad 2. All Aktiounsplang ass ee liewegt Dokument a kann och un nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, eng nei Legislatioun oder un nei erproufte Praktiken ugepasst ginn, am Respekt vun der Prozedur, déi fir déi Pläng virgesinn ass. Wéi vun der europäescher Legislatioun virgesinn, ass an engem Intervall vu 6 Joer, also fir d'Joer 2025, ee Reporting mat enger Evaluéierung vun der Ëmsetzung vun alle jeeeweilige Pläng virgesinn.

Et sinn der Naturverwaltung (ANF) an der Lescht e puer Konflikter mat Nilgäns matgedeelt ginn. Do-wéinst ass et virgesinn, kuerzfristeg eng éischt Analys

vun den aktuelle Mesuren ze maachen an ze kucken, ob ee méi fréien Update vum Aktiounsplang néideg ass.

De leschte landeswäite Monitoring vun der Nilgäns (2020) an ee spezielle Monitoring vum Iechternacher Séi (2021) weisen, dass d'Dynamik vun der Populatioun nach ëmmer grouss ass. Landeswäit huet d'Centrale ornithologique d'Populatioun vun den Nilgänsen op 20 bis 45 Brutkoppelen geschat. Am Summer hunn sech méi wéi 150 Nilgänsen um Iechternacher Séi opgehale.

ad 3. D'Nilgäns als net eenheemesch Vullenaart huet kee Schutzstatus laut dem Naturschutzgesetz an der entsprecherender Reglementatioun; dofir kënnen iwwert d'Subside-Reglementatioun fir geschützte Wëldéierenaarte keng Entschedegunge fir Schued, deen duerch si entsteet, ausbezuellet ginn.

D'Nilgäns ënnerläit soumat eenzeg der Protectioun vum Déiereschutzgesetz.

**Autorité parentale dans le cas d'une gestation pour autrui** | Question **7218** (22/11/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi franséisch Justiz huet an engem rezente Fall, deen an de Medie fir Kontroverse gesuergt huet, decidéiert, datt de biologesche Papp vun engem Kand, dat aus enger Gestation pour autrui (GPA) ervirgaangen ass, net de Retrait vun der Autorité parentale vun der geléinter Mamm (déi no der Gebuert vum Kand an hirem Land op hir Mammerechter verzicht hat) mam Argument verlaange kann, si wier souwisou zënter der Gebuert vum Kand net an deem säi Liwwen involvéiert. De biologesche Papp konnt net noweisen, datt d'Feele vun der biologescher Mamm am Liwwen vum Kand eng Gefor fir d'Sécherheet, d'Gesondheet bezéiungsweis dat moralescht Wuelbefanne vum Kand duerstelle géif. Doduerch konnt d'Kand net vum Conjoint vum biologesche Papp adoptéiert ginn.

De beschriwwene Fall weist, datt et a Frankräich net méiglech ass, enger Persoun hir Autorité parentale ze entzéien, fir doduerch administrativ Demarchen (an dësem Fall d'Adoptioun vum Kand duerch de Conjoint vum biologesche Papp) ze erliichteren.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch:

1. Am Dokument „L'autorité parentale au Grand-Duché de Luxembourg“, ([https://www.lbv.lu/wpcontent/uploads/2020/01/Brochure\\_autorite\\_parentale\\_2018.pdf](https://www.lbv.lu/wpcontent/uploads/2020/01/Brochure_autorite_parentale_2018.pdf)) steet: « En outre, peuvent se voir retirer totalement l'autorité parentale, en dehors de toute condamnation pénale, les parents qui, [...] par un défaut de soins ou un manque de direction, mettent en danger la sécurité, la santé ou la moralité de l'enfant. » Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob doduerch och enger biologescher Mamm, déi am Ausland op hir elterlech Rechter verzicht huet, hei zu Lëtzebuerg offiziell d'Autorité parentale kann entzu ginn, fir enger Koppel, déi e Kand an Optrag ginn huet, d'Adoptioun vum Kand ze erliichteren?
2. Misst net bei all Kand, dat aus enger GPA am Ausland ervirgaangen ass an hei zu Lëtzebuerg opwiisst, rechtlech festgehale ginn, wien déi biologesch Mamm an de biologesche Papp ass? Anescht formuléiert: Ass d'Madamm Minister net der Meinung, datt all Kand d'Bedierfnes huet, seng biologesch Elteren ze kennen?

**Réponse** (06/12/2022) de **Mme Sam Tanson**,  
Ministre de la Justice

ad 1. D'Konditiounen vum Retrait vun der „autorité parentale“ sinn déi selwecht zu Lëtzebuerg wéi a Frankräich.

E Retrait wär awer net zwéngend néideg duerch den Artikel 352 vum Code civil, dee virgesäit, dass d'Gericht sech am Fall vun engem „abandon de l'enfant“ kann der Decisioun fir d'Adoptioun substituieren.

ad 2. De Gesetzesprojet 7674 „portant organisation de l'accès à la connaissance de ses origines dans le cadre d'une adoption ou d'une procréation médicalement assistée avec tiers donneurs“ befaasst sech mam Recht vun de Kanner, hir biologesch Eltere kennen ze léieren.

**Enquête du LISER sur les mesures pour le climat** | Question **7219** (22/11/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Laut onsen Informatiounen ass de LISER amgaang, am Optrag vun der Regierung eng Enquête iwwer méiglech Klimamesuren duerchzeféieren, bzw. bestoend Mesuren ze evaluéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann de Minister eis d'Froen, déi an der Enquête gestallt ginn, zoukomme loosser?
2. Wéi sinn d'Sujete vun dëser Froe festgehale ginn?
3. Wat ass d'Zil vun dëser Enquête?

**Réponse** (21/12/2022) de **Mme Joëlle Welfring**,  
Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Luxembourg Institute of Socioeconomic Research (LISER) ass momentan weeder amgaangen, eng Enquête iwwer méiglech Klimamoossnamen duerchzeféieren, nach esou eng Enquête ze preparéieren.

Den eenzege Projet an engem änleche Beräich, un deem de LISER momentan schafft, concernéiert d'Sammelen an d'Analyséieren vun Informatiounen iwwer d'Verhaltensfacturen, déi dem Choix vun de Verkéiersmëttel fir de Wee op d'Aarbecht an den Investitiounen bei der Verbesserung vun der Energieeffizienz vun Wunngebaier zugronn leien. Den entsprecherende Questionnaire ass nach an der Ausaarbechtung.

D'Ëmfro wäert sech op déi wichtegst Quelle vun Zäregasemissiounen um Niveau vun de Stéit bezéien (Beräicher Transport a Chauffage). D'Zil vun der Ëmfro besteet doranner, besser ze verstoen, wat den Eenzen dozou beweegt, vun den zu Lëtzebuerg ëmgeseate Moossnamen ze profitéieren, wéi eng eventuell Hürden et dobäi gëtt a wisou verschidde Leit ee „klimafrëndleche Liwwensstil“ unhuelen an aner net.

**Lutte contre le sans-abrisme** | Question **7222** (22/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** | **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Dans sa réponse à la question n° 6978 Madame la Ministre explique que « [...] l'objectif de la politique du Gouvernement en matière de sans-abrisme est de permettre aux personnes en très grande précarité d'améliorer leur situation de vie et de sortir du sans-abrisme en leur fournissant un logement permanent et approprié ainsi qu'un suivi social étroit, adapté à la complexité de leur situation. Dans cette optique, le ministère continue à augmenter et à diversifier ses offres pour les personnes sans-abri, en investissant dans des projets de logements stables qui permettent un accompagnement individuel adapté aux besoins sociaux, psychologiques et médicaux des personnes concernées » et donne l'exemple d'un concept de



maison de soins pour personnes sans-abri vieillissantes en cours de planification.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir un listing des logements permanents et appropriés existants pour personnes sans-abri actuellement disponibles et conventionnés avec les autorités étatiques ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous fournir un listing des projets visant la fourniture de ce type de logements autre que le projet mentionné ci-dessus ? Peut-elle également nous indiquer pour chaque projet le stade d'avancement et la date de disponibilité visée ?

Plus loin Madame la Ministre indique que « [...] le ministère a également réalisé, en collaboration avec l'association Inter-Actions, un premier dénombrement des personnes sans-abri le 26 octobre 2022 sur le territoire de la Ville de Luxembourg. L'objectif est de quantifier pour une première fois le phénomène du sans-abrisme au Luxembourg et de récolter des données socio-économiques sur les personnes concernées. »

Nous aimerions rappeler que le Luxembourg en tant que membre de l'Union européenne et de la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme créée suite au sommet social de Lisbonne s'est engagé avec ses partenaires européens d'éradiquer le sans-abrisme d'ici 2030. La Commission européenne a dans ce contexte lancé une action coordonnée de dénombrement des personnes sans-abris qui devrait fournir des résultats d'ici 2024.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

3) L'action de dénombrement du sans-abrisme annoncée par Madame la Ministre s'inscrira-t-elle dans l'action coordonnée évoquée par la Commission européenne mentionnée ci-dessus ?

Dans l'affirmative, les résultats de ce dénombrement seront-ils disponibles d'ici 2024 ? Dans la négative, quelles autres initiatives seront prévues dans le cadre de l'action annoncée par la Commission ?

4) Les résultats du dénombrement du sans-abrisme au Luxembourg constitueront-ils la base de données pour déterminer des initiatives de type « plan d'action » pour intensifier les efforts en matière de lutte contre le sans-abrisme d'ici 2030 ?

5) Le Gouvernement s'engage-t-il à éradiquer le sans-abrisme d'ici 2030, comme il est prévu dans la Déclaration de Lisbonne de 2021 ?

**Réponse (20/12/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**

ad 1) Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région conventionne de multiples organisations non gouvernementales en vue d'offrir des logements à des personnes sans-abri, dont :

- 30 logements Housing First à long terme gérés par le Comité national de défense sociale (CNDS) ;
- un projet Housing First pour femmes avec une capacité pour 10 femmes accompagnées par Caritas accueil et solidarité ASBL ;
- 15 chambres gérées par le service logement de Caritas accueil et solidarité ASBL dans le cadre de son projet « logement encadré » ;
- 10 logements de la Maison Michels gérés par la Ville d'Esch-sur-Alzette ;
- 63 lits du Centre Ulysse gérés par Caritas accueil et solidarité ASBL.

Les haltes de nuit, l'Action Hiver, Abrisud, les centres d'accueil classiques et les logements encadrés et

accompagnés, ainsi que les structures d'hébergement pour adultes, représentent des offres complémentaires.

Il convient de noter que le ministère peut uniquement se prononcer sur les projets qu'il conventionne et n'a pas accès aux chiffres se rapportant à des projets soutenus par d'autres acteurs.

ad 2) De manière générale, le ministère, ensemble avec ses partenaires conventionnés, poursuit la réalisation de projets de logements locatifs abordables, situés dans des zones géographiques pertinentes, dans l'objectif d'augmenter la capacité de logements adaptés aux besoins de personnes sans-abri de longue durée et de favoriser l'accès direct à un chez-soi pérenne. Ceci est valable autant pour les projets Housing First que pour d'autres projets en faveur de la population cible.

Actuellement, le ministère réalise une unité de vie pour personnes sans-abris vieillissantes avec 22 chambres dans le CIPA Haaptmann's Schloss à Berbourg, en collaboration avec le groupe Elisabeth.

Par ailleurs, le ministère soutient les efforts d'Inter-Actions ASBL en vue de développer l'offre bas seuil dans la ville de Luxembourg, dont une nouvelle halte de nuit.

En dépit des efforts conjoints du ministère et des acteurs du secteur conventionnés, la pénurie de logements accessibles, stables et privés complexifie les mesures mises en œuvre pour aider les personnes vivant dans la rue ou dans des hébergements précaires et inadéquats. Nonobstant, le ministère cherche continuellement à approfondir ses actions afin de permettre l'accès au logement et à l'hébergement des personnes les plus vulnérables, comme par exemple avec la mobilisation d'appartements de typologies diverses sur le site de la Porte de France à Belval ou encore à Pétange dans le cadre du projet « Jeunes adultes ».

ad 3) Les membres de la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme, dont le Luxembourg, se sont engagés à harmoniser le monitoring du sans-abrisme et de promouvoir un cadre commun pour la collecte de données, notamment une initiative coordonnée de dénombrement des personnes sans-abri à l'échelle européenne, prévue en 2024. Évidemment, les efforts nationaux de chiffrer et de mieux comprendre les facteurs du sans-abrisme vont s'inscrire dans l'initiative de la Commission européenne.

ad 4) et 5) Avec la signature de la Déclaration de Lisbonne en juin 2021, le Luxembourg s'est engagé à poursuivre les objectifs visés par celle-ci. Le dénombrement des personnes sans-abri s'inscrit dans ce cadre et ses résultats permettront au ministère de promouvoir la mise en œuvre de mesures fondées sur des données probantes.

**Refus de donner aux autorités judiciaires son code de déverrouillage de téléphone portable | Question 7223 (22/11/2022) de M. Dan Biancalana (LSAP)**

Le 7 novembre 2022, la Cour de cassation française a annulé un arrêt, rendu par la Cour d'appel de Douai, confirmant ainsi la jurisprudence de la chambre criminelle, en arrêtant que le refus d'une personne de donner aux autorités judiciaires son code de déverrouillage de téléphone portable constitue un délit au sens de l'article 434-15-2 du Code pénal français.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Est-ce que le fait de ne pas remettre un code de déverrouillage de téléphone portable peut être constitutif d'une infraction selon le Code pénal luxembourgeois ? Sinon, l'insertion de cette infraction nouvelle dans notre Code pénal serait-elle envisageable ?

- Est-ce que des situations de refus de donner le code de déverrouillage sont connues aux ministres ? De quelle manière ces refus peuvent-ils constituer des obstacles pour l'avancement d'enquêtes judiciaires ? De quels moyens les enquêteurs disposent-ils pour résoudre ce genre de situations ?

**Réponse (22/12/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**

Selon le Code pénal luxembourgeois, le refus de remettre le code de déverrouillage d'un téléphone portable n'est pas constitutif d'une infraction. Au Luxembourg l'infraction, telle qu'inscrite à l'article 434-15-2 du Code pénal français, n'est pas connue. Cet article dispose que :

« Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 270.000 € d'amende le fait, pour quiconque ayant connaissance de la convention secrète de déchiffrement d'un moyen de cryptologie susceptible d'avoir été utilisé pour préparer, faciliter ou commettre un crime ou un délit, de refuser de remettre ladite convention aux autorités judiciaires ou de la mettre en œuvre, sur les réquisitions de ces autorités délivrées en application des titres II et III du livre 1<sup>er</sup> du Code de procédure pénale.

Si le refus est opposé alors que la remise ou la mise en œuvre de la convention aurait permis d'éviter la commission d'un crime ou d'un délit ou d'en limiter les effets, la peine est portée à cinq ans d'emprisonnement et à 450.000 € d'amende. »

En revanche, le Code de procédure pénale luxembourgeois, dans son article 66 (4), dispose que :

« Le juge d'instruction peut, par ordonnance motivée, enjoindre à une personne, hormis la personne visée par l'instruction, dont il considère qu'elle a une connaissance particulière du système de traitement ou de transmission automatisé de données ou du mécanisme de protection ou de cryptage, qu'elle lui donne accès au système saisi, aux données saisies contenues dans ce système ou aux données saisies accessibles à partir de ce système ainsi qu'à la compréhension de données saisies protégées ou cryptées. Sous réserve des articles 72, 73 et 76 ci-dessous, la personne désignée est tenue de prêter son concours. »

Ce texte ne vise que les personnes tierces à l'instruction. En outre, l'article 66 (4) ne précise pas les sanctions encourues par un tiers qui refuserait d'obtempérer.

L'article 67-1 (2) du Code de procédure pénale vise les opérateurs de télécommunication et tout autre fournisseur d'un service de télécommunications, qui refuse de communiquer les informations relatives aux réquisitions visées au premier paragraphe de cet article. À cet égard, toute personne, qui refuse de coopérer et de prêter son concours technique, est punie d'une amende de 100 à 5.000 euros.

Concernant la captation de données informatiques, l'article 88-4, alinéa 2, du Code de procédure pénale prévoit que le juge d'instruction peut, par ordonnance motivée, enjoindre à une personne, hormis la personne visée par l'instruction, qu'elle contribue au déchiffrement des données. Ce texte est quasiment similaire à celui de l'article 66 (4) précité, avec la différence fondamentale que le refus de prêter son concours technique

est puni d'une amende de 1.250 à 125.000 euros. Néanmoins, le refus de remettre le code déverrouillage du téléphone portable aux enquêteurs constitue un phénomène qui est connu de la Police grand-ducale.

Le fait de ne pas pouvoir décrypter certaines données, utiles à la recherche de la vérité, en raison du refus de remettre le code de déverrouillage d'un téléphone portable, peut constituer un obstacle à l'avancement des enquêtes judiciaires. Les travaux d'analyse de la police judiciaire risquent d'être entravés face à ce refus.

À cet égard, pour faire face à ce genre de situations, une disposition telle qu'elle figure au Code pénal français est envisageable et sera analysée en vue d'une éventuelle intégration future dans le Code pénal.

.....

**Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le Registre des bénéficiaires effectifs** | Question 7224 (22/11/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans son arrêt du 22 novembre, la Cour de justice de l'Union européenne constate que l'accès du grand public aux informations sur les bénéficiaires effectifs, tel que prévu dans la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs, constitue une ingérence grave dans les droits fondamentaux au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel. Selon la cour, la mesure n'est ni limitée au strict nécessaire ni proportionnée à l'objectif poursuivi.

Dans ce contexte je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 22 novembre ?

– Est-ce que le Gouvernement a l'intention de modifier la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs afin de la mettre en conformité avec l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne ?

• Dans l'affirmative, et en attendant cette loi, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre immédiatement afin de respecter la teneur de l'arrêt de la Cour ?

**Réponse** (21/12/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

L'arrêt du 22 novembre 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a eu pour effet d'invalider l'article 1<sup>er</sup>, point 15, sous c), de la directive (UE) 2018/843 du 30 mai 2018 en tant qu'il a modifié l'article 30, paragraphe 5, premier alinéa, sous c), de la directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme en prévoyant l'accès du public en général au Registre des bénéficiaires effectifs. Par conséquent, les dispositions antérieures aux dispositions invalidées reprennent dès lors vigueur et restreignent l'accès à toute personne ayant un intérêt légitime.

La Cour de justice dans le paragraphe 74 a cerné par ailleurs la notion de personne ayant un intérêt légitime en indiquant : « [...] il convient de relever que tant la presse que les organisations de la société civile présentant un lien avec la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ont un intérêt légitime à accéder aux informations sur les bénéficiaires effectifs. Il en va de même des personnes, également mentionnées audit considérant, qui souhaitent connaître l'identité des bénéficiaires effectifs d'une société ou d'une autre entité juridique du fait

qu'elles sont susceptibles de conclure des transactions avec celles-ci, ou encore des institutions financières et des autorités impliquées dans la lutte contre des infractions en matière de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, dans la mesure où ces dernières entités n'ont pas déjà accès aux informations en question sur la base de l'article 30, paragraphe 5, premier alinéa, sous a) et b), de la directive 2015/849 modifiée. »

Au vu des termes de l'arrêt de la Cour et s'agissant d'une décision intervenant dans le cadre d'un litige impliquant le Registre des bénéficiaires effectifs luxembourgeois (RBE), il a été nécessaire de suspendre immédiatement l'accès du public au RBE. D'autres États membres de l'Union européenne ont également suspendu l'accès à leur registre national des bénéficiaires effectifs.

La suspension de l'accès du public au RBE a eu pour effet secondaire de bloquer l'accès des professionnels visés à l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, qui était assuré via l'accès ouvert pour le public.

Lors de la réunion de la commission parlementaire de la justice du 23 novembre 2022, j'ai indiqué que le Ministère de la Justice, le Luxembourg Business Registers (LBR) et le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) travaillaient sur une solution technique et légale permettant de garantir rapidement l'accès au registre pour les professionnels visés à l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, ainsi que pour la presse et les organisations de la société civile présentant un lien avec la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et qui ont un intérêt légitime à accéder aux informations sur les bénéficiaires effectifs.

Entre-temps, l'accès a pu être rendu à nouveau disponible depuis le 16 décembre 2022 aux professionnels précités qui en font la demande auprès du LBR.

Pour ce qui est des représentants de la presse nationale, l'accès est géré par le Conseil de presse luxembourgeois dans le cadre d'une convention avec le LBR qui a été conclue en date du 20 décembre 2022. Au terme de cette convention, le Conseil de presse peut attribuer l'accès à la consultation du Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) par les journalistes professionnels détenteurs d'une carte de presse de journaliste professionnel délivrée par ce même Conseil de presse, cet accès étant justifié par l'intérêt légitime dont peut se prévaloir la presse pour consulter le RBE, tel que confirmé par la Cour de justice de l'Union européenne dans son arrêt du 22 novembre 2022.

Le Ministère de la Justice étudie à présent ensemble avec le LBR dans quelles conditions l'accès pourra être également rétabli pour les autres acteurs ayant un intérêt légitime et présentant un lien avec la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, étant précisé que les accès ainsi ouverts restent dans les limites à la fois de la loi du 13 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs (prévoyant un accès au public) et de l'arrêt de la CJUE (limitant cet accès aux seules personnes ayant un intérêt légitime).

Le Ministère de la Justice va dans le même temps préparer dans les meilleurs délais des amendements à la loi du 13 janvier 2019 afin que le texte de la loi soit pleinement en ligne avec le texte de la directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 telle que modifiée suite à la directive 2018/843 et l'arrêt de la CJUE.

.....

**Fonctionnement du Film Fund** | Question 7225 (23/11/2022) de **M. Félix Eischen** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Le fonctionnement du « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » (le « Film Fund ») a fait l'objet de nombreux débats ces dernières semaines notamment suite à la publication du « Rapport spécial portant sur le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » de la Cour des comptes. Le directeur et la présidente du conseil d'administration du Film Fund sont d'ailleurs invités lors de la réunion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire le 28 novembre 2022.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce qu'un rapport, analyse ou autre document écrit portant sur le fonctionnement du Film Fund a été réalisé sur demande d'un ministère ?

2) Dans l'affirmative, quel ministère a fait cette demande et dans quel objectif ?

3) Dans l'affirmative, est-ce que la Chambre des Députés peut avoir accès à ce rapport ?

**Réponse** (30/11/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1) Le seul rapport qui a été réalisé sur demande d'un ministère est celui de Value Associates, intitulé « Audit des procédures et adéquation de l'approche de soutien face aux besoins et au potentiel du secteur luxembourgeois de la production cinématographique ». Sur base de ce rapport, des recommandations ont été élaborées, ensemble avec les associations professionnelles concernées.

ad 2) L'audit a été commandé par le Service des médias et communications du Ministère d'État dans l'objectif de faire une évaluation du système d'allocation existant (notamment de l'évaluation subséquente aux demandes jusqu'à la prise de décision et la détermination du montant).

ad 3) L'audit a été communiqué à la Chambre des Députés le 29 novembre 2018. Les recommandations ont été communiquées à la Chambre des Députés le 7 novembre 2019.

.....

**Congé pour raisons familiales pour les personnes occupées auprès d'une mesure en faveur de l'emploi** | Question 7226 (23/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Vum Congé pour raisons familiales kënnen all d'Employéen, Independanten a Léierjongen a -meechercher profitéieren. Et geet bei dëser Fräistellung drëms, fir den Elteren ze erméiglechen, no hirem kranke Kand ze kucken. Den Artikel L.234-51 vum Code du travail präziséiert allerdéngs net, wéi et ëm Persounen steet, déi an enger Aarbechtsmesur vun der ADEM schaffen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Fro stellen:

1. Kann een als Persoun an enger Occupation temporaire indemnisée (OTI) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

2. Kann een als Persoun an engem Contrat d'appui-emploi (CAE) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

3. Kann een als Persoun an engem Contrat d'initiation à l'emploi (CIE) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

4. Kann een als Persoun an engem Stage de professionnalisation (SP) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

5. Kann een als Persoun an engem Contrat de réinsertion-emploi (CRE) vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

6. Kann een als Persoun an anere Beschäftigungsmesurë vum der ADEM vum Congé pour raisons familiales profitéieren?

**Réponse** (24/11/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

De Code du travail définiéert:

– laut Artikel L.234-50

Sans préjudice de dispositions plus favorables prévues dans les conventions collectives, il est institué un congé spécial dit « congé pour raisons familiales ».

– laut Artikel L.234-51

Peut prétendre au congé pour raisons familiales, le salarié ayant à charge un enfant, âgé de moins de 18 ans, nécessitant en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé la présence de l'un de ses parents.

Allerdéngs ass en Demandeur d'emploi just am Kader vun enger Mesure spéciale e Salarié, wat net de Fall bei enger OTI, engem CAE, CIE, SP oder CRE ass.

Konkreet heescht dat, dass, vum legale Standpunkt hier, en Demandeur d'emploi just am Kader vun enger sougenannter Mesure spéciale bei enger Beschäftigungsinitiativ ka vum Congé pour raisons familiales profitéieren.

Dat bedeit och, dass en Demandeur am Kader vun enger OTI, engem CAE, CIE, SP oder CRE (Froen 1 bis 5) net kann dovunner profitéieren.

Et ass och nach ze bemierken, dass déi nämmlecht juristesche Analys fir aner „congés extraordinaires“ gëllt.

**Ligne RGTR n° 146 Wiltz-Kautenbach** | Question **7227** (23/11/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Fir d'Awunner aus ländleche Regiounen, déi op den öffentlechen Transport ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze kommen, ass et wichteg, datt dës Service pünktlech ass an datt déi néideg Sätzplaze fir d'Passagéier zur Verfügung stinn.

Mir ass awer zougedroe ginn, datt an der Lescht op der Linn 146 „Wooltz-Kautebaach“, spezifesch op der Course N° 3730, déi um 7.35 Auer vum Lycée du Nord aus Richtung Kautebaacher Gare start, dacks de Bus iwwerlaascht war an eng Rei Passagéier deemno net konnten op d'Offer vum öffentlechen Transport zeréckgräifen.

An deem Zesammenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentlechen Aarbechten dës Fro stellen:

– Wéi eng Gefierer ginn op dëser Streck agesat? Wéi vill Plazen hunn dës Gefierer?

– Ass virgesinn, d'Sätzcapacitéiten a Spëtzengäiten op dëser Linn ze erhéijen?

**Réponse** (28/11/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op der Linn 146 wäerten iwwer de ganzen Dag Standardbusse mat 50 Sätzplazen agesat ginn amplaz vu Minibussen.

**Aide sociale proposée par les offices sociaux** | Question **7229** (23/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am ofgeännerte Gesetz vum 18. Dezember 2009 ass d'Aide sociale gereegelt. Iwwert d'Offices sociaux kënnen d'Leit Hëllef kréien, fir Waasser-, Strouman Heizrechnungen ze bezuelen, fir Dokteschrechnungen ze bezuelen oder fir Iesswueren ze kréien. D'Unzuel u Persounen, déi op Hëllef ugewise sinn, klëmmt alljoers. Laut Caritas Lëtzebuerg ass d'Frequentatioun vun den 12 Sozial-Epicerien iwwer déi lescht 5 Joer ëm 30 % eropgaangen.

An deem Zesammenhang wëll ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi vill Demandë fir Hëllef goufen an deene leschte 5 Joer vun den Offices sociaux ofgeleent? Aus wat fir enge Grënn?

2. Wéi vill Demandë fir Hëllef goufen an deene leschte 5 Joer vun den Offices sociaux ofgeleent, mam Grond, dass gefroten Dokumenter net matzäite per Brëif eragereecht goufen?

3. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte 5 Joer opgrond vun enger ofgeleenter Demande ee Recours virum Conseil arbitral gemaach?

4. Wéi vill Persounen hunn an deene leschte 5 Joer opgrond vun enger ofgeleenter Demande ee Recours virum Conseil supérieur des assurances sociales gemaach?

5. Wéi vill vun dëse Persoune krute beim Recours viru béide Conseile Recht zougesprach?

**Réponse** (20/12/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1. All Dossier, deen engem Conseil d'administration vun engem Office social ënnerbreet gëtt, besteet aus enger Demande fir eng oder méi Prestatiounen. All Prestatioun gëtt eenzel vum Conseil d'administration bewäert.

Vum 1. Januar 2017 op den 31. Oktober 2022 goufe 5.515 eenzel Prestatiounen vun den Offices sociaux refuséiert.

De Motiv vum Refus kann, mee muss awer net am informatesche Programm vun den Offices sociaux agedroe ginn. Dofir ass et net méiglech, eng detailléiert Analys vun de 5.515 Refusen ze maachen, déi een awer generell a folgend Kategorien opdeele kann:

- den Demandeur huet genuch Revenu;
- den Dossier ass net komplett;
- et gi weider Informatiounen vum Demandeur gefrot;
- e Manktem oder Refus vu Collaboratioun;
- et feelt un Transparenz an den Informatiounen;
- d'sozial Rechter goufen nach net all geltend gemaach;
- bei der Demande handelt et sech net ëm ee „besoin primaire“;
- den Office social ass net méi zoustänneg, well den Demandeur an eng aner Gemeng geplënnert ass;
- den Demandeur huet refuséiert e Scholdschäin ze ënnerschreiwen;
- d'Demande ass hifälleg.

ad 2. Déi gefroten Donnée gëtt esou net am informatesche Programm vum SIGI erhuewen. D'Recherchen hunn awer erginn, datt iwwer déi lescht 5 Joer 179 Refusen ausgeschwat goufen, well den Dossier net komplett war.

ad 3. bis 5. De Familljeministère verfüegt net iwwer déi gefroten Donnéeën.

**Promotion de l'éducation non formelle dans le nord du pays** | Question **7230** (23/11/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

D'Jugendaarbecht zu Lëtzebuerg baséiert op de pedagogesche Prinzippe vun der non-formaler Bildung an ass e wichtige Pilier an der perséinlecher a sozialer Entwécklung vun de Jonken.

Am Norde vum Land ass d'Nordstadjugend ASBL an 12 Gemenge responsabel fir déi regional Vernetzung a Koordinatioun vun der Jugendaarbecht an den Nordstadgemengen an doriwwer eraus. Mat verschiddene Servicer, déi sech u Jonker am Alter tëscht 12 a 26 Joer richten, droen si de Besoin vun deene Jonke Rechnung a suergen derfir, hiert Wuelbefannen ze erhalen an ze verbesseren. D'Noutwendegkeet, déi Jugendlech do opzefänke wou se grad stinn, ass no der Pandemie an an dësen Zäite vun diverse Krisen onëmgänglech.

An dësem Kontext war geplangt, d'Offer vum Service vum „Jugendinfopunkt“ (JIP), deen och am Süden an am Zentrum vum Land funktionéiert, weider auszebauen. E Konzept gouf zesumme mam Ministère ausgeschafft an och guttgeheescht. Laut mengen Informatiounen, hätt de Ministère aus budgetäre Grënn awer elo decidéiert, dem JIP déi néideg personaltechnesch Ënnerstützung net zoukommen ze loossen. Dëst nodeems Viraarbechten zesumme mat de Vertrieber vum Ministère de Projet sprochräif opgestallt hunn.

Och de Projet vum „Nordstad Streetwork“, der op-sichender Jugendaarbecht, deen am Joer 2023 sollt lancéiert ginn a wou zwee „Outreach Youthworker“ sollten an den Asaz kommen, fir déi Jugendlech nach besser do opzefänken, wou se sech grad befannen, wier fir 2023 gestrach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatiounen bestätegen?

2. Wat sinn déi konkret Grënn, dass déi uewe genannte Projekte vum Ministère d'nächst Joer net zousätzlech ënnerstëtzt ginn?

3. Handelt et sech ëm en Eenzelfall oder gëtt generell am Beräich vun der non-formaler Bildung bei neie Projekte gespuert?

4. Wa jo, firwat gëtt net zousätzlech an dësem Beräich vun der non-formaler Bildung investéiert?

5. Wéi ass fir d'Regierung generell de Stellwäert vun der non-formaler Bildung am Beräich vun der Jugend?

**Réponse** (23/12/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Dës Informatiounen kënnen esou net bestätegt ginn. Déi genannte Projekte kréien am Joer 2023 eng zousätzlech Ënnerstützung.

ad 3. a 4. De Contraire ass de Fall, well och am Joer 2023 wäerten nei Projekte realiséiert ginn. Fir d'Joer 2023 ass virgesinn, datt zousätzlech 27,25 ETP-Posten am Jugendsecteur zesumme mat de Gemenge geschafe ginn.

Wéi och an de Jore virun, gouf de Secteur vun der Jugendaarbecht invitéiert, nei Projeten an Idie fir déi nächst Jore dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) matzedeelen, wourop am Aklang mam Staatsbudget muss decidéiert ginn, wat d'Prioritéit sinn a wat ka realiséiert ginn. Wéi an der

Vergaangenheet kënnen deemno net ëmmer all Idien an Initiative realiséiert ginn, dat well de Staatsbudget limitéiert ass.

ad 5. An de leschte Joren huet d'Regierung, a virop de MENJE, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, vill an den Ausbau an d>Weiderentwécklung vum non-formale Bildungsberäich investéiert an dësen Engagement bleift och weiderhi bestoen. Souwuel am Klengkandberäich, dem Beräich vun de Schoulkanner ewéi och an der Jugendarbecht goufen et an de leschte Joren eng ganz Rei Reformen an innovativ Programmer a Projeten; Initiativen, déi och weider gefërdert ginn.

**Ligne RGTR n° 146 Wiltz-Kautenbach | Question 7233 (24/11/2022) de M. André Bauler (DP)**

Zu mengem allergréissten Erstaunen ass mer zu Ouere komm, datt déi lescht Woch a gëschter Méindeg de Bus RGTR 146, dee vu Wooltz iwver Bidscht, Géisdref, Dol, Nacher bis op Kautebaach fiert, moies fréi eng ganz Rei Leit huet misse stoe loossen, dorënner Kanner, déi sechsmol hannerteneen an enger Woch bei der Nacher Schoul um 7.14 Auer stoe gelooss goufen.

De Bus huet nëmmen néng Plazen, muss awer däitlech méi Leit transportéieren. Dat féiert dozou, datt d'Elteren Hals iwver Kapp mussen asprangen, fir d'Kanner op Ettelbréck oder Dikrech an d'Schoul ze féieren, well se soss eng Prüfung oder de Cours verpassen.

Aus deem Gronn wollt ech den Här Mobilitéitsminister Folgendes froen:

1. Ass den Här Minister iwver dës mësslech Situation informéiert ginn?
2. Huet den Här Minister iwver seng Servicer dofir suerge gelooss, datt dëse Fall sech an Zukunft net méi widderhëlt an d'Kapazität (Plazen am Bus) eropgesat gëtt?
3. Sinn dem Här Minister änlech Fäll an aneren Deeler vum Wëlzer Kanton an doriwwer eras bekannt?

**Réponse (28/11/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

D'Fro ass identesch zur Fro N° 7227.

Op der Linn 146 wäerten iwver de ganzen Dag Standardbusse mat 50 Sätzplazen agesat ginn amplaz vu Minibusen.

Aner dringend Fäll sinn de Moment net bekannt. Wann et sech erweist, datt an Zukunft iergendwou Kapazitéiten net duerginn, wäerte meng Servicer de Méiglechkeeten no reagieren

**Fichier Excel du Ministère du Logement concernant le bail à loyer | Question 7235 (24/11/2022) de M. Sven Clement (Piraten)**

De Wunnungsbauministère hat am Oktober Ännerungen u sengem Mietgesetz virgeluecht. Hei huet hien eng Ännerung vum Mietpräisdeckel proposéiert, dee vun aktuell 5 % vum Capital investi op 3,5 % soll erofgoen. Gläichzäiteg ass de Minister higaangen an huet d'Berechnungskoeffiziente vum Capital investi geännert.

Leit, déi wollten, konnte mat engem Excel-Tableau vum Ministère ausrechnen, wéi sech d'Loyere mat deem neie Gesetz entwéckelen. Zum groussen Schock vu ville Locataires, well mat den neie Berechnungen d'Loyeren an Zukunft souguer nach an d'Luucht géife goen!

Virun e puer Deeg huet de Logementsministère matdeele gelooss, dass ee Feeler bei de Formelen am Excel-Tableau virkomm ass. Dee Feeler gouf behuewen, sou dass d'Koeffizienten am Excel de Loyer elo richteg géife berechnen.

Wien an d'Metadonnéë vum Excel-Fichier nokucke geet, dee gesäit, dass d'Consultingfirma Allen and Overy deen Excel-Fichier fir de Logementsministère erstallt huet. Scheinbar huet awer de Minister beim Logementsministère sengem Prestataire blann vertraut an et verpasst, fir den Tableau, deen awer e puer Wochen online accessibel war, virun der Verëffentlechung ze kontrolléieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunningsbau dës Fro stellen:

– Wéi vill huet Allen and Overy dem Logementsministère fir d'Konzeptioun an d'Realisierung vum deem Excel-Tableau facturéiert?

**Réponse (23/12/2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement**

Den Deputéierte freet, ob den Excel-Fichier, dee fir d'Berechnung vum Mietpräisdeckel um Site [www.logement.lu](http://www.logement.lu) publizéiert gouf, vun enger externer Consultingfirma opgestallt ginn ass a wéi vill Honorairen dofir verrechent goufen.

Déi genannte Firma war am Ausschaffe vum deem Excel-Fichier net implizéiert a gouf dofir och net bezuelt.

De Fichier staamt ursprénglech aus engem Optrag un déi genannte Firma aus dem Joer 2019. Deemools hat de Ministère eng Broschür ausgeschafft mat Erklärungen zum besteende Mietpräisdeckel nom Gesetz vum 21. September 2006 betreffend de „bail à usage d'habitation“. Dozou gehéiert och en Excel-Fichier, fir de Plaffong nozerechnen, deen zënter Juli 2020 um Site [www.logement.lu](http://www.logement.lu) zesumme mat der Broschür ze fannen ass. Béid Publikatioune hëllefen dem Benotzer duerch déi verschidden Etappe vun der Berechnung vum investéierte Kapital.

**Conservation des données | Question 7236 (24/11/2022) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)**

Den 22. November huet den Europäesche Gerichtshaff en Urteel gefäit, wat de Justizministère dozou veranlasst huet, de Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) direkt offline ze huelen. Et leien awer méttlerweil eng Villzuel un Arrête vum dem Europäesche Gerichtshaff vir, wat d'Vorratsdatespäicherung ueget, wou d'Regierung bis elo nach net reagéiert huet. An eise parlamentaresche Froen Nr. 0813, Nr. 1783 an Nr. 4693, souwéi an enger Motioun vum Juli 2019, si mir am Detail op dës Illegalitéit agaangen.

An deem Zesammenhang wéilte mir der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

1. Wäert d'Regierung elo endlech e Gesetzesprojet deposéieren, fir d'Gesetz vum 30. Mee 2005 ofzeänneren an d'Vorratsdatespäicherung ze ënnerbannen?  
– Wa jo, wéini?  
– Wann nee, firwat net?

2. Firwat reagéiert d'Regierung hei an ënnerschiddlechem Mooss op Urteeler vun der CJEU?

**Réponse (20/12/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice**

ad 1. D'Aarbechten an d'Consultatioune mat de concernéierten Acteure sinn esou gutt wéi ofgeschloss. De Gesetzesprojet wäert deemno Ufank vum nächste Joer am Regierungsrout presentéiert ginn.

ad 2. Fir ze verhënnern, dass et op EU-Niveau zu fragmentéierte Legislatiounen am Beräich vun der Datespäicherung kënn, huet Lëtzebuerg zesumme mat enger Majoritéit vu Memberstater ëmmer fir eng europäesch Léisung plädéiert, déi konform ass mat der Jurisprudenz vun der CJEU. Dat, well et hei ëm e ganz wichtegt Instrument an der Bekämpfung vun der Kriminalitéit geet, respektiv am Kader vun der nationaler Sécherheet, déi och déi europäesch Police- a Justizkooperatioun staark impaktéiert.

Well esou eng europäesch Léisung nach ëmmer net an Aussicht ass, huet de Justizministère d'Decisioun geholl, en neie Gesetzesprojet auszeschaffen.

**Central téléphonique 112 | Question 7238 (24/11/2022) de M. Max Hengel | M. Léon Gloden (CSV)**

D'Madamm Inneminestesch huet rezent erkläert, dass zënter Ufank des Joers zwou Persounen d'Noutruffzentral 112 verlooss hunn. Weiderhin hätt eng weider Persoun wësse gedoen, datt se wéilt den 112 verloossen.

Eise Informatiounen no hätten awer zanter Ufank des Joers op d'mannst sechs Leit den 112 verlooss an eng weider Persoun wësse gedoen, dass se den 112 wéilt verloossen. Méi genau géif d'Situatioun sech folgendermoossen duerstellen:

- zwee Agenten hätten den 112 an de CGDIS berufflech komplett verlooss;
- een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo bei der DCO (Direction de la coordination opérationnelle);
- een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo Chef de service adjoint ginn;
- een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo am CIS Findel;
- een Agent wier intern am CGDIS gewiesselt a wier elo am CSL Lintgen (Centre de soutien logistique);
- een Agent géif den 112 an de CGDIS berufflech komplett verloosse fir Ufank 2023.

Weiderhi wieren dräi Agente fir 2023 nëmmen nach deelweis disponibel. Ausserdeem hätt ee weideren Agent (Stagiaire) den Noexame vu sengem Sportstest net gepackt a misst warscheinlech och den 112 verloossen. Donieft wiere sechs weider Agente vum 112 aktiv op der Sich no enger anerer Plaz.

Eisem Wëssen no hätt e Responsabel vum 112 engem Operateur eng „Chef de salle“-Plaz proposéiert respektiv versprach, obwuel keng esou Plaz ausgeschriwwen ginn ass.

Vill Agente vum 112 kloen iwver massiv Iwwerstonnen. Schlussendlech soll nach keen Agent vum 112 eng Äntwert kritt hu fir Congésufroe fir 2023.

An deem Kontext wollte mir der Madamm Inneminestesch folgend Froe stellen:

- Kann d'Madamm Ministesch déi uewe genannten Departee beim 112 confirméieren?
- Wat ass d'Zomm vun all den Iwwerstonnen (CET) vun all den Agente vum 112 zesummen?
- Stëmmt et, dass nach keng Congésufroe fir 2023 accordéiert goufen? Wa jo, aus wéi enge Grënn?
- Kann d'Madamm Ministesch bestätegen, datt eng „Chef de salle“-Plaz versprach gouf, déi net ausgeschriwwen ginn ass?
- Wéi vill Plaze goufe bei der leschter Rekrutementsessioun (Cadre de base) vum CGDIS ausgeschriwwen?

– Wéi vill Stagiarië sinn aktuell nach Deel vun dëser Sessioun?

**Réponse** (23/12/2022) de **Mme Taina Bofferding**,  
Ministre de l'Intérieur

Am Joer 2022 huet de CGDIS 56 Berufspompjeeën (40 op den 1. März a 16 op den 1. Dezember) am Cadre de base rekrutéiert. 1 Persoun huet hire Stage ofgebrach.

Fir de Rescht verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6982 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement souwéi op de Fait, datt ech als Inneministesch net zoustänneg fir déi intern Personalgestioun vum CGDIS sinn. Dofir kann ech net op Froe ronderëm d'Personalgestioun vum CGDIS äntweren.

**Terrain constructible détenu par l'État** | Question  
**7242** (24/11/2022) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Ministèren haten 2021 op enger Pressekonferenz d'Rapporte vum Observatoire de l'habitat virgestallt, déi besoen, dass hei zu Lëtzebuerg nach 3.732 ha Land fir de Wunnensbau kéinte benotzt ginn an deemno Plaz fir 142.000 Wunnenge fir 300.000 Persounen wier.

Weider goung aus der Nott N° 29 ervir, dass d'ëffentlech Hand – also de Staat, d'Gemengen an d'ëffentlech Bauträger a Fongen – ronn 505 ha Bauland besëtzt, mat deem ee groussen Deel vun deenen 142.000 ugekënnegte Wunnengen hei am Land gebaut kéinte ginn.

2021 wollte mir an der parlamentarescher Fro N° 5313 vun de Ministere wëssen, wéi déi vill Baulandreserve vum Staat genotzt ginn. D'Ministere konnte mir heizou leider net vill Zuele liwweren:

„Am Mee 2022, wann de Monitoring vum Pacte Logement 1.0 ofgeschloss ass, wäert et méiglech sinn ze wëssen, wéi vill Bauland innerhalb vun deene Gemenge consomméiert ginn ass, déi beim Pacte Logement matgemaach hunn an déi eng CDA, IVL oder Standardkonventioun ënnerschriwwen hunn. Doriwier eraus verfuügt d'Regierung net iwwert déi gesamt Informatiounen, fir méi präzis op dës Fro ze äntweren. Eent vun den Ziler vum Raum\* ass fir kënnen, an Zukunft, esou Informatiounen ze liwweren.“

Haut huet de Logementsministère de Bilan vum Pacte Logement 1.0 presentéiert:

« Dans ce contexte, quelques 5.200 logements abordables auraient dû être créés. Malheureusement, par manque de mesures contraignantes et d'instruments de contrôle, il n'existe à ce jour pas de moyens pour vérifier combien de ces logements sont effectivement aujourd'hui des logements abordables. »

An deem Zesammenhang wéilt mir de Ministere dës Froe stellen:

1. Wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtzt vum Staat sinn, goufen zënter der Aféierung vum Pacte Logement 1.0. bebaut?
2. Wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtzt vum Staat sinn, sinn aktuell nach net bebaut?
3. Op wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtzt vum Staat sinn, gëtt de Moment gebaut?
4. Fir wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtzt vum Staat sinn, läit nach kee PAP vir?
5. Fir wéi vill Hektar Bauland, déi am Besëtzt vum Staat sinn, leien nach keng Baugeneemunge vir?

**Réponse** (23/12/2022) de **M. Claude Turmes**,  
Ministre de l'Aménagement du territoire | **M. Henri Kox**,  
Ministre du Logement

ad 1. Beim Pacte Logement 1.0 ass et sou, datt d'Konventiounen, déi d'Gemengen ënnerschriwwen hunn, keng eenheetlech Lafzäit fir dat ganz Land hunn, mee si si jee no Gemeng ënnerschiddlech. Am Kader vum Monitoring vum Pacte Logement ass virun allem gekuckt ginn, wéi d'Bevëlkerung sech an der jeeweiliger Period entwéckelt huet. Parallell ass awer och eng Schätzung gemaach gi fir ze kucken, wéi vill nei Wunnenge gebaut goufen an zwar ënner anerem op Basis vum den Terrainen, déi consomméiert respektiv nei gebaut gi sinn. Dës Terrainen sinn unhand vun engem Verglach vun de Loftbillen erfaasst ginn. Ursprénglech stoungen d'Loftbillen nëmmen all dräi Joer zur Verfügung, wat mat sech bréngt, datt den Ufank vun der Beobachtungsperiod jee weils dat Joer ass, wou den Datum vum Loftbild am noosten un dee vun der Konventioun erukënn. Dowéinst bezéie sech d'Date jee no Gemeng op folgend Perioden:

- 2003–2013 (31 Gemengen, déi eng retroaktiv Konventioun ënnerschriwwen hunn)
- 2007–2020 (51 Gemengen)
- 2010–2020 (14 Gemengen)

6 Gemengen haten de Pacte Logement 1.0 net ënnerschriwwen, an a fir déi Gemenge leie keng Date vir.

Unhand vun den Donnéeën, déi zur Verfügung stinn, ass de Stand vun de Propriétaire fir sämtlech Gemengen d'Joer 2016 an de Stand vum PAG 2020/2021.

Wann een d'Terrainen, op deene gebaut ginn ass (wou virduer näischt stoung), sou wéi och déi Terrainen, déi nei bebaut gi sinn (nodeems eppes ofgerappt ginn ass), da kënn een am Ganzen op 321 ha, déi vum Staat bebaut gi sinn (all d'Zonen zesummegeholl). Vun dësen 321 ha befanne sech 13 ha an Zone fir Wunnzwecker, 95 ha an ëffentlechen Zonen an 144 ha an Aktivitéitszonen an 69 ha an Zone fir aner Zwecker.

Wann een d'ëffentlech Hand am Allgemenge kuckt, da kënn een op 639 ha, déi consomméiert respektiv nei bebaut gi sinn. Dovunner leie 74 ha an Zone fir Wunnzwecker, 264 ha an ëffentlechen Zonen, 193 ha an Aktivitéitszonen an 109 ha an aneren Zonen.

Fir méi aussokräfteg a besser vergläichbar Resultater ze kréien, wäert den Observatoire de l'habitat d'nächst Joer eng Aktualisatioun vun der Consumatioun an der Rekonstruktioun vun den Terrainen virhuelen. D'Aarbechte wäerte sech viraussichtlech op d'Period 2016–2022 bezéien. Heibäi wäerten alleguer d'Gemenge betruecht ginn.

ad 2. D'Erhiewung vu Raum\* fir d'Period 2020/2021 (op Basis vun 89 Gemengen) huet erginn, datt vun den insgesamt 505 ha an der ëffentlecher Hand, déi fir Wunnzwecker virgesi sinn, de Staat 57 ha (11 %) besëtzt. D'Gemenge kommen op 256 ha, d'Fongen op 179 ha an aner national Acteuren op 4 ha. Donieft besëtzt de Staat nach 60 ha an Zone fir den ëffentleche Beräich (BEP), 201 ha an den Aktivitéitszonen an 38 ha fir aner Zwecker.

ad 3. Den Inventaire fir Raum\* ass 2020/2021 eng éischte Kéier duerchgefouert ginn an d'Resultater leie fir 89 Gemenge vir. Et ass virgesinn, d'Resultater vun alle Gemengen am Laf vum Joer 2023 ze presentéieren.

Op Basis vun der Orthophoto 2022 wäerte mir och 2023 eng Mise-à-jour vun de Reservéflächen duerchféieren. Domadder ass et dann och méiglech ze soen, wéi vill Bauland – am Besëtzt vum Staat oder och vun aneren Acteuren – an enger gewësser Period tëschen 2 Stéichdatumer bebaut ginn ass. Dëse

Monitoring kann nëmmen duerch eng kontinuéierlech Mise-à-jour vun den Donnéeën duerchgefouert ginn.

Dofir ass et am Moment net méiglech, op dës Fro ze äntweren.

ad 4. Vun de 57 ha, déi am Besëtzt vum Staat sinn a fir Wunnzwecker virgesi sinn, leie 54,1 ha an Zonen, fir déi ee PAP néideg ass. Dovunner hunn 49 ha nach kee PAP.

Fir den ëffentleche Beräich ass dat de Fall fir 47,4 ha, an den Aktivitéitszone fir 151 ha a fir de Rescht vun den Zone fir e bësse manner wéi 30 ha.

Heibäi ass ze bemierken, datt bei de PAGen, déi nom Gesetz vun 2004 opgestallt gi sinn (an net digital zur Verfügung stinn), de Stand vun den akzeptéierte PAPen d'Joer 2016 ass.

ad 5. D'Regierung verfuügt net iwwert déi néideg Informatiounen, fir op dës Fro ze äntweren.

**Modalités du transfert de l'Institut Max Planck de Luxembourg à l'Université du Luxembourg** |  
Question **7243** (25/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le 4 août 2022, vous informiez le public par voie de communiqué de presse que le Gouvernement luxembourgeois avait informé la Max-Planck-Gesellschaft de sa volonté de transférer le Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law (Institut Max Planck) au sein de l'Université du Luxembourg au terme d'une phase de transition de « 3 à 4 ans ». Près de quatre mois plus tard, les modalités exactes de cette reprise sont toujours inconnues. Peu commentée au Luxembourg, la nouvelle de la fin prochaine de l'Institut Max Planck de Luxembourg a fait l'effet d'une bombe dans le monde de la recherche. En Allemagne, la Frankfurter Allgemeine Zeitung s'est récemment interrogée sur les fondements de cette décision et a mis en évidence l'enjeu du sort réservé à la bibliothèque de l'Institut, dont la renommée est aujourd'hui internationale et qui constitue un atout majeur de la recherche juridique au Luxembourg (« Abgewickelt: MPI in Luxemburg schließt », FAZ du 16 novembre 2022).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- 1) Le Gouvernement luxembourgeois ayant justifié sa décision par des considérations d'ordre « stratégique » liées à un soi-disant manque d'intégration de l'Institut Max Planck à l'environnement de la recherche au Luxembourg, peut-il nous donner davantage de précisions à ce sujet ? Y a-t-il eu un manque de coopération avec d'autres acteurs de la recherche au Luxembourg ? Ou l'orientation de la recherche vers l'étude de la procédure devant les juridictions nationales, internationales et européennes, tout comme de la régulation financière, a-t-elle été jugée peu pertinente dans le contexte luxembourgeois, malgré la présence de la Cour de justice de l'Union européenne et d'une place financière dont la régulation pose souvent problème ?
- 2) Comment le Gouvernement envisage-t-il la phase de transition annoncée de « 3 à 4 ans » ? Les incertitudes continuant à peser sur l'avenir du personnel de l'Institut Max Planck en l'absence de plan de reprise clair ne risquent-elles de mettre à mal cet objectif, notamment en provoquant le départ de salarié.e.s souvent hautement qualifié.e.s ?
- 3) L'Institut Max Planck Luxembourg ayant été financé – comme le souligne d'ailleurs le Gouverne-

ment dans son communiqué – à 100 % par le contribuable luxembourgeois, à quelle hauteur Monsieur le Ministre évalue-t-il le montant de cet investissement depuis la fondation de l'Institut jusqu'à aujourd'hui ?

4) Quelle sera l'utilisation future des deniers publics jusque-là investis dans l'Institut Max Planck ? Seront-ils : 1. attribués à une entité similaire à créer au sein de l'université ; 2. affectés à la Faculté de droit, d'économie et de finances de l'Université du Luxembourg ; 3. distribués à d'autres composantes (c'est-à-dire non juridiques) de l'université ; ou 4. simplement rayés du budget de la recherche publique ?

5) Quel sera l'avenir de la bibliothèque de l'Institut Max Planck ? Bénéficiera-t-elle de locaux dédiés au sein du nouveau campus Kirchberg de l'Université du Luxembourg ? Sera-t-elle transférée au Luxembourg Learning Centre à Belval, alors que son public-cible, à savoir les étudiants en Master et les chercheurs, resteront à Kirchberg ? Ou sera-t-elle remise à la Bibliothèque nationale, sachant que cela entraînerait des problèmes importants en termes d'accès aux livres (nécessairement stockés dans les magasins) et de reprise du personnel ?

**Réponse (21/12/2022) de M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

En réponse à la question de l'honorable Députée, je tiens à préciser que des explications détaillées au sujet de la décision relative à la convention de coopération avec la Société Max Planck concernant le Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law (ci-après Institut Max Planck Luxembourg) ont été fournies lors de la réunion de la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du 20 septembre 2022.

Je tiens néanmoins à apporter les précisions suivantes :

ad 1) La décision de terminer la convention de coopération avec la Société Max Planck et de transférer les activités de l'Institut Max Planck Luxembourg vers l'Université du Luxembourg a été prise en vue de permettre une meilleure intégration de ces activités dans le modèle de gouvernance de la recherche luxembourgeoise. Ce mode de gouvernance prévoit entre autres des conventions pluriannuelles par lesquelles les établissements publics de l'enseignement supérieur et de la recherche s'engagent à atteindre un certain niveau de performance et des objectifs concrets, en contrepartie de la dotation financière de l'État, ainsi qu'une coordination entre les différents acteurs à travers un comité de coordination stratégique.

Étant donné que la Société Max Planck dispose de son propre modèle de gouvernance, qu'elle n'a pas souhaité adapter au contexte luxembourgeois, il a été décidé, d'un commun accord avec les responsables de la Société Max Planck, de dissoudre l'Institut à Luxembourg et d'intégrer ses activités et son personnel à l'Université du Luxembourg.

Cette décision ne remet en aucun cas en cause l'excellence ni la pertinence de la recherche fournie par l'Institut, mais s'explique uniquement par deux modes de gouvernance qui s'avèrent incompatibles. Les activités de recherche seront poursuivies au sein de l'Université du Luxembourg.

ad 2) Les activités et le personnel de l'Institut Max Planck Luxembourg seront progressivement intégrés à l'Université du Luxembourg durant une phase de transition de trois à quatre ans. Afin que la transition puisse être préparée dans les meilleures conditions par tous les acteurs concernés, les statuts de la Max Planck Institute Foundation ont été adaptés afin de permettre à l'Université du Luxembourg et à l'État d'être

représentés au sein des organes de gouvernance de l'Institut durant la phase de transition.

ad 3) Le contrat de financement signé en juin 2012 entre l'État et la Société Max Planck prévoit une dotation initiale de 250.000 EUR, un financement annuel sur base d'un plan économique pour quatre ans et d'un budget détaillé par année fiscale et la mise à disposition d'un bâtiment adéquat. Le financement annuel pour 2022 s'élève à 10.000.000 EUR. Les dotations annuelles totales de l'Institut des années 2012 à 2022 s'élèvent à 99.537.320 EUR.

ad 4) Ce financement annuel de l'État reviendra à l'avenir à l'Université du Luxembourg. Il revient à cette dernière de proposer un modèle de structure regroupant en son sein les activités de l'Institut.

ad 5) La gestion future de la bibliothèque de l'Institut Max Planck fera partie des sujets à clarifier durant la phase de transition.

.....  
**Hauts fonctionnaires du Gouvernement | Question 7245 (25/11/2022) de M. Sven Clement (Piraten)**

An der Fro N° 7083 hunn ech dem Premierminister Froen zu de Wiesselen, Astellungen a Pensionéierung vum héije Beamten (Administrateurs généraux, 1<sup>ers</sup> Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe, Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement adjoints) gestallt. De Premier huet mech op den Annuaire vun de Ministère an de Mémorial B verwisen. Fir ze wëssen, wéi eng Beamten awer beim Amtsuntrëtt vun der Regierung Bettel I am Amt waren, misst een awer all d'Ernennungen am Mémorial vun deene leschte 50 Joer nosichen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

– Wéi eng vun den uewe genannte Beamteposte ware mat wéi enge Leit besat, dee Moment wou d'Regierung Bettel I an d'Amt komm ass?

**Réponse (23/12/2022) de M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

D'Regierung verweist den honorabelen Deputéierten op de Mémorial B deen – wéi hien et selwer schreift – et erméiglecht, esou Recherchen historescher Natur ze ënnerhuelen.

.....  
**Droit à un interprète lors du dépôt d'une plainte | Question 7249 (28/11/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)**

L'article 5(2) de la directive 2012/29 exige des États membres qu'ils veillent à ce qu'une personne lésée qui souhaite déposer une plainte pour une infraction pénale et qui ne comprend pas ou ne parle pas la langue de l'autorité compétente ait la possibilité de déposer sa plainte dans une langue qu'elle comprend ou de recevoir l'assistance linguistique nécessaire.

Cette obligation a notamment été transposée par l'article 3-4, paragraphe 3, alinéa 1, du Code de procédure pénale qui dispose que « S'il apparaît qu'elle ne parle ou ne comprend pas la langue de procédure, elle a droit à l'assistance d'un interprète au moment du dépôt de sa plainte ainsi que lors de ses auditions au cours de l'enquête, de l'instruction préparatoire ou devant les juridictions de fond. »

Selon nos informations, il arrive que des personnes souhaitant déposer une plainte auprès de la police, mais ne maîtrisant aucune des langues officielles,

demandent à une personne de confiance qu'elles connaissent de faire la traduction pour elles. Dans un tel cas, il semble toutefois arriver que l'autorité compétente refuse d'enregistrer la plainte.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quelle est la procédure actuelle lorsqu'une personne souhaite déposer une plainte ? Quelles sont les règles juridiques applicables ?

2) Le « droit à l'assistance d'un interprète au moment du dépôt de sa plainte » implique-t-il que l'interprète doit être un.e interprète assermenté.e ? Existe-t-il une autre base légale que celle citée qui précise cette exigence ?

3) En cas de réponse affirmative à la deuxième question, quelle est la justification de l'exigence selon laquelle il doit s'agir d'un.e interprète assermenté.e, une exigence qui ne semble pas être explicitement prévue par la directive 2012/29 dans le contexte du dépôt d'une plainte ?

4) En cas de réponse affirmative à la deuxième question, comment vos services évaluent-ils le risque qu'une telle exigence puisse entraîner un retard dans le dépôt d'une plainte, par exemple, si la personne lésée parle une langue pour laquelle il est difficile de trouver immédiatement un.e interprète assermenté.e ?

**Réponse (23/12/2022) de Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Actuellement, lorsqu'une personne souhaite déposer une plainte auprès de la Police grand-ducale, les principes prévus au Code de procédure pénale (CPP) sont applicables [articles 3-4(3), 3-7(1) point 6 & 3-7(2)]. La mise en application pratique de ces principes est énoncée dans les prescriptions de service internes de la Police grand-ducale. Ces dernières prévoient que le policier informe sans délai le plaignant dans une langue qu'il comprend sur les modalités et conditions d'exercice du droit à l'interprétation et à la traduction. L'information se fait par le biais de la distribution de la brochure « infodroit-victime » rédigée en 22 langues.

En plus, et sauf s'il est contraire aux intérêts de la victime ou au bon déroulement de la procédure, la victime est autorisée lors du premier contact avec les officiers et les agents de police judiciaire à se faire accompagner par une personne de son choix, lorsque, en raison des répercussions de l'infraction, elle a besoin d'aide pour comprendre ou être comprise [art. 3-7(2) du CPP].

ad 2) La mise en pratique du recours à un interprète, au cas où le plaignant fait usage de son droit, est ancrée dans les prescriptions de service de la PGD. Le policier en charge de l'affaire peut avoir recours aux interprètes suivants :

– Interprètes assermentés (listes Ministère de la Justice et ALTI)

– Personne reconnue par la PGD comme pouvant figurer comme interprète (liste PGD)

– En cas de nécessité ou d'urgence, toute autre personne, sauf celle explicitement exclue dans les prescriptions de service internes, par souci de neutralité :

- les membres de la famille, amis ou connaissances des victimes, témoins ou personnes susceptibles d'avoir participé à une infraction,
- les personnes en relation directe avec l'affaire telles que témoins, etc.,
- les membres de la famille du policier requérant telles que l'épouse, époux, etc.

Ces personnes sont assermentées au moment même par le policier requérant avant la prestation de leurs services.

Étant donné que la Police grand-ducale travaille 24/24 et 7/7, il est souvent difficile de trouver un interprète assermenté disponible, surtout les week-ends et les nuits. Ainsi, la PGD est obligée d'avoir recours aux personnes mentionnées ci-dessus ne figurant pas sur les listes d'interprètes assermentés (listes Ministère de la Justice et ALTI).

.....

**Taxe d'abonnement** | Question **7255** (29/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Budget 2021 gouf d'Taxe d'abonnement ugepasst. Fongen, déi elo kënnen virweisen, dass se zu 50 % an nohalteg Produite bestinn, bezuele just nach 0,01 % amplaz 0,05 %.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Fro stellen:

– Wat bezuelen déi verschidde Fongen an der Moyenne un Taxe d'abonnement?

**Réponse** (22/12/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Iwwert d'Budgetsgesetz vum Joer 2021 (loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021) gouf am OPC-Gesetz vun 2010 e reduzéierten Taux fir d'Taxe d'abonnement fir Fongen, déi an nohalteg Produiten investéieren, agefouert.

Zanter dem 1. Januar 2021 sinn dës Taxen applicabel:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Op déi lescht Echeance vun der Taxe d'abonnement gekuckt, déi all Trimester fälleg gëtt, hunn d'Fongen, déi vun dëser reduzéierter Taxe d'abonnement konnt profitéieren, an der Moyenne 95.378,04 Euro Taxe d'abonnement pro Trimester bezuelt.

.....

**Évaluation du revenu d'inclusion sociale (REVIS)** | Question **7261** (30/11/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En réponse à la question parlementaire 6496 de l'honorable Députée Madame Djuna Bernard Madame la Ministre a annoncé que le rapport final de l'évaluation sera présenté à la Commission de la Famille et de l'Intégration vers la fin du premier semestre de 2023.

Or, sur le site internet du LISER on peut apprendre qu'un volet de cette évaluation qui se fait en réponse à une motion votée par la Chambre des Députés lors de la mise en place du projet de loi n° 7113 relatif au REVIS n'a été entamé qu'en date du 1<sup>er</sup> novembre 2022 pour prendre fin le 30 juin 2023.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Le volet de l'évaluation du REVIS réalisé par le LISER est-il censé être pris en compte pour le rapport final annoncé pour la fin du premier semestre 2023 ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre pense-t-elle qu'une présentation d'un rapport final reste faisable à l'échéance annoncée c'est-à-dire en juin 2023 au plus tard ?

3) Madame la Ministre peut-elle me confirmer que le rapport final de l'évaluation du REVIS sera effectivement présenté et pourra être débattu à la Chambre des

Députés avant la fin de la session parlementaire en cours ?

**Réponse** (08/12/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Tel qu'indiqué dans ma réponse à la question parlementaire n° 6496 de Madame la Députée Djuna Bernard, le rapport d'évaluation, dont fait partie le volet qualitatif réalisé par le LISER, sera présenté à la Commission de la Famille et de l'Intégration de la Chambre des Députés vers la fin du premier semestre de 2023.

.....

**Nouvelle prison à Sanem** | Question **7262** (30/11/2022) de **M. Pim Knaff** (DP)

Ce mercredi 30 novembre 2022, le « Centre pénitentiaire Uerschterhaff » est inauguré. Avec une capacité de 400 personnes, la nouvelle prison vise à remédier aux problématiques auxquelles fait face l'administration pénitentiaire depuis longtemps, telles une surpopulation carcérale et une prise en charge des détenus non adaptée à l'évolution de la vie carcérale depuis la deuxième partie des années 80.

Lors d'une interview à la radio luxembourgeoise « RTL » ce mercredi 30 novembre, le directeur du CPU a affirmé que la nouvelle prison est adaptée à un régime pénitentiaire moderne, permettant un certain degré de liberté de mouvement.

Dans ce contexte se pose également la question de la dignité humaine en détention, dont fait partie, également, la possibilité d'avoir des rapports interpersonnels avec des personnes extérieures à la prison. En effet, l'administration pénitentiaire se dit « consciente de l'importance de garder des liens familiaux ou communautaires pour favoriser l'insertion sociale du détenu » et affirme mettre en œuvre « différents moyens pour favoriser ces contacts pendant la détention ».

Il s'avère qu'au niveau de la vie de couple et de la vie familiale, le médiateur a dénoncé à plusieurs reprises dans le passé des modalités et un cadre insuffisants pour les détenus. En effet, une fin des relations pourrait selon un article au journal « Quotidien » de 2020 également mener à la fin du couple ou de la vie de famille, séparée par la prison. Concernant la question de visites dites « intimes », Madame la Ministre avait déjà au passé confirmé que ces visites n'étaient à présent pas possibles « en raison de l'infrastructure inadéquate » du CPL, mais qu'un aménagement des lieux était prévu suivant l'ouverture du CPU à Sanem.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce que les contacts avec des personnes extérieures à la prison seront possibles au CPU et quelles sont les installations en forme et en nombre mises à disposition pour cette fin ?

2) Est-ce que des modalités sont prévues pour des visites « intimes » à l'instar des « parloirs sexuels » en Espagne ou des « unités de vie familiale » en France ? Dans la négative, est-ce que des aménagements sont encore prévus ?

3) Dans quel cadre des visites familiales sont-elles actuellement possibles pour les détenus au CPL ?

**Réponse** (08/12/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1) et 2) Au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff il est possible pour le détenu de recevoir la visite de sa famille, de ses amis ou de son avocat dans un des lieux dédiés à cet effet.

Il y a une grande salle de visite commune comprenant douze tables. Chaque table peut accueillir le détenu et trois visiteurs externes. Les enfants ne sont pas pris en compte. Par ailleurs, un coin jeu a été mis en place pour les enfants.

À côté de la salle de visite, 14 parloirs individuels ont été installés, dont six parloirs sont dotés d'une vitre de séparation qui sont utilisés lorsque des impératifs de sécurité l'imposent.

En dehors de ces aménagements, il existe la possibilité pour le détenu de recevoir une visite familiale dans deux chambres spécialement aménagées pour une durée d'une à quatre heures. Ces chambres bénéficient d'un aménagement dédié à la visite des enfants. Une des deux chambres dispose également d'un équipement permettant la visite du partenaire du détenu hors présence des enfants dans des conditions décentes. Cette chambre est également équipée d'une salle de bain.

ad 3) Au Centre pénitentiaire de Schrassig les visites familiales sont actuellement organisées dans le cadre du service normal des visites. Des visites hors surveillance sont déjà possibles, mais des aménagements sont nécessaires.

À partir de janvier 2023, le Centre pénitentiaire de Schrassig disposera à son tour d'une chambre spécifiquement aménagée pour permettre des visites familiales hors surveillance, avec ou sans enfants, et ceci dans des conditions optimales. Grâce à l'ouverture du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, des espaces seront libérés au Centre pénitentiaire de Schrassig, permettant d'aménager des lieux de visite adaptés et décents.

.....

**Service central d'assistance sociale** | Question **7266** (30/11/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Service central d'assistance sociale, kuerz SCAS, spillt am Domän vum Jugendschutz eng ganz elementar Roll a schafft ganz enk mat de verschiddene juristeschen Institutionen zesammen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Fro stellen:

1. Opgelëscht pro Joer, wéi huet sech d'Unzuel vun de Fäll an Dossieren, em déi sech de SCAS këmmert, zënter 2010 verännert?

2. Wéi vill Persounen sinn zënter 2010 bei den Effektiv vum SCAS dobäikomm?

3. Wéi laang Zäit hunn d'Mataarbechterinnen a Mataarbechter an der Moyenne fir den Traitement vun engem Dossier?

4. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Aarbecht vum SCAS esou ka mat der néideger Suergfalt gemaach ginn? Wann nee, wat fir Ännerunge gesäit si konkret vir?

**Réponse** (23/12/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

2016 ass um SCAS eng nei Direktioun en place gesat ginn, déi zënter deem en eenheetleche Moosstaf agefouert huet, wat d'Entréeën an d'Sortië vun den Dossieren ugeet. Dofir ass et eréischt zënter deem Moment méiglech, d'Unzuel vun den Dossieren mateneen ze vergläichen.

2016 war och e kruziale Moment fir de SCAS, well Enn 2016 en Audit gemaach gouf. An der Suite dovunner krut de SCAS 2017 eng grouss Unzuel un neiem Personal zougedeeft.

ad 1. De SCAS huet 2 Sektionen, déi sech am Kader vum Jugendschutz ëm Mannerjäreger an hir Famillje këmmere.

D'Sektieon vun den Enquêtes sociales: D'Agente vum SCAS, déi en charge vun engem Dossier sinn, maachen eng komplett Bestandsopnam vun der Familljesituatioun, huele Kontakt mat dem Ëmfeld op, fir dem Jugendriichter/Parquet jeunesse en objektive Rapport kënnen ze maachen. Et handelt sech hei ëm eng „mission à court terme“.

*(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

D'Sektieon vun den Assistances éducatives: D'Agente kréien duerch e Gerichtsurteil vum Jugendriichter d'Missioun, d'Evolutioun vun engem Mannerjäreger a senger Famill ze suivéieren an eventuell Konditiounen, déi de Jugendriichter a sengem Urteil gesprach huet, ëmzesetzen. Hei handelt et sech ëm eng „mission à moyen et long terme“, déi esou laang dauert, bis d'Famill d'Hëllef net méi brauch oder bis de bestraffene Mannerjäreger d'Majoritéit erreicht huet.

*(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

ad 2. De SCAS huet 5 verschidde Servicer: Service de la protection de la jeunesse – Service aux affaires familiales – Service des tutelles – Service de probation – Service d'aide aux victimes.

Déi total Unzuel vum Effektiv vum SCAS (net nëmme vum Service de la protection de la jeunesse, mee vun all de Servicer) ass déi folgend:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

D'Unzuel vun den aktuell besaten ETP vun der Sektieon vun den Enquêtes sociales an der Sektieon vun den Assistances éducatives ass déi folgend:

*(tableaux et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Et sief bemierkt, dass no der Ukënnegung vun der Reform vum Jugendschutzsystem, deem eng nei Opdeelung vun de Missiounen an Täsch vum SCAS virgesäit, en Deel vun de Mataarbechter vum SCAS bei den Office national de l'enfance (ONE) eriwwer gewieselt sinn.

ad 3. An der Sektieon vun den Enquêtes sociales ass den Delai, fir en Dossier ze traitéieren, ënnerschiddlech laang. All Dossier, mat deem d'Sektieon chargéiert ass, gëtt fir d'éischt evaluéiert a kritt en „degré d'urgence“ zougedeeft.

D'Urgencen (degré élevé), souwéi d'Kanner, déi ënner 4 Joer al sinn, hu Prioritéit a gi bannent 2 Deeg traitéiert an tëschent 2 an 3 Wochen um SCAS clôturéiert.

D'Degrés moyens à faibles ginn encodéiert an no engem Prioritéitsklassement verdeelt. Et kann deemno tëschent 6 an 9 Méint daueren, bis den Dossier ugefaange gëtt.

D'Sektieon befaasst sech och mat de Rapporte vun den Evolutiounen, déi op 3–6–9 Méint oder 1 Joer vum Jugendriichter-Parquet jeunesse, fixéiert sinn.

Ass den Agent mam Dossier chargéiert, hëlt en sech déi noutwenneg Zäit, fir all d'Informatiounen ze sammeln, fir en detailléierten an objektive Rapport verfaassen ze kënnen. D'Dauer vum Traitement hântk vu ville Facteuren of: Zuel vun de Kanner, Komplexitéit vum Dossier, d'Recherchen, déi gemaach musse ginn, d'Unzuel vun den Demarchen, Disponibilitéit vun de Clienten an de Professionellen ...).

An der Sektieon vun den Assistances éducatives ass et net méiglech, eng Zäitdauer unzeginn. Den Dossier bleift esou laang op, bis de Jugendriichter eng Clôture ausschwätzt, dat am Fall wou d'Situatioun vun Mannerjäreger sech verbessert huet, keng Geforequell méi besteet an déi fixéiert Konditiounen erfëllt sinn.

Wunnt de Client net méi zu Lëtzebuerg oder kënt de Mannerjäreger an eng Institutioun, bleift den Dossier „en suspens“.

Den eelsten Dossier un deem nach geschafft gëtt ass vun 2006.

ad 4. D'Mataarbechter vum SCAS schaffe mat grousem Engagement a leeën déi néideg Suergfalt am Kader vun hirer Aarbecht un den Dag.

Fir hir Mataarbechter optimal ze encadréieren, stellt de SCAS jonke Mataarbechter Tuteuren zur Säit. Gläichzäitig gi Formatiounen organiséiert, fir d'Mataarbechter ze encadréieren. De SCAS gräift och en cas de besoin op extern Servicer zréck.

### Consuls honoraires | Question 7269 (30/11/2022) de M. Claude Wiseler (CSV)

Laut engem Artikel op der Noriichteplattform „reporter.lu“ solle weltwäit eng Rei Honorarkonsulen a Skandalen oder esouguer Strofdate verwickelt sinn. Och Persounen, déi Lëtzebuerg am Ausland vertrieeden, stinn an der Kritik. Ganz allgemeng geet et an dem Bericht iwwert d'wirtschaftlech Interesse vun den Honorarkonsulen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

1. Wéi vill Honorarkonsule vertrieeden am Ausland d'Interesse vu Lëtzebuerg?
2. A wat fir Länner huet Lëtzebuerg Honorarkonsulen?
3. Wat sinn déi genee Aufgabe vun engem Honorarkonsul?
4. No wat fir Krittäre ginn d'Persounen erausgesicht, déi als Honorarkonsul d'Interesse vu Lëtzebuerg am Ausland vertrieeden?
5. Mussen Honorarkonsule reegelméisseg e Bericht iwwert hir Aarbecht virleeën?
6. Gëtt e reegelméisseg Screening gemaach, fir ze kontrolléieren, ob d'Honorarkonsulen sech näischt zuscholden komme gelooss hunn?

### Réponse (20/12/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Aktuell gëtt et 163 Honorarkonsulen, déi Lëtzebuerg am Ausland representéieren.

ad 2. Déi 163 Honorarkonsule representéieren Lëtzebuerg a 76 verschidde Länner (Amerika, Andorra, Armenien, Australien, Bahamas, Bangladesch, Barbados, Belsch, Brasilien, Bulgarien, Chile, China, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Däitschland, Dänemark, Éisträich, El Salvador, England, Estland, Finnland, Frankräich, Griicheland, Grönland, Guatemala, Holland, Honduras, Île Maurice, Indien, Indonesien, Irland, Island, Israel, Italien, Japan, Jordanien, Kanada, Kasachstan, Lettland, Libanon, Liechtenstein, Litauen, Malaysien, Malta, Marokko, Mexiko, Moldawien, Monaco, Mongolei, Nepal, Neuseeland, Nicaragua, Nord Maze-donien, Norwegen, Oman, Panama, Philippinnen, Polen, Portugal, Rumänien, Russland, Singapur, Slowakei, Sri Lanka, Schweden, Schwäiz, Spuenien,

Südafrika, Südkorea, Thailand, Tunesien, Tierkei, Ukrain, Ungarn, Vietnam an Zypern).

ad 3. Wat d'Aufgabe vun engem Honorarkonsul uginnt, sou sinn déi immens villfälteg an dës kënnen och jee no Land variéieren, mee grondsätzlech sinn dës Aktivitéiten duerch d'Wiener Konventioun vun 1963 iwwert d'konsularesch Bezéiunge festgeluecht.

An éischer Stell steet virun allem awer ëmmer d'Ënnerstëtzung vun de Lëtzebuerger(Innen) an de Lëtzebuerger Residenten, déi sech an der Regioun vum Honorarkonsul befannen, well se do liewen oder sech grad do ophalen an do zum Beispill an Nout gerode sinn. Fir dës Leit, déi Hëllef brauchen, ass dann och déi éischt Ulafstell.

D'Honorarkonsule schaffen och reegelméisseg mat eisen Ambassaden a mam Departement vun de konsulareschen Affäre vum Aussen- an Europaministère zesummen. Während der Covid-19-Pandemie zum Beispill waren eis Honorarkonsulen – zesumme mat eisen Ambassaden – eng extrem wichtige Stäip an Hëllef, fir dass déi vill Bierger(Innen) a Lëtzebuerger Awunner, déi op der ganzer Welt ënnerwee waren, erëm sécher heem konnte kommen.

Eis Honorarkonsulen uechert d'Welt stelle keng Päss oder Visaen aus, mee si ginn awer reegelméisseg Renseignementer iwwert déi verschidde Formalitéiten, fir kënnen op Lëtzebuerg ze reesen, oder awer nach aner konsularesch Froen. No Récksprouch mam Aussen- an Europaministère kënnen si awer zum Beispill e „laissez-passer“ fir d'Rees zréck op Lëtzebuerg ausstelle fir Lëtzebuerger(Innen) oder Lëtzebuerger Residenten, déi hir Pabeiere verluer hunn oder geklaut kruten. Dëst huet eis an der Pandemie an och anere Krise ganz vill gehollet.

Zousätzlech zu dësen Aufgabe kommen awer och nach Aufgabe wéi zum Beispill d'Ënnerstëtzung vu Visite vu Membere vun der groussherzoglecher Famill, der Regierung oder der Chamber. Si ënnerstëtzen awer och Lëtzebuerger Firmaen oder Start-ups, (Finanz-)Agenturen a Persounen, déi am Kulturberäich tätég sinn, oder paken eng Hand un, wann et ëm d'Organiséiere vu wirtschaftlechen, finanziellen a kulturelle Manifestatiounen sur place geet. Vill vun eisen Honorarkonsule sinn iwweregens och am ekonomeschen a finanzielle Beräich tätég an hunn dann och gutt Relatiounen zu de regionalen Administratiounen, ekonomeschen a finanzielle Partner an Instituter souwéi mat de regionalen oder nationalen Handelskummen. Vill vun hinne sinn awer och kulturell tätég an hu soumat gutt Kontakter zu de kulturellen Associatiounen an Institutiounen.

Honorarkonsule si virun allem a grouse Länner eng wichtige Hëllef, fir d'Aarbecht vun den – oft reduzéierten – offiziellen Lëtzebuerger diplomatesche Verriedungen am Ausland ze ergänzen an d'Interète vu Lëtzebuerg bis iwwert d'Haaptstad eraus ze droen.

ad 4. Déi allgemeng Krittären, fir kënnen Honorarkonsul oder Honorarkonsulin ze ginn, sinn duerch d'Wiener Konventioun vun 1963 iwwert d'konsularesch Bezéiunge festgeluecht. D'Persoun, déi fir den Honorarkonsulposten erausgewielt ginn ass, dierf och net schonn Honorarkonsul fir en anert Land sinn.

Et ginn awer och nach méi spezifesch Krittären a Betruecht geholl, déi sech un den ekonomeschen, sozialen oder kulturellen Intressie vu Lëtzebuerg an engem bestëmmte Land orientéieren. E Kandidat fir de Poste vun engem Honorarkonsul soll, wa méiglech, dann och déi néideg gutt Kontakter an deene Beräicher hunn.



D'Lëtzebuerger Nationalitéit oder awer nach déi finanziell Situatioun vun engem Kandidat fir de Poste vum Honorarkonsul gehéieren net zu de Krittären.

ad 5. E reegelméisseg Bericht vun den Aktivitéiten vun eisen Honorarkonsulen ass net verlaangt. D'Aufgabe vun engem Honorarkonsul sinn op fräiwëlleger Basis, déi dëse meeschtens niest sengem normale Beruff mécht a fir déi hien also weeder eng Pai nach soss iergendwellech Entschiedegunge kritt.

Dovun ofgesi schaffen eis Honorarkonsule ganz enk mat eisen Ambassade respektiv mam Aussen- an Europaministère zesummen an informéieren eis dann, wéi eng Aarbechten se a leschter Zäit gemaach hunn, respektiv wéi eng Aktivitéiten deemnächst bei hinnen um Programm stinn. Eis Ambassaden organiséieren och reegelméisseg Reunioune mat den Honorarkonsulen aus hirem Land oder Regioun, wou dës dann och iwwert hir Aktivitéite berichten. En plus représentéieren eis Honorarkonsule Lëtzebuerg och op de lokalen oder regionale Reunioune vun den Honorarkonsulen, déi do akkreditéiert sinn.

ad 6. Periodesch „screenings“ vun eisen Ambassaden oder vum Aussen- an Europaministère sinn am Prinzip net virgesinn. Wéi uewe schonns erwänt, schaffen eis Honorarkonsule jo ganz enk mat eisen Ambassaden an dem Aussen- an Europaministère zesummen an huelen och u reegelméisseg Reunioune deel, wou se iwwert hir Aarbechte berichten.

Sollt et awer emol zu Onstëmmegkeete kommen, bezüegungsweise sollten et Verstéiss oder Onreegelméissegkeete ginn, da gëtt eng detailléiert Analyse duerchgefouert an d'Persoun an hir jeeweileg Aufgaben als Honorarkonsul erënnert. Bei gravéierende Verstéiss, wat seng Funktiounen ugeet, oder awer am Fall vun enger Verurteilung, EU-Sanktioune géint seng Persoun, respektiv am Fall vun engem Vertrauensmissbrauch, kann en Honorarkonsul den Titel och direkt oferkannt kréien a suspendéiert ginn.

Wichtig ass nach ze bemerken, datt gemäss der Wiener Konventioun vun 1963 iwwert d'konsularesch Bezéiungen e Kandidat, dee fir de Poste vum Honorarkonsul vum Ausseminister zréckbehalen a vum Groussherzog ernannt ginn ass, och d'Exequatur, also d'Zoustëmmung, vum Land brauch, wou e seng Aktivitéite soll ausüben. Am Virfeld vun esou enger Zoustëmmung gëtt dann och en indirekte Screening vun den Autoritéiten an deem jeeweilege Land ënnerholl.

### Liste d'attente dans les foyers pour femmes en détresse | Question 7273 (01/12/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

La Orange Week qui a lieu en ce moment a comme objectif de mettre la lumière sur les violences faites aux femmes et filles. Malheureusement au Luxembourg aussi, les violences sexistes existent et notamment aussi les féminicides. Nous ne sommes pas une île.

Pourtant, il semble que l'État n'arrive pas à protéger les femmes exposées aux violences et notamment les femmes les plus vulnérables. En effet, les lits dans les foyers pour femmes seraient tous occupés de sorte qu'une liste d'attente beaucoup trop longue existerait.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes :

1) Pouvez-vous me faire un relevé des foyers et des lits avec le taux d'occupation et son évolution sur les dernières 4 années ?

2) Combien de personnes sont actuellement inscrites sur la liste d'attente des foyers et quelle est l'évolution

de ce nombre sur les dernières années ? Combien d'entre elles sont des enfants ?

3) En cas de foyers pleins, quel est le plan d'urgence pour les femmes devant quitter leur domicile immédiatement ? Est-ce que vous travaillez avec des hôtels ou autres structures afin de loger d'urgence des femmes victimes de violence ? Est-ce que la solution de chambre d'hôtel est toujours proposée aux victimes ?

4) Est-ce que les foyers acceptent également des femmes qui n'ont pas de titre de séjour valide et qui sont particulièrement vulnérables ? Si non, pourquoi et quel est votre plan afin que ces femmes ne se retrouvent pas exposées à la violence ?

**Réponse (13/12/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes**

Le Gouvernement s'investit au quotidien pour briser le tabou qui continue à entourer la thématique de la violence domestique, à optimiser le dispositif de prise en charge de victimes et d'auteur-e-s de violence domestique et à encourager un engagement sociétal visant l'élimination de toute forme de violence.

Comme expliqué à maintes reprises, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) mise sur une approche multidimensionnelle dans laquelle aussi bien la prise en charge psychosociale des victimes de violences domestiques que la mise à disposition de structures d'accueil et de logements temporaires sont des éléments-clés pour soutenir les victimes dans leur projet vers un avenir sans violence.

Par rapport à la question de la planification de structures d'accueil supplémentaires, je tiens à rappeler que mon objectif primaire reste la réduction du nombre de cas de violence domestique.

L'un des piliers de la législation luxembourgeoise en la matière, l'une des plus sévères au monde, est la mesure d'expulsion de l'auteur-e afin de permettre justement à la victime de rester, en toute sécurité, dans son environnement et logement habituels.

Même en dehors de ce mécanisme, toute victime de violences domestiques aiguës est prise en charge sans délai, justement pour éviter un retour chez l'auteur-e, par le réseau de partenaires du MEGA qui gèrent des structures d'accueil classiques et d'urgence.

Actuellement, les gestionnaires, conventionnés avec le MEGA, gèrent sept centres d'accueil classiques avec une capacité de 166 places pour femmes avec ou sans enfants et de 15 places pouvant accueillir des hommes avec ou sans enfants. En détail, la situation se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Le nombre d'enfants séjournant dans les foyers est soumis à de fortes fluctuations.

En termes de capacités disponibles, il convient de soulever qu'en moyenne une cinquantaine de femmes figurent sur la liste d'attente commune gérée par les différents gestionnaires du MEGA. Environ deux tiers des femmes figurant sur la liste d'attente se déclarent victimes de violence domestique et un tiers sont des femmes qui avancent des problèmes sociaux, de logement ou de santé. Les victimes de violence domestique ont toujours un accès prioritaire aux logements disponibles.

Pour des cas de violence domestique nécessitant un relogement urgent de la victime, les gestionnaires disposent de chambres d'urgence. Si aucune opportunité existe au niveau des structures d'accueil, les

gestionnaires peuvent toujours recourir à des chambres d'hôtels, dont les coûts sont pris en charge par le MEGA. En 2020, 46 personnes, avec ou sans enfants, ont pu être placées de manière temporaire dans des chambres d'hôtel pour un montant de € 104.338,80.

Outre les structures d'accueil classiques, les gestionnaires du MEGA disposent de logements de deuxième phase pour accueillir des femmes ayant besoin d'une prise en charge à court et moyen terme.

À ce jour, les gestionnaires disposent de 95 logements de deuxième phase qu'ils peuvent mettre à disposition de femmes prêtes à quitter le centre d'accueil classique offrant un encadrement psychosocial intensif pour une structure offrant plus d'autonomie aux usagères.

Dans ce contexte, il est pourtant aussi important de rappeler que toute femme victime admise dans un centre d'accueil classique est aussi inscrite sur les listes d'attentes des promoteurs de logements sociaux, car l'accueil dans un foyer doit toujours être une mesure temporaire et l'autonomisation des victimes doit rester notre principal objectif.

Toute femme confrontée à une détresse aiguë, telles que les victimes de violence domestique, est prise en charge par nos gestionnaires indépendamment de leur statut social, leur origine ou leur croyance. En ce qui concerne les femmes ne disposant pas de titre de séjour valide ou en séjour illégal, je tiens à souligner qu'une telle situation est analysée au cas par cas ensemble avec tous les acteurs et ministères concernés au niveau de comités spécialisés, comme par exemple le Comité traite ou le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

### Hauts fonctionnaires du Gouvernement | Question 7323 (06/12/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

De Premierminister huet a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 7083 geäntwert, datt et méiglech wier, iwwert den Annuaire vum Staat an och de Mémorial B eng Lëscht vun allen héije Fonctionnaire vum Staat ze erstellen an esou op d'Froen aus der genannter parlamentarescher Fro ze äntweren.

Et ass mir awer bekannt, datt dëst net ganz der Wourecht entsprécht, esou sinn zum Beispill am Mémorial B net all Demissioun vu Beamten an deene 5 Kategorien (Administrateur général, 1<sup>er</sup> Conseiller de Gouvernement, Conseiller de Gouvernement première classe, Conseiller de Gouvernement & Conseiller de Gouvernement adjoint) verëffentlecht.

Deementspreechend kann een trotz Fläissaarbecht net all Ännerungen novollzëien. Des Weidere ginn am Annuaire Leit gläichzäiteg als Haut Commissaire wéi och als 1<sup>er</sup> Conseiller de Gouvernement gelëscht.

Laut mengen Informatiounen huet d'Regierung een Excel-Fichier, deen Informatiounen regroupéiert, déi ech a menge viregte Questions parlementaires gefrot hunn.

Och schénge et esou, datt verschidden héich Fonctionnaire net „à temps plein“ genannt sinn, eppes wat aus dem Mémorial B och net ervirgeet an et esou onméiglech mécht, d'Entwécklung an „équivalent temps plein“ ze bestëmmen.

Säit der Regierung Juncker/Asselborn II huet déi maximal Zuel vu Spëtzebeamten (Administrateurs généraux, 1<sup>ers</sup> Conseillers de Gouvernement, Conseillers de Gouvernement première classe, Conseillers de Gouvernement adjoints) sech

vun 79 op 126 erweidert. Dës Zuel soll nach weider op 150 wuessen.

Opgrond vun all deenen Informatiounen hei virdu kommen ech net drëms erëm, fir eng Rei Froen nach eemol ze formuléieren an ëm weider Froen ze ergänzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Kann de Minister d'Ventilatioun vun der Unzuel vun de Beamten aus de 5 Kategorië mat de respektiven Nimm (déi duerch de Mémorial B jo schonn ëffentlech sinn), der Funktioun an der Date d'entrée en fonction oplëschen?

2. Vu datt (implizitt) Demissiounen net alleguerten am Mémorial B verëffentlecht ginn: Wéi ass d'Entwécklung vun der Zuel vun de Beamte pro Kategorie a Joer (Stand 1.11) säit dem Regierungswiessel 2013? Ech géif bieden, dës Zuelen eemol als absolutt Zuelen u Persounen an och als „équivalent temps plein“ unze ginn, eng Informatioun, déi weeder am Mémorial nach am Telefonsbuch vum Staat ze fannen ass.

3. Kann de Minister d'Existenz vun engem informatesche Fichier confirméieren, deen Äntwerten op d'Froen aus der parlamentarescher Fro N° 7083 erginn hätt?

- Falls jo, wat ass den Titel vun dësem Fichier?

- Wat schwätzt géint eng Verëffentlechung wëssend, datt de Minister selwer äntwert, datt all dës Informatiounen well ëffentlech wieren?

4. Wat sinn d'Grënn dofir, datt Beamten aus de genannte 5 Kategorien nëmmen an Deelzäit genannt sinn?

5. Wéi vill vun de Beamten aus dëse 5 Kategorien, déi scho virun der Regierung Bettel I dës Funktioun hatten, sinn haut nach en fonction?

6. Wéi vill Beamten aus dëse 5 Kategorië si säit dem Regierungswiessel 2013 an d'Pensioun gaangen?

**Réponse** (23/12/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Wéi schonn an den Äntwerten op dem honorablen Deputéierte seng parlamentaresch Froen N° 7083 an N° 7245 duergeluecht, invitéiert d'Regierung den honorablen Deputéierten, seng Recherchen an den ëffentlech zougänglechen Informatiounen ze maachen. Sollten sech dann nach weider Froe stellen, kann d'Regierung dem honorablen Deputéierten dozou Prezisiounen liwweren.

ad 2. D'Entwécklung vun der Zuel vun de Beamte pro Kategorie a Joer (Stand 1.11) säit dem Regierungswiessel 2013 (a Persounenzuel an an „équivalent temps plein“) ass déi heiten:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Nee. De Staatsministère huet par contre ee Fichier mam Titel „[Datum vun der leschter Versioun]\_Tableau d'ancienneté ACTUEL.doc“, deen déi aktuell Situatioun vun der Karriär vum Conseiller de Gouvernement reflétéiert.

Den Tableau enthält perséinlech a berufflech Donnéeën vun de concernéierte Leit, déi entsprechend der Finalitéit vum Tableau hir Plaz dodran hunn, mee déi am Sënn vum Schutz vun der Privatsphär vun de concernéierte Leit net solle verëffentlecht ginn.

ad 4. D'Grënn dofir sinn d'gesetzlech Dispositiounen zum Temps partiel, déi ënner anerem de Sënn an Zweck erfëllen, fir d'Beruffs- a Privatliebe besser kënnen ze conciliéieren.

ad 5. D'Regierung verweist den honorablen Deputéierten op hir Äntwert op seng Fro N° 1.

ad 6. Säit dem Regierungswiessel 2013 si 34 Beamten aus deene 5 Kategorien an d'Pensioun gaangen.

.....  
**Arrêt n° 174 du 9 décembre 2022 de la Cour constitutionnelle concernant le mécanisme temporaire de la voie express de la Police grand-ducale** | Question 7365 (13/12/2022) de **M. Léon Gloden** (CSV)

Dans son arrêt n° 174 du 9 décembre 2022, la Cour constitutionnelle dit que « le mécanisme temporaire de la voie expresse instauré par l'article 94 de la loi du 18 juillet 2018, considéré à la lumière de la systématique de ladite loi, institue une identité de traitement appliqué à des situations différentes qui n'est pas conforme au principe d'égalité devant la loi consacrée par l'article 10bis, paragraphe 1, de la Constitution (...) le législateur a réalisé en la matière un changement de paradigme en instituant un système posant dorénavant la formation à travers la possession d'un diplôme sanctionnant certaines études comme critère de classement des fonctionnaires nouvellement recrutés, il apparaît incohérent qu'au niveau du mécanisme temporaire de la voie expresse, le critère essentiel soit celui de l'ancienneté et que peu d'importance soit accordée à celui de la formation ».

Faisant suite à cet arrêt de la Cour constitutionnelle, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Dans quel délai le Gouvernement se conformera-t-il à cet arrêt ?

**Réponse** (15/12/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Vu l'article 15 alinéa 2 de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle, il est en l'état impossible de déterminer un délai précis.

.....  
**Dette des communes** | Question 7374 (13/12/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aktuell ginn an de Gemengeréit hei am Land d'Budgete fir d'Joer 2023 diskutéiert an ofgestëmmt. Et ass am ëffentlechen Interessé, dass d'Gemengen nohaltig mat de Steiergelder ëmginn. Aus dësem Grond hunn déi lokal Verwaltungen streng Reegelen, wat d'Opnam vun neie Scholden ugeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Finanzen dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesche fir 2022 eng Oplëschtung vum Scholdestand vun alle Gemenge virleeën? Wat ass d'Pro-Kapp-Verscholdung pro Gemeng?

2. Wéi héich sinn d'Recetten aus der Gewerbesteier (ICC) fir déi verschidde Gemenge fir d'Joer 2022?

3. Wéi héich sinn d'Dotatiounen aus dem Dotationsfond vun de Gemengen (Fonds de dotation globale des communes) fir déi eenzel Gemenge fir d'Joer 2022?

4. Wéi héich sinn d'Recettë fir déi eenzel Gemengen am Budgetposte „Vente de terrains“ (Budgetsposten 261100) fir d'Joer 2022?

**Réponse** (28/12/2022) de **Mme Taina Boffering**, Ministre de l'Intérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Wéi den éierbaren Deputéierten et richteg präziséiert, ënnerstinn d'Gemengefinanze strikte Reegelen, besonnesch fir d'Opnam vun neie Scholden.

Den Artikel 118 vum ofgeännerte Gemengegesetz seet: « L'administration communale peut recourir au crédit pour financer des dépenses extraordinaires si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré. »

D'Annuitéit entsprécht der Zomm vun den Zësen an dem Remboursement vun der Schold op ee Joer gekuckt. Doduerch, datt d'Annuitéiten iwwert de Fonctionnementsbudget vun enger Gemeng bezuelt ginn, ass garantéiert, datt d'Gemengen net an eng Scholdespiral gerode kënnen. Déi sou erlaabte Schold déngt exklusiv dem Finazement vun Infrastrukturen. Si gétt enger Gemeng och nëmmen dann accordéiert, wann d'Gemeng den Emprunt iwwert hiren eegene Fonctionnementsbudget zeréckbezilt. Dëst verhënnert och, datt d'Gemengen d'Paie vun hire Gemengebeamten iwwer Emprunte finanzéieren.

Den Inneministère féiert keng Statistik iwwert d'Pro-Kapp-Verscholdung vun de Gemengen. Eng Gemeng kritt hiren Emprunt net opgrond vun hirer Awunnerzuel geneemegt, mee well se kapabel ass, d'Schold zeréckzebezuelen.

D'Zuele fir 2022 zu de Recetten aus der Gewerbesteier (ICC) an zu der Gemengendotatioun (FDGC) kënnen et nach net ginn, well d'Budgetsjoer 2022 nach net ofgeschloss ass. D'Zuele fir 2021 fënnt den Deputéierten an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5886.

En Tableau mam Scholdestand pro Gemeng, souwéi de Recetten um Budgetposte „Vente de terrains“ fir d'Joer 2022 ass un dës Äntwert annexéiert.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

.....  
**Épidémie de bronchiolite** | Question 7389 (16/12/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Obwuel d'Gesondheitsministesch an hirer Äntwert op d'Question parlementaire 7378 präziséiert, dass 8 zousätzlech stationär Better an der KannerKlinik geneemegt goufen, fir an enger akuter Phas ronderëm d'Bronchiolite-Epidemie an anere respiratoreschen Infektionskrankheete bei Kanner, méi Kapazitéiten ze hunn, ass d'Situatioun eisen Informatiounen no immens ugespaant. Niefert dem CHL schloen och d'Kannerdokteren aus private Praxissen Alarm, dass si iwwerlaascht sinn. Dobäi kënn, dass oftmools ee Geneesungszertifikat vun der Betreiuungsstruktur vum Kand verlaangt gétt.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

- Ass der Regierung dës Situatioun bekannt?

- Gesäit d'Regierung vir, een Appell un d'Elteren ze richten, fir d'Klinicken an d'Dokteren ze entlaaschten?

- Gesäit d'Regierung vir, den Dagesstrukturen nozeleeën, an dëser Situatioun op de Geneesungszertifikat ze verzichten?

- Huet d'Regierung wëlles, sech un d'Elteren ze riichten, fir hinnen déi wichtegst Schutzmesurë fir hir Kanner, an dëser Wanterperiod, ze rappeléieren?

**Réponse** (21/12/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Opgrond vun der ugespaanter Situatioun an der KannerKlinik an der héijer Unzuel u Bronchiolite-Fäll huet d'Gesondheitsministesch, zesumme mam Gesondheitsdirekter, mam Direkter vum CHL a mam President vun der Societéit vun de Pediatere de 16. Dezember eng Pressekonferenz ginn, fir nach emol de Punkt iwwer d'Situatioun ze maachen.

Generell ass an dësem Kader nach eemol en Appell un d'Leit gemaach ginn d'Hygiënesmesuren anzehalen, grouss Mënschemasse mat klenge Kanner ze

**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

evitéieren, Masken ze droen an sech reegelméisseg d'Hänn ze wäschen. Pediatere solle prioritär consultéiert ginn, wann d'Kanner manner wéi 4 Joer hunn; Kanner iwwer 4 Joer kënnen iwwerdeems och e Generalist consultéieren a mussen net onbedéngt bei de Pediatier an d'Consultatioun goen. Doriwwer eraus ass och nach eemol en Appell un d'Eltere geriicht ginn, hir Kanner wa méiglech doheem ze betreien an se just, wann onbedéngt néideg, an d'Crèche ze ginn. Bei Kanner iwwer 6 Joer soll ee bei éischten Unzeeche wéi Féiwer, Halswéi an Houschte wa méiglech 3 Deeg ofwaarden, iert een en Dokter opsicht. Eltere kënnen an Zukunft och bei hirem Hausdokter oder iwwer Teleconsultatioun de Certificat pour raisons familiales kréien, fir bei hirem kranke Kand ze bleiwen.

Weider Informatiounen zu de wichtigste Schutzmesurë sinn um Site [www.sante.public.lu](http://www.sante.public.lu) nozeliesen. Doriwwer eraus sinn och Flyere gemaach ginn, déi nach eemol déi wichtigst Schutzmoosname fir Kanner ënner 2 Joer rappeléieren.

Bleift nach ze ënnersträchen, datt fir déi akut Servicer ze entlaaschten, vu Januar un, d'Maison médicale pédiatrique an der KannerKlinik och méi laang op an duebel besat wäert sinn.

Wat déi sougenannte Geneesungscertificaten ubelaangt, ass et esou, datt et fir dës Certificate keng legal Basis gëtt an d'Gesondheitsdirektioun generell géint d'Ausstelle vun engem Certificat ass. Et gëtt ee vun engem Dokter krank geschriwwen, an net gesond geschriwwen. Gesond sinn ass den Normalzoustand, deen net muss extra beschäinegt ginn. Eng Kommunikatioun, déi d'Gestionnaires de crèche dorun erënnert, datt eng Admissioun an enger Crèche net un d'Virweise vun engem Geneesungscertificat konditionéiert dierf sinn, ass schon an de Joren 2017 an 2020 un d'Gestionnaires de crèches adresséiert ginn. E Rappel an deem Sënn wäert zäitno gemaach ginn.

**Problèmes lors du vote par correspondance | Question urgente 8082 (08/06/2023) de M. Sven Clement (Piraten)**

Eis sinn e puer Temoignagen zougedroe ginn, wou Leit Problemer haten, fir d'Bréifwal fir d'Gemengewalen dëse Sonnden aus dem Ausland zrëck op Lëtzebuerg ze schécken. Dëst geschitt net nëmmen auslännesche Residenten, mee och de Student:innen am Ausland. Aner Länner akzeptéieren d'Enveloppe préaffranchie net ëmmer an d'Leit mussen nach nobezuelen, wann si hire Stëmmziedel wëllen ofschécken.

An deem Zesummenhang wëilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. U wie kënnen sech d'Leit wenden, wann d'Land, aus deem se wëllen de Bréif schécken, déi giel Enveloppe net wëll unhuelen?
2. Et ass net déi éischte Kéier, dass Leit aus dem Ausland Problemer mat der Bréifwal hunn. Denkt d'Ministesch net, dass an Zukunft missten d'Bréiwer un eng lëtzebuergesch Ambassade geschéckt kënnen ginn, fir esou Käschte fir d'Wieler:innen ze evitéieren a sécherstellen, dass all Bréif ofgeschéckt ka ginn?
3. Ënnert anerem d'Stad Lëtzebuerg seet de Leit, se kéinten se och per Coursier amplaz un d'Adress, déi op der Enveloppe opgedréckt ass. D'Gesetz schreift awer eng „lettre simple“ un de Walbureau vir. Ass dëst kompatibel mat den Artikelen 270 an 271 vum Walgesetz?

**Réponse (09/06/2023) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwer angeblech Schwierigkeete beim Renvoi vum Bulletin de vote per Bréifwal aus dem Ausland op Lëtzebuerg.

Am Virfeld vun de Walen huet POST, an Ausféierung vun enger Konventioun mam Staat, eng Informatioun iwwert de Büro vun der Union postale universelle (UPU) un d'Postopérateure weltwäit geschéckt, fir se iwwert d'Gemengewalen an d'Prozedur vun der Bréifwal ze informéieren. Alleguer d'Gemengen iwwerhuelen d'Fraise fir de Retour vun der Bréifwal. Dovunner hunn der 96 fir den Envoi-réponse optéiert an déi aner 6 fir Coupons-réponse internationaux.

Ech weess vun enger Gemeng, déi net genuch Coupons-réponse bäigeluecht hat, a vun 3 Fäll, wou et aner Schwierigkeete fir de Retour vum Bulletin per Bréifwal soll gi sinn. Dat sinn 2 Fäll aus Éisträich an 1 Fall aus England, an deenen de Lëtzebuerg Auto-ritéite matgedeelt ginn ass, dass et Schwierigkeete mat der gratis Akzeptatioun oder dem Retour vun de gielen Transmissiounsenveloppë ginn ass. POST huet doropshin direkt Kontakt mat hire Partner op der Plaz opgeholl a krut verséichert, dass si nach emol e Rappel vun de Prozeduren un hir Leit géife maachen.

Wann d'Wieler mat Schwierigkeete bei der Bréifwal konfrontéiert sinn, kënnen si sech un de Kontaktzenter vu POST wenden: iwwert den Telefon +352 2424 8004 aus dem Ausland, iwwer E-Mail u [contact.courrier@post.lu](mailto:contact.courrier@post.lu) oder wann een de Kontaktformular vum Internetsite [www.post.lu](http://www.post.lu) ausfëllt.

Fir Bréiwer un eng Ambassade ze schécken, ass keng Optioun. Am Prinzip hunn d'Wieler och keng Onkäschten, well d'Gemengen dës iwwerhuelen. Just a seelene Ausnahmefäll, wou de Retour, trotz alle Precautiounen, déi POST geholl huet, net funktionéiert, kann et virkommen, dass e Wieler de Retour selwer muss bezuelen.

D'Optioun, fir de Walziedel per Coursier zrëckzeschécken, géllt virun allem bei de Chamberwalen, an zwar fir Lëtzebuerg, déi hire Wunnsätz an Iwwerséi hunn. Vun do aus kann de Retour méi laang wéi üblech daueren.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ  
PS/799